“ Refoulé et recentré ”: dynamiques touristiques et patrimoniales en Afrique du Sud et au Mozambique

Fabrice Jean-Michel Folio

▶ **To cite this version:**

Fabrice Jean-Michel Folio. “ Refoulé et recentré ”: dynamiques touristiques et patrimoniales en Afrique du Sud et au Mozambique: Tomes 1 & 2: Parcours et Productions. Géographie. Université de La Réunion, 2022. tel-03754962

HAL Id: tel-03754962

https://hal.univ-reunion.fr/tel-03754962

Submitted on 20 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

UNIVERSITE DE LA REUNION, GEOGRAPHIE
OCEAN INDIEN : ESPACES ET SOCIETES

FABRICE FOLIO

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DE L'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES
SOUS LE PARRAINAGE DE JEAN-MICHEL JAUZE

« Refoulé et recentré » : dynamiques touristiques et patrimoniales en Afrique du Sud et au Mozambique

Objets-Lieux de la *Marge* : valorisation et repositionnement

Tomes 1 & 2 : Parcours et Productions

Rapport de synthèse

HDR présentée, à l'Université de La Réunion, le **19 avril 2022** devant un jury composé de :

- Madame **FOURNET-GUÉRIN** Catherine, Pr en géographie, Sorbonne Université
- Madame **GRAVARI-BARBAS** Maria, Pr en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, rapporteure
- Monsieur **LAJOIE** Gilles, Pr en géographie, Université de La Réunion, rapporteur
- Madame **MAINET** Hélène, Pr en géographie, Université de Clermont Auvergne, rapporteure
- Monsieur **TAGLIONI** François, Pr en géographie, Université de La Réunion
- Monsieur **JAUZE** Jean-Michel, Pr en géographie, Université de La Réunion, garant de l'HDR

SOMMAIRE

Mémoire d'H.D.R. – tome 1
Parcours détaillé……p 2

INTRODUCTION - dessiner un profil……p 3

ACTIVITÉ PÉDAGOGIQUE - moduler les approches……p 12

ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE - hybrider champs et pratiques……p 26

RESPONSABILITÉS COLLECTIVES - s'investir (au possible…)……p 50

Mémoire d'H.D.R. – tome 2 (a)
Curriculum vitae et liste des publications……p 53

Mémoire d'H.D.R. – tome 2 (b)
Production scientifiques structurées……p 64

Entrées thématiques des publications et communications……p 65

Reproduction d'une sélection de publications et communications……p 76

UNIVERSITE DE LA REUNION, GEOGRAPHIE
OCEAN INDIEN : ESPACES ET SOCIETES

MEMOIRE D'H.D.R. – TOME 1

PARCOURS DETAILLÉ

Expériences pédagogiques, scientifiques et administratives

INTRODUCTION - dessiner un profil

Ce volume d'annexes présentera, conformément aux recommandations du CNU, le parcours (Curriculum Vitae détaillé) et la production scientifique et académique.

1. *Un itinéraire Réunion-Afrique : entre ancrages et horizons dépassés*

Seront ici apportés quelques repères qui reflètent, en le contextualisant, mon itinéraire de géographe à l'Université de La Réunion, au sein de l'équipe d'accueil « Océan Indien : Espaces et Sociétés » (OIES) et du département de géographie, lui-même hébergé dans la composante Lettres et Sciences Humaines (LSH).

Au terme d'un cursus estudiantin de géographie suivi à l'Université de La Réunion et des premières appétences pour une géographie urbaine, sociale et culturelle, j'ai opté, en niveau Maîtrise, en 1997, pour un travail de terrain en Afrique du Sud, sous la direction du Pr. J-L GUEBOURG. Étant moi-même originaire du cirque de Cilaos, cette ambition se trouvait très probablement motivée par une volonté, fut-elle définie dans le temps, de me « désinsulariser » et de goûter à une altérité nouvelle. Larguer (en partie) les amarres, devant un appel du pied du continent proche, fut donc le nouvel horizon passager, loin de me douter qu'il allait constituer un cap fixe.

Le Mémoire de recherche a porté sur la singulière ville-nouvelle industrialo-portuaire de Richard's Bay sise au Nord-Est du pays. La mission de terrain de deux mois a pris place au sein d'un cadre urbain étalé et verdoyant, déchiré par de gigantesques industries lourdes essaimées sur la terre sauvage du *Zoulouland*. Elle fut source d'étonnement et de dépaysement, marquant une affection qui ne s'est plus jamais démentie pour l'âpre nation arc-en-ciel. Dans le prolongement, le DEA (Diplôme d'Études Approfondies) s'est orienté, en 1998, sur la métropole de Durban (aujourd'hui eThekwini). Espace impressionnant, tant par sa vastitude et la taille de son bâti que par le mouvement brownien de ses habitants, je découvrais cette fois l'intensité des grands organismes urbains. Un sentiment retrouvé plus tard, le long des artères bruyantes de Johannesburg puis, plus tardivement encore, sur les avenues boisées et cahoteuses de Maputo. À ce moment, la recherche s'oriente sur les questions d'aménagement et de restructuration urbaine au sein de l'Afrique du Sud postapartheid.

Après deux années de Monitorat à la Bibliothèque Universitaire, un projet doctoral va suivre adossé à une Allocation de Recherche du Ministère de la Recherche. Il porte sur l'intégralité des aires urbaines de la province du KwaZulu-Natal. La démarche scientifique adoptée se veut croisée et à double échelle. C'est à dire qu'elle est tout d'abord intra-urbaine, via un travail sur les recompositions et les inerties locales – en particulier au sein des zones périphériques : townships, bidonvilles, zones de squatters... –. Et ensuite interurbaine, via une réflexion sur la hiérarchie et l'armature des villes. L'objectif étant de cerner la place et le rôle de la totalité des localités de la région, des plus retirées jusqu'au moyennes et grandes villes ; et dans le même temps, de considérer leurs inégales transformations internes, ceintes dans un contexte nouvellement démocratique quoique toujours empreint d'instabilité.

Avec du recul, il est sans doute possible de discerner un intérêt liminaire pour les contrées peu ou moins connues, souvent périphériques (à l'intérieur même de ces espaces), celles oubliées et en déshérence, et plus généralement pour les disparités intrinsèques aux « Suds ». On peut même voir poindre un intérêt pour les dynamiques les amenant à revendiquer une image ou à se voir confier un nouveau rôle (par des politiques de réhabilitation menées *in situ* par exemple). En somme, une mise en exergue de la problématique des recompositions dans les espaces du Sud.

Débutée en 1999, la Thèse de Géographie est soutenue en 2003 sous la direction de M. J-L GUEBOURG, devant un jury composé de Mme T. SAINT-JULIEN, M. P. GERVAIS-LAMBONY et de M. J-M JAUZE.

Durant trois années (d'abord en tant que Moniteur de recherche, puis d'ATER), s'ensuit une initiation aux joies – mais aussi aux impondérabilités – de l'expérience pédagogique, face à des étudiants me renvoyant alors une image qui fut celle que j'occupais il n'y avait pas si longtemps. Par des vocations se dévoilant peu à peu et un précoce renversement métonymique, je prends à ce moment plaisir à l'enseignement en milieu universitaire, occupé entre débats parfois impromptus et perpétuelle remise en question (le doute examinateur se nourrissant justement de ce passé proche). L'année suivante marque la qualification par le CNU. Dès lors, je concours et accède au poste de Maître de Conférences (section 23) à l'Université de La Réunion en 2004.

Au plan de la recherche, l'obtention d'un Bonus Qualité Recherche (BQR) durant cette même année va permettre d'affiner les axes de recherche autour d'un faisceau de réflexions : comment certains lieux, pouvant être qualifiés de périphériques sont-ils réappropriés, réaménagés, recentrés, pour possiblement en changer la « valeur » géographique ? Comme on le verra plus avant, divers moteurs gagnent, dans ce contexte, à être mobilisés et ce dans un cadre pluridisciplinaire : on retrouve évidemment le facteur économique et l'aspect identitaire mais aussi le jeu politique ou encore territorial. Ils vont demeurer au cœur de l'analyse en tant qu'accroches, étudiées dans le volume 3, « Position et projet scientifique », de cette HDR.

Ce BQR m'amène par ailleurs à participer au programme « Sécurité, gouvernance des villes d'Afrique australe » en 2005 (*Privatisation of security in Sub-Saharan African Cities: Urban dynamics and new forms of governance - Cape Town, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek*), dont l'aboutissement va être un Séminaire de recherche caniculaire, tenu à Ibadan au Nigéria. Entouré de collègues africanistes tout à la fois passionnés et passionnants, une communication porte sur les enjeux d'aménagement en cours sur le littoral nord de Maputo au Mozambique : « *Criminality at Maputo, the emergence of private security and new forms of governance* », *Public conférence, Ibadan, 21-22 November 2005*.

Le terrain mozambicain, riche et complexe – mais non exempt de singularités saillantes avec son voisin arc-en-ciel –, s'est en effet, et depuis peu, ouvert à moi.

À la même période, à l'Université de La Réunion, j'intègre l'équipe décanale de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, en tant que Chargé de Mission sur les

TICE auprès du doyen G. FONTAINE. Ceci, au moment où les bureaux virtuels, outils de scénarisation pédagogique tel que Moodle et autre C2i ont le vent en poupe. J'accepte également volontiers la responsabilité pédagogique de la deuxième année de la Licence de Géographie. Enfin, sont appréhendés l'encadrement des étudiants de Maîtrise et les séminaires pédagogiques au Niveau Master, avec pour corolaire ce que cela peut induire d'émulation scientifique.

Peu à peu et du fait de liens étroits avec le champ de l'urbanité et de la culture, mon champ réflexif s'ouvre à la question du Patrimoine (en particulier culturel) et même, un peu avant cela, aux enjeux de la valorisation touristique, y compris à La Réunion (avec notamment une contribution dans le numéro spécial de *Cahiers d'outre mer*). Divers séminaires et colloques, ayant pour périmètre l'océan Indien, permettent de communiquer sur ces questions ; y compris parfois sur des espaces *a priori* non urbains : ainsi en est-il de la politique de conservation de réserves animalières dans le parc de HIP (*Hluhluwe-Imfolozi Park*) ou encore de la politique de commercialisation des Villages culturels ethniques de *Shakaland* et de *Phezulu*. S'y retrouve tout de même, en creux, la notion de lieux d'aménités touristiques et d'urbanité recomposée.

Durant tout ce temps, l'Afrique du Sud reste la zone exploratoire de prédilection. En attestent des publications scientifiques sur le front de mer de Durban ou des contributions sur les ressorts des tours de townships touristiques... À l'étape descriptive et explicative de la scène sud-africaine postapartheid, se succèdent en effet quantité d'études de géographie urbaine critique, dans un pays en pleine effervescence et en difficile reconstruction. Dans ce cadre, citons une exaltante participation au Festival International de Géographie en 2011, en compagnie de quelques collègues du laboratoire, avec pour titre de Conférence « Shaka et/contre Gandhi : les référents identitaires dans la politique touristique du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud », 22ème FIG de St-Dié des Vosges – 7 octobre 2011 à l'IUT. Le travail sur le rôle des icônes historiques et la mythification de personnages débute en effet à cette période.

Toutefois, à mesure que de nouveaux terrains sont défrichés (les hautes terres sud-africaines, la région de Port Elizabeth ou la province du Cap de l'ouest ; au Mozambique l'archipel de Bazaruto ainsi que les localités de Vilanculos, de Namachaa ou de Xai Xai...), le constat devient de plus en plus limpide : la notion de **marges**, de **dissonance**, de **refoulement**, et surtout leur **réappropriation** et leur **requalification** sous diverses formes, se forge à pas comptés et finit par se fixer. L'ensemble questionne les concepts de centre/périphérie, d'image de territoire, d'espace vécu/perçu, mais aussi d'instrumentalisation mémorielle et culturelle.

Au demeurant et je le mesure à présent, ce rapport aux confins ou extrémités m'a toujours fasciné dans un rapport à la distance et au temps. Même si cela peut sembler assez anecdotique, parmi les expériences de terrain les plus enthousiasmantes qui m'aient été données de faire durant ces années, figurent celles d'accéder à un *ersatz* de finitude, à « un lieu dans un lieu » par effet d'enchâssement. Et ce alors que les moyens et modalités de transport empruntés se succèdent tout en se simplifiant. Je citerai les déambulations alertes dans les bidonvilles de Johannesburg ou Durban, elles-mêmes inscrites dans l'approche singulière (quoique de moins en moins…) des *Township tours*

sud-africains ; plus encore, la découverte de localités de pêcheurs dans l'hinterland de l'île de Benguerra au sein de l'archipel touristique de Bazaruto, au large de Vilanculos, petite ville située au nord de Maputo ; ou enfin la visite pédestre des ruines de Kaole sises au sud de la ville patrimoniale de Bagamoyo, localité abordée après une longue traversée en taxi au nord de Dar es-Salaam. Ces « bouts de territoire » permettent souvent de s'oublier, de mesurer le(s) chemin(s) parcouru(s).

Des lieux et objets matériels, mon champ de prospection va par ailleurs progressivement intégrer d'autres matériaux : roman, fiction et docufiction mais aussi bande dessinée – celle de *Madam & Eve* en terre arc-en-ciel restant incontournable – graff et mur-peint..., ainsi que les discours et messages inhérents. En confèrent, les publications sur les enjeux du cinéma postapartheid, ainsi que celles centrées sur le patrimoine dissonant de Maputo et, de manière générale, l'appréhension du vaste champ du *Dark tourism*. Dans une démarche ouverte et interdisciplinaire, ces matériaux recèlent, selon moi, une part, sinon de vérité, du moins d'éclaircissement, sitôt celle-ci déconstruite dans le cadre d'une réflexion herméneutique.

Au moment où le concept pluridisciplinaire « d'Indianocéanie » commence à faire sens et alimente un corpus d'interrogations au sein de nos Centres de recherche, mentionnons en outre une participation au Colloque International de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien (OSOI), DIRE L'OCÉAN INDIEN, les 5 et 6 novembre 2015, avec pour titre : « Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? – Le cas du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu-Natal ». Un grand océan indien des États bordiers, enserrant un cœur insulaire de « partage » a effectivement peu à peu pris forme. En même temps, je tente pour ma part d'expliciter et de donner corps à cette notion de marge territoriale mémorielle.

Durant tout ce temps, les stimulantes discussions entretenues avec la fine et sympathique équipe de collègues géographes du CREGUR (Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion, abrité aujourd'hui au sein de l'OIES), apportent récits de vie et d'expériences, ouverture d'esprit et débats contradictoires. Elles vont permettre de méditer et d'échafauder, par petites touches, un positionnement sur les évolutions – notamment épistémologiques et méthodologiques – de la discipline, relevant alors d'une forme de maïeutique.

Après deux mandats dans l'équipe du doyen, je m'engage en 2017 dans la responsabilité de Référent pédagogique (L1-L2) du Portail Sciences Humaines et Sociales (SHS), qui inclut quatre spécialités : Géographie, Histoire, Sciences Sociales et Information-Communication. La délicate gestion pluri et interdisciplinaire occupe à ce moment une grande partie de mon temps. Elle offre parallèlement une ouverture d'esprit, que ce soit du côté du travail d'équipe avec les collègues enseignants d'une autre discipline, comme d'une pédagogie adaptative auprès d'étudiants se prédestinant à d'autres voies que la géographie. Tout ne fut pas rose, loin s'en faut, au sein de ce portail, « diluant » il est vrai quelque peu les disciplines. Mais je tends plutôt à en retirer les points positifs : pédagogie transversale et adaptabilité.

Le suivi, l'épanouissement et l'objectif de réussite des étudiants en point de mire

– du fait aussi de mes enseignements couvrant à présent l'ensemble du spectre du parcours, de la Licence 1 jusqu'au niveau Master 2 –, j'accepte le défi de l'investissement dans le chantier de la NOF (Nouvelle Offre de Formation) pour la période 2020-2024. Avec en visée cette question simple : quelle géographie voulons-nous dispenser à l'Université de La Réunion (et dans le sud-ouest de l'océan Indien) ? En somme : quelle formation géographique, pour quels acquis et pour quels métiers ?

Au plan de la recherche et des réseaux inhérents, mon terrain d'étude s'oriente également sur les rivages mozambicains, du fait d'un agenda politique et scientifique fécond : politique de coopération régionale des édiles locaux, volonté de rapprochement de l'Ambassade de France à Maputo, mise en place de l'AFRAMO (l'Association Franco-Mozambicaine de Sciences Sociales) ; sont aussi à considérer les mutations récentes qui traversent ce pays (liées aux découvertes de ressources énergétiques mais aussi à la fulgurante progression djihadiste...), tout autant que les relations historiques et culturelles profondes qui l'unit à La Réunion. En 2017, j'intègre l'AFRAMO et nous invitons, avec ma collègue et fidèle amie, Marie-Annick LAMY-GINER, certains de ses membres à un colloque scientifique « Le Mozambique et canal du Mozambique : un espace à l'heure des défis et recompositions ».

Au total, entre 2004 et 2019, plus d'une quinzaine de missions de recherche ont été conduites sur les terrains de la zone (cf. liste annexe 1). Durant l'une des dernières en 2019, un ultime terrain de recherche s'ouvre à moi et augure d'un nouveau déploiement spatial. Ce dernier, on l'aura compris, opère par « glissement » successif et va concerner logiquement le terrain tanzanien. Les contours des villes de Dar es-Salaam, de Bagamoyo ainsi que de l'île aux épices de Zanzibar sont esquissés pour, je l'espère, un approfondissement scientifique et pédagogique à venir (par le truchement d'une convention cadre qui s'est récemment nouée entre nos universités respectives).

À partir de l'année 2019-2020, j'intègre le Conseil de Faculté de l'UFR LSH qui offre un regard large sur les enjeux, défis et stratégies de la vie d'une composante. En même temps, je me lance dans ce projet d'HDR, avec pour garant le collègue et celui qui fut mon ancien professeur, alors doyen de la Composante LSH, M. J-M JAUZE.

Tentant de repousser les frontières de la procrastination, je m'essaye à un délicat exercice d'introspection, visant à clarifier un positionnement de recherche et, dans le même mouvement, dresser des perspectives scientifiques.

Pour en savoir plus (en ligne) :
https://www.researchgate.net/profile/Fabrice-Folio
https://isidore.science/a/folio_fabrice
https://univ-reunion.academia.edu/FabriceFolio
https://www.linkedin.com/in/fabrice-folio-92621146/

2. *Mon rapport à la géographie : passer des bribes au crible*

Quel est le sens profond de la discipline géographique ? Se poser cette question trahit probablement une part de doute qui peut assaillir. Elle révèle avant tout une

ambition, plus ou moins avouée : celle de faire œuvre utile, tout en maniant et en diffusant un savoir que l'on devine engageant. Tenter d'y répondre, c'est aussi amener la réflexion sur son propre positionnement scientifique et l'épistémologie embrassée.

D'emblée et pour tordre le cou à certains débats (vains), il ressort que la géographie est, de mon point de vue, une science qui n'est ni dure ni molle, mais résolument « souple », c'est à dire offrant une plasticité. Dans ce contexte, on peut la considérer comme résiliente et saillante. On peut même la voir – et la sentir – comme à fleur de peau, tenace même et disons-le, batailleuse voire un brin provoquante.

Je me suis attaché à cette (haute) idée que cette discipline tient en définitive une place majeure dans nos existences et, c'est là toute l'ironie, sans la revendiquer nécessairement. Elle parvient assurément à rendre accessible, proche, ce qui peut sembler hors du regard et hors de portée (Brun-Picard, 2012). Elle fait écho, par les thèmes qu'elle manipule, au vécu, à notre quotidien. Simultanément, la discipline géographique est un véritable hymne à la vie, une réalité presque charnelle qui renvoie à la totalité des sens de l'homme (Girard, Daum, 2010).

Aux premiers rangs de la description du monde, il s'agit on le sait, d'une science de l'action et plus précisément d'une action située (Claval, 2012). Son objectif premier – ou dessein pourrait-on ajouter ? – est de fournir à la société les « clés », c'est à dire la connaissance et les compétences nécessaires à la compréhension globale et à la résolution de problèmes divers (dont certains des plus préoccupants qui soient).

> « Il nous revient collectivement de situer la géographie dans le monde contemporain au moment où s'élèvent des interrogations sur ce qui lui arrive ». (R. Étongué Mayer, 2012).

Elle vise ainsi à la compréhension analytique, sans parti-pris ni fausse pudeur, des phénomènes spatiaux par les sociétés avec, en filigrane, leur dignité, leur bien vivre… En cela, elle ambitionne d'être citoyenne et ce à l'intérieur d'environnements parfois incertains. Elle peut donc s'avérer une discipline nécessaire au progrès des sociétés modernes (Étongué Mayer, 2012). À ce moment, le détachement éthique est, il est vrai, plus que nécessaire (Brun-Picard, 2012) ; n'est-il pas impératif de la mobiliser avec une passion maîtrisée, c'est à dire avec rigueur et la plus extrême des vigilances, dès lors que l'on veut aller chercher ce qu'il y a derrière ce que l'on voit, ou de ce qui est donné comme perceptible ou acceptable ?

La puissance holistique et critique de la géographie reste, de la sorte, incomparable (De Koninck, 2012 *in* E. Mukakayumba, J. Lamarre). Elle dit les choses sans ambages, en dehors des catéchismes des termes ou du langage politiquement correct dont on nous serine çà et là. J'assume pleinement cette mise à distance de la pensée unique.

> « Je considère la critique, à son tour, comme notre principal instrument pour promouvoir le développement de notre connaissance sur le monde des faits ». (Popper, 1998).

De ce fait, ne faut-il pas aussi être prudent avec la division à outrance de la discipline en spécialité, ce qui la délesterait de son regard qui « embrasse large et qui seul permet de comprendre le monde, de le juger, tout en laissant entrevoir de nouveaux possibles » (De Koninck, Étonger Mayer, 2012) ? L'approche entière, non figée, sans prés carrés, a plutôt ma préférence, bien que des sensibilités puissent très logiquement s'exprimer. Car l'apport original de la discipline reste bien de toujours remettre les choses en perspective, en vue de faire le point – critique et apaisé – (Étongué Mayer, 2012). Ni ultra spécialisée, ni centrée sur le prisme technique et numérique, ni aussi avec un parti-pris environnementaliste ou humaniste, la géographie est-elle « science globale » ? Centrée sur les jeux d'échelle et les jeux d'acteurs, mêlant synchronie et diachronie, elle peut à tout le moins revendiquer son impertinence.

La discipline s'autorise se faisant, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, à faire une place aux matériaux éclectiques, à la littérature grise et à la subjectivité décortiquée (abordés en connaissance de cause et avec une prise de recul indispensable, mais jamais évacués avec dédain) : les pratiques vernaculaires des croyances (Claval, 2013), de l'expérience vécue, du ressenti, des représentations. Le modèle narratif peut ainsi être mobilisé afin d'évoquer les enchaînements de cause à effet (le recours au récit de M. Bunge, 1962).

On gagne donc à intégrer le concept de « géographicité » dans nos lectures du monde (Brun-Picard, 2014). Dans le champ universitaire, le chercheur géographe aura à cœur de combiner ses axes de recherche à son contenu pédagogique, ce qui s'apparente à une vraie source d'épanouissement. En la matière, il faut considérer la recherche, et plus encore la valorisation de cette dernière – elle-même prenant de multiples formes – et la didactique comme intrinsèquement liés, l'un questionnant sans cesse l'autre. Je citerai quelques exemples ci-dessous :

La géographie à l'Université, enceinte de décloisonnement entre la recherche et la pédagogie :

En cet encart, j'évoquerai trois études de cas, mélangeant enseignement, vulgarisation scientifique et recherche, conduites à l'Université de La Réunion. Elles sont destinées à mettre en lumière l'utilité ainsi que l'unité de la science géographique en milieu universitaire.

- <u>Afro-pessimisme, afro-optimisme… afro(S)-réalisme(S) en Afrique subsaharienne et australe</u> : sur ce thème, j'ai pu croiser un module pédagogique tenu en Master 1 Géographie au sein de l'UE « Géopolitique dans l'océan Indien » et un article scientifique portant sur les batailles de discours autour du docufiction polémique, sorti en 2005, « Le cauchemar de Darwin » de H. Sauper (article qui a été publié dans Tsingy *N° 17 de 2015). Durant les séances (tenues sous forme de séminaire), j'ai fait le choix d'élargir le propos en maniant d'autres matériaux tels que notamment les doubles ouvrages miroirs* Négrophobie *(de B B. Diop, O. Tobner et F. Verschave, 2005) et* Négrologie *(de S. Smith, 2003). En plus de visionner le film de H. Sauper, une analyse du discours des auteurs a été conduite (en la recontextualisant dans leur époque). Plusieurs thèmes (ou accroches) ont été parcourus, avant une analyse critique finale.*

- Enjeux hérités et contemporains du cinéma (sud)-africain : à ce niveau, j'ai tenté de combiner mes réflexions entre une UE de L3 (« Enjeux régionaux dans l'océan Indien »), mobilisant des docufictions et fictions et un article scientifique paru dans Travaux et documents (*N°41, 2012). En me basant sur trois œuvres de fiction sud-africaines (les films* Yesterday, Tsotsi *et* District 9*) et la puissance de l'image – qui procède toujours d'une subjectivité à décortiquer –, on a pu délivrer une analyse allégorique des 3 « Parques » ou grands maux de l'Afrique du Sud, à savoir le VIH/sida, la criminalité et enfin les inégalités de développement.*

En préambule, il a aussi été question du regard occidental sur le cinéma africain (dans une lecture post-moderne), à travers quelques œuvres notoires, replacées sur un axe chronologique.

1. L'eden ou "Rousseauisme" : une nature vierge et sauvage (à conquérir ?) à travers les films "King Kong", les "Tarzan", plus récemment "Greystoke" ou "Gorille dans la brume".

2. L'âge d'or du film africain : l'exotisme, l'aventure et le romantisme via les œuvres "Les neiges du Kilimandjaro", "Mogambo", "Hatari", "The African Queen" et plus récemment "Out of Africa" ou "White hunter, Black heart".

3. Une Afrique magnifiée mais violente, poussant à l'interventionnisme ; cf. "La chute du faucon noir", "Les larmes du Soleil", éventuellement "Sahara".

4. le renouveau contemporain empreint de grands sentiments, d'élans d'indignation… et de nouvelles ingérences ? : soit la fiction engagée (sous-catégorie 1) et le film-mémoire à grand spectacle (sous-catégorie 2).

- Pour la sous-catégorie 1 : "The Constant Gardener", "Lord of war", "Blood diamond"...

- Pour la sous-catégorie 2 : "Le dernier roi d'écosse" ou "Hotel Rwanda"...

- Tourisme ou loisirs à La Réunion : potentialités, enjeux et défis : ce thème a été l'occasion de lier un cours de L3 Géographie (« Dynamiques territoriales et valorisation touristique »), un séminaire de Master 1 Géographie (« Enjeux touristiques : économie, identités et territoires »), une intervention de préparation aux CAPES-Agreg (question au programme sur le tourisme) et enfin un article publié dans les Cahiers d'outre mer *sur le développement touristique de La Réunion : « Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir » (2009). Le terrain réunionnais était tout trouvé pour délivrer aux étudiants et futurs enseignants quelques clés de compréhension des potentialités et freins de la mise en valeur insulaire, mais aussi permettre (par les pratiques mêmes) un déplacement du regard du champ du tourisme vers celui des loisirs, de la polarité de l'altérité vers celle de la familiarité.*

À travers ces trois exemples, il s'est agi d'illustrer, dans une vision synthétique, la différenciation territoriale, l'éclairage critique du monde (en l'occurrence et par enchâssement : Afrique sub-saharienne - Afrique australe - Afrique du Sud - La Réunion et le sud-ouest de l'océan Indien), la pertinence de la lecture scalaire donc, la question des postures et des représentations.

Pour revenir à notre propos liminaire, lorsque de manière presque ingénue il nous est posé une question qui peut conduire, si l'on n'y prend garde, vers un abîme de perplexité : « à quoi sert-il de dispenser un savoir universitaire, dont le contenu s'étale actuellement partout, des atlas grand public aux analyses fouillées d'une presse spécialisée, des émissions télévisées (de géopolitique notamment…) aux incessantes joutes sur l'actualité que proposent les chaînes d'informations en continu ? », il est possible, je le crois et en toute modestie, d'y répondre de la manière suivante :

- Le géographe s'intéresse au décryptage spatial, à la nature et aux explications des différenciations territoriales (le « quoi et le où ») d'un phénomène en un lieu, avec ce que cela implique de la complexité du jeu d'acteurs.
- Le géographe part des théories, postulats, et les confronte à un terrain local – qu'il aime d'ailleurs à faire découvrir à ses étudiants, visiteurs, proches etc. –, afin d'en voir les spécificités, repositionnées dans une vision plus large (c'est le sens d'une démarche hypothético-déductive, on pourra y revenir).
- Le géographe-enseignant est muni d'un savoir-faire pour « lire le monde » : en classe, cela prendra la forme de techniques de cartographie ou d'analyse des données ; sur le terrain, il usera des méthodes d'enquêtes, d'entretiens, de travail exploratoire…
- Enfin et surtout le géographe-chercheur va analyser un phénomène spatial sur le temps long, afin d'en saisir les dynamiques. Il ne se satisfait aucunement d'une analyse bornée, d'un simple instantané ; il ambitionne plutôt, dans une démarche pluridisciplinaire, de puiser derrière pour mieux distinguer loin devant.

En somme, avec la géographie, on dispose d'un outillage qui permet de passer des bribes – de la compréhension du monde : celles offertes par les grands médias, les politiques ou les réseaux sociaux – au crible. Et ce pour notre plus grand besoin et bonheur ! Il est permis d'insister sur l'ampleur du regard qu'elle sait poser sur le monde, cumulé à la capacité d'analyse multiscalaire qu'elle confère. Pour reprendre, De Koninck (2012), la géographie est en voie de conséquence tout à la fois interrogation, analyse, éloge, critique et refondation du monde, et pas uniquement représentation.

Soit un savoir peu ou prou difficile à inféoder.

Références bibliographiques

Y. Brun-Picard, 2014, *Géographicité, Interface de notre rapport au monde*, L'Harmattan, Collection : Logiques sociales.
Y. Brun-Picard, 2012, « L'incomplétude géographique », in *La géographie en Question*, Paris, Armand Colin, p. 59-71.
W. Bunge, 1962, *Theoretical Geography*, Londres, Gleerup.
P. Claval, 2013, « Le rôle du terrain en géographie », *Confins* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 09 octobre 2021. URL : http://journals.openedition.org/confins/8373
P. Claval, 2012, *De la Terre aux Hommes. La géographie comme vision du monde*, Paris, A. Colin.
R. De Koninck, 2008, *Profession géographe*. Presses de l'Université de Montréal, 74 p.
E. Girard, T. Daum, 2010, *La géographie n'est plus ce que vous croyez*, Editions Codex; 1re édition, 190 p.
É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), 2012, *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, 320 p.
K. Popper, 1998, La connaissance objective (1re éd., 1979, 1re trad. fr. intégrale, 1991). Paris : Flammarion.

ACTIVITÉ PÉDAGOGIQUE - moduler les approches

Seront présentées ici, par facettes, mes principales activités d'enseignement : les enseignements (Cours et Travaux dirigés) au sens propre du terme, en mettant l'accent sur les thématiques enseignées, mais aussi la diffusion de ces savoirs, les pratiques pédagogiques usitées ou encore les responsabilités particulières assurées tout au long de ces dernières années.

1. *Direction, animation et montage de formations*

Seront prioritairement évoquées les missions spécifiques en qualité de Référent pédagogique du Portail SHS (Sciences des Hommes et des Sociétés) – L1 et L2 (réunissant les disciplines suivantes : Géographie, Histoire, Sciences Sociales, Information-Communication) – Domaine : Lettres et Sciences Humaines, en rapport avec les différentes étapes calendaires, puis de Responsable pédagogique de la Licence 2 Géographie à partir de l'année 2020.

a. Référent pédagogique L1-L2 SHS (Géographie) de 2017 à 2020 et Responsable pédagogique L2 Géographie à partir de 2020-2021

Mes missions en tant référent pédagogique SHS ont concerné, durant quatre années et ce pour les quatre disciplines du portail :

- l'animation et la gestion du diplôme en correspondance avec les gestionnaires pédagogiques et les enseignants ;
- l'accueil des étudiants de première année et leur suivi sur l'année ;
- la participation aux Salons de l'étudiant ;
- l'accueil des lycéens et des professeurs lors des Journées Portes Ouvertes (JPO) ;
- la présidence des jurys d'examens.

À partir de l'année 2017-2018, il a fallu en outre mettre l'accent sur le paramétrage de la plateforme nationale d'admission en première année des formations de l'Enseignement Supérieur *ParcourSup*, concernant le parcours SHS à l'Université de La Réunion, et concomitamment sur la gestion des cohortes d'étudiants durant la période de mai. Cela s'est déroulé en liaison avec la Responsable du Pôle Pédagogie de l'UFR LSH, la vice-doyenne Formations – Vie Pédagogique niveau L et le PROFIL. Ce paramétrage a du être ré-effectué en 2020 dans le cadre de la NOF.

Le rôle de référent/responsable pédagogique, quoique chronophage, a ceci d'intéressant – en particulier durant les années L1 et L2 –, qu'il fait la jonction entre les sollicitations et les doléances (tout aussi nombreuses) des étudiants, de la communauté des enseignants et du personnel administratif de la LSH, offrant une vue d'ensemble des moindres rouages de la machinerie pédagogique.

b. Participation au montage du dossier d'auto-évaluation HCERES 2018 pour le département de géographie (domaine SHS, UFR LSH, diplôme Licence), en qualité de

référent pédagogique et mise en place de la NOF.

Un chantier, destiné à améliorer la lisibilité des parcours de formation et à renforcer leur attractivité, a été initié à partir de 2019. Il visait le devenir du portail SHS et le positionnement de la Géographie dans le cadre de la nouvelle habilitation. Il s'est fait de concert avec les Directeurs de département, la vice-doyenne Formation – Vie Pédagogique niveau L et la Responsable du Pôle Pédagogie de l'UFR LSH (auxquels il faut rajouter les étudiant(e)s délégué(e)s via leurs retours toujours pertinents).

Avec quelques collègues géographes, nous avons été force de propositions dans la mise en place de la NOF Géographie 2020-2024. Nous avons pu proposer et ajuster l'architecture finale adoptée par le département. Celle-ci tient compte, entre autres, des éléments de cadrage du Central (Université de La Réunion) et du Ministère, des « remontées » du terrain en lien avec les conseils de perfectionnement et bien entendu des discussions et débats enrichissants – et parfois vifs – avec les collègues enseignants. Dans le cadre de diverses COTECH (Commission qui comprend les responsables de formations – Directeurs de département et Responsables Pédagogiques – au sein de chaque champ de formation), sous la houlette des membres des Conseils centraux, les réunions de travail ont permis d'affiner et d'harmoniser cette NOF et de définir les modalités d'évaluation des blocs de compétences.

Une mise en perspective mérite ici d'être faite. Il m'apparaît clairement qu'un parallèle peut s'entrevoir entre les étapes ayant participé à l'édification de cette NOF (travaillée en 2019, pour une mise en route en 2020-21) et les enjeux du positionnement de la discipline géographique en milieu universitaire insulaire réunionnais.

- L'architecture même de la NOF Géographie est révélatrice des ajustements constants issus d'un travail collégial (et intégrant, rappelons-le, les étudiants dans le cadre des conseils de perfectionnement) : à l'université de La Réunion, après avoir pendant plusieurs années proposé une approche disciplinaire tubulaire, on est passé à un Portail pluridisciplinaire (pour une assise en Sciences de la Société ou « Humanités »), avant un retour vers plus de cohérence disciplinaire (Licence de Géographie plutôt que Portail…), quoiqu'un disciplinaire « ouvert » ; s'y relèvent effectivement un maintien de passerelles avec les Sciences Sociales, l'Histoire ou l'Information-Communications (via des UE mutualisées et des Mineures), ainsi que des parcours professionnalisants. Un peu comme si l'on était parvenu à un point d'équilibre mêlant le besoin de spécialisation (« approfondissement ») et les attraits de l'interdisciplinaire (« passerelles »).
- Les nouveaux intitulés et contenus sont eux-mêmes révélateurs des changements d'axiomes de la discipline (et donc d'une veille permanente), face aux mutations du monde contemporain. Nous pouvons citer des exemples : l'UE « La Mondialisation dans tous ses états » est devenu « Mondialisation et défis » ; « Identités, culture, patrimoine » fut remplacé par « Identités, tourisme, patrimoine » ; alors que « Environnement, usages, sociétés » s'est substitué à « Géographie et développement durable » ; « Changements climatiques, adaptations et résilience » a succédé pour sa part à « Changement climatique et risques » et « Mondes Inégaux » à « Problématiques du développement ».

Surtout, ont été crées de nouvelles UE reflétant selon nous autant d'enjeux actuels : « Géographie régionale du Sud-Ouest de l'océan Indien » (L1) pour une meilleure appréhension du bassin de vie des étudiants ; « Les défis réunionnais » (L2) pour une connaissance fouillée de leur environnement local ; « Flux, hub et réseaux » (L3), en phase avec les dynamiques réticulaires du monde actuel.

2. *Enseignements et activités pédagogiques*

Les territoires abordés dans le cadre de mes enseignements se traduisent par un enchâssement de cercles concentriques, au nombre desquels on compte : La Réunion et le Sud-Ouest de l'océan Indien ; le « Grand océan Indien » avec une focale sur les Etats bordiers que sont l'Afrique du Sud ou le Mozambique ; la France continentale (ce qui inclut bien évidemment les DROM...), l'Union européenne et la « partie du monde » européenne (qui intègre *ipso facto* les RUP ou Régions Ultra Périphériques...).

Au sein de notre département, le parcours de formation en géographie suit une progression par étapes qui va :

- Initier à la formation en Sciences Humaines et Sociales et plus spécifiquement en Géographie en L1 (avec une découverte des sociétés et territoires).
- Offrir un perfectionnement (conceptuel, méthodologique) de la discipline en L2.
- Apporter un approfondissement en L3, où l'étudiant se retrouve dans une mention Aménagement – formant des « géographes professionnels » dans le cadre des métiers proposés par les collectivités locales et les bureaux d'études –, orientant dans le même temps vers un Master de Géographie Recherche.

En ce qui me concerne, les enseignements sont clairement ancrés dans les préoccupations contemporaines, avec une large place accordée au décryptage et à la mise en contexte des faits d'actualité. Les thématiques de l'identité, du tourisme et du patrimoine, de la mondialisation, des inégalités de développement, de la géopolitique, des mondes urbains (et d'urbanité) et enfin de l'aménagement du territoire en constituent l'écosystème.

Par ailleurs, la Licence de Géographie propose plusieurs parcours, orientant vers la recherche, les métiers de l'aménagement et les métiers de l'enseignement. En termes de contenu, les UE géographiques mettent à disposition un ensemble de savoirs mais aussi de savoir-faire. Il s'agit pour l'équipe pédagogique d'un enjeu fondamental, notamment en ce qui concerne les débouchés professionnels. Car c'est au sein de cet éventail méthodologique que l'étudiant va ensuite puiser la maîtrise des bases de la cartographie, des statistiques et analyses de données et des Systèmes d'Information Géographique (SIG) avec initiation à la Géomatique. Sans être un géographe très « technique » et quantitativiste, je reste néanmoins à l'écoute de ces besoins en tentant d'offrir quelques acquis méthodologiques ; mention sera faite à ce niveau de la Cartographie thématique (via les logiciels *Phil Carto*, *Magrit* ou *Kartis* en ligne) et l'usage des environnements numériques collaboratifs pour le travail en groupe, via des interventions pédagogiques en Licence 3 et Master, l'usage pertinent des globes virtuels (en première année) ou encore la Présentation Assistée par Ordinateur (dans une

approche prudente et réfléchie), au sein de l'UE « Méthodologie de la recherche et SIG » en niveau Master 2.

Je présenterai ci-dessous cinq exemples de contenus pédagogiques dispensés durant les années récentes. Ils traduisent une palette que je cherche à atteindre dans mes démarches pédagogiques, si possible en lien avec les champs de recherche qui sont les nôtres à l'UR : approche régionale et synthétique (1) ; approche thématique et inductive (2) ; démarche vulgarisante et déductive (3) ; jeu de rôles (4) ; classe inversée via l'outil audiovisuel (5).

Exemple 1 : UE « **Enjeux territoriaux dans l'océan Indien** » (L3 Géo Aménagement). L'objectif de cet enseignement est double. Il vise, d'une part, à spécialiser les étudiants dans la géographie de la sphère indocéanique enserrant celle des Mascareignes, à travers l'étude d'espaces continentaux. D'autre part, et en relation avec le parcours de L3, il ambitionne d'appliquer les concepts et notions géographiques dans une perspective d'aménagement du territoire, pour une approche multiscalaire des terrains abordés. Cet enseignement, d'inspiration de géographie régionale, traite donc de quelques Etats bordiers de l'océan Indien avec une attention particulière, me concernant, prêtée à l'Afrique du Sud et au Mozambique (et incluant prochainement l'espace tanzanien). Il s'agit de brosser un tableau de ces pays, organisé autour de leurs défis et enjeux. Après une analyse géohistorique et une présentation des dominantes paysagères, le cours se consacre à leurs potentialités (assises minières, industrielles, transports, tourisme...) et met en relief leurs contrastes humains, urbains comme ruraux (analyse socio-économique et sociétale, héritages et recompositions de l'espace), le tout adossé à leur insertion et influence régionales (via la SADC). On se situe donc dans une démarche multicritère visant une approche synthétique finale. Celle-ci est appuyée par des séances plus fines abordées en travaux dirigés, insistant sur les exercices schématiques et cartographiques (analyse des systèmes d'acteurs et travail sur la carte topochronique).

Exemple 2 : UE « **Dynamiques territoriales et valorisation touristique** » (L3 Géo Aménagement). L'approche part de la thématique tourisme et multiplie les exemples et montées en généralité dans une démarche inductive. Je pars du fait que l'analyse des enjeux du tourisme est devenue incontournable car le phénomène se diffuse dans le monde. Il s'impose aux acteurs et aux territoires, notamment aux espaces insulaires et pays de l'océan Indien. Il peut s'appréhender en partant d'exemples précis. Le tourisme, parce qu'il résulte de la mise en mouvement d'un grand nombre de matériaux (« substrat » naturel et anthropique, matériel et immatériel) et de partenaires exige une mise en concordance de l'ensemble des éléments (sites, équipements, transport, services, marchés, professionnels, populations). Dès lors, comment passer du potentiel touristique à la mobilisation des énergies et à la mise en tourisme créatrice de lieux ? Existe-t-il une vocation touristique ? Comment s'adapter aux nouveaux enjeux économiques et sociétaux pour faire perdurer et/ou renouveler l'offre ? Ces questions permettent de travailler sur des exemples d'aménagements en Europe, Asie, dans l'océan Indien et à La Réunion. En travaux dirigés, les étudiants s'investissent oralement sur une série de sujets thématiques renouvellés en des lieux donnés (voyage d'affaire, loisirs, e-tourisme, *Dark tourism*, post-tourisme, écotourisme…). Par ailleurs, j'envisage, à l'avenir, une présentation de posters scientifiques en petit groupe.

Exemple 3 : UE « **Identité, tourisme, patrimoine** » (L2 Géographie, UE Mineure pluridisciplinaire). Il s'agit ici de démontrer comment se met en place l'analyse géographique du champ identitaire et culturel à travers le prisme patrimonial, en me situant dans une vision ouverte et transversale : le public est en effet de spécialités diverses (« Mineure » ouverte aux

étudiants). Il commande un effort de vulgarisation. L'autre parti-pris est de partir des grandes idées notionnelles ou conceptuelles sur la thématique et de « descendre » ensuite sur le terrain sud-africain. Après avoir rappelé les interprétations et définitions des champs « patrimoine », « culture » et « identité », l'objectif est de démontrer si oui ou non l'essor de la valorisation patrimoniale peut susciter des espoirs économiques, culturels et territoriaux qui trouvent leur matérialisation au plan spatial. On validera donc (ou pas) sur le terrain arc-en-ciel ce qui a été énoncé théoriquement. D'un point de vue culturel, il en va de la valorisation de monuments divers et de l'affirmation identitaire avec, en arrière-plan, des enjeux d'acteurs aux divers profils (élus, privés, associatifs, usagers...). Au plan économique, le tourisme peut permettre, via les logiques de développement local et d'économie présentielle, la création d'emplois (directs, indirects, induits) et la dynamisation de secteurs adossés par exemple au tourisme. Enfin, au plan territorial, il peut aider à l'organisation et à la promotion des territoires dans une démarche de singularisation concurrentielle des destinations et de réorientation spatiale. La confrontation empirique se fait au terme de l'exposé théorique. La démarche se veut positiviste.

Exemple 4 : UE « **Enjeux touristiques : économie, identités et territoires** » (Master 1 Géographie). L'objectif affiché, en compagnie de deux autres collègues géographes assurant avec moi cette UE, est de proposer aux étudiants de Master 1 Géographie de constituer un projet d'aménagement touristique et de le présenter ensuite oralement, sous la forme d'un jeu de rôle. Ce projet doit intégrer les enjeux et défis de la mise en tourisme en exposant le point de vue des acteurs présents, tantôt complémentaire, tantôt concurrentiel (l'assise touristique et des loisirs soulevant, entre autres, des questionnements culturels, économiques, de durabilité et territoriaux). Parmi ces enjeux, il est possible de travailler particulièrement la valorisation patrimoniale et l'affirmation identitaire, les logiques de développement local et d'économie présentielle, les stratégies économiques touristiques visant la création d'emplois, les enjeux environnementaux et éthiques sur le plan de la durabilité (écotourisme, tourisme responsable ou solidaire…), ou encore l'organisation et la promotion des territoires (image de territoire) et l'effort de singularisation des destinations (dans une démarche davantage politique). En toile de fond, il faut faire deviner les intérêts, motivations, perceptions (et non-dits) de ces différents acteurs – élus, privés, associatifs, usagers – de manière crédible. Ces derniers se doivent de littéralement « prendre vie ». La tâche est de s'évertuer à se rendre persuasif, devant le petit parterre que constitue le jury, mais aussi les autres étudiants devenus acteurs-spectateurs.

Exemple 5 : UE Transversal « **Connaissances du cinéma, regard du géographe : projections et débat** » (fictions, documentaires et docufictions), sur la base de documents diffusés en partenariat avec le Service de Culture Audiovisuelle et Numérique (SCAN). Ces séances ont eu pour intérêt de créer des espaces de débats scientifique en partant d'une œuvre cinématographique. Le cadre initial en fut une UE libre et donc ouverte à un public large. Il s'est par la suite orienté et greffé à un complément pédagogique des UE de Géographie. Il s'agit en première année de : « Lire le Monde » ; en deuxième année de « Géopolitique et acteurs » ; en troisième année d'« Enjeux territoriaux dans l'océan Indien ». Elles débutent toutes par une courte présentation descriptive de l'œuvre en question (fiction, docufiction ou documentaire). Puis a lieu la projection de l'œuvre à proprement dite, assortie d'observations participantes. Par la suite, un échange critique se noue à l'initiative des étudiants. Il porte autant sur la forme (codes cinématographiques usités) que sur le fond (vision, message du propos...), autour d'un ou de plusieurs thèmes prédéfinis et travaillés en cours. Une restitution structurée clôt la séance.

Parmi les œuvres abordées (et critiquées), on peut énumérer (pour les fictions) *: Entre les murs (2008) ; Ajami (2009) ; La zona (2007) ; Good bye, Lenin! (2003) ; 11'09"01 September 11 (2002) ; Omagh (2004) ; Un dimanche à Kigali (2006) ; Shooting dogs (2005).* Pour les

documentaires et docu-fictions, il s'agit de : *Le cauchemar de Darwin (2003) ; Bowling for Columbine (2002) ; Mondovino (2004) ; The road to Gantanamo (2006) ; 10ème chambre instants d'audience (2003) ; ou encore Bamako (2006).*

Précisons que ces œuvres ont été utilisées comme support dans le cadre de l'animation d'une ancienne UEL transversale « Compréhension du monde contemporain à travers les œuvres cinématographiques », qui a existé entre 2012-15 et que nous souhaiterions à l'avenir réactiver (en phase avec la volonté de création de campus vivants pour et par les usagers), en liaison avec le SCAN. L'UE avait en effet permis aux étudiants de parfaire leur culture générale et leurs connaissances des problématiques du monde, à travers la diffusion en soirée d'une douzaine de documentaires et de docufictions portant sur des sujets variés (mondialisation, inégalités de développement, migrations, développement durable…). Ce module leur permettait aussi de développer leur esprit critique et la prise de parole argumentée (dans une vision spatialisante), grâce aux conférences-débats organisées à l'issue de la projection.

Une autre intervention pédagogique associée à une expérience se plaçant hors du champ direct de la discipline géographique (et située aussi en dehors de la composante) mérite d'être décrite. À ce niveau, l'objectif est de rappeler les possibilités offertes par l'Université d'effecteur des interventions sécantes, nécessitant la maîtrise d'un discours adapté et d'outils spécifiques (et donc de faire preuve d'adaptation et de flexibilité). Ceci d'autant plus que cette initiative est en train évoluer vers des formes de pédagogies innovantes tournées vers une chaîne culturelle (*Web TV*), ainsi que vers un MOOC (type ouvert de formation à distance).

c. Enseignements au Parc Technologique Universitaire (PTU) au SUFP en **Licence Professionnelle Métiers de la médiation par des approches artistiques et culturelles Pro Médiation culturelle, UE 3 : CONNAISSANCES DES DISPOSITIFS ET POLITIQUES CULTURELS, volet « Tourisme culturel »**, depuis l'année 2014-2015.

Cette Licence Professionnelle a pour objectif de former des étudiants capables d'analyser et de poser des problématiques de médiation culturelle dans des organisations culturelles (politiques et études des publics, écriture des supports de médiation...), ainsi que de participer à la gestion de projets dans la zone océan Indien. En cela, mes interventions se sont voulues pragmatiques, s'inscrivant particulièrement dans les champs des structures muséales et des projets constitués autour de la visite de monuments et de quartiers historiques à plusieurs échelles (La Réunion, océan Indien, Europe, Monde). Un public résolument ancré dans le réel, via leur stage et projets de médiation culturelle (au sein de collectivités, associations ou entreprises en lien avec l'organisation d'évènementiel), m'a obligé à un discours moins théorique et résolument concret.

Dans la continuité de cette formation, un projet de MOOC est à l'heure actuelle porté par sa co-fondatrice, N. Noel (MCF LCF) pour proposer à distance une formation à un plus grand nombre de participants. Le projet s'intitule **Médiation des patrimoines dans la zone Océan Indien** (à hauteur de 50h de contenu par étudiant). Il se répartit en deux grands blocs :

1-Définition du patrimoine culturel, médiation culturelle et leurs enjeux sociaux
2-La définition du territoire océan Indien et ses stratégies géopolitiques et culturelles

Les deux volets se composent d'une partie théorique, accompagnée de vidéos d'acteurs et d'intervenants spécialistes. Le studio de tournage se situe à la DAMAN, technopole (St-Denis).

Il m'a été proposé d'intervenir sous forme de capsules vidéo portant sur la Communauté de l'océan Indien (valorisation patrimoine culturel différenciée à Maurice et à La Réunion par exemple), en Afrique australe (patrimonialisation des objets-lieux sensibles sur les rivages africains, par le biais d'une comparatif Afrique du Sud/Mozambique/Tanzanie) et en Afrique du Sud plus spécifiquement (autour de la question de l'instrumentalisation de la lutte contre l'apartheid et la gestion délicate du patrimoine passé afrikaner/anglophone).

Par ailleurs, N. Noël m'a contacté en tant qu'invité-chercheur auprès de la **web TV *Kiltir*** dédiée au patrimoine culturel, la mémoire et les commémorations dans la zone de l'océan Indien. https://youtu.be/SXpw634UqDU

Une présentation synthétique des enseignements est fournie ci-dessus (sous forme de tableau synthétique). Pour une promotion d'environ 60 étudiants en première année (intégrant des UE mutualisées qui font singulièrement monter leur nombre), elle fait apparaitre les énoncés, le niveau (L.M.), la nature des enseignements (cours, TD) et les volumes. Il faut ajouter à cela l'encadrement de 10 à 12 étudiants en stage chaque année (facultatifs en L2, obligatoires en L3), ainsi que la direction de 3 à 4 étudiants de Master (1 et 2) dont les sujets sont détaillés plus loin.

Tableau synthétique des enseignements (année type en cours) – 2021-2022

Département	Intitulé Unité d'Enseignement (UE)	Régime F.I. : 1 F.C. : 2	Public	Semestre (S1 – S2)	TYPES DE COURS CM	TD	HETD
ENSEIGNEMENTS EFFECTUES							
Géographie	Lire le monde - l'actualité décryptée par la géographie (L1)	1	*Géo/Info-Com*	S1	13	22	**41,50**
Géographie	Géographie sociale et culturelle (L1)	1	*Géo/Info-Com*	S2		8	**8,00**
Géographie	Nouvelle Géographie de L'Europe (L2)	1	*Géo*	S1	10		**15,00**
Géographie	Géopolitique : acteurs et conflits (L2)	1	*Géo/Sc Sociales*	S1	10		**15,00**
Géographie	Identité, tourisme, patrimoine (L2)	1	*Mineure pluridisc*	S2	10		**15,00**
Géographie	Dynamiques des espaces urbains, périurbains et ruraux (L2)	1	*Géo*	S1	10		**15,00**
Géographie	La Communication scientifique : de la découverte au débat	1	*UEO pluridisc*	S2	4	4	**10,00**
Géographie	Enjeux territoriaux dans l'OI (L3)	1	*Géo*	S2	8	5	**17,00**
Géographie	Dynamiques territoriales et valorisation touristique (L3)	1	*Géo*	S2	10	10	**25,00**
Géographie	Enjeux touristiques : économie, identités et territoires (M1)	1	*Géo*	S2	3	2	**6,50**
Histoire	Sociétés et patrimoine (M1)	1	*Hist*	S1	4		**6,00**
Géographie	Ville et patrimoine en Indianocéanie (M1)	1	*Géo*	S1	5	5	**12,50**
Géographie	Méthodologie et SIG (M2)	1	*Géo*	S1	5	10	**17,50**

3. *Diffusion et rayonnement pédagogique*

On présentera ici trois initiatives de diffusion d'activités pédagogiques, l'une à l'attention des Professeurs d'Histoire-Géographie du secondaire à travers une journée d'étude et de rencontre, l'autre ciblant la communauté des Enseignants du second degré en formation, la dernière abordant la diffusion de savoirs en ligne qu'autorisent aujourd'hui les interconnexions et partages de connaissances (dans un environnement numérique démocratisé). Un quatrième point fait la transition vers le volet suivant (scientifique), à travers la direction d'un ouvrage synthétique sur le tourisme à La Réunion. Il s'adresse particulièrement aux professionnels et aux acteurs de la société civile.

Exemple 1 : **Intervention pédagogique sur « L'Afrique du Sud et la notion d'émergence »** - Académie de La Réunion

Cette journée d'étude a été organisée à l'initiative de l'IA-IPR Mr. J-P BENTEUX. Elle s'est inscrite dans le cadre des « Nouveaux programmes du second degré : les Pays émergents ». M. BENTEUX souhaitait une intervention universitaire à l'adresse des enseignants du second degré. Une journée de travail consacrée à la notion d'émergence sur la base de l'exemple sud-africain a pris forme. Cette intervention s'est tenue au Lycée de Bel Air dans la commune de Sainte-Suzanne, le 24 avril 2013.

Compte-rendu de la journée d'étude sur l'émergence en Afrique du Sud

Nous sommes parti du constat suivant : le groupe des « pays émergents » (dont la Chine en est devenue la figure hyperbolique) rassemble des Etats qui expriment la réalité d'un monde polycentrique, où l'ancienne influence occidentale se retrouve contrebalancée par la vigueur économique, culturelle et politique de vastes territoires, anciennement considérés comme sous-développés puis en développement. Ces espaces, du moins les plus significatifs, se rassemblent sous des appellations diverses : nouvelles puissances, Etat en devenir... L'émission d'Arte *Le dessous des cartes* a par exemple parlé de « tentation de la puissance » concernant le pays de Mandela. On trouve aussi des acronymes aux fondements économiques et/ou géopolitiques : IBSA, CIVETS et celui évidemment médiatique de BRIC(S). Ce dernier terme, proposé par un économiste chez Goldman Sachs (J. O'Neill), est apparu dans le monde de la finance en 2001. Il a ensuite été réapproprié par les pays membres mêmes (dans une optique d'incarnation d'un contrepoids au club du G7) à des fins géopolitiques, en l'ouvrant à ce moment à l'Afrique du Sud (le S de *South Africa* fut ainsi rajouté...). En somme, si le diagnostic demeure, les termes diffèrent. Ces pays détiennent quelques caractéristiques communes : taille du territoire, importance de la population, vaste marché intérieur, matières premières exportées, croissance économique robuste (avant les crises récentes), attraction d'IDE, reconnaissance en tant qu'acteurs mondiaux. Mais – et c'est là une autre de leur spécificité – leur corollaire en est l'existence de défis structurels internes majeurs. L'un des plus visibles est les fortes inégalités socio spatiales. Nord et Sud cohabitent ici de façon radicale. Comme le rappellent Piveteau et Rougier (2010), « les principaux émergent possèdent les indices de GINI les plus élevés, révélant une forte concentration de richesses dans le décile supérieur ».

Ce constat rappelé, nous avons ensuite abordé l'exemple sud-africain qui détient le premier IDH d'Afrique et le premier PIB du continent. Le pays fut présenté comme une puissance régionale

qui rayonne sur une large partie de l'Afrique subsaharienne ; il s'agit de la 34ème économie mondiale (Banque Mondiale, 2011). Toutefois, les données offrent en parallèle un réel décalage entre ce pays et la Chine par exemple, ce qui dès le départ tend à biaiser la pertinence de l'appartenance de l'Afrique du Sud aux membres des BRICS… L'appellation n'est-elle pas avant tout politique ? Parallèlement, son IDH le place au 123ème rang mondial en 2011. Son coefficient de GINI est par ailleurs notable ; avec 0,63, il est même plus fort que celui du Brésil ou de l'Inde. Pour saisir cette ambivalence sud-africaine (à la lecture des statistiques connues) et mesurer le caractère émergent de ce pays, ne faut-il pas transcender l'assise historique et adopter une approche géographique multiscalaire ? En effet, nombre d'études académiques (y compris celles appréhendant le pays dans le cadre des programmes scolaires), ont pour habitude d'esquisser ses lignes de force (économiques, politiques), puis d'en exposer ses faiblesses, en faisant à ce niveau un rapide retour à l'histoire. De notre côté, nous avons proposé une approche sensiblement différente et complémentaire, reposant sur trois axes :

1. D'abord, ce qui tient d'un constat sur le discours de l'émergence : celui-ci semble toujours détenir une focale centrée sur les seuls phénomènes économico-politiques (Fleury, Houssay-Holzschuch, 2012). Or les champs sociétaux et culturels sont tout aussi fondamentaux, à l'observation notamment des mutations radicales et rapides dans le temps que connaissent les sociétés de ces espaces.

2. Ensuite proposer une orientation : afin de cerner au plus près l'actuelle nation arc-en-ciel, l'analyse se doit de porter sur une société d'un Etat émergent dans sa dimension spatiale. Il est possible, à ce moment, de se demander en qualité de fil rouge s'il ne faudrait pas plutôt parler d'espaces sud-africains (au pluriel) ou même de « territoires émergents », plutôt que d'un pays d'un seul tenant, et ce devant la nature des disparités intérieures.

3. Enfin, pour répondre à ces objectifs, ne convient-il pas de repenser le cadre historique du pays et particulièrement le legs du développement séparé (ou apartheid) ? En effet, ses traces sont toujours vives et témoignent des défis contemporains. Partir de cet héritage permet, d'une part de se baser sur un socle géographie-histoire (en phase avec la discipline dispensée en France), d'autre part de se familiariser avec certains termes pas toujours évidents.

Notons que le 23 avril 2014, M. BENTEUX m'a contacté une nouvelle fois pour une intervention pédagogique organisée sur les questions au programme du second degré (toujours au Lycée de Bel Air à Sainte-Suzanne). Le choix a été cette fois d'opter pour mon second terrain d'étude, l'intervention ayant pour titre : « Le Mozambique, un PMA ? ». Le cadre était en effet les Nouveaux programmes du second degré sur le thème : « Les Pays les Moins Avancés – PMA ». Cette journée d'échanges pédagogiques a, une fois encore, donné l'opportunité d'aller à la rencontre d'un public composé d'enseignants d'histoire-géographie de l'académie.

Compte-rendu de la journée d'étude sur les Pays les Moins Avancés et le Mozambique

M. D. BENJAMIN, enseignant CPGE, a animé la matinée avec une approche théorique des pays les moins avancés. Nous avons poursuivi durant l'après-midi avec un focus sur cet État bordier, culturellement et historiquement proche, en pleine transformation et avec lequel nos liens sont en train de se retisser.

Le parti pris était de se demander si au vu de ses énormes potentialités et de leur passage

progressif de ressources en richesses, il se pourrait qu'à terme le Mozambique finisse par sortir de la catégorie des PMA (Pays les Moins Avancés). Cette contribution s'inscrivait ainsi sur le moyen-long terme. Elle se devait tenter d'éviter les interprétations en se basant sur les trajectoires possibles d'un certain nombre d'indicateurs choisis.

Nous avons terminé sur une synthèse très prudente : les nouvelles dynamiques du Mozambique sont relativement en phase avec les transformations de la zone Afrique australe (polarisée par l'Afrique du Sud), et plus généralement avec les niveaux de croissance économique relativement hauts dans la zone subsaharienne. Ces dynamiques ont aussi des particularismes liés à l'attractivité économique du Mozambique. Certes, ce dernier reste perçu comme un Etat stable macro économiquement, ainsi que multipartite et démocratique. Toutefois, sur le terrain, la relativisation voire la remise en cause de ces deux aspects est bien palpable… Et si on ajoute son immense potentiel énergétique, le pays demeure tiraillé entre, d'un côté une impulsion économique inégale et partiellement déconnectée, de l'autre de vifs enjeux de développement sur un territoire incarnant le Sud (et où pénètre, en outre, un nouvel islamisme radical et violent).

Quantité de zones de potentialités et de faiblesses éclosent sur l'actuel territoire lusophone, par le double jeu de l'ouverture du marché et d'une polarisation économique sectorielle. Mais deux remarques sont à formuler : d'une part, la zone méridionale n'est plus uniquement celle concernée, en particulier la région autour de Maputo. D'autre part, les grands projets semblent agir sous forme d'enclaves à forts liens exogènes, reliés par des corridors utilitaires, le tout dans une logique de développement extravertie (sous la houlette de majors internationaux et/ou d'États polarisants). À côté de cela, des zones marginalisées deviennent des cibles de choix pour nombre d'acteurs illégaux.

Une large partie du Mozambique peut en conséquence toujours être qualifiée de territoire sous-développé. Le pays illustre bien ce hiatus que l'on observe fréquemment entre croissance et développement. Cependant, il serait vain de complètement opposer les deux, comme il est aussi incohérent d'homogénéiser et de distinguer une population locale soumise d'un côté, face à des acteurs extérieurs influents de l'autre. Bien que très inégalement, certaines parties du territoire se développent. Pris dans sa totalité, le Mozambique peut finalement être considéré comme un PMA mouvant, avec des différenciations territoriales qui s'exacerbent, ainsi que des inégalités et des tensions flagrantes. Les expressions de Pays « Mal », « Modestement » ou finalement « Miraculeusement » Avancé deviennent autant de suggestions possibles à formuler, selon le gradient d'optimisme qu'on voudra lui accorder.

Au total, ces deux animations pédagogiques traduisent une projection de la politique pédagogique de l'établissement à l'adresse des enseignants du secondaire, par le biais d'une mission connexe. Sur un plan personnel, elles m'ont toutes les deux permis de côtoyer et d'échanger de manière fructueuse avec des collègues enseignants du secondaire, une démarche cruciale, en amont de l'accueil de nos L1.

Exemple 2 : **Conférence-formation sur les « Nouvelles pratiques touristiques et de loisirs. Renouvellements épistémologiques et exemples à partir de l'Afrique du Sud et du Mozambique** » - Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé, anciennement Espé)

En 2013, occasion a été faite d'intervenir à l'Espé, auprès des étudiants du Master MEEF (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) Second

degré, parcours Histoire Géographie, sur une question au programme : celle de la Géographie des conflits. Sur un cycle de 5 séances, j'ai pu dispenser des séances sur les thématiques suivantes : « Régionalisme et mise à mal de l'État-Nation européen » ; « Conflits inter et intra africains : éléments de contexte » ; « Le choc des civilisations : utopies et réalités » ; « Antimondes, réseaux et espaces illicites » ; « Territorialisation en vigueur dans le monde : les nouveaux murs ». Des débats nourris se sont noués auprès d'un public curieux, vigilant et très rigoureux.

En 2019, j'ai été sollicité pour l'animation d'une autre formation, cette fois sur la question du tourisme et des loisirs, sous forme d'une conférence-débat. Celle-ci s'est tenue le mercredi 20 février 2019 dans l'amphithéâtre Lacaussade (Université de La Réunion), en présence de l'IEN EG-Lettres histoire géographie Fabrice SORBA. La question des espaces du tourisme et des loisirs figurant au concours du CAPES et de l'Agrégation, cette conférence a été initiée par S. GENEVOIS (Responsable du parcours Histoire-Géographie Master MEEF 2nd degré), en présence d'un public composé de quelques enseignants mais surtout de nombreux étudiants préparant les concours.

Compte-rendu de l'intervention sur les nouvelles forme du tourisme et des loisirs

Le format a pris la forme d'une demi-journée pour moitié d'intervention frontale et pour moitié d'échanges féconds. Dans le cadre de cette intervention, notre volonté a été de venir nourrir et illustrer, à l'aide d'exemples variés, les sujets à l'écrit et à l'oral des concours (Agrégation, CAPES...) sur la question des nouvelles formes du tourisme et des loisirs, avec une focale sur les questions d'Après ou de Post-tourisme.

Notre postulat de départ était que le champ des études touristiques avait récemment été concerné par des réflexions, entre autres sur le « Tournant culturel », ainsi que par les débats sur « l'Après-tourisme » (faisant eux-mêmes suite aux approches d'abord « économistes », puis « marxistes »). Ces réflexions ancrent au centre de leurs objets l'analyse des pratiques et des imaginaires touristiques, la diversification des publics touristiques (allusion aux *Subaltern studies*) et une consommation plus expérientielle et émotionnelle de ces derniers. Le tout prend place dans un contexte de patrimonialisation exacerbée et de valorisation de l'ordinaire.

Dans ce contexte, nous nous sommes proposé d'aborder certaines de ces formes nouvelles de tourisme et leurs enjeux inhérents : balnéarité exclusive liée à des politiques écotouristiques communautaires ; tourisme mémoriel, *Dark tourism* et « socio-tourisme » – soit des néo-segments du tourisme alternatif ; requalification et gentrification urbaine littorale ; tourisme diffus, hybridation des pratiques touristiques et ordinaires au sein d'un environnement ludique. En somme, nous avons volontairement placé cette démarche dans le renouvellement épistémologique que connaît la discipline. Et pour l'illustrer, nous nous sommes inspiré de différents terrains d'étude, en Afrique du Sud prioritairement, au Mozambique secondairement mais également à La Réunion, accompagnés d'exemples pris parfois en d'autres contrées (européenne, asiatique).

Sur un plan plus personnel, il s'est agi en parallèle de montrer comment mon itinéraire de recherche s'est lui-même construit (et continue de le faire) dans l'évolution et le renouveau épistémologique de la géographie du tourisme et des loisirs.

Exemple 3 : **Ressources pédagogiques en ligne**

En tant qu'enseignant-chercheur, notre mission pédagogique au sein de l'Université de La Réunion est également de mettre à la disposition de la communauté des ressources et modules didactiques en ligne (spécialisés et spatialisés) dans le cadre d'une démarche interdisciplinaire, conformément à l'orientation stratégique 3 du SOURCE (visant à établir une université européenne de référence sur l'axe Asie-Afrique).

Je citerai ici quelques exemples de collaboration et d'indexation visibles sur le site *Géoconfluences* (http://geoconfluences.ens-lyon.fr), site labellisé dans les ressources de géographie pour les enseignants. Ils concernent les rubriques suivantes :

- *Aménagements des programmes de géographie du collège dans les DROM*
- *Une sélection de ressources pour le programme de Géographie de la classe de première (préparation au bac professionnel) – Rubrique Pôles et aires de puissance, Un PMA.*
- *Dossier / Afrique(s) : dynamiques régionales, Bibliographie et ressources – Rubrique 3. Approches régionales, Afrique australe.*

D'autres ressources pédagogiques ont pu être mobilisées par certaines Académies ou Universités, que ce soit dans le cadre d'items en ligne ou dans celui de travaux éditoriaux :

- *Académie Créteil Histoire géographie - Thème 4 : L'Afrique australe : un espace en profonde mutation*
http://hgc.ac-creteil.fr/theme-4-l-afrique-australe-un-espace-en-profonde-mutation

- *Académie Paris Histoire Géographie Enseignement moral et civique - L'écotourisme au Hluhluwe-Imfolozi Park (Afrique du Sud), 4e*
https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/p1_1554046/l-ecotourisme-au-hluhluwe-imfolozi-park-afrique-du-sud-4e

Sur le même sujet et espace, on retrouve également un encart dans le livre scolaire (Histoire-Géographie 2de)
https://www.lelivrescolaire.fr/page/5332370

- *Académie de Limoges Thème 4 du programme de Géographie de Seconde : « L'Afrique australe, un espace en profonde mutation » (Proposition de Romain Bonnot, Lycée Eugène Jamot, Aubusson)*
http://pedagogie.ac-limoges.fr/hist_geo/IMG/pdf/theieurme_4_gei_ographie_2nde_r.bonnot.pdf

- *Manuel Belin Education Territoires, populations et développement : quels défis ? Question France : dynamiques démographiques, inégalités socio-économiques DOSSIER : La Réunion : quelles caractéristiques démographiques et sociales ? Un quartier prioritaire* : Sainte-Clotilde-Le Chaudron (Saint-Denis)*
https://manuelweb.belin.education/geographie-seconde/topics/geo2-theme2-4-148-a_dossier---la-reunion---quelles-caracteristiques-demographiques-et-sociales

Exemple 4 : **Ouvrage « Quel tourisme pour La Réunion ? Enjeux et mises en perspective » -** E. Combeau-Mari et F. Folio (dir.), 2015, Epica Editions, (375 p)

L'ouvrage que nous avons publié sous le titre « Quel tourisme pour La Réunion ? enjeux et mises en perspective » constitue le bilan de recherches menées par les Historiens et Géographes appartenant à l'Unité scientifique « Océan Indien : Espaces et Sociétés » (EA 12, Université de La Réunion), dans le cadre d'un contrat de recherche financé par la Région Réunion en 2013. Il s'est agi d'un travail de coordination de contributions des chercheurs de l'OIES, sur une réalité de l'état touristique de l'espace insulaire.

Cet ouvrage restitutif n'avait pas pour objet d'offrir une étude globale sur le tourisme à La Réunion. Il ne visait pas non plus à énumérer les multiples directions vers lesquelles tendre. Son objectif fut plutôt de proposer quelques axes porteurs bien définis des analyses en profondeur, assorties de solides documentations afin d'aider les décideurs politiques à opérer des choix pour clarifier et amplifier la destination. Car, selon nous, cette valse-hésitation de la stratégie touristique locale, ces louvoiements de définition des priorités et de l'image à promouvoir étaient montrés du doigt par les observateurs extérieurs, notamment ceux de la cour des comptes.

Rappelons que le tourisme a été érigé à La Réunion en priorité régionale depuis 2010. Il apparaissait à ce moment comme un des piliers du développement économique susceptible de générer de l'activité et des emplois. Pour autant, comparé à des destinations ancrées de longue date dans l'industrie touristique : Seychelles, Maurice... ou encore à certains autres départements et territoires d'outre-mer, le tourisme contribue ici encore faiblement au produit intérieur brut. Dans le même temps, les recettes générées par l'activité touristique correspondent à l'une des premières sources d'exportation de l'île. Ce retard relatif augure donc du potentiel économique d'un secteur jeune que l'on dit balbutiant.

Plusieurs crises ont perturbé lourdement la stratégie régionale de promotion touristique avant 2015 (*crise covid récente donc mise à part*) : on peut rappeler la crise du « chikungunya » en 2006, qui a hypothéqué le secteur obligeant à fermer des structures d'accueil ; la crise financière internationale qui a généré un ralentissement général des déplacements touristiques impactant l'océan Indien ; enfin, la crise « requin » et ses conséquences dès 2012 qui ont stimulé et orienté la réflexion vers une nouvelle définition de l'image de la destination. Ces crises successives ont été comme autant de piqures de rappel d'une certaine fragilité et vulnérabilité du secteur.

Dans un contexte particulièrement contraint, car dépendant pour grande part de la politique touristique nationale en matière d'accessibilité et d'investissement (aérien, visas, fiscalité, législation), La Réunion s'est progressivement ouverte au tourisme international ainsi que l'indiquent les chiffres d'arrivées des touristes, rapportés aux statistiques de la zone océan Indien et plus largement de l'OMT. Mais malgré des objectifs ambitieux et des points positifs tels le classement des « pitons, cirques et remparts » au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2010, ou encore en mai 2014 l'assouplissement de l'obtention des visas en direction de la clientèle chinoise, la

politique touristique régionale a peiné à se démarquer des îles concurrentes voisines pour valoriser un territoire dont le potentiel humain, géologique et patrimonial est exceptionnel. Certes la médiatisation des aspects négatifs a joué en sa défaveur ces dernières années. Pour autant, les enjeux ne sont-ils pas ailleurs ?

L'ouvrage se destine par conséquent aux décideurs et au premier chef à La Région Réunion même. Nous avons souhaité lui donner quatre directions complémentaires.

- Il se focalise dans un premier temps sur l'intérêt de la question patrimoniale et identitaire, en déclinant des propositions relatives au patrimoine naturel et au patrimoine culturel à La Réunion, véritables ressorts locaux (comparativement aux îles proches plus imprégnées de balnéarité *Sea Sun Sand*).
- Il traite ensuite de deux enjeux majeurs : le transport aérien et les clientèles à l'échelle de la zone indianocéanique (soit les questions stratégiques d'enclavement/accessibilité et d'identification/différenciation des publics).
- Dans une troisième étape, il vise à s'ouvrir et à s'inspirer des expériences (aménagement, image de territoire) et défis touristiques à surmonter dans l'environnement proche, notamment à travers une polarité continentale, l'Afrique du Sud et un exemple insulaire, Rodrigues.
- L'ouvrage se clôt par un certain nombre de préconisations pour l'espace insulaire en mettant en exergue les dynamiques du tourisme domestique et des loisirs et de la valorisation de l'évènementiel, vitrine des potentialités locales, notamment sportives.

ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE - hybrider champs et pratiques

Seront présentées en ce chapitre, de manière synthétique, les principales thématiques de recherche, une sélection de publications que je qualifierais de notables dans la trajectoire scientifique (où il sera tenté de dégager un fil directeur et les principales réorientations qui ont pu survenir), ainsi que l'encadrement de la recherche à l'Université de La Réunion. Ces premiers points seront suivis de quelques initiatives d'animation et de diffusion de la recherche au titre d'une appartenance à l'unité de recherche OIES et à la Fédération de recherche OSOI.

1. *Espaces et thématiques au cœur de la recherche*

a. Réseau de recherche

Membre de la **fédération de recherche OSOI** (Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien), j'appartiens en outre à **l'Unité de Recherche** « Océan Indien : Espaces et Sociétés » (**OIES EA-12**), à laquelle se rattache notre **laboratoire** : le Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion (**CREGUR**).

- (OSOI) : https://osoi.univ-reunion.fr
- (OIES) : https://oies.univ-reunion.fr/cregur/accueil

Par ailleurs, je suis membre de **l'AFRAMO** (Association Franco-Mozambicaine de Sciences Humaines et Sociales).

http://aframo.org/folio.html?lang=fr

b. Thème et terrain

Mes thématiques de recherche s'organisent autour :

- De la géopolitique, de l'étude des tensions et conflits (acteurs, enjeux, territoires, représentations)
- Des recompositions et valorisation des objets/lieux géographiques associés à des faits historiques
- De la mobilisation/instrumentalisation du champ mémoriel par le politique et/ou à finalité touristique
- De la place et du rôle des marges/confins (par opposition à l'espace-centre)

Plus précisément, il s'agit d'une pensée géographique ancrée sur les notions de « **Réfoulé** » et de « **Recentré/Recodé** ». Le phénomène de « **Dynamiques des marges** » est véritablement au cœur des recherches actuelles, comme cela est détaillé dans le tome 3 de cette HDR (volume « Position et Projet scientifique »). Les Entrées (champs disciplinaires) en sont : *la Géographie du tourisme et du patrimoine ; la Géographie sociale et culturelle* ; *la Géopolitique* ; *La Géographie urbaine critique.*

Un échantillon de nos publications permet de s'en faire une idée.

Les quatre champs disciplinaires abordés par quelques publications

Nous dresserons dans les pages suivantes notre trajectoire scientifique à travers une liste de publications. Toutefois, nous souhaitions, dès maintenant, en afficher quelques-unes : celles-là ont été choisies dans la mesure où elles incarnent chacune, sur différents terrains d'étude et sur une même année (2017), une des facettes parmi les thématiques géographiques abordées : **1.** La géographie urbaine critique (cf. article dans le *Journal African Studies*) ; **2.** L'approche géographique du tourisme (cf. article dans la revue *Espaces*) ; **3.** La géopolitique (cf. article sur *Géoconfluences*) ; **4.** La géographie sociale et culturelle (cf. article au sein de la revue *Tsingy*).

1. FOLIO (F.), 2017, « Crime, state and civil society responses in Maputo (Mozambique): Between privatisation and civilianisation », *Journal African Studies* Volume 76, 2017 – Issue 2: Opening-up Mozambique: Histories of the present.

http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00020184.2017.1323706

2. FOLIO (F.), 2017, « Macabre ou mémoriel ? En Afrique du Sud : du tourisme sombre à la réalité rédemptrice » in revue *Espaces* n°337, Juillet 2017.

https://www.tourisme-espaces.com/doc/9867.tourisme-sombre.html

3. FOLIO (F.), 2017, « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », *Géoconfluences*, mis en ligne le 4 janvier 2017.

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques

4. FOLIO (F.), 2017, « Patrimoine et récit national au Mozambique », *Tsingy*, N° 20, DOSSIER : Patrimoine et Tourisme à La Réunion et dans l'océan Indien (J-M. JAUZE, Dir.), Université de La Réunion, p 43-60.

http://revuetsingy.canalblog.com/archives/2017/10/29/35817422.html

Ces contributions doivent s'appréhender de manière sécante. Les thématiques, telles que nous les considérons, ne sont nullement étanches. Ainsi, la contribution 1 aborde en parallèle la Géopolitique locale à Maputo et la réalité sociétale de la capitale. Celle sur le tourisme macabre ou mémoriel, l'assise urbaine (musées, quartiers périphériques ou *townships*) de ces prestations, ainsi que les visées politiques sous-jacentes en terre arc-en-ciel. La contribution 3 insiste sur le hiatus croissance-développement au Mozambique et nomme, parmi les grands projets en cours, la valorisation patrimoniale naturelle et les initiatives écotouristiques en cours. Enfin la dernière publication met l'accent sur la dimension véritablement politique de la valorisation patrimoniale au Mozambique, portée par le parti-État au pouvoir. Au total, se distingue une approche transdisciplinaire.

Parmi les mots-clés associés à mes recherches, publications et communications, on peut énumérer : le territoire ; l'identité ; le pouvoir ; le patrimoine ; le tourisme ; l'image ; les trajectoires ; les marges ; le refoulement ; la requalification.

Comme évoqué, les espaces d'études prioritaires sont des terrains intéressés par le couple inerties/mutations : **l'Afrique du Sud et le Mozambique.** De manière plus fine, on peut y distinguer trois zones régionales privilégiées :

1. Johannesburg, Pretoria et leurs environs (provinces du *Gauteng*, *North-West*) soit les hautes terres sud-africaines[1]
2. Durban, Pietermaritzburg et le « pays zoulou » (province du *KwaZulu-Natal* toujours en Afrique du Sud)
3. Maputo, Matola et la partie méridionale du Mozambique : soit la portion sud du pays en ses provinces de Maputo et d'Inhambane.

En leur sein, des lieux ont spécifiquement fait l'objet de recherches ; ce sont :

- La métropole de Johannesburg (espace-centre), le vaste quartier de Soweto et la ville-capitale de Pretoria
- La métropole de Durban, les localités de Pietermaritzburg, Howick, Stanger et Richard's Bay situées plus au nord
- La ville-capitale de Maputo, les localités de Matola et de Vilanculos (s'étendant en face de l'archipel de Bazaruto)

Ces espaces composent un trigone géographique et se justifient, davantage que par leurs liens historiques, politiques, humains et économiques (parfois étroits mais contrebalancés par une différenciation forte en termes de peuplement, de processus de colonisation/post-indépendance, d'aspects culturels...), par les recompositions qui les traversent. Ils dessinent des laboratoires sociaux et sociétaux.

Depuis peu, j'accorde un intérêt connexe aux espaces suivants :

- La Tanzanie à travers les villes de Dar es-Salaam, Bagamoyo et l'île de Zanzibar
- Les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien (La Réunion et Maurice particulièrement)
- La côte ouest australienne (villes de Perth et de Fremantle) ainsi que les littoraux méridionaux indiens à travers deux localités (Pondichéry et Goa).

En somme, mon cheminement géographique est parti du KwaZulu-Natal (en l'occurrence durant le travail doctoral), avant de connaître ensuite une diffusion spatiale, d'abord sur les hautes terres sud-africaines, puis sur un espace étranger régional attenant (le Mozambique et maintenant la Tanzanie). Cela, sans jamais occulter le cadre géographique immédiat (S-O de l'océan Indien) qui est aussi mon espace de vie pour ce qui est de La Réunion, inscrit dorénavant dans un bassin élargi incluant des territoires plus lointains (un Grand océan Indien : Inde dravidienne et Australie occidentale).

[1] À titre comparatif en Afrique du Sud, nous avons également porté notre regard sur la ville de CapeTown (à travers en particulier les lieux que sont le District Six, Robben island ou Langa/Kayalitsha), ainsi que sur celle de Port Elisabeth.

2. *Fil directeur des principales publications*

Au total, il a été publié trois ouvrages, 16 chapitres d'ouvrages, 21 articles scientifiques dont 15 dans des revues classées depuis 2004. Sera présentée en ces lignes, une sélection de ces publications reflétant mon itinéraire scientifique (la liste complète se trouve dans le cv. Cf. tome 2 p. 57). Cette sélection a pour vocation de mieux saisir ce qui peut apparaître comme des bifurcations spatiales ou thématiques, alors même que des éléments initiateurs (d'épistémologie ou de méthodologie) ont pu en être à l'origine. Elles tentent, de ce fait, de dessiner un fil directeur dans le parcours universitaire, fait aussi et on en convient de choix, parfois de hasards et de nouvelles opportunités. Il sera donc procédé par progression chronologique, en faisait apparaître quelques repères marquants, lesquels éclairent on l'espère, pas à pas, l'actuel positionnement scientifique.

Publication 1 :
FOLIO (F.), LAMY (A.), GUYOT (S.), 2001, « Réussites, enjeux et contradictions du développement d'une ville industrialo-portuaire, Richards Bay, Afrique du Sud », in *L'Espace géographique* 2/2001 (tome 30), p. 140-151.
http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2001-2-page-140.htm

Cette publication, assez ancienne, fut l'une de nos premières dans une revue classée. Rédigée à six mains, elle traduit une restitution pluri-thématique de trois mémoires de Maîtrise de Géographie portant sur la ville nouvelle industrialo-portuaire de Richard's Bay au nord de Durban (Afrique du Sud). L'étude aborde et croise divers champs dans le cadre d'une analyse que l'on pourrait qualifier à la fois de monographique et de systémique : il s'agit respectivement de l'environnement, de l'urbain et du transport.

Publication 2 :
FOLIO (F.), GUYOT (S.), 2004, « Les villes du Kwazulu-Natal, entre différenciation et compétition, quels enjeux territoriaux ? » in *L'Espace Géographique*, Belin-Reclus, tome 33, n°4 ; p 307-324.
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=EG_334_0307

Cette contribution a permis de s'adonner à un exercice passionnant qui est aussi au cœur du travail doctoral (et que nous continuons aujourd'hui d'affectionner) : l'analyse typologique multicritère. Pour les besoins, nous l'avons appliqué à un cadre spatial plus large que celui de la Maîtrise – passant ainsi de l'échelle locale à l'analyse régionale à travers la province du KwaZulu-Natal –, en tentant par ailleurs de cerner les logiques de dynamiques territoriales (essai de prospective).

Publication 3 :
FOLIO (F.), 2007, « Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). Une terre de conflits et d'enjeux à l'origine du présent cadre spatial », *EspacesTemps.net*, Textuel.
https://www.espacestemps.net/articles/construction-geohistorique-du-kwazulu-natal/

Cet article a été soumis à une revue en ligne de Sciences Humaines et Sociales, dont nous apprécions grandement la ligne éditoriale et les partis pris conceptuels. Il a reflété chez nous un goût naissant pour l'analyse géopolitique, croisant à ce niveau les

bifurcations géohistoriques et les logiques, jeux et représentations d'acteurs insérés dans des cadres spatiaux, historiques et politiques donnés.

Publication 4 :
FOLIO (F.), 2008, « Regards sur le Mozambique contemporain : l'impact des bifurcations historiques et des recompositions en cours sur l'organisation spatiale » in *ÉchoGéo*, Numéro 7.
http://echogeo.revues.org/8313

L'exercice topochronique entériné précédemment trouve là un théâtre d'expression sur un terrain neuf : le Mozambique. De part ses enjeux (miniers, énergétiques, touristiques…), cet espace limitrophe du terrain arc-en-ciel se place sous les feux des projecteurs au détour des années 2000. Si ce terrain peut et à juste titre être considéré comme celui d'un redéploiement spatial, nous le voyons davantage comme celui d'un prolongement ou d'un « glissement » territorial.

Publication 5 :
FOLIO (F.), 2009, en collaboration avec MARLEN C. and CHICAMISSE L., « Maputo privatisé ? sécurité, espace et gouvernance dans la capitale mozambicaine depuis la fin de la guerre civile » in Bénit-Gbaffou C., Fabiyi S., Peyroux E. (eds), « Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria) », Paris, IFAS-Karthala, 461 p.

Dans le cadre d'un programme de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire (cofinancé par l'IFAS - Institut Français d'Afrique du Sud et l'IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique), l'étude de la capitale mozambicaine Maputo est ici l'occasion d'aborder de nouveaux champs de recherches sociétaux, socio-économiques et politiques : l'insécurité, la fermeture spatiale et la gouvernance. Ils dessinent en creux de nouveaux appétits pour le phénomène d'isolat, de repli spatial et de discontinuité.

Publication 6 :
MORANGE (M.), avec FOLIO (F.), PEYROUX (E.), VIVET (J.), 2009, « Déclinaisons locales d'un modèle international : les « gated communities » à la conquête de l'Afrique australe », in Bénit-Gbaffou C., Fabiyi O., Peyroux E. (dir.), Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria), Paris, IFAS-Karthala, p 47-83.

À travers cette contribution, parue dans le même ouvrage collectif (qui est la restitution d'un séminaire de recherche tenu à Ibadan au Nigéria), le phénomène d'enclosure résidentielle, de logiques d'exclusivité et de phénomènes de marginalité voulue ou subie de cadres résidentiels connotés sont approchés, cette fois à l'échelle de plusieurs villes et métropoles africaines (dans une approche comparative). Il est replacé ensuite dans une réflexion internationale (à travers une circulation de modèles).

Publication 7 :
FOLIO (F.), 2010, « Les Township tours au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », in *ÉchoGéo* [En ligne], Sur le vif 2010, mis en ligne le 09 décembre 2010.
http://echogeo.revues.org/12243

À cette période, une volonté (nostalgique ?) de réinvestir le terrain sud-africain se fait sentir ; la valorisation des quartiers périphériques d'apartheid que sont les townships, projetant une image à forte réputation et héritant de logiques territoriales, va se hisser au centre des réflexions (avec le phénomène de marginalisation se surimposant). Un nouveau champ thématique est dès lors abordé, dont nous percevons les opportunités de raccordement économique et symbolique à la ville-centre : le tourisme culturel. Il marque, ce faisant, une inflexion nouvelle.

Publication 8 :
FOLIO (F.), 2010, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés », in Jauze, J-M., Combeau, Y. (dir.), Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p 61-82.

Les villages culturels dits « ethniques » vont incarner le cœur de cette contribution (émanant d'un séminaire de recherche de l'OIES). Ils approfondissent le domaine du tourisme culturel en terre sud-africaine, en mettant en exergue deux aspects : d'abord la réflexion critique sur les notions d'authenticité, de construction de mythes et de folklorisation assumée, replacée dans le champs du Critical turn *et des études subalternes ; ensuite et sur un plan spatial et sociétal, une réflexion sur les enclaves touristiques à priori rurales, mais projetant en réalité des logiques d'urbanité très concrètes et pas anodines.*

Publication 9 :
FOLIO (F.), 2011, « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géoconfluences*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde. S'informer : le dossier scientifique.
http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/tourisme/TourScient7.htm

Fidèle à notre objectif de continuer à investir les domaines des enclaves touristiques et de l'intégration de leurs populations alentours (restituées sous l'appellation générique de « communauté »), nous portons loin le regard sur des écarts (ou confins) recentrés par le tourisme, que ce soit dans des réserves naturelles animalières en pays zulu ou dans des îles au large de la côte mozambicaine. Les apports en sont la lecture de phénomènes de mythes (re)mis en scène, de néo-urbanité spécifique, mais aussi de rapports frontaux (et complexes) entre Nord et Sud. Le choix d'une revue à assise pédagogique se comprend par la volonté de mettre à la disposition de la communauté enseignante quelques repères (cartes et croquis) mobilisables.

Publication 10 :
FOLIO (F.), 2014, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », *Cybergeo : European Journal of Geography* [Online], Space, Society, Territory, document 666, Online since 07 February 2014, connection on 21 February 2014.
http://cybergeo.revues.org/26174

Le terrain sud-africain offre la possibilité, au sein de cette revue européenne, de traiter de deux dynamiques spatiales a priori éloignées dans la métropole d'eThekwini (Durban). Une première stratégie prend effet sur son littoral touristique réhabilité (centre) ; l'autre dans ses faubourgs, où s'entremêlent townships d'apartheid, aires d'urbanisation spontanée et bidonvilles (périphérie). Dans les deux cas sont soulignées les logiques de requalification, voire de gentrification, ce qui est l'opportunité de déconstruire le thème de la marginalité – cette dernière ne se comprenant donc pas uniquement par l'éloignement et la distance euclidienne – et le recodage territorial.

Publication 11 :

COMBEAU-MARI (E.), FOLIO (F.), 2015, Quel tourisme pour La Réunion ? Enjeux et mise en perspectives, rapport Conseil Régional de La Réunion, n°3, collection « Terres et Sociétés indo-océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 375 p.

Désireux d'investir de manière scientifique un terrain d'où nous sommes natifs, par le biais des nouvelles dynamiques du tourisme, nous portons ici, en collaboration avec une collègue historienne, un projet d'ouvrage collectif qui est l'aboutissement d'un programme de recherche régional. La coordination a concerné diverses contributions visant à cerner les enjeux et défis du tourisme, à plusieurs niveaux d'échelle, à La Réunion. L'occasion est aussi d'amorcer le champ du patrimoine et de sa valorisation sous toutes ses coutures, dans des espaces insulaires comme continentaux.

Publication 12 :

FOLIO (F.), 2016, « Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? – Le cas du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu-Natal » in DIRE l'OCEAN INDIEN Volumes 1 & 2 (coffret). Sous la direction de Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, Université de La Réunion, Épica – 2016, 752 p.

Le phénomène de « marges » réinvesties, qui combine à la fois une visibilité territoriale retrouvée et un univers mémoriel hérité – dont en usent et abusent parfois les acteurs en charge –, prend à ce niveau corps à travers la comparaison qualitative de plusieurs sites notoires (ex-prisons touristifiées, musées nationaux…). Valorisés par des expériences de « tourisme culturel », ils apparaissent en tant que traces ou marques patrimoniales. En toile de fond, on peut souligner la portée de messages politiques, ce qui nous permet de découvrir le champ de l'analyse de discours.

Publication 13 :

FOLIO (F.), 2016, « Dark tourism ou tourisme mémoriel symbolique ? », *Téoros* [Online], 35, 1 | 2016, Online since 05 September 2016, connection on 14 January 2017.
http://teoros.revues.org/2862

Par une montée en généralité de nos contributions précédentes, nous tentons, dans cet article, une synthèse critique du champ du tourisme sombre (ou Dark*) dans le but de mieux l'affiner. Nous y détaillons son discours initial pour le moins simpliste, alors même que les logiques mémorielles en lieux dits sensibles sont au contraire souvent contradictoires et protéiformes. En outre, la place centrale des personnages-totem et*

des images mainstream *associées est passée au crible, en même temps que les représentations et motivations des visiteurs.*

Publication 14 :
FOLIO (F.), 2017, « Patrimoine et récit national au Mozambique », *Tsingy*, N° 20, DOSSIER : Patrimoine et Tourisme à La Réunion et dans l'océan Indien (J-M. JAUZE, Dir.), Université de La Réunion, p 43-60.

Finalement, nous tentons, par cette contribution, de projeter ces différentes approches épistémologiques et méthodologiques sur un autre espace d'étude, en l'occurrence un nouveau virage vers le terrain mozambicain. Nous y soulignons la place du discours et le rapport ambivalent au patrimoine dissonant parmi des séquences historiques clivées (dans le cas présent : la colonisation portugaise et la lutte révolutionnaire) ; à grande échelle, on constate dans le même temps le brouillage des logiques de marginalisation (occultation, décentrage, re-narration…).

Ces publications dessinent le fil d'une trajectoire universitaire. Certaines d'entre-elles sont reproduites *in extenso* à la fin de ce volume, en tant qu'exemples-type de mes contributions. Les publications 7, 9, 10, 12, 13 et 14 (en bleue) me semblent celles qui permettent de me positionner le plus pertinemment dans le présent travail.

3. *Encadrement doctoral et scientifique*

a. Suivi doctoral

Je co-encadre actuellement quatre étudiant(e)s inscrit(e)s en thèse.

- Co-encadrement de la doctorante **Margaux MALSAN** (OIES-CREGUR) ;

Sujet de thèse : « Gentrification et politiques publiques : des pratiques habitantes au rôle des politiques publiques».

L'étude aborde la confrontation – et ses singularités inhérentes – du concept de gentrification au sein des espaces ultramarins (avec une application à l'île de La Réunion), à travers deux quartiers urbains : Carosse à St-Gilles (commune de St-Paul) et Terre Sainte situé dans la commune de Saint-Pierre. Elle questionne le rôle et les postures complexes des différents acteurs pouvant le susciter et l'accompagner. Directeur de thèse : J-M JAUZE.

- Co-encadrement de la doctorante **Lauriane VERHOOG** (OIES-CREGUR) ;

Sujet de thèse : « Territoire et identité : L'implication de la pensée culturelle sur l'organisation sociospatiale dans deux PMA de l'océan Indien - Concilier appartenance culturelle et développement à Diego Suarez, Madagascar et à Inhambane, Mozambique ».

Le travail interroge les temporalités précoloniales, coloniales et post-indépendantes (dans un contexte de mondialisation) au sein de l'environnement urbain de ces deux espaces, pour l'un situé en Afrique australe, pour l'autre dans le S-O de l'océan Indien. Sont aussi abordés leurs impacts spatiaux, tant à l'échelle nationale que locale. Son objectif est de questionner l'hybridité des liens identité-développement. Directeur de thèse : F. TAGLIONI.

- Co-encadrement du doctorant **Albano BRITO** (OIES-CREGUR)

Sujet de thèse : « Le retour aux armes au Mozambique : contextes géopolitiques et enjeux socio-spatiaux ».

Ce travail doctoral mêle Géopolitique et Sciences politiques et se penche sur les ressorts spatiaux et temporels des tensions et conflits récents au Mozambique, qu'ils soient le fait des groupes rebelles de la Renamo comme des mouvements djihadistes. Le projet s'inscrit dans le Programme INTERREG V Océan Indien qui vise à renforcer l'insertion régionale de La Réunion et de Mayotte dans l'océan Indien et de répondre aux enjeux de co-développement des pays de la zone, ainsi que d'accroître le potentiel international de recherche et d'innovation dans la zone. Il est appuyé par l'ambassade de France au Mozambique et en Eswatini. Directrice de thèse : M-A. LAMY-GINER

- Co-encadrement du doctorant **Léo ABGRALL** (OIES-CRESOI)

Sujet de thèse : « Géohistoire du braconnage dans le parc transfrontalier du Grand Limpopo, enjeux politiques et spatiaux de la protection et de la gestion ».

L'étude est menée dans le parc transfrontalier du Grand Limpopo, composé du parc national Kruger (Afrique du Sud), du parc national Limpopo (Mozambique) et du Gonarezhou (Zimbabwe). Elle cherche à comprendre comment le braconnage se produit dans le parc et quels sont ses principaux impacts. Sont étudiées les différentes politiques de conservation et de lutte contre le phénomène depuis 2001, dans le but de créer un modèle de conservation. Directrice de thèse : M-A. LAMY-GINER

Nul doute que ces co-encadrements sont pour moi une expérience des plus enrichissantes, qui n'est absolument pas pour rien dans la conduite de cette HDR. En effet, c'est par le suivi et les échanges exigeants avec ces doctorants, sérieux et motivés, que s'est sans doute forgée cette volonté mûrie de diriger la recherche (laquelle se nourrit, de surcroît, des comités de thèse récents et de la direction, plus ancienne, d'étudiant(e)s du Master Géographie).

b. Membre de Comité de thèse

Je participe actuellement au comité de thèse de cinq doctorantes de LSH :

- Élodie LAURET (Information-Communication), LCF ; Directeur : B. IDELSON
- Morgane ANDRY (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM
- Michèle RAHARIMBOLAMENA (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM

- Marie-Pierre MARINA-RADIA (Histoire) ; Directeur : P. EVE
- Véronique HUMMEL (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM

c. Direction de Master 2 de Géographie

Concernant le suivi d'étudiants de Master, 22 mémoires ont été soutenus à l'Université de La Réunion (cf. liste annexe 2). J'ai dressé ci-dessous un cheminement associé à un échantillon de ces travaux (d'abord de Maîtrise puis de M2). De la même manière que pour les publications, il tend à livrer une indication sur l'orientation progressive de mes objets de recherche et des champs scientifiques, étant évidemment entendu que la définition des sujets de Master s'opère d'un commun accord entre les volontés et aspirations de l'impétrant et les domaines de spécialité et les intuitions du Directeur de recherche. La progression va cette fois du plus récent au plus ancien.

Échantillon de mémoires de Master 2 Géographie encadrés

Titre : Patrimoine culturel sensible et valorisation à La Réunion : enjeux et défis. (Master 2 Géographie)
2020 - Auteur : Hoarau Mathieu

Titre : Valorisation du patrimoine touristique culturel des Comores : Cas de la Grande Comore (Master 2 Géographie)
2019 - Auteur : Mouhoudia Idarousse

Titre : Enjeux de la valorisation patrimoniale des domaines sucriers : Les exemples de Bruniquel, l'Éperon, Grand Fond, Villèle et Vue Belle (Master 2 Géographie)
2018 - Auteur : Alexandre Emma
Co-direction avec Marie-Annick Lamy-Giner (Géographie, CREGUR)

Titre : Territoire et identité : l'aménagement face aux quartiers difficiles, cas de la Z.A.C. Chatoire au Tampon (Master 2 Géographie)
2017 - Auteur : Valère Emmanuel

Titre : Les danses traditionnelles des Comores : un potentiel pour le développement touristique de la Grande-Comore et de La Réunion (Master 2 Pro Géographie)
2015 - Auteur(s): Ibrahim Moegni

Titre : Le tourisme social à La Réunion : diagnostics et propositions (Master 2 Pro Géographie)
2013 - Auteur(s): Priscilla Severin
Co-direction avec Marie-Annick Lamy-Giner (Géographie, CREGUR)

Titre : Le littoral de Saint-Paul, un espace de tourisme ou de loisir ? (Master 2 Géographie)
2013 - Auteur(s): Leïla Langlet

Titre : Les effets de la création du Parc National des Hauts et l'obtention du label Village Créole sur le tourisme dans les hauts de la réunion : le cas de Cilaos (Master 2 Géographie)
2012 - Auteur : Marcel Emmanuel Cotche

Titre : Enjeux et perspectives du tourisme à Saint-Leu : entre station touristique et authenticité créole (Master 2 Géographie)
2012 - Auteur : Vanessa Sambibanan

Titre : L'écotourisme dans une réserve naturelle d'Afrique du Sud : le cas du Parc faunique de Hluhluwe-Imfolozi (Maîtrise de Géographie)
2005 - Auteur : Anaëlle Derroisne

Titre : Héritage de l'apartheid et recomposition du territoire : une mixité socio-spatiale dans les espaces publics de Durban (Maîtrise de Géographie)
2005 - Auteur : Jérôme Cochard

4. *Diffusion et rayonnement de la recherche :*

a. Rayonnement de la recherche

Nous pilotons actuellement le Projet INTERREG « **Patrimoine culturel dans l'océan Indien, de l'Universel au Local : Tanzanie, Réunion, Inde, Maurice** » (Acronyme : **PaTRIM-OI**) soumis en mars 2020. Les porteurs en sont : B. MOPPERT, F. FOLIO (OIES) et C. MARIMOUTOU (LCF). Ce projet INTERREG porte sur la connaissance, l'inventaire, la préservation et la valorisation du patrimoine culturel dans la zone indianocéanique. Il est porté par des chercheurs géographes de l'Université de La Réunion, membres de l'unité de recherche OIES, ainsi que des chercheurs en littérature de l'unité de recherche LCF (Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones). Orientée recherche – action, la démarche scientifique se décompose en un corpus théorique initial, un travail de terrain analytique et des applications finales concrètes.

Contexte global

À l'origine de ce projet, on trouve un double constat (postulat de départ) :

1. Le patrimoine est un besoin social essentiel ;
2. L'évolution de la notion de patrimoine élargit et augmente le potentiel de reconnaissance des objets patrimoniaux.

1. D'abord, il est constaté un engouement pour le développement patrimonial, observable partout sur la planète. Dans la conjoncture actuelle de la mondialisation, « la confrontation entre son milieu d'origine, ce qu'il nous transmet et toutes informations extérieures que l'on reçoit, participe à une actuelle crise des identités » (Claval, 2006). Comme l'évoque G. Di Méo (2005), « ce serait à la fois parce qu'il est source d'identité et de diversité, créateur de lieux et de territoires, de repères spatio-temporels solides et tangibles dans un monde mobile, changeant et unificateur, uniformisateur même, que le patrimoine constituerait, de nos jours, un besoin social particulièrement essentiel ». Le patrimoine constituerait ainsi « le support privilégié de construction de mémoires collectives, et permet d'inscrire les références identitaires dans l'espace et donc dans la durée (Veschambre, 2007). Il devient ce que M. Verret a appelé le « conservatoire de

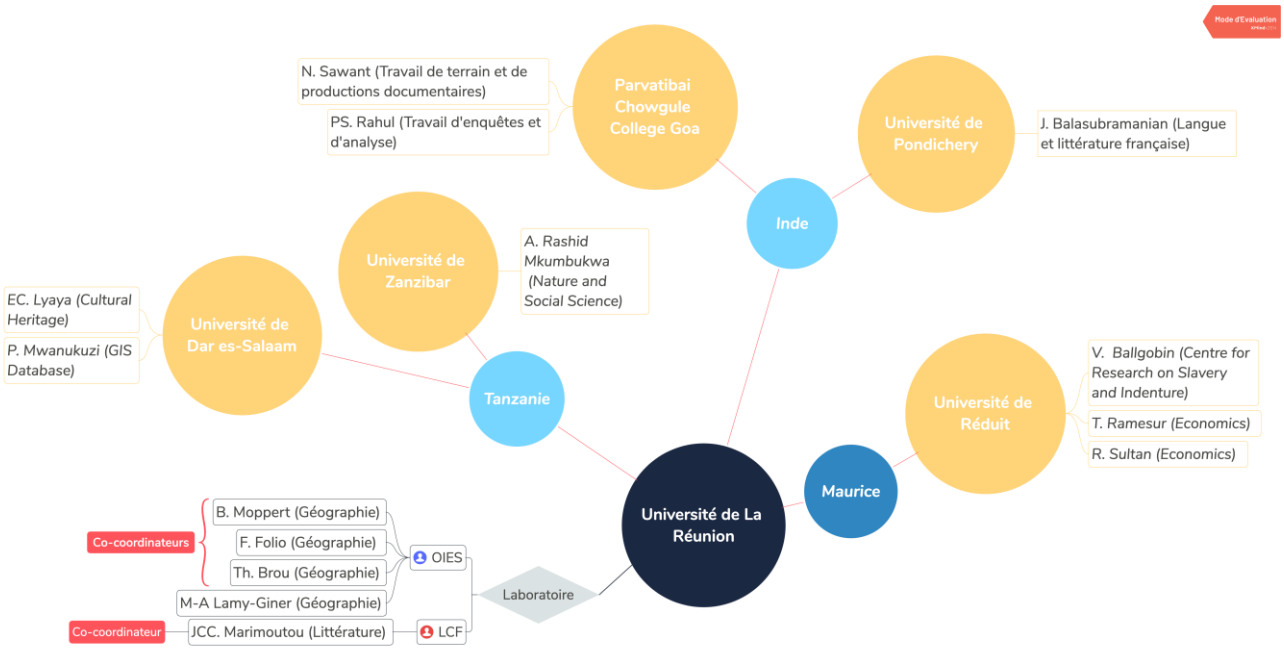
l'espace » (1995), où se joue l'affirmation, la légitimation des groupes sociaux.

2. Ensuite le potentiel de croissance du patrimoine est indéniable. Ce besoin social s'exprime de manière particulièrement féconde dans plusieurs directions. C'est l'idée de (re)déploiement contemporain de la notion de patrimoine exposée par G. Di Méo (2007). Existe une tendance au « tout patrimonial » en tant que principe de distinction, dont le départ date en fait des années 80. Elle s'accompagne « d'un incontestable élargissement du sens de ce terme repéré du fait de la multiplication des choses et de leurs contextes (temporel ou spatial) désignés par le mot (phénomène de polysémie) ». L'enrichissement de sens s'opère au prix d'un glissement sémantique, au sein duquel on peut citer la valeur aux objets les plus ordinaires, banals et quotidiens ou la consécration d'un patrimoine constitué de réalités idéelles et abstraites.

De tout cela, il en ressort une large gamme de « possible patrimonial » (Gravari-Barbas, 2014), que nous souhaitons étudier dans ce projet INTERREG. Ce dernier a pour cadre l'océan Indien (îles et États bordiers), au prisme de sa dimension culturelle (matérielle et immatérielle).

Objectif(s) poursuivi(s) :

L'objectif du projet est d'initier une recherche collaborative sur le thème de la patrimonialisation entre plusieurs universités de la zone indianocéanique. L'objectif étant d'en retirer des leçons issues de terrains et d'expériences variés de la zone à même de permettre, dans un partage d'expériences, une meilleure connaissance et valorisation de son patrimoine culturel. Pour cela, nous questionnons les liens entre les objets notoires et ceux qui le sont moins (et qui incarnent de fait un « possible patrimonial »).



Organigramme de présentation du projet PaTRIM-OI : acteurs et lieux

Nous ambitionnons plus particulièrement de mettre en exergue les liens entre patrimoine culturel local et d'obédience plus affinitaire et/ou communautaire et patrimoine global (donc à forte notoriété tels les lieux UNESCO) au sein de la zone de l'océan Indien. La problématique centrale qui anime le projet est de savoir **en quoi l'expansion et la valorisation du patrimoine culturel, via notamment les outils de reconnaissance internationale (de type Patrimoine mondial de l'humanité), peut ou non inscrire dans son sillage un phénomène de reconnaissance, de développement et d'affirmation patrimoniale à l'échelle locale ?**

Il s'agit dans ce cadre d'interroger le lien entre patrimonialisation et mise en tourisme, et en particulier la pertinence de leur adéquation. Dans la mesure où l'océan Indien est depuis très longtemps un espace de passages et de migrations, cette recherche peut permettre d'affiner, par le biais d'une approche contrastive et comparative, les connaissances sur ce qui fait patrimoine, mais aussi ce qui est refusé en tant que tel, selon qu'on est confronté aux espaces de départ ou aux espaces d'arrivée. Ainsi peut-il en être des mémoires, des discours, des représentations du travail sous contrat (engagisme) et de l'esclavage. Une telle approche contrastive du patrimoine culturel peut permettre de préciser ce qui est sensible ou non, ce qui fait sens ou pas dans les représentations des départs, des migrations et des arrivées.

Cohérence géographique et historique du Projet

Le terrain choisi demeure assez peu traité sous cet angle, or il est riche d'enseignements. Il se décompose de la manière suivante (Pa***TRIM***-OI) :

- **La *R*éunion et *M*aurice**, espaces insulaires, tous deux membres de la Communauté de l'océan Indien (COI) ;
- La *T*anzanie et l'*I*nde, territoires situés hors de la COI au sein du Grand océan Indien, choisis ici en qualité d'États bordiers (partie Afrique et Asie).

Nous dessinons de la sorte un ensemble de cercles concentriques (figurant sous la forme du dégradé bleuté apparent dans la figure ci-dessus) partant de La Réunion (notre point nodal) jusqu'aux pays bordiers (partie du monde est-africaine et indienne dravidienne) en passant par les Mascareignes (cf. organigramme du projet).

De nos expériences et apports de terrain, nous envisageons *in fine* une généralisation des résultats qui, on l'espère, pourra être utile dans le cadre de recherche appliquée sur des espaces futurs (en particulier par le biais de nos étudiants de Master et de Doctorat). Nous pensons notamment à Mayotte et à l'archipel des Comores, espace directement impacté par ce travail car il fut un carrefour d'influences pareillement affecté par les circuits migratoires de la zone sud-ouest de l'océan Indien.

Cohérence historique

La cohérence historique se comprend aisément à travers deux grandes zones de provenance des vagues migratoires en direction des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien, associées chacune à une séquence historique majeure :
- la traite et l'esclavage (avec ici pour espace de référence la côte de la Tanzanie, même si elle n'a pas été la seule) ;

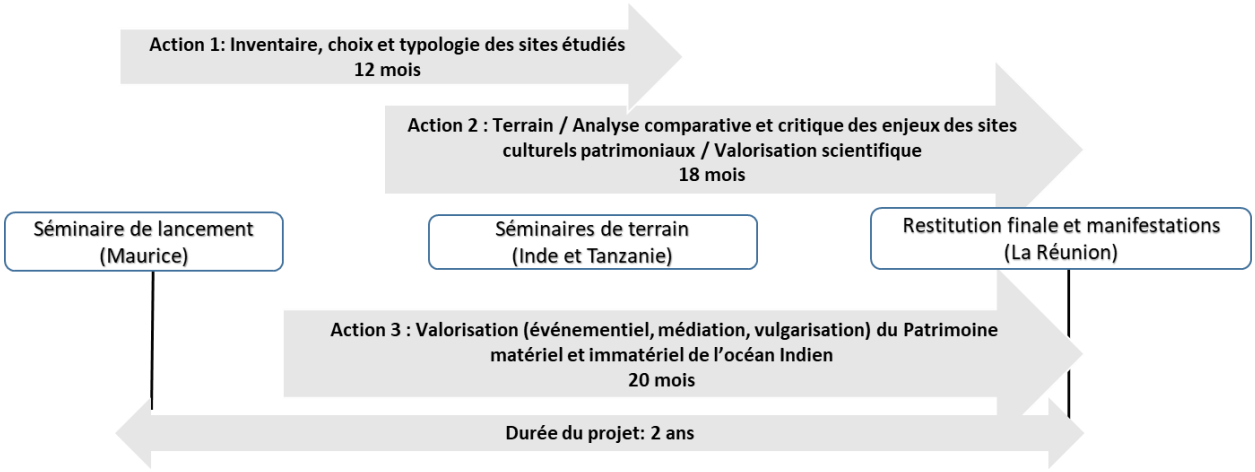
- l'engagisme ou travail sous-contrat (l'espace phare étant ici l'Inde, même si là-aussi le processus historique ne se réduit pas uniquement à lui).

Déroulé et résultats escomptés :

Il s'agira en premier lieu d'identifier les différents objets patrimonialisés dans chacune des régions étudiées. Un choix d'exemples révélateurs de dynamiques variées sera défini. Ces cas d'études identifiés, il s'agira ensuite de mener une analyse comparative sur les enjeux de leur préservation, de leur éventuelle mise en valeur par l'intermédiaire d'une approche des jeux d'acteurs. Une importance particulière sera accordée au patrimoine immatériel à travers quelques exemples précis.

Les résultats feront l'objet de productions de documents de type : articles, ouvrages, bases de données cartographiques et organisation de manifestations scientifiques et de plusieurs événementiels de fin de projet (séminaires accompagnés de sorties de terrain, colloque final, exposition, projection de film et spectacle vivant).

Calendrier prévisionnel :



Références bibliographiques

P. Claval, 2006, Mondialisation et enjeux géo-culturels, Conférence donnée le 9 octobre 2006 à l'École Normale Supérieure de Lyon.
G. Di Méo, 2007, Processus de patrimonialisation et construction des territoires. Colloque "Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser", Poitiers-Châtellerault, France. pp.87-109. halshs-00281934
G. Di Méo, Le patrimoine, un besoin social contemporain. "Patrimoine et estuaires", Actes du colloque international de Blaye, 5-7 octobre 2005, pp.101-109. halshs- 00281467
M. Gravari-Barbas, 2014, Nouveaux Défis pour le patrimoine culturel - Rapport Final par la coordinatrice de l'ARP PACT, PA.TER.MONDI, atelier de réflexion prospective « NOUVEAUX DEFIS POUR LE PATRIMOINE CULTUREL ».
M. Verret, 1995, *Chevilles ouvrières*, Les Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, Paris, 254 p.
V. Veschambre, 2007, « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace », *Vox geographica*, 2 novembre 2007.

b. Organisation de colloque et séminaire

Sont présentées ici deux manifestations scientifiques qui ont été organisées en binôme.

La première s'intitule « **Mozambique et canal du Mozambique : un espace à l'heure des opportunités et défis** » tenue en 2018.

L'organisation de cette manifestation scientifique faisait suite à l'Appel à projets 2018 de l'OSOI dans un esprit de partenariat régional. L'AAP se rattachait aux axes suivants : Territoires et mobilités ; Risques et développement ; Réseaux et pouvoirs.

Le projet a été validé par le comité de l'OSOI. La finalité en a été l'organisation d'un colloque international se destinant particulièrement à la venue sur notre territoire insulaire d'une délégation mozambicaine (à la fois des chercheurs de l'Université Mondlane et de l'Université Pédagogique à Maputo), afin de nouer de nouveaux réseaux et coopérations avec les chercheurs de la zone.

Enseignants-chercheurs engagés dans le colloque

Nom du/des responsable/s du programme : Fabrice FOLIO et Marie-Annick LAMY-GINER
Unité/s de Recherches porteuse/s du projet : OIES, CREGUR-CRESOI
Budget prévisionnel : Demande de Subvention OSOI= 11 000 euros

Enseignants-chercheurs engagés dans le PROGRAMME			
Fabrice FOLIO	Géographie	CREGUR - OIES	Université de La réunion
Marie-Annick LAMY-GINER	Géographie	CREGUR - OIES	Université de La Réunion
Nathalie NOEL-CADET	Info-Com	LCF	Université de La Réunion
Mita MANOUVEL	Droit Public	CRJ	Université de La Réunion
Serge BOUCHET	Histoire	CRESOI - OIES	Université de La Réunion
Egidio GUAMBE	Sciences Politiques	Département de Sciences Politiques	Université Edouardo Mondlane (Maputo)
Aurelio MIAMBO	Sociologie	Sciences sociales et et philosophiques	Université Pédagogique de Maputo
David LORION	Géographie	CREGUR - OIES	Université de La Réunion
Jean-Michel JAUZE	Géographie	CREGUR - OIES	Université de La Réunion
Erwann LAGABRIELLE	Géographie	Espace-Dev	Université de La Réunion
François TAGLIONI	Géographie	CREGUR - OIES	Université de La Réunion
Prosper EVE	Histoire	CRESOI - OIES	Université de La Réunion
Jeanne VIVET	Géographie	Attachée de coopération Scientifique et Universitaire	Ambassade de France à Maputo Mozambique
Jeunes chercheurs engagés dans le PROGRAMME			
Priya BAHADOOR	Histoire	CRESOI-OIES	Université de La Réunion/Maurice
Uacitisse MANDAMULE	Observatoire du Milieu Rural (OMR)	OMR - Présidente de l'AFRAMO	Maputo, Mozambique
Maria de LURDES DE MAGUELEZE	Droit, Économie, Sciences Politiques	Membre de l'AFRAMO	Maputo, Mozambique
Annabel CELESTE	Géographie	Espace-Dev	Université de La Réunion

En outre, les géographes de l'Université de La Réunion, à l'origine de cette journée de recherche, le voulaient interdisciplinaire. Ils ambitionnaient le croisement d'approches en Sciences Humaines et Sociales, en Droit, en Économie et en Sciences politiques. Des chercheurs de ces disciplines ont par conséquent été invités.

Sur le fond, la manifestation visait à révéler les facettes singulières d'un pays qui suscite beaucoup d'espoirs en même temps qu'il soulève nombre d'interrogations. Il devait offrir les clés de lecture de ce Mozambique pluriel, entre opportunités et défis. Le projet a été mené avec ma collègue Marie-Annick LAMY-GINER. Les enseignants engagés dans le programme sont listés ci-dessus.

Le colloque s'est tenu durant la journée 20 avril 2018 (Amphithéâtre Elie). Il a ensuite fait l'objet d'une publication aux Presses Universitaire Indianocéaniques (PUI). L'ouvrage est paru en 2019 :

FOLIO (F.), LAMY-GINER (M-A.), 2019, Mozambique et canal du Mozambique, un espace à l'heure des opportunités et défis, Actes de colloque, Saint-Denis, Presse Universitaires Indianocéaniques, 248 p.

La seconde manifestation concerne l'édition 2014 du Grand Séminaire de l'océan Indien dont l'intitulé fut : « **Enjeux patrimoniaux et touristiques** ».

Le Grand Séminaire (GS) de l'océan Indien est une manifestation organisée tous les deux ans par les Historiens et les Géographes de l'Université de La Réunion, réunis au sein de l'unité de recherche OIES de l'UFR LSH. Pour la présente édition, le Séminaire a été organisé avec le collègue historien Serge BOUCHET. Il s'est tenu le 19 septembre 2014 (Amphithéâtre Elie).

L'objectif affiché fut d'analyser les développements harmonieux, mais aussi les tensions et conflits induits par la volonté de préservation et la mise en place d'une valorisation touristique patrimoniale dans la zone indianocéanique (îles et Etats bordiers). Notre parti pris a été le suivant : temporalité, spatialité et enjeu du couple tourisme/patrimoine sont de nos jours au cœur des débats. La mise aux normes des héritages et des lieux ayant vocation à accueillir des visiteurs, tout en respectant le caractère historique ou l'aspect originel d'un paysage naturel, est devenue une réalité sur laquelle peut buter une démarche de valorisation par le tourisme. Nous souhaitions donc jeter un regard critique sur la manière d'aménager un espace et/ou d'entretenir la flamme d'un ou de plusieurs faits historiques en vue d'une exploitation touristique, et ce sans transformer l'objet patrimonial en parc d'attraction ou en enclave élitiste.

Les actes du séminaire ont été publiés en 2015 :

FOLIO (F.), BOUCHET (S.), 2015, Océan Indien : enjeux patrimoniaux et touristiques, Actes du Grand séminaire de l'océan Indien 2014, n°4 collection « Terres et Sociétés indo-océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 224 p.

Il faut préciser que cet ouvrage restitutif entend se concentrer sur les enjeux de la valorisation touristique du patrimoine et des logiques inhérentes d'aménagement « des » territoires dans la suite du séminaire. Il ne prétend donc pas couvrir l'ensemble des champs et la gamme des nuances, mais vise à mettre en exergue ceux nous

paraissant représentatifs. Se faisant, il accorde une place aux choix et comportements des acteurs, lesquels évoluent dans le temps et peuvent différer sur l'espace.

c. Diffusion du savoir

Je présenterai ici cinq exemples de diffusion du savoir. Le premier (1) est à l'attention de l'IHEDN dans le cadre d'une journée de recherche autour de la géopolitique dans l'océan Indien. Le second (2) répond à une commande cartographique de l'AFD (Agence Française de Développement). Les suivants s'inscrivent dans une entreprise de vulgarisation. S'y retrouvent : (3) la participation à une émission d'une chaine de radio nationale suisse ; (4) la contribution à l'émission de Télévision *Planète Investigation* (chaîne *Réunion La 1ère*) ; et pour finir (5), la participation sur ARTE à un documentaire centré sur une œuvre du romancier (et géographe) Michel Bussi, intitulé « La Réunion, île mystère ».

Exemple 1 :
Mozambique et Canal du Mozambique : quels enjeux ? – Intervention à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) – thème : Géopolitique du Mozambique - Technopole, Saint-Denis, samedi 24 mai 2014.

L'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) convie généralement, en tant qu'intervenants, des chercheurs universitaires dans le cadre de leur session en région « Politique de défense » se déroulant à La Réunion et Mayotte. Le thème qui m'a été proposé est la « Géopolitique du Mozambique », avec ouverture au Canal du Mozambique. Le format adopté était le suivant : 45 minutes de conférence suivies par 45 minutes de débat avec les auditeurs. Pour information, les sessions en région de l'IHEDN réunissent environ 60 auditeurs, civils et militaires, exerçant de hautes responsabilités dans tous les secteurs d'activité de la Nation (public et privé) dans le but d'approfondir en commun leur connaissance des questions de défense, de politique étrangère, d'armement et d'économie de défense. Elles ont pour objectif de sensibiliser les auditeurs à ces questions et d'améliorer leur capacité d'analyse et de prise de décision en approfondissant leur compréhension du monde contemporain.

Mon intervention, centrée sur le Mozambique, s'est opérée dans un cadre feutré et protocolaire. J'ai pu y développer l'idée que la République du Mozambique est un Etat d'Afrique australe donnant sur le Canal éponyme et qui a pour singularité d'être un des pays les plus pauvres au monde présentant une vive croissance économique. Il fait l'objet de convoitises, rappelons-le dans cette zone sud-ouest de l'océan Indien où la France est présente, notamment dans le canal, via ses îles éparses.

Le contexte qui a été exposé est que le pays est à un tournant de son histoire. Cette ex-colonie portugaise a connu à l'indépendance une phase socialiste autocentrée, interrompue par une guerre civile. Elle a fini par adhérer à un credo néolibéral que l'on pourrait considérer de très pragmatique. Dès lors, est-ce aujourd'hui un Pays Moins Avancé ou un nouvel eldorado minier ? Une terre de grands projets ou un nouveau front d'instabilité en ses contrées centre et nord ? S'il reste un pays localement pauvre et économiquement mondialisé, il est ardu de questionner la nature réelle de cet Etat.

Parmi les atouts dont Le Mozambique a à faire valoir, il y en a trois sur lesquels j'ai souhaité mettre l'accent : sa physionomie territoriale et sa position géographique littorale qui conditionnent une grande partie du commerce de l'Afrique australe (soit les Etats enclavés arrière) ; son statut de nouveau « succès africain » auprès des bailleurs de fonds : la stabilité politique – très relative – lui conférant une estime qui se matérialise par une aide internationale (bi et multilatérale) conséquente (mais qui a toutefois baissé ces dernières années) ; enfin, le fait d'être intéressé par des investissements étrangers (IDE) massifs, dans des secteurs porteurs articulés sur l'énergie, les minerais ou le tourisme. Les « mégaprojets » entérinés sont impulsés par des majors (leaders dans leurs domaines respectifs). Notre problématique s'est ainsi forgée autour de la géopolitique très complexe de ce pays qui a pour principale caractéristique d'être liée, hier et encore plus aujourd'hui, à la fois à des influences – voire des ingérences – extérieures et à une logique d'extraversion indianocéanique.

Derrière cette interrogation, il m'est apparu que le public était particulièrement sensible au rôle et à la place que pouvaient occuper les acteurs français dans cette équation. Les échanges se sont ainsi noués autour de la défense du Canal : achat de patrouilles du Mozambique à la France, place du géant *Total* sur place, opportunités pour les PME-TPE de La Réunion de pénétrer le marché mozambicain en qualité de sous-traitance dans de nombreux domaines, en appui aux groupes internationaux.

Dans le prolongement de cette intervention, j'ai été sollicité en 2015 puis en 2020 par le *Club Export* par l'entremise de M. B. MILLOT, président de la CCEF (Conseillers au commerce extérieur), pour un panorama analogue des grandes lignes de ce pays. La première fois dans le cadre d'un déplacement professionnel d'une délégation de chefs d'entreprise au Mozambique (le titre de la présentation en a été : « Géopolitique du Mozambique. Un PMA courtisé : ressources et enjeux », tenues à la Technopole de Saint-Denis le vendredi 21 août 2015). La seconde fois dans le cadre d'une visite officielle de l'Ambassadeur français au Mozambique, reporté *siné dié* pour cause de crise sanitaire (titre prévu : « Le Mozambique et ses enjeux. PMA et terre d'investissement »).

Exemple 2 :
Carte du Sud-Ouest de l'Océan Indien – Commande cartographique de l'AFD (CREGUR sous la Dir. de C. GERMANAZ, 2018)

Ce projet a consisté en une mise à jour de la carte du Sud-Ouest de l'Océan Indien de W. BERTILE proposée par l'Agence Française de Développement (AFD). L'AFD est présente dans plus de 85 pays et participe au développement des espaces qui la sollicitent. Ses missions touchent des thématiques assez larges dont certaines trouvent un écho évident avec les nôtres en Géographie à l'Université de La Réunion.

Dans le cadre de coopérations possibles sur les diverses études que nous partageons et dans leur expression cartographique, une « convergence d'intérêts » a pris corps en octobre 2017. Une demande de l'AFD a consisté en une collaboration dans le domaine cartographique, à travers la production d'une grande carte du sud-

ouest de l'océan Indien (de format-type carte murale), focalisée sur les espaces insulaires de la zone. Cette carte devait reprendre les modalités cartographiques et les thématiques exposées sur la célèbre carte conçue par notre collègue géographe, W. Bertile, en 1997. Notre collègue Christian GERMANAZ a très habilement coordonné ce travail, avec l'appui technique du laboratoire de Cartographie en la personne d'Emmanuel MARCADE. Au final, cette carte a eu pour destination les 85 agences de l'AFD et plus particulièrement celles de l'outre-mer, où elle est désormais affichée comme base d'information générale sur le Sud-Ouest de l'océan Indien.

Notons que si le cadre technique et scientifique sur lequel nous nous sommes mis d'accord a surtout concerné des espaces insulaires, une partie du Mozambique nord et de la Tanzanie étaient présentes dans le périmètre traité. Quant aux thématiques finalement retenues, elles ont été : les transports, les risques et changements environnementaux, les intégrations et coopération régionales, la santé, la géopolitique du sud-ouest de l'océan Indien, la valorisation des patrimoines et de la biodiversité (Réserves, Parc, Biens du patrimoine mondial), le tourisme, l'urbanisation et enfin l'agriculture. Pour mémoire, la carte initiale comptait 3 volets : économie, agriculture et industrie. Pour ma part, j'ai hérité des volets « Tourisme » ainsi que du volet « Patrimoine naturel et culturel ». J'en ai tiré de cette expérience :

1. Un travail de fourmi de collecte et surtout d'harmonisation des informations au niveau des bases de données existantes, lesquelles sont extrêmement variées entre les espaces proposés (à l'intérieur d'une aire comptant territoires sous souveraineté et pays indépendants, aux niveaux de développement disparates).
2. Une belle émulation du laboratoire autour d'un projet concret, qui nous a demandé un travail en commun ; je garde en mémoire les discussions pointues portant sur certaines toponymies (Les Comores, Mayotte, l'archipel des Comores…), ou encore les débats sur l'Indianocéanie pour titrer la carte finale.

Exemple 3 :
Destination Dark Tourism - ***Histoire vivante*** – Vulgarisation autour de la question du *Dark Tourism* en Afrique du Sud: Émission de radio/Sollicitation auprès de médias.

Je tiens à mentionner ici quelques sollicitations plus insolites, sur une thématique identique, par des médias étrangers francophones (très récemment j'ai été sollicité par le journal *Ouest France* sur ce même sujet qui suscite donc beaucoup d'intérêt).

La première concerne le Média canadien *Tremplin*[2] qui m'a contacté en 2018 au sujet de la question des motivations et des réalités du *Dark tourism*. D'une manière générale, j'ai pu apprécier le format simple, fait de questions posées en ligne, dont les réponses ont ensuite été reprises de manière éparse (tout en y restant fidèles), « aiguisées » et recomposées dans l'argumentaire final. C'est le format adopté également par Ouest France en 2021 (édition à venir).

[2] Né à l'Université de Montréal, la jeune ligne éditoriale de Tremplin repose, à la lecture de son site internet, sur trois éléments : rigueur, innovation et accessibilité. Organisation bénévole, le média se revendique du nouveau journalisme, celui qui marie les bases du métier aux outils technologiques.

La seconde sollicitation concerne la chaine de radio suisse RTS[3] qui m'a contacté en 2017 pour une émission, là encore portant sur le tourisme sombre en Afrique du Sud. L'émission s'inscrivait elle-même dans le dossier « Histoire vivante », 29.08.2017, Retour en Afrique du Sud (2/5) Du Transvaal au supermarché - Histoire et Géographie. Dans le deuxième épisode, il fut question des enjeux contemporains du tourisme noir dans le monde et en Afrique du Sud, ciblant les caractéristiques de ces prestations, leurs limites et critiques de même que les retours des visiteurs. Il s'agissait de ma première expérience radio et, à ce titre, j'ai apprécié la liberté de ton et la discussion à bâtons rompus, parfois assez théorique et conceptuelle et d'autre fois plus légère et agrémentée d'anecdotes, que permet le passage sur les ondes.

https://pages.rts.ch/docs/histoire-vivante/8811124-winnie.html
https://www.rts.ch/audio-podcast/2021/audio/retour-en-afrique-du-sud-2-5-25503048.html

Exemple 4 :
L'Ecole de la haine – Émission de télévision sur les camps militaires Afrikaners en Afrique du Sud postapartheid (2016).

Cette expérience a consisté en un passage télévisuel dans le cadre d'une émission culturelle grand public : *Planète Investigation* diffusée sur *Réunion Première*, le 17 octobre 2016. Durant l'année 2016, chaque lundi à 21h30, le présentateur Michaël Lauret présentait une collection hebdomadaire, axée sur des thèmes en prise avec la réalité préoccupante du monde. Le format en était le suivant : la chaine diffuse un documentaire ou un docufiction brut, en prise avec une réalité sociale ou sociétale d'un pays. Après la diffusion, un débat contextuel et analytique s'ouvrait en compagnie d'un invité, mettant en perspective la réalité locale.

En ce qui me concerne, le matériau a été le documentaire : *L'Ecole de la haine* (2013, 52min), Réalisé par Tarryn Lee Crossman, *Investigatiôns Spécial Afrique du Sud*. J'ai été invité pour décrypter ce film portant sur les camps militaires afrikaners existant dans la nouvelle Afrique du Sud postapartheid, sur fond de vifs inquiétudes sociales (chômage, pauvreté), d'insécurité (criminalité dans les fermes, question du racisme), de justice parallèle (milices privées) et enfin d'un sentiment diffus de déclassement culturel (menant à un focus sur l'identité afrikaner). Le tournage s'est effectué dans l'Amphithéâtre Sudel Fuma, en faculté des Lettres et Sciences Humaines.

https://www.francetvpro.fr/contenu-de-presse/37517
https://fabricefoliogeographie.wordpress.com/category/ressources-scientifiques/

[3] Entreprise audiovisuelle de service public, appartenant au groupe média SSR (Société Suisse de radiodiffusion et télévision), RTS offre un regard romand sur les réalités qui l'entourent avec des studios basés à Genève et à Lausanne.

Exemple 5 :
La Réunion, île mystère de Michel Bussi ; Invitation au voyage – Participation à un Documentaire ARTE (2020).

Tourné en 2019, ce documentaire se centre sur un roman de Michel Bussi : « Ne lâche pas ma main » (2013, Presses de la Cité). Il s'agissait, pour la chaîne ARTE et dans le cadre de son émission *Invitation au voyage*, sur un format de 14 minutes, de décrypter les ressorts du roman qui a pour décor l'île de La Réunion.

Le point de départ en était le suivant : sommets volcaniques, plages de sable fin, eaux turquoises, les paysages de La Réunion détiennent, selon l'émission d'ARTE, des allures de cartes postales. Mais l'île possède une face plus sombre, sur laquelle Michel Bussi s'est appuyé pour dérouler l'intrigue de son thriller. En utilisant la topographie menaçante de l'île et la moiteur du climat local, l'écrivain à succès a construit un récit sur lequel a souhaité revenir la chaîne, adossé aux transcriptions d'interlocuteurs locaux. Ce faisant la trame du récit est déroulée en voix off, appuyée par des décors hauts en couleurs et ponctuée d'interventions d'acteurs locaux, conviés pour l'occasion afin d'analyser certains choix opérés par le romancier.

Ma sollicitation a porté sur la réalité sociale et sociétale de l'île, les groupes socio-culturels et leur histoire, ainsi que sur le terme éminemment hybride de la créolité réunionnaise. Ont été abordés les croyances et superstitions, mais aussi les difficultés socio-économiques en certains quartiers traversés par les personnages de l'ouvrage.

https://www.arte.tv/fr/videos/098182-000-A/la-reunion-ile-mystere-de-michel-bussi/

5. *Liens avec les champs hors-disciplinaires, le monde professionnel et civil*

D'autres manifestations/participations/initiatives me paraissent significatives à évoquer. D'abord, au sein même du milieu universitaire et se caractérisant par une excentration du périmètre *stricto sensu* de la géographie (exemples a et b). Ensuite, dans le milieu professionnel et se manifestant par une ouverture de la géographie en direction de la société civile (exemples c, d, e, f et g).

a. Communication en 2017 sur les « Artisans de la paix en Afrique du Sud : nobélisation et patrimonialisation »

Le cadre de cette intervention fut celui du Colloque UBUNTU, Artisans de la paix et passeurs / P*eace-Makers and Bridge-Builders*, 20-21 octobre 2017, LCF (organisé par S. GEOFFROY).

Cette communication a été l'occasion, l'espace d'une journée, d'aller à la rencontre de collègues universitaires issus du monde des Arts, Lettres et Langues, permettant par la même un décloisonnement interne à ma composante. Elle traduit la richesse de ce microcosme qu'est la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

Sur un plan scientifique, j'ai choisi une voix hybride entre spatialisation de l'information, études anglophones et approche littéraire sur les grands personnages (Prix Nobels et icônes) de l'Afrique du Sud.

https://vimeo.com/272102997

b. Communication en 2012 sur « Le cinéma sud-africain postapartheid. Quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays »

Le cadre de cette communication fut celui d'une journée de recherches interdisciplinaires, « Règles, exceptions, paradigmes et transgressions », tenue le 3 mars 2012 au CRLHOI sous la direction de N. GLAUDERT et de L. VOLCEY. Le thème de cette journée était : « C'est l'exception qui confirme la règle ». Se sont succédées (et sans être exhaustif) des interventions sur la gouvernance communautaire à Madagascar, la représentation scénique de l'opéra baroque, les différents niveaux de l'abstraction informatique, les règles et transgressions dans le *body building*, la patrimonialisation du Maloya, *servic kabaré* et moring ou encore la femme renarde dans l'univers des contes asiatiques… De mémoire, je n'ai plus revu pareil éclectisme dans une seule et même manifestation scientifique universitaire.

Pour ma part, autour des notions de règles, paradigmes, exceptions et transgressions, j'ai voulu apprécier mon principal terrain d'étude (l'Afrique du Sud) sous un angle insolite : le cinéma postapartheid. J'ai tenté de démontrer que sous des ressorts finalement très classiques (pour aller à l'essentiel : empruntant aux codes du cinéma américain), le pays en profitait pour aborder, de manière cathartique, ses grands maux (sida, criminalité, inégalité) dans une démarche thérapeutique pour le moins habile. Cela lui a permis d'accéder à une réelle notoriété en se positionnant par exemple sur les festivals internationaux, qu'ils soient de films d'auteurs ou de cinéma plus confidentiels comme ceux des *blockbusters*.

c. Participation au COPIL (Comité de Pilotage) de l'Observatoire du Tourisme le 09/12/2015 en compagnie des acteurs suivants : Conseil Régional, Conseil Départemental, NEXA, POLE ECO TOURISME, FRT, TCO, DSR, Club du tourisme, OTI EST, OTI OUEST, Air Austral, SICR, IRT. L'ordre du jour en a été :

- Etude de segmentation Afrique du Sud (*HTL Horwath*)
- Enquête Flux touristiques 2016 (MTA)
- Résultats *Forwardkeys* (derniers résultats)
- Actions Observatoire 2016 (cf. annexe pour le détail de ce COPIL)

Cette participation a été fructueuse du fait des échanges entre acteurs d'obédience variée (privés comme publics), offrant des regards singuliers, parfois opposés, tous parfaitement légitimes sur la politique du tourisme entérinée à La Réunion.

d. Visite-découverte/intervention auprès de la Société de Géographie (septembre 2015)

La société de Géographie de Paris, à l'initiative de Mme Nicole BOUCHÉ, géographe membre du conseil d'administration, a organisé un voyage à l'île de La Réunion, où sont intervenus professeurs, enseignants-chercheurs de l'Université de La Réunion, Responsables BRGM, Association de Développement Rural, Parc National, Chambre d'Agriculture, Observatoire volcanique, CCEE, VALGO-Réunion, valorisation de sites pollués. J'ai été convié, en tant qu'intervenant-guide, à cette initiative.

Sous la coordination du professeur Guy FONTAINE, nous nous sommes attelés au Jour 4 (le 12/09/15) qui avait pour cadre la localité touristique de Saint-Gilles. En compagnie d'une collègue, nous nous sommes dirigés au petit matin en direction du littoral ouest et de la station touristique phare de l'ouest. Un premier arrêt et temps de découverte a été effectué au Port Maritime (ville du Port, intervention de M-A LAMY-GINER). Elle s'est poursuivie par une approche géographique et une analyse des enjeux de la station balnéaire de Saint-Gilles à Roches-Noires (intervention sur l'espace urbain, le port de plaisance et l'espace côtier touristique). Les interactions homme-environnement ont été au cœur de ces échanges très prolifiques.

e. Participation (pour la partie cartographique) auprès du musée *Stella Matutina* du livret « Terre Zulu » en 2004, de G. HERNANDEZ-POTHIN (dir.), Editions Du Muséum Agricole en Industriel Stella Matutina, volet Illustrations.

Le cadre de cette manifestation fut le Musée Stella Matutina à St-Leu. Elle a consisté en une exposition temporaire, clôt par un vibrant spectacle de danse. Il s'est agit d'offrir une mise en scène de l'histoire du monde (et de la culture) Zulu.

L'organisatrice a fait appel à un jeu de cartes produit dans le cadre du travail doctoral et appuyé par des textes d'un autre collègue universitaire, afin de bâtir son exposition sur le plus célèbre des peuples bantous d'Afrique du Sud. Le résultat en fut une scénographie saisissante et haute en couleur, associant scientificité et vulgarisation, mêlant histoire, anthropologie et géographie.

f. Interview Cahier de tendances sur l'innovation touristique en Outre-Mer

En 2016, la Direction Générale des Entreprises (DGE) du ministère de l'Économie et des Finances a placé l'innovation au cœur de sa stratégie en faveur du tourisme. Elle a missionné le cabinet *Majorine* pour la production d'un document singulier : le premier Cahier de Tendances sur l'innovation touristique en Outre-Mer.

Cinq territoires étaient concernés : La Réunion, Mayotte, la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique. J'ai été sollicité et interrogé sur la partie réunionnaise. Intitulé « Tourisme et innovation en Outre-mer », ce document de veille sur l'innovation spécifiquement dédié aux Outre-Mer a été publié en septembre 2017.

https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/tourisme/tourisme-et-innovation-en-outre-mer.pdf

g. Convention signée avec la ville de Saint-Denis

Avec quelques collègues du CREGUR, nous avons pris part à l'établissement, en 2014, d'une convention entre le Département de Géographie (Université de La Réunion) et la mairie de Saint-Denis dans le cadre du label « Ville d'art et d'histoire ». Les matérialisations ont pris la forme de rapprochements scientifiques dans le domaine de la cartographie, mais aussi de l'accueil de stagiaires (étudiants de L3 et de Master).

https://www.saintdenis.re/Le-label-ville-d-art-et-d-histoire-303488

6. *Activités éditoriales*

a. Comité scientifique des PUI

Les Presses Universitaires Indianocéaniques (PUI) sont établies à l'Université de La Réunion. Une dizaine d'ouvrages ont été publiés au terme de l'année 2019. Pour 2020-21, une vingtaine de titres sont programmés, après avoir été proposés à la directrice des PUI, V. MAGDELEINE-ANDRIANJAFITRIMO. Cette dernière continue à structurer le fonctionnement des Presses et a souhaité les doter d'un comité scientifique représentatif des différentes disciplines concernées par les publications.

Les fonctions de ce comité, auquel j'appartiens désormais (et qui se constitue de membres de l'UR ainsi que de membres extérieurs), sont :

- D'évaluer les projets soumis aux PUI sur descriptif (les membres du comité reçoivent les fiches correspondant à leur(s) domaine(s) de spécialité).
- une fois le projet d'ouvrage validé, de lire et d'expertiser le tapuscrit et enfin de remplir un rapport qui est transmis à l'auteur(e) (idem : les ouvrages sont répartis entre les membres du comité en fonction du domaine concerné).

b. Comité de Lecture

Pour terminer, je suis parfois sollicité pour la révision/validation d'articles pour les revues suivantes :

1. *Carnets de Recherches de l'océan Indien*, dont la Directrice de publication est M-A LAMY-GINER. La revue est à son sixième numéro en janvier 2021.

(Revue Carnets de Recherches de l'océan Indien)
https://carnets-oi.univ-reunion.fr

2. *Tsingy* (Éditions Pro Media), dont le Directeur de publication est F. GARAN. La revue vient de sortir son numéro 20.

(Revue Tsingy) :
http://revuetsingy.canalblog.com/

RESPONSABILITÉS COLLECTIVES - s'investir (au possible…)

Bien qu'elle puissent paraîtres définies dans le temps, ces fonctions permettent la vie et le fonctionnement vital, ici d'un département-laboratoire, là d'une composante et finalement du biotope universitaire. On présentera ici, en quelques lignes les principales responsabilités nous incombant, qu'elles soient élective ou nominative. Elles procèdent d'un choix qui, plus d'une fois, fut difficilement contournable, à moins de se terrer dans un refus de tout investissement : notons que les géographes par leur sens de la polyvalence et leur regard ouvert sont souvent sollicités pour diverses missions, dépassant le strict périmètre de leur discipline.

1. *Responsabilité au sein de l'équipe décanale LSH*

Durant les deux mandats du doyen Guy FONTAINE (2004-2008 puis 2008-2012), j'ai fait partie de l'équipe décanale de la FLSH en qualité de Chargé de mission TICE.

Mes fonctions consistaient à monter puis animer une formation de « Culture Numérique » visant à préparer au C2i niveau 1 en LSH ; encourager les usages numériques pédagogiques parmi les enseignants et les étudiants de la composante, à travers notamment l'usage des ENT (Environnement Numérique de Travail) tels que le *Bureau Virtuel* et *MOODLE* ; favoriser les créations et diffusions pédagogiques numériques à travers une sensibilisation des espaces Canal U, UOH (Université Ouverte des Humanités) et du *e portfolio*.

Ces responsabilités se sont poursuivies dans le cadre du premier mandat du Doyen J-M JAUZE (2012-2016).

2. *Responsabilité politique*

J'ai été membre de la liste **« Pour une Faculté humaine et sociale »,** portée par Mme Mylène LEBON-EYQUEM (alors vice-doyenne pédagogie de la composante), lors des élections pour le renouvellement total des membres du Conseil de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaine (scrutin du 05 avril 2018).

Les Membres de la liste (Collège B) étaient les suivants :

M. LEBON-EYQUEM (Sciences du Langage)
I. KANTÉ (Linguistique anglaise)
N. ALMAR (Sciences de l'Information et de la Communication)
F. FOLIO (Géographie)
V. MAGDELAINE (Littératures françaises et francophones)

Issus de la profession de foi émise, les principaux objectifs des membres de cette liste aux élections du conseil d'UFR consistaient à œuvrer pour des formations de qualité et motivantes qui tiennent compte des spécificités du contexte, permettant aux étudiants de développer au maximum leurs compétences et dans lesquelles les

enseignants prennent plaisir à intervenir. Il s'agissait, par conséquent, d'affirmer l'identité de notre Faculté, qui a pour mission de former des citoyens responsables, cultivés, critiques et aptes à jouer leur rôle dans la société dans laquelle ils vivent.

Une autre priorité portée par les membres de cette liste était de veiller aux conditions de l'excellence de la recherche, afin que chacun dispose de la disponibilité et de la quiétude nécessaires à ces activités qui constituent le cœur du métier d'enseignant chercheur. Enfin, il s'est agi de se montrer vigilants afin que soient réellement considérés à leur juste valeur les personnels enseignants, administratifs et techniques et leur travail, que soient pris en compte leurs avis et que les tâches s'opèrent dans un climat de confiance et de sérénité.

La liste est arrivée première avec 57% des suffrages.

En 2019, du fait du passage de l'un des membres de cette liste à un statut de Professeur (et donc de catégorie A), j'ai intégré, en tant que membre de catégorie B, l'équipe décanale de LSH (2019-2022) où je siège désormais.

3. *Comité et Jurys de concours*

a. Jury de baccalauréat

Outre la présidence de quelques jurys de baccalauréat (général et professionnel) dans les communes de St-Paul et de St Louis (en 2006 et en 2007), j'ai pu assurer, à Johannesburg en 2009, la présidence du jury de baccalauréat au Lycée français en compagnie de Professeurs de la zone (issus de La Réunion et de Maurice).

b. Commission d'admission

J'appartiens au jury de trois commissions d'admission (VA) :

- Commission d'admission pour l'accès à la deuxième année du diplôme de licence Géographie Aménagement
- Commission d'admission pour l'accès à la troisième année du diplôme de licence Géographie Aménagement
- Commission Admissions VA-VAPP : Master Géographie, Aménagement Environnement et Développement

c. Comité de sélection

J'ai eu l'opportunité de participer, en qualité de membre, aux Comités de sélection pour les recrutements des postes suivants :

- MCF 23^{ième} section (2006-07)
- MCF 22^{ième} section (2017-18)
- MCF 19^{ième} section (2017-18)

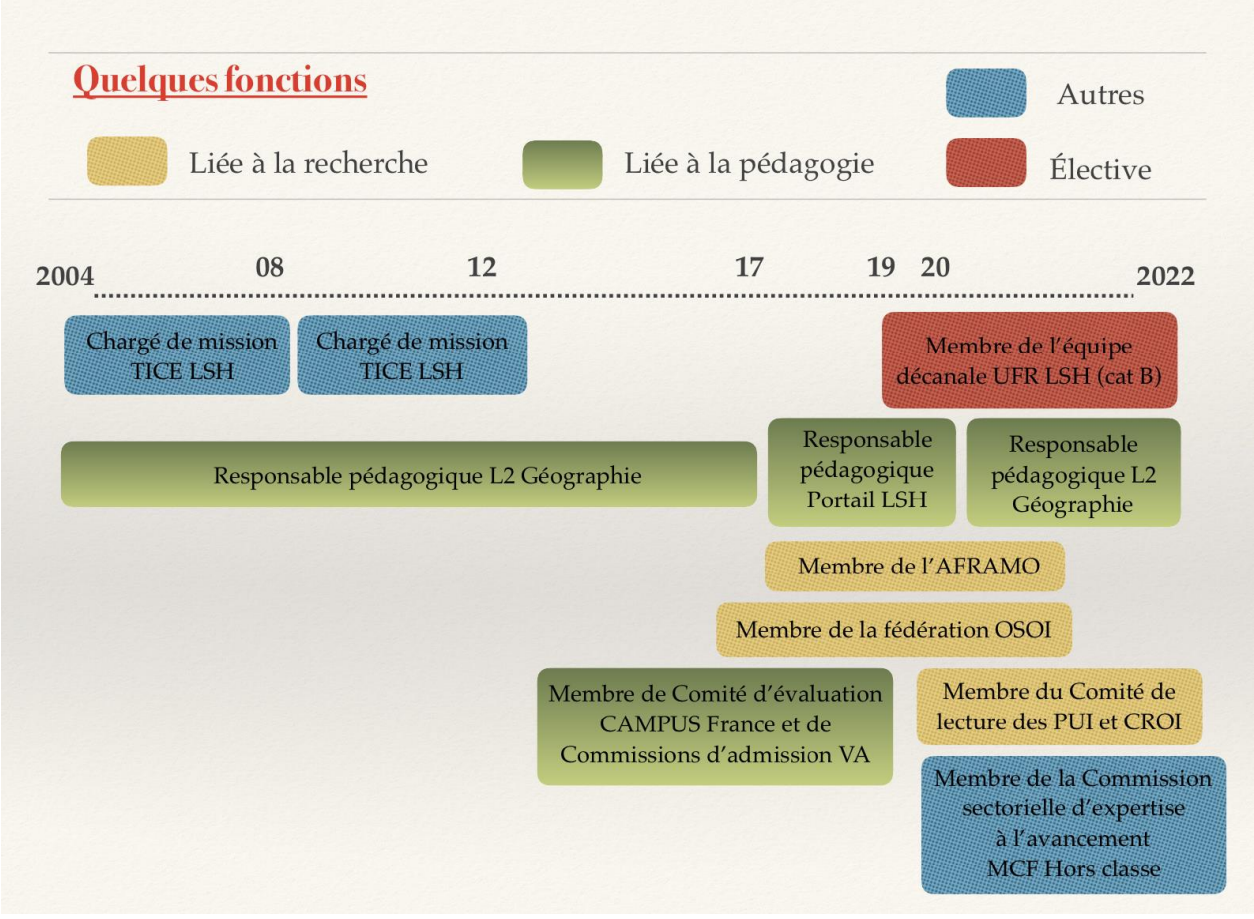
- MCF 71ième section (2019-20).

En août 2021, j'ai aussi été membre de la commission d'ATER de 19/20ième.

d. Commission d'expertise

Pour finir, dans le cadre de la campagne d'avancement des enseignants-chercheurs au titre de l'année 2020, le Conseil académique en formation restreinte (CAcR) du 18 février 2020 m'a désigné comme membre d'une commission d'expertise interne, pour formuler des avis sur les volets « Activités pédagogiques » et « Responsabilités institutionnelles » des candidats à l'avancement de grade sur le contingent national.

Notre commission d'expertises internes s'est réunie en mars 2020, puis de nouveau fin 2020, pour formuler des propositions d'avancement sur le contingent local, propositions qui ont ensuite été soumises aux membres du CAcR.



UNIVERSITE DE LA REUNION, GEOGRAPHIE
OCEAN INDIEN : ESPACES ET SOCIETES

MEMOIRE D'H.D.R. – TOME 2 (A)

CURRICULUM VITAE ET LISTE DES PUBLICATIONS

Fabrice FOLIO

Maître de Conférences en Géographie
à l'Université de La Réunion

Né le 17 février 1977 à Cilaos (La Réunion)
Nationalité française
OIES (Océan Indien : Espaces et Sociétés)
BP7151, 97460 Saint-Denis cedex 9, La Réunion (France)
fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

Diplôme et fonction actuelle

- Maître de conférences Hors-Classe en Géographie - UR, depuis 2018
- 2004 : CNU. Section 23 : Géographie physique, humaine, économique et régionale.
- 2003 : Doctorat en géographie, Université de La Réunion : « Les villes du Kwazulu-Natal en Afrique du Sud : entre diversité héritée et évolutions récentes » (Dir : J-L GUEBOURG).

Activité d'enseignement en relation avec le projet

- L1 SHS Géographie : « Lire le monde ; l'actualité décryptée par la géographie » (mut/Info-Com)
- L1 SHS Géographie : « Géographie sociale et culturelle » (mut/Sciences Sociales)

- L2 SHS Géographie : « Géopolitique : acteurs et conflits » (mut/Sciences Sociales)
- L2 SHS Géographie « Nouvelle géographie de l'Europe »
- L2 SHS Géographie : « Dynamiques espaces urbains, périurbains et ruraux »
- L2 SHS Géographie/Mineure interdisciplinaire : « Identité, tourisme, patrimoine »

- L3 Géographie : « Enjeux territoriaux dans l'océan Indien »
- L3 Géographie : « Dynamiques territoriales et valorisation touristique »
- L3 Géographie : UEO « Séminaire, colloque, journée d'études »

- Master 1 Géographie : « Enjeux touristiques: économie, identités et territoires »
- Master 1 Géographie : « Villes et patrimoine »
- Master 2 Géographie : « Méthodologie de la recherche et SIG »

Responsabilité et animation pédagogique

- Référent pédagogique Portail SHS (Sciences des Hommes et des Sociétés) – L1-L2
- Responsable pédagogique Géographie Licence 1
- Mise en place de la NOF Géographie (mise en application en 2020-21)
- Participation au montage du dossier d'auto-évaluation HCERES 2018 pour le département de géographie (domaine SHS, UFR LSH, diplôme Licence)

Chargé de mission TICE – Mandat du Doyen Guy FONTAINE (2004-2008 et 2008-2012), et du Doyen Jean Michel JAUZE (2012-2016).

Responsabilité administrative

2019 – Membre du Conseil de Faculté - Domaine Lettres et Sciences Humaines.

Participation à des Comités et des jurys

Comité de sélection - Université de La Réunion
- MCF 23ième section (2006-07)
- MCF 22ième section (2017-18)
- MCF 19ième section (2017-18)
- MCF 71ième section (2019-20).

Commission d'admission (VA) :

- Commission d'admission pour l'accès à la deuxième année du diplôme de licence Géographie Aménagement
- Commission d'admission pour l'accès à la troisième année du diplôme de licence Géographie Aménagement
- Commission Admissions VA-VAPP : Master Géographie, Aménagement Environnement et Développement

Commission d'expertise interne sur les volets « Activités pédagogiques » et « Responsabilités institutionnelles » des candidats à l'avancement de grade sur le contingent national (2020).

Présidence du jury de baccalauréat au Lycée français de Johannesburg (Afrique du Sud, 2009)

Domaine de recherche

- Tourisme ; patrimoine ;
- Géopolitique, acteurs, enjeux, représentations.
- Territoires, rapports de pouvoir ; mondialisation ; identité ;
- Recompositions spatiales ; développement ;
- Urbanisation et urbanité

Lieux étudiés principaux : Afrique du Sud, Mozambique
Lieux étudiés secondaires : Tanzanie, La Réunion, Maurice, Australie.

Partenariat et structuration du réseau de chercheur

Membre du Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion (CREGUR), Unité de Recherche « Océan Indien, Espaces et Sociétés » (OIES).

Membre de l'Observatoire des Sociétés de l'océan Indien (OSOI)
Membre de l'AFRAMO (Association Franco-Mozambicaine de Sciences Humaines et Sociales)

Coordonnateur du Projet INTERREG « Patrimoine culturel dans l'océan Indien, de l'Universel au Local : Tanzanie, Réunion, Inde, Maurice » (Acronyme : PaTRIM-OI) soumis en mars 2020 (avec B. MOPPERT, Th. BROU, OIES, et C. MARIMOUTOU, LCF).

Organisation du colloque international « Mozambique et canal du Mozambique : un espace à l'heure des opportunités et défis », OSOI en avril 2018 (avec M-A LAMY-GINER).

Organisation du Grand Séminaire de l'océan Indien « Enjeux patrimoniaux et touristiques » - OIES, Université de La Réunion. 19 septembre 2014 (avec S. BOUCHET)

Co-encadrement de thèse

- Margaux MALSAN (OIES-CREGUR), La rénovation urbaine à La Réunion : enjeux et perspectives d'aménagement des quartiers centraux (Directeur : J-M JAUZE).
- Lauriane VERHOOG (OIES-CREGUR), Territoire et identité : L'implication de la pensée culturelle sur l'organisation sociospatiale dans deux PMA de l'océan Indien - Diego Suarez, Madagascar et Inhambane, Mozambique (Directeur : F. TAGLIONI).
- Albano BRITO (OIES-CREGUR), Le retour aux armes au Mozambique : contextes géopolitiques et enjeux socio-spatiaux (Directrice : M-A LAMY-GINER).
- Léo ABGRALL (OIES-CRESOI), Géohistoire du braconnage dans le parc transfrontalier du Grand Limpopo, enjeux politiques et spatiaux de la protection et de la gestion (Directrice : M-A LAMY-GINER).

Comité de suivi de thèse

- Élodie LAURET (Information-Communication), LCF ; directeur : B. IDELSON
- Morgane ANDRY (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM
- Michèle RAHARIMBOLAMENA (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM
- Marie-Pierre MARINA-RADIA (Histoire) ; Directeur : P. EVE
- Véronique HUMMEL (LCF) ; Directrice : M. EYQUEM

Direction de Master 2 recherche

- Mathieu HOARAU, 2020, Patrimoine culturel sensible et valorisation à La Réunion : enjeux et défis. (Master 2 Géographie, CREGUR, OIES)
- Noémie CERTAT, 2020, La cuisine réunionnaise : mise en valeur patrimoniale et touristique (Master 2 Géographie, CREGUR, OIES)
- Idarousse MOUHOUDIA, 2019, Valorisation du patrimoine touristique culturel des Comores : Cas de la Grande Comore (Master 2 Géographie, CREGUR, OIES)
- Alexandre EMMA, 2018, Enjeux de la valorisation patrimoniale des domaines sucriers : Les exemples de Bruniquel, l'Éperon, Grand Fond, Villèle et Vue Belle (Master 2 Géographie avec M-A Lamy-Giner, CREGUR, OIES)

Liste des publications et des communications

En bleu, apparaissent les productions qui reflètent le mieux mon positionnement scientifique actuel et les principales actions conduites. Leurs mots-clés constituent le nuage de mot scientifique qui apparaît dans le tome 3 de cette HDR (chapitre « Méthodologie »).

1. Publications

a. Articles scientifiques

FOLIO (F.), 2017, « Macabre ou mémoriel ? En Afrique du Sud : du tourisme sombre à la réalité rédemptrice » in revue *Espaces* n°337, Juillet 2017.

https://www.tourisme-espaces.com/doc/9867.tourisme-sombre.html

FOLIO (F.), 2017, « Crime, state and civil society responses in Maputo (Mozambique): Between privatisation and civilianisation », *Journal African Studies* Volume 76, 2017 – Issue 2: Opening-up Mozambique: Histories of the present.

http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00020184.2017.1323706

FOLIO (F.), 2017, « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », *Géoconfluences*, mis en ligne le 4 janvier 2017.

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques

FOLIO (F.), 2016, « Dark tourism ou tourisme mémoriel symbolique ? », *Téoros* [Online], 35, 1 | 2016, Online since 05 September 2016, connection on 14 January 2017.

http://teoros.revues.org/2862

FOLIO (F.), 2015, « Critiques et enjeux du Dark tourism à travers la focale sud-africaine », *EchoGéo* [En ligne], 34 | 2015, mis en ligne le 15 décembre 2015, consulté le 21 janvier 2016.

http://echogeo.revues.org/14371

FOLIO (F.), 2014, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », *Cybergeo : European Journal of Geography* [Online], Space, Society, Territory, document 666, Online since 07 February 2014, connection on 21 February 2014.

http://cybergeo.revues.org/26174

MORANGE (M.), FOLIO (F.), PEYROUX (E.), VIVET (J.), 2012, « The Spread of a Transnational Model: 'Gated Communities' in Three Southern African Cities (Cape Town, Maputo and Windhoek) », in *International Journal of Urban and Regional Research*, Volume 36, Issue 5, p 890–914.

http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2012.01135.x/abstract

FOLIO (F.), 2011, « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géoconfluences*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde. S'informer : le dossier scientifique.

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/tourisme/TourScient7.htm

FOLIO (F.), 2010, « Les Township tours au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », in *EchoGéo* [En ligne], Sur le vif 2010, mis en ligne le 09 décembre 2010.

http://echogeo.revues.org/12243

FOLIO (F.), DERROISNE (A.), 2010, « Ecotourisme et Parcs naturels : innovations et contradictions sud- africaines, le cas de HIP (Hluhluwe-Imfolozi Park) », in *EchoGéo* [En ligne], numéro 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010.

http://echogeo.revues.org/11769

FOLIO (F.), 2010, « Proximité », in *EchoGéo* [En ligne], numéro 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010.

http://echogeo.revues.org/12036

FOLIO (F.), 2009, « Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir » in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 245.

http://com.revues.org/5494?&id=5494

FOLIO (F.), 2008, « Regards sur le Mozambique contemporain : l'impact des bifurcations historiques et des recompositions en cours sur l'organisation spatiale » in *EchoGéo*, N° 7.

http://echogeo.revues.org/8313

FOLIO (F.), 2007, « La criminalité à Maputo, Mozambique : origine, distribution et répercussions spatiales », *Cybergeo, Espace, Société, Territoire*, article 380.

http://cybergeo.revues.org/7492

FOLIO (F.), 2007, « Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud).Une terre de conflits et d'enjeux à l'origine du présent cadre spatial », *EspacesTemps.net*, Textuel.

https://www.espacestemps.net/articles/construction-geohistorique-du-kwazulu-natal/

FOLIO (F.), 2007, « Les condominios à Maputo : enjeux sociétaux et spatiaux autour de l'implantation des ensembles résidentiels sécurisés dans la capitale mozambicaine » in *Les annales de géographie* ; p 247-270.

https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-3-page-247.htm

FOLIO (F.), 2004, « Villes et structures spatiales élémentaires du KwaZulu-Natal » in *Mappemonde*, N°76 (4-2004).

http://mappemonde.mgm.fr/num4/articles/art04402.html

FOLIO (F.), GUYOT (S.), 2004, « Les villes du Kwazulu-Natal, entre différenciation et compétition, quels enjeux territoriaux ? » in *L'Espace Géographique*, Belin-Reclus, tome 33, n°4 ; p 307-324.

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=EG_334_0307

FOLIO (F.), 2004, « Villes postapartheid au KwaZulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davis » in *L'information géographique*, volume 68, N° 68-4 ; p 320-339.

https://www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2004_num_68_4_2966

FOLIO (F.), 2002, « La localité d'Empangeni au KwaZulu-Natal : en quoi son histoire administrative influence t-elle la dynamique urbaine ? », Colloque Recompositions territoriales, confronter et innover,

Territorial restructurings, comparisons and innovations. Proceedings of the French-South African meeting on territorial innovation. Actes des Rencontres franco-sud-africaines de l'innovation territoriale janvier 2002, Partie II – Villes secondaires, confins et métropoles : l'innovation au cœur ou à la périphérie ?

http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/74/10/95/PDF/Folio_23.pdf

FOLIO (F.), LAMY (A.), GUYOT (S.), 2001, « Réussites, enjeux et contradictions du développement d'une ville industrialo-portuaire, Richards Bay, Afrique du Sud », in *L'Espace géographique* 2/2001 (tome 30), p. 140-151.

http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2001-2-page-140.htm.

b. Ouvrages

FOLIO (F.), LAMY-GINER (M-A.), 2018, Mozambique et canal du Mozambique, un espace à l'heure des opportunités et défis, Actes de colloque, Saint-Denis, Presse Universitaires Indianocéaniques, 248 p.
https://pui.univ-reunion.fr/les-nouveautes/le-mozambique-et-canal-du-mozambique

COMBEAU-MARI (E.), FOLIO (F.), 2015, Quel tourisme pour La Réunion ? Enjeux et mise en perspectives, rapport Conseil Régional de La Réunion, n°3, collection « Terres et Sociétés indo- océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 375 p.
https://hal.univ-reunion.fr/hal-02061273

FOLIO (F.), BOUCHET (S.), 2015, Océan Indien : enjeux patrimoniaux et touristiques, Actes du Grand séminaire de l'océan Indien 2014, n°4 collection « Terres et Sociétés indo-océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 224 p.
https://documentation.reunion-parcnational.fr/index.php?lvl=notice_display&id=7048

c. Chapitres d'ouvrage et de revue thématique

FOLIO (F.), 2021, « Enjeux et défis du Mozambique contemporain : d'un État vitrine à un État menacé ? », in *Historiens & Géographes*, DOSSIER : L'AFRIQUE AUSTRALE N°454, p. 72.
https://www.aphg.fr/Dossier-L-Afrique-australe

FOLIO (F.), 2018, « Artisans de la paix en Afrique du Sud : nobélisation et patrimonialisation », in Artisans de la paix et passeurs / Peace-Makers and Bridge-Builders, S. GEOFFROY (dir.), Éditions Michel Houdiard, p 333-356.

FOLIO (F.), LAMY-GINER (M-A.), 2018, « Le Mozambique des mégaprojets : croissance à l'international, clivages internes », in Folio, Lamy-Giner (dir.), Mozambique et canal du Mozambique, un espace à l'heure des opportunités et défis, Actes de colloque, Saint-Denis, Presse Universitaires Indianocéaniques, p 73-100.

FOLIO (F.), 2017, « Patrimoine et récit national au Mozambique », *Tsingy*, N° 20, DOSSIER : Patrimoine et Tourisme à La Réunion et dans l'océan Indien (J-M. JAUZE, Dir.), Université de La Réunion, p 43-60.

FOLIO (F.), 2016, « Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? – Le cas du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu-Natal » in DIRE l'OCEAN INDIEN Volumes 1 & 2 (coffret). Sous la direction de Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, Université de La Réunion, Épica – 2016, 752 p.

FOLIO (F.), 2016, « L'eldorado mozambicain sous les projecteurs : diagnostic et recompositions territoriales », *Tsingy* n°18, DOSSIER : Le Mozambique (E. MORIER-GENOUD), p 105-124.

FOLIO (F.), 2015, « Revitalisation urbaine et territorialité touristique sud-africaine : le cas du littoral balnéaire d'eThekwini (Durban) », in I. SACAREAU, B. TAUNAY et E. PEYVEL (dir.), La mondialisation du tourisme[SEP]Les nouvelles frontières d'une pratique, PUR (Presses Universitaires de Rennes) – coll. Espace et Territoires, 260 pages.

FOLIO (F.), 2015, « Retour distancié sur Mwanza : les enseignements du docufiction « le cauchemar de Darwin » de H. Sauper », *Tsingy*, Revue de l'OIES Océan Indien Espaces Sociétés, Université de Toamasina, Université de la Réunion, CREGUR – CRESOI, n°17, p. 9-20.

FOLIO (F.), 2014, « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid », in Combeau-Mari E., Germanaz C., « La fabrique du patrimoine dans l'océan Indien », Actes du Grand séminaire de l'océan Indien, 13 septembre 2013, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p 180-201.

FOLIO (F.), 2012, « Le cinéma sud-africain postapartheid : quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays », in Glaudert, N., Volcey, L. (dir.), « C'est l'exception qui confirme la règle », *Travaux et documents*, N° 41, juillet 2012, p 143-157.

FOLIO (F.), 2011, « Enjeux et réalité de l'activité écotouristique au Mozambique : le cas de l'archipel de Bazaruto », in Taglioni F., (dir.), Insularité et Développement Durable, IRD Editions, Collection Objectifs Suds, p 323-343.

FOLIO (F.), 2010, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés », in Jauze, J-M., Combeau, Y. (dir.), Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p 61-82.

FOLIO (F.), 2009, en collaboration avec MARLEN C. and CHICAMISSE L., « Maputo privatisé ? sécurité, espace et gouvernance dans la capitale mozambicaine depuis la fin de la guerre civile » in Bénit- Gbaffou C., Fabiyi S., Peyroux E. (eds), « Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria) », Paris, IFAS- Karthala, 461 p.

MORANGE (M.), avec FOLIO (F.), PEYROUX (E.), VIVET (J)., 2009, « Déclinaisons locales d'un modèle international : les « gated communities » à la conquête de l'Afrique australe », in Bénit-Gbaffou C., Fabiyi O., Peyroux E. (dir.), Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria), Paris, IFAS-Karthala, p 47-83.

FOLIO (F.), 2008, « Le secteur du transport terrestre à l'heure des recompositions » in L'île Maurice face à ses nouveaux défis, sous la direction de J-M JAUZE, L'Harmattan, p 279-292.

FOLIO (F.), 2006, « La Province du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud), une contrée urbaine ou

rurale : la complexité des formes d'installation humaine ou la polysémie du terme urbain », in *Travaux et documents*, J-P TARDIEU (dir.), « L'environnement urbain dans les anciennes cités coloniales », N°28, octobre 2006, p 11-39.

d. Autres

FOLIO (F.), 2009, « Le C2i et les TICE en Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH) : état des lieux et enjeux », in observatoire OFIP/OVE, « L »Université de La Réunion à la loupe », N°2/2009, p 59-67.

FOLIO (F.), 2004, « Terre Zulu », G. HERNANDEZ-POTHIN (dir.), Editions Du Muséum Agricole en Industriel Stella Matutina, volet Illustrations.

FOLIO (F.), 2001, « Urban structuring and framework in KwaZulu-Natal », in *Newton Zebra*, N°20, IFAS, septembre-décembre 2001.

2. Communications

a. Conférences

FOLIO (F.), 2015, « Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? – Le cas du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu-Natal », Colloque international de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien (OSOI), DIRE L'OCÉAN INDIEN, 5 et 6 novembre 2015, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2015. « Géopolitique du Mozambique. Un PMA courtisé : ressources et enjeux ». Intervention auprès de Club Export, Technopole, Saint-Denis, vendredi 21 août 2015.

FOLIO (F.), 2014. « Géopolitique du Mozambique dans l'océan Indien ». Intervention auprès de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN), Technopole, Saint-Denis, samedi 24 mai 2014.

FOLIO (F.), 2014. « Le Mozambique, un PMA ». Académie de La Réunion, Intervention pédagogique sur questions au programme du second degré, « Les pays les moins avancés », Lycée de Bel Air, St Suzanne, le 23 avril 2014.

FOLIO (F.), 2013. « L'Afrique du Sud, nation arc-en-ciel, nation plurielle ». Académie de La Réunion, Intervention pédagogique sur questions au programme du second degré, « Les pays émergents », Lycée de Bel Air, St Suzanne, le 24 avril 2013.

FOLIO (F.), 2011, « Shaka et/contre Gandhi : les référents identitaires dans la politique touristique du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud », Communication au Festival International de Géographie (FIG), 22ème FIG de St-Dié des Vosges, Conférence – 7 octobre 2011 à l'IUT.

FOLIO (F.), 2009, « Enjeux et réalité de l'activité ecotouristique au Mozambique : le cas de l'archipel de Bazaruto », colloque Insularité et Développement Durable 28-29 novembre

2009, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2005, « Criminality at Maputo, the emergence of private security and new forms of governance », Privatisation of security in Sub-Saharan African Cities: Urban dynamics and new forms of governance (Cape Town, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek), Public conférence, Ibadan, Nigeria, 21-22 November 2005.

FOLIO (F.), 2004, « Disparités des villes du Kwazulu-Natal en Afrique du Sud, une typologie pour rendre compte des inégalités interurbaines héritées et à venir », Colloque international, Inégalité et spatialités dans l'océan Indien, Université de La Réunion, 24-26 novembre 2004.

b. Séminaires

FOLIO (F.), 2020, « Patrimonialisation d'objets-lieux sensibles sur les rivages africains de l'océan Indien : récit national et amorce de partage », Séminaire doctoral *L'océan Indien : conceptualisation et territorialisation*, Session 2 « Pour une géographie des pays bordiers de l'océan Indien », Mercredi 25 novembre 2020, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2019, « Enjeux et défis de la valorisation mémorielle à La Réunion et à Maurice : des traces aux lieux », Séminaire de restitution, CREGUR, 3 décembre 2019, Projet "Tourisme, anthropisation et risques à La Réunion" OIES, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2017, « Artisans de la paix en Afrique du Sud : nobélisation et patrimonialisation », Colloque UBUNTU, Artisans de la paix et passeurs / Peace-Makers and Bridge-Builders, 20-21 octobre 2017, LCF (S. GEOFFROY).

FOLIO (F.), 2013, « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid », Le Grand Séminaire de l'océan Indien, OIES, La fabrique du patrimoine, 13 septembre 2013 (sous la dir. de E. Combeau-Mari, C. Germanaz, S. Bouchet et F. Folio).

FOLIO (F.), 2012, « Le cinéma sud-africain postapartheid. Quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays », journée de recherches interdisciplinaires « Règles, exceptions, paradigmes et transgressions », 3 mars 2012, CRLHOI.

FOLIO (F.), 2011, « Tourisme et Afrique du Sud », Le Grand séminaire « Tourisme » de l'océan Indien, OIES, CREGUR/CRESOI (sous la dir. de Guy FONTAINE)

FOLIO (F.), 2009, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal : réappropriation historique et limites socio-spatiales », Le Grand Séminaire de l'EA 12 OIES, 29 et 30 octobre 2009, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2003, « Singularités des villes du Kwazulu-Natal », présentation des recherches en géographie à l'Université et à l'IUFM de La Réunion, Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de la Réunion (A.P.H.G.), IUFM de St Denis (2003) ; http://aphgreunion.free.fr/commfolio.htm

UNIVERSITE DE LA REUNION, GEOGRAPHIE
OCEAN INDIEN : ESPACES ET SOCIETES

MEMOIRE D'H.D.R. – TOME 2 (B)

PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES STRUCTUREES

Thématisation de la pensée et du parcours

Entrées thématiques des publications et communications

Apparaissent ci-dessous une série d'articles ou de communications organisés en des blocs thématiques. Ceux-ci reflètent mon itinéraire de géographe-chercheur à l'Université de La Réunion. Les articles ou communications **en orange** sont reproduits *in extenso* à la fin des rubriques. J'ai souhaité joindre deux communications récentes qui attestent d'incursions thématiques sur de nouveaux terrains d'étude : La Réunion et Maurice (séminaire OIES « Tourismes, anthropisation et risques ») ; la Tanzanie (séminaire LCF « L'océan Indien : conceptualisation et territorialisation »).

Pour illustrer mon parcours scientifique à travers le corpus de productions choisi, on peut utiliser la métaphore de « l'itinéraire vers le sanctuaire ». Nous partons d'une maison mère, sorte de refuge, qui est la géographie urbaine. Elle fut le cadre thématique du travail estudiantin, de Master (Maîtrise-DEA) puis doctoral. Elle a ensuite concerné le B.Q.R. obtenu à la suite du recrutement comme MCF. De cette sous-discipline, j'ai pu assimiler les codes de la structuration des villes, de la lecture paysagère – sociale et sociétale – par quartier, selon des logiques de centralité et de périphéricité, du rapport aux espaces de la marginalité (zones précaires, bidonvilles), des inerties (permanences) et des recompositions spatiales au sein de la cité. Mon ADN universitaire se situe ici.

Par la suite, j'ai entrepris un cheminement, un long voyage, empruntant au sentier ou chemin de découverte : il s'agit de la discipline géopolitique. C'est l'axe qui traverse mes changements de positionnement. Il fait la liaison entre d'où je viens et ce vers quoi je me suis projeté. De cette sous-discipline, il a été engrangé les méthodes et concepts sur les notions de rivalité/complémentarité, de tensions et conflits, d'enjeux et représentations attachés à un espace approprié (territoire), ce qui sous-tend la question, finalement décisive en géographie, des « jeux d'acteurs » en un lieu donné.

J'ai ensuite fait une halte dans un refuge, qui fut un nouveau temps de découverte scientifique, celui d'un nouvel horizon disciplinaire : l'approche géographique du tourisme. La réorientation est sensible mais elle capitalise sur les apports antérieurs : la cadre spatial est celui des lieux urbains et d'urbanité et les (en)jeux d'acteurs y tiennent une place de choix. J'ai pu m'imprégner du vocabulaire de la mise en valeur territoriale par le tourisme, des potentialités économiques d'une matière (ou « ressource »), des lieux d'exclusivité et d'hétérotopie et des imaginaires touristiques.

Reprenant la route – et par là mon bâton scientifique –, l'expédition finit par trouver son point d'aboutissement par l'arrivée au sanctuaire, la demeure actuelle : celle de la mise en valeur du patrimoine culturel, des lieux de mémoires et en particulier des mémoires sensibles. La réflexion s'ancre dans un désir de valorisation (orienté vers le futur) qui puise dans un héritage (regardant vers le passé), dont je considère qu'il est devenu un moteur du (re-)aménagement territorial. Le cadre décisionnel des enjeux, multiscalaires, se rattache au corpus géopolitique ; les lieux de cette patrimonialisation culturelle, matérielle et immatérielle, se déroulent dans une arène souvent urbaine ou bien a pour public une population (visiteurs) modelée dans – et par – la citadinité ; pour finir, l'exposition, l'ouverture, l'exaltation des objets-lieux arriment la patrimonialisation au champ de l'après et de l'hypertourisme. Les thèmes se relient.

1. Géographie urbaine (critique) – inerties et recompositions spatiales

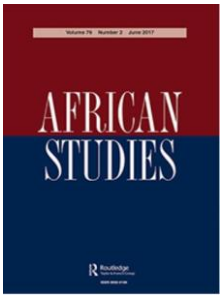
Ces contributions pionnières – issues en réalité des travaux doctoraux pour les plus anciennes – sont assez proches des courants de la géographie urbaine radicale. Elles ont pour cadre les évolutions des villes d'Afrique du Sud dans un contexte démocratique, fortement contraintes par les héritages passés. Les mots-clés en sont les inerties historiques et les mutations contemporaines, à petite et grande échelle.

La province du KwaZulu-Natal au nord-est du pays, de par l'originalité de son peuplement, les caractéristiques de son urbanisation (et de sa périurbanisation) en ses localités indexées puis comparées, ainsi que par une tentative d'approche chorématique, est particulièrement concernée. Les publications couvertes vont de 2001 à 2008.

Par la suite et plutôt fidèle au courant de la géographie urbaine critique, les phénomènes d'enclavement sécuritaire en monde urbain, de lieux d'exclusivité et de processus de requalification et de gentrification ont été abordés, particulièrement au Mozambique. Ils se sont initialement inscrits dans un programme de recherche porté par l'IFAS (Institut Français d'Afrique du Sud) et l'IFRA (Institut Français de Recherche en Afrique), associant divers pays africains (Afrique du Sud , Namibie, Mozambique, Kenya, Nigéria).

À cet égard, la ville de Maputo a fait l'objet de plusieurs contributions : un état des lieux de la situation sécuritaire en son sein ; un regard sur ses gated communities *(*condominios*) plus récents ; enfin diverses études sur la gouvernance municipale et les réponses de la société civile face à ce défi sociétal. La période couverte s'étend de 2005 à 2017 (pour les dernières publications en lien avec le projet), avec un moment fort autour des années 2007-2012.*

Publications :



FOLIO (F.), 2017, « Crime, state and civil society responses in Maputo (Mozambique): Between privatisation and civilianisation », *Journal African Studies* Volume 76, 2017 – Issue 2: Opening-up Mozambique: Histories of the present.

http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00020184.2017.1323706

MORANGE (M.), FOLIO (F.), PEYROUX (E.), VIVET (J.), 2012, « The Spread of a Transnational Model: 'Gated Communities' in Three Southern African Cities (Cape Town, Maputo and Windhoek) », in International Journal of Urban and Regional Research, Volume 36, Issue 5, p 890–914.

http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2012.01135.x/abstract

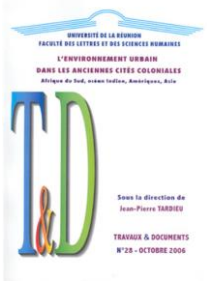
FOLIO (F.), 2009, en collaboration avec MARLEN C. and CHICAMISSE L., « Maputo privatisé ? Sécurité, espace et gouvernance dans la capitale mozambicaine depuis la fin de la guerre civile » in Bénit-Gbaffou C., Fabiyi S., Peyroux E. (eds), *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale. Enjeux et défis pour les villes africaines (Afrique du Sud, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigeria)*, Paris, IFAS-Karthala, 461 p.

FOLIO (F.), 2007, « Les condominios à Maputo : enjeux sociétaux et spatiaux autour de l'implantation des ensembles résidentiels sécurisés dans la capitale mozambicaine » in *Les annales de géographie*, p 247-270.

https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-3-page-247.htm

FOLIO (F.), 2007, « La criminalité à Maputo, Mozambique : origine, distribution et répercussions spatiales », Cybergeo, Espace, Société, Territoire, article 380.

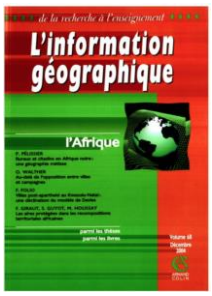
http://cybergeo.revues.org/7492



FOLIO (F.), 2006, « La Province du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud), une contrée urbaine ou rurale : la complexité des formes d'installation humaine ou la polysémie du terme urbain », in *Travaux et documents*, J-P TARDIEU (dir.), « L'environnement urbain dans les anciennes cités coloniales », N°28, octobre 2006, p 11-39.

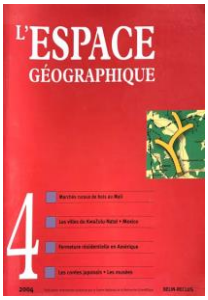
FOLIO (F.), 2004, « Villes et structures spatiales élémentaires du KwaZulu-Natal » in *Mappemonde*, N°76 (4-2004).

http://mappemonde.mgm.fr/num4/articles/art04402.html



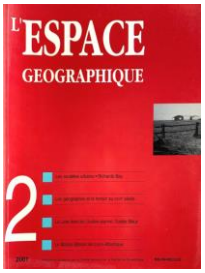
FOLIO (F.), 2004, « Villes postapartheid au KwaZulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davis » in *L'information géographique*, volume 68, N° 68-4 ; p 320-339.

https://www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2004_num_68_4_2966



FOLIO (F.), GUYOT (S.), 2004, « Les villes du Kwazulu-Natal, entre différenciation et compétition, quels enjeux territoriaux ? » in *L'Espace Géographique*, Belin-Reclus, tome 33, n°4 ; p 307-324.

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=EG_334_0307



FOLIO (F.), LAMY (A.), GUYOT (S.), 2001, « Réussites, enjeux et contradictions du développement d'une ville industrialo-portuaire, Richards Bay, Afrique du Sud », in *L'Espace géographique* 2/2001 (tome 30), p. 140-151.

http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2001-2-page-140.htm.

Communications associées :

FOLIO (F.), 2005, « Criminality at Maputo, the emergence of private security and new forms of governance », *Privatisation of security in Sub-Saharan African Cities: Urban dynamics and new forms of governance (Cape Town, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek)*, Public conférence, Ibadan, Nigeria, 21-22 November 2005.

FOLIO (F.), 2003, « Singularités des villes du Kwazulu-Natal », présentation des recherches en géographie à l'Université et à l'IUFM de La Réunion, Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de la Réunion (A.P.H.G.), IUFM de St Denis (2003) ;
compte-rendu disponible en ligne au site : aphgreunion.free.fr/cpter3dec.html

2. État des lieux nationaux/régionaux et décryptage géopolitique

Ces contributions se consacrent à la présentation et au décryptage des grands traits de territoires en développement, sujets aux recompositions : l'Afrique du Sud, le Mozambique et la Tanzanie (plus récemment). Ici se nouent des enjeux aux forts impacts spatiaux. Ils agissent au final comme un laboratoire social assez fascinant à étudier. Parmi eux, on citera :

- *la question des inégalités de développement (et de leur tentative de résorption) et la gestion des legs spatiaux hérités (pour la totalité des pays cités) ;*
- *les liens entre centres et périphéries (d'un point de vue des logiques territoriales), ainsi que l'analyse de phénomènes sociétaux (insécuritaire, sanitaire…), tout particulièrement dans le pays de Mandela ;*
- *l'ouverture économique néo-libérale via les investissements étrangers, ainsi que les répercussions sur le terrain (accaparement foncier, déguerpissement, djihadisme récent), qui touchent plus spécifiquement le cas mozambicain (c'est notamment l'objet d'une des dernières publications au sein de la revue Historiens & Géographes en 2021) .*

Divers supports (parmi lesquels cinématographiques) ont pu être mobilisés, à l'instar du cas sud-africain, où la retranscription des maux nationaux semble participer d'un sens nouveau. En Tanzanie, elle fut en revanche sujette à vive polémique. La petite échelle (nationale voire régionale) est le plus souvent privilégiée au travers d'un regard géopolitique. Ce champ disciplinaire déploie toute une série d'outils notionnels et conceptuels, des plus salutaires pour aborder de façon critique ces aspects. La période concernée couvre les années 2012 à 2018 (et aujourd'hui par des réactualisations face aux variations rapides).

Il est à noter que nombre de ces productions répondent à des commandes du milieu professionnel ou du milieu académique. On rattachera cette soif d'intérêt pour les mutations opérant à l'intérieur de ces États à une volonté, à la nécessité même, d'une meilleure connaissance de la zone sud-ouest de l'océan Indien (en ses rivages africains). Les velléités de coopération régionale de la part d'acteurs insulaires (Université de La Réunion, Région Réunion), nationaux (dans le sens continental) et européens, y sont assurément pour beaucoup.

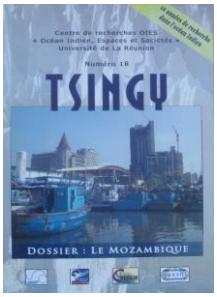
Publications :

FOLIO (F.), LAMY-GINER (M-A.), 2018, *Mozambique et canal du Mozambique, un espace à l'heure des opportunités et défis*, Actes de colloque, Saint-Denis, Presse Universitaires Indianocéaniques, 248 p.

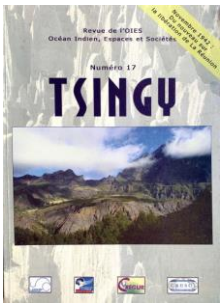
https://pui.univ-reunion.fr/les-nouveautes/le-mozambique-et-canal-du-mozambique

FOLIO (F.), 2017, « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », in *Géoconfluences*, mis en ligne le 4 janvier 2017.

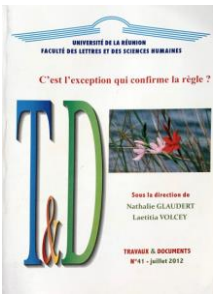
http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques



FOLIO (F.), 2016, « L'eldorado mozambicain sous les projecteurs : diagnostic et recompositions territoriales », in *Tsingy* n°18, DOSSIER : Le Mozambique (E. MORIER-GENOUD), p 105-124.



FOLIO (F.), 2015, « Retour distancié sur Mwanza : les enseignements du docufiction « le cauchemar de Darwin » de H. Sauper », in *Tsingy*, Revue de l'OIES Océan Indien Espaces Sociétés, Université de Toamasina, Université de la Réunion, CREGUR – CRESOI, n°17, p. 9-20.



FOLIO (F.), 2012, « Le cinéma sud-africain postapartheid : quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays », in Glaudert, N., Volcey, L. (dir.), « C'est l'exception qui confirme la règle », in *Travaux et documents*, N° 41, juillet 2012, p 143-157.

FOLIO (F.), 2008, « Regards sur le Mozambique contemporain : l'impact des bifurcations historiques et des recompositions en cours sur l'organisation spatiale » in *EchoGéo*, Numéro 7.

http://echogeo.revues.org/8313

FOLIO (F.), 2007, « Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). Une terre de conflits et d'enjeux à l'origine du présent cadre spatial », in *EspacesTemps.net*, Textuel.

https://www.espacestemps.net/articles/construction-geohistorique-du-kwazulu-natal/

Communications associées :

FOLIO (F.), 2015. « Géopolitique du Mozambique. Un PMA courtisé : ressources et enjeux ». Intervention auprès de Club Export, Technopole, Saint-Denis, vendredi 21 août 2015.

FOLIO (F.), 2014. « Géopolitique du Mozambique dans l'océan Indien ». Intervention auprès de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN), Technopole, Saint-Denis, samedi 24 mai 2014.

FOLIO (F.), 2013. « L'Afrique du Sud, nation arc-en-ciel, nation plurielle ». Académie de La Réunion, Intervention pédagogique sur questions au programme du second degré, « Les pays émergents », Lycée de Bel Air, St Suzanne, le 24 avril 2013.

3. Dynamiques touristiques à travers les enjeux économiques, culturels et territoriaux

Ces contributions s'attardent sur l'étude des phénomènes touristiques, devenue pour nous un axe de recherche majeur et marquant une inflexion scientifique. Cette dernière répond aussi à une volonté de comprendre la mise en désir de territoire, la valorisation socio-économique et identitaire, les phénomènes d'exclusivité territoriale, de partage de l'espace et la reconnexion urbaine par la centralité qu'induit la valorisation touristique.

Les productions portent sur des espaces d'études à un niveau d'échelle généralement urbain (voire associés aux lieu d'urbanité), étendus à un océan Indien proche. Les liens entre tourisme, culture et développement sont particulièrement abordés. La période couverte s'étend de 2010 jusqu'à 2017. Elle se perpétue aujourd'hui.

Ce champ a entre autres permis une prise de distance sur les modalités, réalités et complexités des villes d'Afrique australe et orientale. Nous lui privilégions en effet la notion d'urbanité en ce que des codes et inscriptions du milieu urbain y sont présents. C'est précisément la fonctionnalité touristique qui agit comme un révélateur, y compris dans des zones pouvant donner l'illusion d'apparaître comme des confins ou des angles morts. Cette réalité s'est avérée prégnante pour apprécier à titre d'exemple les zones rurales du KwaZulu-Natal en ses espaces fauniques mais aussi le chapelet d'îles de Bazaruto au Mozambique.

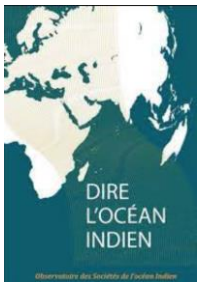
Par ailleurs, les processus de revitalisation urbaine et de fréquentation interne associés à la gentrification touristique ont été analysés (dans la municipalité d'eThekwini, ex-Durban), ce qui peut apparaître come un approfondissement des études urbaines antérieures. De cette métropole, nous nous sommes projeté sur d'autres localités telles que Johannesburg ou Le Cap.

Enfin, il est à noter qu'une niche particulière a été progressivement investie : celle du tourisme sombre ou noir (ou encore Dark tourism*), et ce au travers d'un regard à la fois intéressé et critique. Les lieux concernés sont les townships et progressivement, ensuite, les prisons et les structures muséales* ad hoc*. La réflexion a porté sur la pertinence et la relativisation du terme, nonobstant son caractère marqué et finalement très ancré dans l'air du temps.*

Publications :

FOLIO (F.), 2017, « Macabre ou mémoriel ? En Afrique du Sud : du tourisme sombre à la réalité rédemptrice » in revue *Espaces* n°337, Juillet 2017.

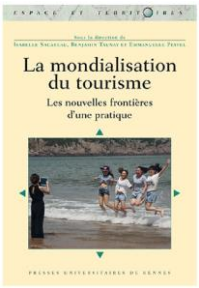
https://www.tourisme-espaces.com/doc/9867.tourisme-sombre.html



FOLIO (F.), 2016, « Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? – Le cas du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu- Natal » in *DIRE l'OCEAN INDIEN* Volumes 1 & 2 (coffret). Sous la direction de Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, Université de La Réunion, Épica – 2016, 752 p.

FOLIO (F.), 2016, « Dark tourism ou tourisme mémoriel symbolique ? », in *Téoros* [Online], 35, 1 | 2016, Online since 05 September 2016, connection on 14 January 2017.

http://teoros.revues.org/2862



FOLIO (F.), 2015, « Revitalisation urbaine et territorialité touristique sud-africaine : le cas du littoral balnéaire d'eThekwini (Durban) », in I. SACAREAU, B. TAUNAY et E. PEYVEL (dir.), *La mondialisation du tourisme, Les nouvelles frontières d'une pratique*, PUR (Presses Universitaires de Rennes) – coll. Espace et Territoires, 260 pages.

COMBEAU-MARI (E.), FOLIO (F.), 2015, Quel tourisme pour La Réunion ? Enjeux et mise en perspectives, rapport Conseil Régional de La Réunion, n°3, collection « Terres et Sociétés indo-océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 375 p.

FOLIO (F.), 2011, « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géoconfluences*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde. S'informer : le dossier scientifique.

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/tourisme/TourScient7.htm

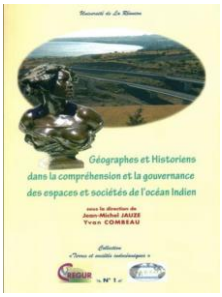
FOLIO (F.), 2011, « Enjeux et réalité de l'activité écotouristique au Mozambique : le cas de l'archipel de Bazaruto », in Taglioni F., (dir.), *Insularité et Développement Durable*, IRD Editions, Collection Objectifs Suds, p 323-343.

FOLIO (F.), 2010, « Les Township tours au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », in *EchoGéo* [En ligne], Sur le vif 2010, mis en ligne le 09 décembre 2010.

http://echogeo.revues.org/12243

FOLIO (F.), DERROISNE (A.), 2010, « Ecotourisme et Parcs naturels : innovations et contradictions sud-africaines, le cas de HIP (Hluhluwe-Imfolozi Park) », in *EchoGéo* [En ligne], numéro 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010.

http://echogeo.revues.org/11769



FOLIO (F.), 2010, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés », in Jauze, J-M., Combeau, Y. (dir.), *Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien*, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p 61-82.

FOLIO (F.), 2009, « Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir » in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 245.

http://com.revues.org/5494?&id=5494

Communications associées :

FOLIO (F.), 2011, « Tourisme et Afrique du Sud », Le Grand séminaire « Tourisme » de l'océan Indien, OIES, CREGUR/CRESOI (sous la dir. de Guy FONTAINE)

FOLIO (F.), 2009, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal : réappropriation historique et limites socio-spatiales », Le Grand Séminaire de l'EA 12 OIES, 29 et 30 octobre 2009, Université de La Réunion.

4. Enjeux patrimoniaux par le prisme identité-mémoire-politique

Pour terminer, les contributions les plus récentes investissement le domaine du patrimoine culturel et du processus de patrimonialisation, toujours en Afrique australe et orientale. Toutefois, par le biais d'un regard s'orientant progressivement en direction d'autres contrées, il se dessine peu à peu un cadre qui est celui d'un grand océan Indien (une proposition d'article a ainsi répondu à un AAC en novembre 2021 dans la revue Géographie et cultures*).*

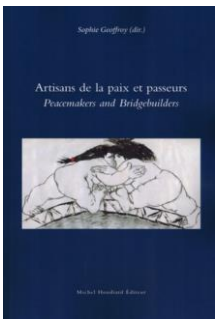
Nous usons d'un inventaire critique (ou regard « sériel ») des caractéristiques des lieux et objets patrimoniaux attachés au domaine culturel (matériel et immatériel). Ce champ prolonge la thématique précédente, en nous inscrivant pleinement dans la réalité patrimoniale, son vocabulaire, sa démarche et ses enjeux (patrimonialisation mais aussi critique du tout patrimoine et phénomène de dé-patrimonialisation). Trois approches sont travaillées.

Au-delà de la pluralité morphologique des items (objets-lieux mobilisés), c'est bien la mobilisation d'un récit national qui est tout d'abord décortiquée, de même que la place d'une certaine sélectivité mémorielle. Ce qui nous conduit à placer au centre de nos réflexions l'analyse du discours et de la subjectivité politique, nous renvoyant en cela au domaine de la géopolitique déjà investi, toutefois à une échelle qui est cette fois locale/régionale.

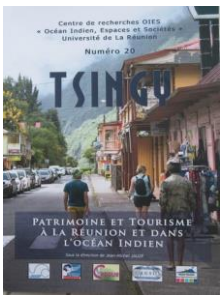
L'histoire événementielle, celle qui à notre sens s'apparente au courant dominant, simplifiée et conciliante, ainsi que la mobilisation et (re)façonnement d'icônes et la construction d'une mythologie autour de personnages fameux, y tiennent ensuite une place notable.

Enfin, ces contributions vont permettre de mettre en avant des espaces craints/répulsifs/évités (pas forcément éloignés en périphérie), qui ont pu voir leur image se renouveler par ce processus de mise en patrimoine.

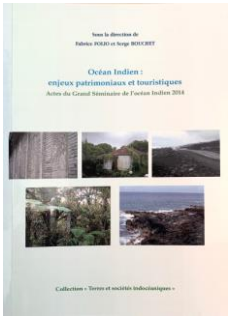
<u>Publications :</u>



FOLIO (F.), 2018, « Artisans de la paix en Afrique du Sud : nobélisation et patrimonialisation », in Artisans de la paix et passeurs / Peace-Makers and Bridge-Builders, S. GEOFFROY (dir.), Éditions Michel Houdiard, p 333-356.



FOLIO (F.), 2017, « Patrimoine et récit national au Mozambique », in *Tsingy*, N° 20, DOSSIER : Patrimoine et Tourisme à La Réunion et dans l'océan Indien (J-M. JAUZE, Dir.), Université de La Réunion, p 43-60.



FOLIO (F.), BOUCHET (S.), 2015, Océan Indien : enjeux patrimoniaux et touristiques, Actes du Grand séminaire de l'océan Indien 2014, n°4 collection « Terres et Sociétés indo-océaniques », EPICA, Unité de Recherches Océan Indien/ Espaces et Sociétés, CREGUR CRESOI, Université de La Réunion, 224 p.

FOLIO (F.), 2014, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », in *Cybergeo : European Journal of Geography* [Online], Space, Society, Territory, document 666, Online since 07 February 2014, connection on 21 February 2014.

http://cybergeo.revues.org/26174

FOLIO (F.), 2014, « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid », in Combeau-Mari E., Germanaz C., *La fabrique du patrimoine dans l'océan Indien*, Actes du Grand séminaire de l'océan Indien, 13 septembre 2013, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p 180-201.

<u>Communications associées :</u>

FOLIO (F.), 2020, « Patrimonialisation d'objets-lieux sensibles sur les rivages africains de l'océan Indien : récit national et amorce de partage », Séminaire doctoral L'océan Indien : conceptualisation et territorialisation, Session 2 « Pour une géographie des pays bordiers de l'océan Indien », Mercredi 25 novembre 2020, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2019, « Enjeux et défis de la valorisation mémorielle à La Réunion et à Maurice : des traces aux lieux », Séminaire de restitution, CREGUR, 3 décembre 2019, Projet "Tourisme, anthropisation et risques à La Réunion" OIES, Université de La Réunion.

FOLIO (F.), 2011, « Shaka et/contre Gandhi : les référents identitaires dans la politique touristique du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud », Communication au Festival International de Géographie (FIG), 22ème FIG de St-Dié des Vosges, Conférence – 7 octobre 2011 à l'IUT.

Reproduction d'une sélection de publications et communications

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

LES VILLES DU KWAZULU-NATAL, ENTRE DIFFÉRENCIATION ET COMPÉTITION, QUELS ENJEUX TERRITORIAUX ?

Fabrice Folio, Sylvain Guyot

Belin | « L'Espace géographique »

2004/4 tome 33 | pages 307 à 324

ISSN 0046-2497
ISBN 2701137322

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2004-4-page-307.htm

---

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.
© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

EG
2004-4
p. 307-324

Les villes du KwaZulu-Natal, entre différenciation et compétition, quels enjeux territoriaux ?

Fabrice Folio
Maître de conférences, CREGUR,
Université de la Réunion, fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

Sylvain Guyot
ATER à l'Université Pierre Mendès France (Grenoble 2)
Laboratoire Territoires, UMR PACTE/UR 023 de l'IRD, sylvainafrica@free.fr

RÉSUMÉ.— **Notre objectif est de mettre en avant la diversité des réalités urbaines du KwaZulu-Natal. Une typologie originale est construite à partir d'une ACP, basée sur des variables sociales, économiques, qualitatives et quantitatives.**
Les résultats sont ensuite mis en relation avec un second classement urbain, plus conjoncturel et prospectif, basé sur le dynamisme économique actuel des villes, et leur place dans le jeu politico-administratif lié au nouveau découpage municipal de l'an 2000. Le croisement des deux classifications permet d'individualiser un panel de villes qui va des « grandes gagnantes » aux « grandes perdantes », en passant par des « perdantes promues » et des « gagnantes déclassées ».
L'article montre enfin qu'au « T » provincial connu (axes spatiaux dynamiques) se substitue actuellement un « L gagnant » très actif, autour de Pietermaritzburg, Durban et Richards Bay.

ACP, AFRIQUE DU SUD, CLASSIFICATION, KWAZULU-NATAL, MAILLAGE, VILLE

ABSTRACT.— **Territorial issues in the towns of KwaZulu-Natal, between differentiation and competition.— Our aim is to highlight the diversity of urban reality in KwaZulu-Natal. A typology is made from a PCA based on various criteria – social, economic, qualitative, quantitative, etc. This typology is then compared with a forward-looking urban classification based on current economic trends in the towns and their position in the new political situation inherited from the 2000 municipal boundaries. The combination of the two classifications creates various categories of towns, from "winners" to "losers". The paper shows how the familiar provincial "T" (dynamic spatial axis) is being superseded by a "winning L" between Pietermaritzburg, Durban and Richards Bay.**

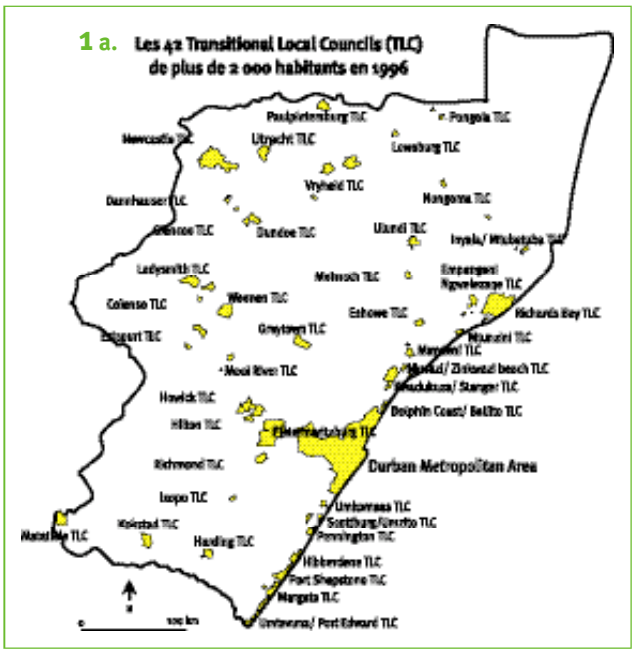
BOUNDARIES, CLASSIFICATION, KWAZULU-NATAL, PCA, SOUTH AFRICA, TOWN

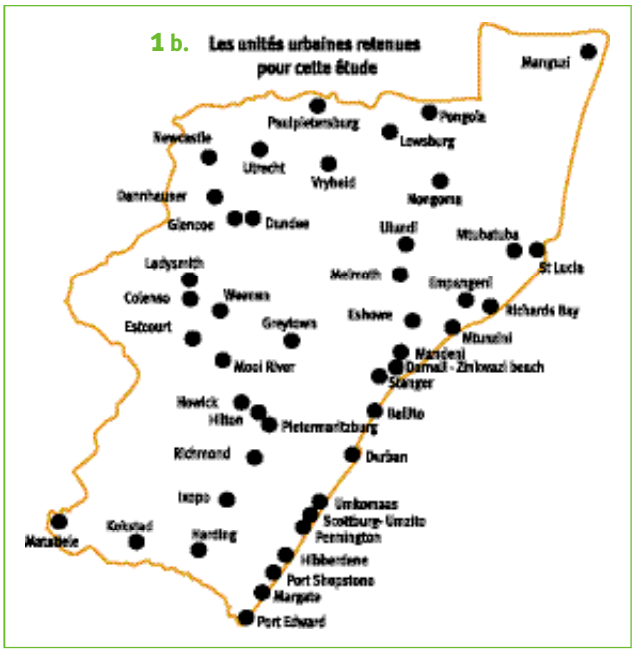
Introduction

L'Afrique du Sud est de mieux en mieux connue des lecteurs de publications géographiques en raison du grand nombre d'articles de qualité sur le sujet, et en particulier sur le thème de la ville. Pourtant peu de synthèses mettent en relation les villes dans toute leur diversité, leurs dynamiques économiques, leur situation politico-administrative face à la grande réforme de l'an 2000 des découpages au niveau local, et les conséquences de ces évolutions au niveau des territoires locaux. À l'échelle de 45 villes de la province du KwaZulu-Natal, nous allons tenter ici cette synthèse. Le recours à une analyse factorielle va permettre de classer ces villes en huit groupes distincts, ayant une forte visibilité sur

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

le terrain et une répartition spatiale remarquable dans la province. Cet exercice statistique a été ensuite relié à un autre classement urbain, beaucoup plus conjoncturel et prospectif, basé sur le dynamisme économique des villes et leur place dans le jeu politico-administratif lié au nouveau découpage municipal. Les cinq nouveaux groupes ainsi obtenus permettent d'ajouter une variable dynamique à la carte urbaine de la province, produit de la rencontre de jeux territoriaux, économiques et politiques. Quelles sont les motivations de la redistribution des pouvoirs urbains ?





Pour une classification des villes du KwaZulu-Natal

Notre premier objectif est de cerner les grandes caractéristiques des localités urbaines de cette province. Nous retenons comme unités de référence les 42 municipalités — ou TLC — définies en 1996, plus la métropole de Durban. Il est nécessaire de justifier ce choix de 43 unités urbaines, ainsi que la décision de conserver les TLC de 1996 en lieu et place des municipalités actuelles (fig. 1 a, b, c).

Comment appréhender la ville au KwaZulu-Natal ?

En 1996, ont été mis en place, à l'échelon du KwaZulu-Natal (en Afrique du Sud plusieurs régions constituent une province), des *Regional Councils* (au nombre de 7), dédiés à la gestion des zones rurales. Leur équivalent urbain consistait en de nouvelles municipalités urbaines démocratiques, les *Transitional Local Council*. Les TLC sont des unités spatiales transitoires mises en place lors des premières élections municipales de 1995 (pour l'Afrique du Sud) et de 1996 (pour le KwaZulu-Natal). En théorie, il s'agissait de regrouper l'ensemble des « communautés » (en somme des quartiers) relevant d'un même centre urbain : autorité locale blanche et indienne de l'ex-Natal (*Town Board*, *Borough*), *township* africain municipal (*Black Local Authority*), ou encore *township* de l'ex-bantoustan KwaZulu. 61 municipalités (TLC) furent ainsi constituées à l'échelle de la province, dont 42 de plus de 2 000 habitants, les plus connues, que nous retenons ici comme unités urbaines de référence.

Ces TLC ont été beaucoup critiqués car des zones informelles denses périurbaines (en lisière des *townships*) étaient exclues de leurs territoires de juridiction. Ces espaces « tombaient » sous le

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

contrôle des Amakhosi (chefs zoulous) lesquels, soutenus par le parti politique Inkatha, ont pu garder leur autonomie. Les TLC n'ont été effectifs qu'entre les élections locales transitoires de 1996 et celles, définitives, de décembre 2000.

Ils ont été remplacés par des municipalités locales de catégorie B (au nombre réduit de 50 : nous parlerons tout simplement de *municipalités*) composant aujourd'hui un pavage complet du territoire en regroupant urbain et rural, y compris les terres tribales. La ville de Durban a hérité d'un statut de catégorie A ou d'aire métropolitaine. Son territoire municipal s'est aussi élargi (en phagocytant des zones rurales denses au nord et au sud) par rapport aux limites de 1996 (Antheaume et Guyot, 2002). Les 7 régions ont été transformées en 10 districts (municipalités de district de catégorie C : nous parlerons tout simplement de *districts*). Ces derniers sont censés avoir des fonctions différentes des autres municipalités.

Fig. 1 a, b, c/ Villes et municipalités au KwaZulu-Natal, de la justification du choix des TLC

L'intérêt de conserver les TLC de 1996 est pour nous d'appréhender correctement la réalité urbaine du KwaZulu-Natal (tout en gardant à l'esprit que des agrégats humains fonctionnellement liés demeurent sur leurs marges). Comme le montre la figure 1, ils adhèrent mieux à la réalité des villes que les municipalités actuelles. Il convient de rester prudent : aucune statistique en Afrique du Sud ne recouvre totalement et parfaitement les populations « urbaines ». Un habitant de la campagne travaillant en ville est-il moins urbain qu'un *squatter* urbain vivant d'agriculture de subsistance ? Des travaux ont bien montré que la localisation urbaine en Afrique du Sud n'a pas forcément pour corollaire l'urbanité correspondante (Gervais-Lambony *et al.*, 1999). À l'opposé, une concentration d'habitations aux apparences rurales peut être morphologiquement reliée au phénomène urbain, comme Murchinson et Boboyi dans la périphérie de Port Shepstone.

Les travaux de terrain nous ont permis de déterminer les différentes nuances existant dans les catégories de villes et de « non-villes » au KwaZulu-Natal. Est-il possible de corréler diverses variables géographiques telles que la population des villes, le niveau de développement et d'équipement ou encore le degré d'« atmosphère » communautaire pour rendre compte statistiquement de ces observations perceptives ? Quelle importance doit être appliquée à chacune d'entre elles ? Cette étude a été réalisée au moyen d'une analyse factorielle (analyse en composantes principales), complétée par une classification par ascendance hiérarchique[1].

1. Le traitement statistique a été réalisé sur le logiciel Stat Box Pro 5.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Une analyse en composantes principales réalisée sur des variables composites

Dix-neuf variables ont été retenues. Elles sont parfois composées d'indices variés, réunissant plusieurs indicateurs.

Les variables composites

Mesure de desserte élémentaire : elle recense le pourcentage de citadins, pour chacune des villes, ayant accès aux services publics de base (eau, électricité, réseau d'assainissement, toilettes et téléphone). Après calcul des pourcentages pour chacune des villes, un indice normalisé (ramenant les chiffres entre 0 et 1) a été calculé. L'ensemble des sous-indices a fini par offrir une moyenne indiciaire de desserte des villes référencées (source : Demarcation Board, 2001).

Mesure de qualité socio-économique : elle recense, à parts égales, d'un côté le pourcentage d'actifs bénéficiant d'un revenu supérieur à celui de la province (pour l'urbain) et, de l'autre, la réussite socioprofessionnelle associant le pourcentage de CSP supérieures et d'individus ayant obtenu le *matric* (baccalauréat). Là encore, une valeur indiciaire globale, issue des sous-indices, a été dégagée et introduite dans l'ACP (source : Statssa, 1996).

Mesure de surreprésentation communautaire : au sein de chaque municipalité, une valeur pondérée (toujours comprise entre 0 et 1) rend compte de l'écart entre la représentation de chaque groupe communautaire (Africains, Indiens, Blancs et *Coloured*) et la moyenne urbaine du KwaZulu-Natal. Pour rappel, la distribution provinciale en ville est de : 61 % d'Africains, 21,5 % d'Indiens, 14,5 % de Blancs et 3 % de *Coloured*[2] (source : Demarcation Board, 2001).

Mesure de spécialisation fonctionnelle : même démarche que précédemment, opérée cette fois sur le pourcentage d'actifs relevé dans chaque secteur économique. Pour mémoire, la répartition urbaine provinciale est dominée par l'industrie (19,2 % des actifs), suivie par les services (18,8 %), les activités informelles (17,9 %), le commerce (12,4 %) puis l'emploi domestique (10 %). Seules les valeurs surreprésentées de ces cinq secteurs ont été retenues pour l'analyse multivariée ainsi que la mesure de surreprésentation fonctionnelle totale (tous secteurs confondus) (source : Statssa, 1996).

Type d'organisation spatiale des villes : une recherche a été menée sur la structuration héritée des villes de la province[3]. Il en est ressorti 5 schémas : *la ville à legs ségrégatifs multiples* (Durban, Pietermaritzburg), la plus complexe, car associant toutes les formes paysagères issues des politiques ségrégatives passées ; *la ville du grand apartheid* (Richards Bay, Newcastle) qui montre un profil duel : ville blanche-indienne/ville africaine lointaine en zone tribale (ex-*township* du *KwaZulu*) ; *la ville ségrégée* (Kokstad, Dundee), plus petite et qui présente un découpage spatial moins marqué, l'ex-« *township* municipal » étant situé à une distance moindre ; *la localité de l'ex-Natal* qui ne possède pas de *township* historique pour la majorité noire (Port Edward, Utrecht), mais dans laquelle (notamment à Port Shepstone) une forte population tribale ou des camps informels sont localisés en périphérie ; enfin, *la ville du bantoustan* (Ulundi, Nongoma), située dans l'ex-*KwaZulu*, africaine à part entière et donc à la ségrégation raciale officielle absente (ce qui n'exclut pas des quartiers de richesse différente).

Comment retranscrire une telle information ? Chaque ville, selon son schéma, a été codée entre 1 et 5 : ainsi, dans l'ACP, si la coordonnée est très négative sur un des axes, c'est qu'elle tend vers les premières classes et inversement (un retour aux

2. Ainsi, pour une ville présentant 75% de Noirs, son indice de surreprésentation africaine sera égal à : (75 – 61) / (97 – 61) = 0,39. Le calcul a été effectué dans l'intervalle (61 - 97), car à 61 et en deçà, la surreprésentation africaine est nulle, et à 97 et au-delà, elle est totale (il n'y a alors plus de possibilité pour un quelconque autre groupe d'atteindre une surreprésentation).

3. Pourquoi avoir associé aux variables de taille et de « niveaux de ville », une variable traitant de la structuration urbaine ? Ce dernier critère est capital dans la réalité actuelle de ces localités, en référence au lourd passé historique des villes sud-africaines. Dans un premier temps, nous avons observé que l'organisation spatiale des centres urbains du KwaZulu-Natal était plus complexe que le schéma ville-*township* classiquement prêté aux villes d'Afrique du Sud. Enfin, il est vite apparu que les classes intra-villes constituées étaient parfois liées de façon notable à l'importance de la ville.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

informations connues complète alors l'information) (source : Gervais-Lambony *et al.* 1999) ; terrain et entretiens réalisés entre janvier 1999 et août 2002.

Les variables simples

À ces variables, ont été ajoutés l'effectif de population en 1996 et le nombre total d'équipements et d'infrastructures tertiaires recensés sur place par l'annuaire professionnel *Braby's* (2000). Enfin, nous avons estimé utile d'ajouter d'autres critères : le taux de chômage pour chacune des villes, une mesure de promiscuité des ménages (ratio nombre de pièces/nombre de personnes par logement) et le mode de logement en retenant la part des propriétaires présents dans chaque municipalité. La structure par âge (pourcentage de population de moins de 15 ans et de plus de 64 ans), et les « atmosphères » communautaires et fonctionnelles (villes plutôt indiennes ou industrielles…)[4]. Cinq axes ont été retenus car ils résument près de 80 % de l'information totale.

Du tableau 2, il ressort que l'*axe 1* oppose les villes blanches, riches et pourvues d'un bon cadre de vie, aux villes noires pauvres, comptant peu de propriétaires et beaucoup de jeunes. L'*axe 2* reflète surtout les inégalités de taille des villes. Toutefois, à de très fortes masses urbaines (population et équipements tertiaires) répond aussi une distribution des actifs au sein des secteurs d'activités qui est à l'image de la moyenne provinciale urbaine. De même, il faut noter un découpage ethnospatial considérable des municipalités concernées, héritage des nombreuses politiques ségrégatives établies successivement. L'*axe 3* met en relation deux variables ayant trait, l'une à l'ambiance, l'autre aux fonctions urbaines : un fort pourcentage d'actifs engagés dans le secteur marchand et la présence nombreuse du groupe *coloured*. L'*axe 4* associe des critères de structure de la population et d'atmosphère fonctionnelle ; les actifs occupent prioritairement le secteur des services, tandis que la population âgée reste faible au demeurant. Enfin l'*axe 5*, à l'instar de l'axe 3, affiche une correspondance entre, d'une part, un bon ancrage fonctionnel, ici d'actifs industriels, et, de l'autre, une surreprésentation communautaire (en l'occurrence indienne)[5].

Types de ville d'après une CAH et la connaissance du terrain

La CAH (classification par ascendance hiérarchique) a permis de dégager une partition en 8 classes de villes, aux profils bien définis. Ce nombre peut paraître élevé mais il se justifie par le

4. P. Gervais-Lambony a parlé pour sa part d'« ambiance urbaine » (1999, p. 311).

5. Ces deux derniers axes transcrivent certains traits essentiels de cette province : l'importance de l'administration des villes de l'ex-*homeland* (une constante nationale), ou encore la forte industrialisation et urbanisation qui ont intéressé la population indienne engagée. Les autres caractéristiques provinciales commencent à se dessiner : dans un contexte post-apartheid, les localités aisées restent composées à majorité de Blancs, alors que les plus grandes villes demeurent marquées par le legs ségrégatif.

Tabl. 1/ L'information contenue dans les cinq axes

	F1	F2	F3	F4	F5
Valeur propre	5,7	3,7	2,1	1,8	1,5
% variance	30,1	19,4	11,1	9,3	7,7

Tabl. 2/ Corrélation des variables sur les 5 axes retenus

	F1	F2	F3	F4	F5
Population 1996	−0,231	**0,876**	−0,068	0,137	0,040
Effectif entreprises tertiaires	0,028	**0,907**	0,046	0,166	−0,143
Desserte élémentaire	**0,771**	0,190	0,240	0,282	0,044
Mesure socio-économique	**0,786**	−0,001	−0,246	0,413	−0,159
Surreprésentation noire	**−0,744**	−0,348	−0,280	0,183	0,027
SURR blanche	**0,773**	−0,081	−0,403	−0,156	−0,178
SURR indienne	0,358	0,118	0,366	−0,018	**0,561**
SURR *coloured*	0,051	−0,180	**0,742**	−0,035	−0,461
SURR actifs totaux	0,021	**−0,876**	−0,122	0,254	0,083
SURR actifs industriels	0,387	−0,168	−0,051	0,072	**0,753**
SURR commerciaux	0,067	−0,144	**0,779**	−0,269	−0,198
SURR actifs des services	−0,126	−0,445	−0,226	**0,650**	−0,377
SURR actifs domestiques	0,154	−0,183	−0,293	**−0,636**	−0,034
% pop 15 ans	**−0,844**	−0,202	0,225	0,116	0,050
% pop 64 ans	0,470	0,068	−0,338	**−0,552**	−0,236
Taux de chômage	**−0,847**	−0,003	−0,203	−0,303	0,022
Ratio pièces/nb personnes	**0,886**	0,049	−0,120	0,035	−0,176
% propriétaires	**−0,716**	0,375	−0,260	−0,017	−0,127
Type de structuration héritée	0,140	**−0,800**	0,067	−0,196	−0,013

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Tabl. 3/ Coordonnées des barycentres des 8 classes sur les 19 variables de départ*

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Classe 6	Classe 7	Classe 8
Population	**2,4**	1,6	0,1	0,8	0,7	0,6	0,5	0,2
Entreprise tertiaire	**3,0**	2,7	1,4	1,5	1,3	0,8	1,4	0,9
Mesu encad. élémentaire	3,8	4,4	4,1	3,6	3,2	1,8	4,0	**4,8**
Mesu socio-économique	2,0	2,2	1,6	1,4	2,6	0,6	3,0	**3,3**
SURR africaine	0,6	0,0	0,0	0,4	**2,6**	2,3	0,0	0,0
SURR blanche	0,6	0,5	0,0	0,4	0,0	0,0	**2,5**	2,0
SURR indienne	0,5	**3,4**	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,9
SURR *coloured*	0,2	0,2	**4,3**	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
SURR pop. active totale	1,3	1,5	2,5	2,0	**4,2**	2,7	2,5	3,7
SURR actifs industriels	0,4	0,7	0,3	0,3	0,3	0,4	0,8	**4,3**
SURR commerciaux	0,2	2,2	**2,7**	1,0	0,0	0,6	0,4	0,0
SURR actifs des services	0,5	0,0	1,1	0,2	**3,8**	0,5	0,6	0,0
SURR travailleurs domest.	0,4	0,1	0,0	1,0	0,0	0,9	**2,2**	0,8
% pop 15 ans	5,3	4,5	6,0	5,7	5,9	**6,7**	3,7	4,7
% pop 6 4 ans	1,5	2,0	0,8	1,2	0,6	1,4	**3,2**	0,6
Taux chômage	1,9	0,8	0,7	2,0	1,6	**3,3**	1,0	0,4
Ratio pièces/taille ménage	3,8	4,6	3,9	3,4	3,3	2,7	**5,3**	4,7
% propriétaires	4,5	3,2	2,6	4,1	4,2	**4,9**	3,4	1,8
Type structuration héritée	**1,4**	3,0	3,6	2,9	**4,5**	3,0	3,6	2,7

* En caractères rouges gras, apparaît la coordonnée la plus forte des 19 variables retenues pour chacune des 8 classes. En rouge maigre, les coordonnées qui terminent secondes et restent significatives. Dans la dernière ligne, les valeurs les plus élevées (entre 4 et 5) renvoient à la dernière classe de structuration héritée : les villes du bantoustan ; les plus faibles de ces valeurs (entre 1 et 2) correspondent aux villes à legs ségrégatifs multiples et à celles du grand apartheid. Les valeurs oscillant autour de 3 (soit la plupart des classes) sont des valeurs médianes qui répondent aux schémas d'organisation spatiale des villes ségrégées et des localités de l'ex-Natal.

profil hétéroclite des variables liminaires. La mesure de ressemblance utilisée (dissimilarité) a été la distance euclidienne. Le critère d'agrégation est l'augmentation d'inertie (selon Ward, 1963).

Classe 1 : les grandes villes fonctionnellement diversifiées à fort legs ségrégatif

Elle rassemble les localités les plus peuplées, qui ont aussi un effectif d'entreprises tertiaires élevé et une diversification de leurs activités : la variable de surreprésentation fonctionnelle totale — tous secteurs d'activités confondus — est la plus faible (1,3) ; elle révèle une distribution des actifs employés presque à l'image de celle de la province urbaine. Industries, commerces, services (mais aussi activités informelles), témoignent d'une économie variée et solide. Neuf municipalités (pour la plupart des grandes villes et des villes secondaires), et une métropole se démarquent, parmi lesquelles Durban évidemment, loin devant Pietermaritzburg, Newcastle, Ladysmith ou encore Richards Bay. Elles sont à peu près toutes situées le long des deux routes stratégiques : N2 littorale et N3 puis N11 intérieures, ces dernières structurant le corridor économique historique reliant Durban au Gauteng. À ces deux critères de masse s'ajoute l'indicateur de structuration urbaine le plus ténu (coordonnée de 1,4) : ce qui correspond, parmi les types de structuration spatiale, aux types 1 et 2, à savoir des villes à politiques ségrégatives historiques fortes. Le legs « ethnospatial » de ces plus grandes villes (ségrégation des quartiers d'habitat et découpage du tissu urbain) marque par conséquent encore lourdement leur espace municipal[6].

6. Si la richesse transparaît avec éclat dans les quartiers chics de ces villes, c'est également en leur sein qu'est ancrée une communauté noire majoritaire, résidant en périphérie dans les plus gros *townships* provinciaux (Umlazi, Esakheni, Esikhawini, Edendale…), eux-mêmes encerclés par les plus vastes zones d'habitat informel.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Classe 2 : les « indiennes »

Cette classe s'explique par l'omniprésence de la communauté indienne dans la province du KwaZulu-Natal. Issus originellement de l'immigration destinée à l'essor de l'économie sucrière sur la côte, surtout au nord et au sud de Durban, les Indiens se sont ensuite fortement « industrialisés » pour occuper aujourd'hui toutes les branches de l'économie (Mainet-Valeix, 2000). Les trois villes concernées affichent ainsi une distribution spatiale littorale (sud pour Port Shepstone et Scottburg-Umzito ; nord pour Stanger), proche des plantations de canne à sucre[7].

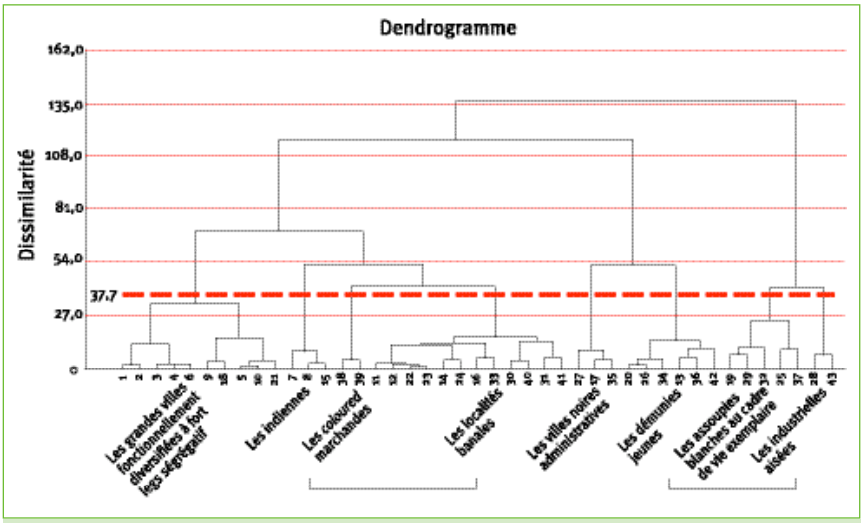


Fig. 2/ Le dendrogramme et la partition obtenue en 8 classes

Classe 3 : les « coloured marchandes »

Les traits significatifs des villes de cette classe portent sur une surreprésentation extrême du secteur commercial en termes d'actifs employés (2,7). À cela, il faut ajouter une surreprésentation maximale de la communauté *coloured* (4,3). Les deux localités intéressées (Ixopo et Harding) sont donc à la fois marchandes et *métisses* ce qui est pour le moins original, dans la mesure où cette communauté ne constitue qu'une minorité à l'échelle provinciale (1,4 % de la population totale). Ixopo et Harding sont en fait typiques de cette région Sud-Ouest du KwaZulu-Natal qui a vu l'émigration du peuple *coloured* griqua issu du Free State en 1862, sous la férule d'Adam Kok III (Forsyth, 1993)[8]. Le commerce a historiquement été le ferment de la communauté. Cette combinaison locale ne laisse pas indifférent, dans une province souvent présentée comme exclusivement zoulou et britannique[9]. Les villes de Kokstad et de Matatiele ne se trouvent pas dans cette classe malgré une forte empreinte locale griqua. En effet, leur structure économique a davantage évolué. Les services et l'industrie ont progressé localement en complément du commerce. Kokstad est aujourd'hui devenue un centre de marché et de service.

Classe 4 : les localités « banales »

Les villes de cette classe n'offrent guère de caractéristiques vraiment originales. Il s'agit de la classe la plus étoffée, comprenant 12 localités caractéristiques des « villes moyennes ou classiques » du KwaZulu-Natal (Greytown, Glencoe, Mooi River…). Seule la variable relative au nombre d'actifs au chômage reste manifeste, indiquant des conditions sociales indigentes, de même qu'une faible surreprésentation des actifs domestiques. On peut scinder cette classe en deux sous-groupes. Le premier, composé de Estcourt, Dundee, Kokstad, Umkomaas, Greytown, Glencoe, Mooi River et Dannhauser, agrège des villes un peu plus imposantes (en termes d'effectif de population).

7. Les trois centres urbains sont aussi des villes moyennes provinciales, niveau faisant suite à celui de ville secondaire.

8. Ces *Coloured* n'ont pas la même origine que les autres *métis* du KwaZulu-Natal, issus pour beaucoup d'unions entre colons britanniques et Zulus ayant fui la royauté au milieu du XIXe siècle. Les Griqua sont d'origine khoïkhoï et hollandaise.

9. Il faut dire aussi qu'une partie du territoire concerné fut longtemps incluse dans la province limitrophe du Cap. En 1978, elle fut rattachée au Natal sur demande des communautés, au moment où le Transkei accédait à son «indépendance».

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Elles présentent un cachet plus africain, avec un niveau de vie assez moyen et sont davantage marchandes. En revanche, l'autre sous-groupe, composé des localités de Matatiele, Mtunzini, Melmoth et Utrecht, présente un profil plus développé et blanc (ainsi que *coloured* concernant Matatiele), là où le secteur du travail domestique occupe une place notable. Ces villes se répartissent avec une certaine homogénéité sur le territoire provincial mais toujours dans l'intérieur des terres, ce qui, cumulé à leur léger caractère marchand, les relie à la classe précédente (fig. 2).

Classe 5 : les villes « noires administratives »

Cette classe ne compte que trois localités. Ulundi et Nongoma se localisent au cœur de l'ex-bantoustan KwaZulu. Le centre de Mtubatuba se trouve lui, sur les marges de l'ex-KwaZulu au sein de l'ex-Natal. Dans tous les cas, on se situe ici au nord de la frontière historique du monde zulu, soit la célèbre Tugela River. Au sein de ces trois villes, la variable traitant de la surreprésentation noire est hégémonique. L'atmosphère africaine reste localement dominante, très perceptible par l'affairement des centres-villes. En parallèle, la distribution des actifs dans les différents secteurs économiques est la moins fidèle à celle de la moyenne urbaine provinciale (coordonnée maximale de 4,2). Le secteur des services se détache tout particulièrement, l'administration (voire même une certaine bureaucratie...) prenant une place considérable. Ce sont des localités consolidées en qualité de tête de pont de la — vaine — urbanisation des *homelands* d'Afrique du Sud, et qui devaient offrir une vitrine administrative et politique digne. Elles n'en sont pas moins parvenues aujourd'hui à disposer d'un rôle non négligeable : chef-lieu historique de l'ancien *homeland*, Ulundi demeure la capitale actuelle — en déclin — de la province en complément de Pietermaritzburg (grâce à l'influence du parti politique régionaliste IFP, Inkatha Freedom Party[10]). Quant à Nongoma, elle incarne le lieu d'habitation du monarque zulu actuel, King Zwelethini. Hormis Mtubatuba, ce sont enfin des localités où le legs de la ségrégation socio-ethnique dirigiste est moins prononcé, mais précisément parce qu'une infime diversité communautaire y est aussi relevée.

Classe 6 : Les villes « démunies jeunes »

Cette classe fait apparaître une proportion élevée de jeunes dans la population totale (valeur extrême de 6,7). Toutefois, ce sont surtout les profils très faibles des variables qualitatives qui retiennent l'attention (le niveau socio-économique et la mesure de desserte élémentaire affichent les minima du tableau). Les taux de chômage y sont extrêmes (coordonnée maximale de 3,3). Les six localités (Richmond, Pongola, Paulpietersburg, Colenso, Weenen et Lowsburg) présentent les conditions de vie les plus difficiles, leur population urbaine compte parmi les plus démunies. Il faut dire que ces localités sont situées dans le centre et le centre nord de la province. Elles ont historiquement été éloignées des zones de dynamisme industriel et touristique (corridors perpendiculaires littoral-intérieur centrés sur Durban), mesurant d'autant plus cette réalité aujourd'hui. Ces localités « à la traîne » (marges) dépendent quelques fois d'un seul secteur, souvent agricole[11]. Cette absence de base économique diversifiée se révèle très problématique dans une Afrique du Sud ouverte sur l'extérieur, prônant la compétitivité.

10. Cette capitale a été remise en cause depuis les élections provinciales de 2004 où l'ANC est devenu majoritaire au KwaZulu-Natal

11. Certaines de ces localités ne seraient même pas des villes proprement dites, tout au plus des bourgs, telles que Weenen et Lowsburg.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Classe 7 : les villes « assoupies blanches au cadre de vie exemplaire »

Cette classe regroupe les villes qui offrent une coordonnée très positive pour un certain nombre de variables : l'habitation est spacieuse, bien équipée. Les villes sont bien pourvues en services de base et le niveau de vie des citadins est élevé. La surreprésentation du secteur des travaux domestiques (2,2) s'explique facilement par la place prépondérante prise par les plus de 64 ans (3,2). Il s'agit donc de villes que l'on peut qualifier de « vieillissantes », au sein desquelles la communauté blanche majoritaire est à la retraite, mettant en valeur la part des actifs employés relevant du secteur domestique (jardiniers, chauffeurs, *maids*…). Ces derniers emplois sont surtout occupés par les Noirs. L'emploi industriel, force vive de la province, a toujours été faible. Une population noire ouvrière « parquée » en *townships* ne s'y prescrivait pas, ceci expliquant le cachet européen et atone. Se retrouvent dans cette classe des municipalités avant tout littorales, localisées pour la plupart sur la South Coast (Pennington, Hibberdene, Umtavuna-Port Edward), parfois même sur la côte au nord de Durban (c'est le cas de Dolphin Coast-Ballito). On trouve également Hilton, petite localité de l'intérieur accolée à Pietermaritzburg, pour qui elle joue à la fois un rôle de centre de villégiature et de banlieue champêtre[12].

Classe 8 : Les villes « industrielles aisées »

Cette dernière classe ne rassemble que deux villes : Mandeni et Nkwazi-Zinkwazi Beach. Leur originalité se fonde sur trois polarités : elles mélangent les genres car elles sont aussi bien développées (situation qualitative « saine » comme le souligne à juste titre la coordonnée extrême de desserte des ménages : 4,8, mais le niveau socio-économique n'est pas en reste : 3,3), qu'industrielles (beaucoup d'actifs secondaires, les « cols bleus », avec une coordonnée maximale de 4,3). Le nombre des propriétaires est moins élevé qu'ailleurs, car quantité de logements sont mis à disposition par les géants industriels (Illovo, SAPPI), qui demeurent les principaux bailleurs. Mandeni et Nkwazi bénéficient d'une proximité géographique : elles se situent sur le littoral nord, le long de la N2 qui lie Durban à Richards Bay[13]. Elles affichent un lien de parenté avec les villes du groupe précédent, leurs constantes étant une situation côtière, un cachet blanc (bien que moins prononcé) et un bon niveau de développement (tabl. 3).

Au final, une lecture aisée de la carte urbaine provinciale devient possible : il s'agit d'une vision synthétique, simplifiée mais jamais définitive des villes du KwaZulu-Natal (fig. 3). Les axes forts de la Province (la colonne vertébrale en forme de T renversé, centrée sur Durban), structurés par les deux grandes nationales (N2 et N3), comportent la presque totalité des « grandes villes fonctionnellement diversifiées à fort legs ségrégatif », des « indiennes », des « industrielles aisées » et des « assoupies blanches au cadre de vie exemplaire ». En revanche, les périphéries regroupent les « *coloured* marchandes », les « localités banales », les « villes noires administratives » et sur les marges septentrionales de la Province, une majorité de « démunies jeunes ». Cette carte a le mérite de montrer de manière rigoureuse les nuances et les originalités des regroupements urbains à l'échelle provinciale. Ces groupes de villes sont directement issus d'un siècle de colonisation et d'apartheid. Ils sont toutefois très caractéristiques d'une province aux configurations territoriales très diversifiées. Au KwaZulu-Natal, on ne peut pas parler d'une ville « d'apartheid », et encore moins post-apartheid, mais bien de plusieurs… Il faut maintenant s'interroger sur les dynamiques récentes de ces cités, qui correspondent à des nouveaux critères de différenciation.

12. À noter que la localité de Pennington peut également être considérée comme une ville-banlieue de Scottburgh.

13. Toutefois l'inscription spatiale de ces traits de caractère se révèle fort différente. À Mandeni, l'industrie est plus diversifiée qu'à Nkwazi-Zinkwazi Beach, avec la présence de l'important parc d'Isithebe créé dans les années 1970 et 1980. L'économie industrielle de Nkwazi-Zinkwazi Beach ne repose, elle, que sur l'industrie sucrière d'Illovo située à Darnall, où vivent les Indiens. À dix kilomètres sur la côte, coupée de Darnall, la cité balnéaire de Zinkwazi Beach reste des plus cossues. À l'inverse, communautés blanches et indiennes se juxtaposent à Mandeni. La population noire y est aussi bien représentée dans le *township* de Sundunbili.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

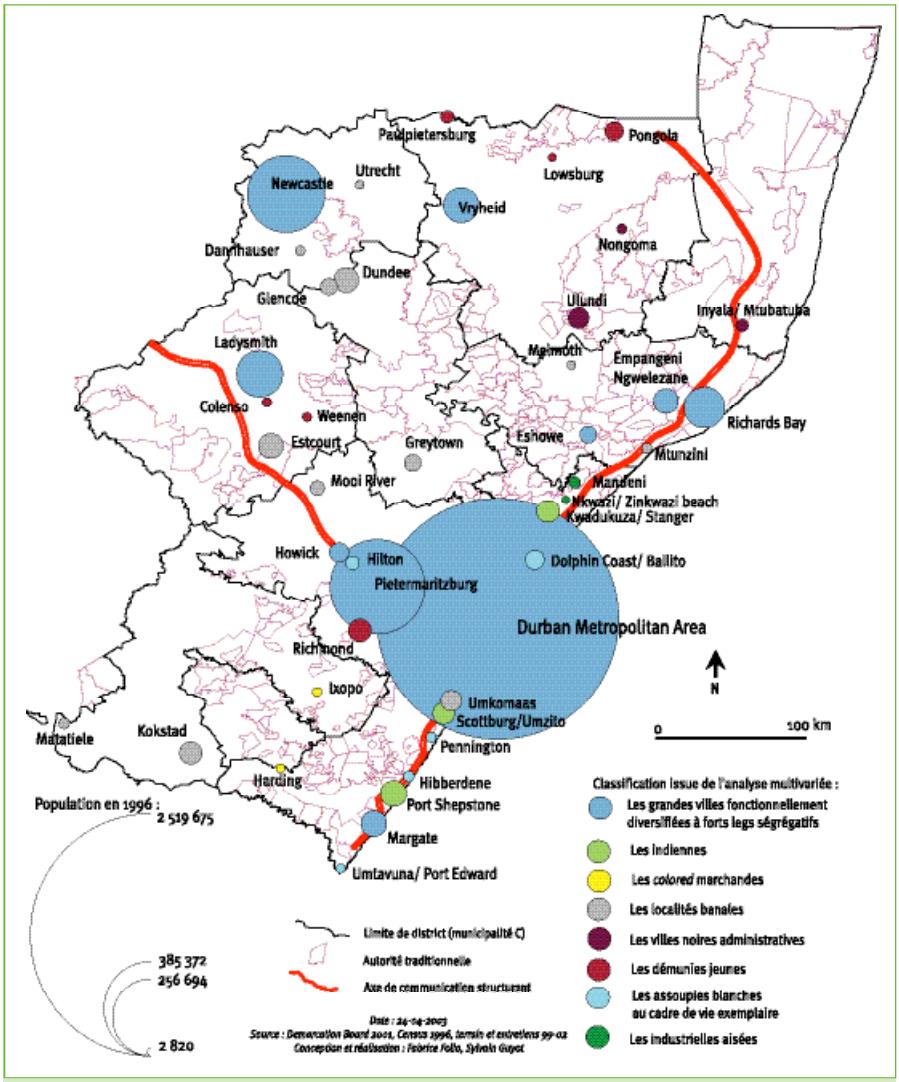


Fig. 3/ **Typologie des villes du KwaZulu-Natal**

La compétition politico-économique : résultats et enjeux territoriaux

Cette classification des villes du KwaZulu-Natal repose sur des variables structurelles. Les différentes classes de villes ainsi explicitées sont largement le résultat de processus historiques dans lesquels la période d'apartheid a toute son importance. Pourtant depuis quelques années, et en particulier depuis l'an 2000, ces villes connaissent des évolutions — majeures ou seulement conjoncturelles ? — qui restent mal appréhendées par les bases de données de ce type. En effet, toutes ces localités ont connu des évolutions économiques autant que politiques, dont les répercussions sociales devraient se faire sentir dans les dix prochaines années.

Certaines de ces villes servent de localisation privilégiée à tel ou tel programme public de développement économique, alors que d'autres semblent oubliées par les investisseurs. Elles voient aussi leur statut politico-administratif évoluer. Les découpages au niveau local ont été profondément modifiés, ce qui a fait augmenter le nombre de chefs-lieux de districts (+3) et diminuer le nombre de chefs-lieux de municipalités (-11), sur une superficie augmentée (pavage complet du territoire provincial : *wall to wall municipalities*). Certaines villes ont donc bénéficié d'une promotion politico-administrative alors que d'autres ont été déclassées. Notre objectif ici est de cerner les localités urbaines qui ont ou n'ont pas bénéficié d'investissements économiques et de nouveaux pouvoirs politico-administratifs.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Localisation et programmes de développement économique

Nous avons retenu cinq grands programmes de développement économique, à partir de données pour l'année 2002 (KZN TBP, 2002), impulsés par les pouvoirs publics pour attirer des investissements privés.

Les SDI, *Spatial Development Initiatives*, sont pilotés à partir de la Banque de développement de l'Afrique australe, en collaboration avec le gouvernement national. Ils ignorent parfaitement les nouvelles institutions municipales et leurs périmètres et ne sont pas liés aux provinces. Ils s'apparentent ainsi aux « missions » chargées de mener à bien les grands projets régionaux d'aménagement du territoire dans la France des années 1960, tels que l'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon. Ils en diffèrent aussi sensiblement dans la mesure où ils s'appuient sur des initiatives privées pour lever des fonds, concevoir et gérer des projets de développement, qui seront ensuite transférés à la puissance publique à l'issue du temps contractuel de la concession (système BOT : *build, operate, transfert*). Au KwaZulu-Natal, deux SDI sont opérationnels, Lubombo SDI (au Maputaland) et Richards Bay-Empangeni SDI. Le premier a un objectif essentiellement touristique et agricole, alors que le second a une ambition d'accompagnement du développement industriel par l'aide à la création de petits projets. Ils concernent donc la région littorale du KwaZulu-Natal. À l'exception du SDI Lubombo, ils s'appuient sur des territoires déjà bien développés. En continuité avec ces deux SDI (Lubombo et Richards Bay), l'autorité provinciale a reconnu des corridors de développement en 1996, où les efforts en investissements sont encouragés : les plus notables sont ceux de Pietermaritzburg-Durban et Durban-Richards Bay.

La localisation des IDZ, *Industrial Development Zones*, est décidée par le ministère du Commerce et de l'Industrie (au niveau national). Une IDZ est en fait une zone franche industrielle, où les investisseurs sont exonérés des différents impôts et taxes gouvernementales. Elle est ensuite gérée au niveau local conjointement par les acteurs privés et contrôlée par des représentants politico-administratifs locaux et nationaux. La localisation géographique d'une telle IDZ doit se faire à proximité des ports et des zones industrielles pour maximiser l'attractivité pour les investisseurs. Au KwaZulu-Natal, seules Richards Bay et Durban, c'est-à-dire deux des principaux pôles de développement, ont été déclarées IDZ.

Les programmes TIK, *Trade and Investment KwaZulu-Natal*[14], regroupent tous les investissements industriels localisés au KwaZulu-Natal, comme la construction de nouvelles usines ou l'extension d'usines existantes. Ces investissements sont affectés en priorité aux villes situées sur les deux grands axes de développement du KwaZulu-Natal, même si l'exemple de Richmond semble témoigner d'un certain redéploiement spatial.

Les LED, *Local Economic Development*, sont des programmes de développement local proposés par le ministère de l'Économie et du Tourisme au niveau provincial, et adoptés par les différentes municipalités au niveau local. Leur objectif est de stimuler le développement d'espaces économiquement déprimés. Ce sont donc des initiatives de rattrapage économique. La plupart du temps ces LED ont une finalité agricole pour des investissements nettement inférieurs à ceux des TIK ou des SDI. On peut citer un développement de l'agriculture urbaine à Mooi River pour 23 000 euros ou encore un développement agroalimentaire à Matatiele pour 100 000 euros. Les changements politico-administratifs au niveau local ont parfois retardé la mise en place de ces LED.

14. Commerce et investissement au KwaZulu-Natal. Le TIK est la réunion, depuis 2002, du *KwaZulu Natal Economic Council* et *du KwaZulu Natal Marketing Initiative* (KMI). Tous les deux, par le passé, étaient en concurrence pour l'aide à l'implantation d'investisseurs dans la province. Fut alors créé un nouvel organisme : le *KwaZulu Natal Trade and Investisment* (TIK).

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Tabl. 4/ Nombre de programmes économiques d'initiative publique au KwaZulu-Natal en 2002

Ville	PDE*
Durban	4
Pietermaritzburg	3
Richards Bay	3
Umkomaas	**
Manguzi	2
Inyala/Mtubatuba	2
St Lucia	2
Empangeni	2
Scottburgh/Umzito	2
Dundee	2
Mooi River	2
Dolphin Coast	1
Hibberdene	1
Port Shepstone	1
Margate	1
Umtavuna/Port Edward	1
Richmond	1
Estcourt	1
Hilton	1
Utrecht	1
Eshowe	1
Pennington	1
Vryheid	1
Newcastle	1
Howick	1
Ladysmith	1
Pongola	1
Matatiele	1
Mandeni	1
Stanger	0
Kokstad	0
Nongoma	0
Weenen	0
Paulpietersburg	0
Ixopo	0
Ulundi	0
Harding	0
Melmoth	0
Greytown	0
Lowsburg	0
Dannhauser	0
Glencoe	0
Colenso	0
Mtunzini	0
Nkwazi/Zinkwazi Beach	0

* PDE : Programme de développement économique. ** Depuis 2002 est intégrée à la ville de Durban.
Les couleurs correspondent à la typologie de la fig. 4.

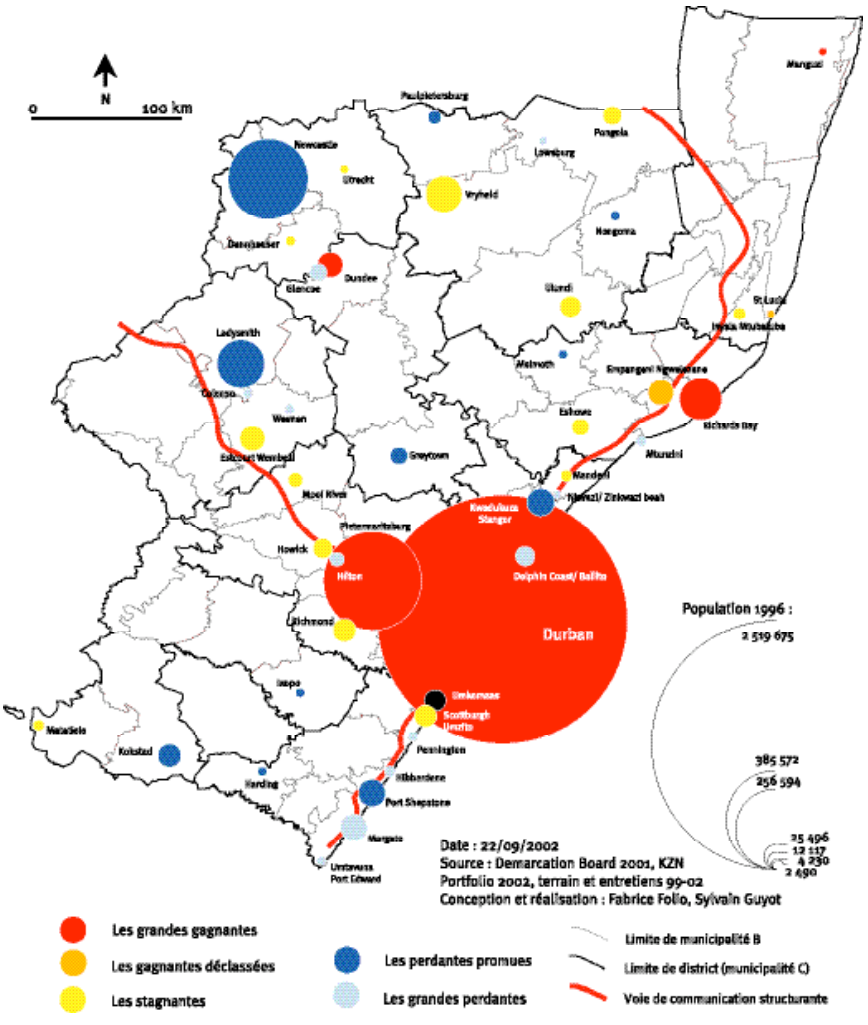


Fig. 4/ Le dynamisme des villes du KwaZulu Natal : essai de classification selon les EPA

Enfin, le cinquième programme est un programme de développement et de promotion touristique soutenu par le ministère de l'Économie et du Tourisme au niveau provincial. Il consiste en l'identification de six grandes régions qui recevront annuellement des subventions au profit de projets de développement touristique. Quatre de ces régions sont littorales (Maputaland et St Lucia, Dolphin Coast, Durban, South Coast), et deux sont intérieures (Pietermaritzburg et Midlands et Drakensberg).

Les financements de ces différents programmes sont très inégaux. Les investissements routiers du Lubombo SDI ne peuvent pas être comparés aux financements liés au développement de serres hydroponiques à Port Shepstone (programme LED, août 2002). Ils sont de nature différente. La construction de nouvelles infrastructures routières dans une zone périphérique peut avoir un impact positif sur l'économie locale à moyen terme par effet d'entraînement.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Un nouveau développement agricole performant au service d'un marché urbain existant a une capacité d'impact positif plus rapide sur le court terme.

La réussite d'un programme de développement n'est d'ailleurs pas forcément reliée au montant de l'investissement de départ. L'insertion du programme de développement dans le tissu économique local, ainsi que sa bonne « réception » par les populations locales, n'est pas toujours prévisible. Nous ne tenterons donc pas de bilan quantitatif spatialisé.

En revanche, nous avons dénombré les programmes différents concernant chacune des villes étudiées (minimum 0, maximum 5[15] : voir tabl. 4). La moyenne des programmes économiques par ville au KwaZulu-Natal est égale à 1. Au vu des résultats obtenus, nous avons estimé que la valeur 0 caractérisait des villes économiquement « perdantes », la valeur 1 des villes à évolution économique « modérée », les valeurs 2 et 3 (3 étant le maximum rencontré, à l'exception de Durban qui atteint 4) des villes économiquement « gagnantes ». Sur 45 villes retenues, 11 sont « gagnantes » (24,5 %), dont 3 centres économiques « phares » : Durban, Pietermaritzburg et Richards Bay. 18 ne sont concernées que par un seul programme (40 %) et 16 sont « perdantes » (35,5 %). Ces programmes économiques lancés par les pouvoirs publics mettent parfois plusieurs années pour se concrétiser. Les valeurs pour l'année 2002 correspondent donc à des dynamiques économiques sur plusieurs années.

Les villes gagnantes sont majoritairement littorales ou sublittorales (8 sur 11), ou font partie du corridor Durban-Gauteng (3 sur 11). Les villes perdantes sont majoritairement intérieures, excentrées par rapport au corridor Durban-Gauteng (11 sur 16). Seuls les investissements publics peuvent essayer de contrebalancer — ou de renforcer — cet état de fait. En effet la promotion politico-administrative semble jouer dans les deux sens.

Évolution politico-administrative des villes

Les profondes transformations dans les découpages municipaux et de districts (Demarcation Board, 2002), appliquées dans le cadre des élections locales de l'an 2000, ont promu des villes en chefs-lieux (de municipalité ou de district), alors que d'autres conservaient leur statut de chef-lieu (ex-chef-lieu de TLC ou de *Regional Council*) et que certaines étaient privées de ce statut, en raison d'une diminution globale du nombre de municipalités. Nous avons attribué le nombre 0 aux villes « déclassées »[16], le nombre 1 aux villes « maintenues »[17] et le nombre 2 au villes « promues »[18] (tabl. 5). Nous entendons par chef-lieu de municipalité, la localité où se trouve l'exécutif municipal et les quartiers généraux de la municipalité. Nous émettons l'hypothèse, à la suite de Giraut (1999), qu'une localité désignée comme siège d'une municipalité, n'ayant jamais bénéficié de pouvoirs politico-administratifs par le passé, peut bénéficier d'un *effet chef-lieu* grâce à l'arrivée d'investissements publics, de fonctionnaires, d'infrastructures, etc. ; à leur tour, ceux-ci ont un effet d'entraînement sur le tissu socio-économique local. Toutefois, si cette promotion n'est pas relayée par l'arrivée de programmes économiques et d'investissements, l'effet chef-lieu peut rester très limité, comme c'est le cas à Ulundi, déclaré capitale législative du KwaZulu-Natal en même temps que Pietermaritzburg, qui perd son statut faute de pouvoir jouer un rôle d'attraction notoire sur son territoire.

Dix villes sont promues chef-lieu de municipalité et de district ou parviennent à se maintenir à ce niveau de cumul de fonctions exécutives (22 %), 19 villes, anciens chefs-lieux de TLC, se maintiennent chef-lieu de municipalité (42,5 %), et 15 villes

15. Il s'agit d'une évaluation qualitative et forcément limitée de la diversité — ou non — des différents programmes économiques pour une même ville.

16. On entend ici : villes chef-lieu de TLC entre 1996 et 2000 n'étant plus chef-lieu de municipalité locale (catégorie B).

17. On entend ici : villes chef-lieu de TLC entre 1996 et 2000 se maintenant chef-lieu de municipalité locale (catégorie B).

18. On entend ici :
• Ville chef-lieu de TLC entre 1996 et 2000 promues chef-lieu de municipalité locale et de district (cumul) ; ville chef-lieu de TLC et de *Regional Council* entre 1996 et 2000 se maintenant à la double fonction de chef-lieu de municipalité locale et de district.
• « Ville » n'étant pas chef-lieu de TLC entre 1996 et 2000 et étant promue chef-lieu de municipalité locale (catégorie B) ou de district (catégorie C) – il en manque beaucoup dans notre liste, localités du KwaZulu-Natal rural et tribal – on a seulement considéré Manguzi comme exemple significatif, et on lui a attribué le nombre 2. Toutefois ces localités sont souvent plus de gros villages que des villes à part entière.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Tabl. 5/ Évolution politico-administrative des villes du KwaZulu-Natal depuis 2002

Ville	PPA*
Durban	**2+****
Pietermaritzburg	**2+****
Newcastle	**2**
Ladysmith	**2**
Richards Bay	**2**
Ulundi	**2**
Stanger	**2**
Port Shepstone	**2**
Ixopo	**2**
Dundee	**2**
Manguzi	*2–*
Estcourt	**1**
Mooi River	**1**
Kokstad	**1**
Nongoma	**1**
Richmond	**1**
Melmoth	**1**
Pongola	**1**
Scottburgh/Umzito	**1**
Inyala/Mtubatuba	**1**
Paulpietersburg	**1**
Eshowe	**1**
Mandeni	**1**
Utrecht	**1**
Howick	**1**
Vryheid	**1**
Harding	**1**
Matatiele	**1**
Greytown	**1**
Dannhauser	**1**
Dolphin Coast/Ballito	o
Empangeni	o
Weenen	o
Mtunzini	o
Lowsburg	o
Umkomaas	o
Pennington	o
Margate	o
Hibberdene	o
Umtavuna/Port Edward	o
St Lucia	o
Nkwazi/Zinkwazi Beach	o
Hilton	o
Glencoe	o
Colenso	o

[2] : villes promues chef-lieu ou à double exécutif ; [1]: villes maintenues comme chef-lieu ; [0]: villes déclassées ; * Promotion politico-administrative ; ** Durban et Pietermaritzburg sont 2+ en raison de leur statut respectif de métropole et de capitale politique du KwaZulu-Natal.

Tabl. 6/ Le dynamisme EPA des villes du KwaZulu-Natal : essai de classification

Catégorie	Signification	Villes + relation avec classification de la 1re partie
Les grandes gagnantes	Lieux d'investissements économiques (industriels, touristiques…) et chefs-lieux de municipalités et de districts (localisation des exécutifs)	Durban, Pietermaritzburg, Richards Bay, Dundee (Manguzi) **Grandes villes fonctionnellement diversifiées à fort legs ségrégatif**
Les gagnantes déclassées	Lieux d'investissements économiques mais déclassement politico-administratif (anciens chefs-lieux de TLC, perte des fonctions exécutives)	Empangeni, St Lucia
Les stagnantes	Situation économique et politico-administrative identique à celle passée (les chefs-lieux de TLC sont maintenus comme localisation de l'exécutif des municipalités)	Howick, Matatiele, Richmond, Dannhauser, Utrecht, Scottburgh, Eshowe, Mandini, Pongola, Vryheid, Mtubatuba, Mooi River, Estcourt, Ulundi (mais risque de perte de son statut de capitale provinciale) **Localités banales**
Les perdantes promues	Situation économique dégradée, pas d'investissement mais promotion politico-administrative (localisation des exécutifs de municipalités et de districts). Pourra-t-on parler ici d'effet chef-lieu ?	Ixopo, Newcastle, Ladysmith, Port Shepstone, Paulpietersburg, Nongoma, Melmoth, Harding, Kokstad, Greytown, Stanger ***Coloured* marchandes, indiennes…**
Les grandes perdantes	Situation économique dégradée ou atone et déclassement politico-administratif (anciens chefs-lieux de TLC, perte des fonctions exécutives)	Lowsburg, Glencoe, Colenso, Weenen, Nkwazi/Zinkwazi Beach, Mtunzini, Umtavuna/Port Edward, Pennington, Margate, Hibberdene, Hilton, Dolphin Coast «**Assoupies» blanches au cadre de vie exemplaire, démunies jeunes…**

anciennement chef-lieu sont déclassées (35,5 %). Parmi ces villes déclassées se trouvent beaucoup de petites villes blanches comme Empangeni et Margate[19], Ballito, Mtunzini, Hibberdene, Port Edward, Zinkwazi ou encore Hilton, dont certaines appartiennent à la classe des «assoupies» blanches. Les nouveaux découpages ont été synonymes de rationalisation et ainsi beaucoup de doublons urbains (comme Richards Bay-Empangeni ou Mtubatuba-St Lucia…), ou de conurbations (comme celle de la South Coast) ont vu une seule de leurs villes, généralement la plus importante, obtenir l'exécutif municipal. Localement certains facteurs politiques ont pu aussi jouer, la réforme territoriale ayant été pilotée par un membre actif de l'ANC[20].

Les villes gagnantes économiquement sont-elles aussi ces villes promues à double exécutif ou trouve-t-on aussi des gagnantes déclassées ? Les villes

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

perdantes économiquement sont-elles éventuellement promues politico-administrativement en guise de compensation, ou s'enfoncent-elles dans l'oubli le plus total ? Nous allons voir qu'il existe plusieurs situations bien différenciées.

Regroupement des villes en fonction de leur évolution conjointe « économique » et politico-administrative (EPA)

Cinq grandes catégories ont pu être identifiées (tabl. 6). Certaines villes se trouvant dans des groupes intermédiaires entre ces catégories n'ont pas été nécessairement retenues.

Les *grandes gagnantes* sont des villes à la fois gagnantes « économiquement » et promues d'un point de vue politico-administratif. Comme indiqué sur la carte (fig. 4), ces villes sont localisées sur les deux grandes axes développés du KwaZulu-Natal.

Les *gagnantes déclassées* sont les villes gagnantes « économiquement » mais déclassées d'un point de vue politico-administratif. Ces villes sont aussi localisées sur les deux grands corridors développés du KwaZulu-Natal. Pour des raisons de proximité avec d'autres villes plus importantes, elles ont perdu leur fonction exécutive. Empangeni profite de la dynamique économique du pôle industriel de Richards Bay, mais a perdu son exécutif municipal au profit de ce dernier bien que le maire de la nouvelle municipalité d'Umhlatuze soit l'ancien maire d'Empangeni.

Les *stagnantes* sont des villes à dynamisme économique exogène modéré, sans changements politico-administratifs majeurs. Ce sont les plus nombreuses, essentiellement des petites villes de l'intérieur.

Les *perdantes promues* (futures gagnantes ?) sont des villes à faible dynamisme économique exogène, mais « rattrapées » par les pouvoirs publics avec implantation de double exécutif de municipalité et de district. Ce sont des villes frappées dans le passé par la crise économique comme Newcastle et Ladysmith[21] avec la fermeture des mines de charbon, et Port Shepstone avec peu de créations d'entreprises nouvelles. Elles s'imposent maintenant comme capitales régionales et centres administratifs. Elles sont gouvernées localement par l'ANC.

Les *grandes perdantes* sont des villes marginalisées, sans investissements économiques majeurs, et ayant été déclassées d'un point de vue politico-administratif. Ce sont de petites villes de l'intérieur à l'exception de Mtunzini et Zinkwazi, deux petites stations balnéaires blanches léthargiques.

La carte (fig. 4) localise sur un fond provincial les villes appartenant aux cinq groupes. Le choix a été fait de représenter les villes selon des cercles proportionnels à la population. En effet, appartenir à ces différents groupes urbains représente aussi une stratégie de localisation pour la population. S'individualise fortement un « L gagnant », très dynamique, entre Pietermaritzburg, Durban et Richards Bay, qui correspond aux zones d'immigration du KwaZulu-Natal. Le reste de la province voit coexister des villes « stagnantes » au rôle structurant stable dans le réseau urbain, et des villes « perdantes » dont certaines sont promues au rang de capitale administrative régionale et qui essaient ainsi de promouvoir leur base territoriale. Les « grandes perdantes » appartiennent à la catégorie des « assoupies blanches » car peu dynamiques, et des « démunies » car très isolées.

D'où viennent les décisions de promotion ou de dégradation administrative ? Quels sont les enjeux politiques qui motivent la redistribution des pouvoirs urbains ?

19. Elles font maintenant office de relais administratif. Les chefs de département et les décisions sont respectivement du ressort de Richards Bay et de Port Shepstone.

20. African National Congress, parti à la tête du gouvernement national.

21. Il y a longtemps que la reconversion économique de ces centres s'est opérée après la fermeture des mines et l'arrêt des aides aux industriels issues des politiques de décentralisation à l'exception de Vryheid. Ce sont aujourd'hui des villes importantes et qui le resteront, avec quelques grosses industries dont ISCOR à Newcastle. La venue d'investisseurs taïwanais et chinois, l'essor du textile et de l'habillement ainsi que les extensions commerciales sont pour beaucoup dans le renouveau de ces localités (Newcastle est aujourd'hui la capitale provinciale du textile). Leur zone d'influence est large. Elles souffrent d'un certain isolement spatial par rapport aux trois centres de Pietermaritzburg, Durban et Richards Bay.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

La solidarité pourrait être l'objectif principal des politiques territoriales en Afrique du Sud, compte tenu des disparités existantes. Avec une économie capitaliste, dans un pays à la « fracture sociale » très prononcée, une simple politique redistributive ne peut pas fonctionner. On ne peut pas brider le moteur de la croissance outre mesure — le marché — sous peine de voir l'ensemble du système s'effondrer[22]. Il faut donc à la fois conserver, accroître et rénover le système existant et maintenir sa compétitivité, tout en jugulant les inégalités, et donc introduire de la solidarité. La politique territoriale semble alors une bonne formule pour permettre cette redistribution. Le système mis en place en Afrique du Sud, avec création de municipalités, de districts et de métropoles cumulant ces deux impératifs, pose au moins trois problèmes.

Pour redistribuer la richesse et étendre les infrastructures de services à ceux qui en sont privés, il faut une forte capacité financière. À l'heure actuelle seule les métropoles (Durban, Johannesburg, Le Cap) disposent de budgets suffisants (ressources cumulées des municipalités et districts[23] et accumulation propre) pour entreprendre de tels projets. Les municipalités et les districts, à l'exception de municipalités industrielles riches — comme Richards Bay —, n'ont pas de ressources suffisantes pour maintenir l'existant et dans le même temps développer massivement de nouvelles infrastructures. L'État pourrait réformer le système fiscal et délocaliser une partie de l'impôt perçu ou alors augmenter sensiblement le partage équitable des ressources nationales, en dehors de toute préférence politique. Cela ne semble pas être le cas pour le moment.

Les découpages territoriaux ont été arbitrés par des motivations politiques plutôt que strictement socio-économiques. L'African National Congress (ANC) a piloté cette réforme territoriale par le biais du Demarcation Board. Sous couvert d'un discours faussement solidaire, bon nombre de nouvelles limites ont été déterminées par des arguments électoraux. En effet le KwaZulu-Natal est la dernière province où l'ANC ne dispose pas de l'ensemble des pouvoirs au niveau local[24]. Au début des années 1990, les violences entre l'ANC et son rival l'Inkatha faisaient plusieurs milliers de morts. La carte semble avoir remplacé le fusil.

La métropole durbanite a vu sa superficie augmenter fortement — ajout de zones tribales peu peuplées mais très pauvres — pour permettre à l'ANC un contrôle encore plus vaste — et plus seulement urbain — sur la province du KwaZulu-Natal. Pour compenser partiellement ce surcroît de charges, une grande usine de papier (SAPPI) installée près d'Umkomaas, localisée avant 2000 dans le district d'Ugu (Port Shepstone) a été intégrée dans les nouvelles limites de la métropole de Durban. C'est un manque à gagner considérable en taxes professionnelles pour ce district d'Ugu, très pauvre, et gouverné… par l'IFP (Inkatha Freedom Party).

Un deuxième exemple nous semble aussi très révélateur. Ce même district d'Ugu, dont l'unique richesse est concentrée sur la bande littorale — ex-blanche — de South Coast, a été partagé en six municipalités, dont deux seulement sont littorales (Hibiscus Coast-Port Shepstone et Umdoni-Scottburgh), favorables à l'ANC. Les quatre autres municipalités sont entièrement rurales et dépourvues de toutes ressources financières (Umuziwabantu-Harding-Vulamehlo, Dududu-Umzumbe, KwaHlongwa et Izingolweni). Ces quatre dernières municipalités sont dirigées par l'IFP[25]. Un autre découpage aurait pu délimiter cinq municipalités sous forme de transects de la côte vers l'intérieur, en prenant pour base les anciens TLC (Port

22. Le même problème se pose en Amérique latine, en particulier au Brésil.

23. Taxes sur la propriété, services urbains tels que l'eau et l'électricité, taxe professionnelle, etc. Certains services contrôlés par les municipalités risquent d'être gérés par les districts, ce qui remettrait en question la capacité de maintenance et de développement des petites villes existantes au profit d'une dilution dans le rural.

24. L'ANC contrôle les villes tandis que l'IFP contrôle plutôt les campagnes.

25. Le responsable du Demarcation Board se défend en invoquant la pression des chefs traditionnels pour justifier les limites de ces pauvres municipalités quasi rurales. En réalité, les territoires de ces Autorités Tribales ont été découpés entre plusieurs municipalités pour brider le pouvoir des Amakhosi. Les locaux démunis en appellent à l'État central (ANC) qui leur répond… votez pour nous ! Quid des leaders « traditionnels » ?

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

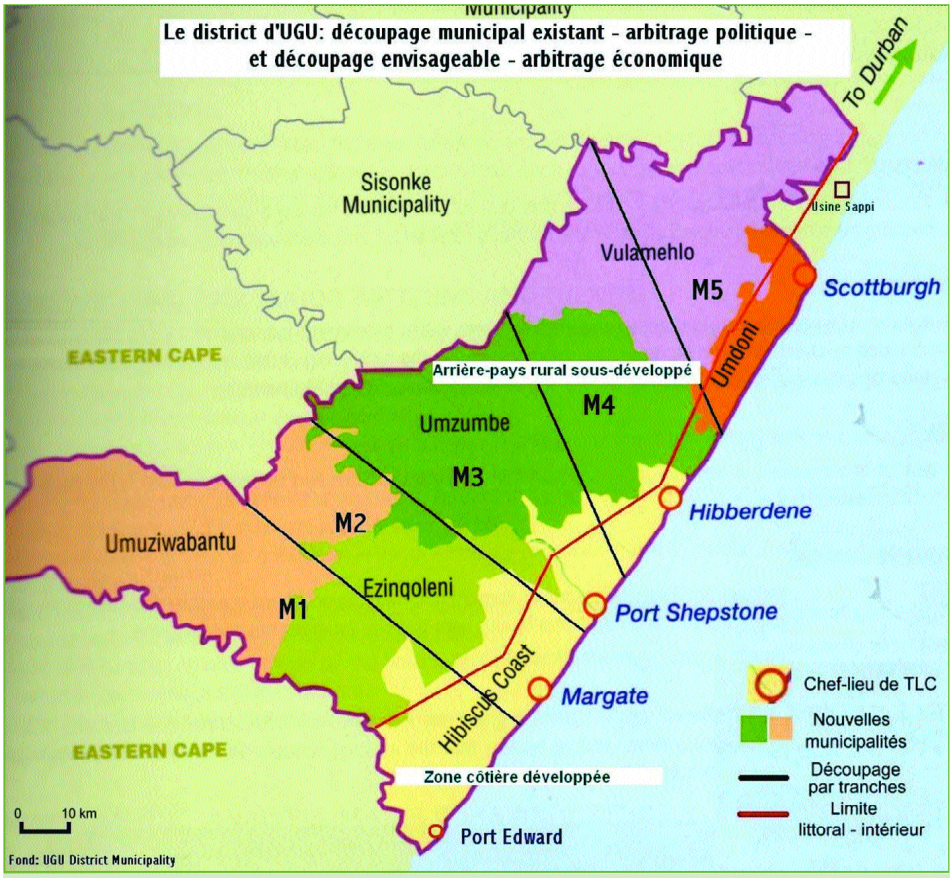


Fig. 5/ Ugu, entre découpage réel et découpage possible

Edward, Margate, Port Shepstone, Hibberdene, Scottburgh) (fig. 5 : découpage schématique envisageable). D'un point de vue politique, compte tenu des masses électorales, les cinq municipalités (M1 à M5) auraient été dominées par l'IFP mais auraient bénéficié d'une meilleure capacité redistributive.

Enfin, au niveau local, les acteurs ont la responsabilité du rythme de mise en place de politiques solidaires de redistribution. La pression des techniciens municipaux, des entrepreneurs, des classes moyennes et aisées, ainsi que des budgets limités, retardent fortement la mise à niveau des zones rurales les plus pauvres. L'amélioration *in situ* des camps de squatters — proches des grandes villes — est en général préférée au développement dans les zones reculées. La décentralisation en Afrique du Sud, comme ailleurs, est avant tout une question d'argent et de nouvelle suprématie de certains acteurs sur d'autres. L'échelon local peut-il être le support territorial d'une nouvelle régulation ?

Conclusion

Il apparaît que les espaces gagnants du KwaZulu-Natal tendent à se concentrer autour des grandes villes et des ports et à proximité des métropoles, ici Durban.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

D'autre part, la promotion politico-administrative peut-elle redynamiser des territoires en retrait ? La redistribution spatiale va-t-elle réellement s'effectuer, ou va-t-on assister à une nouvelle partition spatiale entre les espaces métropolisés (ou à usages des métropolitains) et les autres, sans réel transfert de richesses entre les deux ? Peut-être certaines innovations à la marge (zones transfrontalières, parcs nationaux) viendront-elles équilibrer les forces aspirantes du L central ?

Références

Antheaume B., Guyot S. (2002). « Inertie ou recomposition de l'espace durbanite : analyse des structures spatiales élémentaires ». *Mappemonde*, n° 1, p. 29-34.

Folio F. (2003). *Les Villes du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud entre diversité héritée et évolution récente*. Saint-Denis: Université de la Réunion, thèse de doctorat.

Forsyth P. (1993). « A spatial History » in *Subregionalization of Region*, Wittenberg M., rapport de consultant pour Seneque, Smit & Maugham Brown Consultants, p. 67-88.

Gervais-Lambony P., Jaglin S., Mabin A., (dir.) (1999). *La Question urbaine en Afrique australe, Perspectives de recherche*. Paris/Johannesburg : Karthala/IFAS, 332 p.

Giraut F. (1999). *Effet chef-lieu et retour du refoulé : analyse d'une refonte politico-administrative virtuelle au Niger*. Paris : UMR PRODIG, 100 p.

Guyot S. (2003). *L'Environnement contesté. La territorialisation des conflits environnementaux sur le littoral du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : Kosi Bay, St Lucia, Richards Bay et Port Shepstone*. Paris: Université Paris X/IRD, thèse de doctorat, 508 p.

Guyot S. (2003). « Evolution of political territories and post-apartheid challenges of the Port Shepstone area », Actes du colloque final du programme transversal *Government, governance and urban territories in Southern Africa*, p. 237-248.

Guyot S., Folio F., Lamy A. (2001). « Réussites, enjeux et contradictions du développement d'une ville industrialo-portuaire : Richards Bay, Afrique du Sud ». *L'Espace géographique*, n° 2, tome XXX, p. 127-139.

KwaZulu Natal Provincial Cabinet (1996). *The Provincial Growth and Development Strategy for KwaZulu Natal*. Rapport final, 117 p.

KZN Top Business Portfolio (2002). Pinetown : GAM Publishing, 224 p.

Lootvoet B., Guyot S. (2002). « Le local et l'économie : les capacités d'action du gouvernement métropolitain : Durban, Afrique du Sud ». *L'Espace géographique*, n° 1, tome XXXI, p. 49-61.

Mainet-Valeix H. (2000). *Les Indiens dans la ville post-apartheid, l'exemple de Durban*. Paris : Université Paris X-Nanterre, thèse de doctorat de géographie, 398 p.

Robinson P., McCarthy J. (1997). *Provincial Spatial Growth and Development Framework for KwaZulu Natal : A Research Based Resource Document*, rapport pour le KZN Department of Local Government and Housing, 50 p.

Schapira M.-F. (2001). « Villes et territoires en Amérique latine : changement de perspective ? », p. 21-36, in Schapira M.-F., Rivière d'Arc H., *Les Territoires de l'État-Nation en Amérique latine – À Claude Bataillon*. Paris : IHEAL Éditions, 318 p.

© Belin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

L'information géographique

Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davies

Fabrice Folio

Résumé
La structuration des villes sud-africaines a fait l'objet de nombreuses études, au plus fort de la politique d'apartheid et durant son âpre déclin. Récemment, à l'exception de quelques auteurs, les débats ont le plus souvent porté sur les questions de logement social, de politique économique locale ou encore de gouvernance. Or, la morphologie des municipalités «réintégrées» de 1996 mérite une attention toute particulière. Les villes de la province du Kwazulu-Natal témoignent en effet d'une pluralité de formesd'organisation spatiale qui se retrouve dans quelques grands ensembles, lesquels s'inspirent encore fortement du modèle connu de la ville d'apartheid de R.j. Davies (1981).

Abstract
The structuring of South African cities had been the subject of numerous studies at the height of apartheid policy and during its decline. Recently, apart from a few authors, the debates have mainly concerned the issues of low cost housing, local economic development and governance. Yet, the morphology of 1996's "re-integrated" municipolities deserves a particular consideration, The cities of Kwazulu-Natal province show a diversity of spatial organisation that can be classified in a few main groups, which are inspired from R.J. Davies famous model
(1981).

Citer ce document / Cite this document :

Folio Fabrice. Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davies. In: L'information géographique, volume 68, n°4, 2004. pp. 320-339;

doi : https://doi.org/10.3406/ingeo.2004.2966

https://www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2004_num_68_4_2966

Fichier pdf généré le 09/05/2018

creative commons

Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal: une déclinaison du modèle de Davies

Fabrice Folio

Maître de conférences, Université de la Réunion, Laboratoire du Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de la Réunion (CREGUR)

Persée creative commons

La structuration des villes sud-africaines a fait l'objet de nombreuses études, au plus fort de la politique d'apartheid et durant son âpre déclin. Récemment, à l'exception de quelques auteurs, les débats ont le plus souvent porté sur les questions de logement social, de politique économique locale ou encore de gouvernance. Or, la morphologie des municipalités «réintégrées» de 1996 mérite une attention toute particulière. Les villes de la province du Kwazulu-Natal témoignent en effet d'une pluralité de formes d'organisation spatiale qui se retrouve dans quelques grands ensembles, lesquels s'inspirent encore fortement du modèle connu de la ville d'apartheid de R.J. Davies (1981).

***Mots-clés** : Afrique du Sud, Kwazulu-Natal, ville, structuration urbaine, modèle, héritage, recomposition*

The structuring of South African cities had been the subject of numerous studies at the height of apartheid policy and during its decline. Recently, apart from a few authors, the debates have mainly concerned the issues of low cost housing, local economic development and governance. Yet, the morphology of 1996's "re-integrated" municipalities deserves a particular consideration. The cities of Kwazulu-Natal province show a diversity of spatial organisation that can be classified in a few main groups, which are inspired from R.J. Davies famous model (1981).

***Key-words** : South Africa, Kwazulu-Natal, city, urban structuring, model, heritage, recomposition.*

L'étude de la structuration des villes en Afrique du Sud ne peut s'approcher en dehors des travaux restés notoires menés par Ron Davies au début des années 1980. Au plus fort de la politique d'apartheid, cet auteur, résolument engagé, s'est fait le chantre de la dénonciation des aberrations socio-économiques des mesures ségrégatives urbaines, en inscrivant ses réflexions dans les modèles théoriques de l'époque. Vingt ans après, qu'en est-il de l'organisation spatiale de la ville post-apartheid? L'étude conduite sur la province du Kwazulu-Natal (KZN), au sein des 43 villes les plus importantes[1], dégage un schéma intra-urbain qui, bien que fortement hérité, est pourvu de ses propres caractères. En quoi les divergences entre le modèle de la ville d'apartheid et celui de l'actuelle ville du Kwazulu-Natal tiennent-

1. Municipalités intérimaires de 1996, seuil d'habitants fixé à 2000 habitants «recensés».

elles autant au particularisme provincial qu'aux inégales évolutions d'apartheid et post-apartheid? Ce schéma révèle ensuite, en filigrane, des situations contrastées. S'observe de toute évidence un bel éventail de structures spatiales. Celles-ci se retrouvent dans quelques sous-groupes rassembleurs s'énonçant en fait comme des modèles déclinants de celui de Davies. Porter un regard au cas par cas soulève une seconde interrogation: le schéma contemporain de la ville du KZN ne souligne-t-il pas une forme par trop globalisante occultant, hors de l'établissement syncrétique qu'est Durban, quelques réalités locales spécifiques et méconnues?

Du modèle de Davies à la ville contemporaine du Kwazulu-Natal

Un modèle sectoriel pour définir l'apartheid urbain

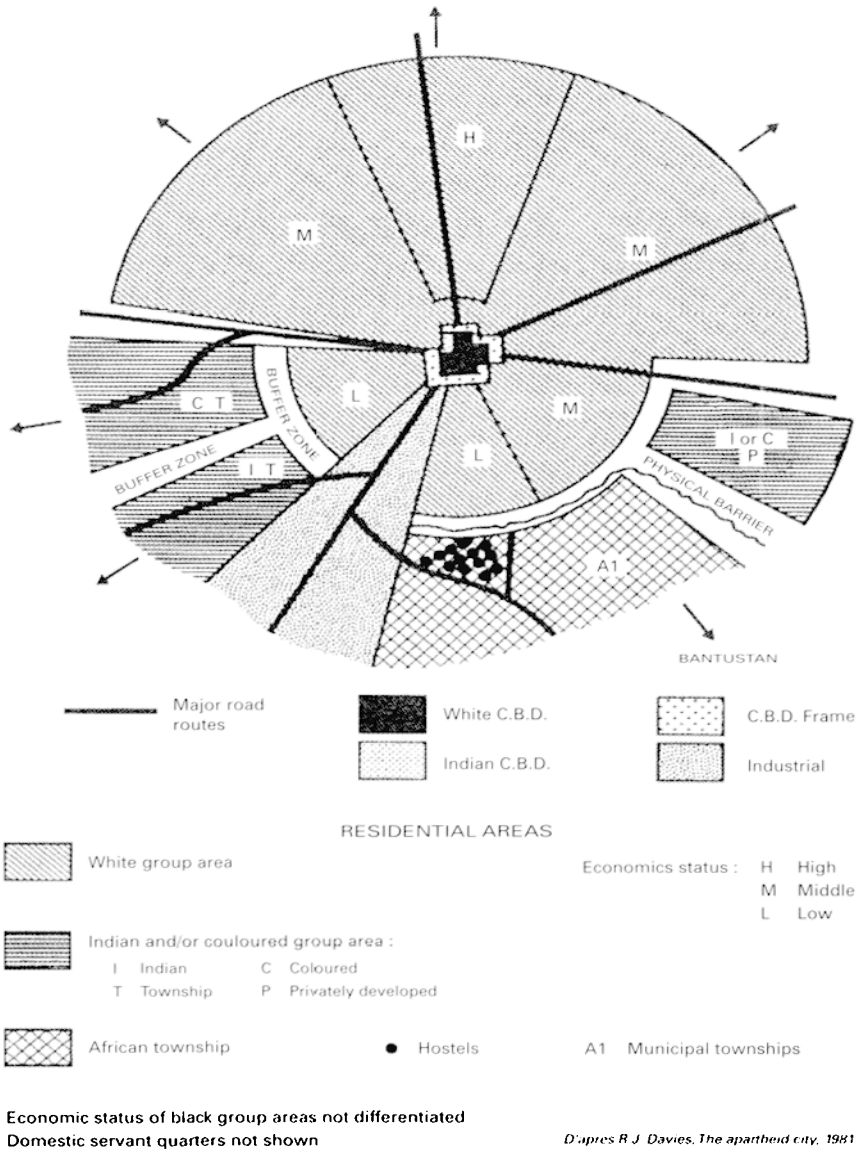
Le modèle de la ville d'apartheid, qui date de 1981, reprend la trame du corpus théorique forgé en Amérique tout au long du XX[e] siècle. Durant cette période, les trois dynamismes inter-reliés de la répartition résidentielle observés par l'école de Chicago marquaient l'opinion. Parallèlement, la recherche urbaine se politisait en Afrique du Sud. R.J. Davies, par ses travaux sur Durban (Lemon, 1991), démontre alors à quel point les villes de son pays, tenues de se plier aux mesures urbaines institutionnalisées, sont passées du stade de ville ségréguée (période ante-apartheid) à celui de ville d'apartheid remodelée (fig. 1).

Les affectations spatiales prennent en effet sur place une tonalité plus stricte, suite à l'avènement du Parti National afrikaner en 1946 et à la mise en place du *Group Areas Act* (GAA) en 1950. La ville sud-africaine se fragmente, se cloisonne, se «désurbanise». Le modèle sectoriel de la composition sociale d'Homer Hoyt traduit le mieux son organisation spatiale. Pourtant, il est spécifique au sens où il répond à une politique officielle de ségrégation raciale. En ce sens, il reprend aussi le concept de la dynamique des minorités. Le centre-ville sud-africain devient exclusivement blanc. Il est entouré de zones résidentielles «européennes» consolidées, pouvant s'étendre à volonté vers les périphéries ce qui permet de complaire aux aspirations suburbaines. Les nuances socio-économiques des Blancs demeurent une réalité, bien que le groupe s'octroie les meilleurs terrains. Les quartiers affectés aux autres groupes, les «townships» (coloured, indiens et surtout africains), sont mis en place en périphérie (en deuxième et troisième couronne). Les deux premières communautés ont perdu leur droit à résidence dans l'*innercity* (zone péri-centrale) qui prolongeait le *Bazaar*, l'ancien centre indien. Les Africains sont délogés des zones informelles (ou souvent ils se mélangeaient aux Indiens). De même, les «hostels», foyers masculins pour ouvriers saisonniers qui remplacent les *barracks*, sont dorénavant placés en township noir. Les *buffer zones* (espaces tampon) isolent et singularisent tout ce beau monde. Un peu plus tard, les Noirs vont subir une dernière forme d'arbitraire quant à leur éloignement, lorsque les nouveaux townships seront créés à plus forte distance encore, dans les limites des pseudo États africains, les bantoustans.

Les recompositions sur ce socle historique: l'exemple du Kwazulu-Natal

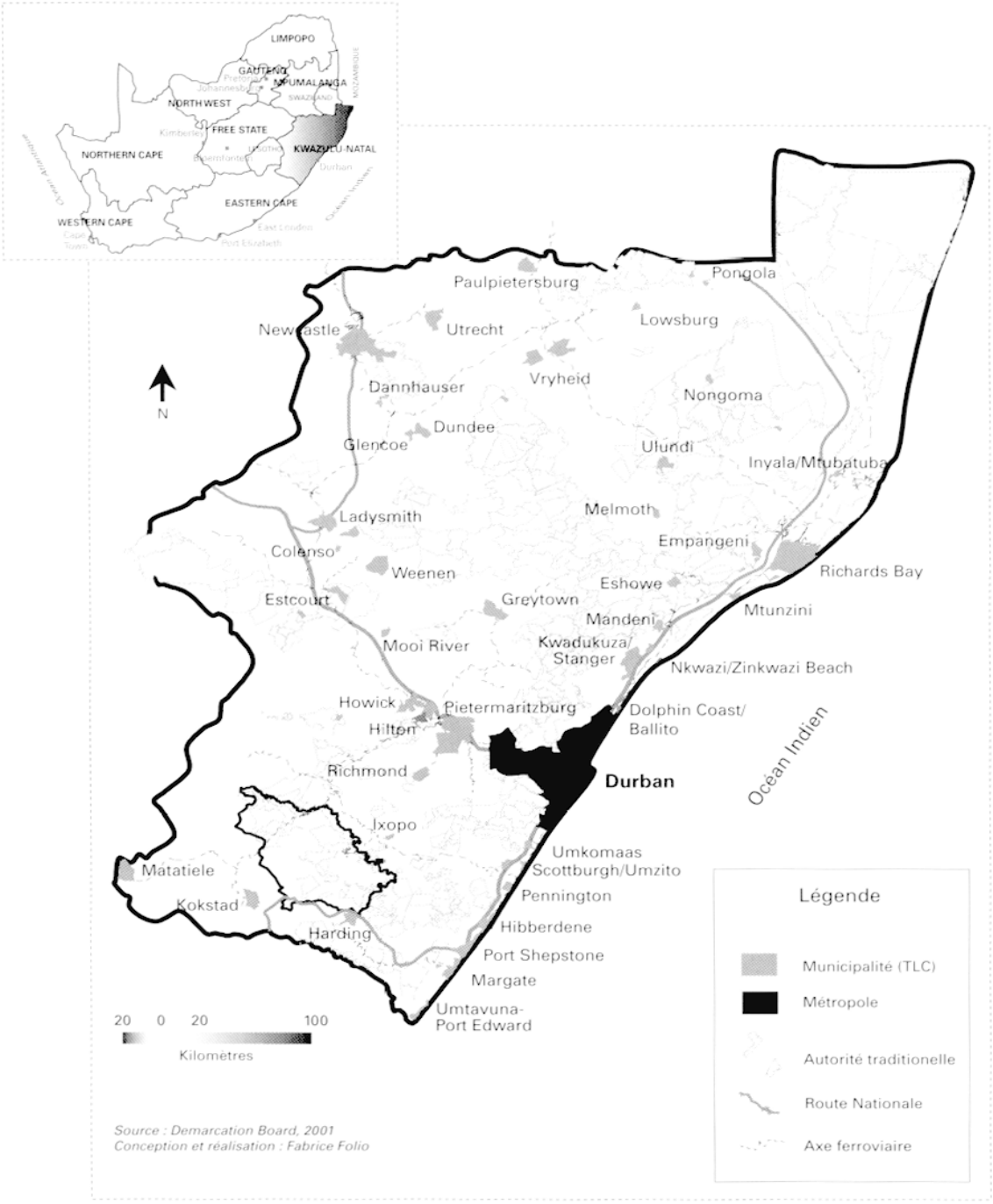
Il devient intéressant de se projeter deux décennies plus tard dans la nouvelle Afrique du Sud. Au sein de la province du Kwazulu-Natal située au nord-est du

Fig. 1 : Modèle théorique de la ville d'apartheid



pays (fig. 2), il fait peu de doute que la ville reste à première vue marquée par les césures communautaires. Les quartiers d'habitat blancs, indiens et noirs se distinguent toujours fortement; l'apartheid a géographiquement isolé chacune des communautés, les différentiels de niveaux de vie ainsi que les plus ou moins fortes et singulières cultures ayant par la suite consolidé ces réalités en allouant à chaque unité socio-spatiale sa propre atmosphère. Plus que tout, la ville exprime un certain *statu quo* en dépit de la jeune démocratisation du pays (Guillaume, 2000). B. Antheaume et S. Guyot ont à ce propos parlé d'inertie spatiale pour la ville de Durban, due à la désynchronisation des évolutions entre l'espace et le temps (*Mappemonde*, 2002). Celle-ci reste tributaire d'une non-volonté de mixité de l'habitat des uns, cumulée à l'incapacité des autres à pouvoir se le permettre (insolvabilité). L'existence de la majorité des Noirs relève toujours de ces lieux de vie médiatisés, situés au plus loin des centres urbains: les townships (certes aujourd'hui – timidement – réintégrés et équipés), ainsi que les camps informels (souvent avalisés et très incomplètement consolidés) montés progressivement en leur sein et sur leurs

Fig. 2 : La province du Kwazulu-Natal et ses municipalités, carte de situation



Le KZN compose la maille administrative immédiatement inférieure de l'État démocratique sud-africain. Située entre 27° et 31° de latitude Sud et 29° et 33° de longitude Est, la province partage des frontières communes avec quelques-unes de ses consœurs (l'Eastern Cape, le Mpumalanga et l'État Libre), jouxtant en outre le Lesotho, le Swaziland et le Mozambique. Avec ses 9,4 millions d'habitants, elle constitue officiellement l'unité administrative la plus peuplée du pays, mais aussi l'une des plus exiguës (92 180 km² soit 7,6 % du territoire national). Politiquement, il s'agit de la seule province durant longtemps non gouvernée par l'African National Congress (ANC au pouvoir depuis 1994), mais le parti régionaliste pro-zoulou Inkhata Freedom Party (IFP). L'assise de ce dernier se fait avant tout forte en monde rural de l'ex-bantoustan Kwazulu, où l'on dénombre aujourd'hui pléthore d'autorités traditionnelles sous la coupe d'un chef. Lors des élections générales d'avril 2004, l'ANC l'a emporté localement pour la première fois.

franges. Il est vrai qu'une avancée notable concerne l'aménagement récent des zones tampons dans une optique immobilière à faible coût (*low-cost housings*). Mais à quelques exceptions près (telle Cato Manor à Durban), la plupart des espaces concernés restent plutôt proches des townships (logique du moindre coût) et la dynamique demeure lente.

Devant une telle inertie, l'idée fut de partir du modèle de Davies, puis d'extraire les différences – endémiques ou bien générales au contexte sud-africain de même qu'anciennes ou contemporaines – qui touchent de près ou de loin au fait urbain de cette province[2]. La ville post-apartheid, par bien des aspects au Kwazulu-Natal, reste proche de celle modélisée et stigmatisée. Mais elle est aussi unique, elle a évolué et continue de le faire. On peut se demander: quelles sont ses principales différences avec le modèle historique?

Cette ville se modifie, dans un premier temps, sous l'effet de caractéristiques physiques, historiques et communautaires propres à la province (fig. 3). Peuvent ainsi s'énumérer: une topographie assez difficile qui ne permet pas un réaménagement aisé des zones tampons[3]; la proximité de nombreuses «langues» tribales (autorités traditionnelles)[4]; enfin, bien après les Zoulous, le poids numérique et culturel du groupe indien[5]. Dans un second temps, cette ville du KZN s'écarte aussi de celle d'apartheid suite aux évolutions contemporaines de la ville sud-africaine affranchie (évolutions post-apartheid). Ici, il faut citer, en premier lieu, le léger tropisme africain vers les quartiers blancs et indiens[6]; en second lieu, les centres-villes et les zones péri-centrales qui s'africanisent (ré-appropriation de l'espace) avec un centre de gravité tertiaire blanc se déplaçant vers les banlieues (privatisation de l'espace: communautés fermées, *edge city*...)[7]; en dernier lieu, le développement et l'équipement des quartiers à la traîne ainsi que la réoccupation des espaces tampons[8].

Le premier point est donc ancien et endémique, le second actuel et d'ordre général. Les stratégies d'acteurs sont liées: l'africanisation des centres pousse à la suburbanisation tertiaire, les camps informels intra-urbains et la criminalité qui est sortie des townships aux complexes pavillonnaires fermés, les *townhouses*. Elles sont guidées par une forme de repli, la sauvegarde d'un modèle chez les uns, face à un sentiment de normalisation chez les autres.

À son passif pourtant, ce schéma peut paraître quelque peu figé, enraciné dans une ville du passé à laquelle il reprend une semblable disposition des quartiers.

2. Ces travaux sont issus d'une thèse de géographie s'intitulant «Les villes du Kwazulu-Natal en Afrique du Sud, entre diversité héritée et évolutions récentes», soutenue en septembre 2003 à l'Université de la Réunion.

3. On relève 3400 mètres de dénivelée d'est en ouest, depuis les contreforts neigeux du Drakensberg jusqu'au littoral sub-tropical dunaire de l'océan Indien. Outre ce relief en «escalier», la topographie du KZN est aussi caractérisée par les nombreuses collines du pays zulu et les vallées encaissées (notamment celle de la Tugela).

4. Le *Kwazulu* a été le plus morcelé des bantoustans sud-africains, composant de véritables «confettis de terres» sur les cendres des réserves bantoues mises en place à la suite des lois foncières de 1913 et de 1936. La politique de remembrement de 1975 a permis de rassembler ces îlots en 10 composantes. Mais la reconnaissance des pastilles d'autorités traditionnelles lors de la chute du régime a de nouveau fait volé cet ensemble en éclat.

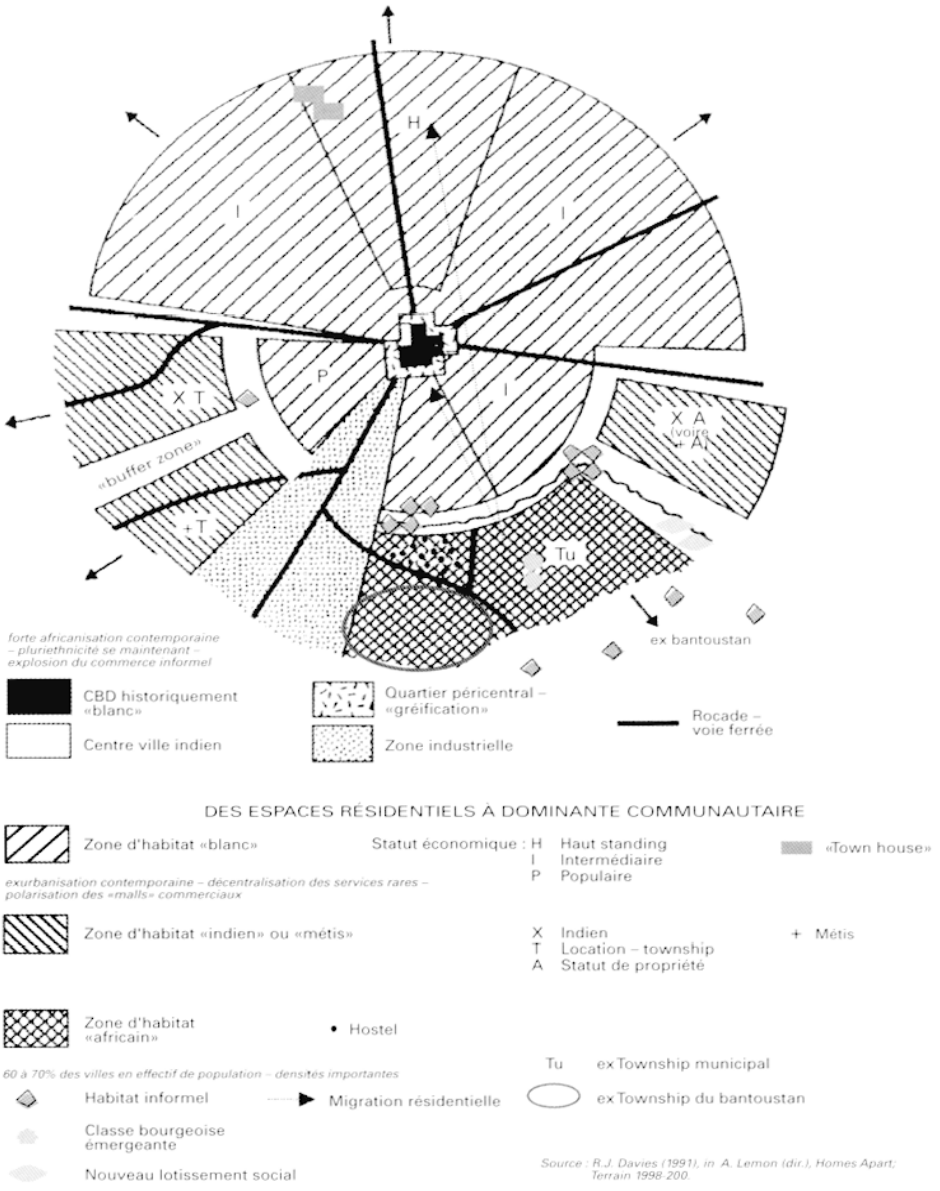
5. Arrivés dans un premier temps comme *coolies* dans les plantations sucrières au nord-est du pays, ils ont décidé de rester, se sont «péri-urbanisés» puis ont gagné la ville suite à des politiques restrictives de la terre. En parallèle, ils ont été rejoints par une deuxième vague d'immigrés, plutôt musulmane (alors que la première était surtout hindoue), venant de son plein gré pour commercer, principalement à Durban (Mainet, 2000).

6. Soit l'émergence d'une classe aisée noire, celle des *buppies*, souvent encore dans les townships, mais qui, pour un accès à de plus vastes propriétés et la préoccupation sécuritaire, tend à migrer vers les autres quartiers.

7. Une africanisation du péri-centre qui a en fait débuté dans les années 80 dans un climat d'illégalité, précédée par la suburbanisation des Blancs. La logique renvoie donc à la dynamique concentrique de Burgess.

8. Sujets à nombre de diatribes, les programmes de logement social, à l'intérieur des *buffer zones*, participent bien à une – certes imparfaite – compacité spatiale par colmatage interstitiel.

Fig. 3 : Quels changements par rapport à la ville d'apartheid?



Toutefois, il est impossible, à ce jour, de réfuter une recomposition spatiale qui reste bel et bien lente (en tout cas bien plus que la promotion sociale individuelle). Notre intérêt était simplement de montrer le court chemin parcouru depuis 1994 à travers les mouvements récents. Cela étant, on peut soulever une autre interrogation: hors dynamiques contemporaines, ce schéma incarne-t-il la totalité des centres urbains du Kwazulu-Natal[9]?

Nul ne peut contester aujourd'hui le fait que les villes du KZN se différencient, au plan paysager, en fonction de quelques paramètres plus ou moins entremêlés:

• Selon leur taille: pour citer quelques exemples, les petites villes (plus de 2000 habitants), les villes secondaires (plus de 50000 âmes) – et *a fortiori* la mégapole de Durban – disposent toutes de centres-villes dissemblables; dans le même

9. Une piste de réflexion qui a pris corps au terme d'un travail de terrain entrepris dans la province, conforté par la lecture des divers plans d'aménagement municipaux. Les conclusions supputées ont ensuite été étayées lors d'entretiens auprès d'universitaires ou de responsables de l'aménagement des villes (service du *town planning*).

ordre d'idée, la présence d'un parc industriel ou d'une simple usine d'agro-transformation est souvent liée à l'importance de la ville; enfin, une indianité moins prononcée épouse plus d'une fois la diminution de la taille des localités.

• Selon des faits historico-économiques bien précis: telle ville a pu être naguère – voire demeurée – une *company town* (soit fondée par un groupe industriel), ou encore avoir été définie dans la seconde moitié du XX^{e} siècle en tant que point de décentralisation (afin de faire obstacle à la primatie de Durban); l'implantation éventuelle d'un township noir doit aussi être évaluée avec attention, la dynamique n'ayant pas toujours été systématique (à Utrecht ou Port Edward notamment).

• Selon leur situation géographique: la proximité d'une «pastille» du bantoustan *Kwazulu* en périphérie a souvent été un élément déterminant; une localisation littorale ou intérieure fut en outre primordiale quant à l'absence dans l'arrière-pays, au delà d'une ligne de 400 mètres d'altitude, du cachet balnéaire et/ou sucrier, compensée par la possible emprise minière (exploitation de charbon), notamment dans les localités du nord-ouest (triangle du *Northern Natal*).

On le voit, les situations en l'état sont multiples. La corrélation de tous les néo-paysages urbains dépeints en figure 3 tient donc au fait que l'on se situe dans l'organisme urbain absolu, celui personnifiant leur somme. Il s'agit au fond de la ville «entière» du Kwazulu-Natal. Par bien des aspects, elle n'est pas si virtuelle que cela, se rapprochant de Durban. Les extrêmes paysagers surgissent bien dans la métropole en raison d'une histoire ancienne, d'une taille et d'une importance économique sans commune mesure avec les autres villes provinciales. Beaucoup de paysages (notamment les immeubles péri-centraux africanisés ou encore les bidonvilles denses), voire de complexifications paysagères (on pense aux types de logement diversifiés trahissant le large éventail des niveaux de vie indiens autant qu'africains) apparaissent ainsi à Durban et non ailleurs. Et quand bien même c'est le cas, cela s'opère alors sous une forme moins accentuée. Le schéma qui en découle n'a donc pour prétention que d'être une synthèse de tout ce que l'on peut trouver aujourd'hui dans les villes du Kwazulu-Natal [10]. Il s'applique presque parfaitement à Durban et peut-être aussi – avec des nuances – à d'autres grandes villes telles Pietermaritzburg ou Newcastle. Ailleurs, certaines formes exposées disparaissent ou sont altérées.

Qui plus est, ce schéma ne concerne que les localités urbaines qui sont à l'image de la distribution communautaire citadine (soit une prépondérance africaine suivie de solides minorités indienne et blanche). Or, en parcourant la province, nous sommes parfois allés à la rencontre de localités où la population indienne demeurait absente, parfois même de villes pratiquement ou totalement «blanches» voire «africaines»...

Enfin, ce n'est qu'un schéma, destiné à résumer l'information. En ce sens, il gomme quantité d'éléments: par exemple, les distances entre les diverses unités socio-spatiales de base ne sont pas prises en compte. Les quartiers, on le voit bien, sont séparés (de même que les *buffer zones* ont été accaparées); mais aucune indication n'est donnée quant à l'étendue de ces espaces tampons (en terme de distance métrique). Il faut savoir que certaines villes du KZN possèdent des townships dits «proches», d'autres des townships éloignés qui s'apparentent plus à des villes dortoirs satellites. Ces quelques éléments considérés, éclairés par les écrits

10. Avec tout de même le cordon ombilical qu'est la dynamique migratoire journalière ou saisonnière vers les zones périurbaines, le rural ou les zones d'urbanisation déplacée (*closer settlement*) qui n'apparaît pas ici.

appuyant la richesse interne de la ville sud-africaine (Gervais-Lambony, 1999), on peut s'atteler à dégager une typologie dans cette diversité des formes de structuration. En tentant d'être à la fois complet et concis, nous proposons 5 classes urbaines pour l'espace du Kwazulu-Natal (tab. 1). Ces classes se rassemblent elles-mêmes dans deux sous-groupes: les «espaces attendus de réintégration» (classes 1, 2 et 3) et les «espaces originellement mono-morphologiques» (classes 4 et 5).

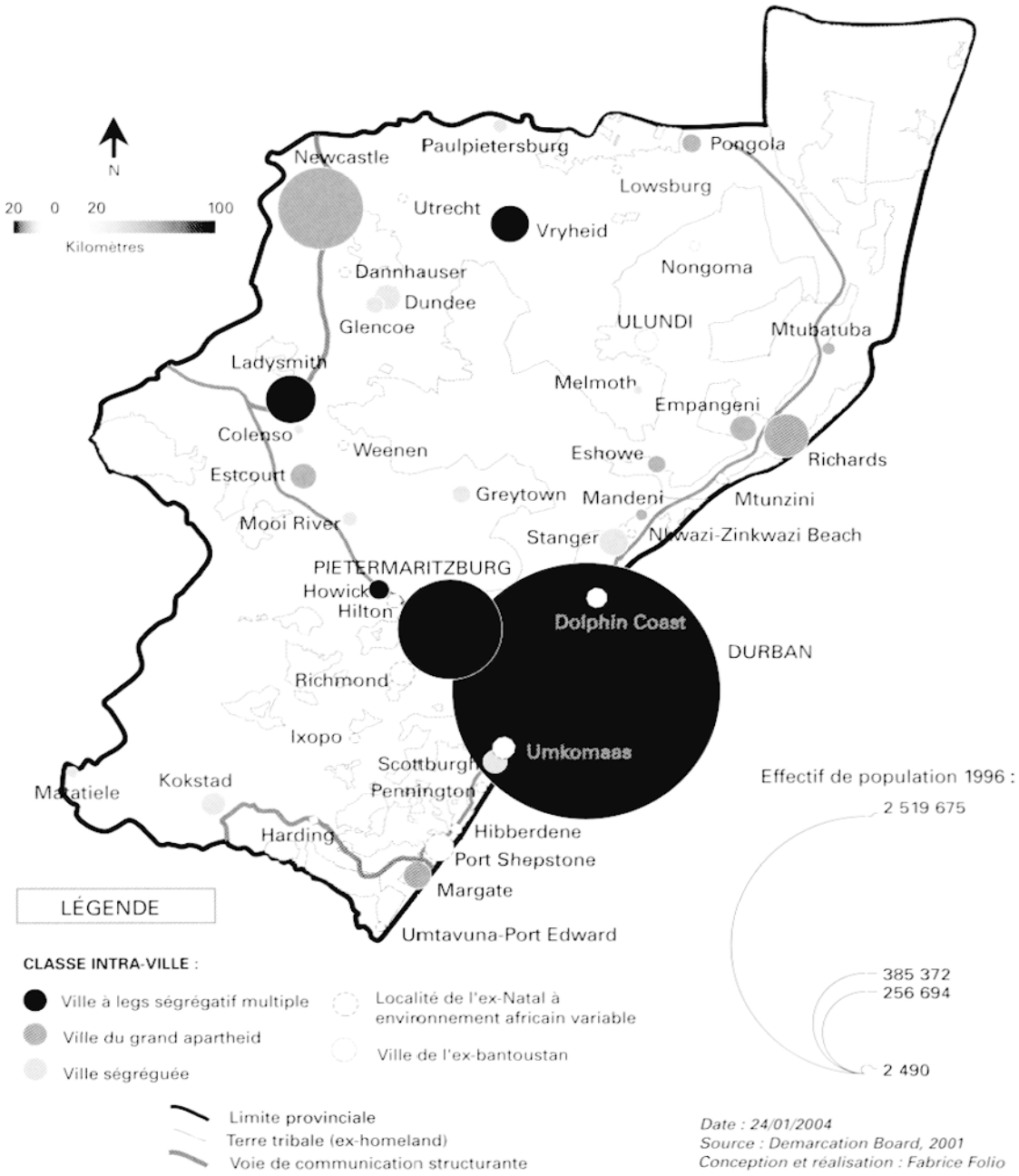
Tab. 1 : Le classement des 43 villes en 5 classes selon leur structure spatiale

Classe de structuration spatiale	1. La ville étalée, fractionnée et contrastée	2. Les deux villes	3. La ville différenciée	4. La localité de l'ex-*Natal* à environnement africain variable	5. La ville noire, débridée mais duale
Ville	Durban, Pietermaritzburg, Ladysmith, Vryheid, Howick	Newcastle, Margate, Richards Bay, Empangeni, Eshowe, Estcourt, Inyala/ Mtubatuba, Pongola, Mandeni	Stanger, Scottburgh/ Umzito, Dundee, Greytown, Glencoe, Kokstad, Mooi River, Matatiele, Melmoth, Paulpietersburg, Colenso	Port Shepstone, Ixopo, Harding, Umkomaas, Dannhauser, Mtunzini, Utrecht, Wennen, Lowsburg, Richmond, Dolphin Coast/ Ballito, Hibberdene, Pennington, Hilton, Umtavuna-Port Edward, Nkwazi/Zinkwazi Beach	Ulundi, Nongoma

Il faut préciser les critères retenus. Par son caractère hérité hautement apparent, notre parti pris est clairement paysager. Dans la mesure où la réflexion reste influencée par le zonage spatial historique qui définit toujours la ville sud-africaine, ce sont les deux critères du *découpage spatial* d'une part, et de *l'éloignement des quartiers par rapport à l'espace central* d'autre part, qui ont été privilégiés; leurs contraires sont précisément le caractère uniforme (ou compact) des centres urbains, ainsi que la nature centralisée des quartiers d'habitat [11]. En partant de ce socle, il a ensuite été estimé préférable de focaliser l'étude sur la communauté africaine, en relation avec ses cadres d'habitat notoires: *les townships* et *les zones informelles*. Pour quelles raisons? D'abord, ces derniers demeurent à ce jour les unités spatiales de référence des Noirs. Ensuite, il faut préciser qu'au Kwazulu-Natal, la population africaine compose près des 2/3 (61 % de la population exactement) des villes, vivant encore pour majorité dans ces townships ou ces camps précaires plus

11. La question de la centralisation fait partie des cinq dimensions mesurant la ségrégation résidentielle des villes (avec l'égalité, l'exposition, la concentration et l'agrégation spatiale, Massey & Denton, 1988, cités par P. Apparicio, 2000). Cependant, dans le contexte sud-africain, la centralisation est au contraire une composante de la non-ségrégation résidentielle, à l'inverse de nombreuses villes nord-américaines. Nous rejoignons ici les propos de J. Levy (1999) qui a soulevé, il y a peu, une intéressante distinction en termes d'unité/densité entre d'un côté la ville d'Amsterdam, et à l'autre extrémité Johannesburg.

Fig. 4 : Distribution des classes intra-villes au Kwazulu-Natal



ou moins contigus: elle représente, dans le contexte actuel, la véritable gageure de la recomposition urbaine. Cette majorité africaine vers qui sont tournés les projecteurs, sera ici mesurée aux autres quartiers d'habitat et surtout à un espace clé d'échange, creuset des activités: le centre-ville. Ce dernier agira ainsi en tant que point de repère pour la localisation des divers quartiers.

Les espaces attendus de réintégration

Les villes pouvant s'identifier à ce premier groupe sont celles ayant le plus étroitement subi les politiques relatives à la séparation racio-spatiale. À tel point que l'agencement des quartiers supporte un legs ségrégatif profond, auquel sont au-

jourd'hui confrontés de plein fouet les acteurs locaux. Et parce que ce sont les centres urbains le plus sous les feux des projecteurs – en relation avec leurs politiques municipales soucieuses de redresser les torts du passé –, on peut parler d'espaces de réintégration médiatiques, suscitant des interventions diligentes auprès des communautés.

En ville sud-africaine, les lois d'apartheid furent diverses et elles ont encore moins concerné tous les centres urbains à égale mesure. Le GAA de 1950 a imposé des quartiers de couleur et de fonctionnalité bien distincts à l'échelle de la ville. La politique des bantoustans, durant la décennie 70, a pour sa part tenté de confiner au possible les Africains dans leurs territoires éclatés. À l'échelle de la ville, cela est revenu à composer de nouveaux townships éloignés, gérés par les édiles du *Kwazulu* car plus guère disposés sur les terres du *Natal* (où l'intendance des Noirs restait provinciale). Selon qu'une ville n'ait été intéressée que par la première de ces politiques, qu'elle ait subi les deux successivement ou encore qu'elle n'ait connu que la dernière forme, a ainsi orienté son organisation spatiale qui en porte toujours la marque de nos jours. Trois ensembles urbains peuvent à ce moment se dégager.

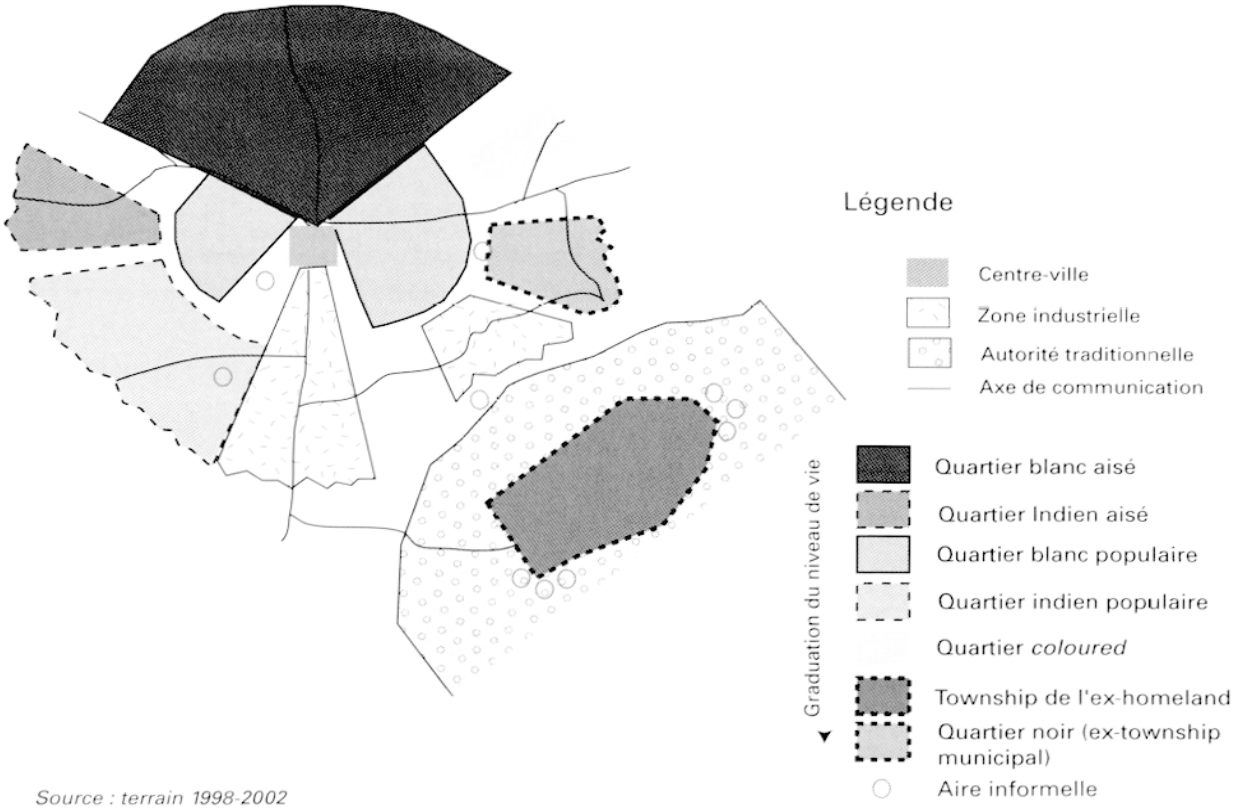
La ville à legs ségrégatifs multiples ou « la ville étalée, fractionnée et contrastée »

Elle témoigne d'une structuration spatiale complexe, puisque associant toutes les formes paysagères des politiques discriminantes. Sur le terrain, en plus des quartiers blancs riches à assez riches et des zones indiennes plus populaires, se retrouvent le ou les townships proches (5-10 km) des années 1950 – parfois même des années antérieures (les *locations*) –, ainsi que les « villes noires » du bantoustan placées à bonne distance (25-30 km voire plus – fig. 5). Quelquefois, des secteurs africains en libre propriété, gérés directement par le passé par l'État sud-africain, s'adjoignent aux townships des périphéries.

La caractéristique dominante de cette ville est donc que de vives disparités paysagères s'y dévoilent, disparités qui retranscrivent autant de degrés de richesse y compris à l'intérieur de la communauté noire. Les townships municipaux (ou *Black Local Authority*) des années 50 sont les plus proches mais aussi les plus délabrés, saturés et dépendants, pour la simple et bonne raison qu'on a arrêté à un moment de les développer et de les équiper. Les townships de l'ex-*Kwazulu* sont quant à eux hors de vue, bien que moins démunis pour cause de « gracieux » soutiens dispensés au homeland par le gouvernement sud-africain de l'époque. Ils sont également non pas moins liés (en terme d'emplois ou d'accès aux commerces et aux services), mais moins « assujettis » à la ville blanche et indienne. Sur place, une part relative d'équipements sociaux (écoles, cliniques, centres communautaires) et de commerces a vu le jour. Une économie – formelle comme informelle – plus solide a de la même manière étendu son emprise. L'amplitude de richesse de la population semble malgré tout plus grande, comme cela est aussi le cas de la communauté indienne dans l'ensemble de la ville (la frange la plus aisée de cette population n'a même généralement rien à envier à bien des individus siégeant dans les quartiers blancs, eux-mêmes disparates, du très chic au populaire).

Les centres urbains concernés se nomment Durban, Pietermaritzburg, Ladysmith, Vryheid et Howick. Ils font l'objet de campagnes socio-spatiales qu'autorisent des municipalités viables, tout au moins dans les cas de Durban, de Pietermaritzburg ou de Ladysmith. Durban et Pietermaritzburg sont à l'évidence les deux

Fig. 5 : «La ville étalée, fractionnée et contrastée» (classe intra-urbaine 1)



Source : terrain 1998-2002

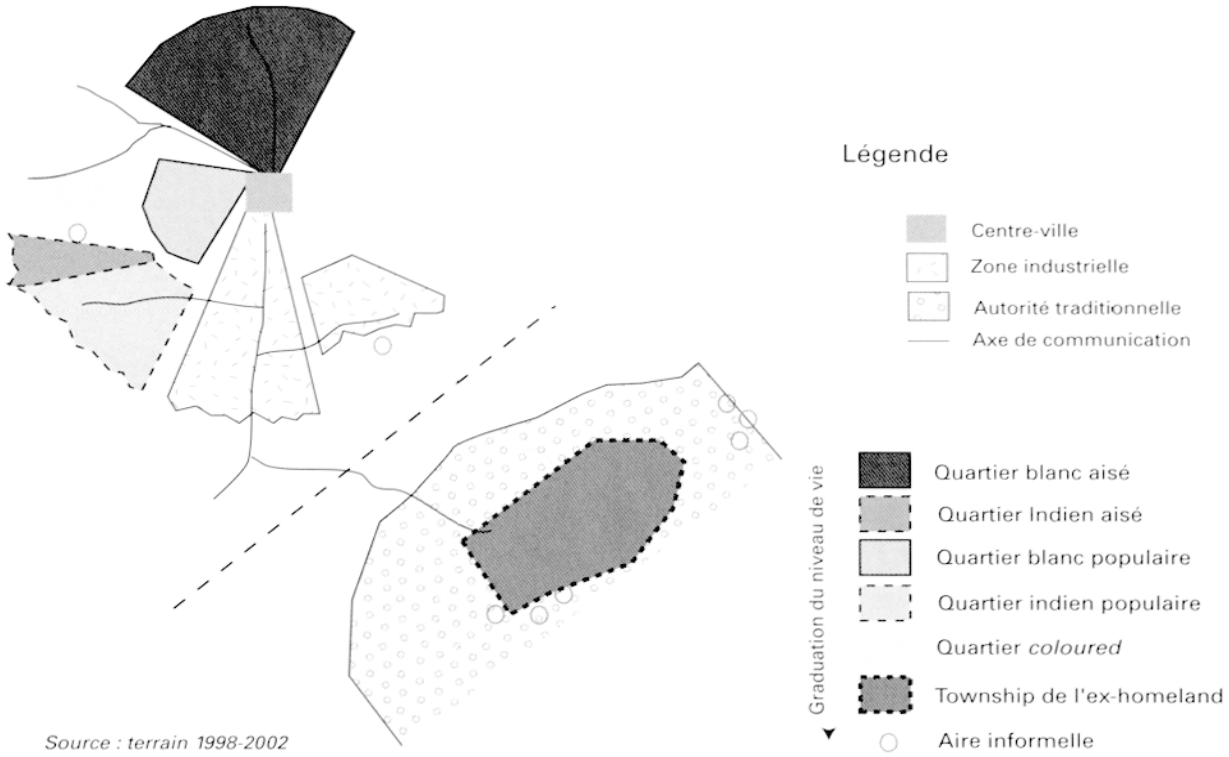
piliers de cette classe; dans la mesure où il s'agit des deux premières villes de la province, cela conforte notre idée d'une certaine relation entre cette classe 1 et l'armature urbaine du Kwazulu-Natal (fig. 4). Ces centres urbains renferment enfin la plus forte somme de découpage spatial physique entre les quartiers. Et cela, en dépit du fait qu'entre ces unités socio-spatiales où encore sur leurs flancs, ont pu apparaître des aires informelles qui constituent un enjeu majeur de la ville contemporaine. Ces très nombreux espaces ouverts sont inégaux, parfois vastes, portant indifféremment autoroutes, industries, friches ou bidonvilles. Mais l'apartheid n'a pas mené, dans cette ville, à une unique scission – tant spatiale que sociétale – entre deux entités.

La ville du grand apartheid ou «les deux villes»

La localité du grand apartheid amène pour sa part une interrogation: peut-on véritablement parler d'une ville ou plutôt d'un doublon de ville? En effet, les centres urbains qui composent cette classe montrent clairement un profil duel. Celui-ci voit se juxtaposer une première entité proche du centre-ville, d'une seconde, distante, située en zone tribale.

Localement, aucun township municipal (à l'instar de Chesterville à Durban, Sobantu à Pietermaritzburg ou encore Steadville à Ladysmith) n'a vu le jour. À la place, on a uniquement érigé un township à l'écart de la ville, dans les frontières du homeland, de telle manière que la municipalité semble littéralement se scinder en vue aérienne: d'un côté, ressort la ville blanche – voire indienne et *coloured* (métisse) – en terme résidentiel bien que multiraciale en son centre-ville, à l'autre bord, hors de portée du champ de vision, on découvre la ville noire et son propre

Fig. 6 : «Les deux villes» (classe intra-urbaine 2).



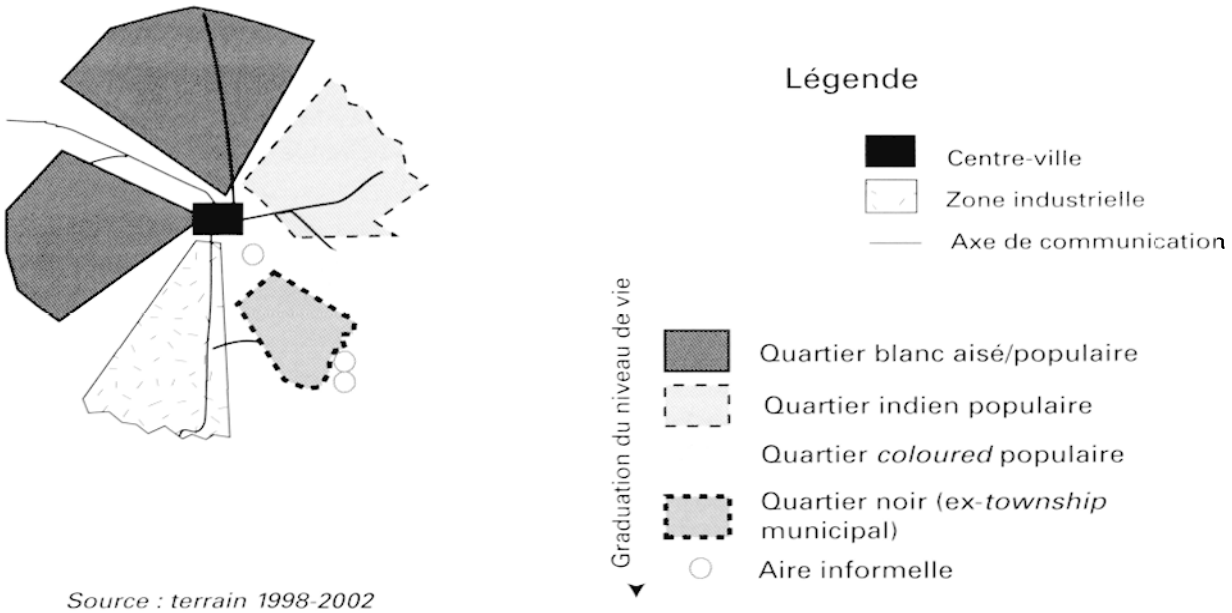
petit espace central entourée de terres coutumières. Là, des camps informels ont souvent fini par se constituer (fig. 6).

La spécificité de cette classe réside donc en un point: les localités ont uniquement été intéressées par la politique du «grand apartheid». Il s'agit, en substance, de la forme la plus «accomplie» du développement séparé édicté, rendue possible – et même fréquente – dans une province où le bantoustan a jadis composé une constellation de terres, sites de choix pour l'installation des nouveaux townships. Cette réalité reste profonde aujourd'hui et ne changera pour ainsi dire plus tant la distance entre les deux «villes» est immense voire incompressible. Pourtant, ni les effectifs humains, ni la richesse économique et le niveau de développement ne se valent entre elles deux: dans la première se trouvent, on l'a exprimé, le véritable centre, la majorité des équipements sociaux de qualité, les meilleures infrastructures et la presque totalité des industries pour souvent un tiers seulement de la population locale; dans la seconde, les services à la population restent indigents [12], pour un volume humain qui s'évalue à hauteur des deux tiers de la population.

Signalons encore qu'au nombre des villes se situant dans cette classe, six d'entre elles au Kwazulu-Natal (Margate, Empangeni, Mtubatuba, Eshowe, Mandeni et Richards Bay) sont des établissements humains dans lesquelles des litiges se sont posés en 1996 quant au tracé de leur limite et à l'incorporation de terres tribales interstitielles (entre la partie blanche-indienne et la partie noire [13]). La cour de justice ayant penché dans le sens du parti politique Inkhata (qui prônait à ce moment

12. Même si bien présents dans le cadre de l'appui constant aux petits commerces et aux artisans de l'ancienne et seule véritable société du homeland: la *Kwazulu Finance Corporation* (KFC), aujourd'hui la banque Ithala.
13. On peut citer par exemple le cas de la ville-nouvelle industrialo-portuaire de Richards Bay: le point d'achoppement a ici concerné les ares entre l'ex-municipalité blanche et les townships satellites d'Esikhawini et de Nseleni (Folio, Lamy, Guyot, 2001).

Fig. 7 : «La ville différenciée» (classe intra-urbaine 3)



Source : terrain 1998-2002

la sauvegarde des valeurs traditionnelles dans un souci de perte de son ascendant sur le monde rural), la presque totalité de ces villes a dû par conséquent, entre cette date et l'an 2000, s'astreindre à la gestion d'un territoire municipal segmenté. Aujourd'hui gérer est devenu plus commode, encore faut-il s'entendre avec les chefs tribaux (*amakhosi*) lors de l'aménagement de tout espace médian. Un problème qui n'a jamais véritablement préoccupé les villes ségréguées.

La cité ségréguée ou «la ville différenciée»

Ces localités sont d'abord plus anciennes et petites en taille (fig. 4). Elles témoignent surtout d'un découpage spatial moins marqué: le vieux «township municipal» est le seul relevé sur place (situé sur les terres de l'ex-*Natal* blanc). De ce fait, on se trouve ici dans une situation inverse de la précédente en même temps qu'incomplète par rapport à celle de la première classe: la cité supporte une ségrégation spatiale moindre de sa majorité noire. Le township ancien (datant du milieu du XX^{e} siècle) a été composé de l'autre côté d'une étroite bande de terre, accessible généralement en cinq minutes en voiture. Cet appendice urbain s'apparente plus à un quartier «décalé» qu'à un doublon de ville. Aussi, après la ville du grand apartheid, peut-on, dans ce cas précis, parler de ville ségrégative «primitive».

L'unique township héberge néanmoins bien plus que ce pour combien il était destiné au départ. C'est pourquoi le modèle relevé est relativement connu: celui d'une localité blanche ou indienne, de sa rue centrale, de quelques industries (souvent de transformation des produits agricoles), du township africain congestionné et délabré et, dans son prolongement, du petit camp informel pour ainsi dire toujours visible (fig. 7).

Originellement, ces localités étaient gérées par une autorité locale (ville blanche-indienne) ainsi que par la province (à travers le *Natal Provincial Administration* concernant le township mitoyen). En 1996, ces entités se sont assez facilement unies: ce furent ainsi les premières villes à avoir été prêtes pour les élections. Aucune terre tribale médiane n'était présente et, à cet effet, aucune municipalité

découpée ne vit le jour. L'élément positif actuel concerne en outre l'érection de logements sociaux. Elle prend place, soit par-delà le township ce qui prolonge quelque peu la zone urbanisée, soit (et plus souvent qu'on ne le pense) entre la vieille ville non-noire et l'espace africain [14]. L'espace urbain, devant l'étroitesse de la bande de terre en friche qui disjoint le township, tend dès lors à se compacter; c'est là une caractéristique potentiellement intéressante des villes de cette classe: l'intégration spatiale semble ici la plus aisée à s'instaurer. Sur le terrain pourtant, la réalité est souvent autre: ces localités restent avant tout peu influentes en terme économique. Leur domaine d'action, en relation avec un budget municipal minime, demeure invariablement restreint.

Les trois classes de villes décrites ci-dessus résument à elles seules 24 des 43 municipalités étudiées. Les villes restantes étaient souvent destinées à n'abriter qu'une seule communauté. Par conséquent, ne sont-elles pas les localités à la fois les plus originales et les moins connues que porte l'espace du Kwazulu-Natal? Or, derrière une genèse particulière, elles ne tranchent finalement que partiellement avec l'image séculaire des villes «pluri-raciales» d'Afrique du Sud. Seules les villes de l'ex-*Kwazulu* semble en démentir.

Les espaces originellement mono-morphologiques

Les centres urbains du second groupe cultivent certaines différences, toutefois un point commun les rassemble: il n'a jamais existé sur place de township municipal, ni de township du *Kwazulu* éloigné de son doublon urbain du *Natal*. Avancer de tels propos incite à concevoir des villes dans lesquelles la communauté noire – majoritaire dans la province – reste absente... Dans quelques situations données, les centres urbains peuplant ce groupe sont des anciennes municipalités blanches qui se maintiennent actuellement sans l'ombre d'une population africaine fixe. Cependant ils ne composent pas les cas de figure les plus fréquents. Parfois, on assiste à des réalités contradictoires: certaines villes n'ont jamais comporté de townships, pourtant leur population africaine est aujourd'hui majoritaire.

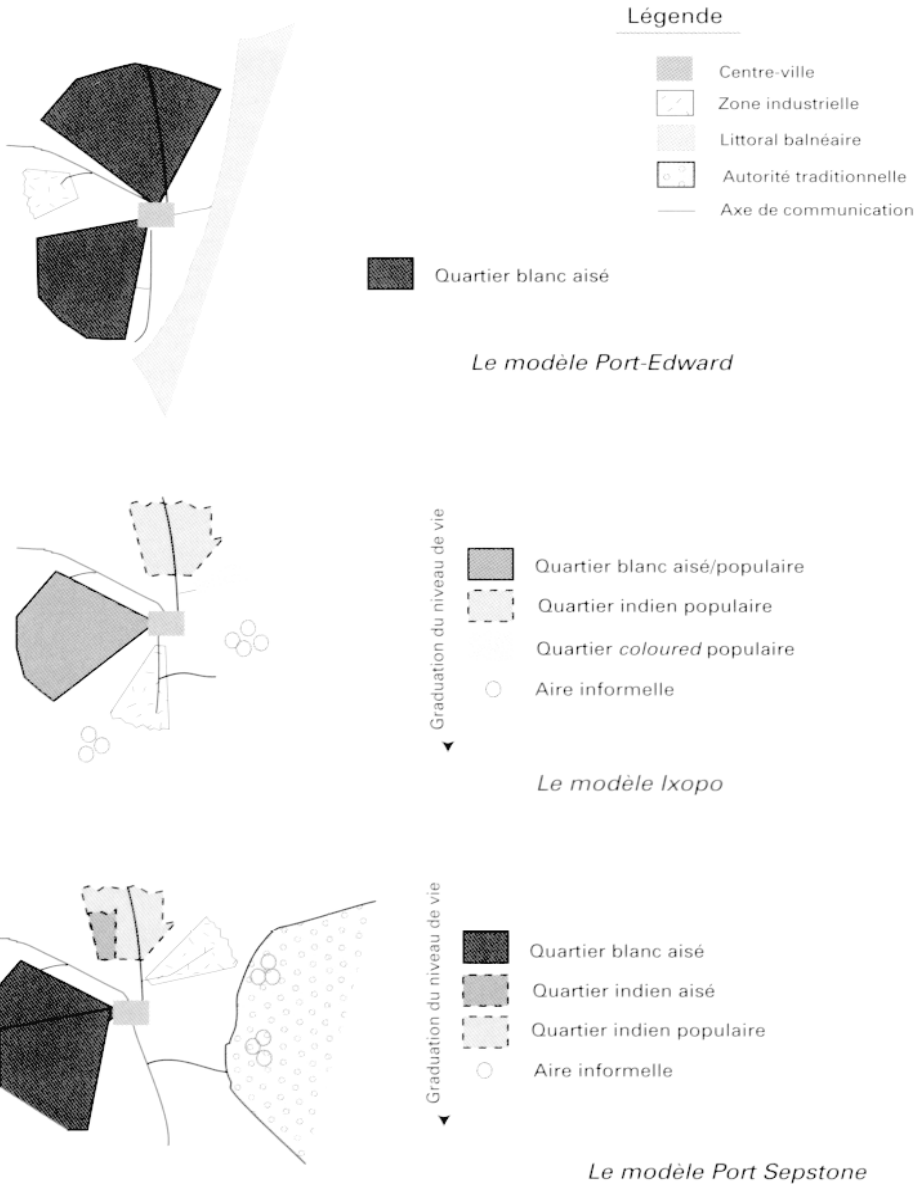
Historiquement, ces localités n'étaient pas vouées à accueillir, dans des proportions importantes, une autre communauté que celle qui s'était implantée; elles furent de la sorte mono-morphologiques. Au fil des années, malgré tout, du fait de leur croissance et de leur orientation économique, une pluri-ethnicité s'est quelquefois imposée, qu'il a fallu gérer à la force du poignée (ce qui fut fait plus ou moins adroitement...). Pour terminer, la transmutation institutionnelle de 1996 a plus ou moins pris en considération la nouvelle donne communautaire. À ce stade, il devient impératif de dissocier cette classe pour le moins ambiguë, et parallèlement de porter un regard détaillé sur certains de ses établissements urbains particuliers.

La localité de l'ex-*Natal* et son environnement africain variable

Cette ville fonde son originalité sur deux caractéristiques. En premier lieu, elle se situait sur les terres du *Natal* blanc et, en 1996, n'a pas amalgamé une portion d'espace issue du homeland zulu. Ensuite, elle ne possède aucun township formel érigé pour sa population noire. Son envergure économique modique (dont découlait bien souvent une absence ou une rareté d'actifs employés, notamment d'ouvriers)

14. On peut, entre autres cas, citer l'exemple de la ville de Colenso où une timide densification du tissu urbain opère de nos jours entre la vieille ville blanche et le township de Nkanyezi.

Fig. 8 : Les localités de l'ex-*Natal* à environnement africain variable (classe 4)



Source : terrain 1998-2002

a pu déboucher sur une non-nécessité de main-d'œuvre, ce qui constitue l'argument explicatif majeur de cet état de fait. La localité d'Hilton au nord de Pietermaritzburg, ainsi que les cités balnéaires de la *North* et de la *South Coasts* (Dolphin Coast, Port Edward, Mtunzini, Pennington, Nkwazi/Zinkwazi-Beach et Hibberdene), sont emblématiques de cette tendance. Elles se sont dispensées de la création d'un township, n'en ayant à aucun moment de leur « évolution » eu besoin. Sur place, l'économie actuelle ne repose que sur les prestations touristiques estivales et les services à une population aisée, surtout composée de retraités (fig. 8).

Malgré tout, la non-existence de township n'a parfois pu empêcher l'installation d'une communauté africaine, celle-ci ayant accompagné le marché de l'emploi. Il arrive dés lors que les Noirs soient prééminents en ces lieux. Deux contextes distincts sont cependant à relever: la présence d'une communauté africaine « informelle »

adjacente, ou alors celle d'une population s'astreignant à des migrations locales pendulaires. Dans le dernier cas, le relatif voisinage de townships appartenant à une ville limitrophe plus importante a pu «épargner» à la ville d'établir *in situ* le sien, tout en jouissant d'une force ouvrière rentable. Le réseau de transport était alors mis à contribution et bus ainsi que taxi minibus permettaient le déplacement des actifs d'une ville à l'autre. C'est l'exemple des localités minières d'Utrecht et de Dannhauser, toutes deux situées dans le *Northern Natal*: l'une comme l'autre dépend intrinsèquement du pôle de Newcastle et de ses townships (Madadeni et Osizweni). Concernant le premier cas, qu'il s'agisse d'une aire tribale à peine éloignée ou encore – et plus simplement – des environs de la ville blanche (sur des surfaces agricoles ou à l'état de friche), des installations africaines ont souvent fini par se créer. Elles composent tantôt des espaces pseudo-ruraux denses, d'autres fois de véritables camps informels montés n'importe comment (à Port Shepstone, Harding, Ixopo, Richmond ou encore Lowsburg).

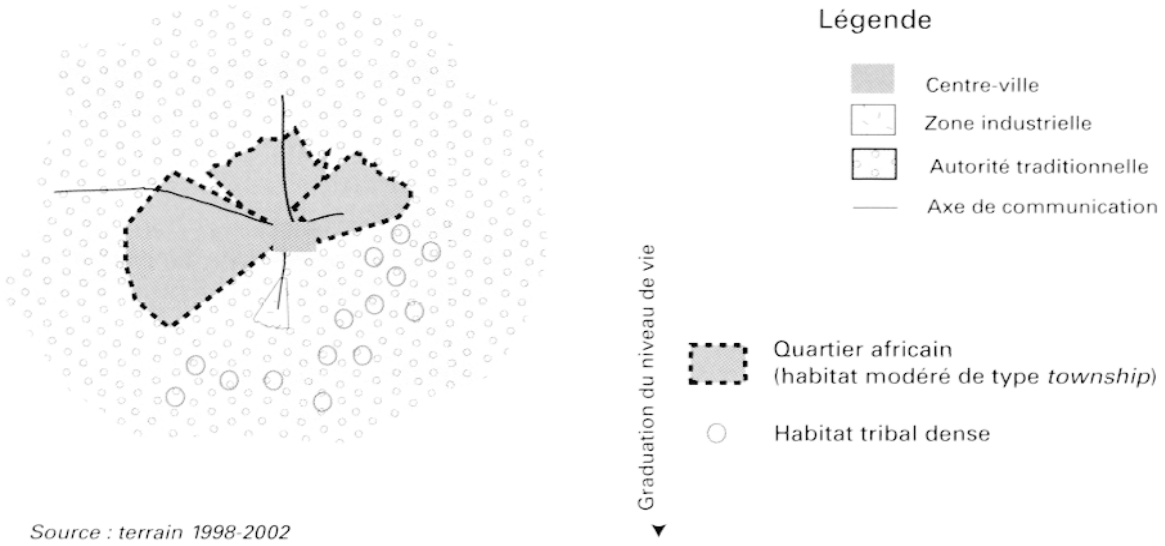
À Weenen et à Dannhauser, il y eut une dernière entorse à cette réalité consistant en des libres installations africaines en écho à l'absence de township. De nos jours, la communauté noire est bien présente à la circonférence de ces deux villes. Elle est rattachée aux limites municipales mais siège dans un substitut de township municipal. En une autre époque, des camps d'urgence (*emergency camps*) furent constitués en bordure de la ville blanche. Là, les populations eurent le droit de résider temporairement pour y travailler, notamment dans les mines. Puisqu'une partie blanche des gens du cru ne souhaitait pas voir la construction d'un vrai township (qui était significatif de quartier noir définitif...), la communauté dut loger à l'intérieur de baraques provisoires le temps de l'emploi (dans un premier temps de modestes tentes d'ONG, les rares à daigner jeter sur elle un regard compatissant). À terme, il était prévu qu'elle retourne vivre dans le homeland. Les camps subsistèrent malgré tout et, bon gré mal gré, furent déclarés «townships» – soit acceptés dans le but d'être consolidés –, malgré les lourdes carences en équipements.

En somme, les villes de cette quatrième classe ne sont actuellement plus que rarement mono-communautaires. Les dérogations à cette réalité sont perceptibles du côté des localités balnéaires «oisives», où les uniques besoins n'intéressent que les tâches domestiques des cossues demeures. Ailleurs, la ville doit compter avec une plus ou moins forte communauté africaine qui travaille localement, y vit tantôt sur ses bordures, et qui ne peut être considérée en dehors des seules limites administratives de 1996. Mais quoi qu'il en soit, la spatialité rompt ici avec celle renvoyant au cliché de la ville sud-africaine blanche couplée à son ou ses townships «officiels». Les biais par rapport à la «ville d'apartheid» type ne s'arrêtent pas là.

La ville de l'ex-bantoustan ou «la ville noire, débridée mais duale»

Cette ultime classe d'organisation spatiale est originale à plus d'un titre, sans doute parce qu'elle est restée la plus longtemps inexplorée. Elle place au centre du débat la situation des anciens bantoustans. Des traits d'urbanisation, furent-ils mineurs comparés à l'Afrique du Sud contiguë, n'ont-ils pas fini ici par émerger? Longtemps en effet, on présenta la ville sud-africaine comme un espace de compartimentage entre les communautés. Cela est vrai et même toujours réel aujourd'hui dans la plupart des situations, mais il ne s'agit nullement d'une généralité. Si les terres du *Natal* ont porté l'essentiel de l'urbanisation de la province, cela ne signifie pas que

Fig. 9 : «La ville noire débridée mais duale» (classe 5)



Source : terrain 1998-2002

le *Kwazulu* ne fut constitué que de terres incultes et pauvres, émaillées de villages, de camps d'urbanisation déplacée et de townships placés sur leurs franges.

Les autorités nationales de l'époque se devaient d'asseoir la légitimité des homelands. La conséquence en fut l'émergence d'une capitale officielle, digne de représenter le nouvel État autonome et de rassembler les pleins pouvoirs législatifs et exécutifs. De cela est issue la ville d'Ulundi, située en plein cœur du plus important des fragments de l'ex-*Kwazulu*. Implantée dans le bassin Mahlabathini, à l'origine dénommée par les Zulu, uluNdi ou oNdini, Ulundi servait déjà de capitale au roi Cetshwayo durant la deuxième moitié du XIX^{e} siècle (Stayt, 1971). En 1879, elle fut la scène de l'anéantissement des impis zoulous face à l'infanterie britannique (où, déclare-t-on, tout sur place fut détruit et calciné, le sol gardant les traces du carnage). La guerre anglo-zouloue y prit fin. Ulundi possède ainsi une charge historique incomparable pour une grande partie des Noirs du Kwazulu-Natal. Ce qui explique que plus d'un demi-siècle plus tard, elle devint la capitale du homeland, qu'on y fit venir beaucoup de cadres et qu'on y érigea à grands frais, entre autres infrastructures (en fait des «éléphants blancs»...) un parlement et un aéroport. Il s'agit donc d'une pseudo ville-nouvelle noire, ayant connu le même vif accroissement que la cité de Richards Bay.

À 20 km au nord d'Ulundi, au bout d'une étroite route bitumée, se découvre Nongoma, une localité bien moins connue. La ville n'est tout de même rien moins – et ce depuis plusieurs années – que la ville hôte de l'actuel monarque zoulou King Zwelethini. Bordant la Vuna River, la résidence du *great diviner*, le chef Zwide, était historiquement un petit village qui a pris de l'importance grâce au commerce et à l'administration traditionnelle.

Le Kwazulu-Natal a ainsi hérité, à l'orée des premières élections locales, de deux entités urbaines issues du homeland zulu. Par le passé, il avait en fait été estimé qu'elles avaient atteint un niveau d'autonomie suffisant pour bénéficier de leur propre office de ville (ou *townboard* - *Black Towns of Kwazulu*, 1991). Un mode de gestion locale avait été institué, avancée qui a suffi à leur octroyer ce statut de municipalités intérimaires une décennie plus tard.

Comment se présentent-elles à l'itinérant? Ces localités sont à peu de choses près entièrement africaines si l'on observe la composition de leur population [15]. C'est à ce titre qu'on peut parler de villes mono-communautaires, les seules d'une telle ampleur dans la province. L'unité sociale y est meilleure. L'entière population fréquente le même centre-ville animé, les mêmes échoppes qu'elles soient de nature informelle où dûment établies. Il serait pourtant faux de croire que les contrastes de richesse soient inexistants, en témoigne la diversité relative de formes relevées dans d'habitat. En effet, si on peut avancer l'idée d'une absence de ségrégation raciale («ville débridée...), et plus particulièrement d'un non-éloignement marqué des populations du centre, une différenciation socio-spatiale assez notable existe (...mais duale»). Elle dissocie les cadres administratifs logeant dans des maisons en dur de type township, parfois de spacieuces maisons, des communautés plus pauvres proches des chefferies traditionnelles. Mais tous jouissent d'une bonne centralisation.

Le compartimentage social semble donc ici remplacer la ségrégation raciale (fig. 9). En matière de découpage spatial, on peut parler – avec précaution – de bonne compacité à Nongoma. Là, à partir du centre, les zones d'habitat s'étendent de façon auréolaire sans réelle coupure (ce qui diverge de ce que l'on avait pu apercevoir partout ailleurs dans la province). Mais à Ulundi, du fait certainement de son passé récent, l'éparpillement des quartiers reste la norme. La ville est vaste, étalée, affichant une densité humaine modeste. Les quartiers (*Kwasishwili*, *Emdumezulu*, *Entendeka*...), pourtant souvent semblables de par la trame viaire et la végétation relevées, sont entre-découpés d'espaces vides, témoins d'autant de projets immobiliers différents (*Formulation of a LDP for the Ulundi TLC*, 1996).

*

Les villes sud-africaines sont loin de s'apparenter à des entités clones portant le sceau d'un passé ségrégatif rigide, et peinant toutes à se dégager de cette gangue contraignante. L'analyse à l'échelle du Kwazulu-Natal a permis de dégager des entités qui expriment leurs dissemblances à la lumière de trois facteurs: les particularités intrinsèques, sur le temps long, à cette province zouloue, indienne et anglophone; les mutations, bien senties ou inéluctables mais quoi qu'il en soit disparates, inscrites dans la mouvance nationale post-apartheid; et surtout, l'inégal passé ségrégatif sud-africain, qui à politique identique n'a en plus pas touché uniformément les villes.

On ne peut parler d'une seule et unique ville d'apartheid, *a fortiori* dans des provinces aussi différentes les unes des autres, pas plus que les nouvelles recompositions à l'œuvre ne sont égales entre les centres urbains. Le schéma référentiel du KZN, très inspiré il est vrai du modèle de R.J. Davies, n'incarne en fait qu'une synthèse d'agencement des quartiers urbains provinciaux. Par trop réducteur quant à la pluralité des formes intra-urbaines, il se rapproche finalement le plus de l'organisme métropolitain qu'est Durban. Les villes du Kwazulu-Natal gagnent en réalité à se dissocier en cinq classes. Face à celles très connues – mais nuancées –

15. À Ulundi, ce n'est un secret pour personne que les acteurs blancs (oeuvrant dans l'éducation, la santé ou l'administration) vivent en grande partie dans la petite ville de Melmoth, sur l'ex-*Natal*, à 35 km plus au sud.

impliquées dans le rattrapage socio-spatial (généralement les plus importantes), se découvrent des cités aux formes complexes trop souvent occultées. Elles sont fréquemment du domaine des petites villes, particulièrement des cités des anciens bantoustans. On retiendra que ces établissements humains échappent à nombre de poncifs sud-africains: elles ne possèdent pas toutes de townships noirs, n'énoncent pas systématiquement de découpage spatial...

Un dernier postulat intéressant, qu'on peut aisément vérifier par le carré de Gini, renforce ce clivage. Il a trait aux inégalités internes de richesse urbaine: les villes des classes 1 et 2 sont celles dans lesquelles les disparités de développement entre les citadins sont les plus substantielles (des très riches aux très pauvres, les classes sociales sont des plus contrastées); et cette réalité tend à s'amoindrir à mesure que l'on se rapproche des villes des anciens bantoustans [16]. La compréhension de cette somme de disparités locales n'est sans doute pas inutile pour guider des interventions plus cohérente dans le champ du développement intra-urbain sud-africain.

Bibliographie

Antheaume B., Guyot S. (2002), «Inertie ou recomposition de l'espace à Durban, Analyse des structures spatiales élémentaires», *Mappemonde*, vol. 65, 2002, n° 1, p. 29-33.

Apparicio P. (2000), «Les indices de ségrégation résidentielle: un outil intégré dans un système d'information géographique», *Cybergeo*, n° 134.

Black Towns of Natal-Kwazulu (1991), Special Report, Towns of South Africa, Management Planning & Marketing Services, Davies, Bristow and Associates, Durban, 118 p.

Christopher A.J. (1994), *The Atlas of Apartheid*, London and New York Routledge, Witwatersrand University Press, 212 p.

Davies R.J. (1991), *«Durban»*, in A. Lemon (dir.), *Homes Apart: South Africa's Segregated Cities*, Bloomington, Indiana University Press, p. 71-89.

Folio F., Lamy A., Guyot S. (2001), «Réussites, enjeux et contradictions du développement d'une ville industrialo-portuaire, Richards Bay, Afrique du Sud», *L'Espace Géographie*, Paris, Belin-Reclus, t. 30, n° 2, p. 140-151.

Folio F. (2001), «Structuration et armature urbaines au Kwazulu-Natal», *IFAS Recherche*, supplément recherche du *Newton Zebra*, n° 20, p. 8-9.

Formulation of a Local Development Plan for the Ulundi Transitional Local Council (1996), Executive Summary, Vuka Town and Regional Planners, non numéroté.

Gervais-Lambony P. (1997), *L'Afrique du Sud et les États voisins*, Paris, Armand Colin, 253 p.

Gervais-Lambony P. (1996), «Les villes d'Afrique du Sud: gestion de l'héritage et recomposition de l'espace», *Hérodote*, n° 82-83, p. 41-60.

Gervais-Lambony P. (1999), «"Ville de l'apartheid", "Ville post-apartheid": par-delà les mots, la diversité», in *La question urbaine en Afrique australe, perspectives de recherche*, P. Gervais-Lambony, S. Jagin, A. Mabin (éd.), Paris, IFAS-Karthala, p. 305-319.

16. De sorte qu'il est possible de dire que les plus grandes villes du Kwazulu-Natal (et notamment les deux premières d'entre elles: Durban et Pietermaritzburg) sont parallèlement les centres les plus fractionnés au niveau spatial ainsi que les plus inégalitaires et ségrégués – rejoignant pour ce dernier trait une réalité monciale. À l'autre bord, Ulundi et Nongoma, têtes de pont d'une certaine existence urbaine en pays zoulou, où il a été vu que la structuration spatiale n'a jamais été aussi cloisonnée qu'ailleurs avec une amplitude de richesse moindre des administrés, ne sont quant à elles pas parvenues à croître en de grandes villes à l'échelle provinciale (en dépit de politiques d'investissements incités en ces centres).

Guillaume P. (2000), *Johannesburg : Géographies de l'exclusion*, Paris, Karthala et IFAS, 391 p.

Houssay-Holzschuch M., Guillaume P. (1998), « Du township à la ville, nouveaux chemins de l'identité urbaine des Noirs sud-africains », *Géographie et Cultures*, n° 28, p. 47-59.

Lemon A. (dir.) (1991), *Homes Apart : South Africa's Segregated Cities*, Bloomington, Indiana University Press, 186 p.

Levy J. (1999), *Le tournant géographique, penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 398 p.

Maharaj B. (2000), « A Tale of Two Capitals: Pietermaritzburg versus Ulundi », paper submitted to the *Planning History Millennium* conference, University of Natal, Durban, 18 p.

Maharaj B., Mpungose J. (1994), « The Erosion of Residential Segregation in South Africa: the "greying" of Albert Park in Durban », *Geo forum*, vol. 25, n° 1, p. 19-32.

Mainet-Valeix H. (2000), *Les Indiens dans la ville post-apartheid, l'exemple de Durban*, Thèse de doctorat de géographie soutenue à l'Université Paris X-Nanterre sous la direction de A. Dubresson, 398 p.

Margate Local Development Plan (2000), Overview Report Covering the Current Reality, Pietermaritzburg, Metroplan, 28 p.

Mission PIR villes (1995), *Afrique du Sud – Durban, Le Cap, Johannesburg*, rapport de mission, 45 p.

Mooi River-Bruntville-Rosetta, Urban reconstruction Structure Plan (1995), Final Perspective Report, Overport, Seneque Maugham-Brown SWK, 44 p.

Stayt D. (1971), *Where on Earth? A guide to the Place Names of Natal and Zululand*, Durban, The Daily News, non numeroté.

Todes A., Dominik T., Hindson D. (1999), « From Fragmentation to Compaction? The case of Durban, South Africa », in *The Compact City : A Sustainable Urban Form for Developing Countries*, JENKS, BURGESS (éd.), 15 p.

Wills T.M. (1991), *« Pietermaritzburg » in Homes Apart : South Africa's Segregated Cities*, A. Lemon (dir.), Bloomington, Indiana University Press, p. 90-103.

M@ppemonde

Villes et structures spatiales élémentaires du KwaZulu-Natal

Fabrice FOLIO

Université de la Réunion

Résumé.— Si puissant que soit l'héritage des anciennes politiques ségrégatives dans la structuration spatiale des villes d'Afrique du Sud, il est nécessaire de reconnaître d'autres formes de structures fondamentales trop longtemps minorées. Les villes de la province du KwaZulu-Natal se différencient selon divers critères, hérités ou contemporains, qui ne découlent pas tous de la chape d'apartheid. D'autres modèles contribuent à rendre compte des structures, incluant, sur le temps long, des logiques autant économiques que liées à la discrimination raciale. Les évolutions récentes de ces centres urbains semblent renforcer cette tendance.

• Afrique du Sud • Chorème • Diversité urbaine • Jeu économique • KwaZulu-Natal • Legs ségrégatifs • Structures spatiales élémentaires

Abstract.— Towns and basic spatial structures in KwaZulu-Natal.— However significant the legacy of former segregational policies in the spatial organisation of South African cities, it is important to include other basic spatial structures that have often been minimised. That is the aim of this paper. The towns in KwaZulu-Natal province provide a strong illustration of this point. The urban entities in the province can be differentiated by several criteria – either historical or contemporary – that are not always related to apartheid policy. The towns are underpinned by basic structures that organise the province. These structures are determined not only by racial discrimination, but also by economics. Recent developments seem to reinforce this trend.

• Basic spatial structures • Choreme • Economics • KwaZulu-Natal • Segregational legacy • South Africa • Urban diversity

Resumen.— Ciudades y estructuras espaciales elementales en el KwaZuluNatal. Aunque la herencia de las antiguas políticas segregacionistas sea potente en la estructuración espacial de las ciudades de Africa del Sur, es necesario reconocer otras formas estructurantes fundamentales demasiado desconocidas. Las ciudades de la provincia KwaZulu-Natal se distinguen segun varios criterios, heredados o actuales, que no resultan todos del peso del apartheid. Otros modelos contribuyen para explicar estructuras, incluyendo, en el tiempo largo, lógicas económicas como ligadas a la discriminación racial. Las evoluciones recientes de estos centros urbanos parecen consolidar esta tendencia.

• África del Sur • Corema • Diversidad urbana • Estructuras espaciales elementarias • Herencias segregativas • Juego económico • KwaZulu-Natal

Pour récents qu'ils soient, les écrits portant sur la diversité des villes sud-africaines selon des critères aussi divers que la taille, les fonctions ou l'« ambiance » marquent une étape intéressante de la recherche (Gervais-Lambony, 1999). En cette ère post-apartheid démocratique, dans une économie concurrentielle ouverte sur le monde, les spécificités de ces villes sont mieux étudiées, en puisant notamment dans leur genèse et leur évolution. Notre hypothèse est que la forme des villes du KwaZulu-Natal (figures 1 et 2) est issue de divers processus et structures élémentaires dont le jeu inégal a été source de diversité. Une façade

1.— Carte de situation. Formant l'une des neufs provinces de l'État démocratique sud-africain, le KwaZulu-Natal se situe au Nord-Est du pays sur la façade india-océanique. Il borde l'Eastern Cape, le Mpumalanga et le Free State. Trois frontières internationales achèvent son tracé : celles du Lesotho à l'ouest, du Swaziland et du Mozambique au nord. Avec ses 9 400 000 habitants en 2001, c'est l'unité administrative la plus peuplée du pays, mais aussi l'une des plus exiguës (92 180 km² soit 7,6 % du territoire national). Politiquement, le KwaZulu-Natal a longtemps été gouverné par le parti régionaliste pro-zoulou Inkhata Freedom Party (IFP), dont la base électorale est dans le monde rural traditionnel. L'African National Congress (ANC) l'a emporté pour la première fois en avril 2004, changeant la donne provinciale.

littorale motrice, deux corridors stratégiques et des espaces peu intégrés correspondant à l'ancien bantoustan composent les trois structures élémentaires qui résument l'organisation de l'espace du KwaZulu-Natal. Ces structures sont associées à des processus tout autant économiques que ségrégatifs, contemporains tout autant qu'hérités.

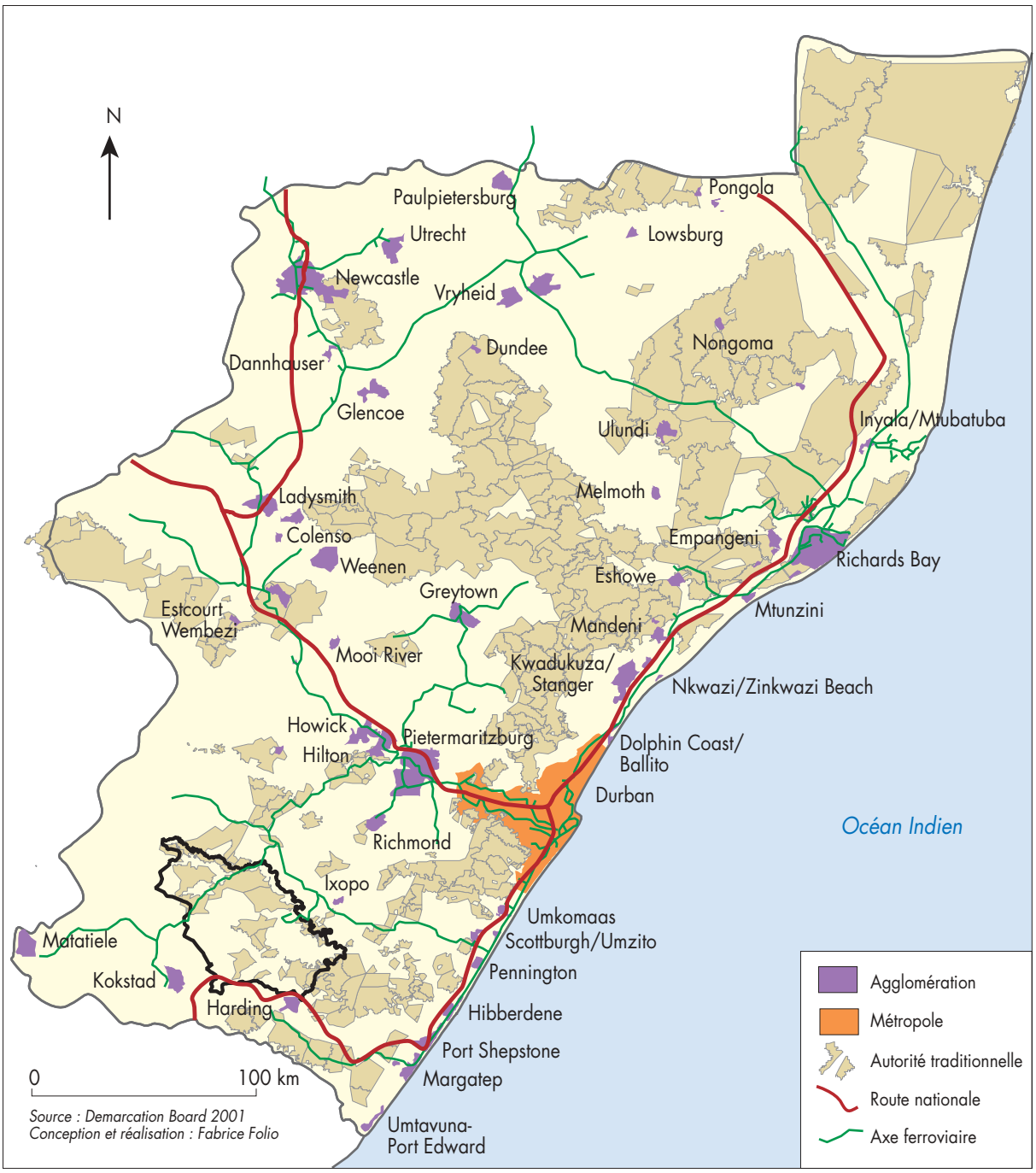
Une façade littorale motrice : deux pôles économiques et des villes riches

La figure 3 dépeint les trois principales structures spatiales du KwaZulu-Natal. Nous nous sommes aidé d'une analyse synthétique qui renvoie à la table des chorèmes établie par R. Brunet (1990). Une figure oblongue verticale apparaît la plus appropriée à la représentation de la province.

Le premier chorème qui définit l'espace provincial est celui d'un clivage entre littoral et intérieur. Il marque le KwaZulu-Natal au sens où la façade littorale et sa périphérie proche sont l'espace clé de ce territoire, par le peuplement (40 % de la population totale) et par la concentration des zones d'activités agricoles, industrialo-portuaires, commerciales et touristiques.

Une vingtaine de municipalités y dépasse les 2 000 habitants, pour beaucoup les premières à avoir été établies au XIXe siècle par la colonisation britannique[1]. Nombre de ces villes apparaissent relativement riches, composant des types urbains à part entière[2]. Plusieurs peuvent être qualifiées d'« assoupies » et « blanches » et se distinguent par leur situation littorale, une économie touristique, une forte communauté blanche à nombreux retraités et un niveau d'équipement en services publics de qualité (ex. Margate, Port-Edward). D'autres pourraient être qualifiées d'« indiennes » (Stanger notamment), où s'expriment, en plus d'un emploi de secteur secondaire étoffé et d'un niveau de vie assez élevé, le poids quantitatif et surtout culturel de la communauté indienne[3]. Figurent à part les deux centres industrialo-portuaires de Durban et Richards Bay, pôles économiques du KwaZulu-Natal, l'un bien établi, l'autre émergeant (Lamy, Folio, 2003) ; ils constituent les deux métropoles du pays, voies d'entrée et exutoires majeurs pour les matières premières comme les produits manufacturés.

Cette façade maritime, que suit la Nationale 2 (N2), compose l'un des axes structurants du KwaZulu-Natal. Elle relie la province méridionale de l'Eastern Cape au Mozambique tout au

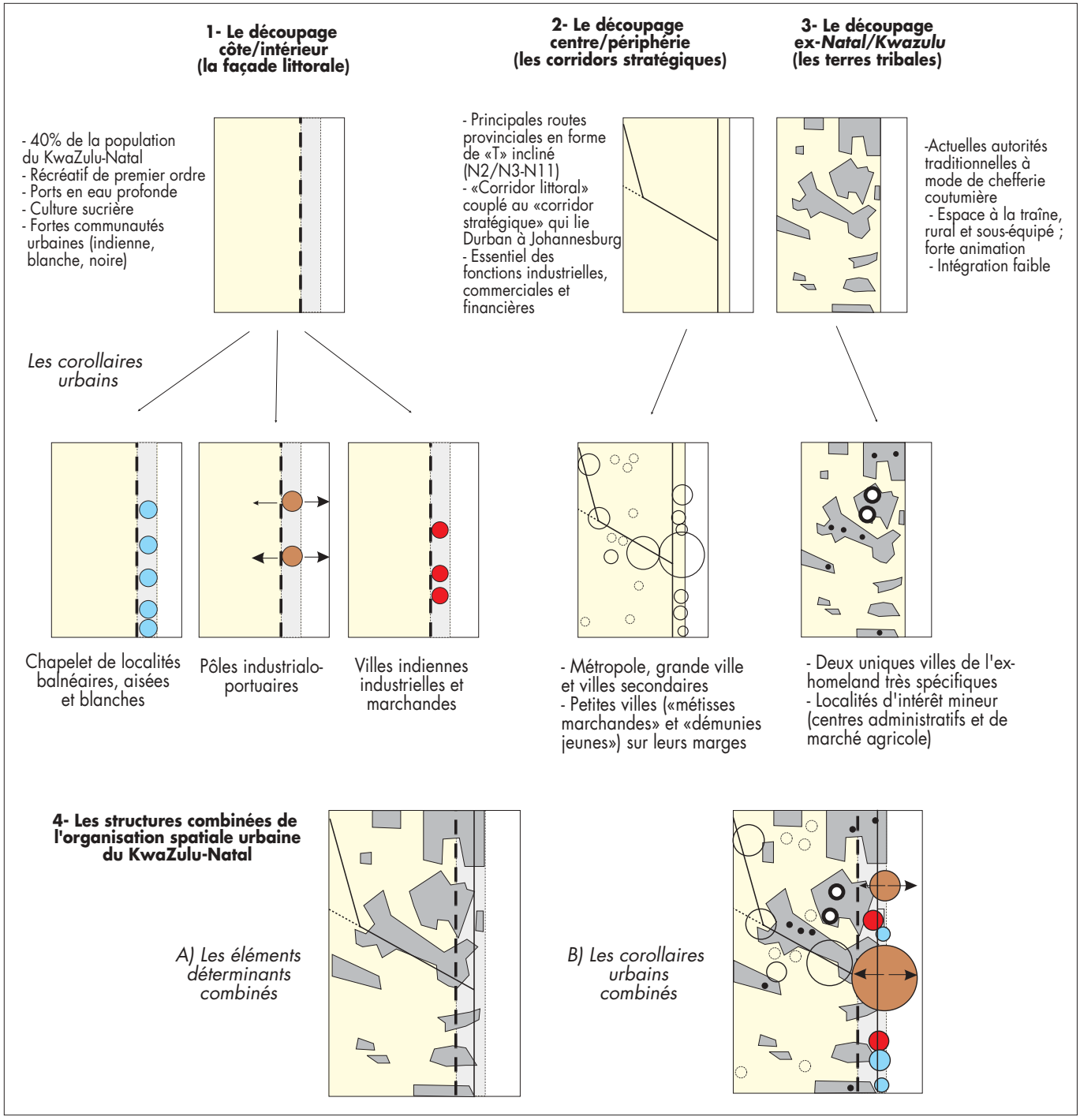


2.— Le KwaZulu-Natal

nord. Les centres urbains souffrent toujours d'un fort legs ségrégatif (à Durban et à Richards Bay[4]). Il n'en est pas de même des localités balnéaires ou sucrières se distribuant dans les intervalles, où l'absence de *township* reste la norme[5]. Les impératifs économiques (interface littorale, agriculture de plantation sucrière, balnéarité) ont bien évidemment rythmé les logiques d'évolution de cet espace.

Deux corridors de villes

L'intérieur du KwaZulu-Natal est moins dynamique que le littoral ; mais il n'est pas homogène. Le second modèle de base repose sur un couple centre-périphérie, mais de forme linéaire. Deux corridors structurants se distinguent : l'axe littoral de la N2 ; l'axe stratégique autour duquel s'est structurée la province tout au long du XX^{e} siècle[6]. Ce dernier correspond à la liaison ferroviaire



3.— Les structures spatiales du KwaZulu-Natal et leurs corollaires urbains

historique, établie en 1895 à la suite du *boom* minier suscité par la cité-champignon aurifère de Johannesburg. Le besoin d'une voie de débouché maritime consacra la ville-port de Durban. Deux artères routières complètent la pénétrante ferroviaire : la N3 atteint Ladysmith au centre de la province, relayée ensuite par la N11. Ces deux corridors dessinent un T incliné, dont la base tend vers l'actuelle province du Gauteng.

La totalité des localités des strates supérieures est positionnée sur cette perpendiculaire centrale, de la métropole régionale Durban, cité millionnaire en position de pivot, aux villes secondaires telles que Pietermaritzburg, Newcastle, Ladysmith, toutes d'anciens relais et de plus de 50 000 habitants. Elles disposent d'un bon éventail de services, et d'activités assez diversifiées. Elles endurent toutefois une forte charge socio-spatiale induite par les politiques ségrégatives. En somme, elles jouent leur rôle à l'échelle de la province, assurent sa vigueur

économique et commandent le réseau urbain tout en étant reliées entre elles par les meilleures infrastructures de communication, mais souffrent au niveau local des deux lourds héritages d'apartheid et d'avant-apartheid : la ségrégation des quartiers et le découpage de l'espace municipal par des espaces tampons (*buffer zones*). La recomposition spatiale s'avère laborieuse à mettre en place au niveau local.

À ces centres établis sur les grands axes, s'oppose la périphérie provinciale, c'est-à-dire les espaces situés sur leurs marges, proches puis lointaines. Ils sont desservis par les autres villes du KwaZulu-Natal, souvent petites, au développement fragile. Elles ont des points communs : nombreux enfants, chômage, cadre paysager vieilli. Elles n'en sont pas moins dissemblables : l'analyse permet d'y distinguer les « démunies jeunes » de la moitié septentrionale, à la traîne économiquement, spécialisées et au niveau de vie précaire, comme Weenen, ou Lowsburg ; ou des « métisses marchandes » au sud-ouest, qui abritent une forte communauté métisse Griqua, originale dans cette province zouloue et anglaise, un secteur commercial relativement bien étoffé, en dépit d'un enclavement certain. Il s'agit le plus souvent de villes de la première génération ségrégative, enserrées par la population africaine (informelle ou tribale)[7].

Les terres tribales de l'ex-KwaZulu : des localités africaines peu connues

En périphérie extrême, on atteint les limites, officiellement disparues mais toujours perceptibles dans le paysage, du défunt bantoustan Kwazulu. Le troisième et dernier chorème revient sur la distinction spatiale ancienne Natal-KwaZulu. Elle reste très sensible pour tout visiteur parcourant la province. Les frontières entre l'Afrique du Sud blanche et le pseudo-pays autonome zoulou, désigné par le passé comme bantoustan ou *homeland*, n'existent plus depuis 1994. Mais les autorités traditionnelles ont conservé leurs prérogatives en 1996. Plus près de nous, en 2000, le nouveau maillage municipal a cette fois englobé les terres émiettées et sous-équipées des chefs tribaux (*amakhosi*). Ceux-ci composent un groupe de pression puissant ; ils réclament depuis, à cor et à cri, des fonctions clairement définies dans les nouvelles délimitations administratives.

Dans le champ urbain, ce bantoustan a hébergé en son sein deux villes officielles à bien des égards singulières : la première est Ulundi, ancien chef-lieu du *homeland*, de nos jours fief du parti Inkhata de Mangosuthu Buthelezi ; elle est la capitale du KwaZulu-Natal en partage de responsabilités avec Pietermaritzburg, à laquelle elle concède cependant de plus en plus de pouvoirs[8]. La seconde ville est Nongoma, ancien centre africain marchand et administratif, retiré en plein cœur du pays zoulou, cité qui fut longtemps le quartier général de l'actuel monarque zoulou King Zwelethini. Ces deux villes peuvent être décrites en substance comme « noires et administratives ». Leur schéma d'organisation apparaît « débridé »[9] bien que duel ; aucune ségrégation raciale voulue n'y a pris racine ; pourtant les quartiers ne manquent pas de contrastes : ils opposent une communauté de fonctionnaires relativement bien lotie à une population démunie vivant sur les terres coutumières. Leur activité est faible hors de l'administration ; mais ils servent de points nodaux auprès de la dense population de l'ancien KwaZulu, en qualité de bornes administratives et de centres marchés des produits agricoles.

Le reste des terres appartenant à ce bantoustan est parsemé de diverses localités d'intérêt local, villages-centres ou bourgs africains. Peu connues et même souvent non reconnues en tant que villes, elles restent pourtant dignes d'intérêt : composant un autre versant méconnu des anciens bantoustans, certaines d'entre elles ont fini par s'épanouir, telles les localités de Nqutu et de Tugela Ferry au centre de la province, ou encore celle de Manguzi au nord-est, à proximité de l'écosystème de Kosy Bay.

Vers une plus grande pluralité des villes

Ces trois structures élémentaires qui définissent l'espace du KwaZulu-Natal sont-elles spécifiques de la province, ou bien se retrouvent-elles sur tout le territoire national ? Indéniablement, le dernier modèle concerne toutes les provinces d'Afrique du Sud situées à l'est et au nord du pays (Eastern Cape, Limpopo, North West), ayant intégré d'anciens bantoustans en 1994. La première structure spatiale reste plus spécifique du KwaZulu-Natal, eu égard à l'essor notable que connaît aujourd'hui la province grâce à sa bonne situation géographique, surtout par rapport au Gauteng, et de ses atouts certains dans les domaines agricoles, portuaires ou encore balnéaires. Le modèle 2 reste sans doute celui qui intéresse le plus la totalité du pays, selon une logique d'axe de désenclavement qui a prévalu en d'autres endroits — encore que l'axe Durban-Johannesburg soit une liaison majeure dans le paysage sud-africain.

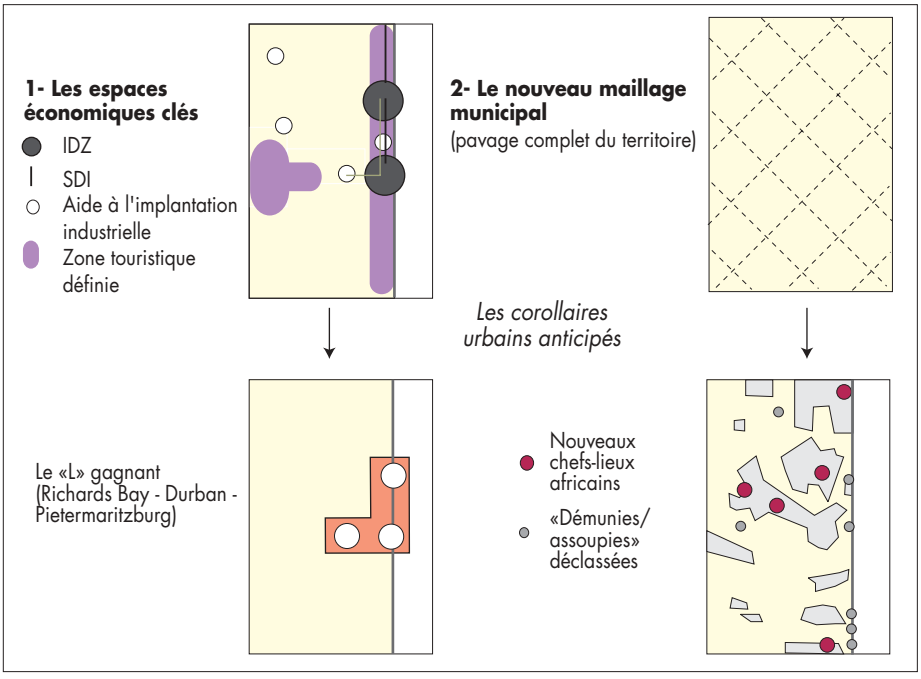
Ce panorama n'est pas figé. Des évolutions récentes, dont on ne cerne encore que très peu la portée, pourraient être déterminantes. Une nouvelle donne paraît se dessiner, qui conduira à une pluralité encore plus forte des villes. Elle tient aux investissements industriels incités, à l'attribution de financements touristiques, à la mise en place de zones franches côtières, les *Industrial Development Zones*, et de corridors d'activités, les *Spatial Developement Initiatives* (cf. *KZN Top Business Portfolio*, 2002). Une refonte municipale de fond maille dorénavant la totalité de l'espace sud-africain[10].

Ces deux logiques, l'une économique, l'autre politico-administrative, composent ainsi deux nouvelles structures spatiales (fig. 4, haut) qui agissent sur les structures anciennes et différencient les villes. Les deux nouvelles structures élémentaires induisent en effet comme précédemment leur prolongement urbain (fig. 4, bas). Trois ensembles de villes se dégagent tout spécialement :

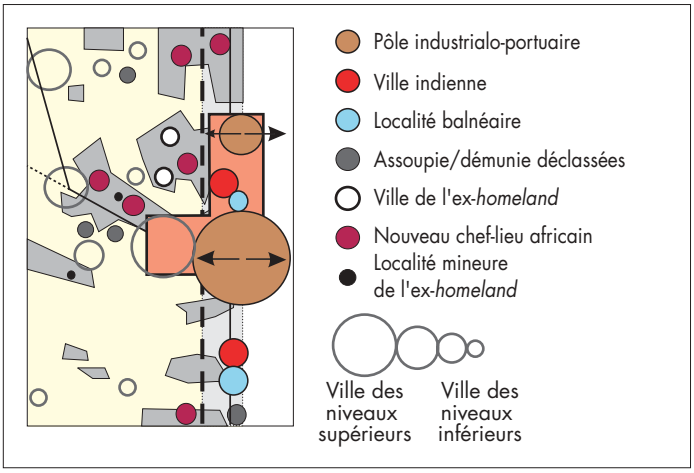
• les « villes gagnantes », hôtes des plus grands chantiers économiques de la politique néo-libérale sud-africaine (schéma de gauche) ; elles sont au nombre de trois, Richards Bay, Durban et Pietermaritzburg, composant aujourd'hui un « L gagnant » qui tend à se substituer au « T incliné » traditionnel ;

• les « villes laissées pour compte » (schéma de droite), frappées d'un déclassement municipal qui va affaiblir leur ascendant sur l'espace environnant par la perte de fonctions exécutives locales ; ce sont plusieurs « assoupies blanches » et « démunies jeunes » des périphéries, ces dernières étant aussi dans une situation plus périlleuse au regard de leur localisation (non littorale) et de leur économie (non touristique) ;

• le dernier sous-groupe (toujours sur le schéma de droite) est composé de ces « nouveaux chefs-lieux africains », localités mineures retirées de l'ancien *homeland*, auxquelles il est, en ce moment, octroyé des pouvoirs administratifs neufs en vue d'une meilleure intégration des périphéries africaines, telles Manguzi, Ekuvukeni ou encore Izingolweni ; mais leur enclavement limite leurs possibilités.



4.– Évolution récente et répercussions futures



5 Les villes du KwaZulu-Natal : esquisse typologique

Bibliographie

BENIT C., GERVAIS-LAMBONY P. (2003). « La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekhuruleni) : les “pauvres” face aux “vitrines” ». *Annales de Géographie*, n° 634, p. 629-645.

BRUNET R. (1987). *La Carte, mode d'emploi*. Paris : Fayard/Reclus, 270 p.

BRUNET R. (1990). *Mondes nouveaux, Le Déchiffrement du monde*. Paris : Hachette/Reclus, coll. « Géographie universelle », vol. 1, livre I, 552 p.

FOLIO F. (2003). *Les Villes du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud : entre diversité héritée et évolutions récentes*. Université de la Réunion, thèse de doctorat, 457 p.

GERVAIS-LAMBONY P., JAGLIN S., MABIN A. (eds), (1999). *La Question urbaine en Afrique australe, Perspectives de recherche*. Paris/Johannesburg : Karthala/IFAS, 332 p.

GUYOT S., FOLIO F. (2004). « Les villes du KwaZulu-Natal, entre différentiation et compétition : quels enjeux territoriaux ? ». *L'Espace géographique*, n° 4, p. 307-324.

KZN Top Business Portfolio (2002). Pinetown : GAM Publishing, 224 p.

LAMY A., FOLIO F. (2003). « La ville nouvelle portuaire de Richards Bay en Afrique du Sud : un destin assujetti à la métropole de Durban ». *Travaux et Documents Espace, sociétés et environnement de l'océan Indien,* Université de la Réunion, p. 150-174.

MAHARAJ B. (2001). « A tale of Two Capitals : Pietermaritzburg versus Ulundi ». *The South African Geographical Journal,* vol. 83, n° 3, p. 198-207.

ROBINSON P., MCCARTHY J. (1997). *Provincial Spatial Growth and Development Framework for KwaZulu Natal : a research based resource document*, rapport pour le KZN Department of Local Government and Housing, 50 p.

The Provincial Growth and Development Strategy for KwaZulu Natal (1996). KwaZulu-Natal Provincial Cabinet, rapport final, 117 p.

Notes

1. Pour autant, il ne s'agit pas des premières villes de la province : il ne faut pas perdre de vue que quelques années auparavant, des localités boers (Pietermaritzburg, Weenen) s'établirent dans l'intérieur des terres à la suite du *Great Trek*, par conséquent au terme d'une colonisation par voie terrestre.

2. Une classification ascendante hiérarchique a été réalisée sur les 43 localités de plus de 2 000 habitants du KwaZulu-Natal (Guyot, Folio, 2004). Le cadre spatial retenu a été les structures municipales intérimaires de 1996, correspondant grossièrement aux agglomérations (villes plus *townships*). Les critères éclectiques compilés dans l'analyse multivariée ont été associés jusqu'à atteindre une cohérence. Il a ainsi été retenu des variables de masse

(population et somme des services), de niveau de vie (indice de niveau économique associant revenu, réussite socioprofessionnelle et niveau de scolarité) ou encore du cadre de vie (valeur d'équipement en services de base - accès à l'eau, à l'électricité ou aux facilités sanitaires dans le logement). Pour les atmosphères urbaines, il a été conçu des indices de surreprésentation (communautaire et fonctionnelle) : pour chacune des villes, une valeur pondérée rend compte du plus ou moins grand éloignement de la représentation de chaque groupe communautaire et de chaque secteur économique par rapport à la moyenne urbaine du KwaZulu-Natal. Pour être complet, citons enfin des critères liés à la structure par âge ou encore à la structuration spatiale héritée des villes (fort ou faible legs ségrégatif). Huit types de villes en sont ressortis.

3. Issue de l'engagisme sucrier, formant de nos jours la plus forte diaspora au monde établie en dehors de l'Inde.

4. Ces villes ont souscrit à l'ensemble des lois ségrégatives nationales (pour Durban) ou tout du moins les plus « accomplies » (pour Richards Bay, sortie de terre selon les préceptes du « grand apartheid », soit un clivage ville blanche du Natal/ville noire du KwaZulu au loin). C'est là une réalité qui concerne globalement les plus grandes et les plus récentes des villes sud-africaines.

5. On ne relève également que peu les fragments urbains projetés, concentrations humaines célèbres en ce pays, relevant du rural (dans les chiffres et au plan paysager), au loin des villes, dont elles restent dépendantes.

6. En compagnie, cela va sans dire, du port de Durban, à l'origine simple comptoir commercial pour la traite de l'ivoire entre une poignée de commerçants britanniques et la royauté zouloue établie plus au nord.

7. Le township africain, mineur, reste séparé du reste de la ville mais à distance relative. Il était initialement situé sur les terres du Natal sous régence provinciale (administré par le Natal Provincial Administration).

8. Les dernières élections d'avril 2004 ont entraîné un retournement de situation sur la scène provinciale : pour la première fois, l'ANC a ici terminé en tête (avec 38 sièges), devançant l'IFP (30 sièges). Le futur d'Ulundi devient de la sorte encore plus problématique qu'il ne l'était déjà (Maharaj, 2001), en témoigne le transfert récent de l'assemblée législative à Pietermaritzburg.

9. Le séparatisme qui partout ailleurs avait fortement conditionné la morphologie urbaine, et ainsi contenu toute autre forme d'agencement spatial qui ne soit pas liée à la division raciale, n'a pas eu ici d'effet. Le terme renvoie à une certaine forme d'anarchie dans l'installation humaine sur ces terres à régime tribal.

10. Le tout récent maillage administratif qui a pris place dans le pays en l'an 2000 (en préambule des élections locales) a abrogé les structures intérimaires de 1996 (les agglomérations). De nouvelles municipalités plus étendues sont nées, regroupant les municipalités transitoires de 1996 et de vastes portions de territoires ruraux. Ce maillage a aussi consacré de nouveaux chefs-lieux et déclassé certains autres. Il inscrit aujourd'hui un pavage complet du territoire sud-africain, là où les démarcations territoriales de 1996 excluaient les terres sous commandement tribal et établissaient une distinction franche, pour la gestion locale, entre urbain et rural.

Adresse de l'auteur

Fabrice Folio, maître de conférences, Département de géographie, Université de la Réunion, Laboratoire du Centre de Recherches et d'études en géographie de l'Université de la Réunion (CREGUR). Couriel : fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

LES CONDOMINIOS À MAPUTO : ENJEUX SOCIÉTAUX ET SPATIAUX AUTOUR DE L'IMPLANTATION DES ENSEMBLES RÉSIDENTIELS SÉCURISÉS DANS LA CAPITALE MOZAMBICAINE

Fabrice Folio

Armand Colin | « Annales de géographie »

2007/3 n° 655 | pages 247 à 270

ISSN 0003-4010
ISBN 9782200923143

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-3-page-247.htm

---

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.
© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Les condominios à Maputo : enjeux sociétaux et spatiaux autour de l'implantation des ensembles résidentiels sécurisés dans la capitale mozambicaine

Condominios at Maputo: social and spatial stakes in regard to the implantation of enclosed residential areas in the Mozambican capital city

Fabrice Folio

Université de la Réunion, Département de géographie – Laboratoire du Centre Régional des Études Géographiques à l'Université de la Réunion (CREGUR)

Résumé Les condominios à Maputo représentent les ensembles résidentiels sécurisés établis sur la partie nord-est de la municipalité le long de la Costa do Sol. Ces complexes résidentiels sont révélateurs des profondes transformations contemporaines que connaît le Mozambique. Leur implantation traduit effectivement en terme spatial le courant néo-libéral qu'emprunte le pays. L'ouverture récente aux programmes de coopération et aux grands investissements exogènes a vu immigrer une population allochtone (coopérants, investisseurs) en quête de logements viables et sécurisés. Ces ensembles résidentiels ont suivi, aux dispositifs de protection en général assez stricts. Il paraît difficile d'écarter le motif sécuritaire quant au choix de vie dans ces complexes – nonobstant un état criminel de la ville dissemblable de celui des métropoles sud-africaines –, bien qu'il apparaisse sur place comme n'étant pas le seul. L'émergence des condominios opère qui plus est dans un cadre foncier assez opaque, dont tire profit une quantité non négligeable d'acteurs spécifiques. Le tout mène, par des opérations de déguerpissement des populations locales, à une certaine homogénéisation de ce quartier littoral.

Abstract *The Maputo condominios are protected and enclosed residential areas established on the north-eastern part of the municipality along the Costa do Sol. Those residential complexes reveal the deep contemporary transformations occurring in Mozambique. Indeed, in terms of space their establishment illustrate the neo-liberal policy the country has chosen at the end of the Eighties. After the opening of the programs of co-operation, the arrival of different NGO (USAID, PMA) and the strong exogenous investments (like the Mozal aluminium smelter), a foreign population have immigrated (diplomats, investors), looking for viable and safe residences in a poor and degraded city. Those enclosed residential areas, with strict safety protection in general, became the solution. It seems difficult to put aside the security problem as a major criterion in choosing this type of residences, a crime issue exists although it takes a different form than that of South-African metropolis. However, it is not the only criteria : commodity and privacy are put forward, even if the crime issue seems to be more and more important. Moreover, the emergence of the condominios operates within a rather opaque land framework, which has profited some specific actors (local people as well as foreigners). With punctual operations intended to drive off the*

Ann. Géo., n° 655, 2007, pages 247-270, © Armand Colin

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

poor local inhabitants, the dynamic leads to a homogenisation of this costal area, which suits to the new image of the town.

Mots-clés Mozambique, Maputo, Costa Do Sol, régime libéral, héritage socialiste, condominios, auto-enfermement résidentiel, criminalité, criminalité ressentie, spéculation, ségrégation.

Key-words *Mozambique, Maputo, Costa do Sol, liberal system, socialist heritage, condominios, self security-confinement, criminality, fear of crime, speculation, segregation.*

Les connaissances sur le phénomène de l'auto-enfermement résidentiel ont connu depuis les années 90 une progression notable quoique inégale (Madoré, 2004). Que ce soit les motivations qui le sous-tendent, sa morphologie intestine, ses relations plus ou moins équivoques avec l'espace dans lequel il s'inscrit, et plus largement les processus qu'il déclenche (recompositions sociales et spatiales du territoire), divers écrits lui ont été consacrés. Les Amériques – du Nord et du Sud – ont été les plus scrutées (Le Goix, 2001, Lacarrieu, Thuillier, 2004, Boudreau, Didier et Hancock, 2004, Garcia Sanchez, 2004). Depuis peu, on s'intéresse également au contexte qu'offre la nation arc-en-ciel sud-africaine (Bénit, 2000), souvent rapportée et mesurée à l'état de la criminalité dans le pays et à une dynamique de repli sur soi identitaire (Lemanski, 2004). On cerne moins ce qui se passe en d'autres lieux, par exemple dans le Mozambique voisin. Or le processus y est apparent. Il est, de plus, récent et bien circonscrit, à l'intérieur d'un pays au passé tout aussi mouvementé.

L'histoire du Mozambique est frappée du sceau d'enjeux extra-territoriaux, lesquels se sont généralement joués sur place au détriment de la majorité de la population [1]. La phase actuelle, en profonde mutation, voit s'exprimer l'ouverture aux bailleurs de fonds et aux investisseurs étrangers, l'état patent de la pauvreté (qui fait suite au legs de l'instabilité mais aussi aux politiques exogènes induites par le Fonds Monétaire International - FMI) et enfin l'augmentation de la criminalité en ville. La capitale Maputo, excentrée au sud du pays, cristallise la totalité de ces aspects de par sa primauté sur l'échiquier national. C'est là que se dessinent les enjeux actuels. C'est aussi ici que, depuis peu, ont émergé la presque totalité des ensembles résidentiels fermés et sécurisés, dont il nous faut interroger les motifs, la physionomie et les relations avec l'espace proche. Deux interrogations surviennent : l'apparition de ces complexes résidentiels, où la sécurité a une forte visibilité, trouve-t-elle sa signification dans

1 Quatre phases se distinguent aisément : une première coloniale, portugaise, marquée notamment par l'*Estado novo* de la période salazariste dès 1926 ; une seconde dite « marxiste-léniniste » après l'indépendance en 1975, organisée autour du parti de la libération Frelimo ; une troisième caractérisée par les temps d'affliction causés par la guerre civile à ingérence sud-africaine, l'abandon de la doctrine marxiste-léniniste et les premiers programmes d'ajustement structurel (PAS) en 1987 ; enfin une quatrième phase est celle dite contemporaine, démocratique et néolibérale, caractérisée en outre par la stabilité (toute relative) et le multipartisme.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

la poussée criminelle actuelle ou répond-elle à un contexte plus complexe, impliquant notamment la diffusion d'un modèle urbain ? Leur relation avec les acteurs locaux dans un pays – et une capitale – en profonde transition ne suscite-t-elle pas une confrontation entre deux univers, avec la flexibilité voire les dérives que cela peut impliquer ? [2]

1 État de la situation criminelle et réponses face à l'insécurité à Maputo

Qu'aperçoit l'observateur arpentant aujourd'hui les rues de la capitale mozambicaine ? Si celui-ci apprécie le cachet architectural lusophone, le métissage ambiant, une certaine douceur de vivre et plus largement la réouverture de ce pays après les jours difficiles qu'ont enfantés la colonisation et la guerre civile, il ne manquera pas au fil des jours de relever dans le paysage certains traits – semble-t-il récents et exogènes – lui rappelant les artères trépidantes des villes sud-africaines. À quelques encablures de Johannesburg ou de Durban, des observations similaires portent sur les dispositifs sécuritaires. Ils captent d'autant plus son attention que la tension criminelle y paraît ici moins prégnante. Diverses matérialisations de la protection sécuritaire ressortent des rues centrales et péri-centrales de Maputo. On est alors tenté de s'interroger quant à des motifs qui répondraient à « l'air du temps », ou alors à une nécessité – importée – envers un problème de société réel.

Si ces initiatives trahissent une certaine tension sociale, elles n'en restent pas moins d'abord multiformes. Immédiatement, le cliché des *road closures*, ces quartiers fermés *a posteriori*, sur demande d'associations de propriétaires, et qu'on observe à présent aussi bien à Johannesburg qu'à Nairobi voire à Ibadan au Nigeria, s'immisce dans les esprits. Or, hormis une petite partie de la ville, ce n'est pas ce qui caractérise le plus Maputo. L'interdiction d'utiliser certains trottoirs et de sillonner les rues de la ville existe bel et bien sur place mais elle concerne une fraction spécifique de la municipalité. L'enclosure résidentielle touche un secteur du quartier de Polana Cimento A : Ponta Vermelha. La maison du président s'y trouve et y résident également certaines sommités gouvernementales, ministres et hauts fonctionnaires. En terme de tissu urbain, la zone n'est pas circonscrite. Elle est attenante aux maisons environnantes dont elle reste séparée par des barrières actionnées manuellement, délimitées par deux guérites dans lesquelles sont postés les gardes armés. Le long de l'avenida Julius Nyerere, longue artère qui joint la Costa do Sol au centre-ville, un autre espace occupant

2 Nos sources pour le présent article sont en grande partie qualitatives. Elles reposent sur les différents entretiens tenus sur place entre mai et septembre 2005. Ils ont été conduits en collaboration avec Carlota Marlen, Luisa Chicamisse et Carlos Quembo du département d'histoire de l'Université Eduardo Mondlane à Maputo. La bibliographie sur le sujet reste fragmentaire au Mozambique. Quant aux bases de données sur des sujets tels que la criminalité ou la privatisation, elles sont souvent approximatives et non exemptes de biais.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

la longueur côté mer a été fermé par un haut mur blanc. Il s'agit ici de la zone du palais présidentiel et des offices inhérents, ponctuée de quelques points d'entrée, le tout prolongé par un vaste trottoir désert.

Le promeneur sera en réalité interpellé par deux autres phénomènes, qu'il ne manquera pas de relever aussi bien en centre-ville à l'intérieur de la partie haute ombragée (*alta*) ou dans l'effervescence de la ville basse (*baixa*), que sur le littoral nord de la Costa do Sol :

– La présence sur les bas-côtés dégradés des rues de la capitale, selon une disposition presque ordonnée, de gardiens, seuls ou accompagnés. Ceux-ci sont fréquemment campés entre les jacarandas au devant des logements du centre et des quartiers adjacents, mais aussi des établissements économiques (commerces, restaurants, hôtels, banques) et des institutions publiques. Certains d'entre eux sont armés et appartiennent à de nouvelles compagnies privées de sécurité qui ont pignon sur rue ; d'autres ne le sont pas et travaillent à leur compte. On peut les apercevoir tantôt durant la journée, tantôt 24 h/24. Les différentes enseignes des compagnies de surveillance renseignent parallèlement – et très clairement – sur la protection et la réaction armée au sein des bâtiments. L'électrification y est parfois observée, bien que le temps des hauts murs aveugles surmontés de tessons de bouteille ne semble pas encore venu.

– Un phénomène d'auto-enfermement par de récents ensembles résidentiels, en majorité situés au nord de la ville. Il est le fait d'une certaine élite résidant en périphérie immédiate de la ville (quartier de Sommershield, bord de mer de Polana Caniço et de la Costa do Sol [3]). En ces lieux, des secteurs assez larges de 5 à 10 hectares ont été délimités et clôturés. Ont émergé des complexes résidentiels ponctués d'une entrée surveillée, où il faut montrer patte blanche. Ce sont les *condominios* (logements en copropriété) qui assemblent des dizaines de maisons individuelles identiques. Leurs résidents s'approprient les équipements internes (équipements sportifs, terrains de jeu), avec des services publics – tel que le ramassage des ordures – gérés en commun. C'est là une des formes les plus ostensibles de la protection sécuritaire à Maputo ; en effet, elle mobilise de larges espaces sur un site remarquable, sensible et populaire (alors même que la mixité sociale reste forte sur ce secteur). La protection sécuritaire privée y est généralisée auprès d'une population pouvant en payer le prix, même si le degré de fermeture de ces ensembles reste pour le moins disparate comme on aura l'occasion de le préciser.

Chercher à saisir ce à quoi on peut imputer ces dynamiques, peut tout d'abord inciter à les inscrire dans un cadre urbain plus large, considérant les

3 Le développement des parties ouest et nord de la ville date des années 1912-1915 lorsque la *Camara municipal* de Lourenço Marques étendit ses limites vers les quartiers de Polana et de Sommershield (en disposant alors des concessions des compagnies/entrepreneurs anglais et hollandais). Elle usa pour cela d'un mécanisme juridique d'acquisition foncière, le *foral* (Sousa Morais, 2001). Par la suite, c'est le plan Aguiar de 1952-1955 qui acta le développement résidentiel et de loisir du secteur de la Costa Do Sol, posant alors les jalons d'une mise en valeur des marges septentrionales de la localité.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

aspects socio-économiques, sécuritaires et structurels de la ville. À ce titre, il convient de (re)dresser les contours de cette métropole. L'état de primauté urbaine de la capitale mozambicaine n'est plus à démontrer. En 1997, Maputo avec ses 966 837 habitants rassemblait 21 % de la population urbaine nationale et 6 % de la population totale [4]. Le rapport officiel pour la ville en 2002 concède 1 044 618 âmes à Maputo. B. Lachartre (2000) indique que cette prééminence, renforcée par la guerre civile de 1976 à 1992 (Maputo fut un refuge pour les flots de migrants du sud du pays, issus de Gaza, Inhambane et de sa propre province), s'inscrit finalement dans les contrastes hérités de l'ère coloniale : ceux-ci s'étaient traduits par la concentration côtière et le décrochement de la capitale vers le sud en 1898 (en remplacement de Ilha de Moçambique), afin de la connecter aux zones dynamiques du rand sud-africain (le but étant alors d'en faire un débouché vital, le « quai minéralier » de l'Afrique du Sud). Cette particularité est d'autant plus notable que l'ex-Lourenço Marques borde des provinces méridionales peu peuplées (Gaza, Inhambane), loin des fortes densités du Nord, le « cœur historique » du Mozambique.

Si Maputo représente le principal pôle humain du pays, sa situation rendant encore plus vive cette primauté, la capitale affiche aussi les moins mauvaises valeurs sociales. Déjà en 1999, le PNUD indiquait un IDH pour la ville de 0,602 contre 0,323 pour le Mozambique. Maputo a parallèlement connu un vif essor économique ces dernières années. Les investisseurs, Sud-Africains et Portugais pour la plupart, s'y réimplantent dans un contexte favorable. La métropole bénéficie de la nouvelle donne libérale, ainsi que de sa position et des relations normalisées avec le puissant voisin, après une longue parenthèse d'instabilité.

Maputo n'en dévoile pas moins à l'œil du visiteur ses inégalités les plus criantes. Le clivage ville de béton côtière (ex-ville coloniale portugaise)/ville de roseaux – ou *caniços* – périphérique, où résidaient les Africains, est bien connu (fig. 1). Mais à plus grande échelle, les notables de Polana Cimento A tutoient les *dumba nengues* (commerces informels) de la ville basse ; quant aux cabanons précaires de Polana Caniço, ils sont à un jet de pierre des complexes sécurisés des expatriés de Sommershield II. Ces disparités impressionnent d'autant plus que, contrairement aux villes sud-africaines, découpées et ségréguées jusque dans les moindres détails sous l'impulsion d'une politique dirigiste, le différentiel de richesse s'exprime ici sur des espaces proches, parfois entremêlés, exprimant sans ambages l'inégale répartition des fruits de la nouvelle croissance (7,8 % en 2004 selon la Banque Mondiale).

Comme en d'autres endroits du globe où nantis et désœuvrés se côtoient, la capitale est aussi le lieu où les chiffres de la criminalité virent au rouge au plan national. À l'échelle du pays, les sources du *Comando Geral da Policia* mettent en relief la concentration des crimes reportés dans la capitale (10 531

4 En additionnant les chiffres de Matola, sa banlieue industrielle (« grand Maputo »), les 1 391 499 individus pèsent alors pour 8,6 % du pays et 30,2 % de la population urbanisée (INE).

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

délits soit 27,3 % de la distribution nationale en 1998-1999). À cette date, la capitale et sa province comptent pour 36 % des crimes nationaux [5]. L'exécrable position de la capitale est confortée par l'enquête sur les victimes conduite en 2002 (*Inquerito Aos Agregados Familiares*, IAAF) : celle-ci révèle que les familles ayant subi un crime avec utilisation d'armes à feu ont été dans une grande mesure recensées à Maputo-ville (24,6 %), loin devant les provinces septentrionales de Manica et Sofala qui lui emboîtent le pas avec 11 %.

L'*Anuario Estatistico* du Mozambique (2004) brosse un panorama plus récent et détaillé de la criminalité à Maputo. L'évolution du phénomène ces dernières années y est perceptible. En 2004, la ville de Maputo a comptabilisé 10 936 crimes et délits, ce qui représente 27 % du total du pays. Le chiffre est élevé, mais il est permis de pondérer ce constat par comparaison avec quelques métropoles sud-africaines. Les données du *South African Police Services* (SAPS), en 2002, indiquent par exemple 175 911 crimes à Pretoria ou encore 207 991 crimes à Durban. Cette réalité n'est pas à négliger (elle est aussi beaucoup reprise sur place) : la criminalité à Maputo, aussi élevée soit-elle au plan national, se place dans une autre sphère que celle des premières villes d'Afrique du Sud proches. Pourtant, elle est en augmentation. Entre 1998 et 2004, le taux de croissance relative de la criminalité à Maputo a été de 6,1 %. Sur cette base, 72,9 % des crimes ont concerné les atteintes aux propriétés (vols, cambriolages avec présence ou non d'armes à feu). Suivent 25,9 % d'atteintes aux personnes (homicides volontaires, agressions, viols). Il est tout aussi pertinent de souligner la dynamique de ces types de crimes : entre 1998 et 2004, le taux de croissance annuelle des atteintes aux personnes a diminué de 10,3 %. En revanche, les délits envers les propriétés ont progressé de 18,1 %, soit le problème criminel numéro un – officiel faut-il le rappeler – de la ville.

L'augmentation de la criminalité à Maputo doit être lue dans un contexte de vifs changements, organisé autour de trois facteurs : en premier lieu, les répercussions directes et indirectes de la guerre civile ; elles se sont caractérisées par la prolifération d'armes à feu et le retour des populations, qu'elles aient été déplacées par le conflit (*deslocados*), constituées d'anciens combattants (*guerrilheiros desmobilizados*) ou encore qu'elles aient fuit la guerre civile des pays proches. En second lieu, les contrecoups des politiques d'ajustement structurel impulsées par le FMI en 1987 : en plus des pertes d'emplois suite aux privatisations, le pouvoir d'achat a accusé un net recul en raison des dévaluations successives de la monnaie nationale. En dernier lieu, l'ouverture subite du pays : depuis les années 90 s'est instaurée une période de confiance envers les bailleurs et acteurs internationaux, avec comme incidence la venue d'investisseurs exogènes et de coopérants ; une

5 Notons que ces chiffres ne relatent que les délits déclarés et traités. Ils sont donc à prendre avec précaution, en particulier si l'on garde en point de mire les zones rurales sous-équipées et retirées du nord.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

différenciation sociale notable a pu être observée dans la composition de la population urbaine.

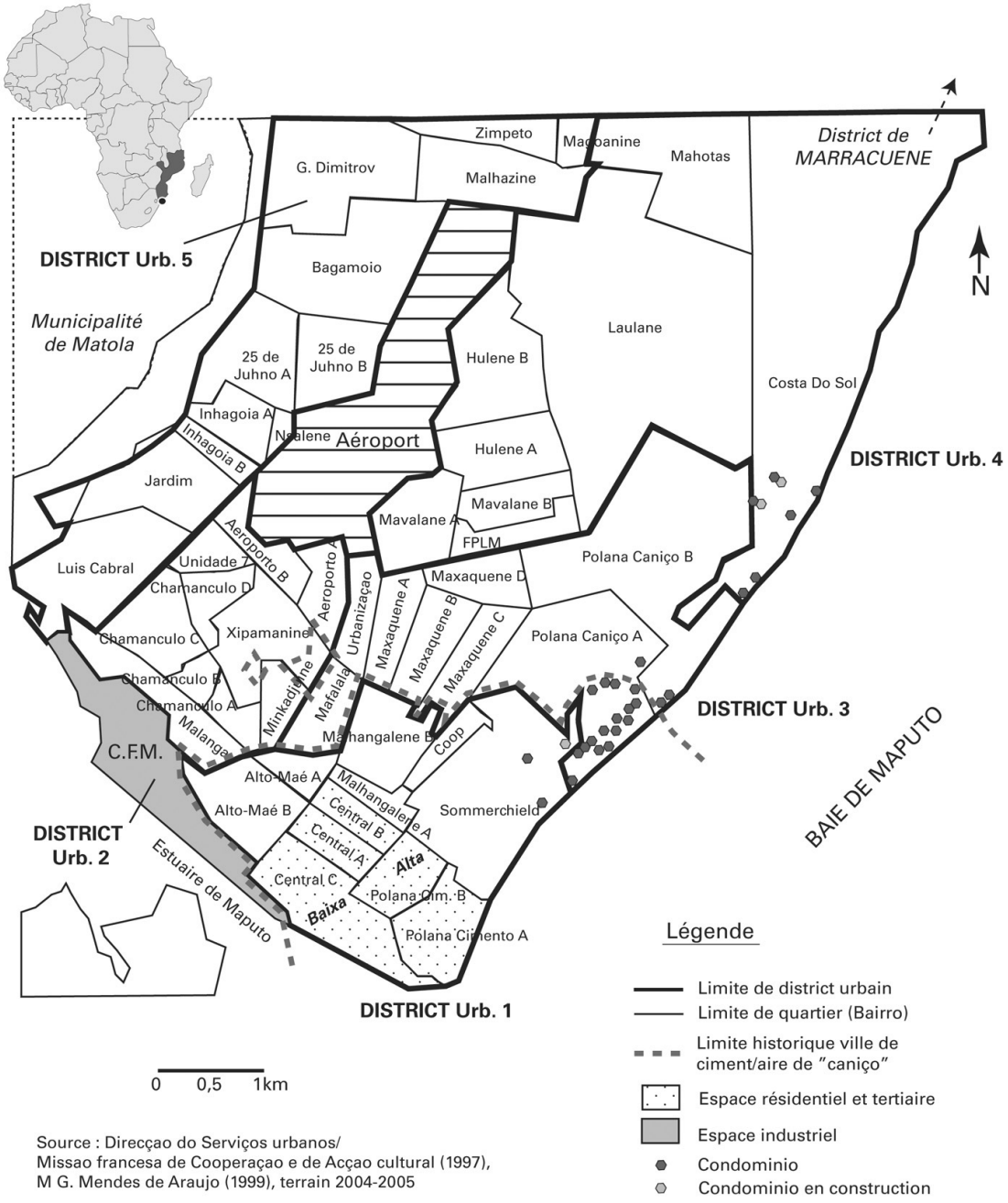
Le tour d'horizon des dispositifs sécuritaires apparents qui a ouvert cette analyse peut ainsi être rapproché du contexte actuel, marqué par l'ouverture du pays, le creusement des inégalités et la progression de la criminalité. Il permet de prendre la mesure de la réalité de la protection envers l'insécurité qui répond à un critère financier (l'accession à telle ou telle mesure sécuritaire est plus ou moins onéreuse) et soulève une remarque : la non-crédibilité des seuls services publics de sécurité. Il y a tout lieu de croire que la population n'a pas pleinement confiance en la police et en la justice officielles. L'incompétence de ces services est mise en cause (l'enquête de l'IAAF indique par exemple que 38,3 % des familles de Maputo qui ne portent pas plainte – contre 22,7 % à l'échelle nationale – estiment que la police ne peut rien faire), quand n'est pas condamné leur laxisme (7 % d'entre elles attestent que la police ne se montre pas intéressée par leurs doléances). Les professionnels de la sécurité privée comme les habitants ont en tête les connexions – plus ou moins avérées – entre les services de police et les criminels (circulation d'armes, de drogues). Le sentiment qui se dégage est qu'une certaine mentalité « corruptible » règne encore [6]. Dès lors, ceux qui peuvent se le permettre font appel à des formes de protection sécuritaire alternatives.

À cet égard, il convient de porter notre attention sur ce qui nous semble être la forme la plus marquante de la néo-protection sécuritaire au niveau paysager : les *condominios*. À Sao Paulo, Caracas, Los Angeles ou plus près de notre espace Johannesburg et Cape Town, l'auto-enfermement résidentiel, tout en assurant la plus efficace et la plus coûteuse des protections, soulève un débat. La bibliographie sur le sujet a ainsi inscrit et relayé les expressions sémantiques fortes d'obsession sécuritaire (Davis, 1997) et d'entre soi (Donzelot, 1999), voire de communautarisme de la part de ceux qui y résident. On a aussi évoqué la soustraction aux citadins de portions d'espaces publics ainsi que la « fragmentation urbaine » (Rhein & Elissalde, 2004). Ces remarques peu amènes s'appliquent-elles – totalement ou partiellement – localement ? Quel est l'historique des communautés fermées sécurisées de Maputo ?

6 Au vu de la modicité des salaires (de l'ordre 70 USD/mois pour un agent de police), nombre de policiers ou de gardiens de prison sont à l'affût de « gratifications » (Harrison, 1999). On peut rappeler que le Mozambique est classé au 93e rang – sur 146 pays – d'après l'indice de perception de la corruption 2004 de *Transparency International* (valeur de 2,8 sur 10). Il faut néanmoins distinguer sur place la petite criminalité du ressort de fonctionnaires mal-payés, de la corruption à grande échelle de sommes d'argent issues de l'aide et des investissements internationaux et qui est le fait des hautes personnalités, locales et étrangères (Hanlon, 2004). Le système de justice – on l'a vu lors du meurtre du journaliste Carlos Cardoso en 2000- est également critiqué par l'impunité qu'il offre aux personnalités impliquées dans des activités criminelles organisées (trafic de drogues, de voitures, blanchiment d'argent, Gastrow, Mosse, 2002). Le nouveau président a fait de la fermeté sécuritaire, de la transparence et de la bonne gouvernance son cheval de bataille (derrière la lutte contre la pauvreté), ce que réclament en fait les habitants. Le nouveau maire de Maputo s'inscrit lui aussi comme un intransigeant.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

2 Un phénomène récent en question : les condominios ou le « bien-être » des expatriés



Source : Direcçao do Serviços urbanos/
Missao francesa de Cooperaçao e de Acçao cultural (1997),
M G. Mendes de Araujo (1999), terrain 2004-2005

Fig. 1 Les condominios à Maputo (2005).
Maputo condominios, 2005.

Qu'entend-on par *condominio* à Maputo ? On retrouve cette appellation au Brésil (*condominios fechados*) ou au Mexique. Or, malgré de fortes similitudes, quant à certains de ces complexes, avec les *gated communities* sud-africaines, le terme, d'origine portugaise, fait écho sur place à l'idée de copropriété.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Légalement, le condominio est apparu avec la loi de libéralisation de l'immobilier à l'année 1991 (*lei 5/91*). Le vocable condominio ne concerne pas *stricto sensu* des lotissements fermés conçus à des fins sécuritaires et/ou identitaires et où résident des gens d'un certain rang. À Maputo, des formes éminemment plurielles rentrent dans cette expression, qui n'a au final comme constante que le groupe de population composé de plusieurs familles qui le peuple, vivant dans un espace clos et partageant des normes de vie collectives. C'est d'abord donc le sens de « vivre ensemble » qui est à retenir [7].

Au dernier comptage de ces lotissements, nous avons relevé 30 complexes fermés à Maputo. Trois d'entre eux étaient en construction. Au Mozambique, ces structures ne sont pas l'exclusivité de la ville, du moins de la seule municipalité de Maputo [8]. Le secteur de la Costa do Sol au nord de la ville reste quoiqu'il en soit le lieu de prédilection pour l'implantation des condominios (fig. 1). Il est difficile de savoir exactement combien de personnes résident dans ces structures mais on peut considérer, sur la base de nos enquêtes, que cela concerne entre 580 et 600 logements environ. Ces quelques chiffres témoignent, si besoin en était, que nous nous plaçons sur une autre échelle que les métropoles en prise avec ce phénomène dans le monde. En réalité, les ensembles résidentiels fermés ne concernent qu'une partie assez réduite de la population de la ville mais ils ne passent pas inaperçus. Le fait qu'un seul secteur, fut-il hétérogène, soit intéressé, fait que l'on parle de temps à autre du « quartier des condominios ». Ce secteur reste coupé du tissu urbain ce qui le singularise d'autant plus.

Lorsque le visiteur quitte le tohu bohu urbain et l'avenida Julius Nyerere pour l'avenida Marginal et son cadre littoral, il aperçoit à main gauche un espace clairsemé de bâtis hétéroclites ponctué de langues sableuses interstitielles, qui fait face à l'océan Indien. Coté mer, il remarque les baigneurs et pêcheurs traditionnels, les plages adossées à des murs de soutènement, les grands filaos et les cabanons carrés et colorés des petits préparateurs de poissons. Vers l'intérieur, se dressent des zones ponctuelles d'habitats précaires, mais aussi plusieurs condominios, un casino, de récents supermarchés ainsi que maints logements de standing. La vision ne laisse pas indifférent. Si quelques uns des condominios sont de la sorte implantés en bordure de mer, des prospections plus avant renseignent sur leur présence en d'autres secteurs. Pour schématiser, on peut distinguer deux pôles de concentration (fig. 2) :

7 Nous avons fait le choix d'en considérer la presque totalité (afin de mieux cerner leurs différences et la genèse qui les sous-tend) sur la base de quelques critères sélectifs : ce sont d'abord des regroupements résidentiels caractérisés par leur fermeture et le retranchement *de facto* de parties d'espace public. La mise en place de dispositifs sécuritaires compose à l'évidence un autre aspect, mais en certains endroits elle reste assez limitée alors même que l'impression de coupure avec la rue demeure prégnante. Enfin, c'est bien la matérialisation d'une autre coupure, à l'échelle métropolitaine celle-là, qui constitue notre dernier critère : ce sont tous des complexes résidentiels positionnés sur la Costa do Sol, au plus près de la zone balnéaire de la ville.

8 Nos discussions avec quelques administrateurs de condominios nous ont appris qu'il en existe dans la cité industrielle de Matola ainsi qu'à Boane plus au sud, qui sont toutefois sous influence de la capitale.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

– le premier (et le plus dense) se situe en contrebas de l'université Mondlane et du quartier le plus chic de la capitale, Sommershield. 22 condominios sont ici implantés (la majorité sur le littoral de Polana Caniço), avec une distinction entre ceux situés dans, ou non loin du prolongement de l'avenue Julius Nyerere, elle-même formant un coude avant de rejoindre l'océan (8 complexes), ceux situés presque directement face à la mer non loin de la Marginal qui longe la côte (4 complexes) et enfin la majorité (10 d'entre eux, positionnés les uns à la suite des autres) épousant la petite rua 3896 qui s'intercale entre les deux sous-ensembles.

– un second pôle se situe à plus grande distance du centre-ville, le long de la côte au nord, plus précisément dans le quartier de la Costa do Sol à une dizaine de kilomètres. Là encore, un clivage condominios « pied dans l'eau »/de l'intérieur se distingue ; nous dénombrons ici 8 complexes avec aussi une densité beaucoup moins forte [9].

Nous esquisserons d'abord les contours de ces ensembles avant de relater les principaux aspects de leur implantation. Les condominios de Maputo sont tous issus d'une dynamique de construction dirigée. Ce sont initialement des complexes créés *ex nihilo* dans un but bien précis : accueillir des populations en quête de logements. Qui plus est, ces lotissements, à quelques exceptions près, sont récents et en très bon état. C'est sans doute un autre des aspects qui les personnifient réellement : contrastant avec les bâtiments coloniaux anciens et dégradés le long des rues de la capitale, ces logements fonctionnels, à l'architecture parfois quelconque, construits à l'identique, proposent une qualité et une propreté qui font défaut en de nombreux endroits de la ville (sauf dans les quartiers chics de Sommerschied et Triomfo où le même constat est visible).

Ces condominios présentent toutefois des différences internes. La fermeture, par exemple, revêt degrés divers : cela va des hauts-murs aux simples clôtures en passant par la forme la plus fréquente : le mur surmonté de grilles. Au niveau sécuritaire, ils sont hérissés de barbelés, parfois de fils électriques. Leur entrée est en général marquée par une guérite qui abrite de deux à quatre gardes (l'effectif y est étoffé la nuit). Ils régulent le passage via une grille coulissante ou à battant voire une simple barrière (certains condominios restent aussi ouverts). On l'aura compris, la sécurité est collective *a contrario* de la sécurité individuelle des résidences situées en ville. À l'intérieur, la qualité des maisons est là encore très variable : on remarque tantôt de vastes structures préfabriquées, tantôt de splendides villas. Au devant, les espaces de stationnement peuvent être communs ou individuels. Enfin, certains condominios proposent des espaces de loisirs

9 Une précision administrative s'impose : même s'il est devenu habituel de parler de la zone des condominios à Maputo comme celle relevant de la Costa do Sol, la lecture spatiale nous apprend que la plupart d'entre eux sont en fait établis dans le quartier administratif de Polana Caniço A. En conséquence, le District Urbain (DU) n° 3 (la municipalité de Maputo est découpée en 5 DU) est plus concerné que le DU n° 4.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

collectifs, de la simple surface de jeu pour enfants aux plateaux sportifs comprenant bar et piscine.

La population y est majoritairement étrangère. Les Sud-Africains sont les plus représentés, mais pas exclusivement, contrairement à une idée répandue : on dénombre en fait pléthore de nationalités : portugaise, britannique, américaine, française, brésilienne ou zimbabwéenne. Des Mozambicains occupent également certains complexes. Dans beaucoup d'ensembles, les individus ne payent aucun loyer ou du moins ne voient pas la trace de la transaction, au titre par exemple de leur statut de représentants d'États étrangers. Lorsqu'ils s'en acquittent, les tarifs sont hors de prix (entre 1 000 et 4 000 USD/mois), ce qui prend un caractère presque insolent par rapport au niveau de vie d'un Mozambicain moyen (le salaire minimum est de 50 USD/mois). Que nous apprend l'historique de ces ensembles ?

Il nous faut partir des années 80. Une première génération d'aires résidentielles sécurisées sort de terre à la suite de l'afflux de population étrangère qui accompagne les programmes d'aide au développement. Le Mozambique infléchit sa politique socialiste, adopte les politiques des institutions de Bretton Woods, alors que les ravages de la guerre civile nécessitent une réponse rapide. Parallèlement, et du fait de la dégradation manifeste des habitations du centre-ville – liée à l'incurie de leur gestion –, la ville est en manque flagrant de logements viables. Les différents ministères suscitent alors des commandes publiques et des entreprises érigent ces premiers ensembles destinés aux coopérants. Ce premier temps marque notamment la naissance du Parque Sabie, sur demande du ministère de l'Agriculture, du campo Residancial, du Ministère de la santé (destiné aux coopérants Italiens) ou encore de Vila Sol à l'initiative de l'administration nationale des routes. Les premiers condominios sont donc des entreprises publiques à destination d'une population étrangère salariée (Gomez, 2003). En 1991, est adoptée la loi sur la libéralisation immobilière. Les accords de paix et la démocratie pluraliste affichée provoquent l'arrivée de nombreuses ONG, dont PMA Park (programme alimentaire mondial) en 1995 et l'*United States Agency for International Development* (USAID) en 1996. Enfin un dernier acteur va jouer un rôle dans l'avènement des condominios lors de cette première phase d'impulsion : les investisseurs privés, en particulier industriels. La firme Mozal, durant son installation, ne bâtit rien moins que trois complexes dans ce secteur, tous affectés à ses ouvriers et cadres [10]. Toutefois, la demande en habitations des étrangers n'est toujours pas satisfaite

10 La fonderie d'aluminium Mozal a ouvert ses portes en 1997 à 17 km du centre-ville dans la zone de Matola. Gigantesque projet de conception résolument allochtone (concentrant des capitaux britanniques via Billiton, sud-africains et – de manière timorée, 4 % - mozambicains), il s'apparente à sa jumelle d'Afrique du Sud Alusaf (aujourd'hui Bayside et Hillside Aluminium implantés dans la ville-nouvelle portuaire de Richards Bay au KwaZulu-Natal). Mozal se place comme l'un des plus gros complexes industriels en opération en Afrique australe. Sa capacité de production maximale est de 506 000 tonnes d'aluminium avec Mozal-2 depuis 2003. L'entreprise, à elle seule, contribue à 2,1 % au PIB mozambicain en 2002 (*Mozambique file*, 2003).

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

par le parc de logement, surtout que les nouveaux acteurs n'érigent pas systématiquement de logements en copropriété.

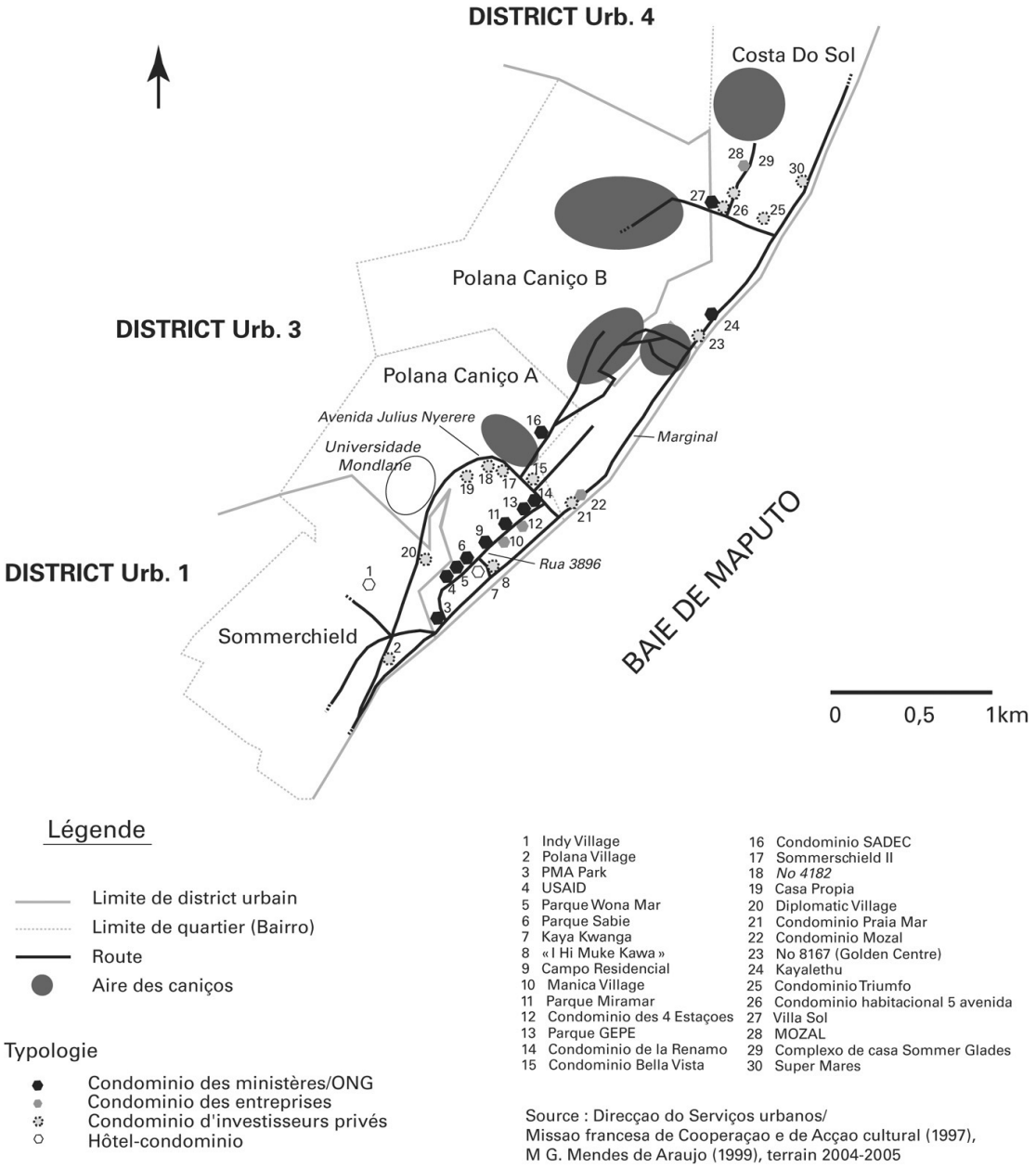


Fig. 2 Les condominios à Maputo : esquisse typologique.
Maputo condominios: a typology.

Depuis environ sept ans, une seconde génération de communautés fermées voit le jour. Ce sont dorénavant les promoteurs privés qui s'accaparent ce marché très lucratif comme on le verra plus avant. Depuis les années 90, l'État mozambicain s'est progressivement désengagé des secteurs industriels et immobiliers, laissant les coudées franches à la venue de sociétés visant le profit. Ces investisseurs occupent désormais le terrain de la Costa

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

do Sol et vendent leurs logements à l'unité à des Mozambicains hauts placés (qui les sous-louent ensuite) ou les louent directement à prix d'or (entre 2 500 et 4 000 USD par mois selon nos enquêtes). La population, au vu des prix pratiqués, demeure très majoritairement étrangère [11], avec néanmoins davantage de Mozambicains issus de la haute société maputéenne (officiels, entrepreneurs…). Au total, treize condominios (dont les trois en construction) relèvent aujourd'hui de cette dynamique (Casa Propia, Sommershield II, Praia Mar – fig. 2). La nationalité des administrateurs met en exergue une particularité : d'après nos discussions auprès des acteurs étrangers, il importe sur place d'associer à son projet des partenaires Mozambicains ; ainsi, ce sont souvent des associations composites qui sont observées, dans lesquelles on retrouve beaucoup de Sud-Africains (tel est le cas de la société SOMOCOL Lda, très active sur le marché car initiatrice de six complexes en copropriété).

Le modèle semble donc clairement importé, la conjoncture étant des plus favorables. Mais presque tout le monde semble en profiter : les investisseurs étrangers qui bénéficient d'un marché neuf et porteur, les partenaires locaux qui y sont associés, les résidents étrangers qui disposent d'un cadre de vie semble-t-il idéal, l'État et la ville qui aspirent à la poursuite des investissements internationaux, et donc de conditions de résidence excellentes offertes aux primo-arrivants.

3 La sécurité comme motivation – ou critère premier – du choix des condominios ?

Les nuances de bâti que recouvrent ces complexes doivent être vues à la lumière de ces différentes vagues d'implantation. En fait une double grille de lecture paysagère ressort, articulée autour du caractère plus ou moins moderne de ces ensembles résidentiels (et de la maintenance observée) et également de l'emprise « visuelle » plus ou moins marquée des dispositifs sécuritaires relevés.

En premier lieu, quelques condominios paraissent en désuétude alors même que la plupart d'entre eux affiche un entretien impeccable. Pour lever cette interrogation, il convient de se référer, dans de rares situations, à l'absence d'entretien relevée *in situ*, qui découle généralement des loyers sinon absents, du moins modiques. Ainsi en est-il du cas très spécifique du condominio de la Renamo : il n'est autre qu'un complexe de la première génération mais qui, à la suite de la faillite de l'entreprise initiale, a dans la foulée été concédé aux

11 Si le nombre de projets internationaux semble avoir décru ces dernières années à Maputo (en comparaison à la phase massive de stabilisation des années 90), ce sont les investissements sud-africains qui prennent la relève (on peut citer en exemple le supermarché Game qui vient d'ouvrir ses portes sur la Costa do Sol). Entre 1997 et 2001, pas moins de 9 milliards de rands ont été investis dans le pays par les compagnies d'Afrique du Sud. Plus de 250 d'entre elles (Shoprite, Nandos, Vodacom, Absa – acquise par Barclays en 2005 –, Pep Stores…) y sont aujourd'hui implantées (Daniel, Naidoo & Naidu, 2004). Elles emploient 43 000 Mozambicains.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

anciens *guérilleros* du parti de la résistance en vertu des accords de paix [12]. Deux autres condominios hébergent des fonctionnaires et des techniciens mozambicains en raison du départ des populations étrangères (parfois pour des condominios de qualité meilleure) : Vila Sol et Wona Mar (où vivent aussi des ressortissants zimbabwéens et malawiens). Là encore, leurs habitants ne payent pratiquement aucune charge ce qui explique la vétusté des lotissements. Les condominios présentant un haut niveau de standing (soit la présence de logements spacieux, d'équipements et de services publics de qualité) sont ceux abritant les coopérants étrangers au titre d'ambassades ou d'organismes de coopération (PMA Park, USAID ou Kayalethu qui héberge le personnel diplomatique d'Afrique du Sud). Il en va de même de ceux récents, qui sont du domaine des promoteurs privés. Ces derniers sont situés en majorité dans la courbe de l'avenida Julius Nyerere (Sommershield II, Casa Propia, n° 4182…), affichant les loyers les plus chers de la ville (3 000 à 4 000 USD par mois). Ils font de plus face à des espaces précaires de caniços. À proximité de ces îlots de richesse, on discerne des ensembles résidentiels moins ostentatoires, qui hébergent les étrangers/locaux au titre de Ministères publics (Wona Mar, Parque Sabie, Parque GEPE – Ministère de l'Éducation). Dans une position médiane, il faut aussi noter un dernier type de condominio assez singulier dans la capitale : ce sont des hôtels proposant, dans leur enceinte, des services de location mensuelle de logements individuels (Kaya Kwanga et Indy Village).

En second lieu, le niveau sécuritaire relevé n'est que rarement identique. Certes, le degré de sécurité de ces ensembles est en règle générale élevé. Mais certains condominios offrent un cadre de vie vert et aéré, nonobstant leurs règles de vie communes, leur entrée individuelle, leur clôture et leurs gardes (néanmoins, beaucoup de voix nous font remarquer que plusieurs maisons en centre-ville présentent ces mêmes normes de protection). D'autres en revanche sont fermés au regard, habillés de multiples dispositifs de protection (électrification, murs aveugles, trappe à l'entrée pour discuter avec le gardien) ; ils offrent un sentiment de malaise en relation avec la césure nette qu'ils affichent avec l'espace public. Pour résumer, le niveau de sécurité « perçue » le plus soutenu a été relevé à USAID, suivi de Casa Popia, Sommershield II et Mozal. Plus largement, il est élevé dans les structures où résident les personnels diplomatiques, les membres d'organismes de coopération, les employés de Mozal et enfin les particuliers nouvellement arrivés (dont des personnalités mozambicaines).

Ces remarques nous amènent à nous demander si, à l'instar du contexte sud-africain (M.-A. Pérouse de Montclos, 2000), ces stratégies d'autoenfermement résidentiel renvoient ici, en partie, à des significations sécuritaires, du moins initiales (bien qu'elles répondent aussi en Afrique du Sud

12 Les populations y vivent en commun, le complexe est fermé mais l'ensemble présente un état de délabrement avancé : sans loyers et services de base, le tout n'est qu'un assortiment de taudis entre des terrains vagues, portant petits potagers, animaux de ferme et tas d'ordures disséminés aux portes même des autres condominios sécurisés et chic attenants.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

à d'autres motifs : entre-soi, valeur du foncier et de l'immobilier…). Sur la base de nos entretiens avec les résidants, il s'avère que plusieurs facteurs – dont la criminalité – justifient le souhait de résider dans un complexe fermé à Maputo.

Précisons en premier lieu qu'il ne s'agit parfois pas d'un désir mûri. Il faut bien l'avoir en tête : la question du choix ne s'est pas posée dans certaines situations. Une entreprise comme Mozal accorde à ses salariés un logement dans un de ses condominios ; les lotissements des Ministères ont répondu à la même logique, le logement étant déjà construit à l'arrivée des coopérants qui n'ont eu à se charger de rien. Passé ce premier point important (soit le non libre-arbitre), les individus qui ont prospecté eux-mêmes pour la recherche d'une maison dans un complexe fermé mettent presque systématiquement en avant un critère : la liberté. Liberté de mouvement, liberté de laisser leurs enfants jouer sur la pelouse, liberté de laisser des choses traîner dans le jardin, tous se sentent davantage rassurés dans un rapport avant tout familial [13]. On le voit, la question de la sécurité n'est pas inexistante mais sans tomber semble-t-il, d'une manière générale, dans un « syndrome » sécuritaire [14]. La commodité est ensuite citée : ces logements sont fonctionnels, tous les services sont offerts clés en main à leur livraison (eau, électricité, fumigation…) ; cela épargne des recherches ardues alors que les logements en ville restent très dégradés et les services publics de la capitale défaillants. Parce que les populations ne parlent pas nécessairement le portugais à leur arrivée, les services multiples qu'offrent ces ensembles plaisent : les travaux d'entretiens sont pris en charge par l'administrateur. Évidemment, on nous avoue très vite qu'est aussi apprécié le fait que la sécurité soit comprise dans le loyer. En vivant dans une maison individuelle, il faut s'acquitter de son prix et s'attacher ensuite les services onéreux d'une compagnie de sécurité. Ici le prix de la sécurité est inclus (ce qui explique ainsi que le loyer atteigne de telles sommes [15]).

13 Ce dernier discours est revenu auprès des femmes interrogées. Ayant accompagné leur mari dans ce pays, beaucoup ne travaillent pas et restent seules la journée. On peut certes trouver curieux cette perception de « liberté » alors que les ensembles résidentiels sécurisés impliquent précisément une fermeture avec le reste de la ville. Tout est en fait question d'appréciation scalaire. S'il a été observé que la fermeture résidentielle opérait comme un retour des sociétés modernes à la communauté (par opposition à la fin du siècle dernier et l'industrialisation du monde occidental, Touraine, 1997), le curseur tend, dans le cas de Maputo, à se déplacer sur la cellule familiale/individuelle et non pas communautaire. C'est bien l'intimité qui est ici avancée.

14 Un aspect qui appuie cela se voit à travers les gardes à l'entrée, dont plusieurs nous ont appris qu'ils étaient non armés (il existe en revanche des *panic button* dans les maisons reliés au siège de la compagnie). Les résidants nous ont expliqué que c'était volontaire, ne souhaitant pas voir d'armes à feu dans leur environnement.

15 Ce loyer est vu comme très élevé ; cela est reconnu par les résidents mêmes qui le trouvent disproportionné par rapport au bon-confort et équipement de leur maison. Toutefois, il est souvent payé directement par l'employeur ou par l'ambassade en ce qui concerne les membres diplomatiques. Dans les condominios récents, où les résidences sont parfois achetées puis sous-louées, les locataires payent directement leur loyer au nouveau propriétaire, tout en versant une taxe mensuelle à l'administrateur pour les opérations de maintenance.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Le prix de la sécurité intégrée tient par conséquent ce service comme évident – soit une nécessité dont il aurait fallu de toute manière disposer ailleurs – ; il trahit *de facto* un certain fond sécuritaire bel et bien présent, mais qui au final serait plus ressenti que vécu [16]. Citons simplement le cas du condominio Sommershield II qui, en plus de la sécurité commune à l'entrée et des dispositifs sécuritaires afférents (de la responsabilité de SECORICOR), voit coexister à l'intérieur diverses compagnies privées (Alfa, sécurité de Vodacom…). Chacune assure la protection d'une ou de plusieurs maisons, un service fourni parfois par l'employeur mais parfois aussi sollicité par les résidents mêmes. Il y a là une mixité sécurité commune/individuelle qui peut sembler pour le moins excessive. Au-delà de certaines discussions avec des administrateurs de condominios qui défendent une sécurité qui répond enfin à des habitudes résidentielles et à des standards de vie en Afrique (soit un ultime critère, celui de la « polarisation sociale »), la place centrale que prend la dimension de la sécurité dans le choix de résidence devient flagrante et elle est de plus assumée. La criminalité à Maputo est en augmentation nous disent-ils, les gens ne l'ignorent pas et la ville n'y peut pas grand chose. Le syllogisme est simple : plus de richesse provoque plus de criminalité, c'est inéluctable. La sécurité est ici la meilleure – en plus de bien d'autres atouts – et les familles y sont sensibles. C'est pourquoi, elles optent pour un condominio. Au sein du condominio 4 Estaçoes, le responsable nous informe que Mozal propose aujourd'hui dans son complexe des maisons à des non-salariés (autour de 10 %). Les listes d'attente seraient longues et des Mozambicains fortunés compteraient au nombre des postulants [17].

Au final, en sachant que la première composante du sentiment d'insécurité est la peur (Fustenberg, 1971), c'est davantage à notre avis un sentiment d'anxiété face à un environnement mal appréhendé ainsi que la notion de « bien-être » qui guident la logique de pensée des habitants des condominios à Maputo. On gagne à ce moment à s'interroger sur la notion d'entre soi. S'il s'agit de considérer une dynamique palliative aux incertitudes liées à un contexte sociétal qu'on ne maîtrise pas – ou qu'en partie –, ce concept d'attitude de repli vaut par conséquent pour les ensembles résidentiels de Maputo. Mais cela ne signifie pas que les liens sociaux y soient forcément étroits. Il

16 Le faible nombre d'incidents dans ces complexes, mais aussi le long des rues placées au devant, est énoncé, ce qui ne veut pas dire qu'ils sont absents. Quelques cas de vols dans le jardin ont été recensés (Parque Sabie…). Il y a quelques exceptions à la règle : I Hi Muke Kawa, complexe particulier s'il en est (l'entrée est ouverte le jour, chaque maison à l'intérieur a souscrit à sa propre police de sécurité), a fait l'objet de deux tentatives de cambriolage ; la sécurité a depuis été renforcée. Même son de cloche du côté de USAID : il y a quelques années, une résidence a été attaquée ce qui a provoqué un vif émoi et une fuite en avant dans la mise en place de dispositifs sécuritaires. Ersatz de camps retranché, les murs ont ici une hauteur de plus de deux mètres avec ouverture étroite pour discuter avec le garde, porte hydraulique pour les voitures à l'entrée, électrification…

17 À Sommershield II toujours, il nous a été communiqué qu'en dehors des membres diplomatiques hollandais, norvégiens et belges, ainsi que des cadres de la compagnie Vodacom, résidaient également des entrepreneurs locaux, des officiels de même que de nombreux commerçants mozambicains.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

semble en fait y avoir un certain esprit communautaire dans les complexes ou un ferment professionnel (firme Mozal – photo 2) et/ou national (Sud-africains, Italiens, Portugais…), est présent (le *braai* sud-africain apparaît ainsi comme un moment fort à Mozal). À l'inverse, d'autres résidents ont mis en avant les relations affinitaires minimales qu'ils développent avec leurs voisins (un aspect qui peut être rapproché au fait que les coopérants sont amenés à quitter le pays). Dans cet esprit, mieux vaut-il parler d'ensembles – ou d'enclaves – résidentiels sécurisés plutôt que de communautés fermées à Maputo (et comme l'atteste G. Capron, 2004, conserver évidemment ce terme local suffisamment expressif qu'est condominio).

Photo 1 Le condominio Mozal dans le DU n° 4 (Costa do Sol), cliché de l'auteur.
Mozal condominio in DU n°4 (Costa do Sol), photo by the author.

4 Les coûts de l'auto-enfermement résidentiel à Maputo : spéculation, déguerpissement en marche et néo-ségrégation

En ce dernier point, nous tenterons de souligner la nature des impacts des complexes fermés sécurisés sur l'espace et la société urbaine de Maputo. Sur place, le sujet reste pour le moins sensible, les avis sont parfois pondérés et souvent fatalistes.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

La terre reste du domaine de d'État au Mozambique (un legs toujours en vigueur malgré la libéralisation immobilière de 1991). On peut juste obtenir un droit d'exploitation [18]. L'acteur qu'est le gouvernement joue de ce fait un rôle clé qui complexifie les relations avec les autres protagonistes. État, municipalité et promoteurs/entreprises privés tentent tous à leur manière de tirer avantage de l'ouverture du pays, en contournant certains écueils et sans trop brusquer la société civile. En théorie, pour monter sur place son projet immobilier, l'entreprise doit payer une concession, qui est en quelque sorte une taxe symbolique qui lui donne le droit de lotir un terrain. Cette concession, sur la base d'un entretien auprès de Mozal, s'élève à plus ou moins 15 millions de Meticais ou 700 USD. Il s'agit donc d'une somme forfaitaire qui ne reflète que peu la valeur de la terre. Le titulaire de sa concession a alors deux ans pour bâtir. La réalité est qu'en pratique, cette somme est parfois multipliée. Le foncier est devenu un marché très lucratif à Maputo, particulièrement sur la Costa do Sol, où s'implantent les grands projets immobiliers. À ce titre, tentons de préciser la teneur du nouveau marché « parallèle » des terrains à Maputo, en esquissant son cadre foncier historique et juridique.

Des politiques urbaines explicites n'ont jamais réellement été menées au Mozambique, que ce soit avant ou après l'indépendance (Jenkins, 2001). L'idéologie coloniale est restée clairement ségrégationniste et mâtinée de laisser-aller dans les zones périphériques. Celle socialiste (la première législation foncière est celle du N° 6/79) a été ponctuée par l'inaliénabilité des terres étatiques et par les fermes d'État en milieu rural et l'*Operaçao Produçao* [19] en ville. La régulation urbaine est restée le parent pauvre de l'ère post-indépendance, le *Land Law Regulations* de 1987 excluant notamment toute référence au foncier urbain. La nouvelle loi sur les terres promulguée à la suite des pressions étrangères en 1997 (N° 17/97), a reconnu enfin les problèmes de la terre en ville, mais les tentatives pour mettre en place des régulations foncières sont restées sans succès. Alors que les municipalités, depuis 1997 au Mozambique et suite à la politique de décentralisation, sont amenées à détenir plus de pouvoir, le foncier reste un sujet infiniment complexe pour le citoyen lambda.

Depuis l'accord de paix et les premières élections multipartites de son histoire (1994), peu d'orientations claires ont en fait été suivies ; tout du moins restent-elles bureaucratiques. Par exemple, depuis 1997, pour espérer en toute légalité occuper et lotir un espace, il faut disposer auprès des services municipaux d'un DUAT (*Direito de Uso e Aproveitamento da Terra*). Les procédures

18 Il nous faut préciser cette assertion : l'État, par le biais du *Land Law* de 1997, a en fait limité à trois les catégories d'individus jouissant d'un droit d'usage illimité dans le temps, soit : les communautés locales, le secteur de production familiale et les individus mozambicains propriétaires de leur logement (Lachartre, 2000). Les autres catégories de personnes ne peuvent obtenir que des autorisations à bâtir, sous certaines conditions.

19 Politique migratoire de rejet des indésirables (chômeurs, petits criminels) dans les zones au nord du pays.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

restent extrêmement longues [20] et qui plus est coûteuses à l'homme de la rue mozambicain (environ 1 million de Mts en taxes et frais d'opérations) : le tout a perpétué les pratiques informelles d'acquisition des terrains pour la majorité des habitants de Maputo (souvent par sous-location). P. Jenkins (1999) a démontré que les allocations officieuses ont concerné en moyenne 65 % des mécanismes d'acquisition foncière en ville sur les trois périodes (coloniale, socialiste mais aussi actuelle). En dépit d'une pression forte sur le foncier, l'octroi de terrain par la puissance publique est resté timoré. Lorsqu'il prend effet, les terrains, qui dans les textes sont avant tout destinés aux groupes défavorisés, font en fait fréquemment l'objet de simples opérations de réinstallation. Entre 1991 et 1999, nombre de parcelles non planifiées ont *de facto* été accordées aux classes aisées (à l'initiative majoritairement d'institutions non-étatiques, tels que les promoteurs privés aux liens politiques forts). La classe moyenne mozambicaine, en mal de foncier mais solvable, s'est rabattue quant à elle sur les terres périphériques, impulsant un phénomène de timide embellissement (comme au sein du quartier de Laulane à 10 km dans l'intérieur).

Pourtant, y compris pour les acteurs récents, la législation foncière reste médiocre ce qui laisse la porte ouverte à des dérives. Des pratiques officieuses dictées par des processus spéculatifs ont lieu. Il se dégage ainsi des discussions avec des membres du secteur privé, un sentiment de frustration pour ce qui est de s'implanter à Maputo (6 mois à un an de procédure contre trois semaines par exemple en Afrique du Sud), de même qu'un certain désabusement face aux opérations financières. Concrètement, il s'avérerait que certains intermédiaires locaux profiteraient de cette aubaine en s'appropriant au préalable les meilleurs terrains, puis en faisant monter les prix que les investisseurs peuvent en tout état de cause payer. Dans l'ordre, ces individus (hauts fonctionnaires, politiciens), très au fait du système, achèteraient légalement des concessions et ce depuis le milieu des années 90. Ils en ont le droit et peuvent attendre deux ans, durant lesquels ils ne font par exemple que clôturer leur parcelle. Ils se placent ainsi clairement dans l'attente d'investisseurs privés en quête de terrain. Des mécanismes non transparents de spéculation font ensuite leur œuvre [21]. La municipalité ne peut pas grand chose contre ce phénomène. Lui échappe à ce moment beaucoup d'argent, qu'elle tente de récupérer par d'autres moyens. Ainsi, les nouvelles municipalités autonomes de 1997 visent à asseoir leur base financière. Les taxes municipales en sont un des enjeux. La firme Mozal paye notamment

20 Pour jouir d'un titre de propriété, qui est en fait une autorisation d'occupation valide pour une période de 50 ans, il faut compter plusieurs mois de démarches administratives auprès du service de l'urbanisme et de la construction (DCU). Notons également qu'en 2001 dans la capitale, alors que la base humaine, économique et politique est ici plus forte que partout ailleurs dans le pays, seuls trois urbanistes, fraîchement émoulus de l'université, étaient en poste.

21 Les administrateurs nous ont parlé de systèmes de *joint venture* qui voient le jour entre promoteur immobilier et concessionnaire. Ils sont risqués mais parfois une procuration est signée en présence d'un avocat. Lorsque le projet immobilier atteint le stade des 2/3 (ou 67 % finalisé), le propriétaire initial se désiste et vend alors sa concession. Mais parfois la cession se fait bien avant, d'un commun accord.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

52 000 USD en charges annuelles pour ses cinq condominios. Il ne faut également pas négliger l'amélioration des services publics de la ville par ces complexes fermés. Ceux-ci investissent en un seul endroit dans la mise en service d'eau ou d'électricité, là où cela leur reviendrait plus cher de pourvoir des résidences individuelles éparpillées [22]. Pour l'autorité locale, il s'agit de se dédouaner de ces opérations très onéreuses. De toute manière, les enjeux dépassent le cadre local : l'objectif reste la venue d'investisseurs et d'une population aisée au Mozambique, générateurs de flux financiers.

Comment s'inscrit dès lors la confrontation entre ces complexes sécurisés et les populations pauvres installées initialement *in situ* ? Quel rôle tiennent les pouvoirs publics tenaillés entre les enjeux exogènes et la mentalité socialiste héritée ?

Il faut savoir que ces quartiers de Polana Caniço (A et B) et de la Costa do Sol ont accueilli des populations réfugiées durant la guerre civile. Tout au long des années 80, ces communautés se sont implantées sur de vastes espaces, sans permis de construire et dans un climat de permissivité. Les caniços présents sur la Costa do Sol ne constituent pas un seul tenant. Il faudrait plutôt parler de « poches » d'habitat précaire, la première située juste en face des condominios Sommershield II et Casa Propia sur la Julius Nyerere, la seconde près des complexes Kayalethu et Golden Centre sur le littoral, et la dernière accolée au condominium Mozal dans l'intérieur des terres au sein du DU n° 4 (non loin de Vila Sol – fig. 2). Le cadre paysager est alors sensiblement différent : de très dense avec des cabanons étroits à proximité du centre-ville, il devient plus lâche avec la présence de logements plus grands aux lisières de la ville. À proximité du complexe Kayalethu, des maisons en dur non achevées sont même sorties du sable. Dans tous les cas, l'animation y est forte. Les roseaux prédominent dans la construction ; des clôtures végétales (*spinoza*) séparent les maisons, donnant sur des sentiers sableux bordés ponctuellement d'étals offrant des produits de première nécessité (fruits, charbon, boissons…). On imagine aisément le contraste entre ces étendues et les condominios attenants, surtout lorsque de l'autre côté des murs électrifiés de Mozal ou en franchissant la rue au devant de l'entrée de Sommershield II, on fait face à cette vision pauvre et très populaire (photo 2). Cette juxtaposition criante de la richesse et de la pauvreté est une conséquence forte des évolutions récentes que subit le pays. Quant aux contacts entre habitants des condominios et ceux des caniços, ils restent, nous dit-on, très faibles [23].

22 À noter que le ramassage des ordures est assuré par une compagnie privée (*Néoquimica*) sur la Costa do Sol. Ainsi, comme l'a illustré S. Jaglin (2001), on peut mettre en avant une amorce de « *logique marchande de la gestion des services publics* ». À défaut d'une volonté de « sécession fiscale », inexistante sur place, tout au plus peut-on avancer l'argument d'un début de processus de privatisation de l'espace.

23 Peu ou pas de relations de voisinage n'y sont relevées d'après les discours ; de rares personnes travaillent dans les complexes en tant que travailleurs domestiques ; quant à un éventuel postulat criminel imputé au voisinage d'extrêmes sociales, il est battu en brèche par les dispositifs sécuritaires souvent draconiens des condominios.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Photo 2 Sommershield II et les caniços adjacents (DU n° 3), cliché de l'auteur.
Sommershield II and adjacent caniços (DU n°3), photo by the author.

Ce clivage paysager est-il amené à durer ? Dans une ville comme Maputo, les dynamiques de déguerpissement brutal sous le seul prétexte que des individus vivent dans des conditions informelles pourraient être très mal perçues. Or, tout porte à conclure qu'elles semblent inéluctables tant la vitesse d'implantation des condominios a été rapide et les populations résignées à cause de la précarité de leur statut. Beaucoup avancent que la municipalité leur a fait savoir à la fin de la guerre qu'ils ne résidaient ici que provisoirement. Un certain respect du pouvoir Frelimo en place est apparent. Mais il faut bien comprendre que cela ne se fait pas sans concession. Il y a des précédents : lors de la construction du condominio Casa Propia, seize familles ont été déplacées vers la périphérie. La ville a mis à la disposition de la communauté des terrains et cette dernière a été indemnisée. Toutefois, la municipalité n'intervient que rarement financièrement car cela est coûteux et les consensus difficiles à dégager : le plus souvent l'indemnisation se fait directement avec les promoteurs au cas par cas. Cela a été le cas lors de la construction du parcours de golf, des condominios Golden Centre et Kayalethu ou encore de l'église des témoins de Jéhovah. Les sommes qui nous ont été communiquées sont très variables (c'est d'ailleurs cette flexibilité qui semble permettre le succès de l'opération) ;

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

elles se définissent au terme de simples discussions. Ainsi, dans les abords de Sommershield II, elles ont été de 9 millions de méticais pour une case de roseau (quelle que soit sa taille) et 20 millions pour une case en dur. Pour le club de golf, les ménages ont tous obtenus 18 millions de Mts. Enfin, près du Golden Centre où des maisons en dur de plusieurs pièces existaient, elles ont été de 400 à 500 millions de Mts. Les compagnies s'arrangent parfois avec la municipalité pour offrir un terrain. Il est ainsi ressorti de nos enquêtes (notamment avec un *chefe de quarteirao*) que les individus s'estiment prêts à partir à ces conditions, d'autant que cette bande côtière est soumise à l'érosion et aux inondations récurrentes (comme celles de 2000-2001). De plus, le réseau de taxi-minibus ne dessert pas ces zones et il n'y a pas d'accès à l'eau potable (ce qui n'est pas le cas par exemple du quartier voisin de Maxaquene). D'autres aimeraient rester et ils mettent en garde contre le site de réinstallation : si ce dernier est trop éloigné des équipements sociaux (écoles, hôpitaux…), les populations reviendront sur la Costa do Sol. On peut citer en exemple le cas des populations réinstallées à Zimpeto après les pluies de 1998 et qui sont revenues en partie.

Conclusion

Les condominios à Maputo sont révélateurs des mutations contemporaines du Mozambique. Ils s'inscrivent dans le droit-fil de l'ouverture subite du pays, de l'arrivée d'acteurs exogènes et de l'émergence de la criminalité en ville. Ces enclaves résidentielles restent variées dans leurs formes (leurs concepteurs ayant été divers en se succédant) mais présentent toutes quelques critères qui les unifient : vivre-ensemble, fermeture, coupure avec le tissu urbain. Le phénomène condominio est récent à Maputo et se justifie par un dénominateur commun : la pénurie de logements de qualité dans la ville et non un souci sécuritaire. En effet, la propagation de normes immobilières standardisées a suivi l'ouverture du pays et l'arrivée de populations étrangères salariées. La diffusion d'un « modèle » urbain se révèle ainsi le facteur explicatif initial à leur implantation, en justifiant au départ la mise à disposition, par des acteurs internationaux (entreprises, organismes de coopération), d'un cadre de vie de qualité dans un environnement inconnu et quelque peu redouté. Par la suite, le critère sécuritaire s'est progressivement imposé jusqu'à composer de nos jours un élément fort de leur justification. Le secteur de la Costa do Sol sur le littoral nord a été le plus sollicité par le phénomène, en raison du réservoir foncier local et d'un cadre attrayant. Les étapes d'implantation soulignent des dispositifs spéculatifs sous-jacents, impliquant des acteurs locaux opportunistes. Un processus de déguerpissement existe par ailleurs mais il s'opère de façon fragmentaire et consensuelle.

Le développement de ce secteur de la Costa do Sol semble s'inscrire dans la durée. À cet égard, rappelons qu'il n'y a pas que des condominios implantés

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

en cet endroit [24]. Au département d'urbanisme de la municipalité, on nous a confirmé la continuité de ce processus, bien que le phénomène condominio semble, lui, s'essouffler (la demande stagne et il émerge aussi ailleurs comme à Matola) ou s'altérer (apparaissent progressivement des complexes composés d'appartements). Toutefois, cette zone attire toute sorte d'investisseurs. Ce phénomène de « gentrification » littoral est favorable à l'emploi dans le bâtiment. La valorisation de ce quartier coïncide avec la nouvelle image que souhaite se donner la ville. L'enjeu est donc de taille. On s'avance de la sorte vers une certaine homogénéisation de cette zone. Pourtant, il est difficile de parler de néo-ségrégation raciale puisque beaucoup de nationalités – dont des Mozambicains – sont ici implantées. Il y aura sans doute à terme une ségrégation sociale résidentielle, bien qu'on se doive également de rester prudent quant à un risque futur de fragmentation urbaine à l'échelle de la municipalité. Effectivement, il faut garder à l'esprit qu'il s'agit ici du front de mer de Maputo. Il est éminemment populaire, très prisé des Mozambicains, toutes catégories sociales confondues [25].

Université de la Réunion
Département de géographie
15, avenue René CASSIN B.P. 7151
97 715 Saint-Denis Messageries. Cedex 9
fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

Bibliographie

Anuario Estatistico, Cidade de Maputo 2002 (2002), INE, 77 p.

Anuario estatístico, Statistical Yearbook, Moçambique 2004 (2004), INE, 132 p.

Araujo M.G.M. de (1999), « Citade de Maputo, Espaços contrastantes : do urbano ao rural », *Finisterra*, XXXIV, 67-68, Lisboa, p. 175-190.

Benit C. (2000), « Johannesburg : déségrégation raciale, ségrégation sociale ? La banalisation des mobilités résidentielles dans la ville d'apartheid », in F. Dureau, V. Dupont, E. Lelièvre *et alii* (dir.), *Métropoles en mouvement*, Paris, Anthropos, p. 269-280.

Boudreau J.-A., Didier S., Hancock C. (2004), « Homogénéisation résidentielle et indépendance politique : de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles », *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 131-148.

24 Le mini-quartier de Triomfo 1 et 2, à faible distance du récent complexe résidentiel Super Marès et de sa petite surface commerciale cossue (elle-même fermée et gardée, aux parkings occupés de 4X4), ne voit pas se tarir le rythme de nouvelles constructions résidentielles individuelles, de 3 parfois de 4 étages. Le tout exhibe un luxe presque exagéré le long des pistes sableuses. Un hôtel est aussi en cours de réhabilitation et on a déjà cité cette grande enseigne commerciale sud-africaine qui a récemment ouvert ses portes (devenue le nouveau rendez-vous des classes moyennes-supérieures maputéennes, étrangères comme mozambicaines).

25 Il n'y a qu'à simplement essayer d'atteindre la fin de la route Marginal le dimanche ou durant les jours fériés pour s'en convaincre. La foule envahit alors la plage, les rues et leurs alentours : musique, vrombissement de moteurs, camions chargés de personnes, poissons grillés et boissons coulant à flot donnent le tournis, à quelques mètres seulement des premières murailles austères de certains condominios.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

Capron G. (2004), « Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques : une lecture critique de la littérature », *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 97-113.

Chiziane E. A. (1999), *A lei de terras nº19/97 e os conflitos de terra urbana O caso espcifico do Conselho Municipal da Cidade de Maputo*, Universidade Eduardo Mondlane, 22 p.

Compte-rendu du colloque international « territory, control and enclosure : the ecology of urban fragmentation », CSIR, Pretoria, 28 février-3 mars 2005 par Angot M., Benit C., Didier S., Morange M., Peyroux, E.

Constituiçao da Republica (2004), Impresa Nacional de Moçambique, 131 p.

Daniel J., Naidoo V., Naidu S. (2004), « The South Africans have arrived : Post-apartheid corporate expansion into Africa », *The State of the Nation : 2003-2004*, CapeTown, HSRC Press, p. 368-390.

Davis M. (1997), *City of quartz, Los Angeles capitale du future*, Paris, La Découverte (traduit de l'américain par Michel Dartevelle et Marc Saint-Upéry ; édition originale, 1990), 393 p.

Donzelot J. (1999), « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n° 258, p. 87-114.

Fustenberg F. (1971), « Public reaction to crime in the streets », *American Scholar*, n° 40, p. 601-610.

Garcia Sanchez P.J. (2004), « La forme privative de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas », *L'espace Géographique*, n° 2, p. 114-130.

Gastrow P., Mosse M. (2002), « Mozambique : Treats posed by the penetration of criminal networks », Institute for Security Studies (ISS), ISS Regional Seminar, *Organised crime, corruption and governance in the SADC Region*, Pretoria, 18 and 19 April 2002, 17 p.

Gomez A. (2003), *Les ensembles résidentiels sécurisés de Maputo, Mozambique*, DESS urbanisme et gestion des villes, Université Paris XII, IFAS, 119 p.

Hanlon J. (2004), « Do donors promote corruption ? : the case of Mozambique », *Third World Quarterly*, vol. 25, n° 4, p. 747-763.

Harrison G. (1999), « Corruption as "boundary politics" : the state, democratisation, and Mozambique's unstable liberalisation », *Third World Quarterly*, vol. 20, n° 3, p. 537-550.

Jenkins P. (2001), « Emerging urban residential land markets in post-Socialist Mozambique : The impact on the poor and alternatives to improve land access and urban development », Edinburgh College of Art / Heriot-Watt University, centre for Environment & Human Settlements, Research paper nº75, 91 p.

Jenkins P. (1999), « Mozambique : housing and land markets in Maputo », Edinburgh College of Art / Heriot-Watt University, Scholl of Plannning & Housing, Research paper nº 72.

Lacarrieu M., Thuillier G. (2004), « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : « quartiers privés » et « countries » à Bueno Aires », *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 149-164.

Lachartre B. (2000), *Enjeux urbains au Mozambique, De Lourenço Marques à Maputo*, Paris, Karthala, 317 p.

Le Goix R. (2001), « Les « communautés fermées » dans les villes des États-Unis, Aspects géographiques d'une sécession urbaine », *L'Espace Géographique*, n° 1, p. 81-93.

Lemanski C. (2004), « A new apartheid ? The spatial implications of fear of crime in CapeTown, South Africa », *Environmental & Urbanization*, vol. 16, n° 2, p. 101-111.

Mozambique file (2003), nº327, A Mozambique News Agency Monthly, 24 p.

Perouse de Montclos M.-A. (2000), « Afrique : ghettos dorés et quartiers du pouvoir », *Urbanisme*, n° 312, p. 78-81.

Quembo C., Lopes P. (2005), *Dinâmicas da Urbanizaçao na Costa do Sol, Maputo-Moçambique e os seus problemas*, Maputo, Universidade Mondlane, 38 p.

Rhein C., Elissalde B. (2004), « La fragmentation sociale et urbaine en débats », *L'information géographique*, n° 2, p. 115-126.

Serra C. (2003), Em cima de uma lâmina, Um estudo sobre precaridade social em três cidades de Moçambique, Maputo, Impressa Universitaria, 94 p.

Sousa Morais J. (2001), *Maputo, Patrimonio da Estrutura e Forma Urbana, Topologia do Lugar*, Lisboa, éditions Livros Horizonte, 247 p.

Touraine A. (1997), Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents, Paris, Fayard, 395 p.

© Armand Colin | Téléchargé le 11/02/2021 sur www.cairn.info via Université de la Réunion (IP: 195.220.151.67)

International Journal of
Urban and Regional Research

Volume 36.5 September 2012 890–914 International Journal of Urban and Regional Research
DOI:10.1111/j.1468-2427.2012.01135.x

The Spread of a Transnational Model: 'Gated Communities' in Three Southern African Cities (Cape Town, Maputo and Windhoek)

MARIANNE MORANGE, FABRICE FOLIO, ELISABETH PEYROUX and JEANNE VIVET

Abstract

The worldwide spread of gated residential developments (GRDs) reached Southern Africa in the late 1980s, at a time of dramatic political and urban change. Their success has been primarily interpreted as an outcome of the transformations affecting cities, i.e. perceived decreased security and changing racial patterns. Such analyses are embedded in the fragmentation of urban societies and shed light on community or household strategies. Breaking away from this perspective, we argue that, although GRDs fit very well into unequal postcolonial, postwar or post-apartheid societies, they should also be envisioned as polymorphic real estate products tailored to care for the middle classes of the corresponding urban contexts. By focusing on the role of developers, estate agents and international aid networks in spreading this model in Cape Town, Maputo and Windhoek, we highlight the importance of market-related and political processes, as well as the influence of the local urban, political and town planning contexts on the adaptation of this private suburban housing product. The circulation of this model is geographically analysed in terms of scales and local contexts through a comparative approach that allows us to assess how it adapts to or disrupts inherited urban patterns and planning traditions.

Gated complexes in Southern Africa — seeing beyond urban fear

The worldwide spread of gated residential developments (GRDs)[1] reached Southern Africa in the 1980s, at a time of dramatic political and urban transformation linked to transitional contexts — i.e. post-apartheid South Africa and Namibia, and post-socialist and postwar Mozambique — and GRDs developed there in increasingly unequal urban societies characterized by major changes in social and racial structure as well as segregation patterns. Cities as different as Windhoek, Maputo and Cape Town witnessed a surge in GRDs. However, with the notable exception of South Africa and, to a lesser extent, Ghana,[2] few publications have been dedicated to African case studies, particularly in a comparative perspective. The forms, reasons and contexts of GRD emergence in

1 Following Smith-Bowers and Manzi (2006), we talk about GRDs to avoid the social connotations embodied in the expression 'gated *community*'.

2 For South Africa, see the work of Landman, Lemanski, Ballard, Dirsuweit and the authors of this article. For Ghana, see Grant (2005).

© 2012 Urban Research Publications Limited. Published by Blackwell Publishing, 9600 Garsington Road, Oxford OX4 2DQ, UK and 350 Main St, Malden, MA 02148, USA

highly segregated cities, as well as their impact on socio-economic patterns and urban integration in a context of political transition, have received little attention. Most of the case studies have been carried out in North America (Blakely and Snyder, 1997; Le Goix, 2001; 2002; 2005), Europe (Blandy *et al*., 2004; Charmes, 2005; Blandy, 2006), Latin America and Asia (Caldeira, 1999; Capron, 2004). The economic, socio-political and historical dynamics underlying the development of GRDs have been analysed in a comparative perspective, although with limited focus on Africa (Webster *et al*., 2002; Capron, 2004; 2006; Billard *et al*., 2005; Atkinson and Blandy, 2006; Glasze *et al*., 2006; Paquot, 2009; Bagaeen and Uduku, 2010). The aim of this article is, therefore, to deepen our understanding of the emergence, circulation and implications of GRDs in the context of Sub-Saharan African cities.

In view of the powerfulness of the image of the fortress attached to gated residential developments, their worldwide success was primarily interpreted as the result of the upper and middle classes' fear of crime and seemed to summarize their desire to dissociate themselves from the urban poor (Davis, 1990 on the United States; Caldeira, 1999 on Brazil; Plöger, 2006 on Peru). Pioneering works focused on security issues, producing various typologies (Blakely and Snyder, 1997; ISS, 1997). Then the perspective logically shifted to an analysis of 'NIMBY' behaviour among GRD residents (Hook and Vrdoljak, 2002; Minton, 2002; Paquot, 2009), with the occasional emphasis on psychology (Low, 2003).[3] Some authors interpreted this 'global spread' in terms of a 'club economy' and 'shareholders' democracy' (Glasze, 2003a; 2003b; Charmes, 2005; Glasze *et al*., 2006) arguing that GRDs constitute a collective economic response, rooted in the alleged failure of the public authorities to provide services and security in particular. Such analyses led to an appraisal of the degree of privatization of space and facilities within GRDs (Smith-Bowers and Manzi, 2006), and of their consequences as far as town planning is concerned (Landman, 2004; Townshend, 2006; Giroir, 2007).

In Southern Africa, GRDs have been primarily interpreted as a reaction to the increasing mobility of the poor, and to the accelerating racial desegregation occurring in South Africa and Namibia. GRDs have been said to reflect the desire of the white middle classes to avoid contacts with the poor and black people, and to rebuild a sense of territorial control over their direct environment (on the concept of 'comfort zone' within a perceived hostile environment in South African cities, see Ballard, 2004). The private erection of 'fortified enclaves' has been said to reflect a 'new apartheid' in South Africa, where it is said that the fear of crime is put forward to mask a racist fear (Lemanski, 2004; 2006). Resorting to GRDs can indeed be seen as a hygienist and neocolonial reaction to a fading physical barrier between African 'indigenous' and white cities, the separation no longer being enforced by apartheid laws. Moreover, a high crime context in Cape Town and a rising concern about crime in Windhoek and Maputo give ample room for GRDs to develop. Security issues may be more important there than in other developing countries such as Egypt or Turkey where social inequalities are also huge (Florin, 2005). GRDs in Southern Africa are said to reflect the privatization of security and residential space, which is supposed to make up for the public authorities' inability to secure public space, linked to the perception that security is decreasing in formerly protected white areas.

Such analyses are embedded in the alleged fragmentation of urban societies (Bénit *et al*., 2007) and they shed light on the strategies of communities or households. In such a perspective, the socio-economic, political and historical contexts of the production of GDRs are dealt with as a mere background that influences and shapes the spreading of this model but that is not considered pivotal to understanding its success per se. Breaking away from this perspective, this article argues that one should also envision GRDs as polymorphic real estate products, tailored to fit the socio-economic diversity of the middle classes of the corresponding urban contexts. It focuses on the market-related and political processes linked to the spread of GRDs and on the influence of inherited urban

3 This conception has been challenged in Los Angeles (Boudreau *et al*., 2004) for example.

© 2012 Urban Research Publications Limited

forms on GRD development. While scholars exploring the rise of the GRD phenomenon have been focusing on security issues, individual preferences, household or community strategies and tactics, fear and 'NIMBY' attitudes, we would like to resort to another, less extensively studied perspective: the conditions under which GRDs are produced and their spreading mechanisms, pointing out the role of private stakeholders on the international, regional and local scales, as well as the importance of town planning policies in the successful spreading of the GRD model.

This perspective does not invalidate other approaches. On the contrary, it aims to complement them, drawing on similar recent works on other cities and adding to the existing body of literature, by elaborating on the spatial spreading of the model through a multi-scalar comparative approach. In so doing, we do not deny the importance of security issues or social and racial components in this process. Also, we acknowledge the fact that GRDs generate exclusion processes and contribute to the diffusion of a certain way of life, social values and norms[4] by echoing fears or reflecting on individual or community tactics in an insecure environment. However, we propose to shed light on other, sometimes underestimated aspects of the phenomenon, with a view to completing the picture.

Following recent empirical studies,[5] this article focuses on urban, political and town planning local contexts, and highlights their importance in the success and adaptation of GRDs as private suburban housing products in three Southern African cities. We rely on an empirical approach in order to analyse GRDs in a comparative perspective, and to assess how they adapt to or disrupt inherited urban patterns and planning traditions in three cities located in the direct periphery of Johannesburg, the economic heart of the region. We focus on private stakeholders, e.g. developers, estate agents, multinationals, NGOs and international aid networks. Their influence is geographically analysed in terms of scales and local contexts, breaking away from the classic economic 'offer and demand' perspective.

The first section establishes the basis for a comparative approach between our three cities, by exploring how GRDs develop and adapt in contrasting local housing markets and urban contexts. Spatial spreading mechanisms at different scales, i.e. urban, national but also regional and international, are analysed in the second section. The third section focuses on the contrasted political and institutional contexts underlying the development of GRDs, on the public authorities' reaction to what remains mostly a private developer venture, and on the tensions linked to the development of these controversial residential schemes.

GRDs in contrasted urban contexts

While Windhoek, Maputo and Cape Town are all characterized by strong social inequalities, they have inherited contrasting urban shapes and histories. Maputo epitomizes the segregated colonial capital city (1,099,000 inhabitants[6]), founded by the Portuguese, where the supposedly beautiful and modern 'cement' city is surrounded by large unplanned African settlements (*caniços*), and where the land was nationalized in 1976 by the then socialist government. Windhoek exemplifies the medium-sized capital city (220,000 inhabitants[7]) combining colonial and apartheid features with a tradition of

4 See for instance Thuillier (2000) on the *Clubs de Chacra* of Buenos Aires and their upper-class social agenda.

5 For example, see the thematic issue of *Geographica Helvetica* (2004) on Europe, Cséfalvay (2007) on Hungary, Bodnar and Molnar (2007) on Berlin and Budapest, Gooblar (2002) on London, Blandy and Parsons (2003) on England, Choon Piew (2007) on Singapore and Pow (2009) on China.

6 INE (2007) *Recenseamento Geral da População e Habitação*. Instituto Nacional de Estatística.

7 *Namibia 2001 Population and Housing Census*.

© 2012 Urban Research Publications Limited

town planning, architecture and urban design imported from Germany — the first European state to colonize South West Africa in the late nineteenth century — from the UK and from South Africa, which ruled Namibia for decades until the country gained its independence in 1990. Cape Town is a globalizing metropolitan and regional node of 3 million inhabitants (Cape Metropolitan Area[8]) where local authorities are trying to promote the ideal of a European city with a 'vibrant' centre close to spectacularly preserved natural surroundings and beautiful scenery, beyond the legacies of colonial and apartheid segregation.

My estate agent's vocabulary is rich: exclusive niche markets vs. segmented housing markets

The expression GRD encompasses the variety of enclosed neighbourhoods in the three cities, in terms of architecture and size (individual houses, townhouses, blocks of flats, etc.), location (suburban or urban) and social stratification: GRDs may be restricted to the urban elite, or to a large and stratified middle class able to afford the extra costs generated by the closure (actually variable according to the degree of exclusivity of the complex).

In Maputo, GRDs constitute a narrow niche market for the upper class and expose blatant social inequalities, whereas in Cape Town the variety of complexes reflects the wider social spectrum in increasingly segmented local housing markets.[9] In 2006 in Maputo, monthly rents ranged between US $1,800 and $4,000, which appears disproportionate when compared to the local average monthly income of around US $50:[10] developers target British, Portuguese, American, Brazilian, Zimbabwean or French renters/buyers, sometimes rich Mozambicans, and prices are negotiated in US dollars.[11] In Cape Town and Windhoek, GRDs accommodate local middle to upper-middle income earners (Landman, 2003), while the discrepancy is less important in Namibia (see Table 1) where only a few GRDs within the Windhoek municipal area offer leisure and sports facilities for instance.

In Maputo, the Brazilian term '*condominios*' prevails. It refers to blocks of flats and conveys the idea of togetherness in *condominios fechados* ('*fechado*' means enclosed) (Capron, 2006). In Cape Town and Windhoek, the phenomenon has led to a complex marketing terminology. Developers speak of 'estates' to stress the idea of high living standards, with prestigious facilities; other terms, e.g. 'villages', 'courts', 'parks' and 'clusters' or 'townhouses', convey the idea of high internal density in denser urban areas. In Cape Town, GRDs range from several thousand to a few hundred units; in Windhoek the average complex size is low in comparison (29 units in 2001 — Sohn, 2003) (see Table 1).

As a result, in Maputo, around 30 complexes of 5–10 hectares each are concentrated along the highly rated Costa do Sol. These were built either on vacant land or on land

8 *South Africa 2001 Population Census*. CSS.

9 In Maputo, we were able to make an inventory of GRDs since the phenomenon is confined to a specific area. In Windhoek, we used the registration of body corporate plots in residential areas, which account for enclosed townhouses, and we cross-checked the information with geo-referenced cadastral data and aerial photographs (collected from the Department of Planning, Urbanization and Environment of the City of Windhoek). In Cape Town, GRDs are so widespread and numerous that we could not resort to a field survey. Moreover, centralized data cannot be found: the municipal services act on an atomized basis. The use of aerial photographs or a systematic survey of building permits would have required extensive work that we chose not to carry out for financial reasons and time-related constraints. Instead, as in Windhoek, we interviewed estate agents, property developers, town planners, city valuators, engineers, consultants and residents (in 2004) and we resorted to secondary data (from Welgemoed, 2009).

10 Agência de Informação de Moçambique.

11 These prices apply to foreigners only. A house is rented for an average rental of US $1,500; it costs US $500–800 a month to secure it by resorting to a private security company (US $1,500 for a flat).

© 2012 Urban Research Publications Limited

Table 1 GRDs: 'all shapes and sizes' (mid-2000s)

Price in US$	Cape Town 210,000–1.4 million			Maputo 80,000–90,000	Windhoek 78,000–270,000
Vocabulary	Townhouse cluster houses	Security village	Golf estate; security estate	*Condominios fechados*	Townhouse, cluster houses/ nature estate – lifestyle village (outside municipal boundaries)
Way of life	Urban environment/ high density	Nature/'rural' environment	Urban or 'rural' environment/ exclusive and upper class	Very exclusive: restricted to an urban elite	Middle- to upper-income/ only a few exclusive complexes

forcibly recovered from poor people who had erected *caniços* (informal settlements) in the area (see Figure 1). In Windhoek and Cape Town, the success of GRDs among the middle classes has led to their spatial spreading. In Windhoek, they are scattered in former white areas and are burgeoning on the southern and eastern outskirts of the city, where they tend to become a dominant feature of the new residential developments with, currently, hundreds of complexes concentrated in these suburbs (Figure 2). The trend has gone so far as to make GRDs the only residential option available in the 'good' peripheries, i.e. in the middle-range bracket in Windhoek, as was observed in Los Angeles (Le Goix, 2001; 2002; 2005). While land reserves within the municipal area are limited, a number of up-market 'lifestyle villages' and large 'nature estates' have recently been built and planned a few kilometres away from the city. In Cape Town, security villages and golf estates are concentrated on the northeastern and southeastern urban fringes, whereas townhouses have spread in the northwestern suburbs and in the inner city (see Figure 3). A recent survey undertaken in six of the northeastern suburbs where GRDs have sprung up recently and cover 246 complexes, revealed that GRDs tend to form clusters of rather small developments (of 2.9 hectares on average) and increased by 153% between 1998 and 2005 (Welgemoed, 2009). In both cities developers who were interviewed stressed that, while continuing to target the middle- and upper-income markets, they also address the demands of first-time home buyers, e.g. young couples (which represents around 66% of their products in Cape Town), by cutting down on construction costs and providing poor copies of exclusive complexes that cost only between US $78,000 and $150,000.[12]

Urban shapes, urban images

Beyond this variety, GRDs create spatial proximity between rich and poor, while at the same time limiting social contacts. Walls not only separate but also allow for the spatial juxtaposition of neighbourhoods that are functionally linked at different scales,[13] i.e. when the poor work as domestic workers or gardeners in GRDs (Salcedo and Torres, 2003; Lemanski, 2006). This is particularly true in Cape Town and Maputo.

In Maputo, GRDs face informal settlements: they are separated only by a street, which reinforces the discrepancy between the '(formal) cement city' and the *caniços* (Quembo and Lopes, 2005) at the local scale. This is due firstly to the fact that, during

12 Personal field work, 2005.

13 It is difficult to appreciate the extent to which the gate contributes (or not) to the residents' 'entrenchment' from the rest of the city, as opposed to practices observed in open suburbs. Pioneering works on this topic exist that relate to other parts of the world (Lacarrieu and Thuillier, 2004; Blandy and Lister, 2005; Roitman, 2007).

© 2012 Urban Research Publications Limited

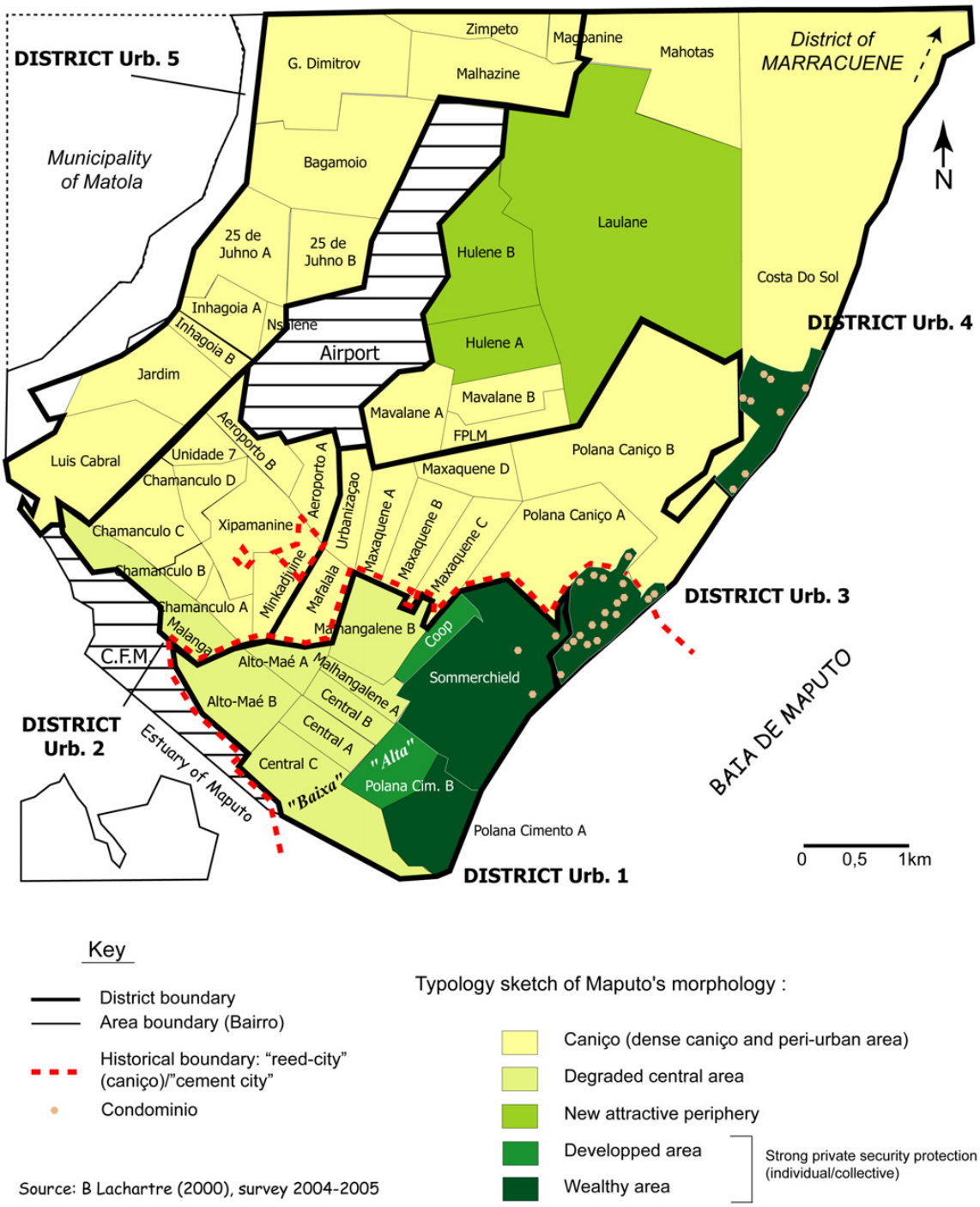


Figure 1 Morphology of Maputo City and distribution of the *condiminios*, 2005 (*source*: Fabrice Folio, based on personal field observation in 2004-05, and data in Lachartre, 2000)

the colonial era, the 'indigenous population' were not contained in designated African neighbourhoods (Mendes De Araujo, 1999), and secondly to the relatively *laisser-faire* public attitude during the civil war: the *deslocados* (people who fled from the war zone in the countryside and settled in the city) were sometimes temporarily allowed to erect *caniços* on pieces of land where development is normally forbidden by the municipal zoning plan, such as flood plains or mangrove swamps. These sites, being located along the coast and close to the city centre, have now become highly valuable for developers

© 2012 Urban Research Publications Limited

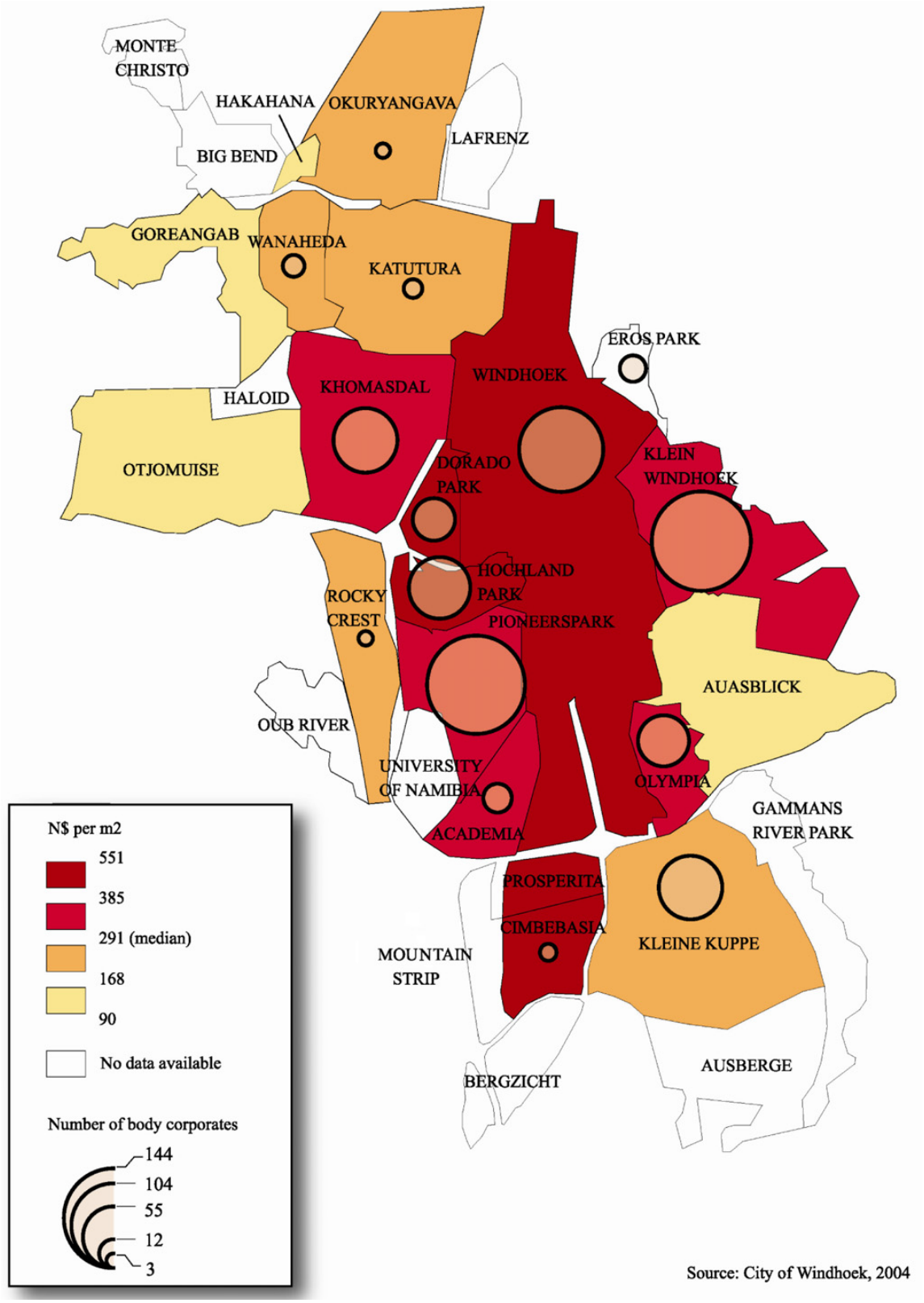


Figure 2 Land and housing value and spatial distribution of body corporates in Windhoek, 2004 (*source*: map created by Donatien Cassan and Anna Cristofol based on data provided by the City of Windhoek)

© 2012 Urban Research Publications Limited

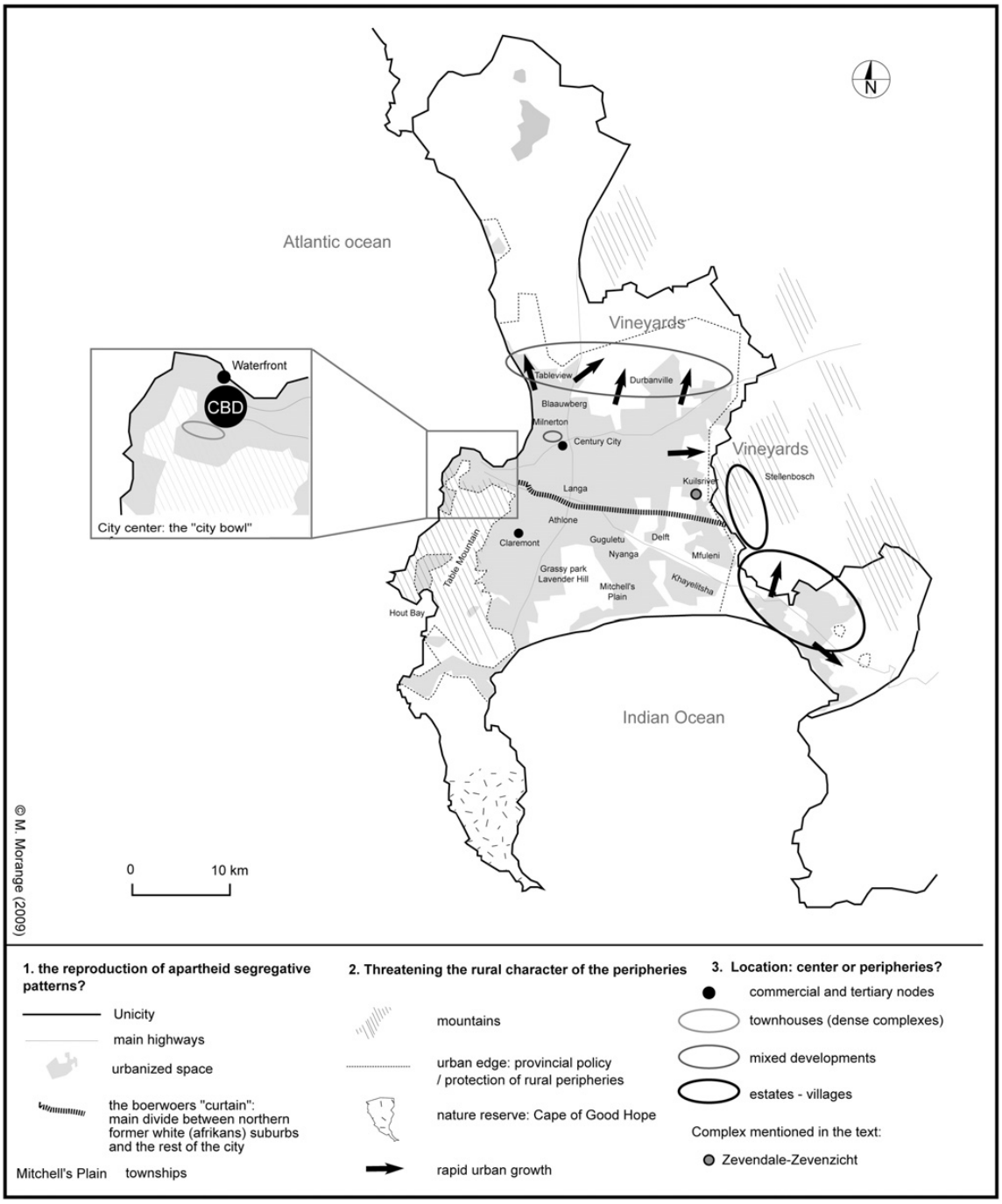


Figure 3 Cape Town gated communities in context – a suburban product linked to urban growth (*source*: Marianne Morange, based on personal field observation in 2003-04)

who have progressively displaced these poor communities so as to take over the land. Spatial proximity in Cape Town works at the city level and echoes the apartheid city layout: GRDs are located a few kilometres away from squatter camps in the northern suburbs or close to the black township of Khayelitsha (see Figure 4). In Windhoek, however, most of the GRDs for middle-income groups are located on the opposite side to former black townships and recent and rapidly developing informal settlements adjacent to them. Exceptions are to be found in more central areas where GRDs were developed in the former buffer zone, between former white and 'coloured' areas.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Figure 4 Cape Town: urban growth on the northern edge in the fast-developing suburb of Durbanville where middle-class gated communities have been booming since the early 2000s – the suburb is under construction (the road is not tarred yet) and three workers are heading home after a day's work on a nearby construction site (photo by Marianne Morange, 2003)

GRDs have also been perpetuating the suburbanization that began in Cape Town in the 1950s in a context of rapid urban growth, when the middle class deemed the city centre no longer suitable in the 1970s and 1980s. In Windhoek, suburbanization took place mostly in the 1960s and 1970s, although at a slower rate, owing to the relatively small size of the city at the time. The rapid extension of the city took place in the 1980s and 1990s. The British and American suburban models based on individual houses, mono-functional zoning and low-density developments shaped the landscape in both cities, although, in the context of apartheid suburbanization, it encompassed the creation of buffer zones (highways, 'green belts' and industrial zones) in order to separate the 'white city' from the townships meant for non-white populations.

Where GRDs accommodate middle- to upper-class households, they constitute a walled version of suburbia (see Figure 4). Further empirical research would be needed to assess whether they reinforce broader socio-economic segregation patterns by fostering internal social homogeneity (see, for instance, Garcia Sanchez, 2004 in this regard) more than 'traditional suburbanization', i.e. the mushrooming of separate houses on open plots in the peripheries. In South Africa, the developers who look for cheap land opportunities in former white suburbs are sometimes accused of reproducing apartheid (Lemanski, 2004). This criticism reflects the nostalgic discourse of certain estate agents who implicitly refer to the apartheid era:

> [GRDs] allow people to raise children *like many years ago*, they give a sense of *freedom*[14] (interview with estate agent, Pam Golding, Cape Town, March 2005 — Pam Golding is one of the largest independent property companies in Southern Africa founded in 1976. Based in Cape Town it became internationally active when it opened up its London office in 1986 and forged an alliance with the UK-based Savills Property Group in 1999; it has offices in various cities in Namibia and recently opened an office in Mozambique).

14 In these interview quotations, the emphasis is always ours.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Figure 5 Maputo: Sommershield II, an upper-class complex, built in 2000 by SOMOCOL on a piece of land occupied by informal settlements (*caniços*), on the outskirts of the city centre, close to the Eduardo Mondlane University and the beachfront (photo by Fabrice Folio, 2005)

Nevertheless, 'racial' and, possibly, social mixing emerges in these complexes as in any residential mixed suburb, whether closed or open. Further analyses are needed in this regard to draw conclusions from the socio-economic and urban disruption fostered by this model, as opposed to traditional suburbanization.

In Maputo, on the contrary, GRDs constitute a new and somewhat unusual as well as exogenous urban layer (see Figure 5). They disrupt the colonial city model that had led to the creation of a vibrant commercial and administrative city centre, with large public spaces designed and controlled by the public authorities (Sousa Morais, 2001). GRDs have given birth to a suburban residential neighbourhood stretching up to 10 kilometres away from the city centre, in a neighbourhood deprived of open and public space, except for the nearby beaches. GRDs are conceived as distinct entities, physically separated from the rest of the city, from the adjacent *caniços* and from one another by strips of wasteland, resembling the pattern of certain Latin American cities (Salcedo and Torres, 2003).

What at first sight could appear as a standardized housing product under different appellations is adapted to the historical legacy of urban patterns. The discourses of developers and estate agents build on the myth of a semi-rural and community way of life in Cape Town; or that of a preserved African coastline in Maputo where *condominios* face the seaside; they also build on the sense of fake rural settings in Windhoek (Dorado Gardens, Kokerboom Park, Hochland Village), despite high densities within townhouses and their location in environments that often lack the scenery dimension, with the exception of those who enjoy a panoramic view of the city skyline (see Figure 6). The recently developed nature estates and lifestyle villages outside the Windhoek municipal area emphasize the benefits of living in a natural environment close to the city. In Cape

© 2012 Urban Research Publications Limited

Figure 6 Standardized townhouse complexes have become a dominant feature of suburban developments in Windhoek (photo reproduced courtesy of Brent van Tonder, 2004)

Town, developers sometimes even resort to anti-urban discourses to glorify the myth of rurality in a Jeffersonian perspective (vineyards, seaside and mountains), perceived as being protected from urban violence, pollution and traffic — for instance, the Garden Cities Company, originally created in 1919 by Cape Town tycoon Sean Stuttaford, now a section 21 (non-profit) organization managed by his son, presents itself as the heir of Ebenezer Howard.[15] The promotional billboards of the GRDs, erected on rural land that the organization secured in the 1920s and 1930s, mention Letchworth and Welwyn as well as the Garden City concept that Stuttaford discovered while touring London with Howard himself. Developers also resort to European references to fuel urban nostalgia (Gervais-Lambony, 2003) — the Old World is often referred to in Windhoek through mythic heroes or historical figures (Cunivere, Camelot, Charlemagne, Nu Hamlet) and place names (Barcelona, Rome, Seoul, 'Vini Vidi Vici', Trafalgar Court) in reference to famous European cities, especially Italian ones.

Urban fears

The security aspect is not developed equally in Cape Town and Windhoek, where security is mentioned in second or third position in the discourse of estate agents; quality of life and investment come first (Morange and Vivet, 2006). However, in direct opposition to its South African counterparts, Maputo (Folio, 2007a) is described as a safe city in public discourses, tourist guides and the website of the Foreign Affairs

15 Ebenezer Howard was a British planner whose book, first published in 1898 and reissued in 1902 under the title *Garden Cities of Tomorrow*, inspired the garden city movement.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Department. The success of GRDs in Maputo owes less to a feeling of increasing insecurity and violence than the quest for a certain lifestyle (see below). Windhoek, which used to be considered a safe city, remains far less exposed to violence than South African cities, especially Johannesburg, but it has experienced escalating crime rates since the 1990s and the issue of crime is at the forefront of media coverage and public debates, which fuels feelings of insecurity. According to local cultures and to the image of the city cultivated by all stakeholders, the fortress-like aspects of GRDs are thus contrasted. Developers and residents both agree that there are few or no GRDs in Windhoek displaying the same 'fortress' aspects as in South African cities. In Cape Town, GRDs are sometimes considered by both the residents and the actual municipality as a good alternative to the threat of road closures that are spreading in Johannesburg, i.e. community-based types of organization that have created huge controversy in the city (Peyroux, 2005a; 2005b; Dirsuweit and Wafer, 2006; Bénit-Gbaffou and Morange, 2008; Bénit-Gbaffou *et al*., 2009). Johannesburg actually acts as a powerful bogeyman at the national level from this point of view (Morange and Didier, 2006). In Maputo, despite the perception of increasing criminality, entrance guards rarely carry firearms and several interviewees said that they favoured a gun-free environment.

Circulations: local trends, international influences

The success of GRDs can be traced back to multi-scalar spatial circulations. At the city level, developers play a key role in reproducing this housing option, a success which is reflected in extending waiting lists: they sell mainly from the plan, as shown on the blueprint. At the regional scale, South Africa is a 'leading nation' due to its economic and historical links with Maputo and Windhoek. At the international scale, the collapse of both the apartheid and socialist regimes, as well as the shift towards neoliberalism, have led our three cities to be brutally inserted into globalization, thereby accelerating the spreading of GRDs. This multi-scalar approach reveals the variety of factors accounting for the success of GRDs: short-term marketing strategies and fads, longer-term and inherited land opportunities, regional economic links, as well as the cultural features of local societies, either because of the strength of regional links or because of an international cultural gap.

Circulation at the city and national levels

In Cape Town, whether local entrepreneurs or major international companies, private developers introduce GRDs as trendy property products; they offer low financial risk and maximum return on investment:

> from a developer's perspective, that's very easy. If you say security complex, people don't think; they buy it immediately. It is a *marketing tool* (interview with developer, Asrin Property, March 2005 — Asrin Property is a small Cape Town local development and building family company founded in 1994 that has around 30 operations to its credit and is now expanding its activities to Gauteng and KwaZulu-Natal).

> The developers, they all use the same concept. They saw that something works. They know that it is what people want (interview with estate agent, Pam Golding, Cape Town branch, March 2005).

Consequently, developers act as spreading agents for this housing concept *at the national scale*: there is evidence of this kind of spatial circulation in South Africa, which contains many interconnected cities. The above-mentioned Garden Cities Company started building GRDs in the Cape Town area when its director came back from a business trip in Johannesburg, where he had been seduced by this architectural concept. To sell GRDs,

© 2012 Urban Research Publications Limited

a small Capetonian developer admitted to resorting to the 'GASH-concept' ('good areas/small homes') that he discovered while working as a builder in Durban. During the interview, he also mentioned his knowledge of the Johannesburg market, which is situated in the economic heart of South Africa and has a pioneering role in the diffusion of this model to other South African cities. Moreover, the model builds on spatial proximity at the *city scale*, where the juxtaposition of complexes becomes a selling argument in terms of property value, exclusivity and security. In Cape Town a developer secured a large piece of farm land in Kuilsriver where he built an upper-middle-class complex containing 200–300 m^2 houses; called Zevendal, the development mimics the design of an exclusive golf course. After this success he built a denser complex next to the first one, targeting the middle class: Zevenzicht is marketed as 'a residential estate at a price you can afford', i.e. US $20,000 a plot and $52,000 a house. The duplication is reflected in the similarity of the name, which is also meant to offer a sense of place. This two-step process allowed him to secure funding and increase the value of the land, and thus the return on investment, from US $2,000 to $15,000 per house. This might explain why GRDs tend to form clusters on the outskirts of suburbs or within actual suburbs where land is available (Welgemoed, 2009). In Windhoek, planning policies also explain the clustering of GRDs as the municipality promotes higher-density zoning and authorizes joint ownership/sectional title (a condition for GRDs to be established) in certain areas,[16] favouring the spatial concentration of townhouses.

Circulation at the regional and international scales

At the regional scale, economic links contribute to the spread of GRDs. Namibia's economy is closely tied to that of South Africa due to their political history, through the Southern African Customs Union and the Common Monetary Area, as well as through extensive trade and financial flows. Ninety percent of Namibia's imports originate from, and many Namibian exports are aimed at or transit through, South Africa. Major South African property and real estate companies are present in Windhoek, such as Pam Golding and Seef Residential Properties (a firm founded in 1964 and represented by 200 branches in South Africa, Namibia, Zimbabwe and Botswana), as are prominent South African firms. Similarly, in Mozambique, after the peace agreement was signed in October 1992 and apartheid was abolished in South Africa in 1991, the country opened up to neoliberalism, and economic growth in Maputo took off thanks to the development of the Maputo Development Corridor backbone.[17] A transnational economic regional entity then (re)emerged: in 2001, Mozambique superseded Zimbabwe as South Africa's first economic partner while South Africa superseded Portugal as the foremost foreign direct investor in Mozambique (Daniel *et al*., 2003).[18]

While South Africa is conquering the regional market and disseminating its executives across the region, Johannesburg is once more playing a key role in this diffusion: over 250 South African companies are operating in Mozambique and the executive employees (managers and directors) of, for instance, Shoprite, Nandos, Vodacom and Absa are accommodated in GRDs, which are sometimes erected by the actual company itself (see Box 1). Rents are often paid directly by employers or by embassies in the case of

16 This is the case in areas targeting middle-income groups. In areas developed for higher-income groups, the municipality enforces lower density zoning and stipulates in the sales conditions that no sectional title should be allowed (and thus no townhouses). Higher standards of development are also specified. This promotes individual houses on larger plots of land. These conditions are meant to preserve the 'quality and standard of living' ('Council rejects RCC bid', *The Namibian,* 1 September 2006).

17 The annual economic growth rate is 7.4% a year, according to the World Bank; the national annual income per inhabitant has doubled in the past 10 years.

18 Between 1997 and 2001, South African companies invested R9 billion in Mozambique (1 ZAR = 0.14 US$, 3 May 2007). In 2001, South Africa exported goods to the value of 5.72 billion ZAR to Mozambique and 5.38 billion ZAR to Zimbabwe.

© 2012 Urban Research Publications Limited

diplomatic staff. Foreign and local developers are involved in the construction of GRDs (South African as well as Portuguese and Brazilian developers, as in Luanda); a Portuguese developer recently built the Super Marès *condominio* for example.

In Windhoek, cultural links reinforce regional spreading: people of Dutch, German, British, French and Portuguese ancestry represent about 7% of the Namibian population, the second largest proportion in sub-Saharan Africa after South Africa. Afrikaans speakers share a similar culture and way of life with the white and coloured populations of neighbouring South Africa, which facilitates the circulation of GRDs. Conversely, in Maputo, the clientele is mostly composed of expatriates (Gomez, 2003) — the cultural gap they encounter on hitting Mozambican soil pushes them into GRDs, although they might not actually favour this type of housing option in their own country. As they plan short-term stays in Mozambique, they accept this way of life as being temporary. In 'Indy Village' (Sommershield), accommodation can be rented on a daily or weekly basis. Moreover, they are used to living in such complexes (they have in the past, in other cities) and put forward the notion of 'habit' during the interviews (Folio, 2007b). Being highly mobile, they value the 'lock-up-and-go' advantage offered by GRDs and the fact that houses are fully equipped. They also value the fact that the body corporate of the *condominio* takes care of internal maintenance; they can call the complex manager in the event of internal damage to the house, etc.

The influence of NGOs, public or private charity organizations, international private investment corporations and multinationals on the local housing market, and the way these contribute to the importation of Western lifestyles and living standards have been observed and described in other developing countries, such as Ghana, in the Greater Accra Region, concerning which Grant (2005) talks of 'transnational houses'. In Angola, oil companies such as Total accommodate their foreign employees in Luanda Sul. The situation in Maputo is more complex due to its proximity to South Africa, which has an influence on the Mozambican city. This influence, combined with international trends, leads to an interlocking of regional and international scales in the spread of the GRD model and overlapping temporalities. In Maputo, GRDs have developed through a complex three-step cycle.

The first GRDs were built by public authorities and public companies during the civil war, with a view to accommodating the workforce of international development and aid programmes (see Figure 7). For instance, Campo residential was designed for Italian expatriates working for the Mozambican Ministry of Health. In the early 1990s, embassies, NGOs, and UN and national agencies settled down *en masse* in Maputo, and GRDs followed — PMA Park for the World Food Program in 1995 and for US Aid employees in 1996; Helena Park in 1998 for South African diplomats — offering expatriates the only modern housing stock available in the city and a 'Westernized' way of life. Running water and electricity are problematic in the rest of the city, not to mention the state of public roads, after the city infrastructure partially collapsed during one of the longest and most violent civil wars in twentieth-century Africa (Serra, 2003). *Condominios* contrast dramatically with the city's flats and houses, which are old and damaged (Lachartre, 2000), and offer a level of quality and cleanliness that is found nowhere else, except in the wealthy suburbs of Sommershield. Moreover, non-Portuguese speakers do not have to house-hunt. In the mid-1990s, foreign investors and South African firms settled in Maputo and built GRDs to accommodate their executive employees. A third generation of GRDs emerged in Maputo in the early 2000s, controlled by real estate companies and designed to accommodate Mozambicans as well as foreigners. In Sommershield II, the manager reported that, besides diplomatic staff from Holland, Norway and Belgium, the *condominio* accommodated local entrepreneurs from the Pakistani community. Similarly, in the late 1990s, a naturalized South African citizen of Indian origin, partnered with two Mozambican developers, launched the SOMOCOL development company that erected six *condominios*. The approval and support of the municipality are more easily secured when a foreign developer operates in association with local companies through joint ventures, or even applies for Mozambican

© 2012 Urban Research Publications Limited

Construction year	*Complex*	*Built by / Belongs to*
1st generation		
1980	Oásis	State (expatriates of the Soviet Union)
1984	Parque Sabié	Department of Agriculture
1987	Parque Miramar	Prédial, Mozambican management company
1992	Parque Wona Mar	Fishing Department
1993	Renamo	Occupied by ex-Renamo guerrilla soldiers
	SADC	Southern Africa Development Community
1994	GEPE	Department of Education
	Vila Sol	Department of Public Roads
2nd generation		
1995	PMA	PMA – World Food Program
1996	USAID	USAID
	Manica Village	Built by Manica Fret Service / belongs to Millenium BIM
1998	Casa própria	Co-ownership association
	Helena Park	South African Embassy
	Campo residential	Department of Health/Italian co-operation
1999-2000	4 Estações	Mozal*
	Mozal	Mozal*
3rd generation		
1999-2000	Sommershield II	SOMOCOL
	Bella Vista	SOMOCOL
2002	Praia Mar	MOTUR
2003	N°4182	SOMOCOL
2006	Sommer Glades	SOMOCOL
	Habitacional 5 Av.	SOMOCOL

International Aid | Public | Private

* See case study in Box 1

Figure 7 Three generations of *condominios* in Maputo

citizenship. When the municipality witnessed a slowing down in building permit applications linked to international cooperation programs (Fabrice Folio interview with Sr. Aderito Chambe, senior planner, Técnico de Planificação Urbana do Município de Maputo, 5 June 2005), private developers took over. This third generation of GRDs, privately built, may contribute to trivializing this housing product and, in the long term, lessen the specificity of the Mozambican case, while the first generation of *condominios* already badly needs upgrading. What used to be an exclusive and showy option for the upper class might become an ordinary housing option.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Box 1 Maputo and Windhoek: GRDs, economic development and 'company villages'

In 1998, the Mozal aluminium smelter was launched in Maputo. The shareholders in this venture are BHP Billiton (an Anglo-Australian Resources Company), Mitsubishi, the Industrial Development Corporation of South Africa Ltd and the Mozambican State. In 1999–2000, Mozal built five *condominios* to accommodate its executives (see Figure 7). The Mozambican state, eager to attract foreign investment, leased the public land at a discount price. The *condominios* were built by a Chinese firm and a local developer based in Maputo city centre, and were initially occupied by South Africans (60% of the residents in 2005), Australians and French nationals for a monthly rental of US $1,800. Since then it has been gradually opening up to the local elite.

In Ludwigsdorf, a very sought-after address in the capital, one finds an example of 'company village' (see Figure 3): it is owned by Exclusive Properties, a subsidiary of Namdeb Properties. Namdeb Diamond Corporation (Pty) Limited is owned in equal shares by the Namibian government and De Beers Centenary AG. This housing estate locally known as 'Valco Village' was built in 1986. It includes 38 houses and collective facilities (tennis, swimming pool, playground and clubhouse). Units are let out to expatriates, employees of associated companies on a short-term lease basis, as well as to private tenants.

Source: Namdeb (2007: 49)

Neoliberal gating and contrasting town-planning cultures

Considering the specificities of the political debates in post-apartheid and postcolonial contexts, which are centred on the transformation of cities into more equitable and socially integrated spaces, GRDs are facing surprisingly little opposition from public authorities. The latter consider GRDs as a 'private affair' that they can only supervise, and as an option that fits their agenda in terms of urban growth management. A compromise seems to have been reached around the need to cater for suburbanization in what seems to be a win–win solution: the cost of servicing the land and building roads is outsourced to the private sector in exchange for the privatization of space. However, contrasting degrees and forms of delegation exist, which brings us back to the importance of local and national political contexts: the local perception of GRDs by the public authorities is informed by their political and institutional cultures, their financial resources, as well as the nature of neoliberalization processes, globalizing South African cities being well ahead in this matter.

Public reactions and limits applied to gates?

Despite their possible exclusionary effects in terms of social fragmentation, segregation and NIMBYism, GRDs are spreading without any opposition from public authorities. In Maputo, both local and national public authorities[19] facilitate the construction of GRDs because of the perceived need to attract foreign investment and international aid. In Windhoek, there is no public contestation from the local authorities. Opposition to GRD developments comes from wealthy residents of former white high-income neighbourhoods who complain that high-density housing may have a negative impact on land and property values, and that it might generate insecurity (Sohn, 2003). One might expect greater and perhaps more violent public reluctance to emerge in South Africa, where public space, human rights and freedom of movement constitute major concerns. However, even in this context GRDs are not directly contested by public authorities.

A controversial national debate on the privatization of public space, which took place in the mid-2000s, targeted road closures as opposed to estate developments, focusing particularly on Johannesburg where enclosures are highly developed (Harrison and

19 Before the creation of local authorities in 1995 (the Municipal Districts Act) and 1997 (the Local Authorities Act), urban development was the state's affair in this highly centralized country.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Mabin, 2006). This debate might have outshone actual concern over the GRD phenomenon:[20] as the Commission stressed, the issue of privately developed estates where roads are private was not addressed in this debate. As exemplified by the Cape Town case study, GRDs have only recently generated public debate about their impacts on the urban fabric, the environment and social exclusion, and public authorities have only recently started to acknowledge the contradiction. A municipal councillor and former member of the town planning committee declared: 'We must not find *creative ways of protecting past practices*' (interview, June 2003), reflecting the African National Congress's hostility toward what it sees as a form of neo-apartheid. However, this realization was not followed by action, even while the African National Congress ruled the city (from 2003 to 2006). Echoing the general climate of controversy surrounding gates and booms in the local press,[21] a gated development policy was released in 2007 (City of Cape Town, 2007a) that generated fantasizing comments about a possible public ban on GRDs. During the participation process that surrounded this policy, some residents and associations expressed negative views regarding the social exclusion fostered by GRDs, but they were outnumbered by the comments of associations or developers/consultants in favour of GRDs, comments that were based on security considerations and that criticized the bias toward 'human rights paranoia' (City of Cape Town, 2007b: 15).

Apart from in its short introduction (— 'the city . . . *discourages* gated developments' (*ibid.*: 3, emphasis added) — this policy document does not address political issues. It focuses on access to public space, general planning issues, traffic implications, the sizes of the complexes, the general layout of the building plan, etc. (see Figure 8). True to its strong town planning tradition, the municipality of Cape Town addresses GRDs as traditional suburbanization best controlled by the classic planning rules and regulations that have prevailed since the 1950s, i.e. the enforcement of a zoning scheme; it has not proved capable of imagining new tools to manage them. The policy neither prohibits nor encourages gated developments. Rather, it provides guidelines to regulate them. Recommendations concerning social inclusion remain vague: 'Locating gated developments . . . in existing communities should *avoid creating utter extremes* of wealth next to each other' (*ibid.*: 14, emphasis added). As pointed out by Welgemoed (2009), the 2008 policy has had very little impact on the mushrooming of GRDs so far.

(Sub)urbanization and growth-related challenges in contrasting contexts

The necessity of sharing the cost of (sub)urbanization with the private sector is a major concern for public authorities in fast-growing cities characterized by urban sprawl or postwar reconstruction. It pushes public authorities to pave the way for GRDs through a *laisser-faire* attitude or even direct encouragements.

In Maputo, private *condominios* make up for the lack of public resources linked to the postwar context, and public authorities rely on private actors to rapidly provide world-class modern infrastructure and services. As a result, the municipality even turns a blind eye to the building of such complexes on land where construction is supposed to be restricted (Vivet, 2010). Since 2005, in the '*condominios* neighbourhoods' of Maputo, water sanitation has been contracted by property owners to a private company (Néoquimica). Such public facilities do not exist along the Costa do Sol. The central state

20 In 2005, the South African Human Rights Commission — a national institution created to support and promote human rights as defined by the Bill of Rights of the 1996 Constitution — released a highly publicized report and various recommendations on road closure (Landman, 2005). The commission did not find road closure unconstitutional, but stated that security measures cause social division, dysfunctional cities and lead to further polarization of society.

21 See for instance 'Gates lock out social integration. Security villages are counter-productive', *Cape Times*, 3 January 2005; or 'Environmentalists welcome probe into golf courses estates' *Cape Times*, 24 June 2004.

© 2012 Urban Research Publications Limited

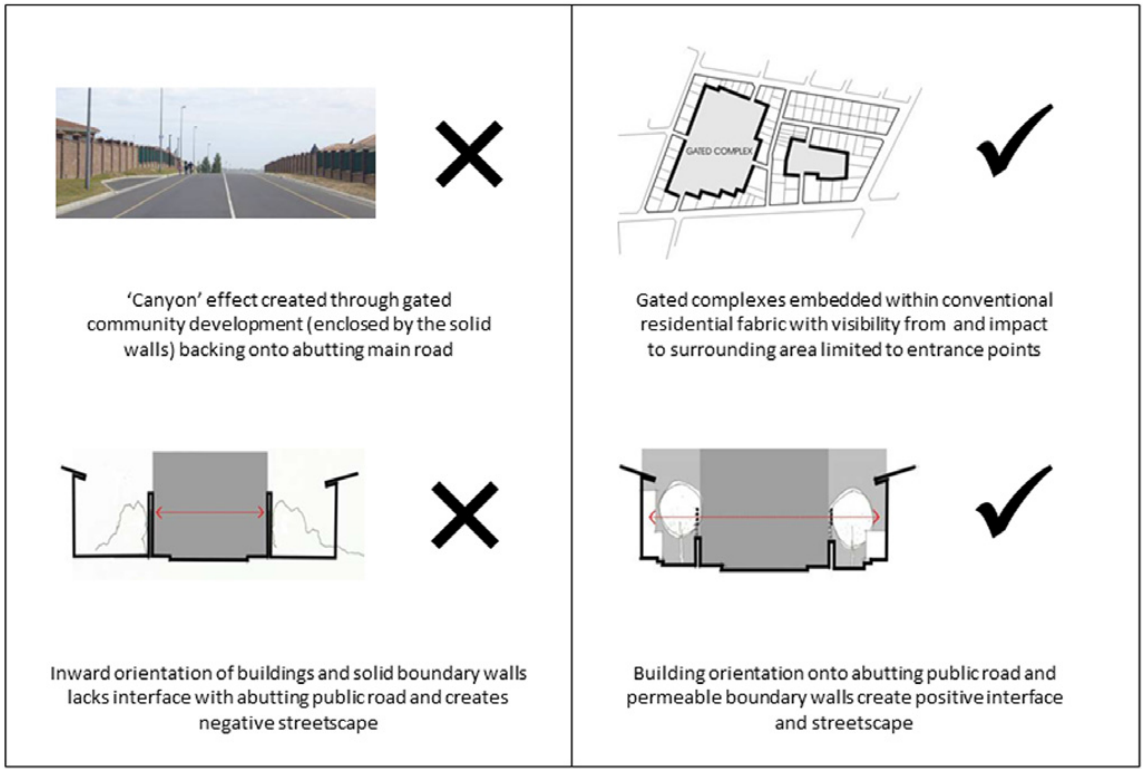


Figure 8 A town-planning approach to GRDs: avoiding the 'canyon effect' (*source*: City of Cape Town, 2007c: 16)

owns the land in both rural and urban areas, and resorts to long-term leaseholds to encourage developers to build. Land is often allocated through complex channels and procedures suffering from a lack of transparency, which leads to clientism.

In Cape Town, GRDs are developed on privately owned land, with municipalities letting market forces operate. By building GRDs, developers in Cape Town partly relieve public authorities from the burden of providing bulk services in the fast-growing suburban peripheries and on the remote outskirts of the city. In Windhoek, the city is the largest owner of vacant land, which was secured during apartheid. The municipality sells fully serviced plots and provides infrastructure (roads, water, wastewater services and electricity) up to the plot boundaries (except in low-income areas where different servicing and selling procedures were established in the late 1990s). Internal connections are then cared for by developers when they buy large plots and subdivide them later in order to build townhouses. There is no privatization in the delivery of public services as these are supplied by the public authorities. Moreover, in Cape Town, roads within greenfield developments are built by the developers and are privately maintained by the Home Owners Associations,[22] like internal communal areas, which alleviates public budgets. A local councillor even proposed that GRD residents should get rate rebates, pushing the logic of space privatization one step further toward fiscal fragmentation (City of Cape Town, 2007b). In the post-apartheid context, this perception is also linked to the perceived necessity of concentrating scarce public resources on deprived areas, while letting market dynamics accommodate affluent neighbourhoods.

Finally, in Windhoek and Cape Town, the policies of the public authorities and the objectives of developers converge on the need for densification: the former aim to reduce the cost of service provision and promote the 'compact city' ideal against urban sprawl; the latter seek to maximize returns on investments by increasing densities. In Cape Town,

22 In some cases, the roads may remain public and the public authorities have to maintain them. In Cape Town, only access monitoring is allowed, not booms or gates.

© 2012 Urban Research Publications Limited

a specific procedure allows developers to increase densities within fenced developments as opposed to open suburbs where homeowner associations oppose densification. In Windhoek, the municipality encourages high-density developments and joint ownership in a number of areas through its town planning requirements. This is due to the land shortage linked to the fact that the city is nested in a long and narrow valley surrounded by mountains (Peyroux, 2004), and to the fact that it sells large pieces of land to developers in order to save on servicing costs (Sohn, 2003). The promotion of higher density also meets the need to develop more affordable housing options for residents in a context of rising residential costs. In Maputo, public and private agendas converge on the displacement issue and land control by public authorities. Developers can then enforce the displacement of the poor from strategic lands (although they have to offer them an option to relocate) with the blessing of the public authorities, sparing the latter the trouble of implementing politically difficult evictions.

Neoliberal practices, public–private partnerships and the era of technopoliticians?

In addition to the above-mentioned reproduction of traditional planning practices, however, the spread of GRDs does entail some alterations in planning practices, reflecting what Peck (2004) and Brenner and Theodore (2002) consider to be a neoliberal inflexion of urban planning, i.e. relying increasingly on private actors and appointed boards in decision-making processes. Municipal staff acquiesced to acting as 'techno-politicians' (Zunino, 2006).

In Blaauwberg (Cape Town), a weekly committee examines applications for GRD building permits so as to speed up what is considered a classic township establishment process. Public authorities rely on homeowners' associations to help them prepare building permit files. The body corporate is asked to maintain internal public spaces; committee members write internal Constitutions that municipal services approve. Developer Milnerton Estates in this regard even worked together with the municipal services on a local urban master plan, a 25-year prospective planning document, which relieved overworked and understaffed municipal services in the property boom context.

In Windhoek, the public authorities also control land development while letting GRDs develop. The relationships between the City and the estate agents have shifted over time from suspicion to partnership. After unsuccessful attempts to regulate land speculation during the 1990s, the City of Windhoek established a commercial partnership with the Institute for Estate Agents whereby the City receives a commission when municipal land is sold by estate agents (Sohn, 2003).

In Maputo the success of GRDs reflects another form of intriguing public–private compromise: the land remains public but a private housing market has been developing since the passing, in 1991, of the national law on freehold and private property in the post-socialist transitional period. Public authorities compromise on the socialist tradition by promoting public housing, while developers' strategies adapt to this context (Jenkins, 2001). The municipality insists on having local entrepreneurs involved in housing developments; consequently South African developers set up joint ventures with Mozambican land leaseholders, some of whom apply for Mozambican citizenship to bypass administrative bottlenecks and conquer the market. Moreover, the land belongs to the state[23] and developers pay an 'authorization fee' granting them permission to occupy public land for 50 years.

In Cape Town and Maputo, the principle of public–private partnership is naturalized, which threatens public legitimacy and prerogatives. In Cape Town, developers compare GRDs to '*public townships*', where the infrastructure remains public, implying that they assume a role that no one else endorses:

23 One must remember that 'incorporation' is impossible in South African and Namibian cities, which minimizes the perceived political risk.

© 2012 Urban Research Publications Limited

> [GRDs] introduced . . . a *new approach* to high density housing to South Africa . . . this planning aspect enables the concept of density planning to be used *as opposed to* the practice of the minimum erf sizes being the criterion of township subdivision . . . in South Africa.[24]

They also claim that that they:

> fund infrastructures . . . which would *normally have been funded by municipalities* . . . the local authorities are having to put what money they have into previously disadvantaged areas. *We understand this* . . . developers must be prepared to *take some responsibility* for standard setting . . . particularly now, in a South Africa where local authorities are beset by budget constraints.[25]

By contrast, in Windhoek, public control over urban planning, land development and land sales remains strong.

Conclusion

If choosing to live in a GRD is multifactor-related, it is also linked to a TINA ('There Is No Alternative') situation, which is scale- and context-dependent. In Maputo, GRDs constitute the only viable residential option for the international temporary workforce and the restricted local elite which aspire to a 'Westernized' way of life in postwar and post-socialist contexts. In Windhoek, where urban standards have been kept high by the city, GRDs tend to become a dominant feature of new residential developments. This is because of the need to densify residential areas in an urban environment characterized by land scarcity within a basin surrounded by mountains and hills. In Cape Town, GRDs convey the ideal of a mythical rural way of life in a secure environment that constitutes an alternative to road closures.

This variety and adaptability account for the success of GRDs in contrasting urban contexts. Conversely, their capacity to water down the specificities of the cities they are entering and to alter the inherited urban form and patterns is uncertain: GRDs might contribute, for example, to modifying Maputo's European model in the long run, by paving the way for a North American suburban model; in Cape Town and Windhoek, they contribute to increasing density in the peripheries, and thus modify the 'one house–one plot' suburban model. In Windhoek GRDs are also said to contribute to the creation of two diverging types of urban environment perpetuating a dual landscape: while modern suburban architecture reproduces the *status quo* for the (mostly white) urban elites, differential design and architecture solutions are promoted for low-income populations based on 'community', 'tradition' and 'vernacular architecture', as exemplified by the promotion of owner-built informal settlements which have been theorized as being 'culturally and economically appropriate' '(Müller-Friedman, 2008: 43). Yet, this capacity will probably depend on their longevity. It leaves us with this question: Do GRDs constitute a mere fashion doomed to disappear, for example, once urban growth or insecurity is reversed or, more likely, once the private offer slows down, possibly leading to new forms of suburbanization that are yet to come, or to a return to open suburbs?

Irrespective of their longevity, GRDs have already disrupted planning practices in Cape Town and Maputo: through their spreading, the private sector tends to be implicitly considered as the main legitimate producer of urbanization in the peripheries, because local authorities delegate suburbia production to private developers. In Windhoek, while the private sector is involved in promoting and building townhouses, the city remains the main owner of urban land while still benefiting from a strong command of urban

24 *Weekend Argus*, 22 February 2003.
25 *Weekend Argus*, 22 February 2003.

© 2012 Urban Research Publications Limited

planning and land development. As exemplified by our comparative approach, the actual form and degree of delegation vary according to the political, historical and institutional contexts, leading to contrasting patterns of governance. They reflect the capacity of neoliberalization to adapt and adjust to local contexts through constant interaction and reshaping that produce 'actually existing forms' of neoliberal urbanism (Brenner and Theodore, 2002).

The occasional denunciation from academia (see Lemanski, 2004 on Cape Town) or from progressive residents' associations targets gating, fortification and fragmentation in relation to post-apartheid concerns, and is sometimes located within a broader context of globalization and free-market policy orientation, as is seen in a case of academic criticism in Windhoek.[26] In Cape Town, some associations raised their voices to defend the municipal Gated Development Policy and the restrictions it allowed, or to demand stricter legislation, mentioning the apartheid legacy in abrupt terms: 'in context of our recent past (that confused and separated us), selfishness is not a reason to create this monster' (City of Cape Town, 2007b).[27] In Maputo, criticism remains almost nonexistent, possibly because the phenomenon is restricted to the foreign international elite associated with the economic opening and the reconstruction of the country by international aid, and because it does not seem to echo more vital and direct post-socialist and postwar issues. The political resistance to the spread of GRDs, therefore, seems to be influenced by broader political concerns shaped locally and according to inherited political fights or conceptions, which brings us back to the necessity of unpacking not only 'actually existing' forms of neoliberalization, but also 'actually existing' forms of opposition and contestation of current policies.

Marianne Morange (marianne.morange@univ-paris-diderot.fr), Department of Geography, University of Paris Diderot, Sorbonne–Paris Cité, SEDET EA 4534, 75013 Paris, France, **Fabrice Folio** (fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr), Department of Geography, University of La Réunion, 15 avenue René Cassin, 97715 Saint-Denis Cedex 9, La Réunion, France, **Elisabeth Peyroux** (elisabeth.peyroux@univ-tlse2.fr), National Centre for Scientific Research, University of Toulouse II Le Mirail, Interdisciplinary Centre for Urban Studies (LISST-Cieu), Maison de la Recherche, 5 allées Antonio Machado, F–31058 Toulouse Cedex 9, France and **Jeanne Vivet** (jeanne.vivet@gmail.com), Institute of Social Sciences (ICS), University of Lisbon, Avenida Professor Aníbal de Bettencourt 9, 1600-189 Lisbon, Portugal.

References

Atkinson, R. and S. Blandy (eds.) (2006) *Gated communities*. Routledge, London and New York.

Bagaeen, S. and O. Uduku (eds.) (2010) *Social sustainability in contemporary and historical gated developments*. Earthscan, London and Washington.

Ballard, R. (2004) Assimilation, emigration, semigration and integration: white peoples' strategies for finding a comfort zone. In N. Distiller and M. Stey (eds.), *Under construction: 'race' and identity in South Africa today*, Heinemann, London.

26 'The Politics of Illusion: a Defect of Vision' by Andre du Pisani, Professor of Politics and Philosophy at the University of Namibia (UNAM), *The Namibian*, 28 July 2006. Criticism of gated communities is located within a broader critical analysis of the fortification and privatization of urban life as well as of the 'commoditization' of urban space (as exemplified by malls) as brought about by globalization and free market policies. Market-led urban development and its implications in terms of inequity are denounced along with the gap between official political discourses promoting equity and social cohesion and the reality of an increasingly fragmented and unequal society.

27 Sanddrift/Tygerhof Ratepayers and Residents Association (in Cape Town's northern suburbs).

© 2012 Urban Research Publications Limited

Bénit, C., S. Didier, E. Dorier-Apprill and P. Gervais-Lambony (2007) Fragmentations. In E. Dorrier-Apprill and P. Gervais-Lambony (eds.), *Vies citadines*, Belin, Paris.

Bénit-Gbaffou, C., L. Fourchard and A. Wafer (2009) La circulation des initiatives sécuritaires collectives dans l'espace et dans le temps à Johannesburg. In C. Bénit-Gbaffou, S. Fabiyi and E. Peyroux (eds.), *Sécurisation des quartiers et gouvernance locale dans les villes africaines*, Karthala-IFAS, Paris.

Bénit-Gbaffou, C. and M. Morange (2008) Sécurité et gouvernance flexible: légiférer ou non pour gouverner Johannesburg et Le Cap? *Espaces et Sociétés* 134.3, 19–35.

Billard, G., J. Chevalier and F. Madoré (2005) *Ville fermée, ville surveillée. La sécurisation des espaces résidentiels en France et en Amérique du Nord*. Presses Universitaires de Rennes, Rennes.

Blakely, E.J. and M.G. Snyder (1997) *Fortress America. Gated communities in the United States*. Brookings Institution Press, Washington DC; Lincoln Institute of Land Policy, Cambridge MA.

Blandy, S. (2006) Gated communities in England: historical perspectives and current developments. *Geojournal* 66.1/2, 15–26.

Blandy, S. and D. Lister (2005) Gated communities: (ne)gating community development? *Housing Studies* 20.2, 287–301.

Blandy, S. and D. Parsons (2003) Gated communities in England: rules and rhetoric of urban planning. *Geographica Helvetica* 58.4, 314–24.

Blandy, S., R. Atkinson, J. Flint and D. Lister (2004) Gated cities of today: barricaded residential development in England. CNR paper 21, ESRC Centre for Neighbourhood Research, Bristol and Glasgow.

Bodnar, J. and V. Molnar (2007) Reconfiguring private and public: state, capital and new planned communities in Berlin and Budapest. Paper presented at the 4th conference on 'Private Urban Governance and Gated Communities', Paris-Sorbonne, 5–8 June 2007 [WWW document]. URL http://www.staff.uni-mainz.de/glasze/Abstracts_Papers_Paris_2007/Bodnar.pdf (accessed 4 December 2011).

Boudreau, J.-A., S. Didier and C. Hancock (2004) Homogénéisation résidentielle et indépendance politique: de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles. *L'Espace Géographique* 33.2, 131–48.

Brenner, N. and N. Theodore (2002) Cities and the geographies of 'actually existing neoliberalism'. *Antipode* 34.3, 349–79.

Caldeira, T. (1999) Fortified enclaves, the new urban segregation. In J. Holston (ed.), *Cities and citizenship*, Duke University Press, Durham and London.

Capron, G. (2004) Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques: une lecture critique de la littérature. *L'Espace Géographique* 33.2, 97–113.

Capron, G. (ed.) (2006) *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Bréal, Paris.

Charmes, E. (2005) *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*. L'Harmattan, Paris.

Choon Piew, P. (2007) Public intervention, private aspirations: 'gated communities' and the role of the state in Singapore. Paper presented at the 4th conference on 'Private Urban Governance and Gated Communities', University of Paris-Sorbonne, 5–8 June 2007.

City of Cape Town (2007a) *Gated development policy, strategy and planning*. Development Management, Development Policy and Processes Branch, Department of Planning and Building, Cape Town.

City of Cape Town (2007b) *Public participation record: comment summary on the gated development policy*. Development Management, Development Policy and Processes Branch, Department of Planning and Building, Cape Town.

City of Cape Town (2007c) *Gated development draft policy*. 5 June 2007, Development Management, Development Policy and Processes Branch, Department of Planning and Building, Cape Town.

Cséfalvay, Z. (2007) New segregation with new conflicts — gated communities in Hungary. Paper presented at the 4th conference on 'Private Urban Governance and Gated Communities', University of Paris-Sorbonne, 5–8 June 2007.

Daniel, J., V. Naidoo and S. Naidu (2003) The South Africans have arrived: post-apartheid corporate expansion into Africa. In J. Daniel, A. Habib and R.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Southall (eds.), *The state of the nation: 2003–2004*, HSRC Press, Cape Town.
Davis, M. (1990) *City of quartz: excavating the future in Los Angeles*. Vintage, New York.
Dirsuweit, T. and A. Wafer (2006) Scale, governance and the maintenance of privileged control: the case of road closures in Johannesburg's northern suburb. *Urban Forum* 17.4, 327–52.
Florin, B. (2005) Vivre en parallèle ou à l'écart: l'évolution des villes nouvelles du grand Caire. *Annales de la Recherche Urbaine* 98, 97–105.
Folio, F. (2007a) La criminalité à Maputo, Mozambique: origine, distribution et répercussions spatiales. *Cybergeo, Espace, Société, Territoire* Article 380 [WWW document]. URL http://cybergeo.revues.org/7492#quotation (accessed 4 December 2011).
Folio, F. (2007b), Les *condominios* à Maputo: enjeux sociétaux et spatiaux autour de l'implantation des ensembles résidentiels sécurisés dans la capitale mozambicaine. *Annales de Géographie* 655.3, 247–70.
Garcia Sanchez, P-J. (2004) La forme privative de l'urbanité: emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas. *L'Espace Géographique* 33.2, 114–30.
Gervais-Lambony, P. (2003) *Territoires citadins: 4 villes africaines*. Belin, Paris
Giroir, G. (2007) La réinvention des *hutong* du vieux Pékin dans les *gated communities* périurbaines: le cas des Villas Yijun et Guantang. Paper presented at the conference on 'Pérennité Urbaine ou la Ville par-delà ses Métamorphoses', University of Paris X, 15–16 March.
Glasze, G. (2003a) Private neighbourhoods as club economies and shareholder democracies. *BelGEO* 1, 87–98.
Glasze, G. (2003b) L'essor planétaire des espaces résidentiels sécurisés. *Etudes Foncières* 101, 8–13.
Glasze, G., W. Webster and K. Frantz (2006) *Private cities in global and local perspectives*. Routledge, London and New York.
Gomez, A. (2003) Les ensembles résidentiels sécurisés de Maputo, Mozambique. Unpublished masters dissertation, Institut d'Urbanisme de Paris, University of Paris XII-IFAS.
Gooblar, A. (2002) Outside the walls: urban gated communities and their regulation within the British Planning system. *European Planning Studies* 10.3, 321–34.
Grant, R. (2005) The emergence of gated communities in a West African context: evidence from greater Accra, Ghana. *Urban Geography* 26.8, 661–83.
Harrison, P. and A. Mabin (2006) Security and space: managing the contradictions of access restriction in Johannesburg. *Environment and Planning B: Planning and Design* 33.1, 3–20.
Hook, D. and M. Vrdoljak (2002) Gated communities, heterotopia and a 'right' of privilege: a 'heterotopology' of the South African security-park. *Geoforum* 33.2, 195–219.
ISS (Institute for Security Studies) (1997) *Safer by design: towards effective crime prevention through environmental design in South Africa*. ISS Monograph 16, Cape Town and Pretoria.
Jenkins, P. (2001) Emerging urban residential land markets in post-socialist Mozambique: the impact on the poor and alternatives to improve land access and urban development. Research paper no. 75, College of Art, Centre for Environment & Human Settlements, Heriot-Watt University, Edinburgh.
Lacarrieu, M. and G. Thuillier (2004) Une utopie de l'ordre et de la fermeture: 'quartiers privés' et 'countries' à Bueno Aires. *L'Espace Géographique* 33.2, 149–64.
Lachartre, B. (2000) *Enjeux urbains au Mozambique, de Lourenço Marques à Maputo*. Karthala, Paris.
Landman, K. (2003) *A national survey of gated communities in South Africa*. CSIR, Tshwane.
Landman, K. (2004) Gated communities in South Africa: challenges for spatial planning and land use management. *Town Planning Review* 75.2, 151–72.
Landman, K. (2005) An exploration of urban transformation in post-apartheid South Africa through gated communities, with specific focus on its relation to crime and the impact on socio-spatial segregation. PhD dissertation, School of Architecture, Planning and Landscape, Newcastle University.
Le Goix, R. (2001) Les 'communautés fermées' dans les villes des Etats-Unis: aspects géographiques d'une sécession urbaine. *L'Espace Géographique* 30.1, 81–93.

© 2012 Urban Research Publications Limited

Le Goix, R. (2002) Les *gated communities* à Los Angeles, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres. *L'Espace Géographique* 4.2, 328–44.

Le Goix R. (2005) Les 'gated communities' aux Etats-Unis, morceaux de villes ou territoires à part entière? PhD dissertation, University of Paris 1–Sorbonne.

Lemanski, C. (2004) A new apartheid? The spatial implications of fear of crime in Cape Town, South Africa. *Environment and Urbanization* 16.2, 101–11.

Lemanski, C. (2006) Spaces of exclusivity or connection? Linkages between a gated community and its poorer neighbour in a Cape Town Master Plan Development. *Urban Studies* 43.2, 397–420.

Low, S. (2003) *Behind the gates: life, security and the pursuit of happiness in fortress America*. Routledge, London.

Mendes De Araujo, M. G. (1999) Cidade de Maputo, espaços contrastantes: do urbano ao rural [The city of Maputo, contrasting spaces: from urban to rural]. *Finisterra* XXXIV, 175–90.

Minton, A. (2002) *Building balanced communities: the US and UK compared*. RCIS Leading Edge Series November [WWW document]. URL http://www.southwesteip.co.uk/downloads/documents/20070501115948.pdf (accessed 4 December 2011).

Morange, M. and J. Vivet (2006) Les *gated communities* au Cap: peurs sur la ville. In G. Capron (ed.), *Quand la ville se ferme*, Bréal, Paris.

Morange, M. and S. Didier (2006) Security discourses, community participation and the power structure in Cape Town 2000–2006. *Urban Forum* 17.4, 353–79.

Müller-Friedman, F. (2008) Towards a (post) apartheid architecture: a view from Namibia. *Planning Perspectives* 23.1, 29–48.

Namdeb (2007) *100 years of diamond production, annual review 2007*. Namdeb Diamond Corporation, Windhoek.

Paquot, T. (2009) *Ghettos de riches. Tour du monde des enclaves résidentielles sécurisées*. Perrin, Paris.

Peck, J. (2004) Geography and public policy: constructions of neoliberalism. *Progress in Human Geography* 28.3, 392–405.

Peyroux, E. (2004) *Windhoek, capitale de la Namibie, changement politique et recomposition des péripheries*. IFAS-Karthala, Paris.

Peyroux, E. (2005a) Citizens versus state in South Africa: the production of contested norms of security in Johannesburg. In B. Hours and N. Bagayoko-Penone (eds.), *Etat, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud*, L'Harmattan, Paris.

Peyroux, E. (2005b) 'Sorting out society through gates': a popular but contested form of crime prevention in post-apartheid Johannesburg. *TRIALOG* 87.4, 31–5.

Plöger, J. (2006) Practices of socio-spatial control in the marginal neighbourhoods of Lima, Peru. *TRIALOG* 89.2, 32–6.

Pow, C-P. (2009) *Gated communities in China: the politics of the good life*. Routledge, London and New York.

Quembo, C. and P. Lopes (2005) *Dinâmicas da urbanizaçao na Costa do Sol, Maputo-Moçambique e os seus problemas* [The dynamics of urbanization on the Costa do Sol, Maputo. Mozambique and its problems]. Universidade Mondlane, Maputo.

Roitman, S. (2007) Social practices and viewpoints: a conceptual framework for the analysis of urban social group segregation and gated communities. Paper presented at the 4th conference on 'Private Urban Governance and Gated Communities', University of Paris-Sorbonne, 5–8 June 2007.

Salcedo, R. and A. Torres (2003) Gated communities in Santiago: wall or frontier? *International Journal of Urban and Regional Research* 28.1, 27–44.

Serra, C. (2003) *Em cima de uma lâmina, Um estudo sobre precaridade social em três cidades de Moçambique* [On a knife edge: A study of social precariousness in three cities in Mozambique]. Impressa Universitaria, Maputo.

Smith-Bowers, B. and T. Manzi (2006) Private security and public space: new approaches to the theory and practice of gated communities. *European Journal of Spatial Development* 22 [WWW document]. URL http://www.nordregio.se/Global/EJSD/Refereed%20articles/refereed22.pdf (accessed 4 December 2011).

Sohn, C. (2003) Changement gestionnaire et recompositions urbaines post-apartheid. La

© 2012 Urban Research Publications Limited

question foncière à Windhoek (Namibie). PhD dissertation, Department of Geography, University Louis Pasteur, Strasbourg.
Sousa Morais, J. (2001) *Maputo, patrimonio da estrutura e forma urbana, topologia do lugar* [Maputo, inherited spatial structure and urban shape, topology of a place]. Livros Horizonte, Lisboa.
Thuillier, G. (2000) Les quartiers enclos de Buenos Aires: quand la ville devient country. *Cahiers des Amériques latines* 35, 41–56.
Townshend, I.J. (2006) From public neighbourhoods to multi-tier private neighbourhoods: the evolving ecology of neighbourhood privatization in Calgary. *GeoJournal* 66.1/2, 103–20.
Vivet, J. (2010) Déplacements forcés et citadinités: les deslocados de guerra à Maputo. PhD dissertation, Department of Geography, Université Paris X-Nanterre.
Webster, C., G. Glasze and K. Frantz (2002) The global spread of gated communities. *Environment and Planning B* 29.3, 315–20.
Welgemoed, L. (2009) The social and spatial manifestation of gated developments in the north-eastern suburbs of Cape Town. Masters dissertation, University of Stellenbosch [WWW document]. URL http://scholar.sun.ac.za/bitstream/handle/10019.1/1952/Welgemoed,%20L_pdf.pdf?sequence=1 (accessed 4 December 2011).
Zunino, H.M. (2006) Urban decision-making: neo-liberalism, 'techno-politicians' and authoritarian redevelopment in Santiago, Chile. *Urban Studies* 43.10, 1825–46.

Résumé

L'irrésistible mouvement mondial de propagation des résidences fermées a atteint l'Afrique australe dans les années 1980, à un moment où la sous-région connaissait des transformations urbaines et politiques spectaculaires (transition post-apartheid, situation post-conflit). Le succès de cette option résidentielle a donc été attribué au désir des classes moyennes de s'affranchir des transformations raciales en cours dans ces sociétés urbaines et à la montée du sentiment d'insécurité. Cette lecture renvoie aux débats sur la fragmentation sociale et met l'accent sur les stratégies communautaires ou individuelles des ménages. Or si les résidences clôturées trouvent un terrain d'expansion favorable dans des contextes postcoloniaux et de transition, elles constituent également des produits immobiliers polymorphes, conçus pour s'adapter à la diversité des classes moyennes des villes dans lesquels elles s'implantent. On choisit ici de les considérer sous cet angle en analysant le rôle que jouent les promoteurs, les agents immobiliers et les réseaux internationaux de l'aide au développement dans la diffusion de ce modèle, ainsi que les dynamiques de marché et les processus politiques qui président à leur succès au Cap, à Maputo et à Windhoek. A travers une lecture géographique et comparative du phénomène dans ces trois villes, on étudie la manière dont ce produit immobilier suburbain s'adapte aux structures urbaines et aux traditions de planification urbaine de ces villes (ou au contraire les bouleversent), comment il circule à plusieurs d'échelles dans la sous-région (intra-urbaine, interurbaine et régionale), ainsi que le poids des contextes locaux dans la réception et les déclinaisons de ce modèle.

© 2012 Urban Research Publications Limited

HAL
archives-ouvertes.fr

Le cinéma sud-africain postapartheid : quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays

Fabrice Folio

▶ To cite this version:

Fabrice Folio. Le cinéma sud-africain postapartheid : quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays. Travaux & documents, Université de La Réunion, Faculté des lettres et des sciences humaines, 2012, pp.143–157. hal-01244100

HAL Id: hal-01244100
https://hal.univ-reunion.fr/hal-01244100

Submitted on 14 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le cinéma sud-africain postapartheid : quand les normes hollywoodiennes vont à la rencontre du pays

Fabrice FOLIO, MCF
CREGUR, UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

Le cinéma d'auteur sud-africain est en plein renouveau, à en juger par la participation de ses œuvres aux festivals internationaux et l'attrait qu'il suscite aux yeux des distributeurs occidentaux. Le pays remporte les distinctions partout où ses films concourent à travers le monde (de *Zulu love letter* à *Drum*, en passant pas *Tsotsi*, *U-Carmen eKhayelitsha* ou *Yesterday*). Le cinéma sud-africain prend de l'ampleur, et ce au terme d'une longue parenthèse due à l'apartheid (politique de développement séparée – 1948/1994).

Or, l'industrie cinématographique sud-africaine est, depuis son origine, influencée par le modèle hollywoodien. Cette influence perdure dans les tendances actuelles, que ce soit dans le nombre de films américains projetés dans ses salles, comme dans les « codes cinématographiques » présents dans les œuvres locales. On peut ainsi multiplier les exemples de films jouant sur la corde des bons sentiments, faisant état d'une analyse binaire de la situation et des personnages, ou encore dénotant une certaine esthétisation de la violence… À ce titre, on peut parler d'une certaine standardisation du cinéma sud-africain, qu'il est courant d'associer à un phénomène de globalisation économique et de mondialisation culturelle.

Pourtant, ce cinéma s'emploie, en parallèle, à faire montre de créativité, en mettant en exergue une situation sociale préoccupante sur bien des plans : chômage, pauvreté, inégalités, criminalité, VIH-Sida… Plus généralement, un grand nombre de films récents s'attachent à représenter les exclus d'hier. Il existe par conséquent une certaine originalité de « contenu » qui va, non pas venir remplacer, mais s'hybrider aux éléments de langage connus.

La présente contribution s'attachera à décrire le contexte dans lequel le cinéma sud-africain s'essaye, sans complètement sortir d'une influence dominant toujours ses écrans, à faire émerger un cinéma nouveau, intégrant la réflexion critique et la culture nationale.

La nation arc-en-ciel donne depuis quelques années une impulsion nouvelle au cinéma africain. Les films sud-africains recouvrent une réelle notoriété. Ils glanent les distinctions partout où ils concourent et tiennent le haut de l'affiche dans les festivals à travers le monde. *Zulu love letter*, *Drum*, *Tsotsi*, *U-Carmen eKhayelitsha*, *Yesterday* sont autant d'œuvres ayant reçu des prix prestigieux. Le cinéma d'auteur y prend de l'ampleur après une longue léthargie due à l'apartheid. Cela est à mettre au crédit du *soft power* national (sa « puissance douce »).

L'industrie cinématographique sud-africaine est, depuis son origine, influencée par le modèle hollywoodien. D'une certaine manière, cette influence perdure dans les tendances actuelles, que ce soit dans le nombre de films américains projetés dans ses salles, comme dans les « codes » cinématographiques présents dans les longs-métrages réalisés localement. Or, ce cinéma s'emploie en parallèle à faire montre de créativité, en mettant en exergue – souvent sans concession – une situation sociale préoccupante sur bien des plans : pauvreté, inégalités, criminalité, VIH-Sida… Un grand nombre de films récents s'attachent plus largement à représenter les exclus d'hier et à brosser les grands défis nationaux. Au final, le cinéma sud-africain déploie une originalité empreinte d'hybridation car assez standardisée sur la forme, bien que mise au service de l'analyse d'une réalité socio-économique tout en extrême sur le fond. Il en résulte une personnalité dans le contenu des œuvres, laquelle a vocation à dépasser, selon nous, les normes en vigueur et les artifices filmiques connus.

UN CINÉMA SUD-AFRICAIN EN PLEIN RENOUVEAU

Dix ans après la fin du régime d'apartheid, l'Afrique du Sud fait partie des cinq premières destinations de tournage au monde. Sur la scène continentale, elle occupe une place d'exception avec le Maroc et la région de Ouarzazate. Ainsi en 2003, quarante films étrangers ont été tournés à la pointe sud de l'Afrique, où huit studios sont apparus à partir de l'année 2005. On peut citer les succès *Blood Diamond*, *Hotel Rwanda* ou encore *Lord of war*, tournés ici et dont les scripts avaient pourtant pour cadre… la Sierra Leone, le Rwanda et le Libéria. Après 1994, la région du Cap au sud du pays est devenue un lieu prisé de tournage international de films (« Hollyveld »). Comme le rappelle M. Cuff, de la commission du film du Cap, « [l]es coûts de production sont 40% moindres qu'aux Etats-Unis, le climat est idéal, la grande variété de paysages permet de représenter une multitude de pays en un seul et les techniciens sont de bon niveau » (Giard, 2004). En plus du cinéma, le pays développe une production de spots publicitaires, de documentaires et de feuilletons télévisés.

Développer l'industrie du film a été au programme de l'agenda du gouvernement démocratique depuis 1995. Cela s'est traduit notamment par la création du *National Film and Video Foundation* (NFVF), institution responsable de la compétitivité sud-africaine à l'International (Tomaselli, 2006). Au sein des réalisations locales, un cinéma sud-africain d'auteur vu comme « authentique » et réaliste est en train d'émerger. Il fait suite aux années d'isolement sous l'apartheid, où la production se limitait à des comédies caricaturales et jamais innocentes, dont le succès planétaire *Les dieux sont tombés sur la tête* (1980).

Il est vrai que l'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique sub-saharienne à avoir forgé, depuis le début du XX^{e} siècle, une véritable industrie cinématographique (c'est-à-dire avec un système de production propre, un réseau de distribution, et une structure socioprofessionnelle). Au demeurant, sous l'apartheid,

existait avant tout un cinéma que l'on pourrait caractériser de raciste et sentimental[1], en tout cas déconnecté de la réalité. En plus d'une fermeture au cinéma mondial, le cinéma sud-africain constituait alors un déni du réel.

Précédant les grands bouleversements des années 2000, une orientation idéologique est apparue à la fin des années 1980. *Mapantsula* (1988) d'Oliver Schmitz, peut être considéré comme l'un des premiers films critiques basés sur une réalité sociale urbaine, celle des malfrats dans les zones périphériques telles que Soweto (Maingard, 2007). De même, le producteur indépendant Anant Singh a pu financer des films d'art et essai, dont les œuvres engagées de Darrel Roodt : les plus connus sont *Sarafina !* en 1992 et *Cry, the beloved country* en 1995, adaptant à l'écran le célèbre roman d'Alan Paton. D'origine indienne, A. Singh domine l'industrie locale, avec plus de 40 productions à son actif.

Mon Nom est Tsotsi (2005), sur lequel on reviendra plus avant, a signalé l'émergence d'un renouveau du cinéma sud-africain. Dans un contexte postapartheid, celui-ci est résolument centré sur des sujets sociaux, avec des acteurs locaux jouant fréquemment dans leur propre langue (dans le cas de *Tsotsi* dans l'argot des townships). Le film a remporté l'Oscar du meilleur film étranger en 2006. Avant cela, les précurseurs s'appelaient *Yesterday* (l'histoire d'une paysanne séropositive), premier film tourné en langue zouloue, également premier long-métrage sud-africain nominé pour l'Oscar du meilleur film étranger en 2005, ainsi que *U-Carmen eKhayelitsha* (une adaptation de l'opéra de Bizet chantée en xhosa dans un township du Cap), qui a remporté l'Ours d'or à Berlin en 2005.

Sur un plan thématique, on pourra remarquer la quantité assez importante de films s'attachant à dresser les contours de la nouvelle nation sud-africaine (Dovey, 2009b). À ce niveau, ce sont bien les exclus ou « refoulés » d'une époque révolue qui passent sous les lumières des projecteurs, c'est-à-dire ceux qui, jusqu'à une date récente, n'avaient guère été filmés sans arrière-pensées idéologiques (ou avaient simplement été exclus de quelque représentation cinématographique ou audiovisuelle que ce soit). En clair, les populations de couleur et prioritairement la communauté noire… Qui plus est, les sujets traités sont souvent teintés de gravité. Aussi se placent-ils en tant qu'allégories des défis, voire des vieux démons combattus mais non disparus du pays : pauvreté, chômage, inégalités, exclusion, criminalité, Sida…

Pourtant, l'industrie cinématographique sud-africaine est depuis ses débuts influencée par le modèle hollywoodien. Cette influence perdure dans les tendances actuelles.

D'une part, la clientèle-cible demeure majoritairement les populations solvables, soit plutôt blanches. L'offre s'articule sur des productions américaines (dont les *blockbusters*) jugées plus rentables. Celles-ci accaparent 90% du marché global (Lelièvre, 2011). À degré moindre, on retrouve des productions indiennes (*Bollywood*), en rapport avec la diaspora. Pour les deux grandes sociétés de

[1] Quand il n'était pas de propagande, tel que le film *Kaptein Caprivi* en 1972 au sujet du support militaire au sein du régime rhodésien.

distribution, Ster Kinekor et Nu Metro, les arguments économiques plaident toujours en cette faveur. « Leur logique veut que les films réalisés par des Noirs sur la vie des Noirs n'intéressent que les Noirs », déplorait le réalisateur Ramadan Suleman en 2000. Il n'y a encore que peu de salles dans les townships (ex-quartiers noirs ségrégués sous l'apartheid). La distribution repose entre les mains de compagnies liées au cinéma américain, dont la « toile » se limite au cœur blanc des grandes villes. Il faut souligner ici l'inflexion *Tsotsi* : le film a initié un financement public plus conséquent du cinéma local[1]. Surtout il a drainé un public noir, celui de la nouvelle bourgeoisie. L'émergence de cette classe moyenne a fait passer la part de l'audience noire de 9 à 22% entre 2003 et 2005, alors que l'audience globale (28 millions d'entrées par an) décline (*Cinémotions*, 2006). Les distributeurs ont dès lors commencé à se montrer plus attentifs à la production locale et au « public » vu dans toutes ses sensibilités. Par exemple, Ster-Kinekor a depuis cherché à élargir l'audience noire par la construction de cinémas à Soweto et dans d'autres townships du pays (où la plupart des salles ont été fermées pendant l'apartheid)[2].

D'autre part, on ne peut que constater que les films récents, ceux-là même qui décrochent les premières places dans les festivals internationaux, demeurent *in fine* assez convenus sur la forme, c'est-à-dire sur un plan technique et narratif, voire idéologique. La priorité est par exemple donnée à l'esthétisme, y compris quand les sujets sont difficiles. Les œuvres jouent également sur la corde des bons sentiments et du politiquement correct (du moins en phase avec le discours institutionnel dominant). Enfin, elles font parfois état d'une analyse binaire, tantôt simpliste de la situation et des personnages… À ce titre, on peut parler de normes en vigueur et d'une certaine « codification » du cinéma sud-africain, qu'il est aisé d'associer à un phénomène de globalisation économique et de mondialisation culturelle.

A priori, ce sont les aspects du cinéma américain, tels qu'ils ont été exposés par R. Dubois (2008), lesquels s'articulent autour d'un certain nombre de valeurs, qui se retrouvent en partie dans ce « cinéma nouveau » sud-africain. À travers une histoire, une géographie, un système politique et une culture propre, le pays de Mandela semble entrer en résonance avec celui de l'oncle Sam sur quelques principes. On citera l'optimisme, l'*Happy ending* en guise de retour à l'ordre ou la glorification de l'individualisme (le *Self made man*). On le mesure également à travers certains mécanismes filmiques notoires : il faut ici évoquer l'esthétisation à outrance, la photographie recherchée, les changements de rythme, le jeu de caméra sophistiqué, ou encore le soin accordé à la bande son…

Tout cela pourrait être certes considéré comme résultant d'une certaine indifférence sud-africaine envers les conceptions venant de pays non

---

1 De la part du *Industrial Development Corporation*, institution publique chargée du financement du développement en Afrique du Sud.

2 Il faut noter que, de toutes les manières, le film *Tsotsi* avait abondamment circulé au marché noir, notamment à l'intérieur des quartiers précaires (Dovey, 2009c).

anglophones. C'est selon nous à relativiser dans le sens où de nombreuses œuvres du cinéma moderne, y compris dans les « genres » émergeants, font de plus en plus appel à ces artifices. On répondra par conséquent que, en premier lieu, il n'est jamais inutile de rappeler l'importance du lien linguistique et socioculturel entre l'Afrique du Sud et les autres pays anglo-saxons. En second lieu, l'objectif ultime est également commercial et… pragmatique. Il est en fait dépositaire d'une culture *mainstream* ou du « courant dominant », celui où s'exprime actuellement une mondialisation de contenu, dans le cadre du 7e art impulsé par le cinéma américain (Martel, 2010).

Au total, le cinéma sud-africain rentre-t-il dans des normes établies ? Ou fait-il assaut d'originalité à tel point que l'on peut parler d'une exceptionnalité de contenu, traduisant une « culture nationale » ? Pour y répondre, il faut à présent rentrer un peu plus dans le détail.

TROIS ŒUVRES EMBLÉMATIQUES D'UNE CÉLÉBRITÉ NOUVELLE… ET FORMATÉE ?

On présentera ci-dessous trois œuvres sud-africaines postapartheid à succès, qui retranscrivent assez bien cette complexité. Nous assumons le jugement de valeur porté à la suite, croisé à l'avis de chercheurs, de critiques de cinéma et de la presse.

Mon Nom est Tsotsi (2005). Synopsis : Dans un bidonville aux abords de Johannesburg, en Afrique du Sud, un jeune homme de 19 ans, orphelin, a occulté tout souvenir de son passé, jusqu'à son propre nom. Il s'appelle Tsotsi, qui signifie « voyou », « gangster » dans le jargon des ghettos. Sans nom, sans passé, sans ambition, il dirige une bande de marginaux. Après avoir tabassé un de ses amis sous l'emprise de l'alcool, il traverse le bidonville et agresse une jeune femme des quartiers riches en lui volant sa voiture. Mais sur la banquette arrière, un bébé se met à pleurer. Abandonnant le véhicule, il s'enfuit vers le ghetto en emmenant le bébé.

Réalisé par Gavin Hood, *Mon Nom est Tsotsi*, sorti à Johannesburg en 2005, a fait preuve d'une réussite assez incroyable (400 000 entrées dans son propre pays, 7,8 millions de rands encaissés soit environ 1 million d'euros). Jusqu'alors, seules les comédies de Leon Schuster parvenaient à attirer autant de spectateurs (*Cinémotions,* 2006). Le succès de *Tsotsi* s'explique par le prestige de l'Oscar récolté en 2005, mais aussi par le fait qu'il a attiré un public noir important (60% des spectateurs selon le distributeur local). Dans leur grande majorité, les hommes politiques dont les (ex-)présidents T. Mbeki et N. Mandela ont apprécié le film (ils ont même invité le réalisateur et l'acteur principal à venir les rencontrer).

La mise en scène du film est soignée. Elle alterne des plans larges de grands espaces périurbains et des gros plans assez intenses, le tout agrémenté d'une composition musicale à base de Kwaïto (la musique des quartiers noirs, mélange de house music, d'afro beat et de ragga). Le cinéaste a accordé un soin particulier à l'esthétique d'ensemble. Le montage du film est parfaitement rythmé et parvient sans peine à tenir en haleine le spectateur.

Toutefois, on pourra remarquer que *Mon nom est Tsotsi* n'arrive pas toujours à transcender un scénario mélodramatique, lequel reste au final assez conventionnel. Comme le rappelle Anne-Sophie Nanki de *Critikat.com* (2006),

> [l]e cinéaste suit avec l'application d'un élève consciencieux les règles gravées sur les tables de la loi du genre, sans chercher à les mettre en question, à les subvertir, les pervertir. On ne sort pas des sentiers battus, des poncifs établis. Un des problèmes du film réside dans le fait que la misère est ici loin d'être misérable, et est même parfois un peu trop belle pour être encore de la misère.

Le réalisateur a par exemple utilisé le super 35 (plutôt que le 16 mm) et un filtre sépia, afin de donner un grain plus fin et une touche « classieuse » au film. Cela peut paraître troublant, comme s'il fallait contrebalancer l'indigence des bidonvilles et le naufrage social et sociétal de certains des personnages de l'histoire… Par ailleurs, la fin du film a été édulcorée par rapport au roman initial (sur lequel il repose en partie). Le voyou finit ainsi par ramener le bébé à ses parents et se rendre à la police, au sein d'une séquence emphatique que l'on pourrait juger assez improbable (Dovey, 2009c). Dans l'histoire originale, il périssait dans un incendie. Notons que le réalisateur a tourné une autre fin, où un policier abat Tsotsi (ce fut d'ailleurs celle qui a figuré sur les DVD pirates…). Mais celle-ci n'a pas été retenue. Enfin, de véritables Tsotsi ont pu déclarer que le personnage du film était trop « tendre » (*too soft*) pour véritablement perdurer dans le milieu criminel sud-africain (Sosibo, 2006).

District 9 (2009) peut se considérer comme un film de science-fiction, mâtiné d'extraits documentaires. Il s'agit au départ d'un film à moyen budget mais qui, contre toute attente, a explosé en quelques semaines le box-office, d'abord aux États-Unis puis dans le reste du monde. À ce titre, on considère qu'il s'agit d'un succès surprise ou « dormant » (appelé *sleeper hit* dans le milieu), c'est-à-dire un produit culturel inattendu ayant prioritairement engrangé de la popularité par le bouche à oreille.

District 9 (2009). Synopsis : Wikus van der Merwe est un employé de la MNU, agence chargée de la gestion des extraterrestres. Ceux-ci sont confinés dans un immense ghetto, le District 9, depuis une vingtaine d'années, date de leur arrivée sur terre à bord d'un vaisseau en panne au-dessus de Johannesburg… Le ghetto où ils ont été accueillis est devenu un bidonville, plaque tournante de trafics orchestrés par la mafia nigériane. Il indispose les riverains et les autorités mandatent une société de sécurité privée, la MNU, sous commandement de Wikus van der Merwe, pour évacuer le district et reloger les *prawns* ou crevettes (leur surnom péjoratif) à 250 km de Jo'burg, dans le désert.

Au premier abord, comme l'indique le site *Excessif.com* (2009), « *District 9* développe une approche intéressante de science-fiction, en mélangeant le divertissement pur et le pamphlet sociopolitique dans la veine des meilleurs films du genre des années 60 et 70 ». Nous y reviendrons. Mais, sur la forme, force est d'avouer qu'il ne fait pas vraiment assaut d'originalité. En effet, le film renvoie à *Blair Witch Project* pour l'empreint de la caméra à l'épaule ou à *Cloverfield* pour la campagne publicitaire « larvée » (sa promotion a utilisé une campagne de marketing viral). Et finalement aux deux pour ce qui est du style pseudo-réalité en vogue. *District 9* est en effet tourné comme un docu-fiction tiré d'images d'archives et d'interviews. Il s'agit d'un parti pris de mise en scène ayant fait ses preuves et qui donne une atmosphère assez réaliste au film. Le spectateur est ainsi immergé dans l'intrigue.

La réalisation, quant à elle, est très nerveuse et précise, suivant les usages des films contemporains à grand spectacle. Les scènes d'action, particulièrement la scène finale, raviront les amateurs de films violents, tout en débauche d'effets pyrotechniques et sonores, mélange de technologie absolue et de brutalité primaire. Les exemples à ce niveau abondent. Finalement, *District 9* s'inspire d'une pléthore de films de genre, souvent adulés même si émargeant parfois à la série B de science fiction. Malgré cela, et on le verra en partie 3, lui survit une solide réflexion sur le propos, ce qui fait sa qualité.

Précisons tout de même que ce n'est pas un film sud-africain à proprement parler. Il s'agit d'une œuvre néo-zélandaise et américaine[1]. Il s'inspire en fait du court-métrage sud-africain *Alive from Joburg*, et a été réalisé par un Sud-Africain, avec des acteurs locaux et un tournage qui a pris place en Afrique du Sud (d'ou sa présence dans notre sélection).

[1] Le film a été produit par Peter Jackson, réalisateur célèbre du *Seigneur des anneaux*. Celui-ci a fait le pari de parrainer ce qui est le premier film de Neill Blomkamp. D'abord préposé à mettre en scène l'adaptation cinématographique du jeu vidéo *Halo* (le projet ayant avorté pour cause de budget), le jeune réalisateur a finalement fait ses premières armes sur un projet original, (ré)écrit par ses soins.

Yesterday (2004). Synopsis : Dans un petit village du Zululand-Natal en Afrique du Sud, Yesterday doit gérer seule les difficultés d'un quotidien précaire. Yesterday, la trentaine, vit seule avec sa fille Beauty, 7 ans, dans le village de Rooihoek en Afrique du Sud. Sans son mari, parti travailler dans une mine de Johannesburg, elle élève courageusement mais avec bonheur Beauty. Ce fragile équilibre bascule quand elle apprend soudain qu'elle est atteinte du virus du sida.

Réalisé par le cinéaste Darell Roodt, devenu dès sa sortie un grand succès en Afrique du Sud, *Yesterday* (2004) serait le premier film à avoir été tourné en langue isiZulu. L'histoire prend place en zone rurale, dans l'arrière-pays du KwaZulu-Natal (nord-est du pays), ce qui tranche quelque peu avec les environnements urbains des longs-métrages nationaux.

Comme le dit le site d'information *Afrik.com* (2004), « [c]e film est avant tout un drame social sud-africain basé sur la pandémie du sida. Il s'inscrit comme une arme de prévention majeure dans un pays rongé par la terrible pandémie ». Plus largement, il a été considéré par les critiques comme une œuvre magistrale ayant fait l'unanimité en Afrique du Sud mais aussi dans le monde. Le film a été nominé aux Oscars, un an avant la consécration de *Tsotsi*.

Dans la forme, l'œuvre cinématographique utilise une mise en scène stylisée et un montage à la fois ample et lent. L'ensemble, surtout dans la première partie du film, donne un côté très artistique, presque contemplatif, en ce qui concerne les vastes paysages ruraux du KwaZulu-Natal. On peut souligner que le film a un rythme qui lui est propre et qui sied à ce genre de propos. En cela, il ne plaira pas forcément aux adeptes de réalisations teigneuses et soutenues, plus caractéristiques des films précédents. Il s'agit d'un long-métrage « plaintif » pour la maîtrise d'un sujet dur. *Yesterday* est une œuvre profondément mélancolique.

Toutefois, on remarque malgré tout que le spectateur semble quelque peu ménagé. La photographie recherchée et la qualité artistique d'ensemble paraissent une nouvelle fois contrebalancer la rudesse du thème (Maingard, 2007). Le contenu du film a aussi été adouci par une fin non exempte d'un sentiment d'espérance. De même, des impasses existent sur certains faits encore plus injustes que ceux que le film veut bien montrer[1]. Plus largement, les critiques à l'encontre du film, qui sont survenues assez tardivement, ont fait état de stéréotypes quant au portrait simpliste fait du monde zulu rural (habitants simples d'esprit et incultes), que traduit notamment la grande sobriété – pauvreté diront certains – des dialogues (Tolsi, 2004, cité dans Tomaselli, 2006).

[1] Pour prendre un exemple, *Yesterday* ne montre guère les difficultés d'obtenir les médicaments adéquats (le mari de Yesterday se retrouve avec des remèdes à sa disposition alors même qu'ils habitent un petit village retiré). On peut supposer que la facilité d'obtenir les traitements idoines est autre que celle montrée ici.

DES MAUX NATIONAUX PASSÉS AU CRIBLE, UN CONTENU RICHE D'ENSEIGNEMENTS

Des normes cinématographiques paraissent donc clairement présentes au sein de ces longs-métrages. On peut les corréler au fait que ces films s'adressent aussi, on l'a vu, à un public et à des experts internationaux. Ils recherchent une notoriété mondiale, destinée à réancrer l'Afrique du Sud dans le concert des nations. C'est pour cela qu'ils s'inscrivent dans les canons du genre. En dépit de cette réalité, ces films contribuent parallèlement à la compréhension du pays, ce qui renforce leur intérêt mais aussi leur ambivalence.

Avec *Tsotsi*, Gavin Hood parvient à entraîner le public dans un univers d'extrêmes radicaux, correspondant bien à l'actuelle Afrique du Sud. De ce fait, l'œuvre détient une portée pédagogique. Opulence et pauvreté, colère et compassion, passé et présent entrent ici en confrontation et constituent la trame du film.

Rappelons que le tsotsi est un personnage archétypal des grandes villes sud-africaines, en particulier de l'agglomération de Johannesburg, dans les années 1940[1]. Le film met l'accent sur le sentiment de repentance, en étroite liaison avec l'histoire du pays. Cela est parfois signalé par des symboles : Tsotsi gangster, habillé d'un T-shirt rouge, l'échange plus tard contre une chemise blanche quand il se repend… Au terme d'un parcours initiatique, Tsotsi accède ainsi à la connaissance de lui-même, à la paix, le film se veut donc une ode à la rédemption (*Critikat.com*, 2006). Pour être plus précis, deux thèmes majeurs s'entrecroisent tout au long de l'histoire : la famille et la violence.

En premier lieu, la déstructuration du tissu social familial est filmée et reliée au passé d'apartheid. Cela amène un jeune voyou, à travers le prisme du bébé dont il s'occupe maladroitement, à redécouvrir sa part d'enfance et d'humanité, occultée par la misère sociale.

En second lieu, la violence est présente sous les formes qu'elle prend en Afrique du Sud[2]. Le film mêle omniprésence des armes à feu, agressions dans les trains (*mugging*), vols de voiture (*hijacking*), cambriolages, viol que craint Miriam à l'irruption de Tsotsi. Comme le dit L. Dovey (2009a), il n'est pas ici décrit une violence « atavique » du continent dont les médias internationaux sont si friands (guerre civile, génocide…), mais bien une criminalité locale et domestique, qu'il faut plutôt décrypter comme un déplacement métonymique des formes de brutalité et de violence passées, ayant engendré un contexte donné.

---

1 À ce moment, une jeunesse urbaine, fruit de la pauvreté et de l'oppression, s'adonne à des activités interlopes (Houssay-Holzschuch, 2006). Elle est identifiable par ses choix vestimentaires (le costume *zoot suit*, d'où viendrait le terme tsotsi), son argot (*isicamtho*, la langue parlée qui mélange langues africaines, anglais et afrikaans), et enfin par sa fascination pour le modèle américain.

2 Rappelons qu'en 2005, le *Sunday Times* avait recensé 19 000 meurtres, 55 000 viols et 120 000 holdups dans le pays… Le taux d'homicides y est huit fois supérieur à celui des États-Unis.

Pour le géographe que nous sommes, le film est de surcroît un cas d'école pour illustrer les stigmates de l'apartheid. La géographie fragmentée de la ville ségréguée, toujours lisible dans le contexte actuel (Folio, 2004a), constitue le socle paysager de l'œuvre. La ville est éclatée en plusieurs aires : CBD[1] déserté le soir, banlieues aisées, townships africains, bidonvilles… Un autre aspect de ce paysage urbain est celui de l'éloignement et de la désarticulation qui définit la structure urbaine, ponctuée de zones en friche (*buffer zones*).

Le réalisateur nous montre enfin une société sud-africaine en évolution. Le personnage féminin qu'agresse Tsotsi, et à qui il subtilise sa voiture et son bébé est Noir. Ce choix permet d'éviter le schéma classique de la criminalité noire affectant les familles bourgeoises blanches… En outre et surtout, cela permet d'évoquer l'existence d'une nouvelle élite de couleur ou *Black Diamonds* (ayant pu parfois tirer profit des politiques de discrimination positive), habitant des villas luxueuses sécurisées, conduisant des grosses berlines et tout autant victimes de l'insécurité (ou d'un sentiment d'insécurité). Dans son propos, le film devient didactique, il porte un regard large, d'hier à aujourd'hui, sur l'état du pays.

Concernant *District 9*, l'objectif de Neill Blomkamp n'était sans doute pas de révolutionner la science-fiction[2]. Le réalisateur développe en réalité un univers propre, utilisant judicieusement le prétexte de la science-fiction pour parler de problèmes bien actuels. Comme le dit J.-P. Tessé dans les *Cahiers du Cinéma* (2009) : « Le film part de la métaphore appuyée pour aller vers la pure série B, ce qui vaut toujours mieux que l'inverse ». Le cadre de Johannesburg offre pour sa part un dépaysement bienvenu à ce type de film, généralement tourné dans les métropoles nord-américaines.

Le film tombe certes souvent dans la facilité de la série B, mais il fait un inventaire contemporain assez saisissant de l'héritage de l'apartheid. Ici, sous des habits de faux *blockbuster*, tout passe au crible d'une réalisation ironique : le racisme, l'exclusion, la corruption, les gangs, la tribalité, les sociétés paramilitaires privées… Pour S. Sarfati (2009), il est délivré une réflexion politique et sociale sous des dehors de divertissement.

Le film devient de la sorte une ode à la tolérance. Dans un des pays les plus inégalitaires au monde, elle dénonce le climat d'exclusion latent à deux niveaux. Déjà, en se remémorant l'histoire de l'Afrique du Sud, avec ces tensions entre Noirs et Blancs, cela prend un écho particulier. *District 9* retranscrit l'histoire de la ségrégation raciale par un glissement fascinant. Mi-crevettes, mi-insectes géants, les aliens doivent cohabiter tant bien que mal dans ce District 9, lequel est une allusion au célèbre District 6 de la métropole du Cap ; là, des

---

1 *Central Business District*, centre d'affaires des grandes villes, par extension le cœur des villes ou centre-ville.

2 On soupçonne tout de même qu'il essaye de démontrer qu'avec une économie de moyens (30 millions de dollars tout de même…), il est possible de concurrencer des superproductions de ce type, avides de surenchère.

populations de couleur, stigmatisées et pauvres, s'étaient regroupées dans les années 1970. Le quartier pluriethnique a ensuite été rasé par les autorités, officiellement sous couvert de thèses hygiénistes, officieusement pour complaire aux thèses du développement séparé.

Mais le tour de force du film est de parvenir à montrer, sans extraire des principes moralisateurs, la réalité d'une xénophobie multi temporelle. Car ce racisme, autrefois dirigé par certains Blancs contre la communauté sud-africaine noire, se maintient ces dernières années dans les bidonvilles du pays. Il se tourne cette fois contre les étrangers immigrés depuis les pays limitrophes afin de trouver du travail. On renvoie ici aux émeutes de 2008, que l'on n'arrive pas à s'enlever de la tête dès les premières images du film. En résumé, *District 9* n'indique pas que le racisme peut toucher une société quelconque, mais qu'il peut tout aussi bien se (re)développer dans une société qui a elle-même fait l'expérience douloureuse de ce racisme (et à l'encontre même de ceux qui ont pu l'aider à un moment donné…). Le sentiment de frustration extrême d'une partie de la société sud-africaine (devant la lenteur des changements), le chômage, le manque de perspectives ainsi que la perception de l'étranger africain comme un Autre ontologique (entrant en concurrence avec les « locaux » sur le marché intérieur), en sont quelques-uns des éléments explicatifs (Wa Kabwe-Segatti, 2008). Misère et ressentiments amènent ici populisme et recherche de boucs émissaires…

Pour finir, dans *District 9*, les extraterrestres sont confinés dans le but d'exploiter leur armement dévastateur, quoiqu'inutile en l'état. L'agence privée chargée de leur surveillance, puis de leur déplacement, est la MNU (*Multi-National United*). Le film se fend alors d'une critique voilée de l'existence des grosses sociétés tendant à faire main basse sur les richesses du monde. À ce stade, c'est bien le phénomène de privatisation, notamment de la sécurité (si prégnante dans le pays…), qui est dénoncé assez habilement.

L'intérêt du film *Yesterday* est, on l'a dit, principalement d'instruire par la fiction, face à un fléau décimant une partie des forces vives des peuples d'Afrique australe. Il convient de rappeler que 5,7 millions de Sud-Africains sont séropositifs (18% des 14-49 ans sont infectés), ce qui donne un des chiffres les plus élevés au monde (*Amnesty international*, 2008).

Assurément, *Yesterday* est un film qui ne laisse pas indifférent, tant il est rempli de souffrance rentrée et d'impuissance. Passé le propos difficile, il finit par rappeler que la vie importe plus que tout. Assez peu de films ont su aborder avec autant de simplicité le problème mondial que représente le virus VIH, en partant de la vie modeste d'un couple, dans l'adversité, face aux difficultés et à l'incurie internationale, nationale et locale. Le jeu d'échelle prend ici toute son acuité : hostilité des voisins, difficulté de se déplacer dans le pays, difficulté d'avoir, à temps, une sensibilisation et un traitement dans les pays du Sud…

Si cette œuvre instructive n'est pas très joyeuse, elle finit par devenir une ode à la simplicité et plus prosaïquement à la richesse de l'existence.

Le personnage de la fille, *Beauty*, ainsi que ceux des institutrices, offrent des moments profondément humanistes à l'intérieur de l'histoire. Mais là où le film vise juste, à notre sens, c'est quand il démontre et dénonce, de façon implacable, les obstacles et préjugés qu'une femme doit traverser, *a fortiori* dans les espaces à forte tradition. En la circonstance, il s'agit d'une zone rurale reculée de l'ancien bantoustan *Kwazulu* (territoires réservés aux populations ethniques sous le « Grand apartheid » – Folio, 2004b). Si Yesterday est au début du film bien intégrée à son village, ses « proches » lui rendent la vie plus ardue lorsqu'elle accepte de reprendre son mari malade. Et la guérisseuse de son village, membre à l'influence marquée, lui reproche de ne pas l'avoir consultée… Par la suite, les réprimandes se font de plus en plus sévères à mesure que la maladie de Yesterday progresse. Cette pression communautaire deviendra finalement infernale, poussant Yesterday à quitter le village et à ériger seule son baraquement. Comme le rappelle le réalisateur Oliver Schmitz, auteur d'un autre film sur la question du sida dans le pays, *Life, above all* (2010), en ces endroits,

> [l]es gens ont gardé des valeurs traditionnelles, les croyances et les superstitions sont restées fortes, ainsi que les liens entre les membres de la communauté. La pression sociale est par conséquent extrême. Tout le monde se connaît et se regarde vivre. Le mot sida est tabou là-bas. C'est une maladie honteuse, une punition divine qu'il faut garder secrète (Blottière, 2010).

L'ostracisme, qui découle des différences, des souffrances et des méconnaissances, est au cœur du film. Ce dernier offre alors une description utile d'une réalité nationale qui demeure assez taboue.

CONCLUSION

Depuis plusieurs années, on assiste à un renouveau du cinéma sud-africain. L'Afrique du Sud demeure l'unique industrie du cinéma au sud du Sahara, avec 20 000 employés et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de rands par an, comme le rappelle Sabine Cessou (2001). Cela fait d'elle une exception sur la scène continentale. Certes, nous avons montré qu'elle se situait, à ce niveau, en compagnie du Maroc en ce qui concerne les lieux de tournage, mais avec localement, tout à la fois, une réalisation interne foisonnante.

Pour autant, sur un plan formel, le cinéma sud-africain postapartheid reste pour le moins convenu ; l'exception devient alors la « règle » à un niveau scalaire global. Les codes cinématographiques, dans un contexte de mondialisation culturelle mais aussi d'un héritage anglo-saxon prégnant, sont très présents (esthétisation à outrance, rythme soutenu, optimisme, ton mélodramatique rééquilibré par un *happy ending*…). Parallèlement, sur le fond cette fois, ces œuvres regardent droit dans les yeux les grands maux du pays, pour mieux les exorciser. À ce titre, on peut parler d'un cinéma courageux et cathartique. Il

s'inscrit en fait dans les valeurs que la nation arc-en-ciel porte en elle et qu'elle entend à la fois diffuser en interne et projeter à l'extérieur : la volonté nationale de « travailler » le passé pour mieux le conjurer, reconstruire le présent et finalement préparer l'avenir. Les marqueurs de ce « genre » sud-africain sont à ce moment : l'histoire, les problèmes sociaux et sociétaux, la réconciliation et la reconstruction nationale (Tomaselli, 2006). Au total, cela offre un cinéma créatif hybride qui fait son originalité, le contenu surpassant à notre sens des normes cinématographiques amenées elles-mêmes à évoluer. Règles et exceptions ne sont alors plus inconciliables.

Cependant, en dépit d'un passé adjuré et de résonances symboliques, il convient aussi de se poser la question suivante : à qui s'adressent réellement ces œuvres ? Localement, elles semblent cantonnées à une minorité aisée, qu'elle soit blanche ou émergente noire. Il reste encore sans doute à imposer des quotas de films sud-africains à la télévision et dans les salles, ou à intensifier les réseaux de distribution dans les quartiers périphériques pour toucher le plus grand nombre[1]… Les réalisateurs, quant à eux, filment les exclus d'antan mais ce sont souvent des professionnels insérés, appartenant à la communauté blanche, parfois expatriée. Sur la scène internationale, ces films s'adressent aux critiques de cinéma, aux cinéphiles et aux adeptes des festivals… Si *District 9* et *Tsotsi* ont eu un caractère plus populaire, c'est sans doute à cause des thèmes traités et d'un cinéma d'action grand public. Or cela n'est pas le cas des films plus intimistes et sociétaux que sont *Yesterday*, mais aussi *Fools*, *Drum*, *U-Carmen eKhayelitsha*, *Zulu love letter*, *Nothing but the truth*, ou encore *Le secret de Chanda*.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

AMNESTY INTERNATIONAL, *South Africa: 'I am at the lowest end of all'. Rural women living with HIV face human rights abuses in South Africa*, Report, Londres : Amnesty International Publications, mars 2008.

BLOTTIÈRE, M., « Afrique du Sud, comment ça va (très mal) avec le virus », in *Télérama.fr*, « Cinéma », le 20 mai 2010 ; http://www.telerama.fr/cinema/afrique-du-sud-comment-ca-va-tres-mal-avec-le-virus,56212.php.

CESSOU, S., « Des films blancs sur les Noirs, mais pour les Blancs seulement », in *AfriBD*, *Analyse*, Afrique du Sud, 2001 : http://www.afribd.com/article.php?no=1886.

DAVIS, P., In *Darkest Hollywood : Exploring the Jungles of Cinema's South Africa*, South Africa : Ravan Press, 1996.

—, « Le cinéma sud-africain est-il tombé sur la tête ? », in *CinémAction*, G. HEMEBELLE (dir.), dossier réuni par K. TOMASELLI, Paris : Cerf Afrique Littéraire, 1986, p. 53-58.

« District 9 », *Excessif.com*, « La critique d'Excessif », 2009 ;

[1] *Yesterday* a fait le choix, mais sur décision de la puissance publique, d'une diffusion itinérante dans les zones précaires du pays.

http://www.excessif.com/cinema/critique-district-9-4709080-760.html

DUBOIS, R., *Hollywood : cinéma et idéologie*, Paris : Éditions Sulliver, 2008.

DOVEY, L., « 'African Cinema' : Problems and Possibilities », in *African Film and Literature, Adapting Violence to the screen*, New York : Columbia University Press, 2009a, p. 1-33.

—, « Cinema and Violence in South Africa », in *African Film and Literature, Adapting Violence to the screen*, New York : Columbia University Press, 2009b, p. 34-62.

—, « Redeeming Features : Screenings HIV/AIDS, Screening Out Rape in Gavin Hood's Tsotsi », in *African Film and Literature, Adapting Violence to the screen*, New York : Columbia University Press, 2009c, p. 90-118.

FOLIO, F., « Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davies », *L'information Géographique*, vol. 68, n°4, 2004a, p. 320-339.

—, « Villes et structures spatiales élémentaires du Kwazulu-Natal (Afrique du Sud) », *Mappemonde en ligne*, 2004b ;
http://mappemonde.mgm.fr/num4/articles/art04402.html.

GIARD, M., « Le bon plan sud-africain », in *Libération*, le 8 septembre 2004 ; http://next.liberation.fr/cinema/0101500941-le-bon-plan-sud-africain.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M., « Mon nom est Tsotsi (Gavin Hood) », in *Les cafés géographiques,* « *Des films* », 2006 ;
http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=939.

LELIÈVRE, S., « Panorama historique et politique du cinéma en Afrique du Sud », in *Lenaka News Blower*, le 18 septembre 2011 ;
http://lenaka.info/2011/09/18/panorama-historique-et-politique-du-cinema-en-afrique-du-sud/615.

MAINGARD, J., « Chimes of Freedom, Cinema against apartheid », in *South Africa National Cinema*, London & New York : Routledge, 2007, p. 139-156.

—, « Screening Nation, New South African cinéma/s beyond apartheid », in *South Africa National Cinema*, London & New York : Routledge, 2007, p. 157-178.

MARTEL, F, *Mainstream, enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*, Paris : Flammarion, 2010.

NANKI, A.-S., « La rédemption par la paternité, Mon nom est Tsotsi », in *Critikat.com*, 2006 ; http://www.critikat.com/Mon-nom-est-Tsotsi.html

SARFATI, S., « *District 9* : métaphore percutante et science-fiction brillante », in *LaPresse.ca*, 2009 ;
http://moncinema.cyberpresse.ca/nouvelles-et-critiques/critiques/critique-cinema/9083-idistrict-9i-metaphore-percutante-et-science-ficton-brillante.html

SOSIBO, K., « True to Tsotsis ? » in *ZA@Play* (Feb3), 2006 ;
www.chico.mweb.co.za/art/2006/2006feb/060203-tsotsi.html.

TESSÉ, J.-P., « *District 9*, critique », in *Cahiers du Cinéma*, le 22 septembre 2009 ; http://www.cahiersducinema.com/.

TOMASELLI, K.G., « Grappling with the New South Africa : Towards a New Cinematic Repertoire », in *Encountering Modernity, Twentieth Century South African Cinemas, Savusa Series*, Amsterdam & Pretoria : Rozenberg – UNISA Press, 2006, p. 29-53.

—, « Imaging Africa : Gorillas, Actors and Characters », in *Encountering Modernity, Twentieth Century South African Cinemas, Savusa Series*, Amsterdam & Pretoria : Rozenberg – UNISA Press, 2006, p. 29-53.

« Tsotsi dans le contexte du cinéma africain », in *Cinémotions*, Article extrait des éléments de presse, 2006 ; http://www.cinemotions.com/article/6524.

« *Yesterday* : le premier film international en langue zouloue », in *Afrik.com*, 2004 ; http://www.afrik.com/article7886.html.

WA KABWE-SEGATTI, A., « Violences xénophobes en Afrique du Sud : retour sur un désastre annoncé », *Politique africaine* n°112, « Conjoncture », décembre 2008, p. 99-118.

Retour distancié sur Mwanza - Les enseignements du docufiction : « Le cauchemar de Darwin » (H. Sauper, 2004)

Fabrice FOLIO
MCF géographie
Université de La Réunion CREGUR OIES

Une certaine difficulté affleure encore lorsqu'il s'agit de rendre compte, d'un point de vue académique et scientifique, du message que délivre le documentaire « Le cauchemar de Darwin » fruit du réalisateur Hubert Sauper (2004). En effet, sitôt (re)visionné, celui-ci ne laisse guère le spectateur indifférent. Il s'inscrit de la sorte dans la veine des documentaires « coup de poing » récents, dénonçant sans ambages, sous couvert d'une trame scénaristique truffée de documents audio ou vidéo « réels », les dérives d'une mondialisation libérale inique et débridée : les thèmes tournent en effet autour de l'uniformisation culturelle (via le vin dans « Mondovino » de J. Nossiter, 2004), de la crise financière mondiale (« Inside Job » de C.H. Fergusson, 2010), des méfaits de l'industrie agro-alimentaire (« Food Inc. » de R. Kenner, 2008) ou encore du lobby militaro industriel américain (« Bowling for Columbine » de M. Moore, 2002). Et pour cause, le « docufiction », pour reprendre un terme à la mode, fonctionne sur le registre de l'émotion pure et de l'indignation, là où nous nous livrerons, dans le présent article, à un exercice analytique visant à décortiquer la teneur des débats qui l'ont environnés. Des commentaires passionnés et des positionnements divergents ont suivi la sortie de ce film. N'interpellent-ils pas tout autant que l'œuvre elle-même ?

Nous tenterons d'intervenir à trois niveaux, sur la forme comme sur le fond. Il sera d'abord procédé à une analyse filmique du film sous l'angle géographique. A travers les jeux d'échelle et la lecture spatiale, nous tenterons d'expliciter la méthode et les choix opérés – ou contraints – du réalisateur pour nous délivrer un message au contenu engagé. Par la suite, nous nous pencherons sur la limite, très fine, que H. Sauper a (in)volontairement placé entre le « besoin » de montrer et de raconter et un certain voyeurisme voire un malaise inhérent, ce qui soulève un coin sur l'éthique du cinéma dit utile. Enfin, à travers l'importante polémique qui a prolongé ce documentaire, nous proposerons une lecture critique sur les contours exacts de son propos. Ce qu'il sous-tend de « global » ou d'universel, à travers la dénonciation (suivie des contre argumentations) de la mondialisation, ne serait pas plus simplement un témoin du positionnement ambivalent du public français à l'égard des films relatifs à l'Afrique ?

I) UNE MONDIALISATION UTILITAIRE ET INJUSTE : LE REGARD GEOGRAPHIQUE

Le Cauchemar de Darwin (2004) est sortie en mars 2005 en France et est l'œuvre du réalisateur autrichien Hubert Sauper. Après avoir fait état dans *Kisangani Diary's* (1998) du périple de réfugiés rwandais au Congo, il propose ici son travail le plus long et sans doute le plus abouti, au message limpide : la mondialisation économique affiche des conséquences aberrantes, où une partie de l'humanité en tire profit, au détriment d'une autre dominée et/ou marginalisée. En cela, nous pouvons avancer le terme de « mondialisation utilitaire » pour caractériser ce que veux démontrer le réalisateur.

Le cadre qu'il a choisi se situe en Tanzanie, en Afrique orientale, sur les rives du lac Victoria, berceau de l'humanité. Un poisson d'exportation, la perche du Nil, introduit dans les années 50-60, a ravagé la biodiversité du lac. Sa production, de nature

industrielle, est exportée en Europe et fait office de monnaie d'échange contre ce que H. Sauper subodore être un trafic d'armes, alimenté par une archaïque flotte ukrainienne.

Le village de Mwanza sert de décor à cette implacable allégorie d'une mondialisation injuste : il concentre à lui seul tous les maux (sociaux, sociétaux et économiques) rattachés à ce commerce : l'exode rural et les camps d'habitat précaire érigés autour du lac ; la déstructuration familiale et la désagrégation du tissu social traditionnel ; les enfants des rues, la délinquance et la drogue ; l'essor de la prostitution et la propagation du sida… Tout y passe dans un retour violent à l'Afrique du « cœur des ténèbres » de Joseph Conrad (1902)[1] ou dans une confirmation éclatante du message prophétique de René Dumont asséné dés 1962[2] : « l'Afrique noire est mal partie ».

Cette argumentation se trouve résumée dans l'affiche même du film. La perche y est déclinée en trois phases : le poisson qui est la clé de voute de l'histoire, ressource dont découle tout le reste (phase 1) ; la carcasse de ce même poisson (phase 2), qui reste au pays après effilage et qui sera la partie consommée par la population locale (dans un pays où les épisodes de famine perdurent) ; enfin la mutation de ce poisson en arme à feu, en l'occurrence la traditionnelle AK-47 ou Kalachnikov bien connue des conflits dits africains, et dont H. Sauper soutient qu'elle sert d'instrument de rentabilisation – à l'aller – du voyage – retour – des filets vers l'Union européenne (phase 3).

Ainsi les mêmes avions nourrissent le Nord et donnent au Sud les moyens de s'entretuer : la boucle est bouclée. Toute l'ironie morbide et inique de notre époque est ici traduite et mise en scène dans un microcosme révélateur.

On peut, à ce stade, donner un éclairage au titre du film car celui-ci a participé à son succès. Il s'inspire évidemment du « Darwinisme » qui désigne la théorie de l'évolution des espèces (élaborée par le naturaliste anglais Charles Darwin en 1859). On associe souvent à ce terme la seule sélection naturelle (d'où l'expression de la lutte pour la vie ou de survie du plus apte). C'est ce message qui est ici détourné symboliquement pour le pire (d'où « Le cauchemar ») : d'une part, la perche du Nil, formidable prédateur, plus adapté et plus fort, mène à une disparition des autres espèces du lac, à un appauvrissement du biotope et finalement à sa stérilité. D'autre part, H. Sauper montre aussi que c'est le meilleur système économique qui l'a emporté sur la planète, celui aussi qui régit notre quotidien : il s'agit bien entendu du capitalisme, fait d'ordre social consumériste, profitant à ceux bien insérés au détriment des « exploités ».

Pour le géographe, la démonstration du film est éclatante et ce, grâce à une galerie de personnages hauts en couleur, dont on peut remarquer les emboitements scalaires. Les « acteurs » donnent toute leur force au film et se lisent sur trois plans : ils sont résidents de Mwanza (prostituées tanzaniennes, ex-militaire veilleur de nuit, artiste-peintre, enfants des rues, pêcheurs ou journaliste) ou résidents-étrangers (aviateurs ukrainiens, industriels locaux d'origine indienne) ; ils sont ensuite « locaux » (dans le sens rattachés à cette ville : tous ceux cités précédemment) ou « nationaux » (les responsables politiques de Dodoma) ; enfin, ils vivent et connaissent bien l'Afrique (tous ceux cités précédemment) ou sont exogènes (les membres de l'Union européenne).

De la même manière, la géographie des lieux permet d'illustrer cette articulation.

- A un premier niveau d'échelle, le premier acteur/site est le lac Victoria lui-même (le plus étendu d'Afrique avec 68 000 km2), à l'interface de nombreux pays en guerre ou instables. Deuxième plus grand lac d'eau douce au monde (après le lac Supérieur), il est bordé par l'Ouganda, le Kenya et assure la subsistance de 10 millions d'Africains. En compagnie de ce lac, d'où l'on pêche la perche du Nil, trois

[1] Joseph Conrad, 1993, *Au cœur des ténèbres*, Série: Garnier Flammarion / Littérature étrangère, 214 p.
[2] René Dumont, 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, rééd. Seuil, 2012.

autres lieux complètent la géographie de Mwanza : la ville, cité-dortoir, l'usine de traitement et l'aéroport, exutoire et voie d'entrée des « marchandises ».

- A un deuxième niveau d'échelle géographique, on peut distinguer ce « local » de ce qui est débattu au plan national (à travers notamment le fameux congrès écologique dans la capitale). Un décalage centre/périphérie parmi des priorités différentes et une distanciation par rapport aux problèmes locaux se font sentir.
- Enfin, le troisième niveau d'échelle s'inscrit dans une dynamique Nord/Sud : citons à cet égard les norias d'Iliouchine ou d'Antonov de l'ex-URSS, légalement affrétés par des compagnies européennes ; les usines de conditionnement du poisson subventionnées par la Commission Européenne ; enfin, les milliers de tonnes de filets qui trouvent preneur dans les supermarchés et les restaurants… européens (ils y sont forts appréciés, leur chair étant tendre et sans arêtes).

II) ANALYSE FILMIQUE : DE LA REFLEXION ETHIQUE SUR LA « NECESSITE » DE MONTRER…

La qualité narrative dont fait preuve H. Sauper a assurément contribué au succès du Cauchemar de Darwin. Il s'agit avant tout d'une méthodologie fondée sur la participation et le raisonnement intellectuel du spectateur (participation qui est certes assez largement orientée…). C'est bien là la force du film : rien n'est dit (il n'y a pas de voix off, seuls quelques commentaire écrits laconiques sont présents), mais tout est suggéré. Nous ne nous situons pas dans l'explication mais davantage dans la révélation. Toutefois, il revient au spectateur d'emboiter les scènes et les discours. C'est à lui de comprendre les liens de causalité parmi tout ce qu'il voit et d'arriver ainsi à une conclusion, qui était le postulat de départ du réalisateur. N'étant pas journaliste, H. Sauper ne décortique pas le travail. Cinéaste, il créé et fait réfléchir et infléchir.

Le film détient, dès lors, une qualité esthétique indéniable. Et cela, paradoxalement au caractère cru, parfois à la limite du supportable, de certaines scènes ! Cette qualité est d'autant plus remarquable quand on songe aux conditions dans lesquelles il fut tourné : la réalisation s'est faite avec une poignée de personnes, dans une clandestinité absolue, étalée sur 4 ans (avec six séjours sur place) très probablement nourrie en pots-de-vin. Les protagonistes ont dû en effet cacher leur identité et leur activité aux autorités tanzaniennes, se faisant tantôt passer pour des missionnaires, tantôt pour des hommes d'affaires étrangers ou des touristes. Sur place, ils ont filmé en super 8, en général en caméra à l'épaule, avec quelques travellings présents mais bien souvent en caméra caché.

Une autre des caractéristiques du film se situe dans l'intensité des scènes en plan séquence, emplies d'humanité. Elles illustrent le rapport d'intimité que H. Sauper est parvenu à nouer avec « ses » personnages. Extraits de leur anonymat, ces individus lambda sont devenus « acteurs » du film. En pratique, il faut imaginer qu'un œil du cinéaste, placé derrière sa caméra, avait un rôle purement technique et cinématographique, tandis que l'autre interpellait et discutait dans le même temps avec la personne filmée. On peut alors mesurer ce qu'il a dû falloir de confiance, de temps et aussi de degré d'empathie pour amener certains à se livrer de la sorte. Au demeurant, H. Sauper s'immisce avec lenteur et arrive progressivement à faire se dévoiler les gens. On pense notamment aux discussions avec les prostituées et surtout avec les aviateurs : ce sont des liens d'estimes noués patiemment (peut être facilités par la condition d'étrangers, voire d'homme blanc de l'intéressé…). Le cœur du film, l'impensable finit alors par être avoué au milieu de la nuit dans les effluves d'alcool : le trafic asymétrique entre l'Europe et l'Afrique (matériel, aide humanitaire et armes contre poissons). Cela

finit par être acquiescé par Serguey, homme roublard et épuisé, que l'on voit éminemment fataliste et a priori miné par une certaine culpabilité.

C'est aussi en cela, et il s'agit du troisième enseignement que l'on peut souligner, que certains pourraient être quelque peu « gênés » par cette œuvre. Elle se révèle par moment troublante dans ce qu'elle filme même. Nous faisons allusion, à ce niveau, à la passivité de la caméra lorsqu'elle se nourrit de séquences intenses et difficiles, dont elle a précisément besoin pour sa rhétorique de choc. D'aucuns pourraient ainsi trouver des plus indécents d'observer et d'attendre des enfants s'effondrer après avoir sniffé de la colle ou encore de les laisser se battre autour d'un bol de riz sans intervenir à un quelconque moment. De la même manière, on pourrait considérer de déplacé, voire d'abusif, le fait de tirer profit d'un long moment d'échanges intimes avec tel ou tel personnage pour ensuite diffuser ses propos *urbi et orbi*. On entre certes à ce moment sur le terrain glissant du jugement de valeur : est-ce de la manipulation voyeuriste, en raison du choix du montage de H. Sauper, ou de l'habilité de l'artiste et du professionnel ?

Dans la narration adoptée, tout finit en effet par faire sens avec un art consommé pour joindre entre eux une pléthore de phénomènes, même si parfois les preuves manquent à l'appel et que certains raisonnements semblent tirés par les cheveux. Ce parti pris quant à l'éthique sert une thèse dont on peut présumer qu'elle est « embrassée » dès l'origine du projet. Pour beaucoup de critiques, il s'agit d'un cinéma assez radical et outrancier, voyeur sans doute, manipulateur mais un cinéma nécessaire. Finalement, n'est-il pas, en cela, assez révélateur de notre société contemporaine ?

Après la sortie de ce film, à la coproduction autrichienne, française, belge, canadienne, finlandaise et suédoise (appuyée en outre par la chaine Arte et la WDR : *Westdeutscher Rundfunk* – Radio de l'Allemagne de l'Ouest), le combat altermondialiste se voyait, dans un premier temps, à jamais attesté. La critique fut élogieuse et quasi unanime. Diffusé dans près de 50 pays, le film remportait une belle moisson de prix internationaux : César du Meilleur Premier film à Cannes, Grand Prix du Meilleur Film au Festival de Copenhague, Prix du Meilleur Documentaire au Festival de Montréal, Prix Europa Cinéma à la Mostra de Venise… Le tout fut accompagné d'un beau concert de louanges dans les grands medias. Un million de personnes l'aurait vu à travers le monde (on reste cependant loin des productions hollywoodiennes…) dont près de 400 000 entrées en France en 2006 (Desrichard, 2006[3]). Pour un documentaire, c'est assez remarquable surtout que sa durée de vie se prolonge avec les usages pédagogiques. Le film était par ailleurs en course pour l'Oscar du meilleur film étranger mais a vu finalement le sacre de *La Marche de l'empereur*. Après cet emballement médiatique initial, viendra le temps du contre-emballement et du cauchemar pour son réalisateur.

III) LA POLEMIQUE, METAPHORE DU POSITIONNEMENT SUR LA MONDIALISATION ET/OU L'AFRIQUE ?

Tout d'abord, à la suite du succès du film, des citoyens marqués et outrés par ce qu'ils ont vu, se décideront de ne plus seulement s'offusquer mais d'agir, voire de réagir : un appel au boycottage de la perche du Nil prendra effet, un temps, en France.

Mais tout va réellement débuter avec un article de l'historien et universitaire François Garçon, publié dans la revue *Les Temps modernes* (n° 635, novembre-décembre

[3] Yves Desrichard, 2006, « Le documentaire au Box-office », *Images Documentaires* N° 57-58, deuxième et troisième trimestre 2006, Paris : Images documentaires, 118 p.

2005 – janvier 2006)[4]. Ce dernier reproche au cinéaste autrichien d'instruire à charge et de carrément manipuler le spectateur. En effet, des faits seraient déformés dans le film et les preuves manquent à l'appui (Van Schwamen, 2006)[5]. H. Sauper va évidemment s'élever contre ce réquisitoire. Les journaux français (*Libération*, *Le Monde*…) vont à leur tout s'intéresser à cette polémique, qui ne va plus alors qu'enfler.

Trois aspects du film, tout particulièrement, amènent de nouveaux questionnements et un réquisitoire de F. Garçon (puis des mêmes médias admirateurs) :

1. Après dépeçage des poissons, les carcasses vues dans le film ne seraient pas destinées à la population, mais aux poulets et aux porcs. D'autres morceaux séchés, plus amènes et non montrés par H. Sauper, sont bien consommés localement. Ce point a été démontré par un journaliste du *Monde* dépêché sur place à la suite du début de polémique (J-P. Remy, 2006[6]). Le réalisateur aurait donc « péché » par omission filmique.
2. Cette activité économique participe au développement de la population locale et non à son appauvrissement. Pour F. Garçon, il est erroné d'affirmer que la majeure partie des prises partent vers l'Europe : selon lui, 74 % de ce qui est attrapé dans le lac Victoria n'est pas exporté et 40 % de ce total est consommé sur place. Localement, les pêcheurs vivraient ainsi mieux que les fonctionnaires… Un développement dans la pauvreté aurait donc pris effet : il faut lire à ce niveau, sur le site *Géoconfluences*, un dossier consacré à la question du secteur de la pêche sur le lac (Carnat et Tabarly, 2005[7]). Tout un pan d'activités informelles s'est également greffé sur l'activité de la perche du Nil. Pour finir, Mwanza n'est pas un agrégat humain boursouflé et décati mais la deuxième localité de Tanzanie : on ne voit pas ou très peu à l'écran les classes moyennes ou l'élite locale, les constructions immobilières, le parc automobile etc.
3. Il n'y a finalement aucune preuve avérée du lien entre le transport du poisson et un éventuel trafic d'armes, alors que ce lien, suggéré dans le film (et le clôturant), figure sur l'affiche et en assure la promotion. Seuls quelques témoignages appuient cela, d'où un manque, selon lui, de rigueur scientifique.

On peut ajouter d'autres critiques formulées par F. Garçon. Il précise par exemple que l'introduction de la perche du Nil dans le lac ne s'est pas faite de façon aussi désinvolte, mais bien après un long débat où il y eut consensus pour rendre le lac plus fertile. Quant aux locaux, ils ne goutent guère de nos jours la perche du Nil mais consomment surtout le *saato* (tilapia). En outre, les enfants abandonnés, la prostitution ou le sida, n'ont pas besoin de la perche du Nil en Afrique ou dans les PMA (Pays les Moins Avancés) pour exister. Pour les enfants des rues, il soutient même, après être finalement allé sur place (soit après la rédaction de l'article…), que quelques-uns auraient été payés par H. Sauper pour tourner des scènes, lesquelles auraient été scénarisées voire recommencées (entretien à RFI en 2007). La limite entre documentaire, docufiction et fiction se fait à ce moment des plus poreuses…

En somme, de l'avis de F. Garçon, chez H. Sauper « la fin justifie les moyens ». Pour sa défense, H. Sauper livre un subtil argument exhibé de nos jours par nombre de

---

[4] François Garçon, « Le cauchemar de Darwin : allégorie ou mystification ? » in *Les Temps modernes* n°635-636, 2006, pp. 353-379.

[5] Van Schwamen, 2006, « Débat houleux autour d'un film saisissant », Arte TV, La controverse médiatique, 04/05/06.

[6] Jean-Philippe Remy, « Contre-enquête sur un cauchemar » in *Le Monde*, 4 mars 2006.

[7] Jean-Louis Carnat et Sylviane Tabarly, 2005, « La pêche dans le lac Victoria : un exemple de mal développement », *Géoconfluences* (Brèves n°3).

documentaristes engagés (on pense à Mickael Moore dans un style différent) : « Mon langage à moi, c'est celui du cinéma. ». De son point de vue, il faudrait jauger le film au regard de la subjectivité du cinéaste. En ce qui nous concerne, nous soutenons qu'il a probablement raison d'un point de vue professionnel. Mais sur un plan symbolique, cela reste quand même plus complexe, notamment au regard de l'utilisation que beaucoup ont fait de ce film et contre laquelle il ne s'est pas vraiment élevé au tout départ. On peut alors se demander : si le cinéaste a tourné un film militant (et qu'il l'a plus ou moins assumé en tant que tel initialement), n'est-il pas redevable également d'une analyse critique (sur le fond) et non plus seulement esthétique (sur la forme) ?

Pour H. Sauper, outre le fait d'attaquer ce qui est pour lui un « documentaire de création », il reproche par la suite à F. Garçon de ne pas réellement tout mesurer et « recontextualiser » ce qu'il avance. Il expose ses contre-arguments :

1. Une minorité tire profit du trafic de la perche dans la région du lac Victoria et ce qu'il a filmé sont des images bien réelles ! Le commerce de la perche du Nil n'est qu'une évocation des injustices qui touchent le Sud. Le cinéaste affirme ainsi qu'il aurait tout aussi bien pu prendre pour exemple les bananes au Honduras, les diamants en Sierra Leone ou les minerais du Congo. Il est vrai que ce type de miracle économique présente au tout départ aspects positifs, mais il tend ensuite à asphyxier la diversification économique (cas du « syndrome hollandais ») et à créer des poches de pauvreté où, avec les migrations de population, les camps informels et la prostitution, il favorise *in fine* la diffusion du virus HIV.
2. la Banque mondiale fait état il est vrai de 100 000 emplois environ créés grâce à la pêche dans le lac. Cependant, force est de reconnaître que chacun de ces postes fait disparaître des emplois autres, notamment agricoles ou commerciaux. L'activité ne devient-elle pas une trappe de pauvreté ?
3. Enfin, l'appel au boycott de la perche du Nil doit être appréhendé comme une réaction radicale de la part de personnes qui ne savaient pas/plus quoi faire face au problème dont traite le film. Si l'arrêt pur et simple de la production et de la commercialisation de la perche du Nil ne ferait aujourd'hui qu'empirer les choses localement, le réalisateur estime que cette indignation détient des vertus, tout en ne souhaitant pas qu'on lui attribue la paternité de ce genre d'actes.

Concernant le trafic d'armes (utilisant les mêmes avions que ceux transportant les filets de poisson), il faut mentionner que d'autres sources ont approuvé, en partie, la thèse défendue par H. Sauper : il s'agit de données révélant le plus souvent que Mwanza est utilisé soit en tant qu'étape pour les avions déjà déchargés, soit en tant qu'aires « d'éclatement » des armes (en lot plus petits, utilisant ensuite d'autres moyens de transport et ce afin de brouiller les pistes), vers des théâtres d'opérations autres (tels que le Rwanda, le Burundi ou l'est du Congo, Giraut, 2007[8] citant *Human Right Watch*, 1997 ou encore le « Rapport d'experts sur la République du Congo – le trafic d'armes à destination du Congo – » remis en juillet 2006 au conseil de sécurité de l'ONU).

Dans tous les cas, les réactions parfois disproportionnées et emportées provoquées à la fois par le succès du film, puis par sa critique, ont fait entrer le documentaire de H. Sauper dans l'antre de la suspicion. A l'origine parabole implacable des dégâts de la mondialisation dans les pays en développement, il est devenu, par un retournement étonnant, le symbole des crédulités altermondialistes du public français

[8] Frédéric Giraut, « Révélations et impasses d'une approche radicale de la mondialisation », EspacesTemps.net, Dans l'air, 18.07.2007
http://www.espacestemps.net/articles/revelations-et-impasses-drsquoune-approche-radicale-de-la-mondialisation/

et d'un sentiment victimaire – toujours – cultivé. De tribune accusatrice en réponse cinglante, d'émission télévisée en livre-enquête, le film d'Hubert Sauper traine, depuis lors, un bagage d'analyses et de contre-analyses aux positions tranchées. Notons tout de même que hors de France, le débat qui entoure Le Cauchemar de Darwin a suscité peu d'attention… A tout le moins, cela questionne le regard ambigu du public français sur la mondialisation. Cependant, une question que l'on pourrait aussi se poser est : n'est-il pas plus prosaïquement révélateur du regard, tout aussi ambivalent, de ce même public sur tout propos lié à la question du développement en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne (Brunel, 2006[9]) ? De façon provocatrice, on pourrait se demander si ce film aurait eu un tel écho, dans les diverses saillies qu'il charrie, s'il avait porté sur une autre zone en développement, « sous influence », en Asie du sud-est, en Amérique centrale ou dans certaines îles du pacifique ou des caraïbes ? Ailleurs en Europe, seul le journal autrichien *der Standard* a mentionné la polémique dont a fait l'objet le cinéaste mais sans porter de jugement. En France, du fait sans doute d'un passé colonial encore ardu à assumer dans la totalité de ses effets, des mutations contemporaines que connaît la société (flux migratoires, métissage…), d'une certaine perte de repères identitaires alimentée par la hantise du déclassement économique et démographique, il nous semble que les rapports à l'étranger et surtout à la zone « Afrique », généralisée à la fois comme proche, pauvre et instable, en vive croissance économique et géant démographique de demain, demeurent toujours très compliqués. Dans un autre genre (celui littéraire), les années récentes avaient déjà exprimé ce malaise : on se souvient des débats et des positionnements extrêmes qui avaient suivi la parution du livre choc du journaliste S. Smith « Negrologie » (2003)[10], au succès public et critique indéniable, suivi du tollé et du contre-livre de F-X Verschave, O. Tobner et B. Boris Diop, « Négrophobie - Réponse aux négrologues » (2005)[11].

Au final, la controverse engendrée par l'article incendiaire de l'historien du cinéma François Garçon, étayée ensuite par un ouvrage du même auteur (intitulé « Enquête sur le Cauchemar de Darwin », Garçon, 2006[12]), a fini par tourner à l'excès voire à la caricature (les deux protagonistes en sont allés jusqu'au procès…[13]), chaque partie campant opiniâtrement sur ses positions :

- Hubert Sauper serait un manipulateur cynique qui bâtit son pamphlet sur des semi-vérités et/ou des omissions. C'est un cinéaste d'obédience « afro-pessimiste » qui surfe sur la mauvaise conscience occidentale à l'égard de l'Afrique (cf. P. Bruckner dans « Le sanglot de l'homme blanc », 1983[14]).
- François Garçon serait lui un libéral, universitaire mais aussi homme d'affaire qui maîtrise mal et le milieu du cinéma et celui de l'Afrique… ; il défend une thèse et

[9] Sylvie Brunel, 2006, « A propos du Cauchemar de Darwin, L'Afrique (une fois de plus) victimisée », Libre propos, *Bulletin de la Société géographique de Liège*, 48, p 7-17.
[10] Stephen Smith, 2003, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Calmann-Lévy, Paris.
[11] Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave, 2005, *Négrophobie*, Les Arènes, 200 p.
[12] François Garçon, *Enquête sur le cauchemar de Darwin*, Paris, Flammarion, 2006.
[13] Hubert Sauper entame une procédure judiciaire pour diffamation en janvier 2008, contre l'affirmation selon laquelle il aurait payé des enfants pour « jouer et rejouer des scènes ». En première instance, l'historien est condamné et fait appel. La cour d'appel rend son verdict rendu le 11 mars 2009 : elle estime que l'accusation de manipulation des enfants était diffamatoire sans que les exceptions d'établissement de la vérité des faits allégués et de bonne foi puissent jouer. En somme, François Garçon ne dispose « manifestement pas d'une base factuelle suffisante pour formuler à l'encontre du réalisateur une telle accusation de manipulation des enfants et de tromperie sur la réalité des situations qu'il a filmées ».
[14] Pascal Bruckner, 1983, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Éditions du Seuil, coll. « Histoire immédiate », Paris.

s'en prend à l'idéologie qu'il y a derrière le film avec une telle hargne, qu'on en vient à douter des intérêts qu'il défend.

Les deux positions semblent irréconciliables mais témoignent finalement assez pertinemment, par les extrêmes, des grandes questions et enjeux (pauvreté, développement, inégalités, mondialisation, (ré)équilibre mondial…) de notre époque. Au delà des passions, le film Le cauchemar de Darwin doit finalement être pris pour ce qu'il est : un cinéma démonstratif de création, art et essai, qui fait réfléchir mais qui n'est qu'une représentation de faits et d'espaces par un auteur. Il peut ensuite ouvrir une porte sur des débats analytiques fouillés, qui nécessitent une approche rationnelle et objective. C'est là son principal atout, toutes critiques à l'égard du réalisateur mises à part : il permet le débat car ne laisse personne insensible. Qui plus est, il aborde (avec ses qualités et ses insuffisances) une grande quantité de thème, écologiques, socio-économiques, sanitaires, politiques, de « l'antimonde » (Brunet, 2000[15], Cruze, 2009[16], Giraut, 2007)… La boucle « matériau subjectif/analyse critique » se complète efficacement pour décomposer au moins trois domaines qui nous paraissent passionnants : la mondialisation et ses corollaires ; le cinéma de docufiction engagé et partial ; le regard de la société civile et des experts français sur l'Afrique subsaharienne.

[15] Roger Brunet, « Géographie des migrations, ou l'antimonde en crue » in *Migrations et errances*, Paris, Grasset, 2000.

[16] Romain Cruse, *L'antimonde caribéen, entre les Amériques et le monde*, thèse de doctorat de géographie, Arras, Université d'Artois, 2009.

Ressources de géographie pour les enseignants

éduscol ENS DE LYON

Dossier / Afrique(s) : dynamiques régionales

Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ?

Publié le 09/01/2017
Auteur(s) : Fabrice Folio, maître de conférences en géographie - Université de La Réunion

La République du Mozambique est entrée de plain-pied dans une phase de mutation. Bien que faisant partie en 2016 de la liste des 48 Pays les Moins Avancés (PMA) de l'Organisation des Nations Unies, elle se positionne clairement sur la scène mondiale dans certains domaines. Récemment, le pays a reçu des investissements étrangers massifs dans certains secteurs concentrés sur l'énergie, les minerais ou encore le tourisme, lesquels réarticulent son espace en mettant en valeur de nouveaux territoires. Le Mozambique, après avoir durablement été sous l'influence méridionale sud-africaine et depuis longtemps misé sur des axes pénétrants, voit son espace se réarticuler autour de nouveaux pôles et corridors stratégiques davantage septentrionaux et parfois en retrait du littoral. Ces nouveaux enjeux questionnent le statut de PMA de cet État d'Afrique australe.

SOMMAIRE

1. Essor et attrait d'un pays du Sud : tropisme maputéen et mégaprojets
2. Un pays dual ? Accaparement et tensions sociales de ce « succès africain » mondialisé
3. Le Mozambique : PMA en sortie ou « Pays Mal Avancé » ?

Bibliographie | citer cet article

Le Mozambique est une république d'Afrique australe s'ouvrant sur le Canal du même nom sur les bords de l'océan Indien. Le pays connaît aujourd'hui une phase de transformation. Référencé en tant qu'État parmi les plus défavorisés d'Afrique et du monde (il fait ainsi partie en 2016 de la liste des **48 Pays les Moins Avancés** ou PMA de l'Organisation des Nations Unies – ONU), il se positionne pourtant clairement sur l'échiquier mondial dans certains domaines.

Attenante à la première puissance économique du continent (l'Afrique du Sud, après avoir été dépassée par le Nigéria dans le cadre de l'actualisation du Produit Intérieur Brut de ce dernier en 2014, a retrouvé sa première place en 2016), cette **ex-colonie portugaise** a embrassé une histoire mouvementée (Figure 1). Au terme d'une ère marquée par le négoce arabe puis une rude colonisation portugaise, le Mozambique a connu, à l'indépendance en 1975, une phase socialiste autocentrée, interrompue par une **longue guerre civile** (opposant le parti de la libération, le Frelimo aujourd'hui au pouvoir, aux rebelles de la Renamo, actuellement principal parti d'opposition). Il a finalement adhéré de façon très pragmatique à une orthodoxie néolibérale de nos jours des plus affirmées.

Le pays a trois atouts à faire valoir :

- Sa physionomie territoriale et sa façade géographique littorale déterminent depuis longtemps et pour grande part les échanges de l'Afrique australe (soit les **États enclavés** arrière : Malawi, Zambie, Zimbabwe…). Ces derniers ont besoin de passer par le pays lusophone pour leurs importations et exportations, le tout au sein d'un **espace régional en croissance**.
- Son statut de « succès africain » auprès des bailleurs de fonds joue par ailleurs en sa faveur ; succédant à des années de crise, la – relative – **stabilité politique** et surtout le **credo libéral**

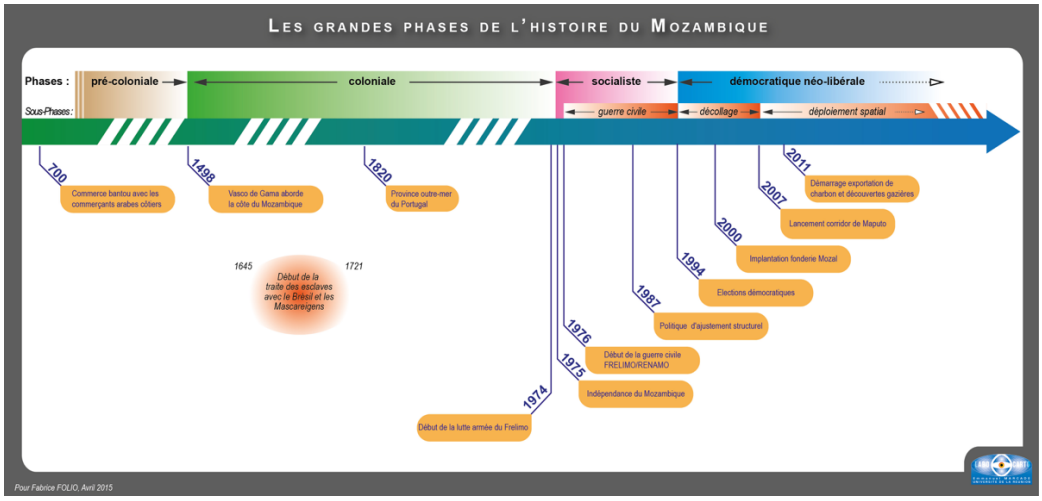
adopté inspirent une certaine confiance, dont l'aboutissement est une **aide internationale** bi- et multilatérale conséquente.
- Enfin, depuis ces dernières années, le pays reçoit des **investissements étrangers massifs** dans des secteurs principalement extractifs (matières fossiles ou minerais), lesquels réarticulent son espace en valorisant de nouveaux territoires.

La géopolitique du Mozambique a pour caractéristique d'être liée à la fois à des influences – des ingérences pourrait-on dire – extérieures et à une **logique d'extraversion indiaocéanique** (Folio, 2008). Sur place, on assiste à une réorientation des zones porteuses ou « gagnantes ». Le Mozambique, après avoir durablement été sous l'influence du voisin méridional sud-africain et eu de longue date comme lignes de force quelques pénétrantes, réarticule à présent son territoire autour de **nouveaux pôles et corridors stratégiques** davantage septentrionaux et parfois intérieurs. Au demeurant, une nouvelle organisation spatiale du pays se dessine. Plus que d'un choix assumé d'aménagement du territoire, cette évolution reste avant tout à relier à des contingences et à des opportunismes extérieurs, régionaux mais aussi internationaux Du fait des dynamiques sous-régionales, en rapport avec les interrelations avec les Etats d'Afrique australe, notamment l'Afrique du Sud, mais aussi mondiales, eu égard à l'appétence de nouveaux acteurs ultramarins, **peut-on remettre en question son statut d'État parmi les « moins avancés » du globe ?** Cette question peut être précédée d'une autre : quel est le climat social et politique de ce pays à la vitalité à marche forcée, où plus de moitié de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté ? Plus généralement, est-ce que les nouvelles dynamiques du Mozambique sont singulières ou est-ce qu'elles doivent être remises en perspective par rapport à ce qui se passe dans la région Afrique australe voire dans la zone subsaharienne ?

1. Essor et attrait d'un pays du Sud : tropisme maputéen et mégaprojets

Le Mozambique se prévaut d'être un modèle de redressement économique après un conflit armé [1]. En septembre 2015, l'annonce de l'achèvement complet du déminage du pays a fait les gros titres de la presse internationale. Sur place, on parle de « stabilité macroéconomique et politique » (OCDE, Banque Africaine de Développement). Dans le sillage d'**un certain équilibre politique** – les élections démocratiques multipartites ont été organisées en 1994 – des **réformes structurelles** ont été conduites et le **tournant néolibéral** adopté : après une politique marxiste-léniniste, l'économie du pays s'est libéralisée à la fin des années 1980 sous la houlette du **Fonds Monétaire International**. Investisseurs étrangers, organismes de coopération et grandes Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont fait de ce pays un vaste théâtre d'opération.

Figure 1. Les grandes phases de l'histoire du Mozambique



Fabrice Folio, Université de la Réunion, avril 2015

Dans ce contexte, le Mozambique est considéré comme un « bon élève » du Sud auprès des acteurs mondiaux. L'aide internationale contribuait pour 51,4 % au budget de l'État en 2010, un taux qui, du fait de la crise économique mondiale, est descendu à 39 % en 2012. Le pays encourage la privatisation et attire les **investissements directs étrangers** (IDE) tournés vers l'**exportation**. En 2011, le stock d'IDE a dépassé 1,9 milliard de dollars : il s'agissait à ce moment de la **troisième destination d'IDE en Afrique après l'Angola et l'Afrique du Sud**. Il a atteint 6 milliards en 2013, en première place devant le Nigéria et l'Afrique du Sud selon une étude du *Financial Times* sur les investissements de création de capacités ou *greenfield* (*Jeune Afrique*, 2013). Le **taux de croissance du PIB** a été de 7,2 % en moyenne sur la dernière décennie et de 7,1 % en 2013 (Banque Mondiale) en partant, il est vrai, de très bas. Le gouvernement table, lui, sur 8,5 % en 2014-15. Quant aux principaux **ports mozambicains**, en l'occurrence ceux de Maputo, de Beira ainsi que les ports dits secondaires (Nacala, Pemba), ils réoccupent un **rang stratégique** dans toute l'Afrique australe, un rôle que la longue guerre civile avait fini par inhiber. Le Mozambique assure de nos jours 70 % du transit des marchandises au sein de la SADC (*South African Developement Community*, organisation qui promeut le développement économique de la région) et ce par le biais de ses couloirs logistiques en particulier ferroviaires (cf. Figure 2 et 3). Quelles en sont les matérialisations au niveau spatial ?

D'après la Banque Mondiale, la population du pays est évaluée à 23,9 millions d'habitants en 2011, dont près de la moitié vit au sein des districts côtiers. À l'extrémité sud du territoire, la capitale Maputo (1,87 million d'habitants) se hisse au premier rang des villes les plus peuplées. Beira au centre (436 240 habitants) compose la seconde agglomération du pays au débouché du corridor ferroviaire central, dit « de Sofala ». La localité de Nacala (206 500 habitants) en constitue la troisième en importance, au delà du Zambèze dans la région septentrionale de Nampula. Ces trois villes côtières (Maputo, Beira et Nacala) incarnent le **tripôle portuaire historique**, tout en devenant des *hubs* régionaux réactivés dans le contexte d'extraversion actuel. Concrètement, ces villes sont l'extrémité des voies ferrées se projetant dans l'hinterland, jusqu'aux pays riverains, dont certains pâtissent d'enclavement (Malawi, Zambie, Zimbabwe). On a longtemps dit que l'organisation spatiale du Mozambique s'articulait autour de couloirs parallèles hérités de l'ère coloniale utilitariste. Ces « pénétrantes latitudinales » demeurent une réalité. *A contrario*, les liaisons Nord/Sud sont longtemps restées compliquées dans le pays. Il a notamment fallu attendre l'année 2009 pour qu'un pont flambant neuf soit érigé sur le Zambèze.

La partie sud du pays a très tôt bénéficié du **dynamisme d'un hinterland** investi dans un premier temps par les intérêts britanniques (en Afrique du Sud, dans la Rhodésie du Sud et du Nord et au Nyassaland [2]), puis par ceux sud-africains postapartheids (Cahen, 1993). Le fossé entre Lourenço Marques (futur Maputo) et le reste du pays s'est creusé lors de la période coloniale. Le déplacement de la capitale à l'extrémité sud du territoire dans la baie de Delagoa (au détriment de Ilha de Moçambique plus au nord) et la construction d'une **voie ferrée** – la « Transvalienne » – visaient depuis la fin du XIXe siècle à faire de ce lieu une **plate-forme portuaire stratégique** pour les hautes terres sud-africaines (la zone aurifère du Rand, richement dotée et peu éloignée). Le clivage séculaire entre la première ville (et sa province) et le reste du pays n'a cessé, dès lors, de se renforcer. Après la guerre civile qui a fixé des cohortes de réfugiés – les *deslocados* (Vivet, 2012) – dans ses écarts, Maputo a tiré profit de sa proximité avec l'émergent voisin régional, une nation arc-en-ciel ayant à cœur de réinvestir son « jardin » africain. La contribution du sud du pays au PIB national est aujourd'hui incontestable (elle s'établit à 29 % pour la seule capitale, *Municipalité de Maputo*, 2012). Maputo abrite 30 % des industries du pays, les grandes infrastructures et l'essentiel de la fonction tertiaire inhérente à son statut de chef-lieu (Encart 1). Face à cela, les provinces centre et nord, aires de peuplement historique, sont depuis longtemps en retrait.

Encart 1 – Quelques exemples d'investissements étrangers à Maputo

L'**usine d'aluminium Mozal** (photographie ci-dessous), située à 20 km dans la périphérie de Maputo dans le parc industriel de Beluluane, en est le cas le plus emblématique. Ce conglomérat est détenu à 47,1 % par BHP Biliton, une multinationale anglo-australienne, à 25 % par le groupe japonais Mitsubishi, à 24 % par la société parapublique sud-africaine Industrial Development Corporation, et pour la portion congrue par le gouvernement mozambicain. Mozal représente encore un tiers des exportations totales du pays. L'usine bénéficie de tarifs d'électricité bas (elle utilise 45 % de la consommation totale du pays !). Ses cadres sont en partie extérieurs et l'entreprise affiche une exportation globale de 580 000 t/an en 2013.

Les infrastructures des autres BRICS ne sont pas en reste. Celles construites par les Chinois demeurent les plus apparentes dans le paysage, surtout dans le domaine de l'immobilier et des équipements publics. Elles font écho au rôle de « faiseurs de villes africaines » mis en avant par D. Bénazéraf en 2016. On peut citer le **stade** de Zimpeto (photographie ci-dessous), érigé en 2011 dans les faubourgs de la ville (d'une capacité de 42 000 places), ou encore le nouveau terminal de l'**aéroport** dédié aux vols intérieurs conçu en 2012 (photographie ci-dessous). Tout deux sont le fruit de l'entreprise chinoise Anhui Foreign Economic Construction Group. Les principaux clients du Mozambique, outre les Pays-Bas (grand pays de destination des ventes mozambicaines, compte tenu du rôle stratégique joué par le port de Rotterdam), sont maintenant l'Afrique du Sud et les États émergents (Lafargue, 2007).

Un autre exemple du redressement du pays a été la réactivation des corridors de développement. Une fois encore, celui de Maputo au sud en a été le plus décisif : il a reconnecté le pays à l'économie sud-africaine, grâce à un consortium composé de compagnies locales et d'Afrique du Sud (dans le domaine ferroviaire, Transnet et la société portuaire et ferroviaire Companhia de Portos e Caminhos de Ferro de Moçambique). Ce couloir de 503 km entre les deux pays a accéléré la polarisation régionale par la nation arc-en-ciel.

Pour finir et afin de renforcer le rôle du secteur privé dans le port de Maputo, la gestion portuaire a été confiée à un consortium emmené par Dubaï Port World et la société sud-africaine *Grindrod*. La réhabilitation du **port de Maputo** (Lamy-Giner, 2014) lui permet aujourd'hui d'atteindre 17 millions de tonnes par an (dont 80 % proviennent de marchandises sud-africaines : chrome, ferrochrome, charbon, magnétite, agrumes). Ces projets sont soutenus par la SADC dans le cadre de ses initiatives régionales.

L'usine d'aluminium Mozal, ouverte en septembre 2000 en périphérie de Maputo.

Le stade national Maputo (ou stade de Zimpeto) inauguré en 2011.

L'aéroport international de Maputo rénové en 2012.

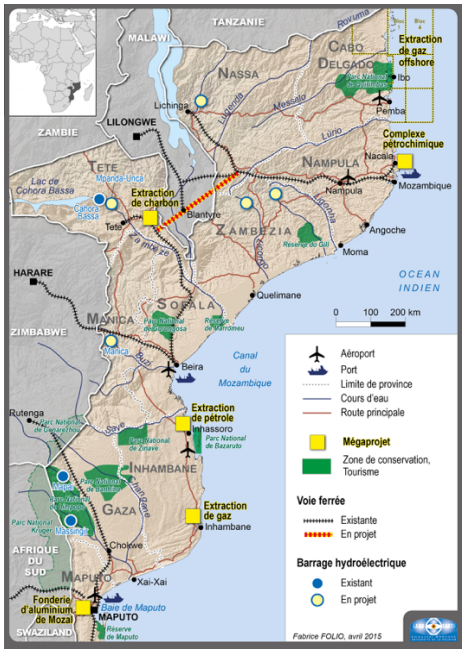
Les entrées d'IDE ont par conséquent beaucoup joué pour Maputo et la région côtière attenante durant la décennie 2000. Mais la situation est à maintenant autrement plus complexe. Nous sommes entrés depuis 2010 dans la **deuxième phase de croissance** du pays. À ce niveau, le dynamisme s'appuie toujours sur les pôles et corridors exclusifs, en cours et à venir. Il a pour caractéristique de se fonder sur des matières fossiles, minérales ou paysagères, de s'articuler sur des IDE et de présenter des logiques de prés-carrés, desservis par des axes stratégiques (dont l'utilité est de les relier à l'interface portuaire ou au bassin de consommation sud-africain). Toutefois, le profil des investisseurs se diversifie sensiblement. Au plan spatial, ils se manifestent de surcroît dans des contrées lointaines, plus au nord et ne sont plus uniquement en position côtière. Ces investissements étrangers massifs, anciens et nouveaux, sont ce qu'on appelle de manière large les « **mégaprojets** » (Figure 2). Mozal en fut le tout premier, il convient d'en présenter les nouveaux, en particulier ceux relevant de l'énergie (voir complément 1 ci-dessous).

Complément 1 : Les mégaprojets énergétiques au Mozambique

En outre, les mégaprojets relèvent aussi des projets de **développement touristique**, lesquels se multiplient. Le pays accueille environ **1,5 million de visiteurs étrangers** et la contribution de ce secteur à l'économie nationale s'élève à 6 %. Le climat tropical, l'ensoleillement et les **fonds récifaux** en composent la matière naturelle (en compagnie des **réserves faunistiques** comme le Parc de Gorongosa), que ce soit sur le littoral (Bilene, Xai Xai) ou dans les grappes d'îles ourlant le trait de côte (Ihnaca, Bazaruto). À cela s'ajoutent des **ressources culturelles** : culture bantoue, culture swahilie au nord, patrimoine portugais. Le potentiel touristique est avéré, aussi la puissance publique le développe-t-elle en faisant appel au secteur privé, notamment aux capitaux étrangers. Parmi les investisseurs étrangers mobilisés, le groupe portugais Pestana ou la société émirati Rani s'impliquent beaucoup à Inhambane et à Cabo Delgado, et en particulier dans les archipels de Bazaruto (près de Vilanculos) et de Quirimbas (non loin de Pemba). Devenus des **enclaves balnéaires pour le moins exclusives liées à des Parcs nationaux** (carte ci-contre), ils rassemblent, loin de Maputo, des établissements hôteliers de luxe, adossés à d'ambitieuses et élitistes politiques de conservation écotouristiques. Dans le contexte de politique néo-libérale axée sur les investissements étrangers, ces zones ont été déclarées aires touristiques prioritaires en ciblant un **tourisme haut de gamme**. Afin de résoudre l'équation, à la fois écologique et économique, le **tourisme durable** et son créneau écotouristique ont été institués, à la fois par les organisations environnementales (WWF…) et par l'État central, en y associant notamment les communautés de pêcheurs (Folio, 2011).

Figure 2. Mégaprojets, corridors et parcs nationaux au Mozambique

Écotourisme de luxe au Mozambique



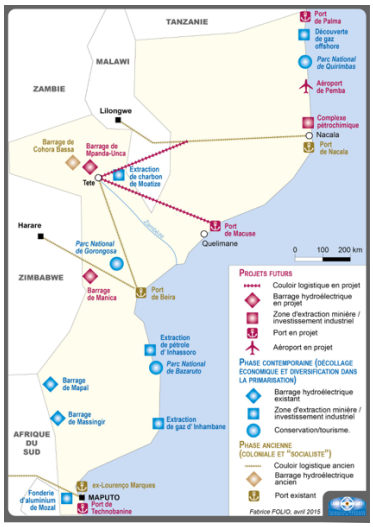
Fabrice Folio, Université de la Réunion, avril 2015

Ecolodge touristique sur l'archipel de Bazaruto, sur l'île barrière de Benguerra ; district de Vilankulo, province d'Inhambane, 2009.

2. Un pays dual ? Accaparement et tensions sociales de ce « succès africain » mondialisé

Fort de ces nouveaux développements, le PNB du Mozambique pourrait être à même de quadrupler dans les dix prochaines années (Niaufre, 2014). Tout cela a évidemment une incidence sur l'organisation spatiale du pays. S'y relève une **double dynamique de consolidation** mais aussi de **bifurcation spatio-temporelle** (Figure 3). Certaines zones sont consolidées tandis que d'autres émergent.

Figure 3. Le développement par les mégaprojets : hier, aujourd'hui, demain



Fabrice Folio, Université de la Réunion, avril 2015

Concernant l'aspect diachronique, on l'a dit, le pays a connu un **essor économique en deux phases** depuis l'ère de renouveau démocratique et du tournant libéral de la décennie 1990 (ayant succédé aux cycles d'abord coloniaux et précoloniaux, puis socialistes autocentrés et enfin « troublés » durant la guerre civile) : celle d'abord de l'ouverture et du décollage national lors de la décennie 2000 ; celle de la décennie en cours, marquée par l'affermissement et la diversification

économique au gré des déploiements, découvertes et/ou des exploitations minières, énergétiques et touristiques. Tous se fondent sur les mégaprojets et restent motivés par des acteurs extérieurs, sur fond d'encouragement et d'accompagnement étatique.

Concernant sa traduction territoriale, il faut tout d'abord rappeler les deux stades historiques plus anciens, l'un articulé sur les **pénétrantes transfrontalières** et leurs **synapses portuaires** et l'autre sur la polarisation du sud par la capitale Maputo. Dans la phase de renouveau économique contemporain, on assiste à un double phénomène : en premier lieu, la continuation de la primauté du Grand Maputo (incluant la localité de Matola) ; en second lieu, une réorientation territoriale opportuniste et concentrée s'inscrivant dans les confins septentrionaux, que ce soit sur la côte (gaz, pétrole, écotourisme) ou dans l'intérieur des terres (charbon, hydroélectricité).

Le Mozambique est ainsi devenu une véritable tour de Babel économique, largement ouverte vers l'extérieur. Mais à l'évidence, les défis et finalement les craintes sont au moins aussi importants que les espoirs portés sur le devenir du pays. Car la **pauvreté** demeure répandue sur une large partie du territoire, celle des **interstices**, que ce soit dans les **zones rurales** de l'arrière-pays, dans les vastes étendues sableuses des ***caniços*** (aires d'habitat informel) ceinturant l'ensemble des villes comme dans les centres-villes paupérisés (voir photographies ci-dessous). Les inégalités sociales se sont en réalité creusées ces dernières années entre *insider*s (qu'ils soient locaux ou étrangers) et majorité pauvre [3]. Alors que le marché et plus généralement les prix de l'immobilier explosent à Maputo (de manière concomitante avec le trafic automobile, Hervieu, 2014, (voir photographies ci-dessous), le marché intérieur reste largement orienté vers l'économie informelle et l'agriculture vivrière.

Habitat informel au Mozambique

Habitat spontané semi-dispersé en vue aérienne dans la province d'Inhambane, 2009.

Commerce informel dans les faubourgs de Maputo, 2006.

La Baixa, centre-ville dégradé de la capitale, 2006.

Un pays en croissance rapide

Les nouveaux programmes de construction immobilière sur le littoral nord de la capitale, 2005.

Le Polana Casino érigé sur la Costa do sol en 2006.

Les longs embouteillages aux entrées de la capitale témoignent de l'essor du parc automobile, 2009.

Quant à la croissance nationale, elle est indexée à un panel de mégaprojets prenant appui sur les **matières premières** (lingots d'aluminium, charbon, gaz mais aussi graphite, crevettes et sucre où l'on retrouve aussi par exemple les intérêts mauriciens…) ainsi que sur la **matière paysagère** (soit le tourisme international). Le tout demeure largement dépendant du tryptique extérieur : 1. Les investisseurs, 2. Les bailleurs, 3. Les visiteurs étrangers. Or, ce type de modèle économique est à forte intensité capitalistique. Au reste, il interroge quant à sa durabilité et à ses leviers réels sur le développement local (Avila, 2012). Les entreprises nationales, en amont comme en aval, y ont été assez peu associées alors que les exonérations fiscales (*via* des « zones économiques spéciales » constituées) ne dégagent que peu de subsides (BafD/OCDE, 2006). À cet égard, le cas des mines de Vale à Moatize est édifiant.

Complément 2 : Les mines de charbon intérieures et le « développement » de la province de Tete

D'autres cas d'**accaparement du foncier** en zone rurale existent et sont montrés du doigt (*Amigos de Moçambique*, 2011) : ainsi, au sein des provinces de Niassa, de Cabo Delgado, de Nampula et de Zambezie, l'État mozambicain a concédé en 2009 l'usage de **six millions d'hectares de terres** à de grands **exploitants agricoles brésiliens**. Ces latifundiaires du *Cerrado* peinent à s'étendre dans leur pays du fait de la législation environnementale. Ils viennent ici cultiver du **soja**, du **coton** et du **millet** en payant une rente annuelle (et en embauchant en principe localement). A terme, il en va de l'essor de la culture industrielle – bien qu'au détriment de la qualité des sols –, dans un pays qui connaît encore des crises alimentaires. Des **entreprises chinoises** s'illustrent par ailleurs dans les provinces de Tete et de Gaza : contre du matériel et de meilleurs revenus, de nombreux petits agriculteurs mozambicains sont enclins à couper – souvent illégalement – des **forêts primaires** (Dijkstra, 2015). Pour les négociants, se fournir ici (moyennant pots-de-vin…), leur permet d'éviter les coûts d'obtention d'une licence d'exploitation et l'obligation de replanter les arbres.

D'une manière générale, le Mozambique reste critiqué pour sa **corruption** larvée : aussi se classe-t-il au 116ème rang sur 178 pays en 2010, selon *Transparency International* [4]. Gérer équitablement les ressources du pays est devenu un impératif et pas uniquement d'un point de vue économique. Car des réminiscences de tensions, voire de conflits, sont de nouveau d'actualité ces derniers temps. Nous pouvons mettre en exergue trois exemples :

- Au centre et au nord, les vétérans de la **Renamo** et son leader Afonso Dhlakama font encore et plus que jamais parler d'eux au travers de déclarations enflammées et de vives piqûres de violence sur le terrain. On peut pêle-mêle évoquer, entre 2012 et 2016, les attaques d'un commissariat et de divers convois, la remise en cause du processus de paix, les boycotts et même des velléités de sécession…
- Y compris dans les régions du sud *a priori* plus avantagées, une **économie souterraine** et une **criminalité** se nourrissent des fortes inégalités ambiantes : des cas d'**enlèvements crapuleux d'entrepreneurs locaux** (souvent d'origine pakistanaise), mais aussi, depuis peu, de parents proches d'étrangers expatriés existent. Ainsi, rien qu'entre 2011 et 2012, ce sont 14 personnes qui ont été enlevées et on a pu dénombrer un total de 40 personnes en 2013, ce qui a mené le gouvernement à constituer une force d'interposition spécialisée (devant aussi les pressions des groupes étrangers…).
- Enfin, il convient de rappeler les **révoltes urbaines contre la vie chère**, qui ont pu éclater de façon sporadique (Pioerron, 2010). Contre l'augmentation des **prix des matières premières** et ceux des transports publics, les rassemblements de Maputo en 2010 ont dégénéré. Les tirs à balles réelles de la police ont fait un total de 7 morts et 288 blessés.

Complément 3 : Renamo/Frelimo : un climat politique toujours très tendu

3. Le Mozambique : PMA en sortie ou « Pays Mal Avancé » ?

Le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Certaines données sont implacables. Son PIB par habitant est de 593 dollars en 2013, ce qui le situe dans les abîmes des classements internationaux. Le rapport du PNUD sur le développement humain le classe en 2012 en 185ème position (sur 187 pays classés) avec une valeur de 0,327. Avec un seuil fixé à 0,65 US$ par personne et par jour, **54,7 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté**. L'annulation de sa **dette** auprès des institutions mondiales et de certains pays (G8, FMI, Japon, France…), aussi favorablement qu'on puisse la juger, est tout autant un cruel révélateur. Par ailleurs, rappelons que le pays demeure frappé par des **pandémies** importantes comme la tuberculose, le choléra et surtout le **sida** (à l'instar de l'Afrique australe), tandis que l'une des premières causes de mortalité est le **paludisme**. Il subit de surcroît des catastrophes naturelles chroniques qui aggravent le mal-développement (Foley, 2007) : sécheresse, cyclones et surtout inondations dans la zone centre exposée aux grandes crues.

Ce constat justifie le fait que, selon la dénomination de l'ONU, le Mozambique fasse partie de la liste des pays les plus en difficulté de la planète. Cela étant, son profil socio-économique est disparate alliant, on l'a dit, forte croissance et investissements récents à haut niveau de pauvreté et inégalités héritées. Car le Mozambique contemporain, s'il se caractérise par des **contrastes spatiaux** inscrits à différents niveaux d'échelles (lesquels ont évolué dans le temps et continuent de le faire), n'est nullement un pays marginalisé et semble bel et bien dans une spirale économique libérale. D'où une double question qui peut être suggérée. Une première un brin provocatrice : est-ce que le terme de PMA se prête réellement à la situation du pays ? Et une seconde prospective : à terme, sera-t-il toujours pertinent de le classer en tant que pays parmi les plus pauvres au monde ? Formulé autrement, le Mozambique finira-t-il par échapper aux éléments de catégorisation statistiques des PMA ? Cela présumerait que la croissance économique, forcément homogène et salutaire, aura fini via un effet de ruissellement par impacter favorablement l'emploi et le développement local. Ce questionnement n'est d'ailleurs pas spécifique au seul Mozambique : c'est bien une certaine catégorisation du monde et en l'occurrence ici des PMA qui gagne à être critiquée. Selon les critères de certaines institutions, des situations nationales peuvent de la sorte se retrouver quelque peu figées, nonobstant les dynamiques et processus locaux qui les traversent.

Encart 2 – Qu'est qu'un PMA ?

Cet acronyme, forgé en **1971** par le **Conseil Économique et Social de l'ONU**, rassemble 48 pays en « difficulté » (contre 21 pays lors de sa création). Il s'agit du dernier étage de la fusée des pays en développement, soit selon l'ONU le « maillon le plus faible et le plus pauvre » de la communauté internationale. **34 de ces pays sont situés en Afrique**, 9 en Asie, 4 en Océanie et un dans les Antilles. Le président mauritanien avait annoncé publiquement la sortie de son pays en 2014, mais la Mauritanie figure toujours, pour l'instant, sur la liste des

48 États. [5]

Parmi les **handicaps structurels** que cumulent ces pays, l'ONU recense :

- de faibles niveaux de vie (leur PIB est inférieur à 745 dollars US par personne)
- une indigence des ressources humaines, traduite par un indice composite qui intégre la mortalité infantile, la nutrition ou encore le taux de scolarisation, ce qui rappelle en partie l'Indicateur de Développement Humain utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- le manque de diversification économique ou la « vulnérabilité économique ». Il s'agit du résultat de trois composantes : la taille et la fréquence des chocs exogènes, l'exposition du pays aux chocs, et sa résilience ou sa capacité à réagir aux chocs.
- enfin, une population inférieure à 75 millions de personnes.

Désavantagés dans leur processus de développement, ces États peinent, plus que tout autre, à s'extirper de la pauvreté. C'est dans ce cadre, qu'ils nécessitent un **appui particulier** de la part de la communauté internationale. Les principaux programmes de soutien liés au statut de PMA confèrent ainsi des préférences commerciales, l'aide publique au développement, l'allègement de la dette ou encore l'assistance technique.

L'inscription sur la liste proposée par l'ONU est **acceptée ou non** par les gouvernements. Cela peut expliquer que des pays tels que le Zimbabwe, la Bolivie ou la Corée du Nord n'en fassent pas partie. À ce jour (en 2016), **quatre pays ont pu s'extraire** de cette catégorie : le Botswana, le Cap-Vert, les Maldives et les Samoa (en 2014), tandis que le Soudan du Sud l'a intégré en 2011. Des pays sont par ailleurs **en attente de sortie** : la Guinée équatoriale, le Vanuatu, les Tuvalu, les Kiribati, et l'Angola pourraient quitter les rangs des PMA d'ici la fin de la décennie 2010. Toutefois, certains pays se sont montrés **réticents à sortir** – en demandant notamment des reports – parce que le statut de PMA attribue, on l'a évoqué, des avantages, en particulier les tarifs préférentiels sur les exportations et l'augmentation de l'aide au développement.

Pour le Mozambique, l'ensemble des indicateurs sont cumulés. **Il s'agit donc *stricto sensu* d'un PMA**. Cependant, un rapport de l'ONU de 2013 affirme que les flux des IDE vers les PMA ont augmenté de 20 % en 2012, enregistrant à ce moment un record de 26 milliards de dollars… Et que quelques pays en ont le plus profité : excepté le Cambodge, ce sont cinq pays africains : la République démocratique du Congo (RDC), le Libéria, la Mauritanie, l'Ouganda et le Mozambique précisément. À l'analyse, on pourra donc arguer qu'il ne s'agit nullement, en tout cas pour certaines parties de son territoire, d'un isolat souffrant d'une absence de contacts avec les pays développés et émergents : il n'est pas possible de considérer le Mozambique comme à l'écart des flux de la globalisation, loin s'en faut. Comme d'autres États africains, il connaît une **dynamique de flux d'investissements** et de « primarisation » de son économie. Ses faiblesses politiques et institutionnelles ne sont également pas à mettre sur le même plan que par exemple la République Centrafricaine ou le Soudan du Sud, englués il est vrai dans leur vif problème de conflits internes : la première a subi trois guerres civiles dont la dernière en 2013, le second un conflit intérieur sanglant deux ans seulement après son indépendance du Soudan en 2011. Malgré les tensions locales, on ne va pas parler pour ce pays, à l'aune de ces 15 dernières années, de violences civiles généralisées, même si les déclarations sont parfois ardentes et que des dérapages existent… Le Mozambique reste un État **localement pauvre**, mais **économiquement mondialisé**.

Encart 3 – La question du choix des critères et les limites du statut de PMA

- Le **critère géopolitique** est peu pris en compte. Il permettrait de déceler le niveau d'instabilité voire de violence d'un État donné. Les conflits sur le terrain, qu'ils soient de nature politique, socio-économique ou environnementale, obèrent le développement. Le prendre en compte permettrait notamment de graduer le degré de « fragilité » entre le Mozambique d'un côté et des pays tels que l'Afghanistan, la RDC ou un Etat failli comme la Somalie de l'autre… Certes, des réformes de la gouvernance avaient été initiées dans les PMA dans les années 1990, lorsque les institutions internationales commencent à élaborer le concept de **« bonne gouvernance »**. Il s'agissait de conditionner l'octroi de l'aide à la nature des politiques conduites. Depuis 2000, la nature de la conditionnalité a évolué en imposant moins les conditions venues de l'extérieur. La « bonne gouvernance » reste de nos jours un élément clé mais qui insiste surtout sur la décentralisation, la productivité des institutions publiques et la lutte contre la corruption. Il ne prend pas ou peu en compte le degré de stabilité politique et l'intensité des tensions/conflits sur le terrain.

- La **dimension prospective** est peu prise en compte. La catégorisation de l'ONU, révisée tous les trois ans, ne tient pas compte du potentiel, par exemple des ressources disponibles. Nombre de contraintes peuvent être conjoncturelles. Il faut par conséquent considérer avec attention – voire anticiper ? – l'élément dynamique et se détourner de tout déterminisme : pour l'heure, au Mozambique, d'un point de vue économique du moins la dynamique est très favorable même si de considérables efforts restent à faire.

- Enfin, nous soutenons qu'il faudrait impérativement introduire un **facteur diatopique** (Foucher, 1991), c'est à dire qui joue sur plusieurs échelles d'espace, lequel permettrait de prendre en compte des espaces porteurs à plus grande échelle fussent-ils limités (soit « du Nord dans le Sud »…) : dans le contexte local, enclaves industrielles des mégaprojets, corridors de transport stratégiques, certains quartiers urbains exclusifs de Maputo, de Matola, de Beira ou encore de Nacala, pans de façade littorale aménagée, îles aux portions « privatisées », incarnent tous ce Mozambique en plein essor, même s'il est vrai quelque peu hors-sol…

À ce jour, parler de PMA en sortie est sans doute prématuré pour le Mozambique. Certes, il est indéniable que la croissance et les investissements y sont massifs et probablement pas prêts de s'arrêter. Pour le docteur A. Karki, coordonnateur international de *LDC Watch* (une alliance mondiale de la société civile focalisée sur les questions de développement et les préoccupations des PMA), ce sont certes les pays riches en ressources qui reçoivent des flux d'IDE. Cependant, les investissements sont surtout élevés dans le **secteur extractif**, composant dès lors une **rente** pouvant être vue comme des « flux de revenus déconnectés d'activités de production situées dans les territoires bénéficiaires » (Magrin, 2013). Il s'agirait à l'en croire d'une tendance guère encourageante puisque cela renforce la croissance guidée par les produits de base qui n'est guère durable : **dépendre des exportations est un vrai risque** en cas de retournement de la conjoncture. Les investissements seraient en revanche les bienvenus dans les secteurs de la fabrication, des infrastructures et des services de base tels que la santé, l'eau et l'assainissement, l'électricité et les communications, ce qui ramène aussitôt au rôle de la puissance publique (mais aussi des bailleurs)… [6] **Mieux redistribuer ses futures richesses** (gaz, charbon…), gage de croissance dans la stabilité, est le vrai défi du Mozambique (Bucuane, Mulder, 2007). A cette fin, le pays peut apprendre d'**exemples repoussoirs** notoires : sur le continent, ils se nomment Angola ou

Nigéria (Stiel, 2013). Là, l'afflux de pétrole a davantage encouragé la corruption, les ingérences étrangères et les mécanismes de prédation avec apparition de phénomène de différenciation – voire de fracturation – spatiale. À l'inverse, d'autres exemples sont sans doute à suivre. Bien sûr, le cas de la Norvège est souvent mis en avant dans les sphères diplomatiques afin d'y rappeler la bonne gestion des ressources énergétiques. Le pays est connu pour avoir créé un fond souverain idoine ; le Mozambique pourrait s'en inspirer pour allouer par exemple 1% de ses revenus gaziers à un fond dédié aux dépenses sociales, de santé et d'éducation. Mais plus proche de lui, le contexte ghanéen pourrait, de la même manière, lui rappeler qu'une manne – ici pétrolière – peut tout à fait être réorientée vers certains secteurs, en l'occurrence celui agricole. Notons au final **quelques avancées** *in situ* :

- Un aspect très **symbolique** tout d'abord : dans le domaine de l'emploi local lié aux mégaprojets, un des plus grands fabricants de câbles d'aluminium au monde, Midal de Bahreïn, a implanté une usine dans la zone franche de Beluluane en périphérie de Maputo. Pour la première fois, on s'approvisionne localement directement auprès des lingots de Mozal. D'un montant de 16 millions de dollars, le projet entend **employer des centaines de Mozambicains**. Au total, ce sont **471 petites et moyennes entreprises** mozambicaines qui, à l'année 2013, ont souscrit à des contrats auprès des mégaprojets nationaux (AIM, 2013a). Le pays ambitionne d'attirer davantage de petits investisseurs étrangers – via d'analogues incitations fiscales ainsi que des procédures réglementaires facilitées – en lien avec la logistique des mégaprojets [7]. À terme, il s'agira aussi de renforcer les liens avec les industries nationales…

- La même année, le gouvernement mozambicain a lancé son « National Investment Plan for the Agrarian Sector » (PNISA), couvrant la période 2013 à 2017 et qui est abondé par une somme de 4 milliards de dollars (AIM, 2013b). Financée en partie par la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'Union européenne, les États-Unis et le Japon, le plan couvre les champs de la production locale, l'accès au marché, la sécurité alimentaire et la nutrition, au sein d'un pays où 88 % des ménages dépendent de cette activité (qui emploie aussi 81 % de la population active).

Conclusion

Pour clore cette contribution, nous pouvons rappeler que quantité de zones de potentialités sont en train d'éclore sur l'actuel territoire mozambicain, par le double jeu de l'ouverture du marché et d'une polarisation économique sectorielle. Deux remarques sont à formuler : d'une part, la zone sud n'est plus uniquement celle concernée, en particulier la région autour de Maputo [8]. D'autre part, il semble souvent s'agir d'un essor sous forme d'enclaves à fort liens exogènes, reliés par des corridors utilitaires, le tout dans une logique de développement extravertie sous la houlette de majors internationaux et/ou d'États polarisants.

Pour répondre à l'une de nos problématiques de départ, les nouvelles dynamiques du Mozambique sont donc relativement en phase avec les transformations de la zone Afrique australe (polarisée par l'Afrique du Sud), et plus généralement avec les niveaux de croissance économique relativement hauts dans la zone subsaharienne. Ces dynamiques ont aussi des singularités liées à l'attractivité économique du Mozambique. D'abord, il reste perçu comme un Etat stable macroéconomiquement, ainsi que multipartite et démocratique. Sur le terrain, la relativisation voire la remise en cause de ces deux aspects est palpable… Mais si on ajoute son immense potentiel énergétique, le pays, à extrêmes, demeure tiraillé entre d'un côté une réelle impulsion économique, très inégale et partiellement déconnectée, et de l'autre de vifs enjeux de développement sur un territoire incarnant les « Suds ».

L'effet d'entraînement sur les régions d'implantation devra être évalué : dans l'immédiat, une large partie du Mozambique peut être qualifiée de territoire sous-développé. Le Mozambique illustre bien ce hiatus que l'on observe fréquemment entre croissance et développement. Toutefois, il serait vain

de complètement opposer les deux, comme il est aussi incohérent d'homogénéiser et de distinguer la population locale soumise d'un côté, des acteurs extérieurs influents de l'autre. Même si très inégalement, certaines parties du territoire se développent. Les mégaprojets ont crée au total 5 000 emplois dans le pays, pour une population active il est vrai de 9 millions (CNUCED, 2013). Les objectifs de rentabilité des géants industriels ne sont pas forcément les mêmes que ceux des bailleurs et des ONG, par ailleurs très actifs sur le terrain et conservant un fort capital confiance. Quant au pouvoir Frelimo, bien que contesté, il garde un leadership au niveau décisionnel et ce sur une grande partie du maillage local (qu'essaie de lui arracher au centre et au nord la Renamo). Ginisty et Vivet (2012-13) ont même pu parler de « verrouillage territorial » dans le cas de la métropole de Maputo. Qui plus est, le pouvoir en place est étroitement connecté au milieu des affaires par l'entremise de sociétés de gestion. Les conflits d'intérêts ne sont d'ailleurs pas loin. Mia Couto a bien décrit l'influence d'une classe de nouveaux riches mozambicains, les oligarques, qui a émergé au cours de la décennie 1990 avec les privatisations et l'octroi de terres. Enfin, si la croissance demeure technique, une classe aisée mais aussi une timide classe moyenne – lucide et souvent très critique comme peut l'être aussi la presse locale… – existe tout de même dans le sillage des bouleversements récents.

Pris dans sa totalité, le Mozambique peut encore être considéré comme un PMA, mais mouvant, avec des différenciations territoriales qui s'exacerbent, ainsi que des inégalités et des tensions flagrantes. Les expressions de Pays « Mal », « Modestement » ou finalement « Miraculeusement » Avancé seraient dès lors autant de suggestions possibles, selon bien évidemment le gradient d'optimisme qu'on voudra lui accorder et la direction vers laquelle porte notre regard.

---

[1] La guerre civile opposant le Frelimo, parti de l'indépendance, aux rebelles de la Renamo l'a profondément meurtri entre 1976 et 1992, causant 800 000 morts et provoquant de vastes flux migratoires, au sein et en dehors du pays. Les accords de paix furent signés à Rome en 1992 (Jouanneau, 1995).

[2] Aujourd'hui le Malawi.

[3] Le pays est au 178ème rang mondial en 2013 (sur 187 États) concernant son coefficient de Gini, derrière l'Éthiopie, le Libéria ou encore la Guinée-Bissau (*Banque Mondiale*, 2013).

[4] Plus largement, le Mozambique est touché par des phénomènes de criminalité organisée : les opérations de blanchiment d'argent (en général dans l'immobilier de luxe) issu des trafics d'armes, de substances illicites, d'organes ou encore du détournement de l'aide internationale, sont de notoriété. Ils prennent place dans un pays oblong, aux frontières poreuses et à la capitale décentrée, situé non loin du marché de consommation sud-africain (en ce qui concerne en particulier drogues et armes).

[5] Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao (Laos), République Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sud-Soudan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie

[6] Tout cela est résumé dans le dernier rapport sur les PMA faisant suite à la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement (Creffier, 2015) : celui-ci admet que « la grande illusion des dernières décennies à consisté à penser que l'investissement dans les secteurs productifs serait assuré par le secteur privé international, grâce notamment aux entrées d'IDE (…). Or, ceux-ci demeurent essentiellement présents dans l'extraction de ressources naturelles, en particulier de pétrole et de métaux. Pour renforcer leur résistance économique, les pays les moins avancés doivent donc accroître leur productivité agricole et diversifier leur économie dans le but de créer des emplois non agricoles ».

[7] Un territoire comme l'île de La Réunion, muni d'un savoir-faire dans certains domaines occupés par des TPME (environnement, bâtiment, pêche, lutte anti-vectorielle) et une connaissance des réglementations et normes européennes, aurait beaucoup à gagner de cette orientation.

[8] Il est vrai qu'un nouveau port en eau profonde, celui de Techobanine, co-financé par les gouvernements du Mozambique et du Botswana, est prévu pour 2015 au sud de la capitale (cf. Figure 3). Toutefois, il est aussi envisagé dans les prochaines années de futurs ports, modernes et profonds, dans la zone centre (Macuse) ainsi que tout au nord (Palma).

Pour compléter

Ressources bibliographiques

- Almeida-Santos, A., Roffarello, L. M., Filipe, M., 2016, *Mozambique 2016*, BafD/OCDE, perspectives économiques en Afrique, 15 p.
- *Amigos de Moçambique*, 2011, « Le Mozambique brade-t-il ses terres en faveur des latifundiaires brésiliens ? », Agriculture, dimanche 28 août 2011, par Patrice Dx ;
- Augé, B., 2014, « Le gaz au Mozambique, une évolution économique à haut risque », Note de l'Ifri (Institut Français des Relations Internationales), programme Afrique subsaharienne, avril 2014.
- Avila, J., 2012, *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*, L'Harmattan, études africaines, 204 p.
- Barroso, M., 2012, « Mozambique : charbon et développement ? », *Deutsche Welle*, (DW), Afro-presse (hebdomadaire), Edition: Georges-Ibrahim Tounkara.
- Bénazéraf, D. 2016, « Les Chinois en Afrique : les investissements dans le secteur de la construction », *Géoconfluences*, 2016, mis en ligne le 14 février 2016.
- Bucuane, A., Mulder, P., 2007, « Exploring Natural Ressources in Mozambique: will it be a blessing or a curse? », Discussion papers, N° 54E, Direcção Nacional de Estudos e Análise de Políticas, Ministério da Planificação e Desenvolvimento, 49 p.
- Cahen, M., 1993, *Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation*, Technical report, CNRS-Centre d'étude d'Afrique noire / Institut d'études politiques de Bordeaux.
- Dijkstra, A., 2015, « Nouveaux ravages chinois dans les forêts du Mozambique », *Le Monde*, Contribution Le Monde Afrique au Mozambique, le 22 mai 2015.
- Foley, C., 2007, *Mozambique: A case study in the role of the affected state in humanitarian action*, Humanitarian Policy Group (HGP), Overseas Development Institute (ODI), 36 p. En anglais.
- Folio, F., 2011, « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géoconfluences*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde.
- Folio, F., 2008, « Regards sur le Mozambique contemporain », in *EchoGéo* [En ligne], 7 | 2008, mis en ligne le 10 octobre 2008, consulté le 25 juin 2014.
- Foucher, M., 1991, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, 527 p. (2e édition).
- Ginisty, K., Vivet, J., 2012-13, « Territorialités d'un parti politique en ville - L'exemple du Frelimo à Maputo, capitale du Mozambique » in *L'Espace Politique* [En ligne], 18 | 2012-3, mis en ligne le 22 novembre 2012, consulté le 11 mars 2015.
- Hervieu, S. 2014, « Au Mozambique, les inégalités s'accroissent », *Le Monde*, Le Monde Afrique, Enquête, 17 octobre 2014.
- Jouanneau, D., 1995, *Le Mozambique*, Karthala éditions, 202 p.
- Lafargue, F., 2007, « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique australe », *Afrique Contenporaine*, n°222, 167-179.
- Lamy-Giner, A., 2014, « La renaissance du port mozambicain de Maputo, Contraintes et défis »,

in *Urbanités* ;
- Magrin, G., 2013, *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Publications de la Sorbonne, Paris, 424 p.
- « Mega-projects hire hundreds of Mozambican companies », 2013a, *Mozambique News Agency*, AIM Reports, No. 462, 20 Mars 2013.
- Niaufre, C., 2014, « Inquiétudes sur le futur secteur gazier au Mozambique », *Afrique Décrypt*ages, publié le 28 avril 2014.
- Pioerron, M-A., 2010, « Révolte des pauvres au Mozambique », *Deutsche Welle* (DW), Afro-presse (hebdomadaire), Edition: Georges-Ibrahim Tounkara, 10 septembre 2010.
- *Rapport 2013 sur les Pays les Moins Avancés*, Une croissance créatrice d'emplois pour un développement équitable et durable, 2013, CNUCED, Publications des Nations Unies.
- Sautreuil, N. 2013, « Un gaz toxique pour le Mozambique ? », Perspectives Internationales, 9 juin 2013.
- Stiel, N., 2013, « Son gaz permettra-t-il au Mozambique de sortir de la pauvreté ? », publié le 27 septembre 2013, Challenges, Monde.
- Té-Léssia, J., 2014, « Forte remontée des "nouveaux" investissements directs étrangers en Afrique », *Jeune Afrique*, Finance.
- Vivet, J. 2012, *Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des* deslocados *à Maputo (Mozambique)*, Paris, Karthala, 366 p.

Sites utiles

- Banque Mondiale, « World Development Indicators », Washington, D.C.: World Bank. Consulté en 2013.
- France-Diplomatie, 2014, « Présentation du Mozambique », mise à jour le 02 janvier 2014.
- *Human Development Report 2005*, 2007, PNUD en partenariat avec le SARDC, l'Information Science Research Institute (ISRI) en collaboration avec l'INE (*Instituto Nacional de Estatística*). En français.
- Organisation des Nations Unies, « Pays les moins avancés, Aperçu » (en français) et Liste des pays les moins avancés (en anglais).

Fabrice FOLIO,
Maître de conférences à l'université de La Réunion.

conception et réalisation de la page web : Jean-Benoît Bouron

Pour citer cet article

Fabrice Folio, 2017, « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », *Géoconfluences*, janvier 2017.
URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/afrique-dynamiques-regionales/articles-scientifiques/mozambique-pma-en-sortie

Introduction générale

Le cadre spatial

Le Mozambique, territoire longiligne en forme de Y, se déploie sur 800 000 km². Il se découpe en onze provinces et a, entre autres, pour particularité d'avoir une capitale complètement excentrée, dans le sud du pays, à quelques encablures de la frontière sud-africaine. Le pays qui a connu une des plus longues guerres civiles du continent africain (1976-1991) en porte encore les séquelles. Les tensions politiques qui perdurent en sont quelques-unes des traductions. Pour autant, ce pays classé parmi les plus pauvres du monde renferme richesses minières et potentialités agricoles qui peuvent augurer d'un avenir plus radieux. La question de la gestion de ces ressources (avec sa panoplie d'acteurs aux positions et rôles parfois contradictoires) et de leurs retombées sont autant de freins et de catalyseurs pour le développement de cet État d'Afrique australe.

Le Mozambique borde le canal éponyme. Cette zone maritime s'étale dans un rectangle dont la longueur est d'environ 2 600 kilomètres et dont la largeur oscille entre 400 et 1 000 kilomètres. Quatre pays (Mozambique, Comores, France-Mayotte et îles Eparses ainsi que Madagascar) en sont riverains. Ce canal est devenu une zone géopolitique majeure du bassin occidental de l'océan Indien. Les micro-territoires, parfois simples bancs de sable, qui l'essaiment, sont revendiqués, les statuts contestés. Or, les richesses gazières récemment mises à jour viennent donner une autre ampleur et coloration aux tensions régionales.

Le rapprochement entre le Mozambique et La Réunion : éléments de contextualisation

À la suite du colloque fondateur de l'Association Franco-Mozambicaine (AFRAMO) de Sciences Humaines et Sociales, qui s'est déroulé à Maputo en octobre 2016, il a été envisagé de

mettre en place une journée d'études pluridisciplinaire sur le Mozambique et le canal du Mozambique attenant (encadré 1).

Il était apparu, au sortir de cette manifestation, que les chercheurs de l'Université de La Réunion avaient acquis de nombreuses données sur un pays qui, bien que situé au rang des PMA (Pays les Moins Avancés), représente aujourd'hui en Afrique un nouvel « eldorado », eu égard entre autres aux récentes découvertes minière et énergétique, à son « attrait » et à son ouverture à l'international.

Une manifestation, se tenant cette fois sur le site de l'Université de La Réunion, plus précisément à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH), devenait l'occasion d'être une vitrine de ces travaux et le point de départ de fructueuses collaborations. Associer La Réunion au Mozambique, c'était également ré-insister à la fois sur le poids de l'histoire et sur ce qui est devenu un territoire clé de la zone ouest de l'océan Indien. Le projet a par la suite été mûri et consolidé dans le prolongement des visites de membres de l'Ambassade de France à Maputo – tous membres de l'AFRAMO – à l'Université de La Réunion durant l'année 2017. En particulier, cette manifestation fut appuyée par Jeanne Vivet, géographe et Attachée de coopération scientifique et universitaire. La chercheure insiste, tout particulièrement depuis sa prise de fonction à Maputo, sur des échanges nourris entre chercheurs mozambicains et locaux, amenés à s'inscrire dans la durée.

Colloque
Mozambique et canal du Mozambique :
un espace à l'heure des opportunités et défis
UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
O.S.O.I
REGUR
CRESOI
AFRAMO CHS

Encadré 1 : La symbolique du visuel adoptée

Le visuel présenté ici a été utilisé comme socle iconographique décliné et diffusé sur les divers supports usités, comme par ailleurs sur les sites de la FLSH et de l'OSOI. La pertinence de ce matériau reflète les lignes directrices des textes réunis en cet ouvrage. S'y retrouvent parmi les traits caractéristiques :

- La prééminence de la teinte gris foncé, décrivant un pays largement ouvert sur la mer et en prise de nos jours avec les intérêts maritimes du canal du Mozambique (pour ne citer que les débouchés portuaires, les prospections et exploitations gazières ou encore les politiques touristiques amorcées).
- Les stries colorées parallèles qui sont représentées en bas à gauche reprennent les traditionnelles couleurs du drapeau mozambicain : le noir, le rouge, le jaune et le vert ; par leur orientation, elles expriment l'idée de mouvement, de dynamique, pour caractériser un pays en changement.
- La mosaïque de photographies constituant un patchwork, traduit quant à elle la pluralité du Mozambique, un État qui exprime de nos jours des visages disparates, sur bien des sujets (économiques, sociaux et sociétaux, politiques…) ; nous l'avons énoncé : « entre opportunités et défis ».
- Finalement, notre volonté de décentrer le cœur du dessin, et par là même le regard, lie quelque part le destin de cet État aux potentialités inhérentes au canal du Mozambique (où se retrouvent maints enjeux pour des acteurs comme La France, Madagascar ou les Comores).

Structures et chercheurs concernés

Pour mener à bien cette manifestation, nous sommes partis de quelques impératifs :

- Une approche se voulant pluridisciplinaire, tout à la fois féconde et stimulante.
- La sollicitation de chercheurs mozambicains dans un souci de coopération scientifique amenée à perdurer.

Notre but fut évidemment d'inscrire cette manifestation scientifique dans le cadre de la fédération de recherche OSOI (Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien) et de ses axes thématiques, à savoir : « Territoires et mobilités » ; « Risques et développement » ; « Réseaux et pouvoirs ».

Divers laboratoires de l'Université de La Réunion ont été mobilisés à cette fin. Nous avons notamment contacté les membres de l'Unité de recherche OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés, soit les chercheurs Géographes et Historiens appartenant au CREGUR – Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion et au CRESOI – Centre de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien). Ces derniers travaillent particulièrement sur l'Indianocéanie, et pour certains d'entre eux sur les États bordiers des rives africaines et le canal du Mozambique.

Le Laboratoire de Recherches sur les espaces Créoles et Francophones (LCF) a par ailleurs été sollicité, ses membres travaillant sur les questions de valorisation patrimoniale (« Patrimoine, Ressources et Gouvernance dans l'aire 3AEOI : Afrique de l'Est, Afrique australe et Océan Indien »).

De même, les chercheurs du CRJ (Droit-Economie) ont été approchés pour leurs connaissances juridiques fines et l'intérêt qu'ils portent à la question des droits maritimes dans le canal du Mozambique.

En parallèle, d'autres centres de recherche ont été contactés ; ainsi, le laboratoire Espace-Développement travaille sur le Mozambique via le projet *Mozalink*, qui caractérise « les perceptions socio-culturelles du patrimoine naturel marin, afin de contribuer à la gestion durable des espaces marins et côtiers dans la région ».

En termes d'ouverture régionale et internationale, outre des participations scientifiques venant de la zone (Maurice), de l'Europe (Belgique) et d'autres horizons (Canada), notre souhait était bien évidemment de mobiliser une solide délégation mozambicaine en espérant, au-delà du colloque même, tisser des liens étroits avec ces chercheurs demandant ensuite à être approfondis.

Dans cette optique, un rapprochement a été opéré avec l'université Pédagogique ainsi qu'avec l'université Eduardo Mondlane dans la capitale Maputo. Travaillant sur la sociologie et l'anthropologie, le monde rural ou encore sur les sciences

politiques, un grand nombre d'entre eux ont répondu présents et ont fait le déplacement vers l'Université de La Réunion. La présidente de l'Association Franco-Mozambicaine, en particulier, a fait partie de cette délégation de jeunes chercheurs mozambicains prêts à s'engager dans un processus de rapprochement.

Canevas scientifique

Ce numéro se veut une synthèse des contributions mises en exergue durant ce colloque qui s'est tenu le 20 avril 2018. La notion d'enjeu se trouve au centre de ses questionnements.

État littoral pauvre, eldorado minier, pays lusophone, les dénominations ne manquent pas pour désigner le Mozambique. Frontalier avec cinq États, celui-ci s'étire sur 2 500 km, le long de l'océan Indien, dans le sud-est de l'Afrique australe.

Ayant des attaches historiques profondes avec notre territoire insulaire (du fait tout particulièrement de l'esclavage et de l'engagisme), cet État, longtemps catégorisé comme l'un des plus pauvres de la planète, connaît aujourd'hui des bouleversements. Plusieurs enjeux, mobilisant acteurs et ressources, affectent un Mozambique contemporain et sa zone contiguë en pleine mutation. Ils invitent à un état des lieux.

Au nombre de ces enjeux, nous pouvons citer :

- La territorialisation maritime, à travers notamment les Zones Economiques Exclusives (ZEE), avec ce que cela suppose de rivalités géopolitiques régionales dans l'espace sud-ouest de l'océan Indien. L'Indianocéanie et le Sud-Ouest de l'océan Indien rassemblent des potentialités fortes dans le domaine de l'économie bleue. Le Mozambique est avant tout un État-façade s'ouvrant sur le canal limitrophe. Rappelons que de multiples groupes étrangers ont découvert ici d'importants gisements énergétiques, à quelques encablures du liseré côtier continental (où d'autres enjeux environnementaux ou sécuritaires sont aussi présents). C'est toute la zone du canal du Mozambique qui mérite en conséquence un éclairage pertinent et un recul critique, associant de fait les pays concernés (le Mozambique mais aussi La France via les îles Éparses et ses litiges avec Madagascar ou encore avec Les Comores).

- La question du développement économique et de la mise en valeur du territoire mozambicain est un autre enjeu (Sautreuil, 2013). Le pays fait partie des 47 PMA de la planète. L'essor économique récent (avec des taux de croissance économique de l'ordre de 6 à 7 % ces dernières années) s'opère via des capitaux exogènes axés sur l'énergie, les minerais ou le tourisme (les « mégaprojets »). Pour l'année 2013, le stock d'Investissements Directs Étrangers (IDE) fut l'un des plus forts d'Afrique avec une valeur de 5,2 milliards de dollars, dans le sillage des découvertes charbonnières et gazières. L'articulation entre les divers acteurs présents soulève des réflexions (acteurs étrangers du « Nord »/ nouveaux acteurs du « Sud émergent »/acteur étatique/ acteurs locaux…). Les investissements sont avant tout élevés dans le secteur extractif, composant dès lors une rente pouvant être vue comme des « flux de revenus déconnectés d'activités de production situées dans les territoires bénéficiaires » (Magrin, 2013).
- La nature des inégalités de développement s'accroissant en ce pays, leurs répercussions sociales et sociétales, nous paraissent également intéressants à traiter (enclaves de richesses *versus* zones délaissées ; privatisation foncière rampante ; traitement de la question migratoire…). En particulier les formes de réponses de la puissance publique comme de la société civile interpellent. Il est vrai que le pays connaît depuis près d'une décennie une forte « croissance de rattrapage » (Avila, 2012). Si le PNB national pourrait quadrupler dans les dix prochaines années, en parallèle plus de 50 % de la population mozambicaine vit toujours sous le seuil de pauvreté. L'enjeu est par conséquent d'impérieusement mieux redistribuer les richesses, gage d'une meilleure intégration spatiale, symbole de développement dans la stabilité (Augé, 2014).
- Enfin, la stabilité politique de ce pays en pleine transformation est un dernier enjeu clé. Entre étatisme hérité de la période socialiste et ébauche de décentralisation nouvelle, le Mozambique reste tiraillé par des forces centrifuges puissantes, fruits de l'histoire (legs du conflit civil FRELIMO-RENAMO). Ces dernières sont ré-exhumées par les transformations récentes (Morier-Genoud, 2017), s'agissant

notamment de la redistribution et de la représentation nationale en ses contrés septentrionales. Le discours étayé par une opposition tenace trouve un écho dans l'inconscient collectif. Il met assurément le doigt sur les conséquences de ces âpres différentiels de développement locaux et de représentation mal-vécus (Avila, 2012) : sont ainsi réclamés, avec force, une vraie représentativité politique – le Frelimo au pouvoir étant perçu parfois comme autoritaire, affairiste et néo-patrimonial –, un partage des fruits de la croissance et un meilleur rééquilibrage du territoire.

Un « pays-recherche » d'avenir

Notre approche se veut donc donc par définition large et ouverte, nonobstant d'autres points cruciaux du pays et de ses environs que nous n'avons pas pu aborder ici. Cet ouvrage se structure en trois temps.

Le premier temps s'intitule *De la fabrique aux liens*. Il permet de croiser les regards sur la région à travers le prisme Mozambique-Réunion, dont les échanges font la richesse. On peut ainsi l'apprécier comme la présentation d'initiatives de coopération qui se constituent progressivement entre nos deux rives.

Le deuxième temps, *Enjeux économiques, sociaux et politiques,* s'attelle à lever le voile sur un certain nombre de potentialités et de paradoxes inhérents à cet État, le Mozambique, tiraillé entre ses héritages et ses inerties d'un côté, ses mutations et ses recompositions spatiales de l'autre.

Le dernier temps a pour titre *Quand le Mozambique et le canal du Mozambique convoquent la géopolitique*. Il donne à lire quelques-uns des enjeux géostratégiques, politiques et juridiques inhérents au Mozambique et au canal attenant, dans une zone où de nombreux acteurs tendent à défendre leurs intérêts.

Cet ouvrage vise à révéler les facettes singulières d'un État et de l'espace maritime proche qui suscitent beaucoup d'espoirs en même temps qu'ils soulèvent nombre d'interrogations. Il se propose d'offrir les clés de lecture (du moins quelques-unes) de ce Mozambique et canal du Mozambique pluriel, entre opportunités et défis. Il ambitionne, dans un objectif d'interactions grandissantes et dans un souci pluridisciplinaire, le croisement d'appro-

ches se situant à toutes les échelles. Car outre un rapprochement entre les chercheurs réunionnais et mozambicains, il se veut un jeu de regards tangents entre chercheurs de divers horizons. En d'autres termes, l'interdisciplinarité doit selon nous permettre de contribuer à appréhender ce territoire à l'heure des recompositions et enjeux.

Bibliographie

AUGÉ B., *Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique, les prémices de deux expériences dissymétriques*, IFRI, note n°6, 2016, 21 p.

AVILA J., *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*, Paris, L'Harmattan, « études africaines », 2012, 204 p.

MAGRIN G., *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2013, 424 p.

MORIER-GENOUD E., « Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016 », *Politique africaine*, n°145, 2017, p. 153-175.

SAUTREUIL N., « Un gaz toxique pour le Mozambique ? », *Perspectives Internationales*, 9 juin 2013.

Le Mozambique des mégaprojets : croissance à l'international, clivages internes

Fabrice Folio
Marie-Annick Lamy-Giner
Géographie, Université de La Réunion

Des relents de guerre civile ont plané sur le Mozambique entre 2013 et 2016. Une « proto-guerre » s'est alors engagée. E. Morier-Genoud (2017) la définit en ces mots :

- Premièrement, il s'agissait d'une guerre non-officielle puisque le gouvernement n'a pas, d'un point de vue légal, déclaré la guerre.
- Deuxièmement, la guerre fut limitée par le fait que les rebelles de la Renamo (qui s'oppose au parti de la libération au pouvoir : le Frelimo) est contrainte dans ses actions par sa double casquette : à la fois parti d'opposition et mouvement de guérilla. La Renamo ne pouvait courir le risque de devenir un parti illégal.
- Enfin, cette « petite guerre », comme l'a appelée E. Morier-Genoud, a été menée parallèlement à des négociations.

Cette proto-guerre a surtout eu pour effet, une fois encore, de traduire et donner du sens à un contentieux géopolitique important : au-delà de vieilles inimitiés historiques et d'une guerre civile remontant à l'année 1976 (la fin officielle des hostilités date elle de 1992), le Mozambique contemporain voit affluer des investissements importants se constituant sous la houlette de majors internationaux ; or le partage des fruits de la croissance reste médiocre.

Le Mozambique a tenu ses premières élections démocratiques en 1994. Adoptant les préceptes d'une démocratie néolibérale, le pays a par la suite connu une croissance économique robuste de l'ordre de 7 à 8 %, mais qui s'est considérablement réduite ces dernières années. La Renamo a opportunément saisi l'intérêt d'un discours qui a un certain écho dans le

pays : il a pour cheval de bataille une répartition territoriale des richesses nationales, celles axées sur de grands chantiers à capitaux extérieurs ou « mégaprojets ». Ce faisant, elle se fait le porte-voix de (sous-)régions qu'elle estime spoliées et de populations marginalisées par la polarisation d'une certaine élite, symbolisée par la région capitale Maputo, sise à l'extrémité sud du territoire. Le parti garde ainsi une cote de popularité non négligeable dans le centre et nord du pays, comme l'ont par ailleurs attesté ses bons résultats lors des élections présidentielles de 2014[1]. La trêve perdure depuis le premier semestre 2017, mais il est vrai qu'entre-temps d'autres difficultés (dettes illégales et insolvabilité du pays) ont gagné en importance.

Dans cette perspective, l'année 2017 a été une année charnière pour le Mozambique. Les cours de matières premières ont retrouvé des niveaux élevés. D'ailleurs, le secteur minier a contribué à hauteur de 4,1 % au PIB mozambicain (contre moins de 1 % les autres années). Les livraisons du corridor de Nacala et du port de Nacala-a-Velha, par des capitaux extérieurs, ne sont pas étrangères à cette envolée. Ainsi, le modèle de développement mozambicain repose sur le secteur privé par le biais de grands investissements exogènes, dont les mégaprojets – qui seront au cœur de cet article – sont les traductions territoriales et économiques (Figure 1). Les liens avec certains pays émergents, à ce propos nous privilégierons l'acronyme de BICS plutôt que BRICS, y sont indéniables et grandissants. Ces pays investissent aujourd'hui massivement dans un Mozambique aux colossales potentialités. Ils reflètent l'essor des investissements Sud-Sud (Magrin et *al.*, 2015). Par ailleurs, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine font partis, de loin, des trois premiers partenaires[2] commerciaux du Mozambique.

---

1 La Renamo, menée par Afonso Dhlakama (décédé le 3 mai 2018), a fait 36,61 % des suffrages. Le Frelimo, porté par le Président de la République actuel, Filipe Nyusi, a remporté les élections avec 57,03 % des voix. Une troisième force politique, le MDM (Mouvement Démocratique du Mozambique), incarné par le maire de Beira, Daviz Simango, tente de s'immiscer entre les deux partis historiques mais n'a fait qu'un score de 6,36 %.

2 La valeur des importations et des exportations y dépasse respectivement les 2 milliards de dollars.

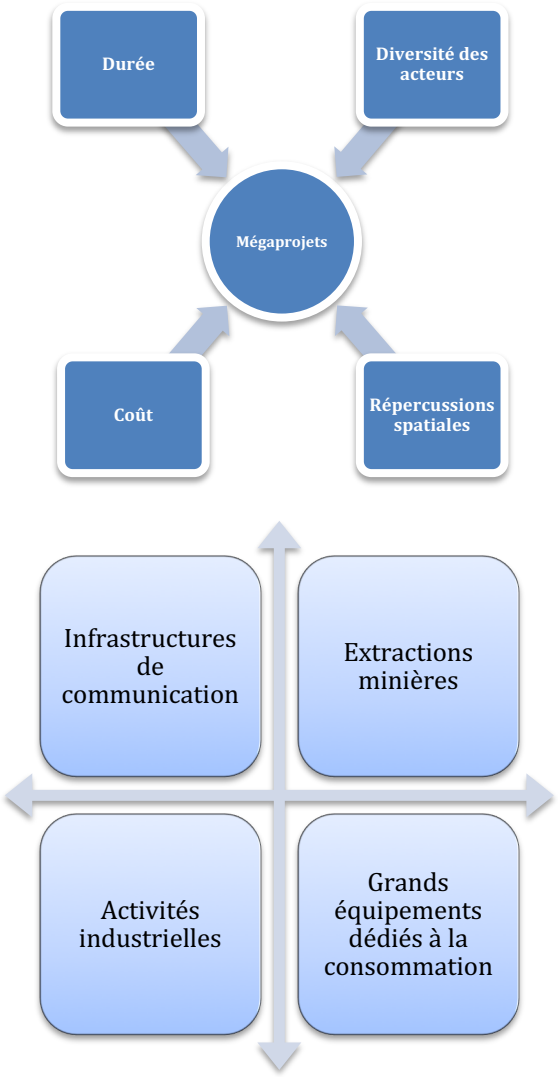


Figure 1 : Les caractéristiques des mégaprojets

Comment le Mozambique peut-il tirer parti de ses ressources naturelles à profusion ? Permettront-elles d'atteindre des objectifs de développement social ? Les mégaprojets sont-ils la panacée ? Et que révèlent-ils de la nouvelle géopolitique des États émergents ?

Que sont les mégaprojets ? Fondements historiques du Mozambique et état des lieux contemporain

Les grandes lignes de l'histoire mozambicaine

Revenons en préambule sur quelques étapes de la géo-histoire du Mozambique. Elles seront utiles à la compréhension d'une analyse centrée ensuite sur les enjeux inhérents aux mégaprojets (Cahen, 1993 ; Lachartre, 2000 ; Jouanneau, 1995 ; Folio, 2016).

- Sous la colonisation lusophone, il nous faut retenir la mise en exploitation du pays par des capitaux privés portugais, via des compagnies concessionnaires organisées autour de l'agriculture – cocoteraie, sisal au centre, canne à sucre au sud – du transport ferroviaire ainsi que du trafic d'esclaves plus au nord. Une ligne de chemin de fer vers Johannesburg, région sud-africaine alors en plein essor (lié aux découvertes aurifères en 1886), est ouverte en 1895. Dès 1898, la capitale du Mozambique est transférée du nord, d'Ilha de Moçambique, à l'extrémité sud vers Lourenço Marques (future Maputo). Le but est de connecter la ville aux espaces dynamiques de la Rhodésie du Sud et de l'Union sud-africaine, prétexte à l'établissement d'un débouché commercial. En 1928, un accord concède au port 47,5 % du trafic maritime des zones du Rand. Le Mozambique passe sous influence du pays voisin.
- La lutte pour la libération est menée en 1964 par le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO). Après la révolution des œillets au Portugal, un gouvernement de transition est entériné. L'indépendance est proclamée en 1975. Les dirigeants prennent assise à Maputo et adoptent les idéaux d'un régime marxiste-léniniste autocentré. L'appareil d'état du nouveau pays s'ancre clairement à la capitale, avantageant les ethnies sudistes. La République populaire

du Mozambique (qui a pour premier président Samora Machel) entreprend diverses mesures : loi foncière nationalisant le foncier et l'immobilier, ouverture du parc de logements urbain aux plus pauvres, villages communautaires… Certaines resteront impopulaires. La guerre civile survient en 1976, à l'initiative des rebelles de la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique), aidés par le régime d'apartheid proche, qui s'opposent à la politique centralisée, bureaucratique et trop méridionale du Frelimo. Au total, le conflit fera un million de morts et six millions de déplacés.

- Une amorce démocratique puis un tournant libéral sont entérinés à la fin des années 80. Des politiques d'ajustements structurels (PAS) viennent redonner de la compétitivité économique à un pays exsangue et le raccordent au commerce international. Ces « Programmes de Réhabilitation Économique » touchent aussi drastiquement les populations (privatisation, chômage, dévaluation). Après l'adoption du multipartisme, les accords de paix sont signés à Rome en 1992. Lors des premières élections présidentielles et législatives au suffrage universel direct en 1994, le Frelimo l'emporte mais la Renamo fait de très bons scores dans le centre et le nord. S'ouvre la période actuelle, organisée autour de la démocratie néo-libérale sous perfusion (forte contribution de l'aide internationale au budget de l'État). Le pays devient un « bon élève » aux yeux des bailleurs de fonds et les investisseurs étrangers accourent.

Prégnance spatiale des héritages coloniaux et renouveau contemporain

De la colonisation portugaise, le Mozambique a donc gardé une capitale excentrée, positionnée à quelques encablures de la frontière sud-africaine, à l'extrême sud. Maputo, qui assemble aujourd'hui 1,2 million d'habitants, génère un quart du PIB du pays (Lamy-Giner, 2014). Même si les projets sortent de terre partout sur le territoire, la capitale reste à bien des égards le poumon économique du pays. Les enclaves minières et autres villes portuaires commencent néanmoins à faire contrepoids et consolident leur position avec des infrastructures de transport redevenues opérationnelles. Le déséquilibre perdure mais il est

moins prégnant que par le passé et aura même tendance à s'estomper avec les projets gaziers, comme on le verra.

Le Mozambique a par ailleurs renoué avec sa fonction de fenêtre-exutoire. Bordé par des pays enclavés, il leur « offre » une façade maritime, jetant des tentacules entre ses ports et cet arrière-pays international. Sa situation géographique lui permet ainsi de jouer un rôle pivot dans les transports régionaux (Castel-Branco, 2014). Trois corridors strient le territoire mozambicain. Du sud vers le nord, on distingue les corridors de Maputo, de Beira et de Nacala (Lamy-Giner, 2017). Ils courent en direction des pays voisins, parfois sur plusieurs centaines de kilomètres, en entrelaçant voies ferrées et axes routiers. Ces corridors ont été partiellement ou entièrement détruits durant la guerre contraignant les pays riverains à un large détour via les ports sud-africains.

Plus de 25 ans après la fin de la guerre, tous les corridors sont de nouveau en service. Si le corridor de Nacala n'a été livré qu'en 2017, les deux autres couloirs sont déjà en fonction, avec des opérations de réhabilitation qui ont commencé au cours des années 90 et 2000. Pour autant, ces chantiers sont loin d'être clos. Par exemple, la ligne de Nacala doit encore subir d'importants aménagements pour faire passer les capacités de 18 à 22 millions de tonnes. En fait, la compagnie publique CFM, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas les 300 millions de dollars, n'est pas en mesure de financer seule l'ensemble des rénovations que nécessitent les réseaux ferrés et portuaires nationaux, lesquelles se montent à 20 milliards de dollars. Dans cette configuration, les mises en concession sont privilégiées. Même s'il existe quelques ratés[3] dans ces processus, elles accompagnent la reconstruction du Mozambique, un pays qui monte en puissance (Ross, 2014).

Après avoir enregistré une croissance annuelle moyenne de 7 % entre 2000 et 2015, le Mozambique a vu son économie ralentir. La baisse de la croissance, cette dernière a été divisée par deux en 2016, a eu pour corollaire une inflation galopante, laquelle est passée de 2,4 % en 2015 à 22 % en 2016. Le surendettement et la faiblesse des cours des matières premières, inscrits sur une longue durée (de fin 2011 à mi-2016) peuvent être avancés pour expliquer

3 Cette réhabilitation avait été confiée au consortium mené par le groupe indien Ricon, en 2011. Mais les délais de mise en chantier avaient contraint la CFM à leur retirer le projet des mains et à réaliser elle-même les travaux.

ce ralentissement. Cette situation a été aggravée par le retrait de plusieurs bailleurs de fonds internationaux (FMI, Japon), après la mise à jour d'une dette cumulée, de 2 milliards de dollars, savamment dissimulée par le gouvernement mozambicain[4]. L'économie du pays apparaît, dans ces conditions, fragilisée. D'autant que la croissance marque toujours le pas, elle n'a pas dépassé les 3 % en 2017. Il est vrai que le Mozambique ne tire pas encore véritablement parti de ses richesses naturelles. La livraison de la voie ferrée de Nacala devrait modifier la donne, nous y reviendrons.

Un eldorado minier et gazier propice aux mégaprojets

Le sous-sol du Mozambique recèle de nombreuses ressources énergétiques fossiles. Les réserves de charbon[5] sont estimées à 24,7 milliards de tonnes, ce qui positionne le pays au dixième rang des bassins charbonniers mondiaux. Les réserves de gaz naturel se montent à plus de 5 000 milliards de mètres cubes, notamment dans le bassin de Rovuma et de Coral Sand.

Ces richesses attisent la convoitise des groupes multinationaux. Ce qui aboutit *in fine* à des poches de développement sur le territoire. Outre la capitale, l'investissement est concentré dans les régions charbonnières et leur terminaison portuaire. Le boom minier a surtout profité, même s'il est à nuancer, à la province de Tete. En revanche, pour l'heure l'incertitude règne quant au lieu d'implantation d'une base logistique pour le gaz naturel ; Pemba est en compétition avec Palma, sises toutes deux dans la province septentrionale de Cabo Delgado. L'essor au Mozambique tient donc en quelques enclaves participant aux déséquilibres locaux et interprovinciaux.

---

4 Dans ce scandale dit des « dettes cachées », le gouvernement mozambicain a délibérément violé la Constitution et les lois budgétaires en se portant garant d'emprunts d'entreprises publiques (notamment Ematum et Proindicus) pour plus de 2 milliards de dollars. Ces emprunts ont été levés pour financer secrètement un programme d'armement maritime.

5 Les ressources charbonnières sont surtout localisées dans la province de Tete, à Vuzi, Moatize et Matinde. Des trois, Moatize est le plus important des dépôts. Ici, l'exploitation se fait à ciel ouvert. Après traitement, le charbon métallurgique, dit aussi coke, représente entre 10 et 15 % des extractions, et le charbon thermique entre 20 et 25 % des extractions. Le groupe brésilien Vale vient de mettre en service une deuxième unité de traitement à Moatize.

Qu'importe, le gouvernement n'a pas de toutes les façons les capacités financières pour remettre seul sur pied le pays. Les mégaprojets, pourtant controversés, sont une des solutions apportées. Ils désignent de très grands projets à capitaux étrangers dans la construction d'axes de communication (routes, voies ferrées, pipelines), de barrages, de ponts, de mines, de vastes complexes industriels ou d'infrastructures urbaines. Pour B. Flyvbjerg (2014), les mégaprojets doivent réunir plusieurs paramètres en particulier en termes de financement, de durée et de répercussions spatiales : ils correspondent à des complexes dont les coûts dépassent souvent le milliard de dollars, dont la réalisation s'étale sur plusieurs années, impliquent de nombreux acteurs publics et privés, sont transformateurs et impactent plusieurs centaines de milliers, voire millions, de personnes.

P. Gellert et B. Lynch (2003) insistent sur la dimension modificatrice des mégaprojets qui transforment les paysages de manière rapide, intentionnelle et profonde en faisant appel à des équipements lourds et des technologies sophistiquées généralement importés du Nord. Ils les découpent en quatre familles :

- les premiers sont liés aux infrastructures (ports, voies ferrées, systèmes d'égout dans les villes) ;
- les seconds concernent l'extraction de matières premières (gaz, pétrole, minéraux) ;
- les troisièmes ont trait à la production (zones franches d'exportation, parcs industriels ou les plantations industrielles) ;
- les quatrièmes relèvent de la consommation (installations touristiques massives, parcs à thème, centres commerciaux).

Ces mégaprojets fonctionnent souvent de façon combinée. Il faut ouvrir une route pour desservir un complexe hôtelier, une voie ferrée pour relier mines et port.

Trois mégaprojets marquent aujourd'hui, en profondeur, le territoire mozambicain (Figure 2). Du sud au nord, il s'agit du pont de Catembe, du corridor de Nacala et des aménagements inhérents à la mise en exploitation du gaz naturel.

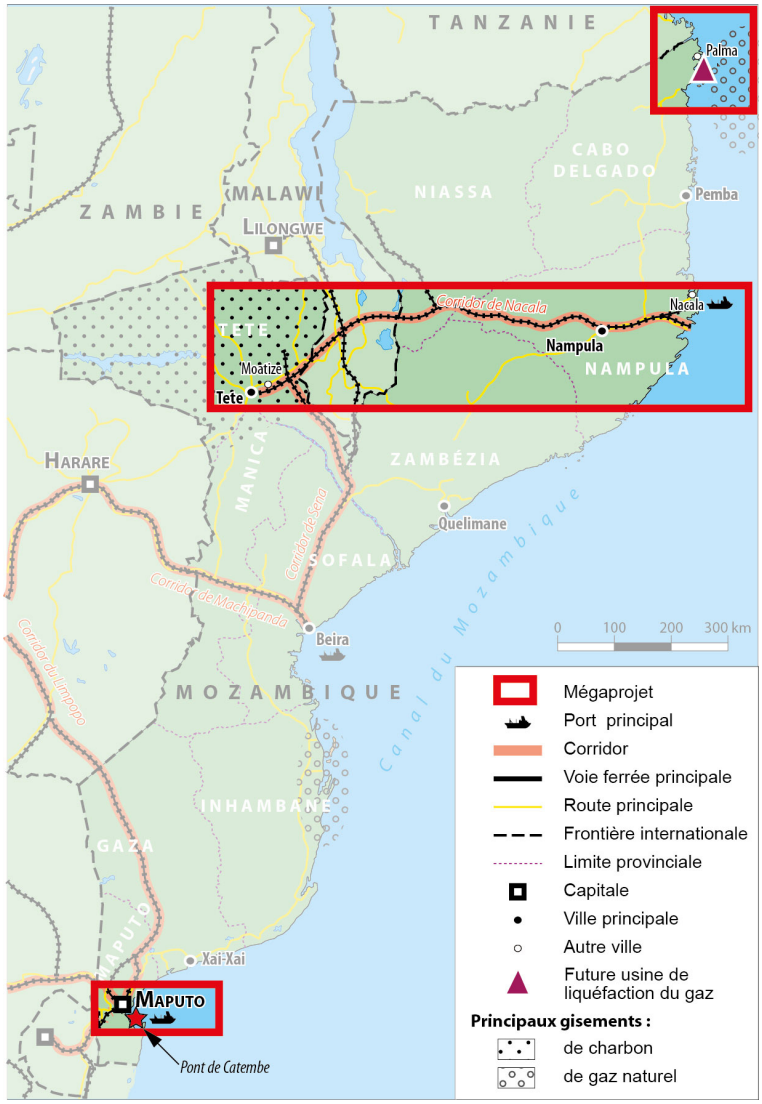


Figure 2 : La localisation des trois mégaprojets étudiés

Trois mégaprojets mozambicains pour un arrimage à la mondialisation

Le Pont de Catembe et l'ouverture vers le « grand » sud

Depuis quelque temps, la ville de Maputo emprunte allègrement à l'imagerie métropolitaine internationale, rappelant San Francisco ou Lisbonne. Une somme de 785 millions de dollars a été engagée pour la construction du pont Maputo-Catembe. Son inauguration est prévue pour la fin de l'année 2018 (Figure 3). L'ouvrage s'impose déjà dans le décor de la capitale mozambicaine. Sur le terrain, il s'apparentera à une auguste infrastructure de 3 kilomètres de long et 60 mètres perchée au dessus du niveau de la mer. Non seulement le pont de Maputo-Catembe sera le plus grand pont suspendu du continent (dépassant celui érigé au Nigéria en 2013), mais il comptera également parmi les 60 plus larges au monde.

Figure 3 : Chantier du pont de Catembe et camps de travailleurs chinois (cliché : F. Folio, 2016)

Construit et financé par la Chine, cet ouvrage d'art aux dimensions exceptionnelles a pour but de relier la capitale à la petite localité pittoresque de Catembe, basée essentiellement sur la pêche, située de l'autre côté de la baie. Jusqu'à présent, la seule manière de traverser les 90 km de la vaste baie de Maputo était d'utiliser un ferry, lequel souffre fréquemment d'avaries. Cependant le pont a une vocation autrement plus ambitieuse : il va certes permettre de « survoler » la baie de Maputo, mais il a aussi pour finalité de raccorder la capitale du Mozambique au Sud du pays. Ce faisant il se destine à ouvrir davantage le territoire national au reste du monde, à commencer par l'Afrique du Sud voisine (et notamment la province du KwaZulu-Natal où se situe la métropole de Durban - eTheKwini).

La construction du pont s'insère par conséquent dans un projet plus vaste, lequel couvre une distance de 209 km. Outre le pont lui-même, des réhabilitations/rénovations de routes menant jusqu'à l'Afrique du Sud sont prévues (desservant les localités de Bela Vista, Boane et Ponta do Ouro). Pour les promoteurs du projet, l'ensemble a pour objectif le désenclavement méridional, afin d'y étendre l'influence de la capitale, de favoriser les flux entre les deux pays et par là même de dynamiser son potentiel touristique. L'extrémité sud du Mozambique est en effet un espace où se succèdent des plages de sable blanc et où la nature intérieure est occupée par un paysage de brousse, ce qui faciliterait le développement d'une réserve animalière accessible. Au plan touristique, le Mozambique jouerait à ce moment sur deux tableaux : celui du tourisme balnéaire et celui du tourisme naturel animalier, avec une clientèle étrangère proche qui est aussi l'un de ses premiers publics touristiques.

La compagnie étatique chinoise *China Road and Bridge Corporation* pilote le projet. Le financement des 725 millions de dollars a été rendu possible via un prêt qu'a contracté l'État mozambicain auprès de la banque chinoise *Export-Import Bank* (ExIm)[6]. L'opération met en exergue les relations intimes entre les

[6] À noter qu'en incluant la construction du pont, financé à plus de 95 % par l'ExIm Bank de Chine, c'est un investissement total de 2,28 milliards $ dans les infrastructures qu'ont mené les autorités chinoises au Mozambique entre 2000 et 2014, comme l'a révélé récemment l'*AidData*, organisme de recherche lié à l'université William & Mary aux États-Unis. Des révisions

deux pays (Bénazéraf, 2016). S'il se destine à désenclaver plusieurs villes du pays, l'entretien futur du pont n'est pas assuré et l'État mozambicain pourrait le rentabiliser par un système de péage.

Le corridor de Nacala, l'axe du charbon

Des trois corridors, aux multiples ramifications, qui zèbrent le territoire mozambicain (Lamy-Giner, 2009), Nacala est celui qui a été le plus récemment remis en service. Il relie, via le Malawi, les champs charbonniers des provinces de Tete à Nampula, où se loge le port de Nacala (Figure 4).

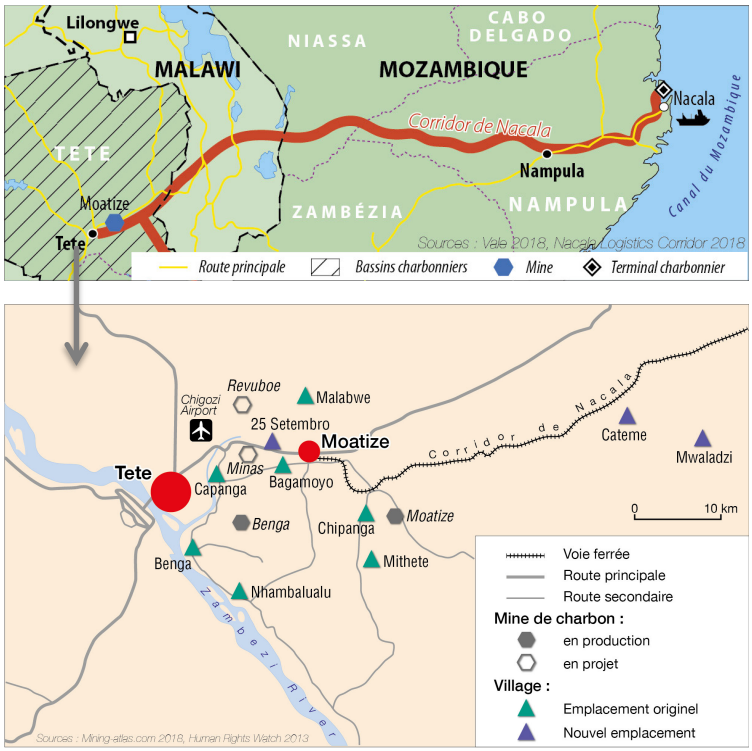


Figure 4 : Le corridor de Nacala et la région houillère de Tete

accommodantes de calendriers de remboursement mais aussi des effacements de dettes ont par ailleurs été consentis (Dreher et *al.*, 2017).

Typiquement, le corridor de Nacala est le fruit d'une mise en concession. Le nom du groupe brésilien Vale est indissociable de celui de Nacala. Tant il est vrai que la multinationale a pris activement part aux projets de construction-réhabilitation de voie ferrée et de nouveau port à Nacala-a-Velha. Effectivement depuis son implantation dans la province de Tete en 2007, le géant minier brésilien a choisi d'exporter le minerai de charbon par la fenêtre maritime de Nampula. Ce choix a impliqué la réhabilitation en même temps que la réalisation de nouveaux tronçons de voies ferrées sur une longueur de 912 km, un des plus longs corridors mozambicains.

Le chantier fut relativement étalé dans le temps, notamment parce que le Mozambique est exposé à de nombreuses intempéries[7]. Le principal frein est néanmoins imputable à la chute des cours de matières premières, en particulier du charbon à partir de la fin 2011. Les investissements se sont faits dès lors avec parcimonie. Le groupe Vale dont les pertes se sont montées à 1,904 milliard de dollars entre 2013 et 2015, a dû réduire la voilure. D'ailleurs pour amortir les investissements, Vale a ouvert le capital, fin 2016, de sa filiale mozambicaine à un des plus grands keiretsu japonais, en l'occurrence Mitsui, déjà largement présent dans le pays (aluminerie, gaz naturel). Pour l'heure, Vale, qui a livré la voie ferrée, avec deux ans de retard, peut enfin exporter les tonnages escomptés[8]. De même l'actuelle embellie des cours, amorcée en 2016, a donné une nouvelle respiration au groupe brésilien qui renoue avec les bénéfices. Son principal concurrent, le groupe anglo-australien Rio Tinto, s'était lui retiré de la province de Tete en 2014, bradant pour 50 millions de dollars des mines achetées, trois ans plutôt, à quatre milliards de dollars.

La mise en service du corridor s'est accompagnée de celle d'un nouveau terminal charbonnier à Nacala-a-Velha, situé à trois kilomètres à vol d'oiseau du port originel (Nacala-Porto[9]). Très logiquement, Vale a choisi de délocaliser l'ensemble de ses activités d'exportation du port de Beira vers le nouveau port en eau

7 Les inondations de 2015 ont détruit des tronçons entiers de voies ferrées.

8 Près de 6 millions de tonnes de charbon ont été acheminées sur l'axe Tete-Nacala en 2016, 12 millions en 2017.

9 Le port de Nacala-a-Velha se situe en revanche à une trentaine de km par la route du port originel de Nacala-Porto.

profonde. La concurrence entre les ports régionaux est de ce fait ravivée.

La mise en exploitation des champs gaziers à Pemba

En 2018, la compagnie italienne d'hydrocarbures ENI a officiellement lancé son mégaprojet gazier à l'extrémité nord du Mozambique. D'une valeur de 8 milliards de dollars, il consiste en l'exploitation et l'exportation de gaz naturel *offshore*. L'aboutissement logistique est la mise en opération d'une usine de gaz liquéfié (GNL). Cette usine flottante vise une capacité d'environ 3,4 millions de tonnes par an. Elle tirera enfin partie des gisements de gaz du bassin de Rovuma, où Eni a réalisé sa première découverte majeure dans le bloc de prospection 4 en 2011 (en compagnie du pétrolier américain Anadarko dans le bloc de prospection 1 adjacent). La compagnie a dû temporiser pendant deux années ; entre temps, la chute du cours des hydrocarbures avait en effet rendu les opérateurs assez frileux quant aux projets d'investissements de cet acabit. D'ailleurs, la société a dû emprunter six milliards de dollars auprès d'une quinzaine de banques[10].

Dans une configuration optimale, la production pourrait démarrer entre 2022 et 2023. Il devrait à ce moment répondre à l'appétit des marchés émergents, notamment ceux d'Asie. Selon les projections, le gaz naturel deviendrait alors le principal produit d'exportation du pays et par là même l'élément central de l'économie mozambicaine. La croissance moyenne de l'économie pourrait même connaître un pic à 24 % par an entre 2021 et 2025 grâce aux investissements dans le secteur. Et il ne s'agit là que des réserves trouvées : Letícia Klemens, la ministre mozambicaine en charge de l'Énergie, a ainsi pu déclarer que les réserves de gaz qui abondent dans le canal du Mozambique pourraient doubler d'ici les 13 prochaines années. À terme, le Mozambique, un des États les plus pauvres d'Afrique et du monde, peut devenir le nouveau « Qatar africain », en se hissant rien de moins dans le top cinq des

[10] À noter que l'entreprise italienne détient 25 % des parts du bloc de prospection 4. Les autres parts sont détenues par le Chinois CNPC (20 %), le Portugais Galp Energia (10 %), le Coréen Korea Gas (10 %), et la compagnie nationale mozambicaine ENH (10 %). De même, le leader mondial ExxonMobil détient les 25 % restants, après avoir racheté pour 2,8 milliards de dollars de parts d'ENI.

producteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié, et ce grâce à cette nouvelle « Mer noire ».

Si le début des travaux a maintes fois été reporté, on peut donc dire qu'il arrive à point nommé. Le pays reste financièrement dépendant (la dette publique s'élève à plus de 130 % du PIB). On l'a évoqué, il a aussi été pointé du doigt par les bailleurs internationaux en 2016 pour ses « emprunts cachés » qui ont entamé la confiance établie. En 2018, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) ne devrait pas dépasser les 3 %. Dans ce contexte, le projet arrive au meilleur moment pour le gouvernement qui devrait engranger 16 milliards de dollars sur 25 ans, selon le patron d'ENI.

Pour les analystes, cela indique aussi que quoiqu'il se passe, les investisseurs étrangers et les bailleurs bi ou multi-latéraux gardent confiance en l'énorme potentiel du pays**.** Le Mozambique, malgré de manifestes écarts de conduite, demeurerait ce « bon élève » et ce succès africain que l'on aime à accompagner.

Quels enjeux sous-jacents ? Aménagement, disparités, rivalités

Vers un rééquilibrage du territoire par le réinvestissement septentrional ?

Il a été démontré que l'organisation spatiale du Mozambique est historiquement associée à la période coloniale utilitariste, renforcée par le tournant néolibéral de la décennie 90. Peut-elle être remise en cause par le redéploiement septentrional récent ?

Près de la moitié de la population mozambicaine (évaluée à 23,9 millions d'habitants en 2011, Banque Mondiale) vit en zone littorale. Un tripôle portuaire (Maputo, Beira et Nacala) conclut les trois « couloirs » ferroviaires, desservant un hinterland constitué de pays enclavés (Malawi, Zambie, Zimbabwe). Si ces localités reprennent de l'importance (en qualité de hubs régionaux) dans le contexte d'extraversion économique actuelle, c'est indéniablement la partie méridionale qui a historiquement profité du dynamisme régional, porté par des acteurs limitrophes. L'arrière-pays maputéen a été investi dans un premier temps par les intérêts britanniques (en Afrique du Sud, dans la Rhodésie du Sud et du Nord et au Nyassaland), puis par ceux sud-africains postapartheid

(Cahen, 1993) durant les décennies 90 et 2000 (la nation arc-en-ciel se faisant fort de réinvestir son « jardin » africain).

Dans ce contexte, la diversification récente des mégaprojets peut modifier ou à tout le moins altérer cet ordre établi. En effet, si les entrées d'IDE ont beaucoup concerné Maputo et la région côtière attenante durant la décennie 2000, la situation se fait maintenant plus nuancée. Depuis la décennie 2010, nous sommes entrés dans une deuxième phase de croissance nationale. Les modalités sont peu ou prou identiques : le dynamisme s'appuie toujours sur des pôles exclusifs et se fonde sur des matières fossiles et minérales. Il s'articule encore sur des IDE et affiche des logiques de prés-carrés, desservis par des axes stratégiques. Toutefois, le profil des investisseurs se diversifie sensiblement et exprime de nouvelles rivalités parmi les États émergents (voir *supra*). Surtout, au plan spatial, il se manifeste en des contrées lointaines, parfois de confins, et ne sont plus toujours en position côtière.

On peut donc prudemment évoquer une amorce de bifurcation topochronique. La décennie en cours et celle à venir seront sans doute celles d'une différenciation économique (demeurant tout de même largement au sein de secteurs extractifs…), au gré des déploiements, découvertes et/ou des exploitations minières et énergétiques. Le tout est motivé par des majors aux rivalités assumées, accompagné en cela par la puissance étatique.

Dans les faits, cela se traduit par un double phénomène de consolidation/diversification (Folio, 2017). Certaines zones, déjà bien établies, vont s'affermir tandis que d'autres jaillissent (voir Figure 2). Il est très probable que l'on assistera à la continuation de la primauté du Grand Maputo (incluant la localité de Matola) et de sa région alentour reliée aux États voisins (en particulier à l'Afrique du Sud). Et celle-ci ira de pair avec une réorientation territoriale opportuniste et très localisée s'inscrivant parfois en des confins septentrionaux, que ce soit sur la côte (gaz, pétrole, mais aussi les mégaprojets touristiques, axés par exemple sur des initiatives écotouristiques exclusives) ou dans l'intérieur des terres (charbon, hydroélectricité). Le centre de gravité sudiste perdurera, accompagné de nouveaux satellites essaimés et se projetant résolument vers le monde, même si quelque peu hors-sol.

Croissance vs *développement ; exclusivité* vs *déguerpissement*

Si le PNB du Mozambique pourrait quadrupler dans les dix prochaines années (Niaufre, 2014), à l'évidence, d'autres défis saillants se posent. Ils concernent globalement le « ruissellement social », à savoir la distribution réelle de cette croissance. Les espaces des marges restent majoritaires, parmi lesquels on peut citer les zones rurales d'agriculture vivrière ou encore les étendues sableuses précaires et denses des *caniços* (aires d'habitat informel) entourant les villes. Les inégalités sociales se sont aggravées ces dernières années : aux insérés (qu'ils soient locaux ou étrangers), s'oppose une majorité à la traîne. Les mégaprojets déploient un modèle économique à forte intensité capitalistique (ce qui contraint les possibilités d'emploi) et interrogent quant à leur durabilité et leur effet concret sur le développement local (Avila, 2012) : les entreprises nationales y sont assez peu associées ; les exonérations fiscales (via des « zones économiques spéciales » constituées) ne dégagent que peu de recettes (Almeida-Santos, Roffarello, Filipe, 2016) ; pis, les projets ne semblent que peu transparents en terme de gouvernance ; pour finir, ils ont des répercussions locales assez lourdes.

Le pont à Catembe, par exemple, suscite maintes controverses. Son coût interpelle les ONG locales. Ces dernières critiquent le manque de transparence du projet avec un prêt, une entreprise et des travailleurs qui demeurent chinois… Plus que tout, elles estiment que cet ouvrage gigantesque ne doit pas être la priorité pour un pays pauvre comme le Mozambique. Pour 750 millions de dollars et environ 100 à 200 voitures par jour à l'extrémité sud du pays, combien d'écoles ou d'hôpitaux sur tout le territoire… Tels sont les arguments avancés. On sait qui plus est, par les mots mêmes de Silva Mgaia, le président de Maputo-Sul qui dirige les travaux, que la construction de ce pont a entraîné le déplacement de familles entières (moyennant certes rétributions), de l'ordre de 400 selon son estimation.

Plus au nord, de nouvelles concessions gazières (s'étendant sur 75 000 km²) sont en passe d'être attribuées. Là encore, l'opération est suivie de près, alors que le manque de transparence dans l'attribution des blocs précédents avait été souligné, en ayant permis à plusieurs hauts cadres du parti au pouvoir de se positionner. La question du gaz soulève plus largement celle de la

« malédiction des hydrocarbures » qui est loin d'être anecdotique en Afrique, l'exemple nigérian agissant comme repoussoir (Stiel, 2013 ; Sautreuil, 2013). Le Mozambique s'est à cet effet récemment doté d'une nouvelle législation sur les hydrocarbures, destinée à clarifier le cadre juridique et assurer de justes retombées pour le pays. Au départ, les conditions d'exploitation des ressources ont plutôt avantagé les majors (il est vrai aussi pour cause de lourds investissements nécessaires dans des régions dépourvues). Dans le contexte actuel, l'entreprise d'État, l'ENH, devrait récupérer 25 % de la production qu'elle pourra ensuite affecter à la consommation locale ou la revendre à l'extérieur. Le modèle, à long terme, vise à s'inspirer de l'entreprise *Sonangol* en Angola, laquelle a dorénavant une production nationale.

Sur le terrain, dans la paisible localité de Palma à l'embouchure du fleuve Rovuma, les attentes, initialement fortes, sont désormais teintées de déception voire d'un certain fatalisme. Au moment où le gisement a été découvert, Palma a vu un arsenal de véhicules et d'engins de chantiers modifier son paysage (à travers la mise en place de réseau électrique et de routes goudronnées). Il en est d'ailleurs allé de même dans la ville intérieure de Tete début 2010, lors de la phase initiale d'exploitation des mines de charbon de Moatize. La constitution d'hôtels et la mise en place d'agences bancaires sont les signes qu'une main-d'œuvre étrangère est attendue. Notons qu'une menace islamiste conduite depuis peu par de jeunes fondamentalistes (le mouvement « Al-Shabab ») s'est constituée. Les associations de pêcheurs, de leur côté, sont inquiètes quant au risque de disparition de stocks de poisons avec l'avènement de l'activité gazière. Des populations vont aussi être délogées. L'économiste Joao Mosca insiste dans *Le Monde Afrique* daté de janvier 2015 sur le fait que « la question de la relocation et de l'indemnisation est un vrai challenge, alors que cela ne s'était pas bien passé dans le cas des mines de charbon de Vale »[11].

[11] Un processus de consultations a par conséquent été diligenté à la fois par les autorités et les entreprises ; au final plus de 500 familles de Palma ont donné leur accord (moyennant là encore compensations) pour quitter leurs maisons, où pourrait être construit le futur terminal gazier.

Une terre d'investissements pour les BICS et autres pays « montants »

Un numéro de la revue *Autrepart*, paru en 2015, était consacré « aux industries du Sud[12] qui investissent au Sud ». Ce phénomène, amorcé au cours des années 90, qui accompagne la mondialisation, s'est accentué depuis les années 2000. Au Mozambique, un pays où l'expression « scandale géologique »[13] peut aussi trouver de la consistance, où tout est à reconstruire et où les finances de l'État sont maigrelettes, toutes les conditions sont réunies pour attirer un flot d'investisseurs étrangers.

À côté des pays dit du Nord (à l'exemple du Japon, de l'Italie ou des États-Unis), les « BICS » ont fait leur apparition sur le terrain mozambicain. Ils sécurisent, par là-même, leur approvisionnement en matières premières et font montre parallèlement de leur capacité de financement. Les pratiques et stratégies déployées par les firmes brésiliennes, indiennes ou sud-africaines ont des caractéristiques communes. Elles s'apparentent à de l'aide-investissement. En d'autres termes, les pays donateurs émergents jouent « de l'aide pour catalyser leurs propres investissements et leurs activités commerciales » (Nogueira, Ollinaho 2015). Ces deux auteurs ont pu montrer que dans la relation entre le Mozambique et le Brésil, la frontière est mince entre coopération au développement et investissements directs étrangers. Ainsi c'est à partir de 2009, avec l'arrivée de Vale, que les « premières initiatives de la coopération brésilienne au Mozambique apparaissent concomitamment à l'augmentation des investissements brésiliens dans le pays » (Nogueira, Ollinhao, 2015).

---

12 Dans l'introduction, les auteurs, en l'occurrence G. Magrin, E. Mesclier et A. Piveteau, interrogent la pertinence d'une grille de lecture Nord-Sud. Ils rappellent, en faisant notamment écho aux travaux de P. Gervais-Lambony et de F. Landy (2007), que les concepts de Sud et de Nord ne rendent pas forcément compte des enjeux de développement qui ont cours à des échelles fines. En l'état, à défaut de notions plus consensuelles, leur emploi reste, à certains égards, commode.

13 Expression utilisée par le géologue Cornet, à propos du Katanga (RDC), à la fin du XIXe siècle, pour désigner la quantité de minerais colossale renfermée dans le sous-sol.

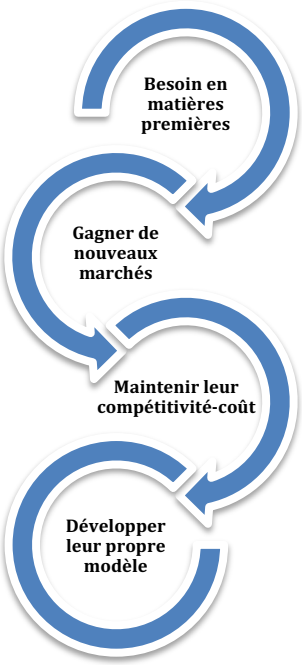


Figure 5 : Les causes des investissements Sud-Sud

Fortement concurrencées sur leur marché intérieur, les firmes des pays émergents partent donc à la conquête de nouveaux territoires aux énormes potentialités (Figure 5). Elles s'internationalisent afin de maintenir leur compétitivité-coût et d'exporter leurs productions (Magrin et *al.*, 2015). Pour autant, chaque relation renferme aussi des particularités. Le Mozambique et le Brésil sont liés par une langue commune, le Mozambique et l'Afrique du Sud par la proximité géographique, quoique le second soit parfois accusé de politique impérialiste dans la région. L'implantation chinoise au Mozambique, quant à elle, participe à consolider un ancrage déjà bien marqué sur le continent. L'Inde suit aussi cette trajectoire.

Outre les BICS, une poignée de pays « montants » sont aujourd'hui présents au Mozambique (Thaïlande, Maurice, Malaisie ou encore Émirats Arabes Unis). Comme leurs aînés, ils

viennent s'approvisionner en matières premières et s'attaquer à de nouveaux marchés. À titre d'exemple, Maurice est surtout présent dans le secteur agricole, en particulier sucrier (groupe Alteo, également implanté en Tanzanie), tandis que Dubaï est un des concessionnaires du port de Maputo (avec le groupe DP World), et que la Thaïlande (groupe Italthai) gère le consortium en charge de la construction de la nouvelle voie ferrée (entre Moatize et la province côtière de Zambézie) et du futur port de Macuse. En termes de mégaprojets touristiques, le groupe émirati Rani est maintenant bien implanté dans des projets de *Resort* et d'îles privatisées sur l'archipel de Bazaruto (*Vilanculos Indigo Bay Island Resort and Spa*) ou de Quirimbas (*Quirimbas Archipelago Medjumbe Private Island Resort*, Folio, 2011).

Les flux d'investissements des entreprises des pays du Sud au Mozambique alimentent surtout toute une gamme de méga-projets. Industries extractives, ports et corridors (et à degré moindre tourisme) sont les principaux récipiendaires de ce processus capitalistique à l'œuvre.

Conclusion

Malgré ses difficultés récentes, le Mozambique reste un pays attractif, fort de ses richesses minières et énergétiques. Les grandes multinationales ne se sont pas trompées en s'implantant massivement dans le pays. Des groupes brésiliens, sud-africains, indiens et chinois dominent, notamment dans les domaines portuaires et miniers, la place. Les besoins en ressources minières et énergétiques des BICS ne se sont pas étrangers à ce positionnement géopolitique et géostratégique. Le Mozambique, et au-delà le continent africain dans son entier, sont devenus les nouveaux « terrains de convoitise » des puissances émergentes ; ce qui n'exclut pas la présence des États-Unis, de l'Europe ou du Japon. À la lecture d'un monde dominé par les pôles de la Triade, en vigueur jusque dans les années 90, s'est substitué un monde multipolaire, où les BICS et autres pays « montants » jouent leur partition.

Les mégaprojets sont le reflet de l'attrait nourri par les pays émergents pour un pays dont le sous-sol regorge de minerais. Gisements miniers et gaziers focalisent l'attention. Pour autant, les goulets d'étranglement dans le transport et l'absence criante

d'infrastructures ont longtemps pénalisé le développement du pays. Du coup, les corridors sont aussi construits ou réhabilités par les groupes internationaux. Les mégaprojets ont donc une forme combinatoire : corridors, mines et industries sont aménagés de concert. Pour autant selon E. Armas (2014), les nouvelles infrastructures de transport ne pourront pas être véritablement efficientes tant que ne seront pas levées les contraintes pesant sur la logistique (faiblesse de l'intégration des sous-régions traversées, délai de dédouanement portuaire, incidences de la corruption). De même, si les mégaprojets extractivistes peuvent contribuer à la forte croissance du Mozambique, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un faible impact sur la création d'emplois, qu'ils jouissent d'importantes exonérations fiscales, et qu'ils s'inscrivent essentiellement dans une logique exportatrice (Castel-Branco, 2002). Leur implantation génère des bouleversements locaux et régionaux permis par leur intensité capitalistique. Les déplacements de population en sont la traduction. Reconnaissons néanmoins qu'une fois opérationnels, les mégaprojets peuvent générer indirectement des emplois par l'intermédiaire des sous-traitants locaux (Xiong, 2014).

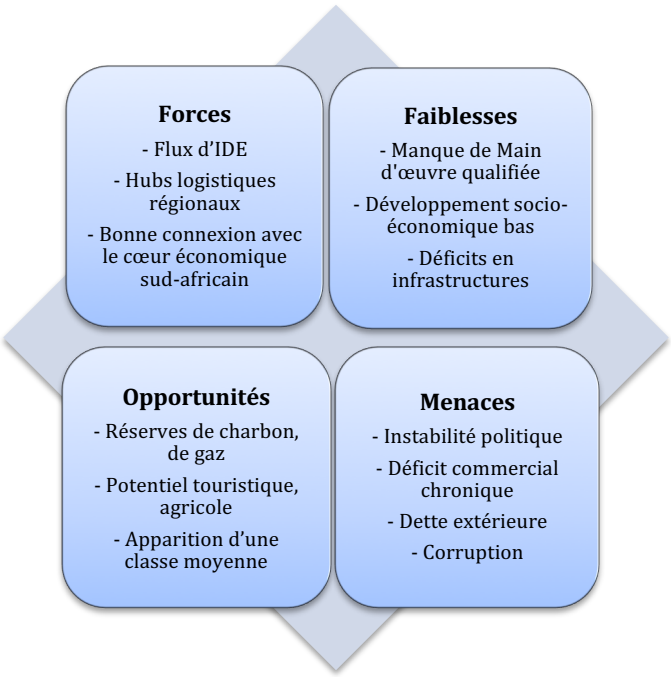


Figure 6 : Mozambique lignes de forces et points de faiblesse (analyse FFOM)

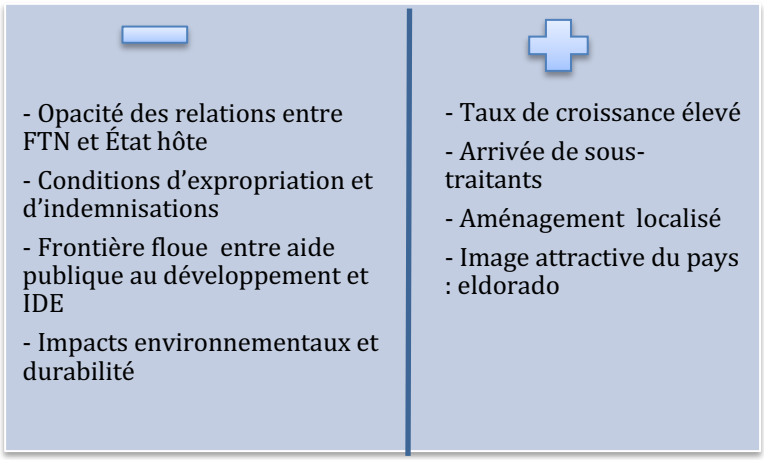


Figure 7 : Les impacts des mégaprojets

Mais quand bien même le Mozambique fait figure de nouvel eldorado en Afrique, le véritable défi consistera pour le pays à éviter la « malédiction de la rente » (Figures 6 et 7). Ce qui implique une diversification de l'économie par l'agriculture et l'industrie de main-d'œuvre. Manne gazière, et dans une moindre mesure manne charbonnière, ne peuvent suffire à gommer, à eux seuls, les stigmates et retard de développement du Mozambique. Longtemps encore, l'aide extérieure et les investissements seront nécessaires dans le processus de reconstruction.

Bibliographie

ALMEIDA-SANTOS A., ROFFARELLO L. M., FILIPE Manuel, *Mozambique 2016*, BafD/OCDE, perspectives économiques en Afrique, 2016, 15 p.

ARMAS E., « Infrastructure et investissement publics », in D. Ross, *La montée en puissance du Mozambique, construire un nouveau lendemain*, Washington, FMI, International Monetary Funds Publications Services, 2014, p. 41-54.

AUGÉ B., *Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique, les prémices de deux expériences dissymétriques*, IFRI, note n°6, 2016, 21 p.

AVILA J., *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*, Paris, L'Harmattan, « études africaines », 2012, 204 p.

Banque Mondiale, « World Development Indicators », Washington, D.C., World Bank, consulté en 2017.

BARBIER A., « Le Mozambique se veut un futur eldorado gazier », in *Le Monde Afrique*, le 23/01/2015.

BÉNAZÉRAF D., « Les Chinois en Afrique : les investissements dans le secteur de la construction », *Géoconfluences*, 2016, mis en ligne le 14 février 2016.

CAHEN M., *Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation*, Technical report, CNRS-Centre d'étude d'Afrique noire / Institut d'études politiques de Bordeaux, 1993.

CASTEL-BRANCO C., « Economic Linkages between South Africa and Mozambique », article révisé dont la première version est parue pour le *Departement for International Development of the British Government*, 2002, 22 p., <http://www.iese.ac.mz/carlos-nuno-castel-branco/>.

DREHER A., FUCHS A., PARKS B.. C, STRANGE A. M., & TIERNEY M. J., *Aid, China, and Growth: Evidence from a New Global Development Finance Dataset*, AidData Working Paper #46. Williamsburg, VA: AidData, 2017.

FOLIO F., « Dynamisme et réorientation territoriale au Mozambique : un PMA en sortie ? », in *Géoconfluences*, mis en ligne le 4 janvier 2017.

FOLIO F., « L'eldorado mozambicain sous les projecteurs : diagnostic et recompositions territoriales », *Tsingy* n°18, Dossier : Le Mozambique (E. Morier-Genou), 2016, p 105-124.

FOLIO F., « Que nous apprennent les initiatives écotouristiques en Afrique australe ? Leçons d'expériences croisées en Afrique du Sud et au Mozambique », in *Géoconfluences*, Les nouvelles dynamiques du tourisme dans le monde, 2011.

FLYVBJERG B., « What you should know about megaprojects and why », *Project Management Journal*, n°45, 2014, p. 6-19.

GELLERT P., LYNCH B., « Mega-projects as displacements », *Unesco*, 2003, p. 15-25.

GERVAIS-LAMBONY P., LANDY F., « Introduction », *Autrepart*, n°41, 2007, p. 3-14, <DOI 10.3917/autr.041.0003>.

JOUANNEAU D., *Le Mozambique*, Karthala, 1995, 224 p.

LACHARTRE B., *Enjeux urbains au Mozambique, de Lourenço Marques à Maputo*, Paris, éditions Karthala, 2000, 317 p.

LAMY-GINER, M.-A., « Entre Afrique du Sud et Mozambique, le corridor de Maputo », *Géotransports*, 2017, n°8, p. 23-38, <http://www.cnfg.fr/images/stories/agf/2017/8/pp-23-38.pdf>

LAMY-GINER M.-A., « La renaissance du port mozambicain. Temporalités et spatialités », *Urbanités*, 2014, n°4, 9 p., <http://www.revue-urbanites.fr/wp-content/uploads/2014/11/Urbanite%CC%81s-4-Lamy-Giner.pdf>

LAMY-GINER M.-A., « Le port mozambicain de Maputo à la reconquête de ses arrière-pays », *Annales de Géographie*, 2009, n°667, p. 247-269.

MAGRIN G., MESCLIER E., PIVETEAU A., « Quand les entreprises du Sud investissent au Sud : un basculement aux contours encore indistincts », *Autrepart*, n°76, 2015/4, p. 3-28, <DOI 10.3917/autr.076.0003>.

MORIER-GENOUD E., « Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-2016 », *Politique africaine*, n°145, 2017, p. 153-175.

NIAUFRE C., « Inquiétudes sur le futur secteur gazier au Mozambique », *Afrique Décryptages*, publié le 28 avril 2014.

NOGUEIRA I., OLLINAHO O., « Coopération et investissement brésiliens au Mozambique : une complémantarité contestée », *Autrepart*, n°76, 2015/4, p. 109-125.

ROSS D., *La montée en puissance du Mozambique, construire un nouveau lendemain*, FMI, Washington, International Monetary Funds Publications Services, 2014.

SAUTREUIL N., « Un gaz toxique pour le Mozambique ? », *Perspectives Internationales*, n°9 juin 2013.

STIEL N., « Son gaz permettra-t-il au Mozambique de sortir de la pauvreté ? », *Challenges, Monde*, publié le 27 septembre 2013.

SYMONS K., « Transnational spaces, hybrid governance and civil society contestation in Mozambique's gas boom », *The extractive Industries and Society*, n°3, 2016, p. 149-159.

XIONG YI, « Le rôle des mégaprojets et leur rapport à l'emploi et à la croissance », in D. Ross, FMI, Washington, International Monetary Funds Publications Services, 2014, p. 29-40.

TOURISMES

Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés

Fabrice FOLIO
Maître de Conférences en Géographie
CREGUR, Université de La Réunion

MOTS CLES

KwaZulu-Natal, tourisme culturel, colonisation, apartheid, identité, réhabilitation.

RESUME

S'énonçant comme les deux faces d'un même tourisme culturel, axé sur la composante majoritaire de sa population, les *cultural villages* et les *townships tours* sont deux attractions originales de la province du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). Si elles incarnent un versant réapproprié d'une histoire régionale – *a priori* – urbaine et rurale, elles sont différentes dans leur fonctionnement et ne restent pas exemptes de controverses : à la critique, chez l'un, de la marchandisation culturelle répond en effet, chez le second, un voyeurisme sensationnel.

Cultural tourism in the KwaZulu-Natal province, South Africa : from historical rehabilitation to controversial touristical products

KEYWORDS

KwaZulu-Natal, cultural tourism, colonization, apartheid, identity, rehabilitation.

ABSTRACT

As the two faces of a same cultural tourism and based on its major human group, the « cultural villages » and the « townships tours » are two original and recent attractions of the KwaZulu-Natal region in South Africa. Both of them represent a re-appropriated part of the province history, embedded on its urban as well as its rural environment. Moreover, they are at the same time quite different and have to deal with new controversial assets : the « cultural commodification » for the first one and « zoo effect » for the second one.

Du géant touristique sud-africain sur le continent noir, on ne retient généralement que les parcs animaliers du Pilanesberg, du Kalahari Gemsbok ou du Kruger (aujourd'hui situé dans le *Limpopo Transfrontier Park*), ou encore les sites impressionnants du Cap de Bonne Espérance, du Drakensberg et de Blyde Canyon. Or la diversité touristique du pays est étoffée et regarde à la fois du côté du potentiel naturel et de celui de son éventail culturel. En ce domaine, des processus de réappropriation et de remise en valeur de formes de tourisme identitaire sont à l'œuvre dans la nation Arc-en-ciel. Composant les deux faces, *a priori* urbaine et rurale, d'un même tourisme culturel au caractère historique et pédagogique, ils sont encouragés aux différents échelons administratifs. Cela se justifie par le fait qu'en plus de diversifier l'offre touristique sud-africaine par des segments uniques et parfois novateurs, ils se doublent d'une fonction interne en réhabilitant des richesses communautaires longtemps spoliées. Comment ces processus s'appuient-ils sur des épisodes difficiles de l'histoire du pays, en les assumant tout en inversant l'image répulsive qui leur est associée ?

On s'attellera à traiter de cette question dans une province emblématique du pays à savoir le KwaZulu-Natal. Cette contrée a été concernée par des phases importantes de l'histoire nationale (Folio, 2007). Elle offre un potentiel de redécouverte, en la matière, considérable. Il s'agira de démontrer qu'émerge ici un héritage revisité au sein d'espaces qui historiquement sont ceux de l'assujettissement. Dans le prolongement de ce

postulat, nous nous demanderons à quel point ces produits touristiques peuvent prêter à controverse, dès lors que des assertions, voire des axiomes, tels ceux de la « marchandisation culturelle » ou encore du « voyeurisme sensationnel », sont mis en avant.

ENJEUX ET POTENTIEL D'EXPLOITATION D'UN TOURISME HISTORIQUE ET COMMUNAUTAIRE

Une priorité nationale récente

En préambule, il convient de rappeler certaines statistiques touristiques à l'échelle du pays. Elles insistent sur le poids toujours proéminent de l'Afrique du Sud sur le continent africain, en contrepoint territorial de l'Afrique du nord et ses destinations égyptienne ou tunisienne. Le pays a accueilli 9,1 millions de visiteurs étrangers en 2008 (soit une hausse de 8,3% par rapport à l'année précédente), contribuant à 8,1% du PIB national (*South African Tourism*, 2008). Même s'il importe de rappeler que la majorité des visiteurs étrangers provient de pays limitrophes, en quête d'une aire de chalandise (Lamy-Giner, Guébourg, 2005), l'intérêt des touristes étrangers ultramarins pour ce pays est indéniable et repose sur quelques atouts :

- son riche patrimoine culturel et naturel, l'Afrique du Sud, terre de contrastes, étant « le monde en un seul pays » (communication officielle du SAT).
- le créneau habile sur lequel le pays fonde son activité et qui hybride habilement le dépaysement africain aux facettes anglo-saxonnes modernes et développées.
- son haut niveau de prestations qui repose sur un savoir-faire local et hérité.
- enfin, et de façon plus paradoxale, la politique d'apartheid même (mais particulièrement son abrogation et son aboutissement démocratique) qui a fortement exposé et médiatisé le territoire aux yeux du monde.

À la fois le Livre blanc sur le tourisme (1996), comme le Livre blanc sur le tourisme au KwaZulu-Natal (2008), ont relevé l'importance de l'investissement communautaire au sein de

l'industrie touristique. Cela se justifie par la nécessité de contribuer au fondamental et ambitieux programme de rattrapage socio-spatial des populations brimées par la politique de développement séparé. Les touristes étrangers dépensant 880 rands (80 €) par jour en moyenne durant leur séjour (SAT, 2008), rétribuer le plus possible aux individus sud-africains une fraction de ces devises extérieures devient une partie de l'équation recherchée.

Parallèlement, l'étude de 2005 (DEAT) sur la compétitivité globale de l'industrie du tourisme en Afrique du Sud a souligné un besoin en attractions touristiques culturelles et héritées. Le but à ce niveau est de composer un ferment communautaire presque cathartique lié à l'histoire mouvementée et souvent violente du pays. Le développement touristique entend s'accompagner d'une réhabilitation identitaire, dont la logique renvoie aussi, plus trivialement, à des processus d'acceptation d'un phénomène rapide et mondialisé.

Un potentiel provincial inscrit sur le temps long

Le KwaZulu-Natal constitue la plus peuplée des provinces sud-africaines. Il se situe au nord-est du pays en position frontalière avec divers pays (Lesotho, Swaziland et Mozambique). La région a accueilli 1,4 millions de visiteurs étrangers en 2008 (ce qui fait d'elle la troisième destination nationale), bien que sa clientèle soit essentiellement domestique : il s'agit de la première destination des vacanciers sud-africains en provenance surtout du cœur économique, le Gauteng (SAT, 2008). Son potentiel réside une nouvelle fois dans ses caractéristiques à la fois paysagères et culturelles[1]. Les *Townships tours* (TT) et les *Cultural villages* (CV) émergent comme deux créneaux assez récents de l'activité touristique provinciale. Ils se développent à l'unisson d'autres provinces du pays (Gauteng, Western Cape, Eastern Cape…) mais prennent ici, en relation avec la géo-

[1] On peut citer son liseré côtier, constitué de plages de sable blanc (battues par des vagues réchauffées par le courant des *Aghulas*), ses contreforts montagneux (Drakensberg), ses lagunes (Ste Lucia), ses réserves animalières (Hluhluwe, uMkuze) et enfin ses riches cultures zouloue et indienne. Deux de ses sites (*Isimangaliso Wetland Park* et *uKhahlamba-Drakensberg Park*) sont classés au patrimoine mondial de l'humanité.

histoire régionale intéressée par les influences bantoue, boer, britannique et indienne, un caractère singulier. Tous les deux se trouvent en effet légitimés par un passé riche d'enseignement : l'histoire de la province, s'imbriquant intrinsèquement à celle du pays, est tumultueuse et a, de plus, été abondamment relayée par les grands médias. En conséquence, les *Townships tours* et les *Cultural villages* font écho – et on le verra en un certain sens les précèdent plus d'une fois – aux faits majeurs et aux bifurcations historiques du pays, qu'ils soit pré-coloniaux, coloniaux, apartheid ou encore post-apartheid. On peut en substance distinguer deux périodes :

- La période ante et coloniale a, entre autres, été caractérisée par la prégnance de l'empire zoulou dans la partie septentrionale du pays. Le KwaZulu-Natal se vante de représenter une terre de contacts entre plusieurs communautés ; il a tout particulièrement été un espace de conflits entre divers groupes dans une visée de conquête territoriale, au nombre desquels il faut évoquer le royaume zulu. L'ascendant militaire, politique et territorial que prit cette ethnie Nguni tout au long du 19e siècle amena à parler d'expansionnisme et a érigé le roi Shaka, le « Napoléon noir », en chef de guerre charismatique et sans pitié. Le *Mfecane* – guerre illimitée – qui a touché bien des tribus d'Afrique, à l'initiative des incessantes guerres d'unification, a inspiré une véritable hagiographie. Celle-ci n'a été que peu affectée par le déclin puis la chute de l'empire bantou, sous la charge des fusils et canons coloniaux au début du 20e siècle. Au contraire, il en est resté l'image d'une communauté inaliénable, issue d'un très haut lignage guerrier. Elle s'incarne aujourd'hui dans les commémorations de la bataille de la *Blood River* (1838), opposant les Zulu aux Boers (et marquée pourtant par une victoire de ces derniers) et surtout en celle d'*Insandlawana* en 1879, où le prestigieux empire de la couronne britannique, redouté de par le monde, a été mis en difficulté (Folio, 2007)[2].

[2] Certes les Zoulous sont réputés appartenir à un peuple violent et fier, c'en est devenu une idée reçue (Gervais-Lambony, 2009). Pourtant, celle-ci n'est pas réfutée mais à l'inverse confortée touristiquement de nos jours.

- La période apartheid et post-apartheid se caractérise, au sein de la province comme ailleurs dans le pays, tout d'abord par son cortège de lois strictes dans le cadre de l'institutionnalisation de la politique discriminative en 1948. Plus tard, c'est la lutte qui lui est associée, avec notamment la litanie de violences qui prirent effet dans la province et dans la région de Johannesburg, à l'aube des élections générales de 1994, qui marqua les esprits. Les stigmates de l'apartheid se lisent encore aujourd'hui sur l'espace des villes, dans les townships (ou quartiers ouvriers noirs temporaires, implantés en troisième couronne urbaine), comme dans les camps de squatters (bidonvilles) qui les interpénètrent et/ou les environnent (Folio, 2004). Ils matérialisent les lieux de la désobéissance civile et, par certains aspects, d'une violence, vue de l'extérieur (notamment à la suite de l'embargo international), comme presque légitime. Toutefois, il convient de ne pas occulter le fait que les principaux heurts régionaux, dans les décennies 1980-90, ont en priorité concerné les populations noires des ghettos en interne (bien qu'instrumentalisés par le pouvoir en place) : ils ont en effet suivi le clivage politique opposant l'ANC et l'UDF – partis panafricains de libération alors interdits – au parti nationaliste zoulou *Inkhata*, dirigeant le homeland du *KwaZulu*, ce dernier bénéficiant de l'appui et de la logistique du Parti National afrikaner au pouvoir.

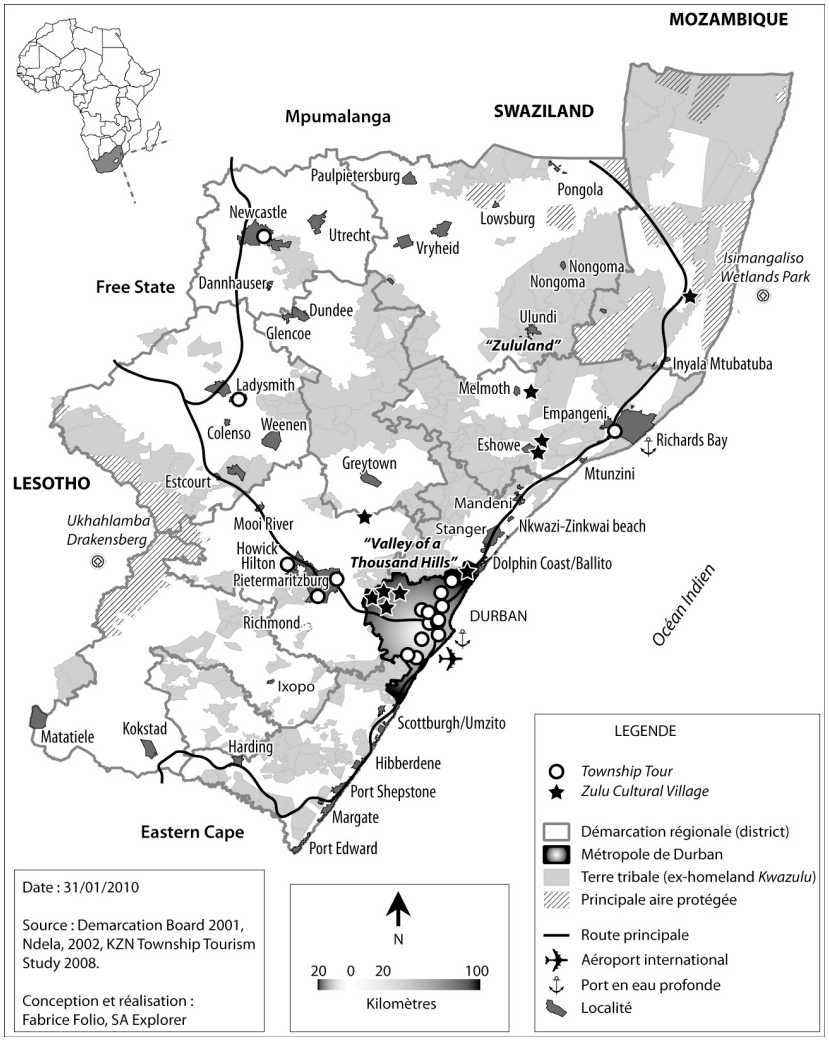
Une offre non négligeable en des espaces stratégiques

Dans ce contexte, ces deux pans de l'histoire du pays, déclinés ensuite à l'échelle des provinces dont le KwaZulu-Natal en est le fer de lance (avec le Gauteng), sont à l'heure actuelle réappropriés à des fins touristiques. Au final, les *Townships tours* et les *Cultural villages* s'apparentent, d'une part, à un tourisme culturel s'articulant sur la composante majoritaire de la population provinciale/nationale. D'autre part, ils mettent en exergue des espaces et communautés ayant enduré les affres de la colonisation (pour les villages culturels) et ceux de la politique d'apartheid (pour les visites des townships).

Les excursions organisées à l'intérieur des townships sont au nombre de 17 au KwaZulu-Natal. En parallèle, on dénombre

pour l'heure 10 attractions en lien avec les villages culturels zoulous. La lecture spatiale urbaine/rurale, a priori évidente quant à leur localisation, est plus complexe qu'il n'y paraît (Figure 1). Si la position géographique des *Townships tours* concerne les ex-quartiers africains des villes provinciales, il faudrait plutôt parler d'une localisation périphérique extrême, où les relations avec les zones villageoises par le biais des aires informelles péri-urbaines puis semi-rurales n'ont jamais vraiment cessé. Au contraire, l'éloignement relatif du cœur des villes, nonobstant des liens fonctionnels étroits, incite à proposer le terme d'infra-urbain. À l'évidence, la localisation des *Cultural villages* pousse davantage à évoquer la ruralité. Sauf que ces différentes prestations, qui visent une clientèle touristique assez aisée et basée en ville (cf. supra), ont opté pour une implantation en zones villageoises non loin des agglomérations (ou en tout cas des axes routiers fréquentés) ; soit une situation que l'on va plutôt qualifier de semi-rurale voire de rurbaine.

Fig. 1 : Province du KwaZulu-Natal : produits touristiques



UN PRODUIT TOURISTIQUE ADAPTE A UNE CLIENTELE SPECIFIQUE

Une communication orientée

Ces produits touristiques occupent une place relativement importante mais non prioritaire dans l'activité régionale. La clientèle cible est en effet avant tout étrangère et ultra-marine. Dans la communication *marketing* diffusée dans les brochures

touristiques ou sur les sites Internet des prestataires, le touriste « occidental », en particulier européen et nord-américain, est interpellé, et ce, même si ce vocable n'est pas directement évoqué. Les raisons en sont évidentes, par delà ce terme éminemment réducteur qui peine à détenir une certaine légitimité, y compris à l'observation du seul niveau de vie[3] : ces parties du monde offrent en fait une certaine conscience de leur histoire en prise avec le continent noir et consécutivement à même d'interpeller plus ou moins directement le touriste[4]. Evidemment, ce n'est pas là la seule justification, le caractère original et culturellement enrichissant de ces tours entrant sans conteste en ligne de compte, mais cela compose un premier élément à ne pas négliger.

Au total, 59% des visiteurs ayant quitté le KwaZulu-Natal par voie aérienne en 2007 déclarent avoir expérimenté une activité liée à la culture, à l'histoire et à l'héritage (SAT, 2008). Cela reste certes inférieur aux pratiques relatives à la vie sauvage (70%), à la balnéarité (73%) ou encore à la vie nocturne ou au *shopping* (plus de 90%). Toutefois, cette part est en progression chez les visiteurs ultramarins, pour qui ces sous-secteurs représentent des activités d'appoint originales lors de leur séjour (source : M W. Tifflin, *Tourism KZN*, 2009).

Nature du produit touristique : des espaces appréhendés aux espaces fantasmés

Les 17 *Townships tours* ont cours prioritairement dans les quartiers périphériques des grandes villes, au premier chef d'entre-elles Durban, qui en regroupe la majorité (10 expériences recensées). La métropole économique est suivie de la capitale administrative, Pietermaritzburg, à 80 km dans

[3] Les touristes asiatiques, de plus en plus consommateurs de biens touristiques, ne seraient-ils pas en effet de nouveaux « orientaux » choyés… ? Préférons ici le terme d'hyper-occident (Allemand, Dagorn, Vilaça, 2005), où se réuniraient des valeurs, dynamiques et comportements spécifiques de notre époque et qui correspondrait aux espaces urbains modernes interreliés, soit l'Archipel Mégalopolitain Mondialisé cher à Oliver Dollfus.

[4] Qu'elle repose sur la traite atlantique ou sur la conférence de Berlin (1884-5) qui entérine l'idée d'une Afrique devant « s'ouvrir à la civilisation », ainsi que, bien entendu, toute la période coloniale et post-coloniale.

l'arrière-pays, ainsi que des villes secondaires de Richards Bay ou de Ladysmith. Ces dernières se situent plus au nord ou dans l'intérieur des terres, le long des Nationales 2 et 3, soit les colonnes vertébrales en forme de T inversé de la province.

Le déroulement du tour s'exécute généralement sur une demi-journée (3-4 heures), plus rarement en journée. Il prend place au sein d'un minibus (avec un maximum de 6 à 8 personnes) voire, pour les structures les plus modestes, en véhicule individuel qui peut aussi être celui du touriste. Le départ se déroule fréquemment, du moins pour les expériences durbanites, depuis le musée *KwaMuhle* en centre-ville, qui est le musée de l'apartheid. Autrement, il a lieu depuis l'office du tourisme ou depuis l'hébergement du visiteur.

Fig. 2 : À gauche, alignement de logements standardisés d'apartheid dans le township de Sobantu (Pietermaritzburg) ; à droite, vente de produits périssables dans le township d'Umlazi à Durban

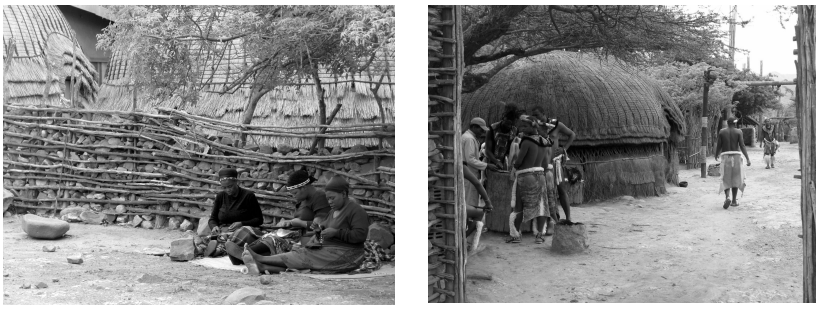
© Fabrice Folio

La traversée du township a ensuite lieu, marquée par l'histoire orale transmise par le guide-chauffeur, très souvent une personne originaire ou vivant toujours localement. La réputation de dangerosité de ces quartiers n'est pas écartée, des consignes de sécurité pouvant être données. Le paysage caractéristique de l'ex-quartier ségrégué apparaît alors en toile de fond, marqué par les alignements des maisonnettes « boîtes d'allumettes » (*matchbox houses*) et l'effervescence des lieux qui tranche avec les autres quartiers des villes sud-africaines (Figure 2). Des arrêts sont prévus, durant lesquels le visiteur est invité à ressentir l'atmosphère vibrante du township et à interagir avec les résidents : ce peut être les boutiques de

proximité (*spaza*) qu'environnent des étals chamarrés de commerce informel, les tavernes ou *sheebens* (bars clandestins de vente d'alcool sans licence, bannie sous l'apartheid), parfois encore une école primaire ou un *hostel* (logement collectif ouvrier masculin), voire la traversée d'un camp de squatters et ses *shacks* ou *slums* (taudis) imbriqués. Un déjeuner peut être proposé sur la place centrale du township (*braai* ou barbecue), parfois même chez la famille du guide.

Au nombre de 10 prestations officielles dans la province, la plupart des *Cultural villages* se situent dans la périphérie de Durban pour moitié (*Valley of a Thousand Hills*) et dans la sous-région Nord-Est, cœur du « Zululand », pour l'autre[5]. Cependant, à ce niveau encore, ce sont bel et bien les périphéries des localités d'Empangeni, de Hluhluwe ou d'Eshowe qui sont les plus concernées, où se rassemblent la majeure partie des équipements touristiques.

Fig. 3 : Shakaland cultural village dans la partie nord du KwaZulu-Natal près de la localité d'Eshowe



© Fabrice Folio

Le déroulement du tour s'effectue de façon quelque peu différente de celui du *Township tour*. Le touriste vient de lui-même dans le village (*umuzi*) ou s'y fait amener par un tour-opérateur, le plus souvent en bus. Les « prestations » se déroulent de façon continue à heure fixe, passant en revue une culture zouloue traditionnelle quasi-immuable, au faîte de sa puissance. Les us et coutumes tribaux sont valorisés avec,

5 Il s'agit d'une contrée historique car lieu d'implantation des tribus Ngunis bantoues puis, successivement, de la royauté zouloue, des terres tribales coloniales et enfin de l'ex-bantoustan (Etat « ethnique ») *Kwazulu*.

parsemant les moments forts du tour, la possibilité de cheminer dans le village et d'y expérimenter son quotidien fait de personnages hauts en couleur, vêtus d'habits d'apparat et vaquant à leurs occupations : les hommes amènent ainsi les animaux jusqu'au *kraal* (enclos) tandis que les femmes œuvrent dans la vannerie ou le tissage à même le sol (Figure 3). Les produits d'artisanat sont offerts à la vente, non loin d'échoppes officielles proposant un éventail plus large d'articles. Les spectacles rompent cette visite nonchalante en proposant au visiteur des cérémonies de danse guerrière (*ingoma*), l'apprentissage de la confection de la bière zouloue ou encore un enseignement des rites et magies via une entrevue avec une *sangoma* (guérisseuse) puis une *inyanga* (herboriste). Un déjeuner est par la suite servi au restaurant proche (parfois préparé par les membres communautaires) et conclut la demi-journée de visite.

Comparatif et regard critique : des prestations distinctes devenues controversées

Une distinction majeure sépare ces deux segments touristiques : l'un est réel, les *Townships tours* – le seul acteur touristique étant *a priori* le guide-chauffeur –, l'autre des représentations reconstituant la vie d'autrefois, avec des acteurs recrutés et rémunérés (*Cultural villages*). Prend place un phénomène de (ré)exaltation de cultures indigènes surannées d'un côté, face à une réouverture d'espaces urbains ségrégués, représentant toujours des lieux de vie pour une large partie de la population sud-africaine, de l'autre.

Pourtant, tous deux prêtent le flanc à la critique de nos jours. Au nombre des griefs prêtés aux villages culturels dans la littérature scientifique, on accentue sur le fait que : les *Cultural villages* ramènent les communautés à des biens consommables (Bester & Buntman, 1999, Jeuwsen, 1996) ; ces sites présentent les pratiques culturelles de manière superficielle et a-historique, c'est-à-dire fixée dans le temps (Marshall, 2003) ; enfin, ils véhiculent des images générées par le désir occidental d'exotisme et la représentation de l'Autre primitif (Tomaselli, 2001, Hall, 1997). Les *Cultural villages* seraient en somme, selon la formulation de Jeuwsen (1996), l'expression d'une marchan

disation culturelle que beaucoup n'hésitent d'ailleurs plus à rapprocher d'une « McDysnelisation » de la culture zouloue (Ritzer & Liska, 1997).

Les tours de *townships* ne sont pas moins avares de critiques. À n'en pas douter, c'est l'effet zoo (ou effet « réserve naturelle » pour davantage rester dans le ton du pays) qui est exhibé. Le voyeurisme que ce type de tour suscite, à l'abri des vitres fumées des minibus climatisés et à l'insu des habitants rencontrés, est fréquemment dénoncé – même si c'est parfois sur le ton de l'ironie – dans les médias sud-africains et au plan académique (Holliger, 2005, cf. planches satyriques de *Madam & Eve* dans les grands journaux). Surtout, il pérennise conjointement un ordre social différencié et inégalitaire. Pour être plus précis, il est critiqué une certaine condescendance étrangère à venir épier la pauvreté d'un pays dans le cadre d'un bien de consommation. D'autant que cet aspect est augmenté, pour l'Afrique du Sud, du ressort criminel, qui induit sur place une excitation pour le moins incongrue[6].

À l'espace touristique exotique et fantasmé d'un côté, se distingue un espace touristique sensationnel et appréhendé de l'autre. Cependant, il nous faut tenter de dépasser ces visions sans doute trop simplistes et analyser plus finement ces produits touristiques. Quelques questionnements nous semblent importants : quel est le degré d'authenticité de ces prestations ? Attirent-elles de façon semblable les touristes ? Quelles sont leurs répercussions locales et apportent-elles une véritable valeur ajoutée socio-économique interne ?

---

[6] Ce dernier point entre en résonance avec une certaine théorisation du phénomène dans les médias français, le site *Slate.fr* ayant récemment consacré un article à ces nouvelles formes de « tourisme de choc », énumérant les expériences dans la favela de Rocinha à Rio, le bidonville de Dharavi à Bombay (ou sur un autre registre Tchernobyl en Ukraine : http://www.slate.fr/story/13525/le-tourisme-catastrophe-bresil-est-un-sport-de-combat).

UNE INTERPRETATION A L'AUNE DE QUELQUES CRITERES : AUTHENTICITE/DYNAMIQUE CULTURELLE, VIABILITE ECONOMIQUE ET PARTICIPATION LOCALE

Les prestations codifiées et de qualité des *Cultural villages*

Le concept d'authenticité est tout d'abord à préciser concernant les *Cultural villages*, dans le sens où la totalité des tours recensés dans la province mettent en avant cette caractéristique phare (*Izintaba Experience True Zulu Culture*, *Isithumba Experience Authentic Zulu Culture*, *Ecabazini Authentic Zulu Living Homestead*…). Dans l'esprit de beaucoup de personnes (et pas seulement des touristes), S. Marschall (2003) soutient que l'authenticité est usuellement comprise comme synonyme de « traditionnel », ou du moins ce qui est historiquement supposé comme étant une représentation avérée de la culture avant sa contamination et sa destruction graduelle liée à sa confrontation avec l'Ouest ; cela sous-entend une notion essentialiste de la culture comme pure, figée dans le temps et non contaminée par les traces d'une influence extérieure : les villages culturels incarneraient une vision statique de la culture zouloue, un moment de son passé décortiqué, parfois jusqu'à la caricature.

C'est à ce niveau que la principale critique pointe quant au caractère pédagogique dont se targue presque toujours ce type de tour : il ferait la part belle aux stéréotypes occidentaux[7]. Pour résumer, il dépeint un continent exotique peuplé de gens primitifs mais de bonne nature, dont le répertoire décline à la suite autant de facettes tenant aux habitudes alimentaires, à la force physique, à la sexualité ou à la tenue vestimentaire (Wells, 2000). Aussi, quand le *marketing* touristique du village culturel, par le biais entre autres des prospectus, promet au visiteur une expérience authentique au sein de la culture zouloue, cela

[7] À ce stade, il convient de rappeler que le stéréotype est une vision tronquée de la réalité ; il n'est pas toujours négatif ou dévalorisant et pas toujours intégralement faux. Ce sont en fait des caractérisations sommaires, des jugements sans examen sur les gens ou sur les faits ; ils sont populaires parce que, précisément, ils rendent aisées une catégorisation simple à comprendre et une perception non complexe de la réalité (Perkins, 1979).

signifie surtout que le touriste peut s'attendre à voir l'Afrique telle qu'il se la représente ou qu'il se l'est toujours imaginée. Il paierait en réalité pour voir se confirmer sur place un florilège d'idées préconçues (Wang, 2001, Craik, 1997). Sur un plan strictement pragmatique, on pourra, il est vrai, arguer que ces prestations ne font que cibler les attentes des visiteurs. De même, elles ne sont pas les seules à (sur)décrire un pan d'une culture et tendre par ce biais et incidemment, à le généraliser à tout un peuple : des expériences similaires existent ailleurs dans les pays en développement ou émergents (Inde, Kenya, Papouasie-Nouvelle-Guinée…).

Mais, de manière plus pertinente, il s'avère que les motivations des visiteurs méritent sans doute d'être affinées[8]. Au sein de cultures africaines largement orales, ces tours n'aspirent-ils pas à représenter un point d'ancrage pour expliciter des faits du passé mal ou méconnus ? D'autant que l'appropriation identitaire tend par la suite à se consolider, ce qui prend un sens tout particulier en ce pays. Pour Hewisson (1987), la revivification des faits anciens, populaire à l'heure actuelle, en Europe, aux Etats-Unis et dans d'autres parties du monde, renvoie à l'idée que le passé semble un endroit plus agréable où être, face à ce qui est perçu comme le déclin contemporain (en lien avec le phénomène de mondialisation et le brouillage des repères identitaires). Mais, ce sentiment peut entrer en résonance avec les Sud-Africains mêmes. En effet, beaucoup d'individus appartenant à la communauté noire tendent à être attirés par des représentations stéréotypées de leur propre

[8] Ndela (2002) opère par exemple une distinction entre les nombreux touristes américains, majoritairement Afro-Américains, et les visiteurs européens. Pour les premiers, un retour aux sources est recherché. Le *Cultural village* offre l'opportunité de ressentir ce dont on a pu, il est vrai sans doute ailleurs sur le continent, leur arracher. Il autorise ainsi la (ré)appropriation d'une partie de leurs racines. Pour les seconds, le motif de l'exotisme, mais aussi d'une certaine gravité, forgés autour d'un imaginaire africain façonné par l'histoire précoloniale et la colonisation, sont avancés. En plus de procurer une échappatoire face à un quotidien rythmé par la modernité et l'anxiété, la redécouverte d'une culture originelle, dont on a communément intégré le fait qu'elle était affectée plus ou moins fortement par l'Etat-Nation européen, est attendue en creux ; il en ressort parfois une satisfaction de réhabilitation ethnographique, associée même à un sentiment de repentance.

culture (Ndela, 2002) : cela est en accord avec la notion romantique d'une période ante-coloniale où les Africains n'étaient pas des victimes, avaient le pouvoir et le contrôle de leur propre système de valeurs.

Il faut par ailleurs mentionner le fait que la viabilité économique des villages culturels est affirmée, meilleure que celle des *Townships tours*. Les touristes se comptent ici par milliers et ce segment est devenu une véritable industrie (en comparaison le *Township tour* d'Umlazi accueille 150 visiteurs chaque année, celui de Sobantu 60[9]). Ces produits confortent l'image mentale du visiteur et proposent des prestations de qualité. Les villages culturels appartiennent en fait à des opérateurs touristiques réputés qui sont souvent des chaînes hôtelières : *Shakaland* appartient à la chaîne Protea Hotel, *Inzintaba* au Rob Roy Hotel ; un autre village très prisé, *Phezulu*, appartient lui à la chaîne de casino Sibaya. Par conséquent, le couple suivant est quasi-omniprésent : le village, qu'il soit vrai (dans le cas de *Nanoti* ou d'*Inzintaba*), ou reconstitué (c'est le cas de *Shakaland*, ancien lieu de tournage du téléfilm *Shaka Zulu* en 1984), est associé aux *rondavels* ou huttes servant à l'hébergement, ainsi qu'au restaurant gastronomique de l'hôtel quatre étoiles adjacent. À n'en pas douter, cela induit sur le terrain un contraste paysager notable, qu'accompagne un côté quelque peu surfait, voire anachronique, du bâti (matériaux récents imitant ceux traditionnels, éclairage électrique, réseau d'assainissement, *curio shops*…). Mais l'ensemble est complètement assumé, car devant fonctionner avec des touristes requérant des hauts standards de qualité et de confort.

Pour finir, la participation/contribution locale des villages culturels reste assez mineure (même si cela a indéniablement le mérite d'exister). Elle se résume aux employés et acteurs des spectacles (qui attendent beaucoup des pourboires), bien qu'il faille faire attention aux généralisations : des expériences (à *Ecabazini* ou *Nanoti*) davantage autonomes existent, appropriées par une communauté ayant latitude sur la scénarisation du tour. Pour autant, il faut préciser que ce ne sont pas celles qui attirent le plus de visiteurs, pour la simple raison qu'elles

9 Entretiens avec Mark Mgobhozi (*Meluleki Tours*) et Nhlanhla Mthembu (*Sobantu Tour*) en octobre 2009.

restent moins visibles et vendues par les opérateurs renommés (Marschall, 2003).

Les *Townhips tours* ou les balbutiements d'une prestation sans égale

Les *Townships tours* s'appuient, nous l'avons évoqué, sur le couple admiration-répulsion pour populariser leur produit. Cela n'est généralement pas évoqué en ces termes, l'intérêt culturel est évidemment mis en avant par les prestataires. Officiellement, ils permettent de comprendre de façon tangible, en le lisant dans le paysage, ce qu'ont été et ce que sont encore les stigmates de l'apartheid urbain pour une majorité d'individus. Mais derrière cette immersion pédagogique, une fascination toute particulière se tisse autour de la visite de ces espaces lointains, peu visibles et à la réputation affirmée (Kwamashu, eSikhawini…). Epicentres de la lutte contre l'apartheid, les *townships* ont aujourd'hui l'image tenace de compter parmi les aires les plus dangereuses des villes sud-africaines. Si cela demande à être nuancé (les espaces centraux le sont tout autant et ce sont souvent certains secteurs des *townships* qui sont concernés), il n'en reste pas moins qu'ils demeurent les quartiers les plus démunis, là également où le chômage et les activités interlopes sont les plus enracinés. Le touriste a alors conscience d'approcher une expérience unique, didactique et à sensations, où les doutes quant à l'authenticité ne l'assaillent plus. Si cette dernière est bien entendu avérée (nous sommes tout simplement ici dans les principaux quartiers des villes sud-africaines, en effectif de population), il demeure que les circuits sélectionnés par les opérateurs ne représentent qu'une portion finalement assez congrue du paysage de ces espaces[10].

La dynamique culturelle est également un état de fait, le quartier étant présenté tel qu'il est et surtout tel qu'il a pu évoluer sous l'apartheid[11] et depuis son abrogation : équi-

[10] Ils peuvent de la sorte être identiques d'un tour à l'autre, mais aussi être fléchés et sécurisés, certains locaux étant même parfois prévenus du passage des visiteurs.

[11] Par exemple à travers l'érection de bidonvilles, de *backyard shacks* – logements de fortune d'arrière-cour – ou encore via les maisons ouvrières standardisées, agrandies au fil du temps.

pements et services publics mis en place, construction de logements sociaux, apparition de quartiers aisés… Il convient toutefois de distinguer les tours résolument ancrés sur le legs d'apartheid et ceux montrant davantage les *townships* en évolution et en développement depuis 1994. L'hétérogénéité ambiante est alors de mise, plus qu'un sentiment misérabiliste.

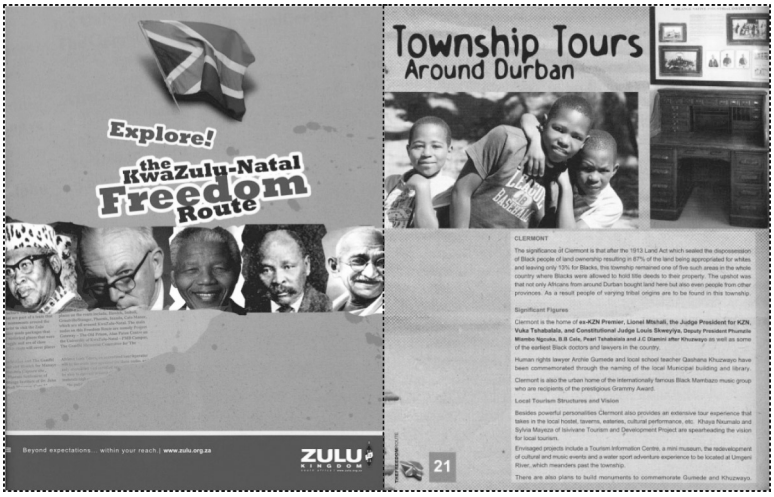
En revanche, la viabilité économique des *Townships tours* est, au KwaZulu-Natal, moins affirmée que celle des villages culturels. Il faut dire que les équipements relevés ne sont plus les mêmes ; en dehors du minibus équipé, le touriste ne se voit pas proposer des prestations auxquelles il pourrait être habitué, tant dans la restauration, le choix de l'artisanat proposé ou simplement la mise à disposition de toilettes publiques (Vaughan, 1999). Mais, l'expérience est sans doute ailleurs et oblige le visiteur à s'adapter. Il faut par exemple relativiser ce point par le fait qu'en d'autres sites, notamment à Soweto le plus grand *township* de Johannesburg (et du pays), les *Townships tours* rencontrent un vif succès. On saisit à ce moment que ce qui fait réellement la différence est la notoriété associée à cet espace. Soweto illustre la lutte contre l'apartheid[12]. Son excursion propose en outre la visite de la maison de Nelson Mandela qui incarne un *must see*. Les *Townships tours* du KwaZulu-Natal manquent à cet effet de « figures iconiques » pour les personnaliser idéalement et identiquement ; en parallèle, les *Cultural villages* provinciaux en disposent : les Zoulous internationalement connus et les très idéalisés rois Shaka, Dingane ou Cetshwayo.

Or, l'unicité historique du KwaZulu-Natal en ce domaine est indéniable et gagne à être valorisée. C'est dans la province qu'ont vu le jour les premières *locations* ayant préfiguré l'apartheid urbain ; de même, le *togt*, ancêtre du laisser-passer pour les ouvriers noirs en ville, est apparu localement ; les premières réserves africaines antérieures aux bantoustans sont aussi nées ici (ce qui pourrait au passage être valorisé à la fois par les *Townships tours* comme par les *Cultural villages* implantés en zones tribales). Pour finir les figures iconiques ne manquent pas

[12] En particulier au travers de la marche des écoliers s'opposant à l'apprentissage de l'afrikaans en 1976, dépeinte dans le roman d'André Brink : *Une saison blanche et sèche*.

au plan régional. On peut citer Albert Luthuli, fondateur de l'ANC et premier prix Nobel de la paix sud-africain en 1960, originaire de cette région, ou encore Gandhi, dont le combat pour les siens, organisé autour du *Satyagraha* (résistance passive), s'est forgé après son éviction forcée d'un train en marche à Pietermaritzburg en 1893 ; son journal *The Opinion* fut édité à *Phoenix Settlement* à Durban, explicité aujourd'hui dans la *Inanda Heritage Route*.

Fig. 4 : page de couverture du « KwaZulu-Natal Freedom Route » proposée par l'organisme provincial Zulu Kingdom



C'est dans cet esprit que les autorités provinciales ont lancé récemment la *Freedom Route* (Figure 4) : elle propose à présent au touriste des visites de sites offrant une expérience variée et multiculturelle, péri-urbaine comme urbaine, dotée aussi de davantage d'interactivité.

CONCLUSION

Townships tours et *Cultural villages* sont des produits à présent installés dans le paysage du KwaZulu-Natal, étoffant son offre touristique. Leur originalité est de réaffirmer des épisodes forts, décalés dans le temps et parfois occultés, d'une histoire nationale brutale. Qui plus est, ils mettent en avant la

composante majoritaire de la population sud-africaine, laissant *de facto* au visiteur une impression de juste retour des choses. Par delà les questionnements sur l'authenticité, la dynamique culturelle ou encore le volet sociétal, on comprend surtout que ces prestations doivent être rentables pour se pérenniser et ainsi être en adéquation avec les demandes exigeantes des visiteurs. Craik (1997) soutient que bien que les touristes croient désirer l'authenticité (et nous rajouterons de plus en plus les émotions fortes), la plupart d'entre eux visent en fait quelques degrés d'une expérience négociée au sein de la bulle touristique, soit un environnement ludique mais scénarisé, à sensations mais contrôlé.

Il reste que le potentiel culturel et socio-économique des *Townships tours* est à notre sens indéniable au KwaZulu-Natal, bien qu'encore inexploité. Au préalable, il convient de dépasser le débat éthique quant au voyeurisme malsain : au motif de quoi devrions-nous culpabiliser des visiteurs qui exprimeraient un intérêt pédagogique et finalement très humain pour la face économiquement pauvre mais culturellement intense de ce pays, le stigmatisant comme un être au comportement sordide ?[13] En premier lieu, là où les *Cultural villages* fonctionnent quelque peu en vase clos et tentent avec plus ou moins de succès de s'ouvrir aux communautés villageoises adjacentes[14], le développement touristique, au cœur de bassins de vie aux vastes défis, peut conduire à l'établissement d'aménagements structurants, en lien avec les élus locaux, le monde associatif et les ONG ; par effet de gamme, il pourrait également tirer des filières qui lui sont liées (restauration, commerce, artisanat, services…). En second lieu, concernant la participation communautaire, il faut certes rester prudent au sens où le nombre d'emplois que peuvent générer les *Cultural villages* est pour l'heure sans doute plus important que ce que peuvent offrir les *Townships tours.* Cependant, il faut préciser qu'elle est meilleure en cette province que notamment dans le Gauteng, où le secteur

[13] Des enquêtes approfondies manquent à l'appel, mais le profil-type des visiteurs s'adonnant à ces prestations n'existe sans doute pas et pourrait en réalité surprendre de part les très diverses motivations inhérentes.

[14] *Shakaland* et *PheZulu* proposent une visite « réelle » des communautés alentours aux visiteurs qui résident dans l'enclave touristique, en concurrence avec des ateliers de travaux manuels ou des spectacles de danse.

reste maintenu par des opérateurs exogènes à la vie locale (*KZN Township Tourism Study*, 2008). Au KwaZulu-Natal, on retrouve le plus souvent de petites structures, parties de la base à l'initiative de passionnés de la vie de leur *township*. Ces derniers se sont ensuite rapprochés des organismes touristiques provinciaux pour obtenir leur accréditation[15]. À n'en pas douter, cette démarche va dans le sens de la politique gouvernementale du *Black empowerment*, visant activement à l'émergence et la consolidation d'un entreprenariat noir en ce pays.

BIBLIOGRAPHIE

BESTER R. & BUNTMAN B., « Bushman(ia) and photographic intervention », *African Arts*, 32 (4), 1999, p. 50-59.

DACT, 2008, « White Paper on the Development and Promotion of Tourism in KwaZulu-Natal », Government of KwaZulu-Natal, Department of Arts, Culture and Tourism.

FOLIO F., « Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) », *EspacesTemps.net*, 2007, Textuel, 01.09.2007 : http://espacestemps.net/document3191.html

FOLIO F., « Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davies », *L'Information géographique*, Vol. 68, n° 4, 2004, p. 320-339.

GERVAIS-LAMBONY P., *L'Afrique du Sud*, coll. « Idées reçues », Le Cavalier Bleu, 2009, 127 p.

HALL S., *Representation, cultural representation and signifying practices*, London, Thousand Oaks, 1997.

HEWISON R., *The Heritage industry : Britain in a climate of decline*, London, Methuen, 1987.

HOLLIGER J., « Quelles possibilités de développement afin de combler les fossés entre populations sud-africaines ?», Diplôme de Gestionnaire en Tourisme de l'Ecole Suisse de Tourisme de Sierre, 2005.

JEUWSEN B., « Cultural Tourism in Eastern Bushmaland », *Notes on a Fieldrip Graduate Programme in Cultural and Media studies*, University of Natal, Durban, 1996.

KwaZulu-Natal Township Tourism Study, Zulu Kingdom, 2008, 69 p.

LAMY-GINER M.-A., GUÉBOURG J-L., « Le tourisme international en Afrique du Sud », *Cybergeo*, Espace, Société, Territoire, article 331, 2005, mis en ligne le 12 décembre 2005.

MARSCHALL S., « Mind the difference : a comparative analysis of Zulu cultural villages in KwaZulu-Natal », Southern African Humanities, Vol. 15, Pietermaritzburg, 2003, p. 109-127.

[15] Entretien avec Wayne Tifflin, de l'office du tourisme de Durban (octobre 2009).

NDELA N. F., *Representations of Zulu Cultural Identity in cultural tourism : a case study of Izintaba Zulu Cultural Village*, University of Natal, Durban, 2002.

PERKINS T. E., « Rethinking stereotypes », Ideology and cultural production, Barrett, M., Corrigan, P., Kuhn, A. & Wolff, J. eds, London, Croom Helm, 1979, p. 135-159.

RITZER G. & LISKA A., « "McDisneyization" and "post-tourism" : complementary perspectives on contempory tourism », *Tourism cultures : transformations of travel and theory*, Rojek, C. & Urry, J. eds, London, Routledge, 1997, p. 96-109.

Statistic of our Tourism Sector, Zulu Kingdom, 2008.

TOMASELLI K. G., « The semiotics of anthropological authenticity: how cultures change to fit their media image », *Journal of Natal and Zulu History*, 19, 2001, p. 63-73.

WELLS H., « A critical reflection on cultural tourism in Africa: the power of European imagery », Paper read at the ATLAS Conference : *Cultural tourism in Africa: strategies for the new millennium*, Mombasa, Kenya, 2000, 14-16 December 2000.

VAUGHAM A. & all, « Inanda Tourism Development Business Plan », McIntosh Xaba and Associates, 1999.

WANG C., *Is Pro-poor Tourism viable ? Cultural Tourism as sustainable Development in Zulu and Bushman Communities*. Master's Project, University of Natal, Graduate Program in Cultural and Media studies, 2001.

EchoGéo
Sur le Vif | 2010

Les *Township tours* au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme

Fabrice Folio

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/echogeo/12243
DOI : 10.4000/echogeo.12243
ISSN : 1963-1197

Éditeur
Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Ce document vous est offert par Bibliothèques de l'Université de La Réunion

Référence électronique
Fabrice Folio, « Les *Township tours* au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 09 décembre 2010, consulté le 11 février 2021. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/12243 ; DOI : https://doi.org/10.4000/echogeo.12243

Ce document a été généré automatiquement le 11 février 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Les Township tours *au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme*

Fabrice Folio

1 La notoriété touristique de l'Afrique du Sud, en qualité de destination majeure sur le continent africain, est aujourd'hui reconnue. Le pays fonde son activité sur le niveau et la diversité de ses prestations, qui puise à la fois dans ses ressources naturelles et dans sa matière culturelle (Folio, Derroisne, 2010). De la nation arc-en-ciel, viennent initialement à l'esprit les parcs animaliers du Pilanesberg, du Kalahari Gemsbok ou du Kruger (aujourd'hui situé dans le *Limpopo Transfrontier Park*) ; sont aussi communément cités les sites impressionnants du Cap de Bonne Espérance, du Drakensberg et de Blyde Canyon. La richesse culturelle du pays, où s'identifient maintes ethnies bantoues, des marchés indiens, une route des vins dans « le coin des Français » et un carnaval Malais, confine pareillement à un bel éclectisme : terre de contacts, l'Afrique du Sud a généré, souvent en l'imposant, des identités multiples aux projections territoriales complexes, forgées au cours d'une histoire agitée (Gervais-Lambony, 2001). En ce domaine, des processus de réappropriation identitaire, à finalité économique, sont à l'œuvre à l'heure actuelle (Marschall, 2005). Un type de tourisme original, au caractère pédagogique et authentique, connaît un bel engouement : les *Township tours*. Encouragés aux divers échelons administratifs, ils composent un segment touristique (infra)-urbain sans égal. Qui plus est, ils se doublent d'une visée interne en réhabilitant des richesses communautaires longtemps spoliées. En somme, le processus assume un épisode médiatisé de l'histoire du pays, l'apartheid urbain, tout en tentant d'inverser, bon gré mal gré, l'image répulsive qui lui est associée. L'attirance pour les *townships* puise-t-elle dans une soif de connaissance pour la discrimination raciale institutionnalisée et la mise à bas d'une politique inique ? Ou serait-ce plutôt la réputation de dangerosité, de pauvreté et « d'informalité » (Rolfes & all, 2009), accolée à ces quartiers, qui agirait paradoxalement comme un produit d'appel ?

2 Nous tenterons d'analyser le phénomène de mise en tourisme d'une prestation très spécifique, dont les enjeux n'ont d'égal que les appréciations tranchées qu'elle peut susciter. La controverse autour de cette attraction existe en effet, elle s'arrime au tourisme dit « sombre » ou « de pauvreté », qui laisse parfois place aux griefs portant sur un effet « zoo humain », voire sur un « voyeurisme à sensations ». Nous prendrons pour cadre de référence une province qui tient une place importante dans la construction historique du pays (Folio, 2007), à savoir le KwaZulu-Natal. Cette dernière-ci offre un potentiel de (re)découverte adapté à ce type de produit touristique. Il s'agira de voir comment cette province, confrontée aux ambiguïtés que sous-tend cette prestation et face à une concurrence rude de la part de sites placés sur le même créneau (tels que Soweto), tente aujourd'hui de se resituer en jouant d'une carte multiculturelle, connotée positivement et portée par des icônes.

Afrique du Sud : une histoire torturée réappropriée à des fins touristiques

Tourisme, tourisme communautaire et devoir de mémoire

3 Au préalable, il est intéressant de rappeler certaines statistiques touristiques concernant la nation arc-en-ciel. Elles insistent sur le poids prééminent de l'Afrique du Sud sur le continent africain, en contrepoint géographique de l'Afrique du nord et ses destinations égyptienne ou tunisienne. En 2008, le pays a accueilli 9,1 millions de visiteurs étrangers, soit une hausse de 8,3% par rapport à l'année précédente (SAT, 2008). Il importe cependant de rappeler que la majorité de ces touristes proviennent des pays limitrophes, gagnant l'aire de chalandise d'un Etat émergent (Lamy-Giner, Guebourg, 2005) ; les principaux voyageurs étrangers arpentant l'Afrique du Sud sont issus du Swaziland, du Lesotho ou du Zimbabwe. Toutefois, l'intérêt des touristes ultramarins pour ce pays est indéniable, en particulier les populations européennes (au sein desquelles les Britanniques, Allemands, Hollandais et Français), sans oublier les ressortissants Nord-américains. Outre des liens historiques indéfectibles (pour Anglais et Néerlandais), ce tropisme s'appuie sur quelques atouts réels :

- Le riche patrimoine culturel et naturel de l'Afrique du Sud, terre de contrastes, vantée comme « le monde en un seul pays » (communication du *South African Tourism*).
- Le créneau habile sur lequel elle fonde son activité et qui hybride, avec un certain succès, le dépaysement africain aux facettes occidentales modernes et développées.
- Son rang de puissance économique africaine et le haut niveau d'infrastructures touristiques reposant sur un savoir-faire local, imputable en partie au legs britannique.
- Enfin et de façon plus paradoxale, la politique d'apartheid même (mais plus particulièrement son abrogation et son aboutissement démocratique) qui a fortement exposé le territoire aux regards du monde.

4 Le Livre blanc sur le tourisme (1996) et, au rang provincial le Livre blanc sur le tourisme au KwaZulu-Natal (2008), ont tous deux souligné les enjeux contemporains de l'investissement communautaire au sein de l'industrie touristique sud-africaine. Y est notamment évoquée la nécessité de contribuer à la stratégie de rattrapage socio-spatial des populations discriminées par la politique de développement séparé. Pour bien le comprendre, rappelons simplement ici deux indicateurs : l'Afrique du Sud est un des Etats les plus inégalitaires au monde ; son coefficient de Gini atteint 0,578, ce qui le situe entre

le Brésil et la Colombie ou la Sierra Léone (*United Nations Development Programme*, 2007-2008). En dépit des politiques de discrimination positive (*Affirmative Action*), la ségrégation raciale historique a laissé place à une stratification socio-spatiale héritée en même temps que se complexifiant. Par ailleurs, les touristes internationaux contribuent à 8,1% du PIB national et dépensent 880 rands (soit environ 80 €), par jour en moyenne, durant leur séjour en ce pays (SAT, 2008). Par voie de conséquence, une partie de l'équation recherchée par les décideurs consiste à faire en sorte que les Sud-Africains dans le besoin puissent au mieux accéder à une fraction de cette manne des devises extérieures.

5 En parallèle, l'étude de 2005 (DEAT) sur la compétitivité globale de l'industrie du tourisme en Afrique du Sud a souligné l'intérêt pour les attractions touristiques culturelles et héritées. La fascination (voire l'obsession) du pays pour tout ce concerne la célébration et la marchandisation de « l'héritage » (Marschall, 2005) peut se justifier par deux aspects : outre le fait que le tourisme soit devenu la panacée économique, il y a aussi la volonté d'instruire un ferment communautaire national. Le devoir de mémoire est clairement mis en avant, comme un sentiment de revanche sur l'histoire, allié à un vœu de rédemption et de projection vers l'avenir.

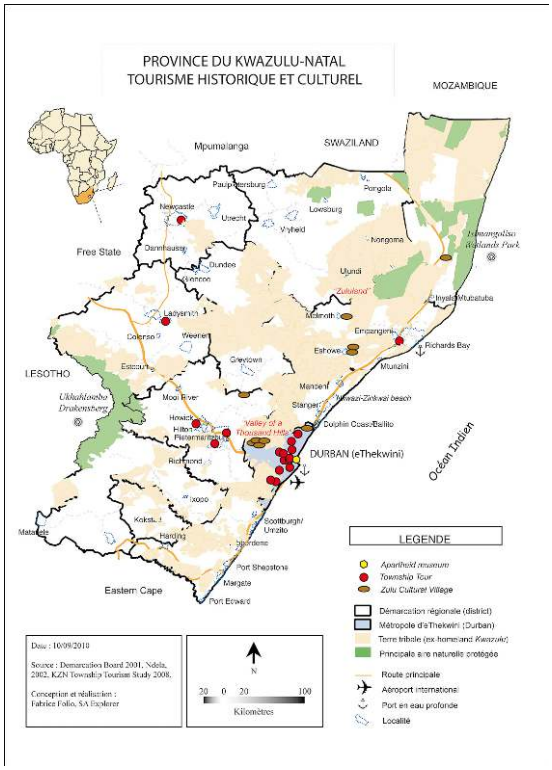
Des bornes historiques

6 Les *Township tours*, comme peut l'être également la découverte des villages traditionnels « ethniques » (Folio, 2010) ou encore la visite des musées d'apartheid, s'apparentent à autant de produits touristiques personnifiant, depuis quelques années, cette tendance à jouer sur la fibre culturelle, historique et identitaire. Ils émergent comme des niches d'une activité nationale se diversifiant. Spatialement, ils restent surtout représentés dans les principales provinces du pays (Gauteng, Western Cape, à degré moindre KwaZulu-Natal et Eastern Cape). Ces attractions prennent appui sur la riche géohistoire nationale, parée de ses héritages san, bantou, boer/afrikaner, britannique ou indien. Elles sont en effet légitimées par un arrière-plan historique dense : le passé sud-africain est tumultueux et a été abondamment relayé par les grands médias internationaux. En conséquence, aux yeux des visiteurs, ces segments ont vocation à incarner une sorte de miroir des hauts-faits et des bifurcations historiques de l'Afrique du Sud, qu'ils soient précoloniaux, coloniaux, d'apartheid ou post-apartheid. Un pan de l'histoire du pays est particulièrement restitué : l'apartheid.

7 Cette période se caractérise, de façon générale dans le pays, en premier lieu par la promulgation, en 1948, de la politique ségrégative à l'encontre des non-Blancs (qui, il faut le rappeler, forme un prolongement uniforme d'un panel de lois discriminantes apparues depuis le début du siècle). La lutte qui lui fut associée, sans oublier la litanie de violences qui prit effet à l'aube des élections générales de 1994 (au KwaZulu-Natal comme dans la région de Johannesburg) marqua l'opinion internationale. Les stigmates de l'apartheid se lisent encore aujourd'hui dans l'espace urbain ; ils ont pour cadre territorial les « townships » noirs (ces ex-quartiers ouvriers implantés en troisième couronne des villes), ainsi que les aires d'habitat informel qui les interpénètrent et/ou les entourent (Folio, 2004). Ceux-ci matérialisent les lieux célèbres de la désobéissance civile et, par certains aspects, d'une violence, à tout le moins vue de l'extérieur, comme presque légitime[1].

8 Cette phase historique, centrée sur les populations de couleur (en particulier noires), est depuis une quinzaine d'années associée au projet national de la diversification touristique à usage interne et externe. Plus largement, lorsque l'on parle de formes de tourisme hérité et ethnique (pour ne pas dire racial) en Afrique du Sud, il faut d'abord avoir à l'esprit que ces prestations s'inscrivent dans l'émergence récente et universelle de segments liés à de nouvelles attentes – la quête de l'unique, du différent –, qu'ils soient responsables, d'aventure, soutenables ou de mieux-être (Poon, 1993). Pour le pays, il faut ensuite prendre en considération le désir de vendre une histoire nationale connue et (ré)assumée, induisant un tourisme quasi-cathartique et décomplexé. Sur le terrain, cela prend concrètement la forme de circuits urbains dans les townships ou encore de visites de villages, par exemple zoulous, en monde rural (Dondolo, 2001). Tout deux répondent à des bornes historiques séquencées (l'apartheid et antérieurement la période coloniale). A cela, nous ajouterons l'accent mis sur les musées dits d'apartheid (*KwaMuhle* dans la province), lesquels sont venus étoffer une offre muséologique ancienne (musées d'histoire naturelle, d'histoire locale...), en tentant de la renouveler par une expérience plus affective. Dés lors que les motivations des visiteurs (surtout étrangers, comme on pourra le voir) s'orientent sur le regard qu'ils portent sur d'autres peuples et le souci de compréhension de ce qui leur est dissemblable (l'Autre), ces prestations émargent inévitablement au secteur du tourisme culturel (Ramchander, 2004).

Illustration 1 - Province du KwaZulu-Natal, tourisme historique et identitaire



Sources : Demarcation Board 2001 ; Ndela, 2002 ; KZN Township Tourism Study 2008 – conception et réalisation : Fabrice Folio

Aperçu d'une nouvelle expérience touristique : une clientèle et une géographie évidente ?

Fiche d'identité des *Township tours* : une offre urbaine radicale sans pareille
Les *Township tours*, que nous approfondirons plus loin, s'adressent aux visiteurs désireux de découvrir les quartiers périphériques urbains formels, réservés aux populations de couleur par le passé. La plupart d'entre eux se cantonnent aux seuls townships noirs. C'est l'offre la plus originale quoique controversée du pays. Tout à la fois réservoirs de main d'œuvre, espaces sous-équipés et ségrégués et enfin fers de lance des mouvements de contestation – puis véritables zones de non-droit au crépuscule de l'apartheid –, ces quartiers agissent en tant que parabole géohistorique de l'oppression urbaine. Le produit assure aussi un dépaysement, le cadre ambiant diffère en effet quelque peu des quartiers plus calmes où résident les touristes. Il s'agit enfin des territoires historiques d'une contre-culture noire. La traversée des townships se fait avec un guide, la plupart du temps en (mini)bus. Les principales villes du pays, parce que construites sur un modèle dirigiste et ségrégationniste (depuis le *Natives in Urban Areas Bill* de 1918 et le *Urban Areas Act* de 1923 jusqu'au *Group Areas Act* des années 50), abritent et souvent proposent ce type de visite.

9 Sur le papier, cette prestation s'apparente, d'une part, à un tourisme culturel reposant sur la composante majoritaire de la population sud-africaine. D'autre part, elle met en exergue des espaces et/ou des communautés ayant enduré les affres de la politique de développement séparé. Le produit occupe une place qui gagne en importance dans l'activité économique nationale. En dehors d'une clientèle domestique spécifique (en général dans le cadre des sorties scolaires), il est malgré tout l'apanage d'une population étrangère et ultra-marine[2]. Les townships ont à l'origine incarné des espaces cibles pour la propagande du régime raciste, puis à l'inverse pour les activistes anti-apartheid, les bailleurs étrangers et les aménageurs. Ce n'est que récemment que le touriste étranger a commencé à s'y intéresser mais les Sud-Africains, notamment blancs, y sont toujours restés à l'écart (de même que les touristes Africains, Chapman, 2003). Cela demeure un phénomène intéressant à approfondir mais les touristes domestiques, issus de la province même ou des hautes terres du pays, restent pour l'essentiel attachés à la facette récréative littorale du KwaZulu-Natal. Dans la communication *marketing* diffusée dans les brochures touristiques ou sur les sites Internet des prestataires du *Township tour*, le touriste « hyper-occidental » (Allemand, Dagorn, Vilaça, 2005), en particulier européen et nord-américain, semble prioritairement interpellé. Il faut le lire par le fait que cette prestation renvoie à ces ressortissants ultra-marins une page d'histoire illustre , un « exotisme » africain séculaire (Staszak, 2008, Tomaselli, 2001) et ainsi parfois un écho déformé d'une mémoire civilisationnelle en prise avec le continent noir. Evidemment, ce ne sont pas là les seuls motifs à retenir, le caractère multi-sensoriel et novateur de ces tours entrant sans conteste en ligne de compte. Toutefois, cela compose un élément de positionnement, « occidento-centré », non négligeable bien que pour le moins inavoué.

10 La lecture spatiale urbaine, *a priori* évidente quant à leur localisation, est de surcroît plus complexe qu'il n'y paraît (illustration 1). Par exemple, en tant qu'autre attraction culturelle historique, la situation des musées d'apartheid reste assez classique (position centrale ou péricentrale dans les CBD des grandes villes). De même, la localisation des *Cultural villages* traditionnels pousse à évoquer spontanément la ruralité. Encore qu'ici, cette prestation vise une clientèle touristique basée en ville et a subséquemment opté

pour une implantation en zones villageoises non loin des espaces urbains (ou des grands axes routiers), soit une situation plutôt semi-rurale. Pour sa part, la position géographique des *Township tours* concerne les ex-quartiers africains des agglomérations. Cependant, il faudrait plutôt parler d'une localisation périphérique extrême, où les relations avec les zones villageoises via les aires informelles périurbaines n'ont que peu cessé. Au contraire, l'éloignement relatif du cœur des villes, en dépit de liens fonctionnels, incite à proposer le terme d'infra-urbain. Au final, il en ressort, pour la totalité de ces prestations vues en commun, une disposition en gradient centre-périphérie (espace central, quartier urbain lointain et zone semi-rurale).

Les *Township tours* du KwaZulu-Natal, produit pédagogique ou sensationnel ? Les ambiguïtés de la mise en tourisme

Déroulement du tour : des espaces touristiques convoités et appréhendés

11 Le KwaZulu-Natal est la province la plus peuplée d'Afrique du Sud. Il se situe au nord-est du pays en position frontalière avec trois autres pays (Lesotho, Swaziland et Mozambique). La région a accueilli 1,4 millions de visiteurs étrangers l'année 2008, ce qui fait d'elle la troisième destination nationale (SAT, 2008). Toutefois, sa clientèle s'avère essentiellement domestique : outre les provinciaux mêmes, il s'agit de la première destination des vacanciers sud-africains en provenance des hautes terres centrales, surtout du cœur économique, le Gauteng. Son potentiel réside, à l'image du pays, sur des caractéristiques à la fois paysagères et culturelles. On peut évoquer un liseré côtier constitué de dunes, des plages de sable blanc au devant d'une eau réchauffée par le courant des *Agulhas*, des lagunes étendues (Ste Lucia), des contreforts montagneux (le Drakensberg), pléthores de réserves animalières (Hluhluwe, uMkuze...) et enfin les cultures zouloue et indienne. Deux de ses sites (*Isimangaliso Wetland Park* et *uKhahlamba-Drakensberg Park*) sont classés au patrimoine mondial de l'humanité.

12 Les excursions organisées à l'intérieur des townships sont au nombre de 17 dans la province (*KZN Township Tourism Study*, 2008). Elles sont rattachées prioritairement aux quartiers périphériques des grandes villes, au premier chef d'entre-elles Durban/eThekwini qui en regroupe la majorité (10 expériences recensées). La métropole économique est suivie de la capitale administrative, Pietermaritzburg, à 80 km dans l'arrière-pays proche, ainsi que des villes secondaires de Richards Bay, de Ladysmith ou de Newcastle. Ces dernières se situent plus au nord et dans l'intérieur des terres, le long des Nationales 2 et 3, soit des colonnes vertébrales, en forme de T inversé, de la province (illustration 1).

Illustration 2a – Les maisonnettes locatives construites en série sous l'apartheid dans le township de Sobantu (Pietermaritzburg)

Auteur : Fabrice Folio.

Illustration 2b – Des enfants s'animant et se regroupant lors de l'arrivée des touristes à Cato Manor, Durban

Auteur : Fabrice Folio.

Illustration 2c – Un *spaza shop,* boutique de produits de première nécessité, au sein du township d'eSikhawini à Richards Bay

Auteur : Fabrice Folio.

13 Il est possible de retracer, dans ses grandes lignes, le déroulement du tour. Celui-ci s'exécute généralement sur une demi-journée (3-4 heures), plus rarement à la journée. Le touriste se voit facturer entre 250 et 450 rands (25 à 45 euros). Il prend place au sein d'un minibus (avec un maximum de 6 à 8 personnes) voire, pour les structures touristiques les plus modestes, au sein d'un véhicule individuel qui peut parfois être le sien. Pour les expériences durbanites, le départ se fait depuis le musée *KwaMuhle*, avec une entrée en matière théorique. Autrement, il a lieu depuis l'office du tourisme ou depuis l'hébergement du visiteur.

14 La traversée du township se « déroule » par la suite. En règle générale, c'est une expérience motorisée, avec en toile de fond les explications transmises par le guide-chauffeur. Il s'agit fréquemment d'une personne originaire ou résidant dans le quartier. La réputation de dangerosité de ces espaces n'est pas écartée, des consignes de sécurité pouvant être données (ne pas s'éloigner, garder les vitres fermées en certains endroits...). Le visiteur n'est de toute manière pas libre de déplacer où il le souhaite et suit les instructions de l'accompagnateur.

15 Le paysage caractéristique de l'ex-quartier ségrégué se met alors à défiler. Il est marqué avant tout par les alignements austères des ex-maisonnettes locatives « boites d'allumettes » (*matchbox houses*) et par la compacité ainsi que l'effervescence des lieux, dont on observe qu'elles marquent une rupture avec les autres quartiers urbains (illustrations 2). Aux alentours, les frontières historiques rigides des townships s'étiolent : définies comme espaces tampons (*buffer zones*), dont l'utilité initiale était de contrôler ces secteurs, les étendues vierges ont été colonisées par des poches d'habitat précaire et de nouveaux lotissements sociaux rectilignes.

16 Des arrêts sont prévus, durant lesquels le visiteur est amené à ressentir l'atmosphère vibrante du township et à interagir avec les résidents : ce sont généralement des supérettes (*spaza*) qu'environnent des étals chamarrés de commerce informel, des tavernes ou *sheebens* (bars clandestins de vente d'alcool sans licence, bannie sous l'apartheid), parfois encore une école primaire ou un *hostel* (logement collectif ouvrier masculin), voire la traversée d'un camp de squatters et ses *shacks* (taudis) imbriqués. Enfin, un déjeuner peut être proposé sur la place centrale du township (*braai* ou barbecue), de temps à autre chez la famille du guide.

17 Ce déroulement semble quasi le même dans les townships provinciaux comme dans ceux d'autres villes du pays, ce qui laisse à penser que la prestation est de plus en plus formatée.

Controverse autour du produit ; de quel type de tourisme parle-t-on exactement ?

18 Au plan national, les tours de township sont depuis quelques années placés sous le feu roulant des critiques. Incontestablement, c'est « l'effet zoo » (ou pourrait-on dire « l'effet réserve humaine » pour davantage rester dans le ton du pays) qui est mis en avant. Le malaise que ce type de tour peut entraîner, pour le touriste à l'abri des vitres fumées des minibus climatisés, comme pour l'habitant épié dans son quotidien, est fréquemment dénoncé – même si c'est parfois sur le ton du sarcasme –, à la fois dans les médias sud-africains et au plan académique (Butler, 1999, Holliger, 2005, cf. planche satyrique de *Madam & Eve*, 2002 – illustration 3). Pour être plus précis, il est critiqué une condescendance étrangère à venir scruter la pauvreté d'un pays émergent dans le cadre d'un bien de consommation (Bester & Buntman, 1999, Jeuwsen, 1996). D'autant que cette marchandisation culturelle est augmentée, pour l'Afrique du Sud, du ressort criminel, lequel induit sur place une excitation déplacée, à peine refoulée par la gravité du lieu.

Illustration 3 – Planche satyrique de Madam & Eve, 2002

Publiée dans les grands journaux du pays, cette planche décrit de façon humoristique le folklore inhérent à certains *Township tours*. Le guide, tout en soulignant l'aspect « réel » de l'expérience, joue particulièrement sur le registre des émotions garanties en dépeignant la criminalité locale et plus largement le danger à être présent dans une telle zone de non-droit.

Source : S. Francis, H. Dugmore & Rico, 2002 (publiée avec l'aimable autorisation des auteurs).

19 Les *Township tours* s'articulent en effet sur le couple admiration-répulsion pour populariser leur offre. Certes, cela n'est pas évoqué en ces termes, l'intérêt culturel est évidemment exhibé par les prestataires. Officiellement, ils visent à faire comprendre de façon tangible, en le lisant dans le paysage, ce qu'ont été et ce que sont encore les stigmates de l'apartheid urbain pour une majorité d'individus. Cette facette s'additionne à la possibilité de mesurer le chemin parcouru depuis 1994 (constructions matérielles et politiques de développement menées *in situ*, Masland & *al,* 2002). Mais derrière cette immersion pédagogique, une fascination particulière se tisse autour de la visite de ces espaces reculés, peu visibles et à la réputation affirmée. Epicentres de la lutte contre l'apartheid, les townships gardent aujourd'hui une image persistante de quartiers dangereux en Afrique du Sud. Si cela demande à être relativiser (les CBD le sont tout autant et ce sont souvent des sections des townships qui sont concernées), il n'en reste pas moins que ce sont les espaces parmi les plus démunis, repaire du *tsotsi* (voyou), où chômage et activités interlopes sont très ancrés.

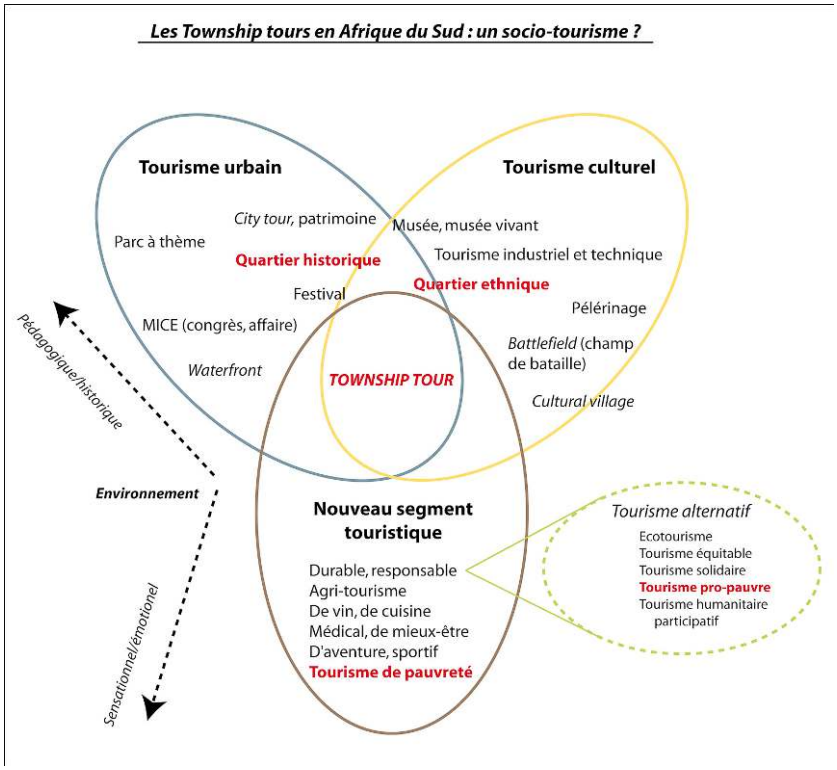
20 A la diatribe du voyeurisme déplacé, s'ajoute par conséquent celle exhumant un côté sensationnel incongru. De leur côté, les opérateurs mettent plutôt en avant la faculté qu'ont ces tours de combattre les clichés : les townships ne peuvent être réduits à des quartiers désœuvrés, malfamés, en marge de tout (Else & *al*, 1997). Ils ne sont pas non plus des bidonvilles et d'autres groupes raciaux (ainsi que de multiples ethnies) y sont représentés.

21 Si l'on revient sur les récriminations citées plus haut, celles-ci sont à replacer dans les balbutiements d'une réflexion herméneutique qui environne ce type de prestation. Les *Township tours* entrent en effet en résonance avec une amorce de théorisation du phénomène dans les médias généraux ou spécialisés, qui invite en tout cas à cesser de les considérer de façon isolée. Ainsi, le site *Slate.fr* a consacré en novembre 2009 un article à ces nouvelles formes de « tourisme de choc », énumérant des expériences similaires dans la favela de Rocinha à Rio, le bidonville de Dharavi à Mumbai ou sur un autre registre Tchernobyl en Ukraine[3]. Cette expression renvoie au « tourisme sombre » (*dark tourism*) évoqué par A. Kendle dans le journal *Vagabondish, The Travelzine for today's vagabond* (2008), bien que ce soit J. Lennon et M. Foley (2000) qui l'aient initialement portée sur les fonts baptismaux. La définition s'affine en ce que les *Township tours* (à l'instar des exemples brésilien, indien, mais aussi de la visite de zones d'immigrants à Rotterdam ou de quartiers difficiles de Houston) composent une sous-catégorie du « tourisme de pauvreté »[4]. Leur principale caractéristique est d'être de plain pied dans le(s) « Sud » planétaire(s), ainsi que de se dérouler dans un espace de la normalité pour les habitants. A l'observation de certains de ces Etats (Brésil, Inde, Afrique du Sud...), on voit que les aires fréquentées sont souvent celles de pays en devenir détenant de très forts contrastes internes : l'opulence y tutoie la misère et on peut penser que c'est ce clivage interne, peut être même plus qu'un différentiel avec le lieu de départ du visiteur, qui va venir interpeller ce dernier. Par tourisme de (ou contre la) pauvreté, R. Scheyvens (2002b) y voit pour sa part, dans une visée plus humaniste, une forme de découverte de zones paupérisées qui adhère aux principes du tourisme alternatif : celui-ci promeut une démarche éthique et durable entre des protagonistes de rang extrême (compréhension mutuelle, redistribution locale des fruits de l'activité et égalité de traitement, Holden, 1984). L'objectif est d'opérer un rééquilibrage direct et responsable des richesses planétaires entre les plus nécessiteux et les plus solidaires, en se sentant citoyen du monde.

22 Au final, les tours de townships sont pour nous à l'interface de plusieurs segments touristiques et d'une double influence sous-jacente cohabitant (illustration 4) : il s'agit d'un tourisme urbain (mais différent des *city tours* ponctuant les principales villes de la planète) et d'un tourisme culturel et ethnique (Ramchander, 2004), quoique se distinguant, par exemple, des circuits en villages traditionnels qui sont fréquemment des spectacles rodés. A ce stade, on comprend que les volets historiques et pédagogiques tiennent une place centrale. Le but est de comprendre l'apartheid urbain, sa genèse, sa nature et son évolution. Il s'agit ensuite d'un néo-segment touristique, axé sur l'interaction et la réalité (Freire-Medeiros, 2009), où le « refoulé » tient lieu de produit d'appel. Dans une acception critique, ce tourisme de pauvreté (on citera également l'anglicisme *poorism*), ne fait aucunement l'impasse sur la radicalité de l'approche (riche/pauvre), le voyeurisme et la quête d'émotions fortes (par rapport à l'image mentale que nourrissent ces quartiers, Weiner, 2008, Gentleman, 2006). Dans une acception résolument engagée, il adhère, en théorie, au tourisme alternatif (bien qu'à nuancer d'un tourisme humanitaire par un aspect grand public). On parlera donc cette fois de tourisme communautaire ou « pro-pauvre » (Rogerson, 2006, Ashley & *al*, 2001), qui consiste à se rapprocher de ceux dans le besoin, afin de comprendre et d'aider, tout en en retirant un enrichissement personnel (soit une « solidarité de contact », en opposition par exemple à des donations envoyées à des ONG). Quoi qu'il en soit, le registre émotionnel et sensationnel est, pour ces derniers aspects, davantage prononcé. Afin de tenter de

considérer ce large spectre, nous soumettons le terme générique de « socio-tourisme ». Ce dernier fait écho à celui d'« éco-tourisme », quant à la participation en petits groupes, aux logiques de respect, de sensibilisation et de redistribution, bien qu'il reste avant tout basé sur l'homme et son histoire.

Illustration 4 - Les *Township Tours* en Afrique du Sud : un socio-tourisme ?



Les *Township tours* et ses dénominateurs : authenticité, interaction, pédagogie

23 Les *Township tours* n'échappent pas, on le voit depuis plusieurs années, à une réflexion critique. Toutefois, ce produit ambigu détient des ressorts assurément complexes et mérite de ce fait une analyse plus fine. Nous pouvons tenter de la conduire pour le KwaZulu-Natal en combinant trois critères. Ceux-ci sont autant de caractéristiques que ces prestations vantent : d'abord leur caractère authentique ; ensuite un rapport à l'autre sans pareil ; enfin leur apport pédagogique. Quel est le degré de réalisme et la place de l'éthique dans le cadre de cette prestation ? Qu'en est-il réellement de la nature des interactions avec les résidents ? Enfin, quelle est la part d'enrichissement culturel qu'elle peut engendrer ?

24 Contrairement aux *Cultural villages* zoulous qui sont des représentations reconstituant la vie d'autrefois (avec des acteurs recrutés et rémunérés), les *Township tours* se déroulent dans un lieu de vie réel, le seul acteur touristique étant *a priori* le guide-chauffeur. Dès lors, le visiteur est littéralement immergé, il a l'impression de toucher à une expérience unique, où les doutes quant à l'authenticité ne l'assaillent plus : il se situe tout simplement dans les principaux quartiers urbains sud-africains en taille humaine. Il reste que les circuits choisis par les opérateurs ne représentent qu'une portion assez infime du

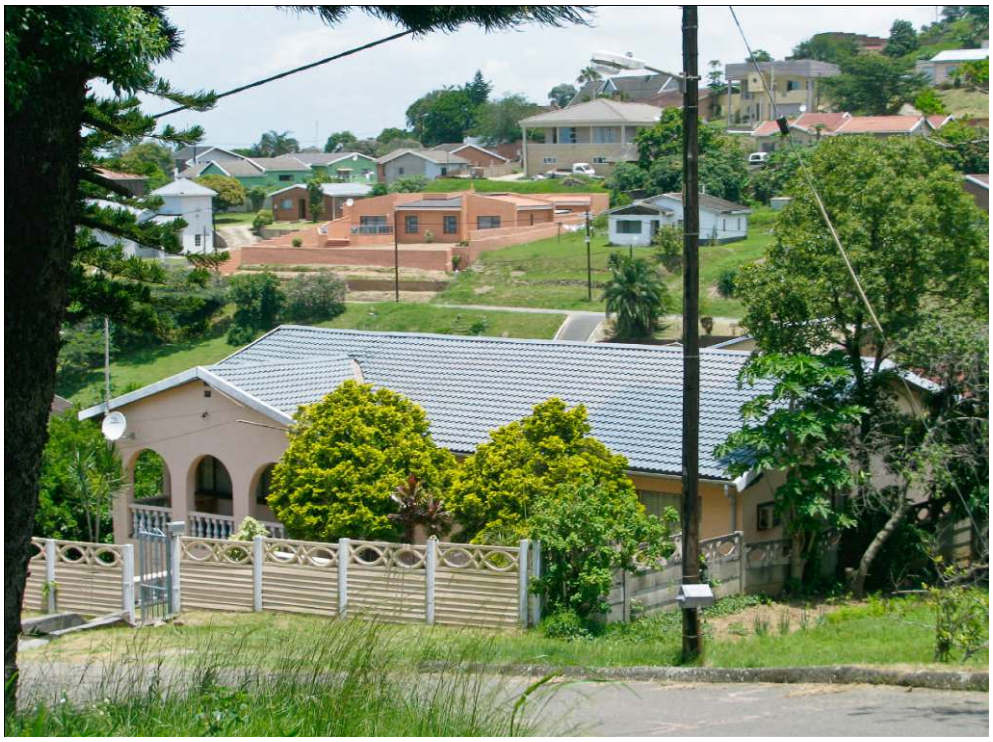
paysage de ces vastes espaces, nos visites répétées des townships d'Umlazi et de Kwamashu à Durban l'attestant. Ils peuvent de la sorte être identiques d'un tour à l'autre, mais aussi être fléchés et organisés, les locaux pouvant être avertis du passage d'étrangers, comme à Sobantu (Pietermaritzburg) ou à Clermont et Umlazi (Durban) : des réunions d'informations sont ainsi organisées en amont dans les centres communautaires avec les responsables locaux, afin de sensibiliser la population et optimiser autant que possible l'accueil[5]. Des recherches plus fines restent à conduire sur les réactions locales à ce type de tourisme – ce que S. C. Dubin (2006) a nommé *the politics of reception* – mais il convient déjà de relativiser quelque peu la part de découverte intégrale et de spontanéité exclusive associée à ces prestations.

25 Par rapport aux produits touristiques conventionnels, les *Township tours* font aussi état, souvent avec insistance, d'une interaction réelle avec les résidents. Force est de constater que celle-ci se résume à l'interlocuteur principal qu'est le guide. Le tour en minibus privatif crée un espace encapsulé (Butler 2003b), où la bulle touristique prend la forme d'un habitacle clos avec air aseptisé, coupé des éventuelles nuisances extérieures. Quant aux rencontres faites tout au long du tour, elles sont surtout marquées par la célèbre poignée de main sud-africaine au sein d'un bar, les échanges fugaces de courtoisie (durant les achats) et les contacts avec des groupes d'enfants dans un joyeux brouhaha de prises de photographies et de distribution de bonbons... Cette interaction même minimale a le mérite d'exister, bien que le rapport à l'autre puisse être parasité par un voyeurisme lancinant, aggravé par les appareils technologiques nomades. Les touristes sont effectivement invités à filmer et à prendre des photographies (une différence avec certains tours de Mumbai par exemple, où cela reste interdit) ; ceci, du moins, lorsque le champ est large, les portraits d'habitants étant tolérés sous réserve de règles de politesse élémentaire (mais dans les faits à la discrétion du visiteur). Les touristes sont d'ailleurs inégalement à l'aise avec cela. Rappelons ici que le fait de photographier et de documenter sur la pauvreté résulte de l'importation d'une tradition britannique de journalisme « des bas-fonds » datant du 19e siècle ; elle était le fait d'écrivains issus de la bourgeoisie, désireux de pénétrer en profondeur l'espace urbain (Stallybrass & White, 1986).

26 L'assise culturelle est également palpable, le quartier étant présenté tel qu'il est, c'est à dire tel qu'il a pu évoluer sous l'apartheid[6] et depuis son abrogation : mise en place d'équipements et de services publics, érection de logements sociaux, apparition de quartiers aisés et sécurisés (illustration 5)[7]. Toutefois, y compris à travers les informations apportées par le guide, les *Township tours* nous paraissent hésiter entre la prestation ludique (reprenant les codes mondiaux du tourisme de loisir et destinée aussi à alléger, pour le confort du visiteur, la solennité des lieux) et l'excursion historico-géographique fouillée et didactique. Aussi proposent-ils en général un même produit hybride mêlant discussions légères et explications superficielles sur l'apartheid. Relativisons tout de même ce point par le fait que des données plus étayées et précises peuvent être délivrées par certains guides, en fonction des questions posées. Il demeure que même si le tour offre un fond narratif et explicatif, il continue la plupart du temps à reproduire certains stéréotypes (Perkins, 1979, Butler, 2003a). L'impression finale qu'il tend à laisser, bien que nuançant le caractère dangereux et miséreux des townships, est indéniablement celle d'un tiers-monde exotique, coloré et chaleureux ; soit une vision essentialiste d'une culture « africaine » ici territorialisée. Les brochures mêmes véhiculent ces images de figures archétypales : individus fraternels et souriants, cadre

bâti dégradé, commerce informel omniprésent... Le visiteur de son côté est placé dans la position du héros solidaire, sorte de grand témoin de l'ordre mondial inégalitaire et d'aventurier global empathique. Les donations et achats sont encouragés mais donnent presque l'impression de flatter un ego humanitaire plutôt que d'offrir une argumentation de fond sur la vie locale et les formes de mobilisation et de responsabilisation. Le tout peut ainsi pérenniser – tout en le dénonçant – un ordre social différencié et inégalitaire. Parce qu'il s'agit d'une prestation payante et qu'il est jugé que les visiteurs ne sont pas prêts à sacrifier une expérience divertissante et contrôlée sur l'autel du souci du détail et de l'imprévisible, la palette des disparités socio-économiques et du jeu politique interne est en partie passée sous silence.

Illustration 5a - Le township d'Umlazi



Peuplé d'environ 750 000 habitants, il fait aujourd'hui l'objet d'investissements importants de la part de la municipalité d'eThekwini. Les contrastes, en partie hérités depuis sa création en 1967, se creusent ainsi avec l'apparition de quartiers aisés.

Auteur : Fabrice Folio.

Illustration 5b – Visite d'un ***sheeben***

La visite tient lieu de passage obligé lors du tour touristique.
Auteur : Fabrice Folio.

Des *Township tours* à la *Freedom Route* : une prestation territoriale réorientée vers la vente d'icônes et de fragments d'histoire

Viabilité et impact (socio)-économique : KwaZulu-Natal *versus* Gauteng & Western Cape ?

27 Le succès économique des *Townships tours* est moins marqué au KwaZulu-Natal qu'au Cap ou à Johannesburg (qui abrite, entre autres, le célèbre *South Western Township*). Ce n'est pas véritablement la qualité de la prestation qui fait défaut. Il est vrai que dans le cadre d'un tour de township, en dehors du minibus équipé, le touriste ne se voit pas proposer des services haut de gamme auxquels il pourrait être habitué, tant dans la restauration, le choix de l'artisanat ou dans la simple disposition de distributeurs de billets et de toilettes publiques (Vaughan, 1999). Toutefois, c'est aussi le cas des autres *Township tours* au plan national : l'expérience est ailleurs et oblige le visiteur à s'adapter. En d'autres sites, particulièrement à Soweto, plus grand township du pays, les *Township tours* rencontrent une belle popularité. Selon un rapport du *Gauteng Tourism Authority* (2002), le nombre de visiteurs accédant à l'unique site *Memorial Hector Peterson* (du nom du premier écolier mort dans le quartier lors de la célèbre manifestation de 1976) est de 1 498 par mois. La compagnie johannesbourgeoise *Jimmy's Face to Face Tours* (la première à avoir proposé ce type de tours en 1985) est aujourd'hui l'un des plus grands tours opérateurs sur le

marché. Elle faisait état en 2003 du transport de 3 000 touristes par mois environ ; de plus petits prestataires évoquent eux une activité basée sur le millier de visiteurs (Ramchander, 2004). En comparaison le *Township tour* d'Umlazi, plus grand township de Durban et deuxième du pays, accueille 150 visiteurs chaque année (par *Meluleki Tours*), celui de Sobantu à Pietermaritzburg tout juste 50 à 60[8]. On saisit à ce moment que ce qui fait la différence est l'ancienneté du tour mais aussi la notoriété associée aux sites. Soweto symbolise la lutte anti-apartheid[9]. Son excursion propose en outre la visite des lieux de résidence de Nelson Mandela et de Desmond Tutu (qui incarnent des *must see*). Le KwaZulu-Natal se voit qui plus est dépassé par la province du Western Cape, où les tours de townships dans les *Cape Flats* et surtout à Langa, plus vieux township planifié de Cape Town, sont très prisés[10]. A ce niveau, ce n'est pas tant la réputation historique qui s'exprime qu'une réalité structurelle implacable : le Cap de l'Ouestest la province accueillant le plus de touristes étrangers ultra-marins, mécaniquement ces derniers auront tendance à y expérimenter un tour de township, qu'ils ne renouvelleront pas forcément durant leur séjour (l'idée étant que tous les townships se ressemblent peu ou prou...). Face à ces réalités tangibles, les autorités provinciales estiment tout de même que le KwaZulu-Natal a une carte à jouer, eu égard à la place importante qu'il prend dans le secteur du tourisme d'affaire ou de congrès (articulé sur le *International Convention Center* de Durban). Dans ce contexte, elles se rendent à l'évidence que les *Township tours* du KwaZulu-Natal souffrent, notamment par rapport à Johannesburg, de l'absence de « figures iconiques » pour les personnaliser idéalement.

28 En ce qui concerne le volet participatif et redistributif des *Township tours*, les données demeurent fragmentaires. Il reste ardu de cerner précisément leur impact positif (Allen & *al*, 1988, Brunt & Courtney, 1999). Nous pouvons il est vrai avancer, à la suite d'Ashley & *al* (2000), que le socio-tourisme est parmi les rares sous-secteurs à explicitement prendre en considération les préoccupations des plus pauvres. Goudie & *al* (1999) vont dans le même sens lorsqu'ils arguent qu'exclure les townships et les aires informelles de l'agenda des tours opérateurs en Afrique du Sud ne peut que les écarter davantage de la vie sociale et économique du pays et ainsi renforcer les inégalités du passé. Toutefois, dès lors que les tours opérateurs sont souvent tenus par des acteurs extérieurs (où même les guides recrutés sont parfois toujours blancs, Mackay, 2005) et, on l'a vu, les interactions assez superficielles, on peut avec prudence émettre des réserves sur la nature de leurs retombés économiques. Si au tout début, les excursions ont été proposées par les résidents mêmes, les grands tours opérateurs se sont progressivement appropriés ce marché lucratif, s'imposant tant sur le plan du *marketing* que sur la qualité de l'offre de transport. A cela il faut ajouter le fait que les Licences demeurent difficilement accessibles pour des locaux en manque de qualification (Rolfes & all, 2009). Butler (1999) rappelle que, d'une part, les prestataires se paient la part du lion de l'excursion, le tarif étant fixé en amont et réglé via l'office du tourisme. D'autre part, que les dépenses internes, générées par les touristes, demeurent assez réduites (achat de produits de consommation ou d'artisanat) et cantonnées à des sections de routes[11]. Ce constat vaut-il prioritairement pour les tours quasi « à la chaîne » de Johannesburg ou du Cap ?

29 En réalité, le constat est à nuancer au plan national, entre les compagnies mêmes. Il revient au touriste d'être attentif. Il s'avère en premier lieu utile de rappeler que le potentiel de développement des *Township tours* est selon nous indéniable, bien qu'inexploité. L'essor touristique, au cœur de bassins de vie où les défis sont patents, peut conduire à l'établissement d'aménagements structurants, en lien avec les élus locaux et le

monde associatif. Par effet de gamme, il peut tirer des filières proches, dans la restauration, le commerce ou les services (Scheyvens, 2002a). En second lieu et concernant précisément la participation communautaire des *Township tours* du KwaZulu-Natal, elle serait évaluée comme meilleure en cette contrée que par exemple dans le Gauteng (où plusieurs opérateurs exogènes à la vie locale occupent le terrain, *KZN Township Tourism Study*, 2008). Dans la province, on retrouve encore souvent de petites structures, parties de la base à l'initiative de passionnés de la vie de « leur » township. Ces derniers se sont rapprochés des organismes touristiques provinciaux pour obtenir leur accréditation[12]. De fait, les structures sont pour le moment plus intimistes et moins professionnelles. Mais, à n'en pas douter, cette démarche va dans le sens de l'ardue politique étatique du *Black empowerment*, visant à la consolidation d'un entreprenariat noir.

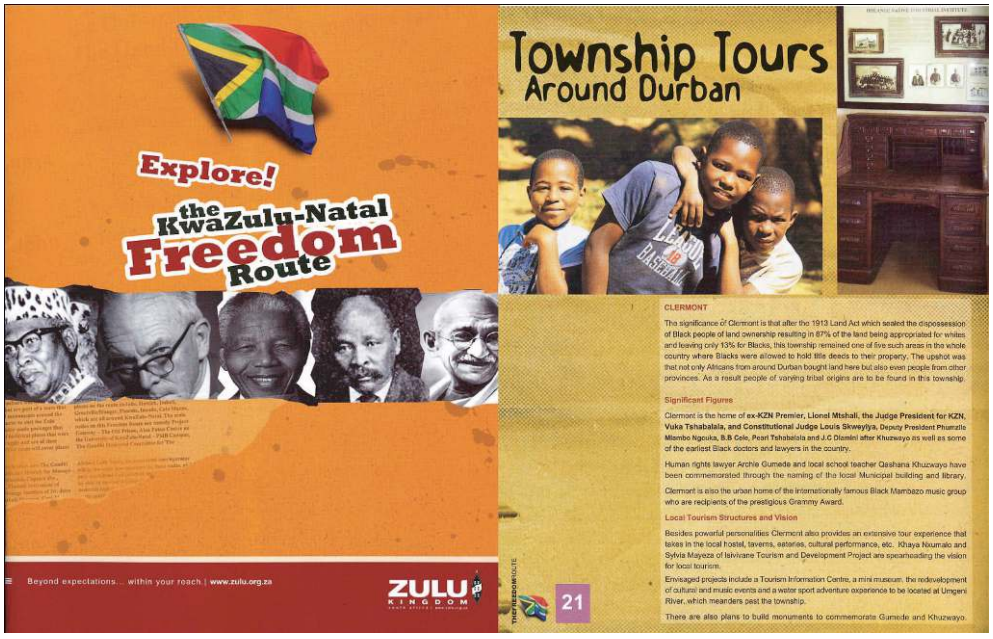
30 Certes, il convient encore localement d'améliorer la qualité de l'approche et d'y renforcer la participation économique. Priorité durant le tour devrait être donnée, par exemple, aux initiatives conduisant à l'amélioration du cadre de vie des résidents. Car il est oublié trop souvent que là où règne la pauvreté existent en général des gens ou des organisations impliqués chaque jour dans des projets pour la combattre (Hartwell, 2008) : ces acteurs, désireux d'offrir une image plus positive des townships, mériteraient d'être davantage associés aux parcours des *Township tours* (comme dans le *Mamelodi Project* à Pretoria). Les autorités provinciales devraient également encourager les hébergements touristiques à s'ouvrir à l'intérieur des townships ; cela permettrait aux visiteurs d'y passer plus de temps et d'expérimenter leur vie nocturne. Devant l'hétérogénéité des structures économiques dans ces quartiers, une association du tourisme local (LTA) devrait voir le jour ainsi que des offices du tourisme dans chaque township (*KZN Township Tourism Study*, 2008). Les compagnies, une fois viables (ce qui ne doit pas exclure un partenariat équilibré à trouver entre les locaux et des tours opérateurs tels que Thompsons), pourraient être invitées à reverser une part de leur profit aux communautés – et il devrait scrupuleusement être indiqué aux touristes celles qui le font. Il a été démontré qu'une relation étroite existait entre les bénéfices touristiques perçus localement et le support de l'activité par les habitants (Pizam & Milman, 1986, McCool & Martin, 1994). Enfin, des gestes fondamentaux pourraient être rappelés aux hôtes, dans le cadre d'une charte de bonne conduite établie par les acteurs du secteur[13]. Reste la question d'une meilleure fréquentation de ces tours (qui, parfois, seront la seconde visite d'un township au KwaZulu-Natal), ce qui induit plus de visibilité et un positionnement à réorienter.

La « Route de la liberté » ou les icônes mises en avant : une inflexion récente

31 C'est dans ce contexte que les autorités du KwaZulu-Natal ont lancé depuis peu la *Freedom Route* (illustration 6). Cette dernière propose à présent au touriste des visites de sites dans le cadre d'une expérience multiculturelle, périurbaine comme urbaine, chargée d'histoire. Initiée par divers acteurs de l'industrie du tourisme provincial (*Tourism KwaZulu-Natal*, l'institution publique qui promeut le *Zulu Kingdom*, plusieurs structures locales ainsi que la compagnie privée de transport *African Link Tours*), elle cherche à exalter le sentiment de liberté et de lutte attaché à cet idéal, en s'appuyant pour ce faire sur des personnalités illustres. Ces dernières, présentées comme des « icones »,

détiennent toutes une parcelle d'histoire qui a contribué à forger celle de la province. Mais elles disposent d'une aura qui dépasse dorénavant le seul cadre géographique et administratif du KwaZulu-Natal. En conséquence, l'objectif visé est de capitaliser sur le sentiment inaltérable d'espoir ayant succédé à l'ère d'apartheid (dans le prolongement national). En même temps, il s'agit de se focaliser, à un niveau régional, sur l'histoire du KwaZulu-Natal et le parcours d'hommes dont le combat ou le rôle a fini par avoir une influence sur l'ensemble du pays. Afin de capter l'attention du visiteur ayant déjà arpenté Johannesburg ou Cape Town, il lui est ainsi proposé, en relation avec le passif de ces acteurs, de mesurer l'influence notable qu'a pu avoir – à travers eux – cette région sur toute l'Afrique du Sud (et même au delà, comme on le verra).

Illustration 6 - Première de couverture et avant dernière page du prospectus décrivant la *Freedom route*



Les icônes historiques (inter)nationales, à la forte empreinte régionale, sont mises en avant, dans une subtile osmose avec le profil dynamique et accueillant des habitants des quartiers périphériques.

32 Une autre caractéristique de la *Freedom Route* repose sur le fait que, pour la première fois, les acteurs bénéficient d'une visibilité. De même, il est tenté de les faire travailler en réseau, à travers un affichage cohérent. Le prospectus principal (accessible entre autres au *Tourism Junction* de Durban) peut en témoigner : il s'agit d'un livret assez bien documenté sur les prestations et compagnies disponibles. Autre trait de particularité, d'un point de vue communautaire et à degré moindre géographique, l'offre revêt une belle diversité. On décloisonne enfin les seuls townships noirs au profit de sites ou de monuments présents dans les espaces centraux voire périurbains, ou encore à la faveur d'autres cultures provinciales. Par exemple la *Inanda Heritage Route* est sans conteste l'excursion la plus complète et intéressante du KwaZulu-Natal. A travers ce quartier d'implantation spontanée sur site viabilisé, elle propose au visiteur un regard sur des populations contrastées et un aperçu de la richesse des aires périphériques des villes provinciales (via une association d'habitat informel, quoique toléré et de bidonvilles sur terre publique ou coutumière)[14]. A cela s'ajoute un mélange de culture africaine et indienne, Inanda – et plus précisément le *Phoenix Settlement* – ayant abrité cette

importante communauté par le passé (et ce en dépit de heurts intercommunautaires), notamment la maison de presse d'un jeune avocat, Mohandas Karamchand Gandhi. Les icônes s'invitent à ce stade : outre la maison de presse rénovée de Gandhi (où il publia son journal engagé : *The Opinion* – illustration 7), sur le *Ohlange Institute*, où Nelson Mandela déposa son bulletin de vote en 1994, plane l'ombre de John Langalibalele Dube. Ce dernier fut le premier président du futur *African National Congress* (ANC, au pouvoir depuis la fin de l'apartheid). En 1901, il fonda et anima ici un institut éducationnel africain, sans équivalent dans toute l'Afrique australe. Pour compléter la liste, le quartier d'Ebuhleni fait découvrir le culte baptiste de l'église de Shembe (la plus large du KwaZulu-Natal, avec deux millions de fidèles) et le parcours de son philosophe et prophète Isaiah Shembe. Autre exemple illustrant cet alliage « icônes-faits historiques-sites pluriels » : à Pietermaritzburg, c'est à un véritable circuit urbain, central et péricentral, que nous sommes conviés, articulé une nouvelle fois sur Gandhi et les lieux fameux qui l'associent à la capitale administrative provinciale[15]. Vers Howick, petite localité au cachet britannique en périphérie de Pietermaritzburg, emmitouflée dans des paysages empreints de culture anglo-saxonne, un *Heritage trail* inclut, outre la visite du township de Mpophomeni, un *Capture site* ; situé sur la R 103, la stèle cherche à attirer l'attention sur un épisode de l'histoire sud-africaine : il s'agit du lieu où Nelson Rolihlahla Mandela, habillé en chauffeur et de retour de Durban, fut appréhendé par la police en août 1962. Terminons ce tour d'horizon par les musées liés à l'histoire d'oppression et qui trouvent aussi leur place dans la route de la liberté. Aux côtés du KwaMuhle à Durban, le *Luthuli Museum* à Groutville (plus au nord, sur la R 102, non loin de Stanger), s'articule quant à lui sur un personnage central, associé volontiers à Kwame Nkrumah ou à Martin Luther King : il s'agit du Chief Albert John Mvumbi Luthuli (John Luthuli), fondateur de l'ANC et premier prix Nobel de la paix sud-africain en 1960.

Illustrations 7a - Phoenix Settlement

C'est le est le lieu où Gandhi s'établit au nord de Durban durant ses années de formation en Afrique du Sud. Il fut détruit par les émeutes interethniques d'Inanda en 1985, faisant suite à l'installation informelle d'une communauté africaine qui l'a rebaptisé Bhambayi. A la fin des années 1990, la zone fut restaurée et partiellement reconstruite, devenant ainsi un *Heritage site* (au fort symbole de réconciliation) et une attraction touristique en février 2000

Illustration 7b - Phoenix Settlement restauré

Auteur : Fabrice Folio.

33 En somme, la priorité des édiles touristiques régionaux est d'afficher de la lisibilité et plus de connexions dans l'offre mémorielle en lien avec l'apartheid. Ils aspirent à le concrétiser en promouvant des icônes devenues nationales (voire mondiales), dont l'implication sur place a été décisive, parfois par le biais d'actes précurseurs ou annonciateurs. En revenant à notre essai de définition vu en partie 1, on comprend que la part pédagogique de l'expérience tend à être valorisée, dans une recherche d'équilibre avec le versant sensationnel, mais sans pour autant délaisser le registre émotionnel. D'ailleurs, les tours de townships conventionnels présents dans la *Freedom Route* tendent à esquisser l'originalité du KwaZulu-Natal, replacée sur un plan national. Ainsi, la visite d'Edendale/Imbali à Pietermaritzburg accorde une place aux victimes et aux lieux des émeutes opposant l'IFP et l'ANC dans les années 1990 (et qui mirent en péril l'avènement démocratique national qui se profilait). Les ex-quartiers noirs peuvent aussi, et c'est là rafraîchissant, être abordés sous un angle culturel valorisant. Par exemple, Clermont est l'un des cinq townships municipaux dans le pays où les Africains étaient autorisés à détenir un titre de propriété. A présent, il est cité comme le lieu de résidence du plus prestigieux groupe vocal sud-africain, représentatif du style musical *isicathamiya*: *Ladysmith Black Mambazo* (originaire par ailleurs de la région). L'expérience s'approche un peu plus de ce que Bartis (1998) intitule un « tourisme d'héritage noir », à ceci près que la *Freedom Route* est sensiblement moins afro-centrée et davantage multiculturelle. Tout cela suffira-t-il à faire de ce segment touristique un incontournable de la province ?

Une offre inaboutie ou comment relier l'infra-urbain, le multiculturel et un passé pionnier

34 Si cette offre a le mérite de la clarté et d'une assise culturelle, il n'est pourtant pas certain qu'elle parvienne véritablement à s'imposer comme un créneau phare du KwaZulu-Natal. La province risque-t-elle encore de continuer à s'appuyer sur son potentiel balnéaire, sportif et ses réserves naturelles ? Articuler sa prestation de *Township tours* sur des personnalités ou des icônes est dans les faits déjà pratiqué par Soweto. En outre, l'idéal de lutte pour la liberté, message phare de la nation arc-en-ciel, ne peut s'émanciper de l'Afrique du Sud toute entière (et de ses ambitions universalistes) et, par la même, prétendre à l'originalité. Tout se passe comme si le KwaZulu-Natal tente au mieux de tirer son épingle du jeu en (re)captant une fraction de la clientèle attirée par ce type de prestation. Mais la ville du Cap, par sa position de plaque tournante des visiteurs ultra-marins, ainsi que Johannesburg, véritable bouillon urbain historique, garderont, sur ces aspects précis, une longueur d'avance. Finalement, l'offre des *Township tours* du KwaZulu-Natal, même si évoluant dans le bon sens, demeure à notre avis quelque peu timide, alors qu'elle dispose d'une base de renouvellement plus forte.

35 En premier lieu, le contenu de la *Freedom Route* reste inachevé, que ce soit les éléments dessinant un multiculturalisme prudent comme ceux ébauchant des faits historiques plutôt sélectifs. En dépit d'un éclairage jeté sur l'héritage de personnages émanant de la communauté indienne (Ghandi) ou blanche (le romancier Alan Paton, auteur de *Cry, the Boloved Country* et natif du KwaZulu-Natal), il est évident que les lieux de résidence des populations autres que noires persistent à demeurer à l'écart des *Township tours*. Rappelons à ce stade, pour prévenir toute remarque sur le caractère *a priori* singulier de l'activité, que les townships, issus de la partition spatiale mono-raciale, ont naguère été attribués à l'ensemble des communautés non-blanches, soit noire mais aussi indienne et

coloured. A chacune d'entre-elles correspondaient un espace propre, un bâti spécifique et des niveaux donnés de services publics et d'équipements. Ne serait-il pas intéressant de leur accorder un intérêt qui irait plus loin que le seul souci de l'équité touristique, en particulier dans une province connue tant pour son peuple zoulou que pour son identité indienne (plus forte diaspora au monde établie en dehors de l'Inde) ? Le but serait de permettre d'en savoir davantage sur l'hétérogénéité initiale du projet de développement séparé, cumulée aux évolutions internes qu'ont ensuite pu connaître ces quartiers. Certes, il existe bien à Durban les *Merewent & Wentworth Coloured Townships Tour* ainsi que la découverte du quartier indien de Chatsworth (où trône le majestueux « Temple de la connaissance »). Pourtant ces derniers ont une faible représentativité dans la *Freedom Route*. Or, afin de saisir dans son intégralité l'héritage urbain de l'apartheid, il conviendrait de jouer sur le couple ville visible/invisible, en donnant la place qu'elles méritent à toutes les communautés (et à leur apport identitaire). Il peut ainsi être possible d'envisager une « route de l'apartheid urbain » qui traverserait l'espace compartimenté de la ville, de l'hyper-centre jusqu'à son ultime couronne. Les territoires dits blancs, indiens et *coloured*, la façon dont ils ont été conçus, leur patrimoine architectural et leur recomposition, bénéficieraient à ce moment d'un regard nouveau, mis en perspective avec les townships noirs.

36 Dans ce prolongement, malgré les évènements historiques intéressants sur lesquels s'attarde la *Freedom Route*, il nous semble que l'on pourrait aller plus loin, en ne se focalisant pas uniquement sur des icônes. A tout point de vue, le côté avant-gardiste du KwaZulu-Natal est incontestable et mérite qu'on s'y attarde. Les mesures de restrictions commerciales et de contrôles des activités indiennes en bordure du centre-ville de Durban ont très tôt conduit à la ségrégation foncière et résidentielle (Mainet-Valleix, 2002). C'est dans la province qu'ont ainsi vu le jour les premières *Indian locations* en 1871, préfigurant les quartiers ségrégués planifiés. De même, le *togt labour system*, ancêtre de l' *influx control* (et donc de la régulation de la mobilité des Noirs en ville), à l'attention des ouvriers temporaires, est apparu localement dès 1874. Ces derniers, via un système de permis, résidaient en des *barracks* insalubres qui inspireront plus tard les *hostels* des townships. Le *Durban System* visait à assurer, entre 1909 et 1930, l'administration des Africains par un monopole municipal sur la vente de la bière ; il deviendra un modèle du genre de gestion financièrement déléguée. Le passé pionnier du KwaZulu-Natal peut ainsi devenir un argument de vente. De même, dans le cadre du *Shepstone System*, les premières réserves africaines, antérieures aux bantoustans, sont nées ici : cela mériterait d'être explicité dans le sens où certains townships noirs, érigés à la suite du Grand apartheid dans les années 1970, ont été établis sur ces zones rurales (ex-*Kwazulu*), à mode de chefferie coutumière. Cela nous amène finalement à penser que les *Township tours* du KwaZulu-Natal ne peuvent laisser à l'écart les zones tribales avoisinant ses espaces urbains (ce qu'effectuent déjà Inanda ou Mpophomeni mais le discours n'est pas vraiment orienté en ce sens). Il n'y a qu'à voir l'interrelation entre les aires rurales denses, les zones informelles et enfin l'habitat planifié des townships, lieux des « évadés » (Guyot, 2005), en périphérie des villes de Durban, de Pietermaritzburg ou de Richards Bay. D'une excursion culturelle exclusivement urbaine, le « tour intégral » prendrait alors des allures de cheminement en pénétrante, depuis la ville-centre – en y incluant les *muthi market* ou marchés deremèdes traditionnels - jusqu'à ses aires de fonctionnement inter-reliées périurbaines et semi-rurales. Dans l'absolu, cela pourrait rendre possible le raccordement des *Township tours* à certains villages culturels (la plupart étant implantés à proximité relative des villes). Ce qui aurait alors le mérite de profiter de l'attrait notoire des ultra-

marins pour la culture zouloue, dont le référent, au sein de l'Afrique du Sud contemporaine et bien au-delà, est omniprésent (Giraut, Boujrouf, Rey, 2010). Evidemment, combiner le legs urbain de l'apartheid, en des quartiers expressifs, et celui des villages culturels, au caractère parfois fixiste et artificiel, serait un paradoxe (encore qu'il permettrait aux touristes de relativiser cette dernière attraction, en prenant en considération des zones d'habitat « réelles » limitrophes, en perpétuelle évolution). Mais même s'ils demeurent pour le moment moins vendus par les tours opérateurs, n'oublions pas qu'existent et que gagnent à être connus des villages culturels touristiques plus autonomes que PheZulu ou Shakaland au KwaZulu-Natal, tels Ecabazini ou Nanoti Valley (Marschall, 2003) ; appropriés par la communauté locale (qui a toute latitude sur la scénarisation du tour), ils s'évertuent à montrer une culture rurale dynamique.

Conclusion

37 *Les Township tours* sont des attractions touristiques à présent installées dans le paysage urbain du KwaZulu-Natal et plus sûrement de l'Afrique du Sud. Il s'agit d'une nouvelle niche touristique au sein d'un secteur en constante mutation et confronté à une clientèle exigeante, en attente de nouvelles expériences. Dans un contexte de mondialisation démultipliant les flux touristiques et aggravant tout à la fois les inégalités de richesse, des sous-espaces mondiaux incarnant le « Sud » s'ouvrent à des visiteurs du « Nord », dans un esprit singulier de curiosité, de désir de compréhension et de solidarité de contact. En Afrique australe, les *Township tours* ne concernent d'ailleurs pas que l'Afrique du Sud : le township namibien de Katutura propose à titre d'exemple ce type de circuit. Leur originalité est de réaffirmer un épisode phare d'une histoire régionale brutale et refoulée. Qui plus est, ils mettent en avant la composante majoritaire de la population ici sud-africaine, laissant *de facto* au visiteur une impression de juste retour des choses. Par delà les interrogations et réserves sur la nature des interactions, l'apport culturel et surtout le volet participatif, ce segment touristique multi-sensoriel vise aussi à être bien organisé pour se pérenniser. Effectivement, si les touristes disent désirer l'originalité, l'authenticité et de plus en plus les émotions fortes (Craik, 1997), ils sollicitent également une expérience négociée au sein de la bulle touristique, soit un environnement ludique et pédagogique, à sensations mais sécurisé, où ils deviennent des acteurs guidés et avisés. Nous aspirons toutefois à dépasser le débat éthique quant au voyeurisme (non pas que ce biais soit absent, loin s'en faut, de certaines des excursions). La visite de quartiers « ethniques » se pratique aujourd'hui en d'autres lieux (à Singapour, entre *Chinatown*, *Arab street* et *Little India* ou à Londres avec *Banglatown*), sans que l'on ne s'en émeuve outre mesure : cela incite à considérer la question non pas en des termes identitaires et d'espaces vécus, mais bien sous l'angle du choc des extrêmes de richesse, de l'approche éminemment sensible entre privilégiés et démunis. La pauvreté ne peut que malaisément devenir esthétique et instrument de marchandisation (Mowforth & Munt, 1998). Or, à l'heure actuelle, les tours disponibles en Afrique du Sud restent, entre eux, très disparates. Il est vrai qu'un des paradoxes du tourisme pro-pauvre est qu'en annihilant cette dernière, il perdrait sa raison d'être. C'est pour cette raison que miser sur l'axe patrimonial et pédagogique des *Township tours* semble la voie étroite recherchée. Ce socio-tourisme devient à l'image de l'éco-tourisme, dans ses espoirs suscités comme dans la réalité du terrain : de grands principes de base de durabilité quoiqu'appliqués de façon parcellaire *in situ*, où les insuffisances voire les dérives ne sont pas loin. Quoi qu'il en soit,

si les *Township tours* sont désirés par les espaces en déshérence et que – ne serait ce qu'une partie – de la communauté locale, instigatrice, y devient partie véritablement prenante, il serait assez spécieux de culpabiliser des visiteurs démontrant un intérêt finalement humain pour la face économiquement pauvre mais culturellement intense de ce pays. Surtout que cette dernière mériterait de s'inscrire dans un cadre spatial et communautaire plus vaste, en particulier au KwaZulu-Natal. La profondeur du champ historique et le potentiel d'une mise en tourisme alternatif y sont en effet avérés.

BIBLIOGRAPHIE

Allemand S., Dagorn R-E., Vilaça O., 2005. *La géographie contemporaine*. Collection Idées reçues, Le Cavalier Bleu, 126 p.

Allen L, Long P.R. & Kieselbach S., 1988. The impacts of tourism development on residents' perceptions of community life. *Journal of Travel Research*, 27 (1), p 16-21.

Ashley C., Boyd C., & Goodwin H., 2000. Pro-poor tourism: Putting poverty at the heart of the tourism agenda. *Natural Resource Perspectives*, Overseas Development Institute, London, 51, p 1-12.

Ashley C., Roe D., Goodwin H., 2001. Pro-poor tourism strategies: making tourism work for the poor: a review of experience. *Pro-Poor Tourism Report 1*, Overseas Development Institute/ International Institute and Development/CRT, The Russel Press, London.

Bartis H., 1998, A national black heritage trail in the Eastern Cape Province, South Africa: Is it an option? *In* Hall D., & O'Hanlon L., (eds), *Rural tourism management: sustainable options*, conference proceedings, 9-12 September, Scottish Agriculture College, Auchincruive, p 17-28.

Brunt P., Courtney P., 1999. Host perceptions and socio-cultural impacts. *Annals of Tourism Research*, 26 (3), p 493-515.

Butler S.R, 2003a. *Entrepreneurial Heritage: The Townships as Exhibition in Post-Apartheid Cape Town*. U npublished paper.

Butler S.R., 2003b. *The Museum, The Tour, the Senses*. Department of Anthropology and Sociology, UBC, paper prepared for the CONSERT Meeting, November 13, 12 p.

Butler S.R., 1999. Townships Tours: packaging the new South Africa. *Southern Africa Report*, Vol 14, N°4, p 24-30.

Chapman K., 2003. Township tours offer glimpe of 'Mandela's country', http://www.cnn.com/ SPECIALS/1999/safrican.elections/stories/township.tours/

DACT, 2008. White Paper on the Development and Promotion of Tourism in KwaZulu-Natal, Government of KwaZulu-Natal. Department of Arts, Culture and Tourism.

Dondolo L., 2001. Depicting history at Sivuyile Township Tourism Center. Paper presented at the *Mapping Alternatives: Debating New Heritage Practices Conference*, University of Cape Town, 26-27 Septembre.

Dubin S, C., 2006. Transforming Museums: Mounting Queen Victoria in a Democratic South Africa. New York: Palmgrave Macmillan, 339 p.

Else D., Murray J., & Swaney D., 1997. *Africa – the south*. Lonely Planet, Melbourne.

Folio F., 2010, Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés. *In* Jauze, J-M., Combeau, Y. (dir.), *Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien*, « Terres et sociétés indocéaniques », Université de La Réunion, p. 61-82.

Fabrice Folio et Anaëlle Derroisne, 2010. Ecotourisme et parcs naturels : innovations et contradictions sud-africaines, le cas de HIP (Hluhluwe-Imfolozi Park). *EchoGéo* [En ligne], numéro 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. http://echogeo.revues.org/11769

Folio F., 2007. Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). *EspacesTemps.net*, Textuel, 01.09.2007, http://espacestemps.net/document3191.html

Folio F., 2004. Villes post-apartheid au Kwazulu-Natal : une déclinaison du modèle de Davies. *L'Information géographique*, Vol. 68, no 4, p. 320-339.

Francis S., Dugmore H., & Rico, 2002 (1994 pour la première édition). Free at Last. *Madam & Eve*, Penguin Book, South Africa, 176 p.

Freire-Mederios B., 2009. The Favela and Its Touristic Transits. *Geoforum*, 2009.

Gentleman A., 2006. "Slum tours: a day trip too far?" *The Observer*, May, 7, 2006.

Gervais-Lambony P., 2009. *L'Afrique du Sud*. Collection Idées reçues, Le Cavalier Bleu, 127 p.

Gervais-Lambony P., 2001. Petite histoire d'espace et d'identité dans une ville sud-africaine. *Champs Psychosomatiques*, n° 21, p. 119-131.

Giraut F., Boujrouf S., Rey B., 2010. Le référent zoulou omniprésent, *EchoGéo*, numéro 13, juin 2010/août 2010. http://echogeo.revues.org/12039

Goudie S.C., Khan F., & Kilian D., 1999. Transforming tourism: Black empowerment, heritage and identity beyond apartheid. *South African Geographical Journal*, 81 (1), p. 22-31.

Guyot S., 2005. Essai de sociologie territoriale sud-africaine. *EspacesTemps.net*, Textuel, 30.04.2005. http://espacestemps.net/document1317.html

Hartwell L., 2008. Two Different Approaches to Township Tours. Political Sciences Department at the University of Pretoria, The Mamelodi Project http://blog.mamelodiproject.org/2008/06/two-different-approaches-to-township-tours/

Hernandez J., 2008. Le tourisme macabre à la Nouvelle-Orléans après Katrina : résilience et mémorialisation des espaces affectés par des catastrophes majeures. *Norois*, 3 (n°208).

Hewison R., 1987. *The Heritage industry : Britain in a climate of decline*. London, Methuen.

Holden P., 1984. *Alternative tourism*. Report of Workshop on Alternative Tourism with a focus on Asia, Ecumenical Council on Third World Tourism, Chiang Mai, 26 April-8 May.

Holliger J., 2005, *Quelles possibilités de développement afin de combler les fosses entre populations sud-africaines*, Diplôme de Gestionnaire en Tourisme de l'Ecole Suisse de Tourisme de Sierre.

Jeuwsen B., 1996. *Cultural Tourism in Eastern Bushmaland*. Notes on a Fieldrip Graduate Programme in Cultural and Media studies, University of Natal, Durban.

Kendle A., 2008. Poverty Tourism: Exploring the Slums of India, Brazil and South Africa, Vagabondish The Travelzine for today's vagabond. http://www.vagabondish.com/poverty-tourism-touring-the-slums-of-india-brazil-and-south-africa/

Kendle A., 2008. Dark Tourism : A Fine Line between Curiosity and Exploitation, Vagabondish The Travelzine for today's vagabond. http://www.vagabondish.com/dark-tourism-travel-tours/

KwaZulu-Natal Township Tourism Study, 2008. Zulu Kingdom, 69 p.

Lamy-Giner M-A., Guébourg J-L., 2005. Le tourisme international en Afrique du Sud, *Cybergeo*, Espace, Société, Territoire, article 331, mis en ligne le 12 décembre 2005.

Lennon J., Foley M., 2000. *Dark Tourism*. Cengage Learning Business Press, 194 p.

Mabogane M., Callaghan R., 2002. Swinging Safaris in Soweto, http://www.mg.co.za/mg/africa/soweto/html

Mackay M., 2005. Township tour safety 'requires black guides. Cape Argus, December 02, 2005, Edition 1. http://www.capeargus.co.za/index.php?fArticleId=3020038

Mainet-Valleix H., 2002. *Durban. Les Indiens, leurs territoires, leur identité*. Karthala, Collection Hommes et sociétés, 269 p.

Marschall S., 2005. Making Money with Memories: The fusion of Heritage, Tourism an Identity Formation in South Africa. *Historia*, 50 (1), May 2005, p. 103-122.

Marschall S., 2003. Mind the difference : a comparative analysis of Zulu cultural villages in KwaZulu-Natal. *Southern African Humanities*, Vol. 15, Pietermaritzburg, p. 109-127.

Masland T., Esther P., & Mike C., 2002. Turning History into tourism, *Newsweek* (Atlantic edition), 140 (16), p. 42-48.

McCool S.F., Martin S., 1994. Community attachment and attitudes towards tourism development. *Journal of Travel Research*, 32 (3), p. 29-34.

Mowforth M., & Munt I., 1998. *Tourism and Sustainability : New tourism in the Third World.* Routledge, London.

Ndela N.F., 2002. Representations of Zulu Cultural Identity in cultural tourism : a case study of Izintaba Zulu Cultural Village. University of Natal, Durban.

Perkins T.E., 1979. Rethinking stereotypes. *In* Barrett M., Corrigan P., Kuhn A. & Wolff J. eds, *Ideology and cultural production*, London, Croom Helm, p. 135-159.

Pizam A., Milman A., 1986. The social impact of tourism. *Tourism recreation research*, 11 (1), p. 29-33.

Poon A., 1993. Tourism, technology and competitive strategies, Oxford, CAB. Wallingford.

Ramchander P., 2004. *Towards the Responsible Management of the socio-cultural impact o Township tourism*. Submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Philosophiae Doctor in the Faculty of Economic and Management Sciences, University of Pretoria, Department of Tourism Management.

Ramchander P., 2003. Township tourism – blessing or blight : the case of Soweto, Paper presented at the Atlas Expert Cultural Tourism Group Conference on *Cultural Tourism: Globalising the Local – Localising the Global*, Barcelona, 1 November.

Ritzer G., & Liska A., 1997. 'McDisneyization' and 'post-tourism': complementary perspectives on contempory tourism. *Tourism cultures: transformations of travel and theory*, Rojek, C., & Urry, J. eds, London, Routledge, p. 96-109.

Rogerson C., 2006. Pro-Poor local economic development in South Africa : The role of pro-poor tourism. *Local Environment*, 11 (1), January 2006, p. 37-60.

Rogerson M., Visser G. Urban Tourism in the Developing World, The South African Experience. London, Transaction Publishers, 337 p.

Rolfes M., Steinbrink M., & Uhl C., 2009. *Townships as Attraction, an Empirical Study of Township in Cape Town*. Praxis Kultur- und Sozialgeographie, PKS 46, Universitätsverlag Potsdam, 60 p.

Scheyvens R., 2002a. *Tourism development: empowering communities.* Harlow, Prentice Hall.

Scheyvens R., 2002b. Poverty tourism. *Development Bulletin*, Massey University, p. 18-21.

Seaton A., V., 1996. Guided by the Dark – from Thanatopis to Thanatourism. *International Journal of Heritage Studies*, 2(4): p. 234-244.

Stallybrass P., & Allon W., 1986. *The Politics and Poetics of Transgression*, Ithaca, Cornell University Press.

Staszak J-F., 2008. Qu'est-ce que l'exotisme, *Le Globe* - Tome 148, p. 7-30.

Statistic of our Tourism Sector, 2008. Zulu Kingdom.

Tomaselli K.G., 2001. The semiotics of anthropological authenticity: how cultures change to fit their media image. *Journal of Natal and Zulu History*, 19, p. 63-73.

Tourismes 1 – Lieux Communs, 2002, Equipe MIT, Collection Mappemonde, Belin, 320 p.

Turnbridge J. E., Ashworthn G. J., 1996. *Dissonant Heritage – The Management of the Past as a Ressource in Conflict.* New York: John Wiley & Sons, 314 p.

Vaugham A., & *al*, 1999. *Inanda Tourism Development Business Plan*. McIntosh Xaba and Associates.

Wells H., 2000. A critical reflection on cultural tourism in Africa : the power of European imagery. Paper read at the ATLAS Conference: *Cultural tourism in Africa: strategies for the new millennium*, Mombasa, Kenya, 14-16 December 2000.

Weiner E., 2008. "Slum Visits: Tourism or Voyeurism?", *New York Times – Travel*, March, 9, 2008.

Wang C., 2001. *Is Pro-poor Tourism viable? Cultural Tourism as sustainable Development in Zulu and Bushman Communities*. Master's Project, University of Natal, Graduate Program in Cultural and Media studies.

NOTES

1. Toutefois, il convient de ne pas occulter le fait que les principaux heurts, dans les décennies 1980-90, ont en priorité concerné les populations des ghettos noirs en interne (bien qu'instrumentalisés par le pouvoir en place), à Soweto comme dans les townships de Durban : ils avaient en effet pour grille de lecture le clivage politique opposant l'ANC et l'UDF – partis panafricains de libération alors interdits – au parti nationaliste Inkhata (IFP) dirigeant le *homeland* (ou bantoustan : Etat noir fantoche) du *KwaZulu*. Ce dernier, sur l'air du « diviser pour mieux régner », bénéficiait de l'appui et de la logistique du Parti National afrikaner à la tête du pays.

2. Au total, 59 % des visiteurs ayant quitté le KwaZulu-Natal par voie aérienne en 2007 déclarent avoir expérimenté une activité liée à la culture, à l'histoire et à l'héritage (SAT, 2008). Cela reste certes inférieur aux pratiques relatives à la vie sauvage (70 %), à la balnéarité (73 %) ou encore à la vie nocturne ou au shopping (plus de 90 %). Toutefois, cette part est en progression chez les visiteurs ultramarins, pour qui ces sous-secteurs représentent des activités d'appoint lors de leur séjour (source : M W. Tifflin, *Tourism KZN*, 2009).

3. http://www.slate.fr/story/13525/le-tourisme-catastrophe-bresil-est-un-sport-de-combat.

4. Par là, ils se différencient du *Doomsday tourism* (« jugement dernier »), soit la visite de sites amenés à évoluer sous les effets du dérèglement climatique (Grande barrière de corail, glaciers arctiques ou Mont Kilimandjaro), du *Grief Tourism* (« peine, chagrin ») également appelé *Thanatourism* (Seaton, 1996), qui est la visite d'un théâtre tragique historique (camps de concentration de Auschwitz, Soham en Angleterre, *Ground Zero* à New-York ; notons que Robben Island au large du Cap peut aussi être rangé dans cette catégorie) et enfin du *Disaster tourism* (lieu célèbre d'une catastrophe naturelle), pour lequel on peut citer les exemples du sud-est de l'Asie après le Tsunami de 2004, de la Nouvelle-Orléans après Katrina (Hernandez, 2008) et on se souvient, en 2010, des croisiéristes ayant mouillé au large d'une Haïti meurtrie.

5. Entretien avec Nhlanhla Mthembu (*Sobantu Tour*) en octobre 2009.

6. Par exemple à travers l'érection de bidonvilles, de *backyard shacks* – logements de fortune d'arrière-cour – ou encore par l'entremise des maisons ouvrières standardisées, agrandies au fil du temps.

7. Il convient toutefois de distinguer trois sortes de tours (Rolfes & *al*, 2009, terrain, 2006-2009) : ceux résolument ancrés dans le legs d'apartheid à la lecture assez figée ; ceux montrant surtout un côté positif et convivial, faisant l'impasse sur ce qui pourrait mettre le touriste mal à l'aise ; enfin ceux montant les townships avec leur part de problèmes et d'inertie mais aussi de changements et de développement. Pour ces derniers, l'hétérogénéité ambiante est de mise, plus qu'un sentiment minimaliste, pour ne pas dire de frustration.

8. Entretiens avec M. Mgobhozi (*Meluleki Tours*) et Nhlanhla Mthembu (*Sobantu Tour*) en octobre 2009.

9. Surtout au travers de cette marche des écoliers s'opposant à l'apprentissage de l'afrikaans en 1976, dépeint dans le roman d'André Brink : *Une saison blanche et sèche*. Au terme de cette journée, la lutte contre l'apartheid va connaître un tournant avec des mobilisations massives voire des émeutes dans la presque totalité des townships du pays, lesquels deviennent des espaces ingouvernables (Mabogane & Callaghan, 2002).

10. Selon Rolfes & all (2009), le nombre de visiteurs y est estimé à 300 000 par an (contre 40 000 dans les *favelas tours* de Rio), soit 25 % de l'activité touristique totale. Les *Township tours* y deviennent un phénomène de masse, un *Must do* au même titre qu'une excursion sur la montage de la Table, à *Cape Point* ou dans les *winelands*.

11. Le *Mail & Guardian* a ainsi révélé que les tours opérateurs n'offraient l'opportunité de découvrir qu'une quinzaine de *sheebens* au grand maximum, sur les 5 600 que compte le plus vaste township d'Afrique du Sud, au millier de touristes visitant Soweto quotidiennement (année 1998).

12. Entretien avec M W. Tifflin du *Tourism KZN* (2009).

13. Comme de ne pas multiplier les photographies, préserver l'intimité des individus (bannir l'immixtion dans les logements ou *shacks*) ou ne pas offrir de cadeaux, de produits alimentaires et encore moins d'argent aux enfants, mais plutôt à des associations caritatives (afin de pas cultiver sur place de quelconque réflexes de charité).

14. C'est aussi le cas du tour de Cato Manor, à ceci près qu'il s'agit pour ce dernier d'un quartier péricentral mixte, interdit sur des bases sanitaires et déclaré zone blanche (à l'instar du District Six) en 1959. Réoccupé ensuite de façon spontanée par de nombreuses familles, il offre depuis un grand flou quant au mode de propriété local. La municipalité d'eThekwini a fait de Cato Manor un de ses symboles d'opération de redéveloppement (à travers des logements sociaux et des équipements publics), ajoutant encore à l'hétérogénéité extrême des lieux.

15. Rappelons que son combat pour les membres de sa communauté, organisé autour du *Satyagraha* (résistance passive), s'est initié après son éviction forcée d'un train en marche à Pietermaritzburg en 1893. Outre la station de chemin de fer rénovée et commémorant cet événement, dans *Church Street Mall* (le cœur du centre-ville), trône une imposante statue du Mahatma ; non loin de là, une librairie Gandhi est également en construction.

RÉSUMÉS

Des processus de réappropriation identitaire et historique, à finalité économique, sont à l'œuvre à l'heure actuelle en Afrique du Sud. Un type de tourisme au caractère authentique et interactif connaît notamment un certain engouement : les *Township tours*. Il assume un épisode médiatisé de l'histoire du pays, soit l'apartheid urbain, en tentant d'inverser l'image répulsive qui lui est associée. L'attirance pour les townships se nourrit d'un désir de compréhension de la ségrégation raciale institutionnalisée et de la mise à bas d'une politique inique. Paradoxalement, la réputation de dangerosité, de pauvreté et « d'informalité » accolée à ces quartiers noirs semble aussi agir comme un produit d'appel. A travers l'exemple de la province du KwaZulu-Natal, il sera vu que cette activité socio-touristique s'oriente à présent vers un multiculturalisme prudent, porté par des icônes (inter)nationales, avec en toile de fond les velléités de développement local.

Processes of identity and historical appropriation, rooted in economic purpose, are today arising in South Africa. A tourism activity, based on authenticity and interaction, becomes particularly popular: the Township tours. It assumes an episode of the country history, i.e. urban segregation, which was given a lot of media coverage. In the meantime, it tries to invert the repulsive image that is commonly associated with apartheid. The attraction for township areas has to be linked to the wish of understanding the institutionalized racial discrimination in South Africa, as well as its pacific end. Paradoxically, the reputation of dangerousness, poverty and informality of those former black urban areas seems to act as a loss leader. Through the example of the province of KwaZulu-Natal, it will be seen that this new socio-tourist activity is now playing a multiculturalism card carried by popular icons, with the local development target in the background.

INDEX

Mots-clés : KwaZulu-Natal, township tour, socio-tourisme, histoire, culture, pauvreté
Keywords : sociotourism, history, poverty

AUTEUR

FABRICE FOLIO

Fabrice Folio (fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr) est maître de conférences au département de géographie et membre du Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie(CREGUR), Université de La Réunion.

Téoros
Revue de recherche en tourisme

35, 1 | 2016
Tourisme noir ou sombre tourisme ?

Dark tourism ou tourisme mémoriel symbolique ?

Les ressorts d'un succès en terre arc-en-ciel

Fabrice FOLIO

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/teoros/2862
ISSN : 1923-2705

Éditeur
Presses de l'Université du Québec

Ce document vous est offert par Bibliothèques de l'Université de La Réunion

Référence électronique
Fabrice FOLIO, « *Dark tourism* ou tourisme mémoriel symbolique ? », *Téoros* [En ligne], 35, 1 | 2016, mis en ligne le 05 septembre 2016, consulté le 11 février 2021. URL : http://journals.openedition.org/teoros/2862

Ce document a été généré automatiquement le 11 février 2021.

La revue *Téoros* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Dark tourism *ou tourisme mémoriel symbolique ?*

Les ressorts d'un succès en terre arc-en-ciel

Fabrice FOLIO

1 Le *dark tourism* (Lennon et Foley, 2000 – tourisme sombre pour les francophones), dénommé également « thanatourisme » (Seaton, 1996 ; Dann et Seaton, 2003) ou tourisme macabre, implique toute forme de prestation comprenant la visite de lieux associés à la mort, à la souffrance, à la peine et à la destruction. Le champ de recherche relatif à ce segment spécifique gagne encore à être précisé. Ce constat vaut autant pour les pratiques et les espaces concernés que pour les critères de réussite sous-jacents et les motivations – mouvantes et hybrides – des visiteurs. Nous nous proposons ici d'esquisser une lecture critique relativement large des ressorts de ces prestations. En somme, qu'est-ce qui peut inciter à la mise en tourisme puis au succès – en termes de notoriété – d'objets historiques dits sensibles ?

2 Nous nous inspirerons, pour ce faire, de notre expérience issue du terrain sud-africain. Une mise en perspective sera opérée en le confrontant à la littérature scientifique et à des exemples notoires tirés de la scène internationale, soit une démarche qui se veut fondée sur le jeu d'échelle et de la nuance. Ce choix se justifie par le fait que les prestations du *dark tourism* en Afrique du Sud, en plus d'apparaître comme nombreuses et assez diversifiées dans leurs formes, paraissent combiner plusieurs facteurs de réussite. Pour certains, il est possible de les associer à une tendance inscrite dans un contexte de mondialisation touristique, pour d'autres, à des particularismes locaux aux enjeux affirmés.

3 Dans la nation arc-en-ciel, le tourisme mémoriel est bien établi. Les objets liés à la valorisation de l'histoire nationale se trouvent en bonne place dans les catalogues touristiques[1]. Si la période coloniale n'est pas oubliée avec quelques sites ouverts au public (comme le Castle of Good Hope au Cap) parmi les principaux lieux proposés[2], on trouve ceux plongeant dans la politique ségrégative de développement séparé ou apartheid. Leur « mise en scène » prouve que le pays aborde franchement cette page

d'histoire délicate. L'hommage à la lutte anti-apartheid s'effectue à travers une multitude d'objets patrimonialisés : mémorial, stèle, musée, quartier urbain ou encore prison reconvertie (Ashworth, 2004). En vertu du fait que ces monuments sont l'émanation ou la résultante d'une période discriminatoire longue (1948-1991), instable et souvent violente, laquelle a marqué la nation au fer rouge, nous questionnerons ici la pertinence de les rattacher au tourisme dit sombre ou « *dark* », ou à une forme de tourisme de mémoire « grave », très symbolique. « What is so 'dark' about dark tourism? » (Bowman et Pezzullo, 2010) est une expression qui nous semble avoir une acuité particulière dans le contexte sud-africain. Effectivement, nous savons maintenant que les contours de ce type de tourisme peuvent être plus complexes que ce qui est par exemple ébauché dans les grands médias. La notion même finit par être critiquée. Le regard que leur portent les visiteurs est pluriel, ardu à appréhender (Urry, 1990). Il entremêle quête d'originalité et d'altérité, prise de conscience humaniste et « résiliente », mais aussi processus d'identification. Leur succès repose en outre sur des impulsions que l'on peut relier au jeu – et aux enjeux – économique, médiatique et politique.

4 Nous relaterons en cet article nos études de terrain réalisées entre 2009 et 2015 à Johannesburg (sur les sites de Constitution Hill, au Musée de l'apartheid ou encore à travers les Soweto Tours), à Durban (au KwaMuhle Museum et dans le cadre du Inanda Tour), ainsi qu'au Cap (à travers la visite de Langa, du musée du District Six ou encore au fil de nos déplacements à Robben Island). Nous les confronterons aux écrits scientifiques – en particulier sud-africains, nous appuyant à ce moment sur les enquêtes conduites localement –, ainsi qu'à des coupures de presse et à la littérature grise sur le sujet. Notre démarche se veut interdisciplinaire, à la confluence des champs géographique, historique et sociologique.

5 C'est la rencontre entre deux dialectiques, l'une puisant on le verra dans des facteurs nationaux, suscitant et/ou répondant à un certain nombre d'attentes, l'autre attachée à une diversification/distinction de l'offre touristique contemporaine, que se nouent les critères de réussite du thanatourisme en terre arc-en-ciel. Nous passerons en revue ce qui nous paraît être trois facteurs clés de son ancrage territorial, en relativisant ce faisant un certain nombre d'idées reçues : en premier lieu, un aspect économique et géographique assez classique associé à l'augmentation de l'offre touristique d'un pays émergent en ses lieux les plus fréquentés, soit ses grandes aires urbaines ; en second lieu, un discours et une scénarisation patrimoniale à teneur optimiste, combinant espérance en l'avenir, nouvelle narration nationale et édification de mythes. En dernier lieu, un facteur temporel en phase avec son époque, lequel trahit sans doute un contexte ambivalent, où le sentiment de nostalgie et d'élan emphatique le dispute à un processus d'identification.

Du facteur géoéconomique : polarisation (intra)métropolitaine dans un contexte de diversification touristique

6 Un premier élément factuel associé à l'assise des prestations du *dark tourism* sur la scène mondiale se rattacherait à ce que Thomas Hovi (2013) appelle – tout en s'interrogeant – un critère culturel ethnocentrique. Par extension, il pourrait se rapprocher du regard « occidental » (ou Western). Il s'agit d'une réalité qui demande à être relativisée. Certes, le succès de certains sites tels qu'Auschwitz-Birkenau (1,43 million de visiteurs chaque

année) ou Ground Zero (plus de trois millions de personnes annuellement) ne se dément pas. Mais rappelons déjà que le *dark tourism*, en termes de lieux couverts et de pratiques offertes, n'est nullement un apanage « occidental » (si tant est par ailleurs que ce terme puisse encore avoir de la pertinence). Outre le *risk tourism*, il est vrai exceptionnel dans des pays en guerre (Iraq, Syrie…), de manière plus traditionnelle la Chine – la zone du tremblement de terre du Sichuan est proposée par des voyagistes –, l'Inde, l'Indonésie ou le Brésil (dans les *Slums* ou autres *Favela Tours*), s'inscrivent dorénavant sur la carte des destinations proposant du tourisme dit sombre (dans son sens élargi). L'Afrique du Sud ne fait évidemment pas exception à la règle avec en tête d'affiche la prison de Robben Island. Certes, on pourrait évoquer là des prestations singulières, pour certaines relativement récentes. Mais les pratiques des pays émergents rejoignent bien celles établies des pays développés. Les opérations de patrimonialisation touristique relatives à d'autres génocides que la Shoah existent, que ce soit au Cambodge (Tuol Sleng Museum) ou au Rwanda (Murambi Memorial). Ces sites sont, il est vrai, moins fréquentés qu'Auschwitz, mais il ne faut pas forcément y voir une hiérarchisation culturelle des catastrophes du fait d'un intérêt différencié. Une partie de l'explication est plus triviale : l'apparition puis le succès du *dark tourism* ne font souvent que suivre la courbe de l'enracinement et de l'augmentation de l'activité touristique et de sa spatialisation dans le monde ; présent là où le tourisme est le mieux installé depuis longtemps, il s'incruste dans les destinations nouvelles. De façon prosaïque, si le tourisme accompagne le développement, le *dark tourism* accompagne lui l'essor et la diversification de l'activité sur la planète.

7 Une autre idée reçue mérite d'être nuancée : elle concerne la place devenue incontournable chez les visiteurs de ce segment d'activité. Ainsi, aux dires de Philip Stone et Richard Sharpley (2008), l'intérêt mondial pour ce genre d'attraction semble répandu de nos jours, ces auteurs parlant même de véritable « phénomène ». S'il semble éloigné de la réalité de voyage de la majorité des individus, dans les faits, beaucoup de touristes visitent ce genre de site au cours d'un déplacement. Sur la scène internationale, l'engouement pour des lieux comme Alcatraz, la maison d'Anne Frank, la Old Melbourne Gaol ou le Hiroshima Peace Memorial Park peut en attester. Toutefois, il convient de rester prudent et d'éviter les généralisations.

8 Si nous nous en tenons à notre expérience sud-africaine, nous remarquons effectivement que les sites reliés au *dark tourism* et notamment à la politique d'apartheid s'inscrivent désormais comme un produit touristique signifiant. Toutefois, cela n'en fait pas encore le produit d'appel majeur en terre arc-en-ciel. Les statistiques nationales montrent que les attractions patrimoniales relatives à l'ex-politique de ségrégation raciale sont plutôt un complément aux séjours touristiques, justifiées initialement par d'autres considérations ou motifs de voyage. Pour les touristes étrangers ultramarins (un des publics du *dark tourism*), la raison première motivant un déplacement en Afrique du Sud reste la découverte de ses paysages naturels et de sa faune. Ceux-ci s'inscrivent dans les safaris au sein des nombreux parcs nationaux et réserves naturelles. L'expérience sud-africaine est un enchevêtrement de *game parks* (en particulier la quête des *big five*) et subsidiairement de ce qu'on pourrait appeler les villages culturels. Ces derniers offrent des spectacles culturels ethniques se déroulant dans des villages « traditionnels », plus ou moins authentiques (Lesedi, Shakaland, Phezulu…), en rapport avec les populations bantoues de l'arrière-pays (Folio, 2010). De même, en ce qui concerne spécifiquement les sites sombres les plus visités, il ressort que leur proximité – de certaines zones touristiques ou centrales – ainsi que leur accessibilité leur servent d'arguments. Pour donner quelques

exemples, citons le Victoria & Alfred Waterfront au Cap à proximité de Robben Island, ou encore le Musée de l'apartheid au sud-ouest du parc à thème de Gold Reef City à Johannesburg. Par ailleurs, nombre de visites guidées de *townships* (faubourgs « indigènes » des villes d'Afrique du Sud) débutent par la visite théorique d'un musée situé en centre-ville, alors que les prestataires privés viennent généralement chercher et ramener les visiteurs à leur hôtel. Par conséquent, évoquer des espaces lointains de « confins » – par exemple une île au large ou un quartier urbain excentré… – est à nuancer partiellement, au vu de la mobilisation consentie pour désenclaver ces lieux et les (ré)intégrer au tissu économique national grâce au tourisme. Au final, sans en dépendre, les métropoles d'Afrique du Sud restent prioritairement concernées par les prestations du *dark tourism* liées à l'apartheid. Nous citerons prioritairement Johannesburg et Le Cap, suivies de Durban/eThkewini, Pretoria/Tshwane et Port Elisabeth/Nelson Mandela Bay. Au demeurant, se relève une certaine « territorialisation » du secteur. Nous pourrions arguer que cela n'est pas une surprise puisque l'apartheid détenait une inscription spatiale décisive en milieu urbain (et encore plus saillante et complexe dans les grandes villes). Cette territorialisation demeure, qui plus est, assez fidèle à la distribution générale, à l'échelle nationale, des visiteurs étrangers : les métropoles sont aussi très touchées car c'est ici qu'arrivent et/ou résident les contingents de touristes[3].

9 Cela étant dit, il faut y ajouter une articulation scalaire intéressante. Si les places fortes économiques du pays sont globalement concernées, nous préférons à grande échelle le terme de « marges » urbaines pour définir les objets phares du *dark tourism*. Celui-ci doit être compris dans son sens le plus large, soit certes les zones périphériques – pensons ici aux townships comme Soweto, véritable figure archétypale –, mais aussi les sites anciennement redoutés et répulsifs, comme une ancienne maison indigène ou une prison depuis transformée en musée. Ainsi, au Cap, du fait d'une forte mobilisation communautaire, le musée du District Six a revalorisé un quartier péricentral dont l'image avait fini par être associée à la destruction et à l'expulsion d'habitants en 1968 (pour cause de cohabitation communautaire devenue insupportable). Tout cela passe évidemment par des opérations de « recodage » – en termes d'image – et de réinsertion – en termes de désenclavement et de raccordement au tourisme local – de ces lieux. Soweto (South Western Township) est dorénavant bien visible dans le programme de l'ensemble des organisateurs de voyages nationaux. Robben Island est un incontournable de la visite de Cape Town. Le musée du District Six, de son côté, a été rattaché au *City Bus* touristique de la ville mère (*Mother City*). Tout cela conduit par conséquent à lire le phénomène à un autre niveau d'échelle, plus fin, celui intra (ou infra)métropolitain.

10 D'une manière générale, ces prestations, du moins les plus populaires, agissent en complément d'un séjour touristique global en Afrique du Sud. Elles bénéficient de leur originalité et d'un positionnement de niche qui va compléter l'éventail des pratiques. Ce sont les « combinés touristiques », associant diverses expériences, qui caractérisent de nos jours les voyages. Ces prestations incarnent donc pour l'heure une pratique annexe, étant rarement la finalité première du séjour, y compris pour un site comme Robben Island, pourtant le plus notoire du pays en matière de *dark tourism*. Classé sur la Liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) depuis 1999, il accueille un peu plus de 350 000 visiteurs chaque année, ce qui est loin d'être négligeable. La célèbre prison de haute sécurité de l'île arrive tout de même après le cap de Bonne-Espérance et la montagne de la Table en termes de

fréquentation touristique dans l'aire métropolitaine de Cape Town (D'Angelo, 2014). À Johannesburg, au milieu des années 2000, l'Apartheid Museum (environ 50 000 visiteurs, ce qui en fait tout de même un des premiers musées de la ville) ou Soweto (plus de 250 000 visiteurs) se positionnaient après le parc de Gold Reef City, le Montecasino ou les marchés de Bruma et de Rosebank (City of Johannesburg, 2012).

11 La seconde grande clientèle du tourisme mémoriel sombre est constituée du public scolaire sud-africain. À ce niveau, les visites se font en groupe, dans un cadre didactique, sans véritable libre choix. Il est à noter que ces sorties pédagogiques sont particulièrement nombreuses en avril et en septembre, qui sont des périodes de commémorations patrimoniales importantes en Afrique du Sud. Aussi cela amène-t-il à une certaine ponctualité (plus que saisonnalité) dont il faut tenir compte dans la fréquentation des sites, du moins ceux qui n'ont pas une très grande notoriété. Au KwaMuhle Museum de Durban par exemple (un petit musée narrant la politique de ségrégation urbaine appliquée dans la ville tout au long du XX^{e} siècle), l'essentiel de la fréquentation annuelle a lieu autour des dates du 27 avril (le *Freedom Day* qui célèbre la fin de l'apartheid et le début de la démocratie en Afrique du Sud) et du 24 septembre (le *Heritage Day*, journée de la célébration nationale de la « diversité dans l'unité »).

12 À Johannesburg, Constitution Hill reste à ce titre un site plus original et c'est pourquoi nous pouvons s'y attarder. Le lieu ne jouit pas de la même notoriété touristique que l'île où a été emprisonné Mandela ou le Musée de l'apartheid, mais soulignons que ce sont en partie des citoyens locaux ordinaires qui sont amenés à le fréquenter, pour d'autres raisons. Situé en zone péricentrale de Johannesburg, il a été ouvert aux visiteurs en 1995 en tant que structure semi-publique (Constitution Hill Foundation, 2006). L'endroit compte au nombre des projets Blue IQ de la province du Gauteng (c'est-à-dire des lieux d'investissements stratégiques). Il est cogéré par l'organisme gouvernemental Johannesburg Development Agency (JDA), qui pilote des initiatives de développement et de réhabilitation urbains en partenariat avec le secteur privé. Constitution Hill regroupe plusieurs bâtiments (illustrations 1 à 4). Le Old Fort fut une prison de haute sécurité pour les Blancs sous l'apartheid et également l'ancien poste de défense des Afrikaners durant la guerre les opposant aux Anglais (1899-1902). La *Number Four* ou « Prison indigène » fut quant à elle le lieu où ont été retenus des activistes pro-démocrates de couleur (Robert Sobukwe, fondateur du Congrès panafricain, ou encore Gandhi, durant sa campagne de résistance en 1906). À proximité, la Women's Gaol, elle aussi accessible au public, fut une prison réservée aux femmes, où ont entre autres été détenues les militantes Winnie Mandela et Albertina Sisulu. Enfin, l'actuelle cour constitutionnelle a été établie localement en 2004 en un beau symbole de juxtaposition physique : les abus du passé (les prisons) côtoient ainsi l'espérance en un meilleur futur (la cour).

Illustration 1

Constitution Hill près de Hillbrow, aux abords du centre-ville de Johannesburg. La mise en scène, bien qu'austère, est axée sur la nostalgie et la pédagogie, la grande place aérée en plein milieu du site étant la figure métaphorique de cette lueur d'espoir dans la nouvelle Afrique du Sud. On peut y relever la grande variété des objets et des supports internes : le visiteur passe en revue les cellules sordides.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 2

Constitution Hill, Johannesburg, Afrique du Sud : une cour intérieure où eurent lieu des actes de torture.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 3

Constitution Hill, Johannesburg, Afrique du Sud : large buste à l'effigie de Gandhi (devant un groupe de scolaires accompagné ici d'un médiateur culturel).

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 4

Constitution Hill, Johannesburg, Afrique du Sud : panneau multilingue informant de la présence, en ce lieu, de la cour constitutionnelle sud-africaine.

Photographie : Fabrice Folio.

13 Constitution Hill modifie une histoire chargée négativement en une ode à la reconstruction identitaire dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Ce qui fait la particularité de cette prison (dans l'inconscient de nombreux Sud-Africains), c'est qu'elle n'a pas abrité que des prisonniers politiques ou des activistes, mais aussi tous ceux, citoyens ordinaires, qui ont été arrêtés pour des délits divers (plus au moins graves), y compris parfois pour des entorses bénignes à la législation d'apartheid (non-port du *pass*[4], non-respect du couvre-feu). En prestation mémorielle intégrale, Constitution Hill touche à plusieurs périodes (coloniale, apartheid) et épisodes phares de l'histoire du pays : guerre Anglo-Boer, rassemblement civique des Indiens, lutte – de la majorité noire mais pas uniquement – contre la politique de ségrégation raciale. Elle participe qui plus est à une amorce de régénération urbaine par son établissement aux portes d'un quartier populaire (soit celui de Hillbrow qui attire beaucoup de migrants d'Afrique de l'Ouest), dont il faudrait encore mesurer les répercussions éventuelles sur une échelle de temps plus longue. C'est d'ailleurs cet enjeu territorial qui a pu expliquer l'appui assidu de la municipalité de Johannesburg au projet. La venue de touristes devient ici associée à l'entrée de subsides et à un effet d'entraînement local. Enfin et surtout, le site allie passé et présent à un site toujours fonctionnel, la cour constitutionnelle, qui amène des résidents ordinaires à le fréquenter et subséquemment à en apprendre davantage sur l'histoire agitée de leur pays. Certes, on ne peut plus véritablement parler à ce niveau d'initiatives touristiques ou récréatives, même s'il faut rappeler que la vocation du lieu est de devenir un espace public central pour tous les citadins de Johannesburg (Gevisser,

2004). Il arrive ainsi que le site soit mobilisé et occupé dans le cadre d'événements privés et notamment de fêtes diverses.

Du facteur médiatique et iconique : *hope tourism* et édification de mythes

14 Une autre idée reçue à propos du *dark tourism* concerne l'image controversée qui lui reste attachée, à savoir la mort, la peine et la souffrance utilisées comme produits d'appel. La valorisation à finalité économique de ce type de patrimoine sensible interpelle. On renvoie pour l'illustrer aux mots de Philip Stone : dans un article publié par le *Guardian* (cité dans Coldwell, 2013), le directeur exécutif de l'Institut pour la recherche en *dark tourism* évoque, en s'appuyant sur l'exemple du site du crash du Vol 93 le 11 septembre 2001 en Pennsylvanie, le cycle implacable de la « commercialisation de la mort ». On peut à bon droit s'interroger sur ce mariage insolite entre événement tragique et marchandisation. De manière entendue, on se demanderait si, dans le cas sud-africain, des sites comme Robben Island ou l'Apartheid Museum ont besoin d'équipements communément rattachés à la tradition touristique ou de loisirs, tels que des boutiques de souvenirs ou des points de restauration.

15 À cette interrogation il est vrai réductrice, il faut répondre de façon pragmatique. On stipulera qu'au moment précis où ces lieux s'affichent, sensibilisent et s'ouvrent au grand public, dans le cadre de prestations facturées, ils émargent à l'industrie touristique. Du reste, un prix d'entrée est fixé, ces espaces ne sont pas gérés sur la base du bénévolat, le personnel est rémunéré et l'entretien du site demeure une obligation. Certains musées, comme le Musée de l'apartheid (par l'intermédiaire du consortium Akani Egoli), sont par ailleurs privés (bien que ce dernier ait ensuite été concédé à une *Section 21 Company*[5]. Le tourisme patrimonial reste un secteur où se nouent maints enjeux économiques : la totalité des compagnies touristiques privées ont ajouté ces prestations à leur catalogue et attendent d'elles des standards d'accueil et de services. Il est donc compréhensible que la question de la bonne gestion budgétaire (y compris par le biais des donations, des contributions ou encore du *sponsoring*[6]) devienne un élément stratégique à prendre en compte, parmi d'autres. Dans le cas de Constitution Hill, de Soweto ou encore de Robben Island, le visiteur ne relèvera rien de particulièrement perturbant ou d'offusquant dans le déroulement de la visite. Tout d'abord, ces lieux sont vastes et les segments sont bien séparés (illustrations 5 à 8). Qui plus est, les parcours sont scénarisés. L'ambiance elle reste plutôt pesante et empreinte de gravité. Aussi, on ira jusqu'à dire que les endroits dits de « repos » (restaurant, librairie, mais aussi banc et jardin), apparaissent un peu comme des nœuds de décompression après la tension emmagasinée. Les visiteurs peuvent là plus aisément se ressourcer, réfléchir et discuter de leur ressenti.

Illustration 5

La visite guidée du musée national de Robben Island s'effectue en *ferry* à partir du *waterfront* du Cap. La navigation de neuf kilomètres et la découverte graduelle de l'île constituent un premier moment fort du tour.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 6

Robben Island, Afrique du Sud : S'y déclinent ensuite l'histoire du lieu d'incarcération narrée par un ancien pensionnaire reconverti et le passage attendu – et bref – devant la cellule de Nelson Mandela.
Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 7

Robben Island, Afrique du Sud : Durant le tour de l'île en bus se découvrent ensuite les carrières de chaux où travaillaient les détenus.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 8

Robben Island, Afrique du Sud : avant le retour à l'embarcadère, sont exposées de grandes photographies décrivant le temps de la libération. On y trouve aussi diverses échoppes.
Photographie : Fabrice Folio.

16 Au surplus, on pourra alléguer que ce n'est pas la mort *stricto sensu* rattachée à ces endroits distinctifs, mais leur histoire grave, événementielle, qui est révélée. À bien des égards, le cas sud-africain fait prendre conscience que le message de la réconciliation nationale et l'expression d'une nouvelle identité (Houssay-Holzschuch, 2010) sous-tendent de nos jours les matériaux patrimoniaux valorisés en terre arc-en-ciel. Les intérêts sont multiples (tant économiques, politiques qu'identitaires) et le discours s'adresse à plusieurs publics. À l'endroit des visiteurs étrangers le message est explicite : l'Afrique du Sud assume son passé sans l'occulter et est parvenue à surmonter ses travers raciaux, ce qui en fait un idéal pour la terre entière ; à l'attention de la population locale, le symbole est tout aussi manifeste : la jeune démocratie sud-africaine peut être fière des efforts souscrits de reconnaissance et de réhabilitation, ce qui doit faire sens dans le cadre de la cohésion du pays. Le quartier de Soweto et Robben Island ne sont pas uniquement vendus comme des lieux témoins de refoulement ou d'incarcération rudes, mais des endroits allusifs où des valeurs, telles que l'abnégation et la transcendance, ont été portées au plus haut.

17 À ce niveau, le facteur médiatique a pu jouer un rôle substantiel (Rojek, 1997). Le maelstrom de romans, de documentaires, de fictions cinématographiques, de téléfilms et d'albums musicaux portant sur l'apartheid (et surtout sur la lutte anti-apartheid), tous engagés – et pour beaucoup d'entre eux frappés d'opprobre, ce qui a eu précisément pour vertu de les populariser davantage notamment à l'étranger… –, a clairement positionné l'Afrique du Sud sur la carte du monde. Uniquement pour les fictions cinématographiques réalisées avant la chute de l'apartheid, et la liste n'est pas exhaustive, citons : *Pleure, ô mon*

pays bien-aimé (issue du roman de l'écrivain Alan Paton en 1948) de Zoltan Korda (1952), qui fera l'objet d'un remake signé Darrell Roodt en 1995 ; *Cry freedom* de Richard Attenborough (1987) au scénario signé John Briley ; *Un monde à part* de Chris Menges (1988) ; ou encore *Une saison blanche et sèche* d'Euzhan Palcy (1989), adaptée d'un célèbre roman d'André Brink (1979). Consécutivement (ou simultanément) et chacune à sa manière, ces œuvres ont gravé dans le marbre de l'histoire (inter)nationale le combat légitime d'un peuple contre un régime inique et oppressif. Il ne faut pas sous-estimer cet aspect, particulièrement dans un contexte de mondialisation libérale : l'impact du *soft power* sur des prestations de type *dark tourism* accompagne généralement les hausses de fréquentation de tel ou tel lieu. Référons-nous ici évidemment aux camps de concentration (par exemple après la sortie du film *La liste de Schindler* de Steven Spielberg, 1993), ou encore à la fiction *La Déchirure – The Killing Fields* – de Roland Joffé, sorti en 1984, pour le Mémorial du Cambodge. Parfois même, il incitera au désenclavement et à l'ouverture de sites (pensons à ce niveau aux tours de Dharavi à Mumbaï après l'oscarisation du film *Slumdog Millionnaire* réalisé par Danny Boyle, sorti en 2008 et co-réalisé par Loveleen Tandan en Inde). Nous soutenons même que la notoriété immuable des objets patrimonialisés est en partie entretenue par des réactualisations médiatiques permanentes (la valse des productions de tous types relatives au génocide rwandais pouvant en attester), à défaut d'une oblitération, voire d'un effacement (*erasure*) des mémoires.

18 Il est un autre aspect qui doit être mis en exergue : la valorisation de personnages notoires bien distincts. Elle vient ajouter une crédibilité humaniste à ces visites, ce qu'on peut nommer l'« effet Mandela » dans le cas sud-africain. Certes, le *dark tourism* est déjà connu pour abriter, dans ses multiples formes, des prestations relatant la vie et les actes de personnages connus, fussent-ils respectés (James Dean, John Lennon, Lady Di ou John F. Kennedy) ou craints et/ou détestés (Nicolae Ceausescu, Vlad III l'empaleur, Bonnie & Clyde, Charles Manson). Toutefois, en Afrique du Sud, une grande majorité des lieux du *dark tourism* se trouvent surdéterminés positivement par des figures tutélaires. Elles sont destinées sans doute à servir de caution charismatique à une noble cause : celle de la lutte et de la mise à bas d'un régime raciste, celle aussi d'un discours rassembleur et pacificateur nourrissant le nouveau départ du pays. Et ces icones ne concernent pas uniquement feu Nelson Mandela. D'autres figures, parfois martyres, sont conviées : Winnie Mandela, mais aussi Gandhi, Desmond Tutu ou Steve Biko (leader du mouvement de la conscience noire, arrêté, torturé puis retrouvé mort en cellule en 1977). L'existence tortueuse, parfois controversée, de ces personnages n'est pas décortiquée durant les prestations, au point d'offrir une histoire (parfois une « hagiographie ») simplifiée, consensuelle et politiquement correcte. Pour ne retenir qu'un seul exemple, durant la visite à Inanda, dans l'ancienne maison de presse de Gandhi, l'instaurateur du *Satyagraha* (la « poursuite ou étreinte de la vérité ») est communément associé à Nelson Mandela, ex-leader des commandos « fer de lance de la nation », en qualité de chantre de la non-violence !

19 À Soweto, des haltes incontournables sont proposées et tentent de ne faire transpirer aucun pessimisme ambiant. Les excursions déclinent ainsi la célèbre place où a été signée la *Freedom Charter* en 1955 : ils ramènent à ce moment au combat des membres fondateurs de l'African National Congress (ANC – le parti aujourd'hui au pouvoir) et détiennent incidemment un agenda politique. Cette étape des Soweto Tours se situe au centre d'une vaste esplanade qui abrite un nouvel hôtel cinq étoiles (où on rappelle au visiteur que le

Prince Charles y a séjourné), le tout prenant place non loin du bidonville de Kliptown. Mais le lieu clé de la prestation est bien Vilakazi Street à Orlando West, passage obligé de la visite où affluent aujourd'hui les cohortes de visiteurs. Cette rue est présentée comme l'artère de la résistance estudiantine à l'apprentissage obligatoire de l'afrikaans en 1976 (manifestation ayant dégénéré à la suite de l'intervention de la police). Une image « totem » a fait le tour du monde : celle de la photographie de Sam Nzima figeant pour l'éternité le jeune Hector Pieterson, victime expiatoire porté à bout de bras par Mbuyisa Makhubo. La rue Vilakazi abrite surtout aujourd'hui les maisons de deux prix Nobel de la paix. On ne manquera d'ailleurs pas de rappeler qu'il s'agit à ce niveau de la seule rue au monde de ce genre, avec la maison de Winnie et Nelson Mandela – reconvertie en musée intimiste – ainsi que celle de Desmond Tutu. *Sheebens* (tavernes), artisanat traditionnel et restaurants « authentiques » s'y succèdent, agrémentés de sculptures et de peintures murales, ainsi que d'une signalétique explicative (plaques) bien apparente sur des trottoirs entièrement refaits. Le tout compose le *Vilakazi Street Precinct Development Project*. L'idée ambitieuse de départ (menée par la Municipalité métropolitaine de Johannesburg durant les années 2000) était d'associer les résidents au sein d'une initiative patrimonialo-touristique, à l'attention à la fois des locaux et des touristes (ce qui a pu montrer quelques limites en termes de participation) (Guinard, 2015). Pour finir, la visite de Soweto amène systématiquement à passer devant le récent théâtre du township, signe de l'aménagement du quartier et de l'intense vie culturelle qui y règne (illustrations 9 à 12).

Illustration 9

Township de Soweto à Johannesburg : la place rénovée où fut signée la charte de la liberté.
Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 10

Township de Soweto, à Johannesburg : la maison de Nelson et de Winnie Mandela à Orlando, transformée depuis en musée.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 11

Township de Soweto à Johannesburg : le mémorial dédié aux écoliers de 1976.
Photographie : Fabrice Folio.

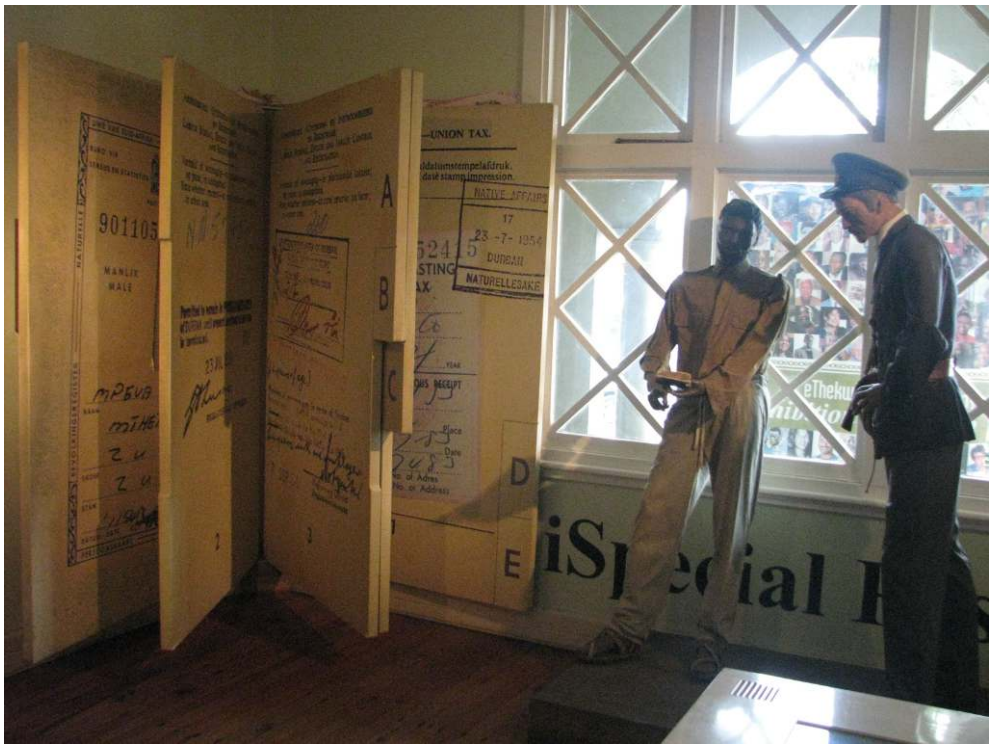
Illustration 12

Township de Soweto à Johannesburg : le récent Soweto Theater et son architecture colorée, originale et excentrique.
Photographie : Fabrice Folio.

20 Au musée KwaMuhle dans la ville littorale de Durban, la première tranche du bâtiment a longtemps été l'unique partie accessible de la structure muséale. Cette dernière retranscrit les souffrances endurées par les populations locales noires (de la destruction du quartier péricentral de Cato Manor au monopole de la ville sur la vente de la bière, en passant par l'humiliation causée par le port du *pass*). Le lieu, construit en 1928, servait initialement à l'enregistrement des Noirs arrivant en ville dans ce qui était alors un bureau indigène. D'un espace détesté, la municipalité a opté pour la reconversion muséale au milieu de la décennie 1990. Elle ne le présente pas comme un Musée de l'apartheid, mais un musée de l'histoire africaine. Depuis quelques années, les autorités locales ont même ouvert une seconde tranche orientée vers la scénographie biographique de personnalités locales lauréates. Celles-ci sont souvent nées dans la métropole de Durban et sont de toutes les communautés confondues. Elles ont joué un rôle remarquable dans la construction et l'identité de la ville, dans divers domaines (politique, économique, associatif, sportif ou culturel). Un « vote » citoyen a lieu chaque année pour leur rendre hommage. En utilisant bulletins et urne, le visiteur de passage est lui-même encouragé à y participer en proposant des noms et les raisons attachées.

21 À travers les deux exemples de Soweto et du KwaMuhle, on saisit que la narration se déplace finement : au *dark tourism* se substitue sémantiquement un tourisme d'inspiration. Ce dernier déroule la trame d'un nouveau roman national à visée inclusive. Il est motivé par des personnages ou des figures inspirants, lesquels traduisent par certains aspects un subtil individualisme salvateur, voire un sentiment diffus de *self-made man* (illustration 13-16).

Illustration 13



Musée KwaMuhle dans la municipalité d'eThekhwini (ex-Durban) : Les dioramas restituant le contrôle policier du *pass*.

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 14

Musée KwaMuhle dans la municipalité d'eThekhwini (ex-Durban) : Les documents d'époque présentent la destruction arbitraire de quartiers pluriethniques jugés « insalubres » (Cato Manor, sorte d'équivalent local du District Six au Cap).

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 15

Musée KwaMuhle dans la municipalité d'eThekhwini (ex-Durban) : On y trouve aussi des sculptures massives à l'effigie des individus provenant des zones rurales (et qui devaient patienter ici de longues heures avant d'être « enregistrés »).

Photographie : Fabrice Folio.

Illustration 16

Musée KwaMuhle dans la municipalité d'eThekhwini (ex-Durban) : Les portraits récents de personnalités de la ville véhiculent quant à eux un épanouissement individuel (photographie inférieure). Ils font office de légendes et de modèles à suivre.

Photographie : Fabrice Folio.

Du facteur contemporain : distinction, métonymie et effet catharsis ?

22 Attardons-nous pour finir sur un ultime cliché solidement ancré : le *dark tourism* serait une pratique contemporaine. Avec du recul, il est facile d'avancer que la fascination pour la mort et les désastres ou les drames n'est pas vraiment inédite. La nouveauté se situe davantage dans le fait qu'elle s'insère depuis près d'une trentaine d'années dans l'industrie du tourisme, amplifiée par les relais médiatiques et standardisée en des « produits » bien spécifiques, comme c'est le cas en terre sud-africaine. Cependant, la curiosité suscitant une venue sur des lieux tragiques se retrouve fort loin dans l'histoire. D'après Philip Stone et Richard Sharpley (2008), les lieux d'exécutions médiévales (par exemple le village anglais de Tyburn dans le Middlesex), les amphithéâtres rassemblant les gladiateurs dans l'Antiquité (le Colisée à Rome), la multitude de bûchers (pour exécuter ceux jugés coupables d'hérésie), peuvent ainsi être classés parmi les proto-destinations liées à la mort. On réalise que la souffrance est depuis longtemps exhibée aux foules. Selon Anthony Seaton (1996), le courant thanatoptique est bien antérieur à son ancrage à la sphère touristique moderne. Il composait même un versant de la spiritualité et des pensées philosophiques, caractéristique de la période romantique de la fin du XVIII[e] siècle et du début du XIX[e]. Le site de Waterloo à partir de 1816 et les pérégrinations à

Pompéi ne sont-elles pas les plus évidentes destinations thanatoptiques de l'ère romantique ?

23 La liaison entre la violence et le divertissement ne serait au final que la facette saillante d'un penchant plus présentable pour le dramatique. Le mélange d'émotions amalgamant attraction et aversion, à travers ce qui touche à l'horreur et à la tragédie, est aussi visible dans la littérature, la musique, l'art et plus récemment la télévision, le grand écran ou l'industrie des jeux vidéo. L'association du tourisme patrimonial avec les atrocités de l'histoire et le spectaculaire ne fait finalement qu'épouser une dynamique qu'ont empruntée ou qu'empruntent d'autres supports. Dès lors, de semblables interrogations d'ordre moral surgissent. Elles interpellent ici probablement davantage, à cause de la confrontation au réel, d'une immixtion et d'un face-à-face sans concession. Mais l'être humain n'a-t-il pas toujours été intrigué par la tragédie et la peine ? Par la fréquentation des sites du *dark tourism*, ne pourrait-on pas déceler un essai de justification et d'intelligibilité du sens qu'il souhaite donner à sa destinée ? Enfin, si engouement plus actuel il y avait, ne conduirait-il pas à émettre l'hypothèse que le contexte contemporain amplifie justement cette tendance ?

24 Un touriste sombre serait celui pour qui les attraits liés au tragique et au drame doivent être les desseins du déplacement. À ce moment, on supputerait que c'est cela qui le distinguerait d'un voyageur attaché aux seuls aspects « mémoriaux » (et qui ferait lui plutôt appel à un intérêt pour l'histoire). Mais l'argument devient difficilement défendable : ainsi, les catacombes de Paris ou de Palerme en viennent-elles à être « choisies » pour leur valeur historique plutôt que pour l'aspect sépulture qui leur est attaché ? Doit-on retenir des tours Antebellum en Louisiane ou du musée de Villèle à La Réunion un mode de vie typique (celui des plantations), ou bien les quartiers adjacents réservés aux esclaves et à la servitude ?

25 De l'avis de John Lennon et Malcolm Foley (2000), pour que l'on puisse parler de *dark tourism*, il faudrait que le site soit à ce point contemporain qu'il générerait une dose d'anxiété et une part de doute chez le visiteur. Le temps court à l'échelle de l'histoire permettrait ainsi de « valider » un lieu de *dark tourism*, en ce qu'il instillerait une crainte – que cela pourrait se reproduire –, augmentant ce faisant le sentiment d'empathie. Mais où placer le curseur historique ? Ce qui amène à se questionner plus précisément sur les finalités des visiteurs s'adonnant au *dark tourism* (de manière générale et en Afrique du Sud particulièrement). Il convient de proposer des réponses structurées car, finalement, le tourisme sombre demeure un domaine d'étude assez nouveau. Selon Richard Sharpley et Philip Stone (2009), la littérature scientifique sur ce type de tourisme reste pour l'heure éclectique et fragile et les motivations inhérentes composent un domaine sous-évalué. Plusieurs facteurs d'ordre sociologique et psychologique peuvent être conviés et certains sont controversés. Sur le plan de la recherche, les travaux de Peter Tarlow (2005), de Gregory J. Ashworth (2004) et de Graham M.S. Dann (2005) seront ici mobilisés pour dégager, de prime abord, six facteurs mobilisateurs du *dark tourism*, lesquels peuvent tout à fait s'associer et se combiner.

Un attrait pour la connaissance et la compréhension de l'histoire

26 Ces lieux ont une vertu éducative et alimentent une forme de responsabilisation sociale (Hyde et Harman, 2011). Nul doute que lorsque les bus d'écoliers sud-africains abordent le Musée de l'apartheid, il s'agit de se coller aux programmes scolaires dont l'objectif est une meilleure connaissance d'une histoire mouvementée et longtemps occultée du pays. Et comme l'appuie Didier Fassin (2007), il ne s'agit pas tant de lutter contre l'oubli des faits (ou leur négation), que d'éviter une forme de déréalisation d'un passé encore proche.

Une mission de prise de conscience afin de (se) sensibiliser pour éviter l'indicible et potentiellement inverser le cours des choses

27 Outre les mémoriaux liés aux génocides ou aux régimes tyranniques, les catastrophes naturelles « touristifiées » (les Katrina Tours à la Nouvelle Orléans, les Tsunami Tours à Banda Aceh ou encore la visite de Tchernobyl) nourrissent une part d'angoisse, de questionnements, fruits de la confrontation entre les dynamiques du monde actuel (croissance démographique, urbanisation, littoralisation…) et les convulsions de notre planète amplifiées par la responsabilité humaine (à travers les implications dans le réchauffement climatique) (Lennon et Foley, 2000).

Une quête d'identité, un retour aux sources

28 Des survivants ressentent parfois un besoin de revenir sur une scène de drame (Smith, 1996). De même, un épisode tragique dans un lieu donné peut induire un désir de venir s'y recueillir (chez les descendants par exemple), afin de se (re)construire : on renvoie à ce niveau au patrimoine personnel et à la quête de ses racines, comme l'ont évoqué Rasul A. Mowatt et Charles H. Chancellor (2011). Pensons au succès, auprès des Afro-Américains, de la maison des Esclaves sur l'île de Gorée dans la baie de Dakar.

La motivation de pèlerinage, un sentiment de repentance ou bien de fierté

29 La mauvaise conscience et le désir de rédemption peuvent également être des éléments mobilisateurs, en particulier lorsqu'on touche à des soubresauts « marqueurs » de l'histoire (la traite négrière, l'esclavage, la colonisation, les génocides). Se rendre à Ground Zero pour certains Nord-Américains devient un acte patriotique : on est là sur un mobile tangent, qui tend vers le patriotisme et la fierté nationale.

Une envie de découvrir une offre exclusive et/ou incongrue

30 Il existe de nos jours un public en quête d'exclusivité touristique, d'expériences « déroutinières » (Mayo et Jarvis, 1981). Le critère de distinction s'exprime ici pleinement, nourrie par le fait que ces prestations restent parfois controversées et pas toujours assumées. Il y a sans doute une envie de se distinguer (des autres touristes) par une pratique pouvant être perçue comme radicale, même transgressive. Paradoxalement, le

visiteur aura fréquemment pu compter sur l'uniformisation médiatique sensationnelle pour être au fait de ce qui s'y déroule (ou de ce qui s'y est déroulé).

Une attirance moins avouable pour la violence et la souffrance

31 Il y a enfin certains visiteurs qui éprouvent, de façon malsaine et voyeuriste, du plaisir à venir observer un objet macabre pour ce qu'il est (Lennon et Foley, 2000). On formule ce dernier sentiment par l'expression allemande *Schadenfreude*, proche du sadisme, qui est une excitation induite par le malheur d'autrui.

Conclusion

32 L'éventail des motivations étant large, il faut éviter les jugements accablants et hâtifs envers les clientèles qui s'y adonnent (Biran *et al.*, 2011). À cette typologie scientifique, nous pouvons maintenant confronter des données d'enquêtes tirées du terrain sud-africain. Les conclusions émanant du travail de Takalani Mudzanani (2014) et notamment de ses entretiens conduits au Hector Peterson Memorial à Soweto sont à cette fin très utiles. Il en ressort que ce sont la motivation pédagogique d'abord (s'instruire, apprendre de ce tournant historique que fut l'année 1976) aidée par la couverture médiatique (presse, roman, cinéma, etc.), mais aussi et surtout le critère de la nostalgie (« effet Mandela »), qui figurent parmi les premiers motifs avancés par les participants à la visite guidée. À un degré moindre, sont aussi avancés la nouveauté (l'envie d'accéder à une prestation unique), le désir de s'éloigner du quotidien et enfin le souhait de nouer de nouvelles relations sociales. Les discours relevés embrassent donc en partie les critères vus précédemment. Cependant, ils les affinent et les complètent.

33 Nous relèverons en premier lieu qu'ils ont une tonalité globale qui pourrait être qualifiée d'humaniste et de plutôt optimiste. Le terme nostalgie interpelle, en ce qu'il paraît cristalliser un moment clé (ou acmé) de l'histoire nationale : au terme d'un combat mobilisateur à l'écho planétaire (*A long walk to freedom*...), celui du « miracle » sud-africain et des quelques années d'espérance et d'insouciance ayant entouré le premier mandat démocratique de Madiba – nom de clan tribal et finalement affectif de Mandela –, avant que la dure réalité du quotidien ne finisse par s'imposer.

34 En second lieu, il ressort aussi assez franchement un caractère iconique (symbolisé par l'ombre du premier président démocratique de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, dont l'investiture a eu lieu le 10 mai 1994), ainsi qu'un goût assumé pour l'altérité et le partage (plus même que pour la curiosité). Nous pouvons à ce moment soumettre une ultime réflexion : le *dark tourism* ne se nourrirait-il pas auxiliairement d'une mise en abyme résolue et intellectualisée de l'indicible ? Ne pourrions-nous pas aussi y voir une volonté d'identification « métonymique » à des personnages (comme évoqué précédemment) ou à un environnement exceptionnel donné ?

35 Nous faisons l'hypothèse que le tourisme sombre peut être un moyen de méditer sur la confrontation à l'épreuve et la réaction imaginée/fantasmée par rapport à un contexte précis. Nous pouvons parler à ce niveau de « transfert métonymique » ou d'identification mélancolique en psychanalyse : « Qu'aurais-je fait si cela avait été moi à la place de l'oppressé... ou de l'oppresseur ? Les enquêtes de Carolyn Strange et Michael Kempa (2003) conduites à Robben Island offrent ici un éclairage intéressant : les visiteurs

abordent prioritairement l'île pour en apprendre davantage sur Mandela et le leadership politique de la résistance, secondairement en raison d'un intérêt pour la culture et l'histoire sud-africaine. Rappelons qu'avant de devenir une prison politique pour les opposants au régime, l'île – qui a un passé riche, ce qui n'est pas toujours très connu – a été utilisée comme prison pour les premiers colons hollandais, station de quarantaine, hôpital psychiatrique, léproserie, ainsi que poste de défense militaire. En outre, la moitié des personnes sondées par les deux auteurs ont avoué avoir ressenti à la fois de la tristesse et une profonde admiration ainsi que du respect pour le pardon et le courage des prisonniers. Comme l'explique John Lennon, certains lieux difficiles nous troublent parce qu'ils sont liés à notre capacité de dominer ou de créer/contribuer à forger du désordre, du chaos ! Ce type de tourisme (et en particulier dans les cas où une responsabilité humaine directe est engagée) nous renvoie donc, par là même, à notre capacité d'autodestruction en tant qu'être humain. Rappelons ici la phrase de Plaute (dans *La Comédie des Ânes*, vers 195 av. J.-C, II v 495), reprise par Hobbes (*De cive*, épître dédicatoire) : *Homo homini lupus* : « L'homme est un loup pour l'homme ». En observant les cahots de l'histoire, il ressort que cette dernière paraît, en prime, bégayer et se répéter. Pour Walter Benjamin (1969), il n'est pas de trace de civilisation qui n'intègre, parallèlement, les marques du barbarisme. Cependant, l'inverse est tout aussi vrai : tout moment d'histoire lié au barbarisme est un document édifiant sur la résistance et la résilience (portées communément par quelques personnages qui vont finir par se révéler et devenir charismatiques, ce sur quoi arrive très bien à capitaliser l'Afrique du Sud). Nous renverrons cette fois à Sénèque (*Lettres à Lucilius*, XCV, 33) qui écrit que « l'homme est une chose sacrée pour l'homme ». En nous renvoyant parfois violemment à ce qu'il y a d'extrême en nous, au gré évidemment des contextes, le *dark tourism* peut provoquer un effet catharsis (n'est-ce pas là le discours de la *nation-building* sud-africaine ?) avec, *in fine*, un retour à une normalité rassurante, mais « consciente ». Cette introspection reste toutefois atténuée par la distance établie entre la scénarisation, parfois l'aseptisation et la standardisation touristiques peu à peu imposées à ces sites, et le monde réel.

36 Les définitions établies du tourisme sombre s'avèrent très génériques, qu'elles soient de John Lennon et Malcolm Foley ou de Graham Dann et Anthony Seaton. Elles s'inscrivent dans le penchant scientifique de classifier les formes de tourisme et de subdiviser le secteur en des niches visibles (Novelli, 2005). Le succès contemporain des lieux et des monuments du *dark tourism* tient en premier lieu à la mise en tourisme d'une profusion de matériaux dans un souci concurrentiel des destinations sur la planète. En second lieu, s'adjoint l'impact de la sphère médiatique qui tend à accroître la renommée de « moments » de l'histoire de l'humanité (de façon sélective et arbitraire). À tout cela se mêle un contexte sociétal propre à notre époque. En effet, le touriste moderne mondialisé et dérégulé est un être désinhibé et hyperconnecté. On pourra défendre le fait que l'expérience présentielle et sensorielle demeure incomparable par rapport aux autres supports – que ce soit les livres ou les contenus multimédias historiques *a fortiori* tragiques. L'intensité perçue ne sera probablement pas identique. Pour beaucoup, il faut être sur place, respirer et ressentir le lieu, le « vivre », afin de pouvoir en parler et ainsi évaluer ces prestations (qui sont aussi des tranches d'histoire).

37 Mais l'incorporation de ces lieux sensibles dans la bulle touristique est amplifiée depuis quelques décennies et permet cette action de façon parfois décomplexée. Car être présent c'est aussi en effet souvent en retirer un éventuel objet-souvenir, caractéristique d'une époque très individualiste en même temps qu'en quête de repères identitaires. Les

égoportraits et leur diffusion sur les réseaux sociaux en sont la forme la plus poussée, ce qui peut heurter certaines consciences dans le cas de *selfies* enthousiastes pris sur des lieux funestes.

38 C'est à ce titre que les acteurs opérant dans la sphère du *dark tourism* tendent de plus en plus à occuper un positionnement stratégique, habile pourrait-on dire (bien évidemment aussi pour en assurer l'assise et le succès). En Afrique du Sud, le message est aussi bien orienté à l'interne qu'à l'international : il s'agit de la pacification et de la reconstruction du pays, à travers l'élaboration d'une identité arc-en-ciel (Marschall, 2010) et l'édification d'une nouvelle mémoire nationale (Nuttall et Coetzee, 1998). Le témoignage mémoriel et didactique, de « conscientisation », est devenu inéluctable. La finalité recherchée est de se souvenir et de se responsabiliser tout en offrant un panel de prestations normées, accessibles et même ludiques. Peut-on toujours parler de tourisme sombre ou est-ce que la formulation de « tourisme de mémoire orienté » ne se prête-t-elle finalement pas mieux au contexte local ?

39 Nous finirons en ouvrant une piste de réflexion. Cet idéal commun peut aussi prendre le risque d'offrir une vision simplifiée, pour ne pas dire orientée, des événements du passé. Au Musée de l'apartheid par exemple, au-delà d'un projet rodé à la fois pédagogique et performatif (Fassin, 2007), l'universalisme clairement affiché se retrouve teinté d'un voile de panafricanisme et d'afrocentrisme (qui rappelle la « renaissance africaine » chère à l'ex-président Thabo Mbeki) (Samarbakhsh-Liberge, 2000 ; 2003). Cela se remarque par l'allusion à la naissance de l'humanité en Afrique, la simplification de certains enjeux de l'époque (dissensions entre les partis s'opposant à l'apartheid et consécration de l'African National Congress) ou la moindre représentation dans l'exposition des communautés *coloured* (métis) ou *indian*.

BIBLIOGRAPHIE

Ashworth, Gregory J., 2004, « Tourism and the Heritage of Atrocity: Managing the Heritage of South African Apartheid for Entertainment », dans Tej V. Singh (dir.), *Tourism Seeks New Horizons*, Basingstoke, CABI, University of Groningen (NL), p. 95-108.

Benjamin, Walter, 1969, *Illuminations: Essays and Reflections*, dans Hannah Arendt (dir.) [trans. Harry Zohn], New York, Schocken Books.

Biran, Avital, Yaniv Poria et Gila Oren, 2011. « Sought Experiences at Dark Heritage Sites », *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n° 3, p. 820-841.

Bowman, Michael S. et Phaedra C. Pezzullo, 2010, « What's so 'Dark' about 'Dark Tourism'?: Death, Tours, and Performance », *Tourist Studies*, vol. 9, n° 3, p. 187-202.

City of Johannesburg, 2012, « Soweto Grows as Tourist Attraction », site officiel de la Ville de Johannesburg, dernière révision le 1er mars 2012,

<http://www.joburg.org.za/index.php?option=com_content&id=981&Itemid=168>, consulté le 11 juillet 2016.

Coldwell, Will, 2013, « Dark Tourism: Why Murder Sites and Disaster Zones Are Proving Popular », *The Guardian*, 31 octobre, <http://www.theguardian.com/travel/2013/oct/31/dark-tourism-murder-sites-disaster-zones>, consulté le 11 juillet 2016.

Constitution Hill Foundation, 2006, *Number Four: The Making of Constitution Hill by Constitution Hill Foundation*, 30 août, Penguin Global (1881).

D'Angelo, Audrey, 2014, « Record Tourists Boost Cape Town », *Business report, IOL*, 27 janvier,< http://www.iol.co.za/business/news/record-tourists-boost-cape-town-1637105>, consulté le 11 juillet 2016.

Dann, Graham M.S, 2005, « Children of the Dark », dans Gregory J. Ashworth et Rudi Hartmann (dir.), *Horror and Human Tragedy Revisited: The Management of Site of Atrocities for Tourism*, Londres (UK), Cognizant, p. 233-252.

Dann, Graham M.S. et Seaton Anthony V., (dir.), 2003, *Slavery, Contested Heritage and Thanatourism*, New York/Londres, Haworth.

Fassin, Didier, 2007, « Ce qui s'est vraiment passé », *Gradhiva*, n° 5, mis en ligne le 12 juillet 2010, < http://gradhiva.revues.org/724>, consulté le 11 juillet 2016.

Folio, Fabrice, 2010, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés », dans Jean-Michel Jauze et Yvan Combeau (dir.), *Géographes et historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien*, Université de La Réunion, coll. « Terres et sociétés indocéaniques », p. 61-82.

Folio, Fabrice, 2014, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », *Cybergeo: European Journal of Geography*, n.p., <https://cybergeo.revues.org/26174 >, Espace, Société, Territoire, document 666, mis en ligne le 7 février 2014, consulté le 2 février 2014.

Folio, Fabrice, 2016, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », *Cybergeo: European Journal of Geography*, n.p., Espace, Société, Territoire, document 666, mis en ligne le 7 février 2014, <http://cybergeo.revues.org/26174 ; DOI : 10.4000/ cybergeo.26174>, consulté le 23 mai 2016.

Gevisser, Mark, 2004, « From the Ruins: The Constitution Hill Project », *Public Culture*, vol. 16, n° 3, p. 507-518.

Guinard, Pauline, 2015, « The Non-use, Re-use, Mis-use and Counter-use of Public Art in the Vilakazi Street Precinct, Soweto, South Africa », dans Julia Lossau et Quentin Stevens (dir.), *The Uses of Art in Public Space*, New York, Routledge, p. 115-130.

Houssay-Holzschuch, Myriam, 2010, *Crossing Boundaries – tome 3 : Vivre ensemble dans l'Afrique du Sud post-apartheid*, Paris, Université Panthéon-Sorbonne.

Hovi, Thomas, 2013, « Dark Tourism: from Auschwitz to Dracula », <http:// www.turunmatkailuakatemia.fi>, consulté le 11 juillet 2016.

Hyde, Kenneth et Serhat Harman, 2011, « Motives for a Secular Pilgrimage to the Gallipoli Battlefields », *Tourism Management*, vol. 32, n° 6, p. 1343-1351.

Johannesburg City, 2012, « Soweto Grows as Tourist Attraction », dernière mise à jour 1er mars 2012, <http://joburg.org.za/index.php?option=com_content&task=view&id=981&Itemid=168>, consulté le 11 juillet 2016.

Lennon, John et Malcolm Foley, 2000, *Dark Tourism: The Attraction of Death and Disaster*, New York, TJ International.

Marschall, Sabine, 2010, *Landscape of Memory: Commemorative Monuments, Memorials and Public Statuary in Post-apartheid South-Africa*, Leiden, Brill Academic Publishers.

Mayo, Edward et Lance Jarvis, 1981, *The Psychology of Leisure Travel: Effective Marketing and Selling of Travel Services*, Boston, CBI Publishing Co., Inc.

Mowatt, Rasul A. et Charles H. Chancellor, 2011, « Visiting Death and Life: Dark Tourism and Slave Castles », *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n° 4, p. 1410-1434.

Mudzanani, Takalani, 2014, « Why Is Death so Attractive? An Analysis of Tourists' Motives for Visiting the Hector Peterson Memorial and Museum in South Africa », *Mediterranean Journal of Social Sciences*, vol. 5, n° 15, Rome (Italie), MCSER [Mediterranean Center of Social and Educational Research] Publishing, p. 570-574.

Novelli, Marina, 2005, *Niche Tourism: Contemporary Issues, Trends and Case*, Oxford, Butterworth-Heinemann.

Nuttall, Sarah et Carli Coetzee (dir.), 1998, *Negotiating the Past: The Making of Memory in South Africa* , Cape Town, Oxford University Press.

Rojek, Chris, 1997, « Indexing, Dragging and the Social Construction of Tourist Sights », dans Chris Rojek et John Urry (dir.), *Touring Cultures: Transformations of Travel and Theory*, Londres, Routledge, p. 52-74.

Samarbakhsh-Liberge, Lydia, 2000, « L'*African Renaissance* en Afrique du Sud. De l'utilité ou de l'utilisation de l'histoire », dans François-Xavier Fauvelle-Aymar, Jean-Pierre Chrétien et Claude-Hélène Perrot (dir.), *Afrocentrismes. L'histoire des Africains entre Égypte et Amérique*, Paris, Karthala, p. 381-400.

Samarbakhsh-Liberge, Lydia, 2003, « Les portes de la nuit : Une visite du Musée de l'apartheid à Johannesburg », *Politique africaine*, vol. 90, p. 190-201.

Seaton, Anthony, 1996, « Guided by the Dark: From Thanatopsis to Thanatourism », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 2, n° 4, p. 234-244.

Seaton, Anthony et John Lennon, 2004, « Moral Panics, Ulterior Motives and Alterior Desires: Thanatourism in the Early 21st Century », dans Tej V. Singh (dir.), *New Horizons in Tourism*, Cambridge, CABI Publishing, p. 63-82.

Sharpley, Richard et Philip Stone (dir.), 2009, *The Darker Side of Travel: The Theory and Practice of Dark Tourism*, Bristol, Channel View.

Smith, Valene L., 1996, « War and its Tourist Attraction », dans Abraham Pizam et Yoel Mansfield (dir.), *Tourism, Crime and International Security Issues*, New York, Wiley, p. 247-264.

Stone, Philip et Richard Sharpley, 2008, « Consuming Dark Tourism: A Thanatological Perspective », *Annals of Tourism Research*, vol. 35, n° 2, p. 574-595.

Strange, Carolyn et Michael Kempa, 2003, « Shades of Dark Tourism: Alcatraz and Robben Island », *Annals of Tourism Research*, vol. 30, n° 2, p. 386-405.

Swarns, Rachel L., 2001, « Oppression in Black and White: South African Museum Recreates Apartheid, » *New York Times*, 10 décembre,

<http://www.nytimes.com/2001/12/10/arts/oppression-in-black-and-white-south-african-museum-recreates-apartheid.html?pagewanted=all>, consulté le 11 juillet 2016.

Tarlow, Peter, 2005, « The Appealing Dark Side of Tourism and More », dans Marina Novelli (dir.), *Niche Tourism: Contemporary Issues, Trends and Cases*, Londres, Elsevier. p. 47-58.

Urry, John, 1990, *The Tourist Gaze*, Londres, Sage.

Welch, Michael, 2015, *Escape to Prison: Penal Tourism and the Pull of Punishment*, Berkeley, University of California Press.

White, Leanne et Elspeth Frew, 2013, *Dark Tourism and Place Identity: Managing and Interpreting Dark Places*, New York, Routledge.

NOTES

1. Impulsé par une politique étatique qui joue expressément la carte du tourisme patrimonial (dans une visée de reconstruction du pays et de développement local par le tourisme), le tourisme mémoriel implique des prestataires privés, dont certains émanent de la politique du *Black empowerment* (aides et encouragements à l'entreprenariat noir). Les clientèles principalement visées sont plutôt duales : en premier lieu un public étranger ultramarin (historiquement occidental il s'ouvre à l'Asie) et pour partie également africain (notamment dans les sites connus tels que Soweto) ; en second lieu un public local spécifique, lié au monde éducatif, associatif, voire professionnel (soit les sorties scolaires particulièrement, ainsi que le tourisme d'affaires).

2. Nous en proposons ici une classification subjective – et donc critiquable – pour l'Afrique du Sud :

1. La visite de musées liés à la période discriminatoire que fut l'apartheid (Swarns, 2001) : les plus fréquentés sont l'Apartheid Museum à Johannesburg, le Hector Pieterson Museum à Soweto, le District Six à Cape Town, le Red Location à Port Elisabeth ou encore le KwaMuhle Museum à Durban.

2. Les sites de champs de bataille : ils plongent dans l'histoire coloniale opposant les Anglais, les Boers (descendants entre autres des colons hollandais) et les populations bantoues, entre autres les Xhosa et les Zoulous. Les *battlefields* les plus illustres se situent dans la province du KwaZulu-Natal : Isandhlwana et Rorke's Drift (tous deux liés aux guerres anglo-zouloues), mais aussi Blood River où s'est déroulée une épique bataille entre Zoulous et Boers (et qui fut un facteur déterminant du nationalisme afrikaner) (Seaton et Lennon, 2004).

3. Les prisons dites « politiques » (le tourisme « pénal » étant une forme de tourisme sombre) (Welch, 2015) au premier rang desquelles on trouve Robben Island au large du Cap (où Nelson Mandela a passé 18 de ses 27 années de captivité en compagnie d'autres activistes anti-apartheid comme Walter Sisulu), ainsi que Constitution Hill en zone péricentrale de Johannesburg (des personnalités y ont été incarcérées, notamment Gandhi et Winnie Mandela, parfois dans l'attente d'un procès, comme Nelson Mandela lorsqu'il fut arrêté en 1962).

4. Enfin et en retenant une terminologie élargie (White et Frew, 2013), la visite des ex-quartiers urbains périphériques noirs ségrégués ou « Township Tours » peut rentrer dans cette catégorisation (soit le tourisme dit de pauvreté dans des lieux authentiques ou *pro-poor tourism*). Ceux de Johannesburg (Alexandra, Soweto), du Cap (Langa, Gugulethu) et de Durban (Umlazi, Inanda) (Folio, 2014) restent à ce jour les plus arpentés.

3. Rappelons que si les touristes ultramarins (environ 25 % du total des arrivées) arrivent surtout au pays par les aéroports de Johannesburg et de Cape Town, les touristes africains, majoritaires, et qui franchissent pour beaucoup la frontière par voie terrestre, finissent aussi par avoir comme points de chute les métropoles (surtout celles de la moitié nord du pays), pour des motifs affinitaires mais aussi liés au achats (Folio, 2016).

4. Établi en 1952, le *pass* était le « passeport intérieur » que les individus noirs ou bantous de plus de 16 ans devaient posséder lors de leur séjour en ville. Il contenait, entre autres informations, le nom de leur employeur, ce qui les autorisait à circuler dans certains quartiers réservés aux Blancs.
5. Association à but non lucratif en Afrique du Sud.
6. Parrainage (ou encore « sponsorat »), qui diffère du mécénat en ce que les retombées restent intangibles, l'objectif étant surtout d'apporter une notoriété à la marque.

RÉSUMÉS

À travers cette contribution sera esquissée une lecture critique des ressorts des prestations du *dark tourism* ou tourisme sombre. Qu'est-ce qui peut inciter à la mise en tourisme puis au succès – en termes de notoriété – d'objets historiques dits sensibles ? En nous inspirant du terrain sud-africain, une mise en perspective sera opérée en le confrontant à la littérature scientifique et à des exemples notoires tirés de la scène internationale. Ce choix se justifie par le fait que les prestations du *dark tourism* en Afrique du Sud, en plus d'apparaître comme nombreuses et diversifiées dans leurs formes, paraissent combiner plusieurs facteurs de réussite. Pour certains, il est possible de les associer à une tendance inscrite dans un contexte de mondialisation touristique, pour d'autres, à des particularismes locaux aux enjeux affirmés. Parmi les principaux lieux proposés, on trouve ceux plongeant dans la politique ségrégative de développement séparé ou apartheid. En vertu du fait qu'ils sont l'émanation ou la résultante d'une période discriminatoire longue (1948-1991), instable et souvent violente, laquelle a marqué la nation au fer rouge, nous questionnerons ici la pertinence de les rattacher au tourisme sombre, ou plutôt à une forme de tourisme de mémoire « grave », très symbolique.

INDEX

Mots-clés : Afrique du Sud, dark tourism, patrimoine, enjeux, espace.

AUTEUR

FABRICE FOLIO

Maître de conférences, Département de géographie, CREGUR OIES (Centre de recherches et d'études en géographie – Océan Indien Espaces et Sociétés), Université de La Réunion ; fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

Marges spatiales et mémorielles en Afrique du Sud : un repositionnement par le tourisme ? Expériences du Gauteng, du Western Cape et du KwaZulu-Natal

*Fabrice FOLIO**

RÉSUMÉ

Au sein de la nation arc-en-ciel, le tourisme mémoriel tient une place importante. Les lieux concernés se rattachent à la politique coloniale et celle de développement séparé – ou apartheid –. L'Afrique du Sud regarde droit dans les yeux ces pages d'histoire difficiles et témoigne de ces moments via maints commémorations et monuments (Ashworth, 2004). Ce faisant, elle valorise des ex-lieux refoulés et dégradés, à l'image marquée, qui sont souvent des espaces de confins ou de marges. Ce champ de recherche relatif à la fréquentation d'endroits plongeant dans les épisodes douloureux ainsi que dans la précarité se rattache au secteur du *Dark tourism* (Lennon, Foley, 1996). Cependant, à travers un repositionnement de ses marges spatiales et mémorielles via le tourisme, le cas sud-africain n'est-il pas révélateur d'un glissement du « dark tourism » vers le « hope tourism » ? En quoi cette dynamique s'appuie-t-elle sur des icones historiques, ayant valeur d'exemples à suivre ?

MOTS-CLÉS

Afrique du Sud, tourisme, marge, mémoire, apartheid, patrimoine, Dark tourism, Gauteng, Western Cape, KwaZulu-Natal.

ABSTRACT

In the rainbow nation, heritage tourism is expanding. Among the places concerned, those related to the separated development era – or apartheid – have particular significance. South Africa looks straight into the eyes this page of history and pays testomony to it via many commemorations and monuments, memorials, headstones, museums or prisons (Ashworth, 2004). It

* *Fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr,* MCF, CREGUR (Centre de Recherches et d'Etudes en Géographie de l'Université de La Réunion) – OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés), Université de La Réunion.

enhances some ex-repressed times and places, which are often areas of border or periphery. This field of research related to the commodification of painful and dramatic episodes as well as poverty, is related to the Dark tourism sector (Lennon, Foley, 1996). Through an attempt to remarket its spatial and memorial margins through tourism, is the South African case really selling "dark" or "hope tourism"? Indeed, it tourism policy focus on historical figures or icons, with value examples to follow.

KEYWORDS

South Africa, tourism, border, memory, heritage, Dark tourism, Gauteng, Western Cape, KwaZulu-Natal.

Il est un champ de recherche relatif à la visite d'endroits liés aux épisodes historiques dramatiques, à la précarité et à la souffrance qui demeure encore assez peu étudié dans la sphère francophone. Dans le milieu anglophone, des auteurs tels que Lennon et Foley (1996) ainsi que Dann et Seaton (2003) l'ont théorisé en qualité de nouveaux segments de l'industrie touristique. Ont ainsi été popularisées les appellations de *Dark tourism* (« tourisme sombre ou noir » qui sera ici notre propos) ou encore de « Thanatourism » (relatif à Thanatos, divinité personnifiant la mort dans la mythologie grecque). Toutefois, le sujet ne laisse pas indifférent (Sharpley, 2009). Un regard souvent engagé et peu distancié le concerne, en tout cas dans les grands médias (que ce soit sur internet comme dans l'opinion publique).

En effet, cet axe de recherche reste fréquemment associé à des jugements moralisateurs peu amènes. Est ainsi convié le domaine de l'éthique. En l'espèce, il est fait état d'une incompatibilité entre le secteur des loisirs et du tourisme d'un côté et l'histoire dite « grave » de l'autre. De sorte que nombre d'idées reçues fleurissent : ces produits touristiques seraient austères et non-ludiques ; ils ne véhiculeraient qu'une histoire douloureuse d'essence pessimiste ; ils seraient par ailleurs voyeuristes et déplacés.

Pourtant, dans le droit-fil des travaux de Knafou (2012), de Urbain (2011) ou de Dewailly (2006), nous considérons que *l'homo touristicus* contemporain est en quête d'expériences diversifiées qui entremêlent l'émotion, les sensations et l'envie d'informations, (outre d'autres fondamentaux que sont le ludisme et la sécurité). A travers le tourisme, il se construit lui-même et travaille tout un spectre d'interrogations personnelles. Du côté des acteurs en charge, les intérêts sont eux multiples : outre une rentabilité recherchée par divers prestataires, il en va d'un sentiment d'identité que les pouvoirs publics peuvent vouloir générer ; ou encore d'une tentative de « recodage » spatial (Nahrath, Stock, 2012) par ceux en charge de l'aménagement territorial ; ou enfin d'une volonté de développement local et plus largement d'impulsion économique par le tourisme.

Nous nous proposons d'aborder ici quelques-uns des aspects de ce domaine de recherche, en nous appuyant sur des retours d'expériences du terrain urbain sud-africain. Il sera fait mention des prestations des villes de Johannesburg (province du Gauteng), de CapeTown (Western Cape) ainsi que de Durban/eTheKhwini et de Stanger au KwaZulu-Natal. Nous soutenons que ce type d'activités s'intéresse à des espaces « décentrés » et à des temps forts et anciennement réprimés de l'histoire nationale : dans le cas sud-africain, il s'agit singulièrement de la lutte anti-apartheid et coloniale. Dans bien des cas, la réappropriation mémorielle et spatiale s'assimile à un processus de requalification urbaine par le tourisme. Ne prend-elle pas de surcroît appui sur des personnages médiatiques, icones pleinement réhabilitées (dans et par la nation arc-en-ciel), ayant valeur de guides et d'exemples à suivre ?

LE *DARK TOURISM* : EBAUCHE(S) TYPOLOGIQUE(S)

Le champ de recherche se rapportant à la visite d'endroits associés à la peine, à la souffrance et plus largement à une histoire évènementielle « difficile » a été conceptualisé par plusieurs auteurs. Parmi les plus notoires, il faut citer J. Lennon et M. Foley, qui en 1996, vulgarisent le terme de « *Dark Tourism* » (soit le tourisme sombre ou noir selon la traduction en vigueur dans les écrits francophones). En l'état, ils le définissent comme un « phénomène qui embrasse la mise à disposition et la commercialisation de sites authentiques marqués par la mort et les désastres ». Toutefois, d'autres expressions existent. Au nombre des plus marquantes, on peut citer le « Thanatourisme » (Seaton, 1996, Dann & Seaton, 2003), le « tourisme morbide » (Blom, 2000), le « tourisme de points noirs » (*blackspot tourism,* Rojek, 1993) ou encore le « tourisme de tristesse » (O'Neill, 2002).

Si l'on s'en tient à la définition de Marcel (2003, in Novelli, 2005), ce type de tourisme s'apparente à une forme de « visite d'endroits où des tragédies voire des décès soulevant une vive émotion se sont déroulés, lesquels continuent d'avoir une influence sur nos vies ». D'après Macdonald (2009), ces lieux gagneraient d'ailleurs à être classifiés comme « sites patrimoniaux difficiles ». Pour White et Frew (2013), la visite des ghettos et bidonvilles de la planète peut de la même manière relever d'un genre d'attractions touristiques dites sombres, opérant cette fois sur un terrain « réel ». Un consensus se dégage donc sur le fait que le *Dark tourism* se réfère à une forme de découverte associée à la douleur, aux tragédies voire à la difficulté sociale, et ce en dépit du fait que la nature humaine a généralement tendance à fuir drames et malheurs, mais aussi espaces en déshérence.

Ce type de tourisme connaît un certain succès depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000. On pourrait croire qu'une appétence pour les sites de catastrophes subites – naturelles ou anthropiques – l'a à ce moment sorti de l'anonymat. Or, la visite de sites historiques liés à la mort existe depuis bien longtemps (que l'on songe à Pompéi ou au site de Waterloo). Les monuments commémoratifs de guerre, les prisons, les cimetières, les champs

de bataille et les forteresses (ou bien encore l'héritage esclavagiste), tous ayant un lien avec la mort et la peine, détiennent pour certains une vieille notoriété. Une typologie des prestations concernées reste donc ardue à esquisser, tant les exemples sont variés. Il touche en effet à l'ensemble des continents et à de nombreux épisodes historiques. Faisons un tour d'horizon.

L'univers carcéral tel que les prisons d'Alcatraz, de Robben island, mais aussi le Old Melbourne Gaol ou les îles du Salut en Guyane, est d'emblée évidemment concerné.

On pourrait également citer des cimetières connus : les exemples du Père-Lachaise et d'Arlington étant ceux qui viennent à l'esprit, de même que ceux liés au débarquement en Normandie (comme le cimetière américain de Colleville-sur-Mer).

Les grandes villes historiques ne sont pas oubliées. La tour de Londres par exemple, un des hauts lieux touristiques de la capitale anglaise, compte une exposition d'instruments de torture. Dans la capitale française, plusieurs guides proposent une excursion singulière entre « Le Paris du crime » ou encore « Scandales, crimes et châtiments ».

Certains lieux liés à la guerre sont parfois indexés à une démarche éducative, tels que les champs de bataille de Gettysburg en Pennsylvanie (liée à la guerre de sécession), de Fort-Lennox au Québec (à la guerre anglo-américaine) ou encore le Musée canadien de la guerre à Ottawa. En Afrique du Sud, le site d'Isandhlwana, épicentre d'une homérique lutte ayant opposé l'armée coloniale britannique aux régiments zoulous en 1872, figure sur les catalogues touristiques et détient son propre musée : le *Talana museum*.

Parmi les endroits les plus renommés, ceux reliés à la solution finale occupent une place à part. En témoignent les camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale. En Pologne, le site d'Auschwitz-Birkenau, de funeste notoriété, s'affiche parmi les premières destinations du pays. En 2012, 1,43 million de personnes l'ont visité. Autre cas : le *Tuol Sleng Genocide Memorial* au Cambodge. La *Security Prison 21* (S-21) des Khmers Rouges est maintenant accessible. Entre l'avènement du régime à l'année 1975 jusqu'à sa chute en 1979, plus de 20 000 prisonniers furent ici torturés et tués : ses lugubres chambres des supplices s'ouvrent au grand public. Dans un registre similaire, on pourrait citer le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève, davantage centré sur l'action humanitaire certes, mais qui recèle une forte charge émotionnelle.

Mentionnons par ailleurs l'attrait pour des sites théâtres d'homicide ou de décès de personnalités (pour certaines adulées). On pense à John Lennon, à la princesse Diana ou encore à John F. Kennedy… Pour ce dernier, à Elm Street, Dallas (Texas), un million de visiteurs s'en viennent chaque année photographier ou filmer la légendaire rue, en essayant de revivre la scène du 22 novembre 1963. Amsterdam permet également l'accès à la maison où a demeuré Anne Frank, tandis que la propriété de Graceland, dans le Tennessee, accueille chaque année une veillée à la mémoire du King. De même, alors que Londres vend des circuits organisés autour de l'univers de Jack l'éventreur, à

Gibsland, petite ville de Louisiane, un rassemblement a lieu chaque année sur le site de l'embuscade tendu à Bonnie et Clyde Parker : le public peut y assister à une reconstitution bon enfant, à force figurants, de la scène finale via entre autres l'utilisation d'une Ford d'époque. En Roumanie, le site de Targoviste vient lui aussi de devenir un lieu patrimonial public. Le 25 décembre 1989, au terme d'un procès expéditif, Nicolae Ceausescu et son épouse sont fusillés : l'exécution met un point d'arrêt à un quart de siècle de dictature communiste. La caserne militaire est depuis 2013 ouverte au public par l'entremise de l'agence de presse locale Mediafax. Il se nomme le « complexe muséal de Targoviste ».

Les lieux des catastrophes à retentissement international sont par ailleurs intégrés au Dark Tourism. Au Japon, le *Hiroshima Peace Memorial Park* est un mémorial rendant hommage aux 140 000 victimes de l'attaque nucléaire. Là où s'élevaient les tours du World Trade Center à New York, *Ground Zero* est devenu une plaque tournante du tourisme local. 3,5 millions de visiteurs s'en viennent observer le lieu chaque année. Que dire, en outre, de la multitude de tours opérateurs – *Gray Line Tours*, *Historic New Orleans Tours*, *Louisiana Tour Co.*, *Tours BaYou*, *Dixie International Tours*… – proposant la visite guidée des quartiers détruits de la Nouvelle Orléans par l'ouragan Katrina ? D'autres micro sociétés se sont illustrées sur l'île italienne du Giglio en Toscane, pendant le temps où a reposé l'épave du Costa Concordia. Dans la province chinoise du Sichuan, le gouvernement propose quant à lui des circuits pénétrant au sein même des ruines causées par le séisme de 2008. Et dans l'Hexagone, s'il l'on connaît bien les sites historiques de Verdun ou d'Oradour-sur-Glane, dans un tout autre registre et plus récemment (2010), des curieux se sont dirigés sur les côtes vendéennes où la tempête Xynthia a causé la mort de 29 personnes.

Pour les plus téméraires, existent des sites classifiés de radioactifs où une catastrophe d'envergure a eu lieu : Fukushima, où près de 18 000 personnes ont perdu la vie dans l'accident nucléaire de mars 2010 en est un bon exemple : un projet de *resort*, le *Fukushima Gate Village,* serait en discussion… La ville de Pripiat elle, située à côté de l'ancienne centrale nucléaire de Tchernobyl, avait déjà connu semblable reconversion en Ukraine.

Pour terminer ce panorama on l'a dit incomplet, existent des lieux vécus, marqués par une image parfois affirmée et des conditions de vie précaires. En Afrique du Sud à Soweto au sud de Johannesburg, comme dans d'autres townships du pays (soit les quartiers noirs ségrégués sous l'apartheid), les cars affluent dans un ballet soutenu vers des endroits marquants transformés en musées ou en mémoriaux. Le célèbre *South West Township* est devenu un passage obligé en terre arc-en-ciel, comme l'on s'aventure de nos jours dans le bidonville de Dharavi à Mumbaï et dans la favela de Rocinha à Rio de Janeiro.

Diverses tentatives de structuration ont ainsi été établies par les auteurs. Pour Timothy (2011), il existe pas moins de 5 types de sites où opère le Dark tourism, soit :

- Les lieux d'incarcération (prisons).

- Les aires liées à la guerre et aux conflits (*battlefields*).
- Celles concernées par les désastres naturels (tremblements de terre, tsunamis…).
- Les endroits connectés à la mort (cimetières, assassinats célèbres).
- Enfin les lieux d'attractions morbides (asiles, épaves de bateau…).

D'après Seaton (1999) les sites macabres peuvent aussi être divisés en 5 catégories. L'auteur fait ici apparaître le critère temporel, croisé à celui de la nature du moment/lieu. Il dégage de la sorte les voyages effectués pour observer la mort dans le cadre d'un conflit en cours (comme en Israël, en Syrie, en Iraq – voir en ligne le tour-opérateur *War Zone Tours* – ou encore à Sarajevo durant la guerre des Balkans, Dann, 1998) et les voyages vers des endroits après que la mort ait frappé. Ceci, aux côtés des visites des tombes et monuments, de sites reconstitués (cités reconstruites après la guerre : on peut évoquer le cas de Varsovie) et les déplacements vers les sites anthropiques et pédagogiques (de type musées). Cette typologie peut elle-même recouper celle de Timothy.

Dunkley (2005) distingue pour sa part un panel de 7 catégories se déclinant en deçà d'un « parapluie thanatouristique ». Sont ici croisés les types de lieux, la nature des événements survenus mais aussi la force ou l'impact des sentiments ressentis (ce qui reste on en convient un critère éminemment subjectif) :

- le *fright tourism* (frisson) : par exemple l'univers autour de Vlad Dracula
- le *grief tourism* (peine) : les cimetières de Prague ou de Santa Cruz (Mexique)
- le *hardship tourism* (épreuve) : la prison de Robben island
- le *tragedy tourism* (drame) : Hiroshima ou les *Tsunami tours* de Banda Aceh
- le *warfare tourism* (guerre) : les plages du D-Day
- le *genocide tourism* : le cas du Rwanda
- le « thanatourisme extrême » : soit les exécutions publiques et les inhumations célestes comme en Inde ou au Tibet.

Sur ces bases, nous pouvons à notre tour proposer une ébauche plus resserrée de typologie du Dark tourism. Nous excluons toutes formes basées sur la fiction et l'amusement, pour ne retenir que la retranscription des faits authentiques (ou présentés de la sorte). De même, nous ne considérons pas les excursions exceptionnelles dans des sites enclavés ou en guerre, mais une touristification ouverte au plus grand nombre. Nous marquons par ailleurs la nuance entre catastrophe ancienne et contemporaine et nous distinguons ce qui a pu concerner un groupe/communauté d'une personnalité unique. Par ailleurs, nous intégrons le tourisme pro-pauvre (Rogerson, 2006) qui se déroule au sein de lieux vécus. Ressortent :

1. une forme de tourisme liée à des batailles historiques majeures (*battlefield*) ;
2. une autre associée à des périodes d'oppression, à des régimes sanguinaires et/ou à des massacres de masse ;

3. une troisième liée à des assassinats ou à des accidents funestes touchant un personnage notoire ;
4. une quatrième concernant des catastrophes naturelles et/ou humaines plus ou moins récentes et subites ;
5. enfin une dernière forme se déroulant au sein de secteurs contemporains vus comme paupérisés/dangereux/instables du globe (bidonvilles des pays émergeants, ghettos nord-américains… mais aussi des destinations comme San Salvador !).

Indéniablement la « notoriété » de ces destinations est assurée par la combinaison de deux éléments : en premier lieu la place qu'elles occupent dans l'histoire évènementielle à plusieurs niveaux d'échelle ; en second lieu l'éclairage médiatique (et académique) qui les a fait connaître, les a popularisées et continue encore d'amplifier le phénomène. Ce second facteur joue à plein dans un contexte de mondialisation et ce depuis une trentaine d'années.

Ces sites fascinent d'autant plus qu'ils ont acquis une réelle célébrité. Tout cela n'empêche pas la critique de se faire parfois dure sur le phénomène : en parcourant des articles de presse ou encore divers forums en ligne, il ressort que les lieux de mémoire touristiques consacrés en particulier aux génocides (de Kigali à Auschwitz), seraient déplacés. Ils provoqueraient un certain malaise face à un héritage qui requiert de rester pudique. Ils seraient en outre devenus une cible pour des tour-opérateurs. Il est vrai que ces prestations ont parfois été utilisées comme outil marketing additionnel sans guère, semble-t-il, d'examens ou de reculs éthiques : par exemple les coûteux « Gorillas Tours » s'agrègent aujourd'hui de manière décomplexée à un « Tour du génocide rwandais » articulé sur le *Murambi Genocide Memorial Centre*. Auschwitz, quant à lui, est un puissant produit d'appel qui capitalise sur son nom. Dès l'aéroport de Cracovie, il est possible de s'y rendre en taxi pour une vingtaine d'euros. Sur place, les selfies ou égo-portraits, spontanés et souriants, peuvent heurter les consciences (ce qui est aussi le cas au Mémorial de l'Holocauste au centre de Berlin).

Qu'en est-il en Afrique du Sud ? Le tourisme dit mémoriel et patrimonial y connaît un réel succès. Les sites reliés à la valorisation de son histoire tourmentée sont bien en évidence dans les tours touristiques. Parmi les principaux lieux concernés, ceux liés à la politique de développement séparé – ou apartheid – occupent une place de choix. Le pays s'attaque frontalement à cette page d'histoire difficile et témoigne de ce moment fort via plusieurs monuments : mémoriaux, stèles, quartiers ou prisons (Ashworth, 2004). En outre, la période coloniale n'est pas oubliée avec plusieurs sites ouverts au grand public. Les notions de « marges spatiales » et de « marges mémorielles » peuvent être évoquées, au sens où ce sont des périodes longtemps occultées, associées à des lieux répulsifs (à cause de leur image), qui remportent les faveurs de la touristification, et par là d'une certaine réhabilitation. La classification des monuments sud-africains peut s'établir de la manière suivante :

- Les musées d'apartheid (Swarns, 2001) : les plus fréquentés sont l'*Apartheid Museum* à Johannesburg, le *Hector Pieterson Museum* à Soweto,

le *District 6* et le musée *Bo Kaap* à CapeTown, le *Red Location* à Port Elisabeth et le *KwaMuhle Museum* à Durban.

- Les sites reliés aux champs de bataille : ils découlent le plus souvent de l'histoire coloniale mettant aux prises Anglais, Boers, Xhosas, Zulu etc. Les *battlefields* les plus illustres sont *Isandhlwana* et *Rorke's Drift* (tous deux liés aux affrontements anglo-zoulous), mais aussi *Blood river* où s'est déroulée une autre lutte épique entre Boers et Zoulous dans la province du KwaZulu-Natal (Seaton & Lennon, 2004).
- Les prisons dites « politiques » au premier rang desquelles on trouve l'île de *Robben island* au large du Cap (Strange, Kempa, 2003), où Nelson Mandela a passé 18 de ses 27 années de captivité, en compagnie d'autres activistes anti-apartheid comme Walter Sisulu. On se doit aussi de mentionner le *Constitution Hill* en zone péricentrale de Johannesburg sur lequel nous reviendrons un peu plus loin.
- Enfin et en retenant la terminologie élargie de certains auteurs, la visite des quartiers périphériques noirs – ou « *Township tours* » – émarge à cette catégorisation. Dans le pays, ceux de Johannesburg (Alexandra, Soweto), du Cap (Langa, Gugulethu) et à degré moindre de Durban (Inanda, Umlazi) restent les plus arpentés.

Quant aux clientèles visées, elles sont principalement duales : d'une part un public étranger ultramarin (historiquement occidental, dorénavant aussi asiatique) ; d'autre part un public « local » spécifique touchant au monde éducatif, associatif ou professionnel (via les nombreuses sorties scolaires mais aussi le tourisme d'affaires). En examinant de plus près ces prestations, il ressort qu'un hiatus peut affleurer entre la gravité et la solennité de ce genre de lieux et le discours ambiant, à teneur plus optimiste et incarné par des icones « totémiques », que les prestataires tentent de faire émerger. Cela ne signifie pas pour autant que ces produits demeurent exempts de certaines ambiguïtés. Passons en revue quelques-uns d'entre eux situés dans trois provinces : le Gauteng, le Western Cape et le Kwazulu-Natal.

LE CAS SUD-AFRICAIN OU LA REQUALIFICATION ICONIQUE PAR LE TOURISME

Dans les faubourgs sud-ouest de Johannesburg au sein de la province du Gauteng se trouve le musée de l'apartheid. Celui-ci est apparu dans un contexte transitoire en 2001. Sa vocation était d'aborder une page sombre du pays, en s'alignant sur les canons des structures muséales de rang mondial. L'origine du musée est donc davantage associée à des motifs commerciaux et socio-économiques (Leibowitz, 2008)[1]. Les architectes l'ayant conçu se sont inspirés

[1] Son origine est assez inattendue car elle est en réalité liée à la naissance d'un vaste parc à thème. Désireux de créer un parc d'attractions organisé autour de l'univers des mines d'or dans la périphérie de Johannesburg (le parc de Gold Reef City), la compagnie Akani-eGoli a dû faire face à l'obligation municipale d'intégrer un projet

du Musée Mémorial de l'Holocauste à Washington. Le site a un cachet assez moderne si l'on en juge par la place du son et de l'image. L'environnement est intentionnellement austère voire oppressant, en particulier dans la première moitié du circuit. Il évoque ainsi le monde carcéral (Bremner, 2007). Le parti pris initial a été d'assumer une scénarisation dense, concrétisée entre autres par l'entrée duale Blanc/Non blancs (Figure 1), la route des migrants (*Journeys*) et sa suite de miroirs, le lacis de corridors grillagés et enfin les allées plus espacées vers la fin, débouchant sur un spacieux jardin surélevé – *A place of Healing* – qui témoigne d'un pays ayant tourné la page d'une ère oppressive.

La stratégie employée défend un positionnement dans l'industrie des loisirs et un discours à l'attention d'une audience internationale comme locale. Pourtant, on sait que l'exploitation commerciale d'une ère difficile peut susciter des débats. Une critique pouvant sourdre a trait à la valeur scientifique de l'expérience : peut-on mettre en cause son authenticité au sens ou il y a parfois sélectivité dans la narration ? Existe-t-il une volonté de faire accéder les visiteurs à une compréhension de faits choisis et vulgarisés car avant tout populaires ? L'univers du musée de l'apartheid est effectivement immersif de par sa construction architecturale. Mais il n'est pas sans présenter une version univoque du passé : une page décisive de l'histoire sud-africaine est ainsi confinée à un récit condensé et borné (Folio, 2014a). Alors que ses conséquences sont toujours une réalité pour une majorité d'individus, il est fait de l'ex politique de développement séparé un événement circonscrit à un temps révolu (Findley, 2005). Qui plus est, cette vision suggestive du passé n'échappe pas à un récit parfois tronqué, au sens où un certain nombre d'actes ou d'acteurs ne semblent pas avoir toute la place qu'ils méritent. Au demeurant une binarité affleure (les oppresseurs blancs au pouvoir face aux victimes noires…). Les membres de l'ANC – *African National Congress*, le parti de la libération à la tête du pays depuis la fin de l'apartheid – y sont particulièrement célébrés. Des personnages tels que l'inamovible Nelson Mandela, mais aussi Steve Biko (ainsi que Frederik de Klerk), sont vus comme les vrais héros de ce long combat. Sans y voir nécessairement une réécriture idéologique du passé motivée par un agenda politique, il faut y discerner *a minima* un désir ne pas trop complexifier la prestation au plan scientifique, devenue il est vrai aujourd'hui un incontournable de la découverte de Johannesburg.

Figure 1 : le musée de l'apartheid à Johannesburg

à portée sociale dans leur initiative. De là provient ce musée pédagogique situé en vis-à-vis, perçu alors comme le mieux à même d'incarner un contrepoint didactique au monde fantaisiste du parc.

L'entrée caractéristique du bâtiment principal du musée de l'apartheid est composée de la double-entrée Blancs/De couleur, de manière à tout de suite imprégner le visiteur du caractère arbitraire de l'apartheid (photographie de gauche). Celui-ci se voit doté d'un ticket l'enjoignant à emprunter l'une ou l'autre des voies. Sur la photographie de droite, on peut apercevoir au premier plan l'esplanade principale accompagnée d'une grande affiche posthume de Nelson Mandela ; au second plan, on distingue le parc d'attractions adjacent de Gold Reef City, dont la licence n'a pu être obtenue que grâce à l'établissement de ce musée.
Clichés : auteur, 2014.

Non loin du centre-ville de Johannesburg, le site du Constitution Hill reste pour sa part plus original (même si le lieu ne détient pas la même notoriété touristique que le musée de l'apartheid). En effet, ce sont en partie des citoyens locaux lambda qui sont amenés à le fréquenter. Ouvert au public en 1995, il émane d'un projet à la fois local (municipalité) et régional (en tant que projet de développement économique du Gauteng). Le Constitution Hill est constitué de plusieurs bâtiments (Figure 2 et 3). On y recense tout d'abord le *Old Fort*, ancienne prison de haute sécurité pour les Blancs sous l'apartheid, également vieux poste de défense des Afrikaners durant la guerre les opposant aux Anglais (1899-1902) ; on trouve ensuite la *number 4*, la célèbre « prison indigène », où ont été retenus des prisonniers et activistes pro-démocrates de couleur (outre Robert Sobukwe, on citera en particulier Gandhi durant sa campagne de résistance en Afrique du Sud) ; non loin, le *Women's Goal* constitue l'ex-prison réservé aux femmes : ici ont été détenues Winnie Mandela ainsi qu'Albertina Sisulu ; enfin l'actuelle cour constitutionnelle a été établie *in situ* en 2004 en un puissant symbole de juxtaposition physique : les abus du passé (les prisons) côtoient de la sorte l'espérance en le futur (la cour).

Figure 2 : Le Constitution Hill, Johannesburg

Au Constitution Hill, ex-zone carcérale réhabilitée de Johannesburg, une section biographique questionne le visiteur. « Qui est le vrai criminel » (dans le panel, on repère notamment Gandhi) ? Qui fut arrêté pour entorse à la réglementation d'apartheid ? Qui a été emprisonné ici pour uniques motifs politiques (c'est à dire s'opposer à la politique de ségrégation raciale) ? Un des buts recherchés est aussi d'amener, par le jeu, à s'interroger sur le délit de faciès. Cliché : auteur, 2014

La mission que s'est fixé le Constitution Hill est d'orienter une histoire chargée négativement vers une ode à la liberté dans l'Afrique du Sud postapartheid. En prestation touristique « intégrale », il touche à plusieurs moments de l'histoire du pays : guerre Anglo-Boer, rassemblement civique des Indiens, lutte – des Africains mais pas seulement – contre la politique de ségrégation raciale. Il cible en outre des segments genrés et communautaires (mise en scène d'ex-lieux de détention pour les Blancs, Noirs, Indiens… ; pour les hommes comme pour les femmes…). Enfin, il allie passé et présent avec un site judiciaire toujours fonctionnel, qui amène des résidents ordinaires à en savoir davantage sur l'histoire agitée de leur pays (dans une démarche, on le convient, qui n'est plus guère à ce moment touristique voire récréative). Les personnalités tiennent une nouvelle fois le haut de l'affiche : Gandhi, Bram Fischer, Winnie Mandela et bien sûr Madhiba (qui fut enfermé localement dans l'attente du célèbre procès de Rivonia de 1963).

Figure 3 : Le Constitution Hill : composantes et abords

Le panneau d'entrée du Constitution Hill apparaît sur la photographie en haut à gauche : la signalétique renvoie aux éléments physiques du complexe et à leur distribution spatiale. Sur la photographie supérieure à droite, on aperçoit une des cours de la prison Old Fort. En bas à gauche, apparaît la salle d'accueil de l'actuelle cour constitutionnelle sud-africaine. Les environs immédiats du Constitution Hill, à travers le quartier très populaire de Hillbrow, sont visibles en bas à droite. Clichés : auteur, 2014

Le Constitution Hill révèle et c'est intéressant que la requalification d'un lieu via le Dark tourism peut concerner un site à forte centralité. La prison se situe aux portes du *Central Business District* de Johannesburg, jouxtant le quartier à la réputation affirmée de Hillbrow. Peut-on dans ce contexte toujours parler de marges spatiales ? En fait, il ne faut pas raisonner en terme de localisation géographique retirée (ou lointaine), mais plutôt en terme de marquage. Espaces de confins « recodés », signifient aussi des lieux, fussent-ils péricentraux, qui avaient fini par devenir répulsifs voire craints à cause de leur image dégradée, de leur forte économie souterraine et d'un sentiment d'insécurité palpable.

Un autre enseignement que l'on peut confirmer à ce niveau est que labéliser un site comme « *Dark* » ou sombre ne correspond plus tout à fait au message que les acteurs, publics et privés, souhaitent divulguer. Car c'est bien le discours mémoriel et didactique qui devient de plus en plus inéluctable. Il n'y a qu'à observer le cas d'une autre prison « requalifiée », à savoir la célèbre île de Robben island dans la province du Western Cape, pour se convaincre d'une réalité : le message de l'opposition à la politique d'oppression, de la réconciliation et de la reconstruction à valeur universelle détermine de nos jours tout matériau patrimonial valorisé en terre arc-en-ciel.

La visite de Robben island s'effectue en ferry depuis le waterfront de la ville du Cap. Des prestataires privés s'y disputent le marché. Arrivé sur l'île, un réseau de bus s'attelle à sa visite en en faisant le tour. Un arrêt est notamment prévu près de l'inévitable carrière où travaillèrent les détenus (Figure 4). La visite de la prison se fait pour sa part en compagnie d'un guide, bien souvent un ancien détenu reconverti. Là encore il est un lieu-totem, en l'occurrence l'étroite cellule de feu Nelson Mandela. Plus généralement, depuis les grandes affiches à son effigie présentes dès l'appontement, jusque dans les nombreux produits dérivés que l'on peut dénicher dans les boutiques de souvenir sur les quais, et en passant par la sordide cellule, l'ombre tutélaire de libérateur de l'Afrique du Sud plane irrévocablement sur le tour (alors même que le passé de l'île est lui bien plus complexe).

Incontestablement à Robben island, les enjeux sont multiples – tant économiques, politiques qu'identitaires – et le discours s'adresse à plusieurs publics : à l'endroit des visiteurs étrangers le message est limpide : l'Afrique du Sud a réussi à tourner une page du passé sans l'occulter et à surmonter ses démons raciaux, ce qui en fait un exemple pour la terre entière ; à l'adresse de la population locale, le symbole est tout aussi puissant : la fragile démocratie sud-africaine doit être fière des efforts consentis de reconnaissance et de réhabilitation, ce qui doit faire sens dans le cadre de la cohésion du pays.

Pour autant, le site de Robben island, classé à l'UNESCO depuis 1999, n'accueille « qu »'un peu plus de 350 000 visiteurs chaque année. La célèbre prison de sécurité arrive ainsi après le Cap de Bonne espérance ou la montagne de la table en terme de fréquentation dans l'aire métropolitaine de CapeTown (D'angelo, 2014). Tout cela fait dire que le succès des prestations relatives au *Dark Tourism*, y compris les plus prisées d'Afrique du Sud, doit être relativisé : elles n'agissent souvent qu'en appoint d'un séjour touristique global. Certes elles bénéficient de leur nouveauté, de leur notoriété et d'un habile positionnement qui va venir enrichir l'éventail des pratiques. Mais ces prestations incarnent pour l'heure une pratique annexe en étant rarement le but premier du voyage.

Figure 4 : Robben island, CapeTown

Le tour de Robben island part du waterfront du Cap. La navigation de 9 km, la vue arrière sur la ville-mère et la découverte progressive de l'île constituent les premiers moments forts du tour. Celui-ci voit ensuite s'enchaîner l'histoire du lieu d'incarcération, narrée par un ancien pensionnaire réinséré et le passage attendu – quoique très bref – au devant de la cellule de N. Mandela. Il est suivi d'un tour de l'île en bus où l'on découvrira les carrières de chaux où travaillèrent les détenus, avant un retour à l'embarcadère où sont implantées, outre de grandes photographies retraçant l'époque de la libération, diverses échoppes et points de restauration. Clichés auteur

En somme, la destination Robben island est valorisée et « vendue » comme un lieu témoin à portée globale, un endroit allégorique où des valeurs telles que l'abnégation, la glorification et le courage, souvent individuels, sont portées sur les fonts baptismaux. C'est aussi le cas du musée KwaMuhle dans la métropole de Durban et de la tombe du roi Shaka dans la localité de Stanger (*Shaka's Kraal*). Tous deux sont situés dans la province du KwaZulu-Natal au nord-est du pays. Et cela, même si ces ultimes prestations, moins notoires, s'adressent avant tout à un public essentiellement domestique.

Au KwaMuhle Museum dans la cité portuaire d'eTheKwini (ex-Durban), la clientèle est locale pour les deux tiers[1]. Le public cible est avant tout scolaire, tout particulièrement durant le mois de septembre (période des commémorations patrimoniales dans le pays). Toutefois le musée sert aussi de point de départ aux « *Townships tours* » touristiques de la métropole de Durban. Ce petit musée municipal, ouvert en 1996, est en fait une ex-maison indigène datant de 1928 : c'est ici que les Africains désirant travailler en ville se devaient d'être référencés. Mais plus que sa reconversion muséale, c'est le changement de narration qui a été opéré aux détours des années 2010 qui suscite l'intérêt. Au tout départ le KwaMuhle avait coutume de présenter aux visiteurs – via des photographies d'époque et des mannequins de cire formant des dioramas – les affres de la politique d'apartheid au plan local. Et particulièrement le phénomène de déguerpissement de quartiers insalubres (en l'occurrence ici Cato Manor) durant la mise des place des townships dans les années 50 (à l'instar de Sophiatown à Johannesburg et du District six au Cap). Mais une (re)lecture historique plus optimiste et individualiste a succédé ces dernières années à cette narration traditionnelle, d'inspiration plutôt triste. En effet, les autorités municipales ont récemment ouvert une seconde tranche plus moderne, dans un cadre feutré et lumineux. Cette dernière est axée sur la mise en scène biographique de personnalités locales « lauréates ». Souvent natives de la métropole de Durban et de toutes communautés confondues, ces individus ont joué un rôle clé dans la construction, la croissance et l'identité de la ville dans divers domaines (politique, économique, associatif, sportif ou culturel). Un vote a lieu chaque année pour rendre hommage à certains d'entre eux. Le visiteur de passage est lui-même encouragé à participer à cette sélection en proposant des noms et les raisons attachées. Il s'agit là d'une autre illustration du glissement sémantique du « *dark* » vers le « *hope tourism* » (Figure 5).

Figure 5 : Le musée Kwamuhle à Durban (eThekwini)

[1] Sur la base d'un entretien conduit auprès des responsables de l'accueil du musée tenu en novembre 2014.

Les dioramas (photographie en haut à gauche), restituent la vie urbaine des Africains citadins dans les baraquements étroits (les *Locations*). Ils côtoient les documents d'époque narrant la destruction arbitraire de quartiers pluriethniques jugés « insalubres » (Cato Manor ci-dessus à gauche). Depuis peu, sont exposées des personnalités emblématiques de la ville, porteuses de réussite individuelle et qui font office de « légendes » et de modèles inspirants (photographie de droite). Clichés auteur

Nous finirons avec un dernier exemple de mise en valeur patrimoniale par le tourisme, laquelle a vocation à valoriser des personnages emblématiques et à raccorder spatialement des lieux de confins, ce qui est ici notre propos. Dans la ville de Stanger au nord de Durban existe une microstructure muséale : le *King Shaka Kraal Memorial*. Il rend honneur au chef de guerre charismatique que fut le roi Shaka, surnommé le « Napoléon noir de l'Afrique australe ». Géré par la municipalité, le mémorial fut constitué en 1932 par des habitants zoulous mêmes. Chaque année se pressent ici l'actuel roi zulu, la famille royale, plusieurs dignitaires et des centaines de guerriers en habits traditionnels, pour rendre hommage au fondateur de la nation zouloue. Actuellement, le site expose la tombe et surtout la pierre où était assis Shaka, lorsqu'il fut assassiné le 24 septembre 1828 par ses demi-frères Dingane et Mhlangana (c'est en cela que l'on peut le rattacher au Dark tourism). Le Mémorial, devenu un centre d'interprétation, se compose en outre de trois huttes reconstituées, d'un petit *curio shop* et d'une scène dédiée à l'événementiel. Celui qui a été l'instigateur de la nation militariste bantoue a donc vu une population locale se mobiliser, dans une province faut-il le rappeler très régionaliste et à la forte identité ethnique. Les visiteurs sont d'ailleurs depuis longtemps à composante locale, recherchant à faire vibrer ce patriotisme identitaire.

Figure 6 : La tombe du roi Shaka Zulu à Stanger

Le *King Shaka Memorial* avec ses deux pièces phares : la tombe du roi zoulou et la pierre – qui a en fait été roulée et ramenée sur site – où ce dernier était assis lors de son assassinant. Ex Dukuza, la ville de Stanger déploie en face ses commerces et services. Situé à l'écart des circuits touristiques, le site a été relié à une « route » en l'honneur de la culture zouloue qui part aujourd'hui de Durban et associe villages de l'arrière-pays et champs de batailles illustres. Clichés : auteur

Depuis quelques années, la structure s'est vue enrichir d'une partie fermée (recelant des pièces authentiques – notamment des armes – d'époque) et diffusant entre autre des docufictions à la gloire du héros. Par le biais du *Enterprise iLembe*, Agence de Développement Economique (LED) du district iLembe, responsable de la promotion et investissements ainsi que des projets de développement dans la région (dans le cadre d'une politique de développement « pro-pauvre » d'inspiration nationale), le site a été rattaché à une nouvelle « route » touristique, organisée autour de la nation zouloue. Depuis Durban, celle-ci traverse aujourd'hui une grande partie du Kwazulu-Natal (Figure 6). De ce fait, le mémorial a été raccordé aux *battlefields* relatifs aux batailles opposant zoulous entre eux, mais aussi aux Boers et Anglais. De ce fait, il s'adresse désormais à un public touristique plus large, sud-africain des autres provinces mais aussi en partie extérieur. Le roi Shaka rentre de plain pied dans la narration nationale, celle de la (re)construction d'un pays par des personnages charismatiques. Il devient une autre figure de l'Afrique du Sud toute entière dans une vision large, « panafricaine », et non plus seulement liée à une seule nation ethnique.

Conclusion

Le rapprochement entre, d'une part, les aspects tragiques, la tristesse et la souffrance, d'autre part, l'industrie du tourisme et des loisirs, peut paraître à

tout le moine sensible voire pour certains contre nature. Il a pu générer des débats académiques articulés sur la question du respect mémoriel et de l'éthique (Rojek, 1993, Tunbridge et Ashworth, 1996). Cependant, l'assertion visant à dire que le tourisme serait devenu une entrée inappropriée et même immorale de la restitution des troubles de l'histoire, demeure plus compliquée qu'elle ne le laisse le penser. Elle est même porteuse de nombreux enseignements.

Aux fondements du tourisme sombre, émane un savant mélange de ce qui est rare, nouveau, et de l'avènement de ce que l'on pourrait considérer comme une envie de culture et d'histoire sensationnelle, en même temps que populaire bien que relativement simplifiée (ou du moins allégée de certaines nuances…). L'Afrique du Sud, qu'on le veuille ou non, reste « médiatiquement » marquée au fer rouge de l'apartheid et de la colonisation. Et ces mots en sont associés à d'autres qui résonnent tout autant dans les esprits : Mandela, Johannesburg, Soweto, Robben island, Zulu… Les acteurs locaux, publics comme privés, ne s'y sont pas trompés en s'employant à façonner cette matière. A juste titre tant les enjeux sont multiples.

Appuyé par une politique étatique qui encourage l'essor du tourisme patrimonial, le secteur est approprié par pléthore d'opérateurs privés, dont certains émargent à la politique du *Black empowerment* (aides et encouragements étatiques à l'entreprenariat noir). La réintégration urbaine par le tourisme en est un autre. Si le lien entre ces deux problématiques a longtemps été ignoré par le passé (Duhamel, Knafou, 2007), cela n'est plus le cas et des processus de recodage par le tourisme sont clairement impulsés : ils permettent aux acteurs publics sud-africains de repositionner des territoires marginalisés.

Outre les intérêts de l'aménagement du territoire et du développement local par le tourisme (Violier, 2008), le défi politique de la reconstruction nationale est une autre priorité (Folio, 2014b). Le discours promu est d'inspiration héroïque, il vante la résistance, l'effort collectif et le dépassement de soi. Des icones sont mises en avant pour pousser encore plus loin la personnalisation et l'identification. Le message est tourné tout autant à l'endroit du touriste, notamment étranger, que des citoyens sud-africains ! De sorte qu'on peut se demander si (ré)apprendre et se (ré)inventer d'un passé difficile ne deviendrait-il pas la nouvelle doxa des prestations du Dark tourism, pris dans un sens humaniste (en Afrique du Sud comme ailleurs). Le but recherché serait de rendre hommage aux « victimes » mais aussi de s'en inspirer et ainsi de motiver une réflexion tournée vers soi-même : en somme s'enrichir et se mobiliser – afin de mieux se transcender ? – par une histoire « grave » et signifiante.

BIBLIOGRAPHIE

ASHWORTH, G.J., 2004, "Tourism and the heritage of atrocity: Managing the heritage of South African apartheid for entertainment", in Singh T.V. (2004), *Tourism seeks new horizons*, CABI Basingstoke. University of Groningen, NL.

BLOM, T., 2000, "Morbid tourism: a postmodern market niche with an example from Althorp", in *Norsk Geografisk Tidsskrif*, 54(1); p. 29-36.
BREMNER, L., 2007, "Memory, Nation building and the Post-apartheid city", in Hall M., et al. (Eds.), *Desire Lines – Space, Memory and identity in the Post-apartheid city*, New-York, Routledge, p. 85-103.
D'ANGELO, A., 2014, "Record tourists boost Cape Town", in *Business report*, IOL, January 27 2014.
DANN, G.M.S., et SEATON, A.V. (eds), 2003, *Slavery, contested heritage and thanatourism*, Haworth New York /London.
DEWAILLY, J.-M., 2006, *Tourisme et Géographie, entre pérégrinité et chaos*, L'Harmattan, "Tourismes et Société"s, 221 p.
DUHAMEL, Ph., et KNAFOU, R., (dir.), 2007, *Mondes urbains du tourisme*, Paris, Belin, 366 p.
DUNKLEY, R., 2005, "Tourism Society Seminar Event 'Dark Tourism' - Cashing In On Tragedy?", Kensington Close Hotel, London On 17th October 2005.
FINDLEY, L., 2005, *Building change: architecture, politics and cultural agency*, London: Routledge.
FOLIO, F., 2014a, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristique dans la métropole d'eThekhwini (Kwazulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », in *Cybergeo : European Journal of Geography*.
FOLIO, F., 2014b, « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid », in E. Combeau-Mari et C. Germanaz (dir.), *La fabrique du patrimoine dans l'océan Indien*, Collection « Terres et sociétés indocéaniques », n°2, p. 181- 201.
KNAFOU, R., 2012, *Les lieux du voyage*, Paris, Le cavalier Bleu Editions, 215 p.
LEIBOWITZ, V., 2008, *Making Memory Space: Recollection and Reconciliation in Post Apartheid South African Architecture*, School of Architecture and Design, College of Design and Social Context, RMIT University, 134 p.
LENNON, J., FOLEY, M., 1996, *Dark Tourism*, London, Continuum, 1996.
MACDONALD, S., 2009, *Difficult heritage: Negotiating the Nazi past in Nuremburg and beyond*, London: Routledge.
NAHRATH, S., et STOCK, M., (dir.), 2012, « Urbanité et tourisme », *Espaces et sociétés*, n°151, n°4/2012, Érès, 220 p.
NOVELLI, M., 2005, *Niche tourism: contemporary issues, trends and case*, Oxford: Butterworth-Heinemann.
O'NEILL, S., 2002, "Soham pleads with trippers to stay away", *Daily Telegraph*, accessed 13 March 2008.
ROGERSON, C., 2006, "Pro-Poor local economic development in South Africa: The role of pro-poor tourism", in *Local Environment*, 11 (1), January 2006, p. 37-60.
ROJEK, C., 1993, *Ways of Seeing-Modern Transformations in Leisure and Travel*, London: Macmillan.
SEATON, A., 1996, "Guided by the dark: from thanatopsis to thanatourism", in *International Journal of Heritage Studies*, (2), p. 234-244.
SEATON, A.V., 1999, "War and thanatourism: Waterloo 1815-1914", in *Annals of Tourism Research*, (26), p. 130-159.
SEATON, A., et LENNON, J., 2004, "Moral panics, ulterior motives and alterior desires: thanatourism in the early 21st century", in Singh, TV (ed.), *New horizons in tourism*, Cambridge: CABI Publishing.

SHARPLEY, R., 2009, "Shedding Light on Dark Tourism: An introduction", in Sharpley R. Stone P. (eds). 2009, *The darker side of travel: the theory and practice of dark tourism*, Bristol: Channel View, p. 3-22.
SWARNS, R.L., 2001, *Oppression in Black and White: South Africa Museum Recreates Apartheid*, New York Times (10 December).
TIMOTHY, D.J., 2011, *Cultural heritage and tourism: an introduction*. Ontario, Channel View.
TUNBRIDGE, J.E., et ASHWORTH, G.J., 1996, *Dissonant Heritage – The Management of the Past as a Resource in Conflict*, New York: John Wiley & Sons.
URBAIN, J-D., 2011, *L'envie du Monde*, Paris, Editions Bréal, 269 p.
VIOLIER, P., 2008, *Tourisme et développement local*, Collection « Belin Sup Tourisme », Editions Belin, 180 p.
WHITE, L., et FREW, E., 2013, *Dark tourism and place identity: managing and interpreting dark places*, New York: Routledge.

MACABRE OU MÉMORIEL ? EN AFRIQUE DU SUD : DU TOURISME SOMBRE À LA RÉALITÉ RÉDEMPTRICE

FABRICE FOLIO < fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr >
Département de géographie, unité de recherche OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés), Université de La Réunion

Le tourisme sombre, qui va de la visite des champs de bataille à celle des lieux marqués par un massacre ou une catastrophe en passant par celle des bidonvilles, est souvent accablé de jugements moralisateurs. Où trouver la décence d'associer le secteur des loisirs et du tourisme, d'une part, et l'histoire dite "grave" et tragique, d'autre part ? Le tourisme sombre serait voyeuriste, donc déplacé. En Afrique du Sud, la "mémorialisation" du passé (musées relatant l'apartheid, visites de prisons politiques et des townships) s'inscrit dans un projet politique d'écriture d'un récit national.

FABRICE FOLIO

En 1996, J. John Lennon et Malcolm Foley[1] ont apporté des éclairages théoriques à l'expression "*dark tourism*" (tourisme sombre), devenue aujourd'hui l'expression le plus couramment utilisée pour désigner le tourisme relatif *"à la souffrance et au macabre*[2]". D'autres chercheurs parlent de "thanatourisme[3]" (de Thanatos, divinité associée à la mort), de "tourisme morbide[4]", de "*black spot tourism*[5]" (tourisme des points noirs) ou encore de "*grief tourism*[6]" (tourisme de la tristesse).

Tous évoquent une nouvelle niche de l'industrie touristique, reflétant l'extrême diversification contemporaine de cette dernière. Le tourisme sombre ou noir incarnerait la visite de lieux liés à des épisodes historiques dramatiques, à la tristesse et à l'affliction. Les études concernant ce type de tourisme, qui émanent surtout des chercheurs anglo-saxons, s'attachent à décrire et à analyser un champ de recherche relativement nouveau, à la fois troublant et exaltant.

La réalité des pratiques liées à ce type de tourisme suscite aujourd'hui des débats, en particulier d'un point de vue éthique[7]. Au reste, un regard engagé pour ne pas dire critique sur la teneur des prestations est fréquemment observé, notamment dans la sphère médiatique. Le tourisme sombre demeure encore souvent – cela est bien moins le cas dans la littérature scientifique – accablé de jugements moralisateurs. Où trouver la décence d'associer le secteur des loisirs et du tourisme, d'une part, et l'histoire dite "grave" et tragique, d'autre part ? La réponse est souvent donnée sous forme d'idées reçues : pour les uns, l'offre de tourisme sombre serait austère, à vocation uniquement éducative, et véhiculerait une histoire douloureuse d'essence pessimiste ; pour les autres, elle serait voyeuriste, donc déplacée.

Par ailleurs, le tourisme sombre est un phénomène paradoxal, dans la mesure où il se réfère à une forme de découverte associée à la douleur et aux tragédies, alors même que la nature humaine aurait propension à fuir maux et fléaux. En réalité, Rémy Knafou[8], Jean-Didier Urbain[9] ou encore Jean-Michel Dewailly[10] ont démontré que le touriste moderne était avant tout friand d'expériences novatrices et distinctives. À l'altérité et à la sécurité comme éléments fondamentaux (sans oublier le facteur coût) de la demande touristique s'ajoutent l'aspect émotionnel, la quête de sensations et l'envie de comprendre le monde. En quête d'exclusivité et d'exceptionnel, le touriste est également soucieux des enjeux planétaires, qu'ils soient environnementaux, sociaux ou sociétaux. Le rapport exceptionnel à l'autre que permet l'expérience touristique incite le voyageur à se poser nombre de questions personnelles se cristallisant parfois autour d'une quête de soi et de sens.

Pour les acteurs, qu'ils soient publics, privés ou associatifs, qu'ils soient partie prenante du tourisme sombre ou qu'ils le subissent, les enjeux sont multiples. L'aspect identitaire et mémoriel est à mettre en avant, car il peut permettre à un groupe donné une meilleure appropriation de son passé, dans une démarche cathartique. L'aspect politique est également présent par la mise en lumière et la pression populaire et médiatique pouvant s'exercer sur tel ou tel lieu. Le développement local et l'aménagement territorial, via la reconstruction (par exemple sur un lieu de catastrophe), incarnent un autre enjeu clé. Enfin, l'arrivée de touristes extérieurs peut être source de richesses économiques.

NOUVELLE NOTORIÉTÉ. Ce type de tourisme connaît un certain succès depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000. L'attrait marchand pour les lieux de destruction subite (La Nouvelle-Orléans, après l'ouragan Katrina, ou Banda Aceh, après le tsunami, par exemple) a donné une nouvelle notoriété au tourisme sombre. Pourtant, la visite de sites historiques liés à la mort existe depuis longtemps. On peut citer notamment Pompéi ou Waterloo, mais aussi les monuments commémoratifs de guerre, les prisons, les cimetières, les champs de bataille, les forteresses ou encore les sites liés à l'héritage esclavagiste (sans même se pencher sur les premières formes de dépla-

(1) Malcolm Foley et J. John Lennon, "JFK and dark tourism: A fascination with assassination", *International Journal of Heritage Studies,* vol. 2, n° 4, 1996.

(2) Richard Sharpley et Philip R. Stone (dir.), *The Darker Side of Travel: The Theory and Practice of Dark Tourism,* Channel View Publications, 2009.

(3) Graham M. S. Dann, A. V. Seaton (dir.), *Slavery, Contested Heritage and Thanatourism,* The Haworth Press, 2001.

(4) Thomas Blom, "Morbid tourism: A postmodern market niche with an example from Althorp", *Norsk Geografisk Tidsskrif,* vol. 54, n°1, 2000.

(5) Chris Rojek, *Ways of Escape: Modern Transformations in Leisure and Travel,* Macmillan, 1993.

(6) Sean O'Neill, "Soham pleads with trippers to stay away", *Daily Telegraph,* 2002.

(7) Richard Sharpley, "Shedding light on dark tourism: An introduction", dans Richard Sharpley et Philip R. Stone (dir.), *The Darker Side of Travel: The Theory and Practice of Dark Tourism,* Channel View Publications, 2009.

(8) Rémy Knafou, *Les Lieux du voyage,* Le Cavalier Bleu, 2012.

(9) Jean-Didier Urbain, *L'Envie du monde,* Bréal, 2011.

(10) Jean-Michel Dewailly, *Tourisme et géographie.*

UNE NÉCESSITÉ ÉMOTIONNELLE

cements morbides que furent les exécutions publiques à l'ère médiévale ou les combats de gladiateurs à l'Antiquité). Tous les continents sont concernés, les épisodes historiques sont multiples, même si, concédons-le, les faits les plus récents, ainsi que les espaces les plus arpentés de la planète tourisme, restent davantage prisés.

Nous avons proposé une ébauche typologique du tourisme sombre[11]. Empruntant à la terminologie de Ria Dunkley[12], nous avons exclu les sites fondant leur attractivité sur la fiction et l'amusement et n'avons retenu que ceux la fondant sur la transcription des faits authentiques (ou du moins présentés de la sorte) :

– le tourisme des champs de bataille (*battlefields*), tels Verdun ou Fort-Lennox, au Québec ;

– le tourisme des lieux de massacre. Il est associé à des périodes d'oppression, à des régimes sanguinaires ou à des tueries de masse. On peut citer le camp d'Auschwitz-Birkenau et le Musée du génocide de Tuol Sleng (Cambodge) ;

– le thanatourisme de célébrité. Il est lié à des homicides notoires ou à des accidents funestes touchant une personnalité (Charles Manson, John F. Kennedy…) ;

– le tourisme noir de catastrophe, associé aux cataclysmes naturels ou humains, souvent relativement récents (Ground Zero, Tchernobyl, le Sichuan…) ;

– enfin le tourisme propauvre[13], se déroulant dans des secteurs contemporains – donc des lieux où vivent actuellement des gens – perçus comme paupérisés, dangereux ou instables : bidonvilles des pays émergents, ghettos… mais aussi des destinations en guerre !

Indéniablement, la visibilité de ces destinations est à imputer à deux éléments : leur place dans l'histoire événementielle ; l'éclairage médiatique (et académique) qui les a popularisées et continue d'amplifier le phénomène.

Ce second facteur s'exprime dans un contexte de mondialisation libérale. Nous parlons bien ici d'une histoire certes difficile et insérée dans l'économie touristique, mais qui reste une histoire plutôt contemporaine et tenant du "courant dominant" (*mainstream* : ce qui est le plus su et vu !). En somme, ces sites fascinent d'autant plus qu'ils entretiennent leur notoriété.

CRITIQUE COLLECTIVE. Tout cela n'empêche pas une critique collective, parfois dure, du phénomène. Dans les articles de presse ou sur les réseaux sociaux, il apparaît que le rapport aux lieux de mémoire, et notamment à ceux consacrés à des génocides, de Kigali à Auschwitz, reste malaisé. Pour Joyce Marcel[14], ce type de tourisme s'apparente à une forme de *"visite d'endroits où des tragédies voire des décès soulevant une vive émotion se sont déroulés, lesquels continuent d'avoir une influence sur nos vies"*. De l'avis de nombreux experts, l'attrait pour ces lieux singuliers est à relier au fait que les faits observés ont des répercussions actuelles ou pourraient encore se produire, tel un bégaiement de l'Histoire.

Les faits observés ont des répercussions actuelles ou pourraient encore se produire.

MOTIVATIONS. Nous avons proposé une ébauche synthétique du spectre de motivations pouvant conduire aux pratiques du tourisme sombre[15]. Nous inspirant des travaux de Peter Tarlow[16], de Gregory Ashworth[17] et de Graham Dann[18], nous avons identifié au moins six facteurs mobilisateurs, qui peuvent se combiner ou agir indépendamment :

– la curiosité, soit l'appât d'une offre exclusive ou incongrue ;

– l'éducation, qui renvoie à un attrait pédagogique pour la connaissance et la compréhension de l'histoire ;

– le devoir de mémoire (le "plus jamais ça !), c'est-à-dire une motivation axée sur la responsabilité ;

Entre pérégrinité et chaos, coll. "Tourismes et sociétés", L'Harmattan, 2006.

(11) Fabrice Folio, "Critiques et enjeux du dark tourism à travers la focale sud-africaine", *Echogéo*, n° 34, 2015. http://echogeo.revues.org/14371

(12) Ria Dunkley, "Dark Tourism. Cashing in on tragedy?", *Tourism Society Seminar Event,* Londres, 17 octobre 2005.

(13) Christian M. Rogerson, "Pro-Poor local economic development in South Africa: The role of pro-poor tourism", *Local Environment,* vol. 11, n° 1, janvier 2006.

(14) Joyce Marcel, "Death makes a holiday", *The American Reporter,* 21 janvier 2004, cité par Marina Novelli (dir.) *Niche tourism: Contemporary Issues, Trends and Case,* Elsevier Butterworth-Heinemann, 2005.

(15) Fabrice Folio, "Dark tourism ou tourisme mémoriel symbolique ?", *Téoros*, vol. 35, n° 1, 2016. http://teoros.revues.org/2862

(16) Peter E. Tarlow, "The appealing 'dark' side of tourism and more", dans Marina Novelli (dir.) *Niche Tourism: Contemporary Issues, Trends and Case,* Elsevier Butterworth-Heinemann, 2005.

(17) Gregory J. Ashworth, "Tourism and the heritage of atrocity: Managing the heritage of South African

– la quête de racines, soit une recherche d'identité, un retour aux sources ;
– le mea-culpa, qui prend souvent la forme d'un pèlerinage avec, parfois en creux, un sentiment de repentance latent ;
– l'attirance, souvent peu avouable, pour la violence, la mort et la souffrance.

SITES SUD-AFRICAINS. En Afrique du Sud, les sites touristiques et patrimoniaux renvoyant à l'histoire tourmentée du pays sont très nombreux. Parmi les temps forts concernés se dégagent bien sûr la politique de développement séparé – ou apartheid – mais aussi la période coloniale antérieure. Divers monuments sont mobilisés : mémoriaux, stèles, quartiers, et même prisons[19]. Ces sites sont fréquentés par deux types principaux de clientèles : un public étranger (avant tout ultramarin) ; un public local lié au monde éducatif ou professionnel (sorties scolaires et, à un degré moindre, tourisme d'affaires).

Les sites sud-africains concernés par le tourisme sombre peuvent être classés de la manière suivante :
– les musées de l'apartheid[20]. Les plus fréquentés sont le musée de l'Apartheid à Johannesburg, le Hector Pieterson Museum à Soweto, le District Six et le musée Bo-Kaap au Cap, ou encore le Kwa Muhle Museum à Durban ;
– les sites de champs de bataille. Ils narrent les luttes territoriales entre Anglais, Boers, Xhosas, Zoulous, etc. Les champs de bataille les plus célèbres sont Isandhlwana et Rorke's Drift (tous deux liés aux affrontements anglo-zoulous), mais aussi Blood River, théâtre d'une lutte épique entre Boers et Zoulous dans la province du Kwazulu-Natal[21] ;
– les prisons dites "politiques", dont évidemment celle de Robben Island, au large du Cap[22], où Nelson Mandela a passé dix-huit de ses vingt-sept années de captivité, ainsi que le Constitution Hill, en zone péricentrale de Johannesburg, où des personnalités telles que Gandhi ou Winnie Mandela ont été incarcérées ;
– enfin, et en reprenant la nomenclature élargie de certains auteurs, la visite des quartiers périphériques noirs (les *township tours*) entre également dans la catégorie du tourisme sombre. Les townships de Johannesburg (Soweto, Alexandra), du Cap (Langa, Gugulethu) et, à degré moindre, de Durban (Inanda, Umlazi) sont ceux qui sont le plus fréquentés par les touristes.

L'appellation générique et négative de "tourisme sombre" ne reflète en rien la réalité des situations et est très éloignée du discours que tentent de véhiculer les instigateurs de certains projets.

Pour Sharon Macdonald[23], les sites de tourisme sombre gagneraient à être classés en tant que *"sites patrimoniaux difficiles"*. Son avis rejoint celui de Michael Bowman et Phaedra Pezzullo[24], pour qui l'appellation générique et négative de "tourisme sombre" ne reflète parfois en rien la réalité des situations et est très éloignée du discours que tentent de véhiculer les instigateurs de certains projets touristiques.

UNE NARRATION ÉMINEMMENT POLITIQUE. En Afrique du Sud, les acteurs préfèrent parler de tourisme de mémoire. C'est un point important qui fait écho à une narration post-apartheid éminemment politique : celle d'une nation réconciliée et tolérante qui a surmonté et transcendé son passé ; celle aussi de l'expression d'une nouvelle identité[25].

Aussi le rôle de médiation culturelle valorisant des matériaux bruts, legs d'un passé agité,

apartheid for entertainment", dans Tej Vir Singh (dir.), *Tourism Seeks New Horizons,* Cabi Basingstoke, 2004.

(18) Graham M. S. Dann, "Children of the dark", dans Gregory J. Ashworth et Rudi Hartmann *(dir.), Horror and Human Tragedy Revisited: The Management of Site of Atrocities for Tourism,* Cognizant. 2005.

(19) Gregory J. Ashworth, *op. cit.* [note 17], 2004.

(20) Rachel L. Swarns, "Oppression in Black and White: South Africa Museum Recreates Apartheid", *New York Times,* 10 décembre 2001.

(21) Anthony V. Seaton et John J. Lennon, "Moral panics, ulterior motives and alterior desires: Thanatourism in the early 21st century", dans Tej Vir Singh (dir.), *Tourism Seeks New Horizons,* Cabi Basingstoke, 2004.

(22) Carolyn Strange et Michael Kempa, "Shades of dark tourism: Alcatraz and Robben Island", *Annals of Tourism Research,* vol. 30, n° 2, 2003.

(23) Sharon Macdonald, *Difficult Heritage: Negotiating the Nazi Past in Nuremberg and Beyond,* Routledge, 2009.

(24) Michael S. Bowman et Phaedra C. Pezzullo, "What's so 'dark' about 'dark tourism'? Death, Tours, and Performance", *Tourist Studies,* vol. 9, n° 3, 2009.

(25) Myriam Houssay-Holzschuch, *Crossing*

auprès d'une clientèle curieuse est-il important. Nous pouvons citer en exemples trois "moments de lieu" (c'est-à-dire trois étapes relevées dans le déroulé des prestations) pendant lesquels la médiation permet d'orienter la visite, la faisant passer du macabre vers la mémoire expiatoire, tournée vers l'après. Certains clichés, par trop binaires, de la lutte anti-apartheid y sont battus en brèche.

Musée de l'Apartheid. Le musée de l'Apartheid est une des attractions phares de la ville de Johannesburg. Ce musée est né dans le contexte transitoire de 2001. C'est un musée privé, créé par le groupe de loisirs Akani Egoli à la demande de la municipalité pour contrebalancer le parc à thème Gold Reef City (parc sur l'univers de la prospection aurifère). Le musée emprunte aux standards internationaux (il s'est inspiré du musée-mémorial de l'Holocauste, à Washington). Le fil scénaristique chronologique, au sein d'un dédale désorientant et de ressources hétéroclites mobilisant l'affect et les sens, dessine un environnement délibérément austère et pesant – surtout dans la première moitié du circuit – rappelant le monde carcéral[26]. Il se conjugue à un versant ludique et didactique (*teach by showing*), matérialisé entre autres par l'entrée duale Blancs/non-Blancs, la route des migrants (*journeys*) et sa succession de miroirs en pied. Dans un des moments les plus difficiles (la partie "On the Brink"), le musée met en scène, en face de véritables armes à feu, des écrans géants montrant en boucle de vieux reportages narrant le pic de violences de la période de négociation (1990-1994) entre partis panafricains et l'Inkatha (ou parti de la liberté – adversaire résolu du Congrès national africain [ANC]), de même que les lynchages dans les townships de la part des radicaux de l'ANC. Il révèle une période trouble, dans un décor tout en nuances de gris… Puis sont présentés les accords de paix, les élections libres de 1994 et la Commission vérité et réconciliation ! À la fin du circuit, les allées plus aérées, qui conduisent à un grand jardin en hauteur (A Place of Healing), témoignent d'un pays ayant mis un terme avec bravoure à un cycle d'oppression.

Kwa Muhle Museum. Le Kwa Muhle Museum se situe dans la ville littorale de Durban (aujourd'hui intégrée dans la municipalité métropolitaine d'Ethekwini). Lui aussi narre la politique de ségrégation urbaine mais, contrairement à celui de Johannesburg, il ancre son propos dans l'histoire locale. Le musée est connu pour : ses dioramas restituant les abus subis par les populations noires de l'époque et le sordide de leur existence ; ses documents photographiques sur la destruction arbitraire de quartiers pluriethniques "insalubres" (dont Cato Manor, équivalent du District Six de la ville du Cap) ; ses statues de pierre à l'effigie d'individus arrivés des zones rurales et qui devaient patienter ici de longues heures avant d'être enregistrés.

Deux singularités du musée méritent que l'on s'y attarde : la première concerne la partie consacrée au milicien Andrew Zondo, la deuxième porte sur le parcours de personnalités locales. Le jeune Andrew Zondo s'est rendu coupable, le 23 décembre 1985, d'un attentat dans le centre commercial Sanlam, dans la ville d'Amanzimtoti, tuant cinq civils. Le musée revient sur sa jeunesse dans le township de Kwamashu, son engagement dans l'Umkhonto we Sizwe (MK), branche armée de l'ANC, son exil, puis son passage à l'acte (contre la ligne officielle de l'ANC, opposée à tout attentat contre des civils) et enfin son jugement et son exécution. Le moment touchant concerne ses explications au tribunal, qui ne justifient rien mais permettent d'éclairer le contexte très confus du moment. La seconde singularité du musée porte sur une section plus moderne, en phase avec le discours positif post-apartheid, qui met en scène la biographie de personnalités locales, symboles arc-en-ciel de la réussite individuelle. Un vote public est effectué chaque année pour élire les lauréats.

Township de Soweto. Le township de Soweto est de nos jours une attraction majeure d'Afrique du Sud. Aujourd'hui quartier animé (voire à la mode, même si la pauvreté n'en a pas disparu), il est emblématique de la lutte anti-apartheid et fut autrefois une zone à la fois

Boundaries – t. 3 : Vivre ensemble dans l'Afrique du Sud post-apartheid, Université Panthéon-Sorbonne, 2010.

(26) Lindsay J. BREMNER, "Memory, Nation-Building and the Post-Apartheid City. The Apartheid Museum in Johannesburg", dans Noëleen MURRAY, Nick SHEPHERD et Martin HALL (dir.), *Desire Lines: Space, Memory and Identity in the Post-Apartheid City,* coll. "Architext", Routledge, 2007.

instable et refoulée. Des *Soweto tours* existent depuis la fin des années 1980. Ils se démarquent des *township tours,* qui amènent des visiteurs extérieurs à pénétrer dans des lieux périphériques renvoyant toujours l'image d'une (contre)culture populaire et populeuse, d'une forte économie souterraine, et aussi d'une certaine précarité voire d'une insécurité… La narration des *Soweto tours,* relayée par des guides privés agréés, se fait moins sur les aspects misérabilistes que sur le versant patrimonial et les opérations nouvelles d'aménagement et de développement.

Le circuit type associe des étapes inévitables comme Vilakazi Street, artère de la résistance estudiantine où a dégénéré la manifestation de 1976. La rue est aussi présentée comme étant celle de deux Prix Nobel de la paix, avec les demeures de Nelson Mandela et de Desmond Tutu. Non loin, des restaurants typiques, des bed and breakfast, des *sheebens* (ex-bars clandestins sous l'apartheid) "touristifiés" et autres étals d'objets d'artisanat et de souvenirs agrémentent la visite. Plus avant, le tour s'arrête au Walter Sisulu Square, où a été signée la Charte de la liberté en 1955. Cette place a récemment été réaménagée par la municipalité et on y trouve désormais une vaste esplanade et un hôtel 4☆ (à proximité, les bidonvilles s'étendent, comme un rappel de la réalité inégale de l'Afrique du Sud). La découverte du fastueux théâtre de Soweto, inauguré en 2012, parachève le tour. Il reflète tout à la fois l'accès à la culture, l'*ubuntu* (humanité) sud-africaine, le changement d'image du quartier (effet vitrine) et l'avènement d'une classe moyenne noire.

■ ■

Le tourisme, vu habituellement comme une échappatoire insouciante à un quotidien stressant et répétitif, "capte" dorénavant des visiteurs qui sont prêts à ajouter des visites difficiles à leur programme ou combiné touristique. En Afrique du Sud, la "mémorialisation" du passé[27] profite à divers acteurs (secteur privé, communautés, groupes d'intérêt…), tout en étant adossée à un agenda éminemment politique[28]. En effet, elle convie stratégiquement au développement local, au renforcement de l'appropriation et du lien communautaire et à la réécriture du récit national. ■

(27) – Heidi Peta Grunebaum, *Memorializing the Past: Everyday Life in South Africa after the Truth and Reconciliation Commission,* Transaction Publishers, 2011. – Steven C. Dubin, *Transforming Museums: Mounting Queen Victoria in a Democratic South Africa,* Palgrave Macmillan, 2006.

(28) Sabine Marschall, *Landscape of Memory. Commemorative monuments, memorials and public statuary in post-apartheid South-Africa,* Brill, 2009.

(CC BY 2.0) Pia Waugh

Le Muée de l'apartheid à Johannesbourg

Titre de la contribution

Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud postapartheid

Auteur de la communication

Fabrice Folio[1]

Résumé

Cette contribution questionnera les liens étroits et pragmatiques entre économie, politique et patrimoine en Afrique du Sud.

Le tourisme y étant un secteur créateur d'emplois et générateur de recettes, le segment du tourisme culturel et historique connaît un relatif succès. Assis sur une histoire mouvementée et médiatique, il vise à occuper des niches novatrices, axées sur la réhabilitation de sites sensibles – parfois géographiquement excentrés – à la finalité tout autant ludique que pédagogique.

Parallèlement à cet agenda du développement, existent des enjeux sociopolitiques : la valorisation patrimoniale soutient la cause d'une (re)définition identitaire (celle de la réconciliation et de la reconstruction « arc-en-ciel »). Les acteurs sont dès lors amenés à s'approprier divers projets pouvant servir de catalyseurs à un ferment national, bien que prêtant parfois à ambiguïté.

Mots clés

Afrique du Sud ; développement ; identité ; patrimoine ; reconstruction nationale ; tourisme.

[1] MCF, Université de La Réunion, OIES, CREGUR, Département de géographie.

Introduction

Un patrimoine est un matériau caractéristique d'une population et d'un espace donnés, auquel il est parfois donné du sens par des acteurs qui se l'approprient[2]. En cela, il est vecteur d'identité par son unicité. Une mise en valeur patrimoniale n'est toutefois que rarement objective. La façon dont le passé va être « réexhumé » et célébré procède souvent, en premier lieu d'un choix, en second lieu d'une potentielle réinterprétation inscrite à ce moment dans un discours propre. Le passé parcellaire est alors influencé par la pensée du présent.

L'Afrique du Sud est riche de sa diversité patrimoniale, accumulée sur le temps long, via une diachronie de surcroît tumultueuse. En ce pays, on sait également à quel point ce passé – aux traces encore visibles aujourd'hui dans certains musées ou mémoriaux – a pu être contrôlé et manipulé par ceux-là même au pouvoir (durant l'ère coloniale ou sous l'apartheid) pour finir par offrir une vision tronquée de l'histoire nationale[3].

Dans ce contexte, l'établissement d'une nouvelle identité (la *rainbow nation*) au sein d'une Afrique du Sud démocratique – qui par bien des aspects revêt l'antithèse de ce qui a pu prévaloir anciennement (elle est aujourd'hui inclusive et diverse) – demeure au centre de décisions importantes autour de l'entreprise de patrimonialisation (Galla, 1999). Par ce terme, nous entendons la mise en valeur de tel ou tel pan de patrimoine à des fins diverses, entre autres identitaires mais aussi économiques (via par exemple le tourisme, Folio, 2010a). La décision de ce qui doit être retenu ou oublié de ce passé d'oppression, ainsi que recréé et/ou réévalué au regard d'une lecture de l'histoire jugée biaisée, prend ici une tonalité particulière (Marschall, 2005). Il en va de la nouvelle narration historique que le pays entend adopter.

À travers trois objets spécifiques (les statues, les musées et les quartiers), présents en monde urbain, nous tenterons de voir en quoi la mise en valeur patrimoniale de l'Afrique du Sud demeure fortement codifiée par ce passé arbitraire. Dès lors, comment le pays tente-t-il d'en tirer partie par une exploitation des plus pragmatiques, inscrite à divers niveaux d'échelle ? Il sera vu que la « fabrique du patrimoine » de la nation arc-en-ciel tente de corréler des intérêts tout à la fois économiques (à travers deux extrémités : le développement local et le tourisme international), politiques (autour du discours de la réconciliation nationale

[2] Tout ce qui a pu survivre au passé fait ainsi partie d'un héritage collectif, des bâtiments, stèles et statues de bronze aux sites archéologiques et objets réunis parfois en des musées, en passant par un environnement naturel. Il peut tout aussi être intangible ou « immatériel », tels des attributs culturels comme la gastronomie ou la musique (parfois transmis par la tradition orale).

[3] L'oubli ou l'occultation était de mise pour une large partie de l'histoire des peuples de couleurs, tel le groupe khoisan. *A contrario*, celle des peuples blancs, en particulier du pouvoir colonial britannique ou de la classe dirigeante afrikaner, était mise en exergue voire glorifiée, comme en attestent les sites patrimoniaux que sont le *Voortrekker Monument* à Pretoria ou le *Castle of Good Hope* au Cap.

et de la fierté identitaire) mais aussi géographiques (via, à ce niveau, le défi de la reconstruction du pays et d'une réarticulation spatiale urbaine).

1. Anciennes et nouvelles statues : hommage ou « totémisation » ?

La nouvelle donne concernant la valorisation patrimoniale sud-africaine prend effet au début de la décennie 1990, quand un mouvement politique et une majorité de la population longtemps opprimée arrivent au pouvoir. L'ANC (*African National Congress*), parti de la libération, prend les rênes du pays en 1994 et ouvre une ère succédant à celle d'apartheid (politique discriminatoire de développement séparé). Que faire à ce moment de cette histoire ségrégative à l'encontre des peuples de couleur et des traces architecturales de ce passé enfoui en chacun ? La question est pertinente, a fortiori dans un pays qui entend réécrire son histoire commune et revaloriser son patrimoine dans une optique économique (place grandissante du tourisme culturel et patrimonial, Fainstein, Glastone, 2005) mais aussi identitaire (novlangue de la nation inclusive arc-en-ciel). Notons qu'il s'agit là d'un questionnement ayant intéressé les ex-pays de l'Union soviétique à la fin de la guerre froide (Leach, 1995). A pu ainsi s'esquisser la tentation d'un désir de revanche, une volonté de faire table rase du passé. Des signaux ont pu le laisser croire : en attestent la campagne de changement des toponymes des principales villes (Ethekwini, Tswane, Polokwane…), ainsi que l'africanisation des noms des rues comme à Durban ou à Pretoria (suscitant son flot de critiques dans les médias).

Statues du passé d'apartheid : qu'en faire ?

Relevons une anecdote : lors de l'intronisation du second président T. Mbeki (1999), les statues de bronze devançant l'Union Building à Pretoria, jugées offensantes car célébrant les héros du régime précédent (on y retrouve notamment le général Herzog), ont été recouvertes d'un voile noir. L'Initiative fut dénoncée dans la presse mais elle était alors révélatrice d'un certain malaise (Jayiya, 1999). Toutefois, vingt ans après la fin de l'apartheid, on peut dire que ce qui a finalement prévalu a été le maintien de ces statues, et ce pour plusieurs raisons qui vont au-delà de leur caractère symbolique d'identification des lieux centraux :

- Elles demeurent, quoi qu'on en dise, importantes pour les minorités (notamment blanche) d'un point de vue identitaire, et celles-ci font partie de la *rainbow nation*.

- Historiquement, elles incarnent un pan de l'histoire qu'on ne peut décemment pas oublier, au nom du rôle mondial réconciliateur qu'entend endosser le pays ; au contraire, la nouvelle Afrique du Sud se construit en miroir inversé de ce passé.
- Les visiteurs étrangers souhaitent, pour leur part, comprendre l'histoire sud-africaine dans sa globalité, en saisir toutes ses facettes. Les traces de cette histoire sont consacrées par ces statues ou ces monuments. Le regard extérieur, qui pèse actuellement dans la valorisation du patrimoine national, est équilibré (ce qui ne veut pas dire neutre) avec une approche « ouverte » dans son jugement du pays.

Il nous faut insister sur la place du tourisme, devenu clé dans l'économie contemporaine (à l'adresse d'un public ultramarin notamment), dans ce que R. Hewison (1987) nomme « l'industrie patrimoniale ». Cela se retrouve y compris là où on ne l'attend pas. Dans le cas d'une des rares statues déboulonnées (celle de H. Verwoerd à Bloemfontein), celle-ci a été remontée à Orania (enclave afrikaner au Northern Cape), dont le lieu figure maintenant au nombre des attractions touristiques « exotiques » du pays (cité notamment dans *Sawubona*).

Ailleurs, à Durban ou à Pretoria, les statues des dirigeants afrikaners et britanniques ont été conservées (pour les raisons pragmatiques évoquées), même si elles ne sont pas aussi exposées – touristiquement parlant – que les nouvelles statues au sein des circuits touristiques. Mais les supprimer purement et simplement, comme on occulte une page de l'histoire dont on ne veut plus entendre parler, aurait de toute manière été ardu à faire accepter. Le comparatif avec les ex-pays d'Europe de l'Est (on pense à la Hongrie) s'arrête là : la réalité de l'apartheid est toujours imbriquée dans le présent, les villes et l'actuelle société sud-africaine portent toujours les traces de ce passé. Effacer statues et monuments ne les aurait pas rendues invisibles pour autant (Verbeeck, 2007). En somme, ils se comportent un peu de nos jours comme des sentinelles muettes d'un passé équivoque quoique assumé (Linscott, 2001).

Pléthore de nouvelles statues célébrant les héros de la lutte anti-apartheid ou anticoloniales ont en revanche été érigées plus récemment. Le plus souvent ces monuments sont dans l'espace public et émanent d'initiatives gouvernementales ou provinciales. Celles-là sont par contre abondamment mises en valeur dans la nouvelle imagerie du pays.

<u>Enjeux (et défis) des statues postapartheid</u>

Une des statues les plus emblématiques (associée à un musée) est le *Hector Pietersen Memorial* situé en plein cœur de Soweto, plus vaste township – ex-quartier ségrégé périphérique – du pays, situé au sud-ouest de Johannesburg. Dans cette ancienne zone de non

droit, un public international se presse actuellement pour photographier et en apprendre un peu plus sur ce jeune héros, première victime des balles de la police sud-africaine à l'encontre des manifestants s'opposant à l'apprentissage scolaire de l'afrikaners en 1976.

De nombreuses statues émergent de la sorte, rendant hommage aux nouvelles « icônes » de couleur. Elles s'apparentent à de véritables totems, auxquels se raccroche le pays dans son discours (à l'interne et à l'externe) déclamé urbi et orbi : la réconciliation et la reconstruction nationale (*reconciliation and nation building*, Moosa, 1998). Rappelons ici, de nouveau, le lien étroit entre ce néo patrimoine et le secteur touristique. Si certaines de ces statues sont construites dans les townships les plus connus et les plus visités (soit au Cap et à Johannesburg), cela n'est pas l'apanage de la totalité d'entre eux. Les plus illustres ont même été érigées ailleurs, en des quartiers flambant neufs et plutôt centraux, archétypes de la nouvelle Afrique du Sud qui gagne. Outre une accessibilité forte, c'est le critère de la sécurité qui semble également jouer… Les exemples des plus connus sont la place dévolue aux Prix Nobel de la Paix sud-africains sur le *waterfront* du Cap et évidemment la célèbre statue géante de N. Mandela dans la *Mandela Square* à Sandton (quartier aisé de Jo'burg fréquenté par la nouvelle bourgeoisie noire et les visiteurs étrangers) ; cette dernière a d'ailleurs été critiquée par Winnie Mandela comme trahissant les idéaux de la lutte anti-apartheid…

Car pour les élus (tous partis confondus), mais aussi pour les communautés, ces statues conservent un poids identitaire indéniable. On ne transige pas avec la façon dont est représenté un personnage connu. Ainsi, la statue du roi Zulu Shaka, dépeint en paysan au nouvel aéroport international de Durban, a déplu : elle fut démontée sur pression du parti Inkhata et de la communauté zouloue car jugée non « martiale » (Folio 2011). On est là dans la création d'icônes évoquée, la mythification de personnages avec une hyperréalité qui est à l'œuvre (soit la consolidation d'un passé encore plus réel, sublimé, que la réalité même).

Les enjeux se voient en outre géographiquement à petite échelle : les métropoles sud-africaines se livrent une concurrence interurbaine dans le but de s'approprier ces emblèmes identifiables (Jacobs, 1996). C'est le cas de la ville d'East London qui a « capté » l'héritage du leader de la *Black Conciousness*, Steve Biko, en y érigeant une statue à son effigie alors que la ville proche de King's Williams Town a vu naître le leader assassiné (où il est d'ailleurs aujourd'hui enterré). Rappelons aussi l'imbroglio qui déchire actuellement – dans les médias et par voie de justice – la famille Mandela concernant le lieu de sa future sépulture.

Pour terminer et ce qui est loin d'être insignifiant, il nous faut souligner une volonté d'inclusion de la part de la majorité ANC du patrimoine des autres minorités de couleur dans cette psychè nationale : on peut citer à titre d'exemple la célébration de Gandhi – qui a passé

ces jeunes années en tant qu'avocat en Afrique du Sud à partir de 1893 – aux côtés de leaders africains (et notamment de Nelson Mandela) à Durban comme à Johannesburg. À ce niveau, il convient d'évoquer une vision panafricaniste englobante sur laquelle on reviendra.

2. Anciens et nouveaux musées : (re)mettre l'histoire en boîte

Avec un peu plus de 300 musées sur un total d'environ un millier pour le continent tout entier, l'Afrique du Sud héberge la plus forte concentration muséale d'Afrique[4]. À la suite de la transition démocratique, l'ANC s'est mis à développer une politique cohérente autour de ces institutions. Il fut alors décidé que les musées se verraient dorénavant investir du rôle de sites destinés à véhiculer la fierté et la connaissance de l'histoire nationale, devant contribuer au respect mutuel, au partage et à une réaffirmation identitaire de la jeune nation démocratique. La *South African Museum Association* fut reconstituée avec ce cahier des charges précis (Witz, 2007). En devenant de hauts lieux patrimoniaux, les musées postapartheid entendaient se comporter en tant qu'espaces symboliques d'une nouvelle histoire d'obédience optimiste. D'où un questionnement légitime : quelle est la narration adoptée par les nouveaux musées et *quid* de celle des musées plus anciens ?

Example 1 : le Monument Voortrekker (Pretoria)

Le *Voortrekker Monument* a été érigé à la fin des années 1930. Il est de par son style typique de l'idéologie en vogue à cette période. On se situe à ce moment dans un temps de fortes crispations raciales dans le pays, annonciatrices de la période apartheid (qui débute officiellement en 1948). Le monument a été construit en commémoration du Grand Trek[5]. Le Trek était à la fois conçu comme un acte de résistance à la colonisation anglaise et surtout en opposition violente, pour la maîtrise du territoire et des ressources, aux peuples bantous présents, en particulier aux Zoulous. L'identité afrikaner est née avec le Grand Trek, en particulier lors de la bataille de la *Bood River* en 1838. Le *Voortrekker Monument* rend hommage au courage de la communauté et décline ardemment une suprématie identitaire.

[4] Les plus célèbres sont *Robben Island* et le *District 6* au Cap, le *Constitution Hill* et l'*Apartheid Museum* à Johannesburg, les *Mandela* et *Desmond Tutu Houses* (dans le township de Soweto) ou encore le musée Voortrekker à Pretoria.

[5] Période migratoire capitale dans l'historiographie afrikaner, où les Boers mécontents de la main mise britannique au Cap, ont migré avec leurs charriots dans l'intérieur du pays au début du 19ème siècle afin d'y constituer leurs propres républiques (Transvaal et Orange).

Effectivement les valeurs d'héroïsme, d'abnégation et d'organisation des Afrikaners y sont exacerbées, tandis que les populations noires sont dépeintes en hordes barbares, supérieures en nombre et physiquement puissantes mais qui ont fini par céder. Le Monument n'abrite donc pas qu'un legs patrimonial afrikaner. Lors de sa création, il détenait des considérations politiques évidentes (les Blancs sont des héros apportant la lumière et la foi, les Africains sont les ennemis à soumettre). Toute l'idéologie naissante de l'apartheid se retrouve ici, il porte en lui les germes de l'inégalité raciale. G. Moerdyk (1949), l'architecte, a symboliquement joué sur la taille, la forme et les matériaux utilisés pour faire du bâtiment l'égal d'autres monuments fameux tels le Taj Mahal ou les pyramides d'Egypte ; en cela, l'objectif était d'attester de la supériorité et du haut niveau de civilisation de la « race » afrikaner. La base est large et le bâtiment est haut perché (une affirmation d'appropriation foncière et d'autorité), les couleurs sont claires (plus sombres à l'extérieur pour souligner les ténèbres de l'Afrique, lumineuses à l'intérieur pour asseoir l'idée d'un peuple guidé par Dieu). Etant entendu que l'identité mise en scène dans ce musée ne peut être disjointe de l'idéologie balbutiante de l'apartheid, comment celui-ci a-t-il été « réévalué » au regard de l'arrivée au pouvoir de l'actuelle majorité ?

Sans conteste, la destruction ou la fermeture d'un tel musée aurait été durement vécue par la population afrikaner. Cela aurait été perçu comme un acte revanchard d'éradication de l'acte fondateur de son identité. Le Monument continue d'avoir de la signification pour les Afrikaners, il reste de nos jours très fréquenté, en dépit de la fin de l'apartheid. La pérennité du Monument a donc été actée en tant que qu'espace de compréhension mémoriel. Mais celui-ci est dorénavant intégré dans les éléments de langage positifs du pays. Son « incorporation » dans la conscience collective l'autorise à offrir un discours sensiblement différent (Leibowitz, 2008). Cette réinterprétation est largement inspirée des idéaux portés par Desmond Tutu et Nelson Mandela. Comment a-t-on procédé ?

Rappelons tout d'abord que dans l'Afrique du Sud contemporaine, le 16 décembre (le Jour de Dieu pour les Afrikaners, marquant leur victoire lors de la *Blood River*) a été changé en *Freedom Day*. Ce souci, non pas de négationnisme mais de relecture – commune à tous les Sud-Africains au lieu de communautaire – de l'histoire du pays est un aperçu de la logique en cours. Au *Vootrekker Monument*, le musée a vu apparaître à proximité un nouveau site : le *Freedom Park*. Ce dernier accueille un musée moderne interactif, un jardin du souvenir et un mémorial. Il rend honneur cette fois à une perspective africaine de l'histoire nationale, en envoyant un message empreint d'humanité pour la liberté (le combat pour la survie, pour l'accès à la terre et aux ressources, pour la construction identitaire…).

À côté de ce souci d'équilibre « physique » dans le traitement historique, c'est l'idéologie sous-jacente du Monument qui a été atténuée en la réinterprétant (Meents, 2009). La narration désormais offerte est à portée optimiste et générale : les notions de résistance, de sacrifice et de courage des Afrikaners sont refondues dans le discours national et deviennent communes à tous ses habitants. Les pionniers afrikaners sont d'ailleurs devenus les pionniers sud-africains. Enfin, le musée actuel entend séparer l'épisode du Grand Trek de l'apartheid lui-même, en en faisant un moment de l'histoire, certes important, mais borné.

Au final, ce sont davantage, on le voit, certaines valeurs qui en émaneraient plutôt qu'un prolongement politique pour le moins gênant qui sont célébrées par le nouveau musée. Cette réinterprétation recèle évidemment ses limites scientifiques comme le soutient L. Meskell (2007). Car on se retrouve bel et bien en présence d'une forme de déni des racines de l'apartheid avec l'histoire coloniale. L'apartheid devient une période avec un début et une fin bien délimités, éludant ses ramifications mais aussi ses prolongements actuels. Il devient comme une parenthèse dont le pays a fini par s'extraire. On le comprend, dans un climat politique pacificateur et rassembleur, jouant la carte de la réconciliation nationale, la décision de changer la narration du *Voortrekker Monument* tout en conservant ce musée historique avait également pour but de distinguer le gouvernement actuel des politiques patrimoniales de refoulement mémoriel menées en d'autres lieux lors d'un changement étatique. Le dilemme est en effet alors toujours le même quel que soit l'endroit concerné : commémoration ou oubli ? Indéniablement, la délicate tentative de redessiner le message du *Voortrekker Monument* témoigne du rôle actuel dévolu au patrimoine dans la politisation de la mémoire.

Exemple 2 : le musée de l'Apartheid (Johannesburg)

L'*Apartheid Museum* de Johannesburg est aujourd'hui un des musées les plus connus d'Afrique du Sud. Ayant émergé dans un contexte démocratique, il fut le premier de ce genre entièrement dédié à dénonciation de la politique d'apartheid. Sa vocation est de revenir sur les pages sombres du pays, tout en endossant les standards des musées de classe mondiale.

Le musée est né à l'initiative des frères Abe et Solly Krok, deux entrepreneurs qui sont initialement parvenus à contourner la stricte législation en vigueur à l'endroit des jeux d'argent en Afrique du Sud (liée à l'héritage conservateur de l'ex Parti National afrikaner). Souhaitant créer un casino, dans un parc à thème axé sur l'univers des mines d'or dans la périphérie de Johannesburg (*Gold Reef City*, aujourd'hui une attraction touristique populaire), les deux individus se sont heurtés à l'obligation, émanant des autorités municipales, d'insérer

un projet à portée sociale dans leur initiative. De là provient le musée pédagogique adjacent de l'apartheid. Celui-ci était alors perçu comme le mieux à même d'incarner un contrepoint didactique au monde fantaisiste du parc, tout en créant des emplois et de stimuler l'économie. L'origine du musée n'a par conséquent rien de philanthropique : elle fut plutôt motivée par des motifs commerciaux et progressivement politiques (Leibowitz, 2008).

Le cabinet d'architecte *Mashabane Rose* a articulé son travail (en termes de matériaux utilisés, du style d'ensemble et de la scénarisation) sur une structure à portée résolument moderne : la place du son et de l'image y est notamment marquée. Toutefois, le tout baigne dans un environnement résolument austère et oppressant, rappelant le monde carcéral ou celui des camps (Bremmer, 2007). Les architectes se sont d'ailleurs inspirés du musée américain de l'Holocauste à Washington. Pour lui assurer une reconnaissance internationale et l'audience la plus large possible, le musée entend se positionner parmi les plus illustres de la planète.

L'objectif initial était donc une véritable gageure (Bonner, 2004) : il consistait en une simulation d'un environnement âpre au travers d'une expérience sensorielle, mêlant l'inconfort, la désorientation et la brutalité à un côté ludique (en relation avec les musées américains contemporains ; cf. l'entrée duale Noirs/Blancs). Le décor y est sombre, constitué de briques avec la présence de nombreux barreaux. La progression est chronologique : on se situe dans une narration linéaire du passé, sanctionnant clairement le régime précédent. Les haut-parleurs et micros crachent des sons et des voix d'époque et les projections ajoutent à l'expérience. Une certaine théâtralité est toutefois relevée avec une mise en situation usant parfois d'artefacts non authentiques. À mesure, que l'on progresse, les corridors se font plus espacés, la lumière se diffuse témoignant d'un pays qui a fini par tourner la page d'une ère difficile. Ce souhait de la jouer la carte du « teach by showing » atteste d'un positionnement dans l'industrie des loisirs et d'un ciblage d'une audience touristique internationale.

Cet univers immersif n'est cependant pas sans présenter une version là encore contestable de l'histoire, en ce qu'il confine une page décisive du passé sud-africain à une narration pour le moins univoque et simplifiée. Si contrairement au *Voortrekker Monument* la dissociation de l'apartheid avec l'histoire coloniale n'est ici plus opérée, il est en revanche toujours fait de l'ex politique de développement séparé un événement à part, circonscrit à un temps entièrement révolu. Or, ses incidences sur le présent sont toujours prégnantes pour une majorité d'individus : reléguer l'apartheid aux oubliettes de l'histoire est sans aucun doute un artifice habile pour des visiteurs étrangers, qui ressortent heureux – bien qu'épuisés – de la visite du musée (Kirshenblatt-Gimblett, 1998). Mais pour nombre de Sud-Africains Noirs, le

musée de l'apartheid affiche une tonalité pour le moins mélodramatique et il demeure quelque peu en apesanteur au regard d'une réalité têtue (Findley, 2005).

Qui plus est, cette vision évocatrice et esthétique du passé ne s'affranchit pas plus d'un regard parfois tronqué, au sens où un certain nombre d'actes ou d'acteurs demeurent sous silence. Du reste, un côté manichéen (les oppresseurs blancs d'un côté face aux victimes noires de l'autre) est apparent[6]. De même, les groupes liés à l'ANC y sont particulièrement célébrés, au détriment d'autres groupes de résistance (notons tout de même que les violences politiques ANC-IFP sont évoquées). Si on peut évoquer un désir ne pas complexifier la prestation, d'aucuns reprochent au pouvoir en place d'en profiter pour gommer des points de nuances et au contraire magnifier l'influence qu'ont pu avoir certains héros de la lutte anti-apartheid. Pour G. Verbeeck (2007), un sentiment d'anxiété peut finalement poindre autour du fait de substituer une narration à une autre, soit un nouveau type de dogmatisme.

Au final, la lecture muséale de l'apartheid semble de nos jours quelque peu altérée et empaquetée dans une histoire globale (la lutte pour la liberté, les droits de l'homme, contre l'oppression et la discrimination). Plutôt que de cerner les multiples facettes de la nation arc-en-ciel, elle tend à généraliser et à simplifier le passé, en délivrant une vérité singulière de l'histoire officielle. À cette critique s'ajoute une autre plus triviale, en lien avec les clientèles cibles : si le public occidental est friand de ce type de structure – le musée de l'apartheid fait aujourd'hui partie des prestations incontournables de tout circuit touristique en Afrique du Sud – et qu'un public local de classes moyennes et supérieures s'y intéresse, la majorité de la population sud-africaine reste encore à l'écart de ces sites urbains à hauts standards.

3. Anciens et nouveaux quartiers : « villes du passé », « ville d'avenir »

Un troisième niveau d'échelle peut être intéressant à étudier : celui des quartiers urbains et de leur patrimoine inhérent qui se retrouvent de nos jours réhabilités voire rénovés, puis intégrés au jeu économique et culturel. Cela est d'importance dans des villes toujours marquées par les stigmates passés (Low, 2006), découpées en des zones résidentielles « communautaires » et comportant divers secteurs interlopes (*no go's areas*). Cette patrimonialisation peut en effet servir à « reconnecter » ces espaces infra-urbains en des démarches parfois originales. Nous nous pencherons ici sur la valorisation patrimoniale à

[6] Dans la mesure où beaucoup de Blancs progressistes ont combattu le régime d'apartheid (on pense au combat de Helen Suzman), de la même manière que tous les Noirs ne l'ont pas affronté : certains ont même rejoints le système, d'autres ont mené une vie ordinaire sans vraiment participer à la lutte.

finalité touristique dans les quartiers périphériques que sont les townships, ainsi que sur les récentes opérations de requalification dans des zones péricentrales littorales (front d'eau).

Espaces refoulés et patrimoine réinvesti : les *Township Tours*

De nouveaux circuits touristiques se déroulent au sein de quartiers sud-africains longtemps refoulés et répulsifs : les townships. Ils illustrent une contre-culture (et une contre-terrorialité) qui de nos jours peut séduire le touriste passablement blasé, avec pour attrait les marges des sentiers battus de la « planète » tourisme. Les tours de Langa et de Kayelitsha au Cap, ceux d'Inanda et d'Umlazi à Durban et surtout ceux de Soweto et d'Alexandra à Johannesburg s'inscrivent dans ces prestations qui remportent un certain succès en Afrique du Sud : les *Township Tours* (Hughes, 1994). Ceux-ci s'articulent sur le couple admiration-répulsion pour populariser leur offre (Folio, 2010b). Evidemment, cela n'est pas évoqué en ces termes : c'est plutôt leur intérêt culturel qui est vanté par les prestataires privés.

Officiellement, ces circuits visent à faire prendre conscience, en le lisant dans le paysage et le patrimoine urbain périphérique, ce qu'ont été et ce que sont encore les marques de l'apartheid pour une majorité d'individus. Cette facette s'additionne à la possibilité de mesurer le chemin parcouru depuis 1994 (politiques de rénovation/réhabilitation, Masland & al., 2002). Cependant, derrière cette immersion pédagogique, une fascination singulière se noue autour de la visite de ces espaces reculés, peu visibles et à la réputation marquée. Foyers de la lutte contre la politique de développement séparé, les townships conservent aujourd'hui l'image de quartiers dangereux en Afrique du Sud. Certes, cela demande dorénavant à être dûment nuancé : des parties de CBD le sont tout autant et ce sont également certaines sections des townships qui sont concernées. Il n'en reste pas moins qu'ils demeurent des espaces démunis, où chômage et activités souterraines sont ancrés. Aussi leur ouverture au tourisme est-elle parfois dénoncée : à la critique du voyeurisme déplacé (la visite de ces espaces vécus peut s'apparenter à un « zoo humain »), s'ajoute celle exhumant un côté sensationnel pour le moins déplacé. Pour d'autres, le caractère multi sensoriel et interactif de ces tours entre également en ligne de compte et permet de comprendre leur relative notoriété.

Les *Township Tours* occupent une place de plus en plus présente dans l'activité économique nationale. Toutefois, à l'exception d'une clientèle domestique spécifique (dans le cadre des sorties scolaires ou des stages d'entreprise), ils restent l'apanage d'une population étrangère ultramarine. Au sein de la communication marketing des prestataires (diffusée dans

les brochures touristiques ou sur leurs sites Internet), le touriste « hyper occidental[7] » est ainsi prioritairement interpellé. Ces prestations exercent sur ces ressortissants un certain magnétisme associé à un exotisme séculaire, qu'il soit africain ou indien, symbole d'un « Sud » à la fois lointain et romantique (Staszak, 2008, Tomaselli, 2001).

Ces processus de (re)mise en valeur de formes de tourisme patrimonial ont aussi un rôle géographique. Elles redonnent en effet du « liant » à la ville, en reconnectant au tissu économique des espaces périphériques longtemps marginalisés. D'un point de vue socio-économique, elles entendent en outre procurer des opportunités de développement (via un secteur officiel) dans les zones urbaines les plus paupérisées du pays. Pour autant, il convient de relativiser cette dernière assertion par le fait que seuls certains townships (et en leur sein certains secteurs uniquement) sont prioritairement concernés. De surcroît, les prestataires, le plus souvent privés, appartiennent généralement aux gros groupes en place (qui ont fini par diversifier leur activité en investissant dans les *Township Tours*). Localement, outre les guides qui en sont originaires, la vente d'artisanat et les quelques projets associatifs intégrés au circuit, une grande partie de la population des townships demeurent à l'écart de l'activité.

Ce type de revalorisation patrimoniale est enfin symptomatique d'une réalité déjà esquissée : « l'africanisme englobant » qui préside désormais aux décisions nationales (Marshall, 2010). Bien que l'Afrique du Sud prône a priori une politique multiculturelle qui va logiquement à la rencontre de sa stratégie touristique (et que celle-ci consacre un plein épanouissement de l'ensemble des communautés), c'est avant tout le credo de la lutte pour la liberté et de la réconciliation qui trouve grâce aux yeux des décideurs touristiques. Les minorités sont reconnues mais elles doivent embrasser les valeurs de la nation postapartheid pour se réaliser. Le tout se retrouve dilué dans une certaine conscience, qui par un habile glissement est plutôt devenue panafricaine (on peut la dater à la promotion de la « renaissance africaine », chère à l'ex Président Thabo Mbeki). On peut évoquer ici la *Inanda Heritage Route* à Durban, où une mise en tourisme d'une « union » de deux héritages, zouloue et indien, a été réalisée. Inanda est un vaste quartier pauvre excentré dans le nord périurbain d'eThekwini (Vaugham, 1999). Gandhi y a résidé et il est dorénavant célébré aux côtés d'icônes zouloues comme John Dube (fondateur de l'ANC) : ces personnages auraient en commun d'avoir exalté l'affirmation de soi et impulsé un esprit de résistance à l'influence

[7] Au sens de non spécifique à un territoire, mais alliant les traits de modernité, d'individualisme et de consommation de masse (Allemand & al., 2005)

extérieure et/ou oppressive, qu'elle soit coloniale ou d'apartheid. Dans ce contexte là encore généralisant, on ne s'embarrasse guère de certains raccourcis historiques[8].

Requalification et marketing métropolitain : fabrique du patrimoine par le haut

Certains quartiers centraux ou péricentraux sud-africains connaissent aussi depuis peu d'ambitieuses opérations de revitalisation. Celles-ci se placent dans une optique de redéveloppement urbain. Les exemples célèbres sont les nouveaux centres-villes excentrés de Sandton (Johannesburg) ou d'Umhlanga (Durban) et la requalification de fronts d'eau comme au Cap et à Port Elisabeth (Hoyle, 1988). Nous pouvons nous attarder ici sur le cas du *waterfront* de Durban (eThekwini) qui a connu une telle opération. Le contexte s'y est prêté idéalement : l'Afrique du Sud a été le premier Etat africain à être choisi par la FIFA pour organiser la Coupe du Monde de Football en 2010 (plus grand événement sportif planétaire en compagnie des Jeux Olympiques). Durban fut l'une des villes hôtes sélectionnées et la manifestation a constitué un élément justificateur de cette politique de réaménagement littoral.

Souhaitant marquer les esprits, eThekwini s'est lancée dans une politique de grands travaux. Une somme de 5 milliards de rands y a été consacrée, dans le cadre d'une association publique-privée (dont un tiers financé par la municipalité). Outre le *Moses Mabhida Stadium*, figure parmi les projets d'envergure la régénération de la vieille esplanade centrale (connue comme le *Golden Mile*, soit une aire de promenade de 6 km de long). Il en est ressorti un nouveau corridor côtier. Proche du stade, celui-ci relie au nord un casino (le *Suncoast*) à la pointe de l'entrée de la baie au sud (où se trouve aussi un nouveau parc d'attraction marin : *uShaka Marine World*), en passant par le Golden Mile central. Le tronçon pédestre offre lui un cachet « tropical et maritime »[9]. Actuellement, les visiteurs s'y rassemblent, flânant, faisant du vélo ou du roller, avant d'aller se bronzer ou se baigner. Au final, le nouveau front de mer de Durban est fréquemment comparé à celui de Miami en Floride.

Dans la partie la plus méridionale du secteur, la ville est allée plus loin encore : la réappropriation, à des fins résidentielles, commerciales et récréatives, du quartier originel et décadent du *Point*. La revitalisation de ce secteur portuaire a longtemps été un serpent de mer. Il faut dire que le quartier, au patrimoine britannique, repère des dockers et peu à peu des

[8] Gandhi a avant tout combattu en Afrique du Sud pour l'émancipation de sa communauté ; il a toujours prôné la non-violence contrairement à N. Mandela (à qui on l'associe souvent) ; des heurts Indiens/Noirs ont eu lieu à Inanda dans les années 80 face à la dégradation de la situation économique locale…

[9] Le cœur a pu accueillir le *FIFA Fan Park* (aire de regroupement des supporteurs visionnant les matchs sur écrans géants) pendant la Coupe du Monde de Football en 2010 (*Durban Tourism Workshop*, 2010).

acteurs interlopes, était devenu au fil du temps une aire répulsive (filières de prostitution, réseaux de drogues). Ce secteur avait fini par être considéré comme l'un des plus sous-utilisés de la ville. À l'année 2003-2004, s'est constitué un partenariat public-privé (PPP), pour ce qui est devenu – la réhabilitation du quartier étant toujours en cours – l'une des plus prestigieuses opérations de *gentrification* (ou aménagement urbain vers le haut standing, Glass, 1964) que connaît actuellement le pays. Sa valeur est estimée à R6 milliards, portée par une collaboration pragmatique, au sein de la *Durban Point Development Company* (DPDC), entre divers acteurs, locaux et internationaux. À l'instar des Docklands de Londres, le bâti est à présent inséré dans un entrelacs de drains sillonnés par des gondoles vénitiennes. Sur 55 hectares, le *Point Developement* a, dans ce contexte, l'ambition de damer le pion aux espaces notoires que sont Le Cap (*Victoria & Alfred Waterfront*), Sydney (*Darling Harbour*) et Boston (*Quincy Market*). L'esthétique recherchée est celle d'une image moderne archétypale de la mondialisation, gardant un cachet d'antan (les façades victoriennes ont été conservées). On peut y vivre, y travailler et se divertir, le tout sous surveillance des caméras en circuit fermé. Des processus spéculatifs montrent la montée en gamme du secteur, le public cible étant des nationaux aisés, en quête souvent d'une résidence secondaire pour leurs vacances.

L'histoire récente explique ce vaste redéveloppement littoral. Lieu de vacances festives des Johannesbourgeois, la ville de Durban avait perdu sa prééminence récréative au profit d'autres destinations durant la période démocratique transitoire. Une réappropriation subite des plages côtières – par les minorités qui en avaient été exclues sous l'apartheid – avait fini par déboucher sur une certaine appréhension, une perte de confiance et finalement un désintérêt pour ce spot récréatif de la part de la communauté blanche historique. La priorité des élus en charge était donc de briser la spirale négative et de faire revenir les clientèles démissionnaires. L'objectif fut de maintenir Durban dans son rôle de leader national du tourisme domestique balnéaire et c'est bien dans cette optique qu'il faut comprendre la reconquête du front d'eau. Mais cette entreprise s'inscrit également dans un cadre plus vaste aux enjeux autrement considérables : celui de la troisième génération de waterfronts[10].

À l'échelle du pays, il est aujourd'hui intégré que c'est bien le marché touristique extérieur qui rapporte davantage. Et localement, on concède que ce dernier est ici moins influent qu'au Cap ou qu'à Johannesburg (le Gauteng ou le Western Cape étant les principales portes d'entrée du pays). De surcroît, la puissance publique locale a mesuré le fait que ce

[10] Après la première impulsion américaine des années 60, puis européenne et australienne des années 70-80. Celle-ci touche aux pays nouvellement industrialisés et en développement, dans un contexte postmoderne de tertiarisation économique (Bonillo, 1992).

marché était en transformation ces dernières années. Le rémunérateur secteur des affaires, le secteur de l'évènementiel et enfin la culture s'imposent sur la planète, altérant la primauté des vacances « Sea, Sun, Sand » (Cornelissen, 2005). Cette politique urbaine d'ampleur vise donc à repositionner la ville de Durban. Son objectif est de réancrer la centralité durbanite dans un esprit éminemment concurrentiel sur la scène nationale et mondiale (Chaline, 1999), tout en régénérant un littoral balnéaire auprès d'un public plus varié. Si le caractère maritime du projet a été réinterprété (Vermeersch, 1998), c'est bien « l'effet vitrine », à l'heure de la globalisation, du nouveau front de mer qui est mis en scène. En conclusion, la gentrification du secteur balnéaire de Durban se comprend dans une vision d'ensemble, à la fois domestique et mondiale. Au demeurant, le nouveau front de mer est plus élitiste que par le passé : les sans-abris et les enfants des rues qui avaient pris l'habitude d'errer en ce secteur (une quarantaine pour les premiers, près de 200 pour les seconds, *Independant on Saturday*, 2012) ont progressivement été « repoussés » dans le secteur arrière (le « Woonga area », du nom d'une drogue sale sud-africaine), où les filières souterraines continuent elles de prospérer. C'est aussi à ce prix, cette « territorialisation », que se forge la nouvelle image de la ville.

Conclusion

Au terme de cette analyse, on peut dégager un certain nombre d'enseignements qui dessinent les contours de l'actuelle valorisation patrimoniale sud-africaine.

En premier lieu, il a été vu que divers enjeux entraient en ligne de compte :

- historique et culturel – ce qui tient donc du domaine scientifique –, en particulier concernant la réhabilitation d'une page d'histoire récente et plus ancienne jugée occultée et unilatérale.
- socioéconomique (c'est à dire apporter du développement dans des zones nécessiteuses au travers de la commercialisation du patrimoine via le tourisme, Stock et al, 2003), mais aussi macro-économique (fidéliser une clientèle internationale en capitalisant sur la *rainbow nation*). S. Marschall (2005) a pu arguer que « (…) *memories have become a business opportunity* » (la mémoire comme secteur d'opportunité) au sein de la nation arc-en-ciel.
- politique, soit l'affirmation d'une fierté identitaire nationale retrouvée (il s'agit ici de la *nation building*) et même « realpolitik » (s'accompagnant d'un pragmatisme assez habile à l'encontre du patrimoine des minorités et notamment de celui de l'ex régime oppressif).
- enfin géographique, par le biais d'une reconnexion à l'espace économique officiel d'espaces ou de sites précaires du monde urbain, à savoir périphériques et/ou répulsifs (soit les townships et les *no go's areas* de la période transitoire aux abords des centres-villes).

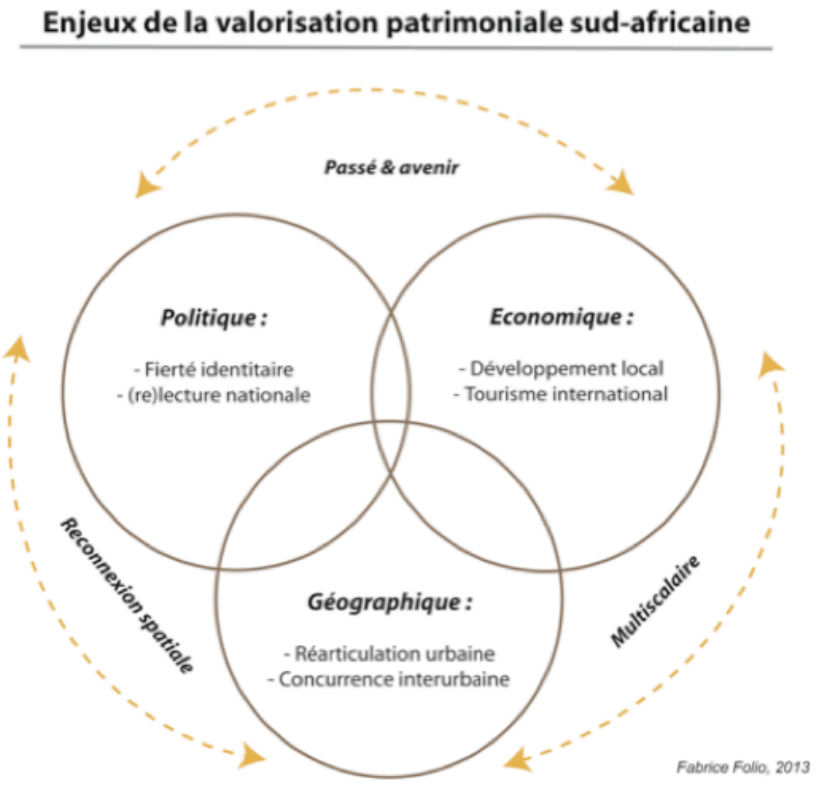


Figure 1

En second lieu, il pourrait être estimé, à première vue, que cette stratégie globale est équilibrée (Figure 1). Elle parvient en effet à faire cohabiter les divers enjeux. Elle est multiscalaire (développement local en simultanée du tourisme international), elle associe passé et avenir (volonté de revenir sur une histoire tronquée, tout en projetant l'image d'un pays qui avance, tournée vers la modernité et la globalisation économique). Enfin, elle paraît spatialement réfléchie et cohérente (centres et périphéries sont ainsi tout à la fois considérés).

Toutefois et en dernier lieu, cela ne signifie cependant pas que la stratégie, certes stratégique dans ses contours théoriques, est à l'abri de critiques ou exempte de défis.

D'abord, le nouveau discours historique du pays est fortement teinté d'africanisme englobant forgé par le parti ANC au pouvoir. Il offre une narration nationale linéaire et « compartimentée » et ne se préoccupe guère de subtilités ni d'une continuité historiques (la mauvaise période coloniale et d'apartheid *versus* la nouvelle Afrique du Sud éclairée et triomphante). Ensuite, cette volonté d'agir à la fois par le bas et par le haut, en direction des centres et des périphéries, ne signifie pas que tous profitent également de la néo valorisation patrimoniale : le développement de nouveaux musées ou de quartiers opèrent souvent comme des enclaves haut de gamme, pilotées par une poignée d'acteurs, avec un saupoudrage associatif dont on pourrait se demander s'il n'est pas avant tout légitimateur.

Bibliographie

ALLEMAND S.. DAGORN R-E.. VILACA O. (2005). *La géographie contemporaine*, Collection Idées reçues, Le Cavalier Bleu.

BONNER P. (2004). « History teaching and the Apartheid Museum ». In SHAMIL J. (ed.), *Toward New Histories for South Africa – On the Place of the Past in Our Present*, Cape Town: Juta Gariep Publishers.

BONILLO J.-L. (1992). « L'espace aux limites. La nouvelle architecture de la ville portuaire ». In BONILLO J.L., DONZEL A., FABRE M., *Métropoles portuaires en Europe*, Cahiers de la recherche architecturale, n° 30-31, Marseille : Parenthèses, p. 203-212.

BREMMER L. (2007). « Memory, Nation Building and the Post-Apartheid City: The Apartheid Museum in Johannesburg ». In MURRAY N., SHEPHERD N., & HALL M. (eds.), *Desire Lines: Space, Memory and Identity in the Post Apartheid City*, Oxon: Routledge.

CHALINE C. (1999). *La régénération urbaine*, Puf, Paris.

CORNELISSEN S. (2005). *The Global Tourism System: Governance, development and lessons from South Africa*, Ashgate.

Durban Tourism Workshop. (2010). Strategic Projects Unit & 2010, 73 p.

FAINSTEN S., GLASTONE D. (2005). « Evaluation du tourisme urbain ». In *Les Annales de la recherche urbaine*, n°97, p. 127-135.

« Fight for the children of the night ». (2012). In *Independant on Saturday*, 28 janvier 2012, Tanya Waterworth.

FINDLEY L. (2005). *Building Change: Architecture, Politics and Cultural Agency*, London and New York: Routledge, 123 p.

FOLIO F. (2011). « Shaka et/contre Gandhi : les référents identitaires dans la politique touristique du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud ». 22ème FIG de St-Dié des Vosges Conférence – 7 octobre 2011 à l'IUT ; http://fabricefoliogeographie.wordpress.com/2013/01/03/communication-au-festival-international-de-geographie-fig-octobre-2011/

FOLIO F. (2010a). « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés ». In JAUZE J-M., COMBEAU Y. (dir.), *Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien*, Terres et sociétés indocéaniques, Université de La Réunion, p. 61-82.

FOLIO F. (2010b). « Les Township Tours au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme ». In *EchoGéo* [En ligne], Sur le vif 2010, mis en ligne le 09 décembre 2010, consulté le 24 juin 2012. URL : http://echogeo.revues.org/12243

GALLA A. (1999). « Transformation in South Africa: a Legacy Challenged ». Museum International, Vol.51, No.2, Paris: UNESCO, p. 38.

GLASS R. (1964). « Introduction » in Centre for Urban Studies » (dir.). London, aspects of change, Londres, Macgibbon & Kee, XII-XLI.

HEWISON R. (1987). *The Heritage Industry. Britain in a Climate of Decline*, Methuen, London.

HOYLE B. (1988). « Development dynamics at the port-city interface ». In HOYLE S. B. (ed) *Revitalising the Waterfront*, Chichester, Belhaven Press.

HUGHES H. (2007). « Rainbow, renaissance, tribes and Townships : Tourism and Heritage in South Africa since 1994 ». In *State of the nation : South Africa 2007*, HSRC, Cape Town, p. 266-288.

JACOBS J. M. (1996). *Edge of Empire. Postcolonialism and the City*. Routledge, London and New York, 33 p.

JAYIYA E. (1999). « Blackout for Apartheid Statues ». The Star, juin 1999.

KIRSHENBLATT-GIMBLET B. (1998). *Destination Culture: Tourism, Museums and Heritage*, University of California Press: Berkeley, 136 p.

LEACH N. (1995). « Erasing the Traces: The "denazification" of post revolutionary Berlin and Bucharest ». In LEACH N (ed.), *The Hieroglyphics of Space: Reading and Experiencing the Modern Metropolis*, London and New York: Routledge, p. 81.

LEIBOWITZ V. (2008). « Making Memory Space: Recollection and Reconciliation in Post Apartheid South African Architecture ». À thesis submitted in fulfilment of the requirements for the degree of Master of Architecture, School of Architecture and Design, College of Design and Social Context, RMIT University.

LINSCOTT G. (2001). « Let Silent Sentinels Rest in Peace ». *Natal Mercury*, 13 juin 2001.

MASLAND T., ESTHER P., MIKE C. (2002). « Turning History into tourism », *Newsweek* (Atlantic edition), 140 (16), p. 42-48.

LOW I. (2006). « Negotiating Extremes: Global condition, Local context ». In *Digest of South African Architecture 2005/2006*, Cape Town: Picasso Headline, p. 9.

MARSCHALl S. (2005). « Making Money with Memories : the Fusion of héritage, Tourism and Identity Formation in South Africa ». *Historia*, 50, p 103-122.

MEENT T. L. (2009). « Deconstructing muséums and memorials in pre- and post-apartheid South Africa », submitted in accordance with the requirements for the degree of Master of Arts in the subject Art History at the University of South Africa.

MOOSA M.V. (1998). « Building a Nation through our Heritage ». *Business Day*, 3 décembre 1999.

MESKELL L. (2007). « Living in the Past: Historic Futures in Double Time ». In MURRAY N., SHEPHERD N., and HALL M. (eds.), *Desire Lines: Space, Memory and Identity in the Post Apartheid City*, Oxon: Routledge, 169 p.

MOERDYK G. (1949). « The Voortrekker Monument: Meaning and Symbolism ». In *Official Guide to the Voortrekker Monument*, Pretoria: Board of Control, p. 48.

STASZAK J-F. (2008). *Qu'est-ce que l'exotisme*. Le Globe - Tome 148, p. 7-30.

STOCK M. (dir.) et al. (2003). *Tourismes. Acteurs, lieux, enjeux*, Paris, Belin.

TOMASELLI K. G. (2001). « The semiotics of anthropological authenticity: how cultures change to fit their media image ». *Journal of Natal and Zulu History*, 19, p. 63-73.

VAUGHAM A. et al. (1999). *Inanda Tourism Development Business Plan*, McIntosh Xaba and Associates.

VERBEECK G. (2007). « Structure of Memory: Apartheid in the Museum ». In *History Making and Present Day Politics, The Meaning of Collective Memory in South Africa*, Hans Erik Stolten (ed.), Stockholm: Nordiska Afrikainstitutet Uppsala, p. 219.

VERMEESCH L. (1998). *La ville américaine et ses paysages portuaires, entre fonction et symbole*, Paris : L'Harmattan.

WITZ L. (2006). « Transforming Museums on Post Apartheid Tourist Routes ». In KARP I., KRATZ A., SZWAJA L., and YBARRO-FRAUSTO T. (eds.), *Museum Frictions: Public Cultures/Global Transformations*, Durham and London: Duke University Press, p. 107.

Cybergeo : European Journal of Geography
Espace, Société, Territoire | 2014

Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques

Heritage and promotion of tourism in the eThekwini metropolitan area (KwaZulu-Natal, South Africa): at the crossroad of political and economic issues

Fabrice Folio

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/26174
DOI : 10.4000/cybergeo.26174
ISSN : 1278-3366

Éditeur
UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par Bibliothèques de l'Université de La Réunion

Référence électronique
Fabrice Folio, « Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 666, mis en ligne le 07 février 2014, consulté le 11 février 2021. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/26174 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cybergeo.26174

Ce document a été généré automatiquement le 11 février 2021.

La revue *Cybergeo* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé.

Patrimonialisation et (re)valorisation touristiques dans la métropole d'eThekwini (KwaZulu-Natal, Afrique du Sud) : à la croisée des enjeux politiques et économiques

Heritage and promotion of tourism in the eThekwini metropolitan area (KwaZulu-Natal, South Africa): at the crossroad of political and economical issues

Fabrice Folio

1 Le KwaZulu-Natal, l'une des neuf provinces d'Afrique du Sud, se situe à la confluence des flux touristiques domestiques et étrangers du pays. Les différentes clientèles, qu'elles soient étrangères (hors continentale et continentale) ou locales, arpentent ce même lieu d'agrément. En 2009, la province a accueilli 1,21 million de visiteurs étrangers et 8,8 millions de séjours touristiques internes (Tourism KwaZulu-Natal, 2010). Dans le premier cas, elle occupe une place non négligeable à l'échelon national ; dans le second cas, elle est en situation de leadership[1]. En termes de pratiques, les visiteurs extérieurs ont coutume d'expérimenter ici la découverte du patrimoine culturel et de la vie sauvage, de la vie nocturne ou les achats. Cette diversité de pratiques – on peut parler de combiné – est plutôt axée sur le dépaysement pour le public non continental ou ultramarin et le *shopping* pour les ressortissants africains[2]. Quant à la clientèle domestique, ses pratiques s'orientent avant tout vers la balnéarité et les paysages naturels. Toutes catégories confondues, le lieu plébiscité est la métropole littorale d'eThekwini (à hauteur de 79 % pour les étrangers et de 33 % pour les locaux, qu'ils soient originaires ou non de la province).

2 La municipalité d'eThekwini – anciennement Durban – se situe sur la côte nord-est du KwaZulu-Natal. Au bord de l'océan Indien, elle compte 3,36 millions d'habitants en 2009. Troisième ville du pays (après Johannesburg et Le Cap), eThekwini est une métropole pluriethnique, dont le rôle est prépondérant dans l'économie sud-africaine grâce à son parc industrialo-portuaire, à l'activité d'affaire récente et au secteur du tourisme.

3 Les attractions touristiques que développe la ville depuis quelques années relèvent clairement d'une logique de patrimonialisation. Cette dernière se définit comme un processus de réinvestissement d'espaces désaffectés (Gravari-Barbas, Veschambre, 2000). Des lieux et/ou des hommes – et leur histoire – sont réhabilités et mis en scène. On sait que ce mouvement de patrimonialisation est désormais un vecteur majeur de l'activité touristique (Sol, 1994, Fainstein, Glastone, 2005). Dans le contexte sud-africain, la patrimonialisation va au delà de la seule préservation de sites matériels, et des enjeux à la fois économiques et politiques s'entremêlent. La *Inanda Heritage Route* située dans les faubourgs de la ville, ainsi que l'opération de régénération du *waterfront* touristique, en sont deux exemples intéressants. Un effet symbolique associé à un vœu d'impulsion socio-économique semble incontestable. Ainsi, les discours de la reconstruction de la nation arc-en-ciel cristallisent des moments, des figures et des territoires qui inspirent les initiatives touristiques. La *Inanda Heritage Route* en est l'illustration et sa mise en tourisme s'inscrit dans une zone périphérique précaire. Du côté du front de mer d'eThekwini, les aménagements récents semblent répondre à un désir de relancer une destination stagnante depuis deux décennies et ainsi repositionner la station balnéaire dans un contexte postapartheid.

4 Nous présenterons d'abord ces deux sites pour ensuite souligner les conséquences sur leur mise en tourisme des jeux d'échelle. Ainsi, il conviendra, dans le cas d'Inanda, de s'interroger sur l'articulation scalaire entre le discours de la réconciliation nationale et l'histoire locale. Le site touristique ne s'accommode-t-il pas à ce moment de certains raccourcis historiques ? Dans le cas du littoral touristique, un effet vitrine semble recherché dans la concurrence urbaine que se livrent aujourd'hui entre elles les métropoles sud-africaines. Au delà du constat, une des priorités n'est-elle pas aussi de capter une clientèle spécifique – celle internationale – plus rémunératrice voire prestigieuse ?

La *Inanda Heritage Route* : culture, histoire et icones

Un marketing de personnalités en territoire précaire

5 À l'inventaire de ses produits d'appel touristiques, le KwaZulu-Natal est une province richement dotée. Elle comprend un long liseré dunaire baigné par une eau traversée par le courant chaud des Aiguilles, des lagunes étendues (telle celle de Sainte Lucia), un contrefort montagneux (avec la muraille du Drakensberg à la frontière avec le Lesotho), ainsi que des réserves animalières (Hluhluwe, uMkuze, Phinda) où il est aisé d'apercevoir les « *big fives* »[3]. Deux de ses sites – *Isimangaliso Wetland Park* et *uKhahlamba-Drakensberg Park* – sont d'ailleurs classés au patrimoine mondial de l'Unesco. Pour finir, la province est marquée par la culture bantoue zouloue, et son peuplement est d'origine indienne et britannique.

6 Plus d'un tiers des visiteurs ayant quitté le KwaZulu-Natal en 2009 déclaraient avoir exercé une activité liée à la culture et à l'histoire durant leur séjour (*Tourism 2010 Statistics*

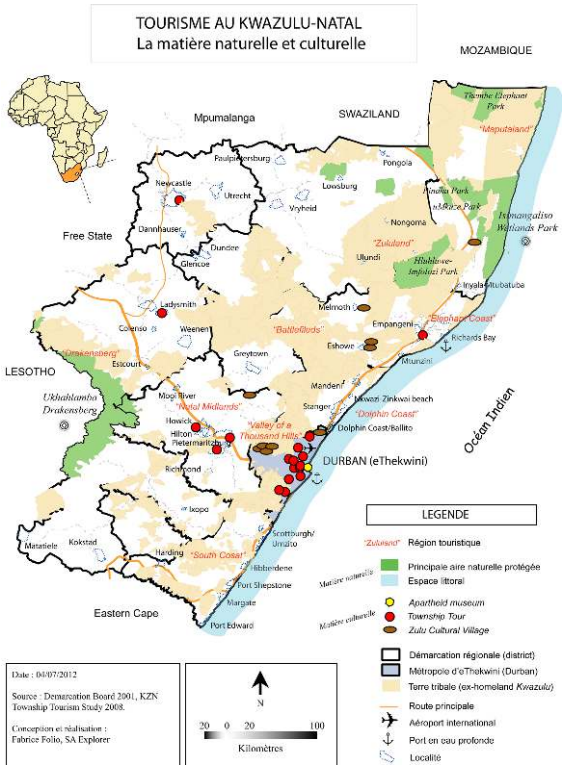
South Africa, 2010). Si cela reste en deçà des pratiques relatives à la vie sauvage (48 %), à la balnéarité (50 %) ou au *shopping* (72 %), cette part est importante et en vive progression, principalement chez les visiteurs étrangers ultramarins[4]. Dans ce contexte, on recense actuellement dans la province une riche « matière touristique »[5] portant le sceau du culturel (Fig.1). Elle décline des prestations qui ont toutes en commun de s'appuyer sur des personnalités célèbres comme Nelson Mandela, le roi Shaka ou Gandhi. Ces dernières sont alors érigées en icones : en premier lieu, elles sont liées par leur histoire personnelle à celle du KwaZulu-Natal ; en second lieu, elles disposent d'une célébrité qui dépasse désormais le seul cadre géographique de la région.

7 Le KwaZulu-Natal a pour originalité une histoire agitée où se sont, entre autres, illustrées les communautés zouloue et indienne (Folio, 2007)[6]. La première appartient au groupe bantou et a fini par prendre un ascendant militaire, politique et territorial tout au long du XIX^{e} siècle, jusqu'à forger un empire redouté. Les *Zulu* sont actuellement le premier groupe ethno-linguistique du pays (24 % de locuteurs), essentiellement regroupés dans cette province. La seconde est arrivée dès 1860 en tant que *coolies* (travailleurs sous contrat) dans les champs de canne à sucre et les mines, rejointe ensuite par d'autres vagues de peuplement (de commerçants notamment). Ces Sud-africains d'origine indienne comptent aujourd'hui pour 2,6 % de la population nationale, concentrés pour l'essentiel dans cette province (dont environ 1 million à eThekwini). Il existe ainsi une cohabitation intéressante de leur histoire respective, qu'il est fréquent de ramener à des personnalités que sont notamment le roi Shaka, fondateur de la nation zouloue, ou Mohandas Karamchand Gandhi, chantre de la résistance passive active, dont la jeune histoire a connu une inflexion décisive en terre sud-africaine.

8 La traduction, en termes d'attraction touristique, en est le cortège de villages culturels zoulous : on en compte près d'une vingtaine dans la province (Folio, 2010a), dont les plus connus sont *Phezulu, Dumazulu* ou encore *Shakaland*. De la même manière, il est possible d'effectuer des tours urbains (à Durban comme à Pietermaritzburg) organisés autour de la culture indienne et des pérégrinations locales du Mahatma (Folio, 2011). Ces attractions font écho à une réalité nationale, où des personnages et/ou des groupes notoires de l'histoire sud-africaine sont communément mis en tourisme. On citera le *Freedom Park* à Pretoria, le musée de l'apartheid à Johannesburg, le *Hector Pieterson Memorial* à Orlando West (Soweto) ou encore le *District 6* et *Robben Island* au Cap.

9 Au KwaZulu-Natal, cette existence de sites culturels va plus loin car elle peut jouer sur la complémentarité autour d'une même prestation. Le cas de la *Inanda Heritage Route*, produit phare de la province, l'illustre bien. En effet, la mise en scène d'une union des deux histoires a été réalisée au sein de ce vaste quartier pauvre excentré dans la partie périurbaine nord d'eThekwini (Vaugham, 1999). Il s'agit d'une zone précaire où vit majoritairement la communauté noire, longtemps refoulée aux portes de la ville et exprimant de ce fait une contre-culture urbaine. Le site a été ouvert au tourisme dans la décennie 1990, à l'initiative de l'autorité provinciale, de la ville de Durban, des familles, de fonds et de congrégations associés aux différents sous-espaces, ainsi qu'au forum des représentants locaux d'Inanda concernant les programmes de formation de guides. Les tours organisés sont aujourd'hui conduits par des prestataires privés accrédités.

Figure 1 : La matière touristique du KwalZulu-Natal



10 Inanda fut une aire d'implantation spontanée sur site viabilisé. Son peuplement y est actuellement assez dense et son bâti offre un aperçu saisissant de la complexité des aires périphériques sud-africaines. S'y mélangent de l'habitat en dur informel quoique toléré et des bidonvilles sur terre publique ou coutumière. A cela s'ajoute un passé à la fois africain et indien. Inanda – et plus précisément le secteur de *Phoenix Settlement* – a abrité cette dernière communauté par le passé, et notamment la personne célèbre de Gandhi.

11 Alors jeune avocat, Mohandas Karamchand Gandhi est arrivé en 1893 en Afrique du Sud. Le porte emblème de la résistance civile active non violente (et non passive), a fait ses classes pendant 21 ans en grande partie dans la région. Au départ, Gandhi a défendu quelques membres de sa communauté. Puis il a progressivement élargi son combat à celle-ci dans son intégralité, devant les inégalités de traitement racial constatées. Gandhi a ainsi fondé le *Natal indian congress* en 1894, comme fer de lance de son combat pour les droits civiques. De cette lutte a émané le *satyagraha* (la « force de la vérité »), dont il a précisé lui-même qu'elle s'est initiée après son éviction contrainte d'un train à Pietermaritzburg (Gandhi avait alors été sommé de quitter le compartiment réservé aux Blancs, ce qu'il refusa de faire).

Figure 2 : Les étapes de la *Inanda Heritage Route*

12 Dans l'ordre du tour, on accède à la maison de presse réhabilitée de Gandhi, où ce dernier publia le journal engagé : *The Opinion* ; puis on visite le *Ohlange Institute*, fondé par John Dube, dont on peut apercevoir à gauche la statue de bronze (pour l'anecdote, en 1994, sitôt son devoir civique effectué, Nelson Mandela s'est recueilli devant sa tombe adjacente en déclarant : « *Mr. President, I have come to report to you that South Africa is free today* ») ; enfin, l'étape suivante mène au site d'Ekuphakameni de l'église syncrétique de Nazareth créée par Isaiah Shembe, à la couleur opaline reconnaissable. Clichés : F. Folio, 2010.

13 Tout au long de la *Inanda Heritage Route*, les jeunes années de Gandhi au KwaZulu-Natal sont ainsi narrées. Et ce dernier est associé à d'autres individualités, zouloues cette fois (Fig.2). Après sa maison de presse récemment réhabilitée, le tour d'Inanda s'arrête en effet sur le *Ohlange Institute*. Là s'est illustré un personnage célèbre dans le pays : John Langalibalele Dube. Ce dernier fut le premier président du futur *African national congress* (ANC, au pouvoir depuis la fin de l'apartheid). Auteur également du premier roman en langue isiZulu (*Insila kaChaka*, 1935), il fonda dans le quartier en 1901 un institut éducationnel africain sans équivalent en Afrique australe : pour lui, l'émancipation des Noirs passait avant tout par l'éducation. Ce n'est pas un hasard si Nelson Mandela déposa ici son bulletin de vote en 1994 (une grande statue illustre aujourd'hui cet épisode). Une autre étape du tour conduit le visiteur au quartier d'Ebuhleni. Il peut en cet endroit découvrir le culte baptiste de Nazareth, celui de l'église de Shembe (la plus large du KwaZulu-Natal, avec deux millions de fidèles) et le parcours de son prophète Isaiah Shembe. Ce dernier a appris aux Zoulous à transcender la religion chrétienne, en y incorporant les tenants de leur propre culture.

14 Ces trois personnages finissent par être réunis en une forme de trinité provinciale (Fig.3). Les officiels arguent communément que le quartier d'Inanda abrite la plus forte richesse de lieux patrimoniaux au mètre carré de toute l'Afrique du Sud. La tutelle de Nelson Mandela n'est également jamais très loin... On finit par comprendre que le trait commun de ces trois personnages serait leur exaltation de l'affirmation de soi et l'impulsion d'un esprit de résistance à l'influence extérieure et/ou oppressive, qu'elle soit coloniale ou d'apartheid. Il s'agit, dans ce contexte, de présenter au visiteur un discours qui s'accorde parfaitement avec le credo de l'Afrique du Sud postapartheid : la fierté de la lutte commune pour la liberté et l'émancipation, la nation arc-en-ciel pacifiée et le grand dessein de la réconciliation et de la reconstruction nationale. Ce discours aujourd'hui notoire, déclamé *urbi et orbi*, est-il seul de nature à séduire la clientèle, notamment internationale ?

Figure 3 : La trinité des icones provinciales à Inanda : Shembe, Dube et Gandhi

Cliché : F. Folio, 2010

Un mythe sud-africain vivace : quelle portée du discours ?

15 Les produits touristiques culturels et historiques, tels que la *Inanda Heritage Route*, occupent une place de plus en plus notable dans l'activité économique nationale. Une idée couramment entretenue par les divers opérateurs est qu'ils restent généralement l'apanage d'une population étrangère ultramarine[7]. Au KwaZulu-Natal, les touristes domestiques et continentaux demeurent avant tout attachés à l'aspect récréatif du littoral de la province. Au sein de la communication marketing des prestataires (diffusée dans les brochures touristiques ou sur les sites Internet), le touriste « hyper-occidental » – au sens de non spécifique à un territoire, mais alliant les traits de modernité,

d'individualisme et de consommation de masse (Allemand et al., 2005) – est prioritairement interpellé. En son sein, c'est particulièrement le public européen et nord-américain qui est concerné.

16 On pourrait justifier cela par plusieurs aspects. D'une part, ces prestations diversifient l'offre touristique sud-africaine par des niches vues comme innovantes. La demande mondiale actuelle lie la recherche de dépaysement, de sensations et d'enrichissement personnel. Elles font écho, de la sorte, à l'émergence planétaire de « segments » qui seraient liés à de nouvelles attentes – la quête de l'unique et de l'instructif –, qu'ils soient, on le voit de nos jours, alternatif, responsable ou soutenable (Poon, 1993). Sur place, il en émane un produit touristique[8] culturel et historique pour le moins original, avec une vocation pédagogique sur les apports san, bantou, boer/afrikaner, britannique ou encore indien, à l'Afrique du Sud. En conséquence, ces produits qui dépendent de personnages, de monuments ou de sites architecturaux, ont vocation à commémorer les hauts-faits et les bifurcations historiques du pays. Cela éclaire le volet patrimoine. Dans le même temps, les motivations des visiteurs s'expliquent aussi par le regard qu'ils portent sur d'autres peuples et la compréhension de ce qui leur est dissemblable (l'Autre). Ces produits s'inscrivent alors dans le secteur du tourisme dit culturel, qui s'en trouve ainsi légitimé (Ramchander, 2004).

17 D'autre part, ces prestations renvoient aux ressortissants ultramarins des personnages ou des groupes fameux et une curiosité – un magnétisme – associés à un « exotisme » séculaire, qu'il soit africain ou indien, symboles d'un « Sud » à la fois lointain et romantique (Staszak, 2008 ; Tomaselli, 2001). Depuis quelques années se multiplient dans le pays des prestations du type *township tours* (la découverte des ex-quartiers noirs légalement ségrégués en périphérie des villes), *cultural villages* (l'immersion dans les zones tribales), *battlefields* (la visite des champs de bataille ayant opposé, par exemple, les Zoulous aux Boers ou les Anglais aux Zoulous), et un maillage de musées liés à l'histoire de l'Apartheid (*Apartheid museum*). Ces produits s'appuient principalement sur les populations noires (à degré moindre métisses ou indiennes). Spatialement, ils se concentrent dans les principales provinces du pays, là où les visiteurs séjournent le plus. Ils se doublent d'une instrumentalisation d'icônes historiques.

18 A Inanda, dans le tour comme sur les brochures, Gandhi est clairement mis en représentation. En outre, dans sa maison de presse, on le trouve associé, à travers les pièces du musée, le plus souvent à Nelson Mandela (Fig.4). Ce dernier est affiché comme son *alter ego* naturel africain. Le discours de Gandhi entre alors en résonnance avec les valeurs de la nouvelle Afrique du Sud, portées par son premier président démocratique. Avec Mandela, on obtient le binôme de ces mythes liés à la résistance active, à la non violence et à la réconciliation (en révolte contre un impérialisme originaire de la partie du monde dont peuvent être issus ces visiteurs), soit les messages emblématiques que la nation arc-en-ciel aime à projeter sur la scène internationale. Il nous semble que cela peut rapidement devenir un raccourci historique : les parcours de Gandhi et de Mandela ont été différents. Si on peut parler d'un idéal d'action excluant la violence sous toutes ses formes pour Gandhi, Mandela ne s'est lui jamais vu comme un pacifiste (on se réfèrera à l'ouvrage *Conversations with Myself*, 2010). Mandela a notamment établi les « lances de la nation », des commandos menant des actes de sabotage contre les infrastructures. Après avoir épousé les thèses de la non violence, il a durci son combat avant de revenir à ses préceptes premiers[9].

Figure 4 : Hall du musée Gandhi à Inanda

19 Le musée s'attache notamment à la promotion de Mohandas Karamchand Gandhi. Celui-ci est ici mis en représentation, au travers de la statue au premier plan, dans les habits du *mahatma* (« la grande âme ») et non dans ceux du jeune avocat fringant fraichement émoulu d'une université britannique qu'il était à son arrivée en Afrique du Sud. Les affiches à l'arrière-plan évoquent par ailleurs une filiation avec le combat de Nelson Mandela. Enfin, la ville de Durban et son iconographie zouloue chaleureuse rappellent la toile de fond géographique. Cliché : F. Folio, 2010.

20 Pour finir, on ne peut nier que ces circuits touristiques se déroulent dans des espaces longtemps refoulés, voire craints. Ils illustrent une contre-terrorialité qui, de nos jours, peuvent séduire le touriste passablement blasé, avec pour attrait les marges des sentiers battus de la planète tourisme. Le tour d'Inanda s'inscrit dans une prestation qui fait florès en Afrique du Sud et qui est celle des *township tours* (Hughes, 1994). Ceux-ci s'articulent sur le couple admiration-répulsion pour populariser leur offre (Folio, 2010b). Il est vrai que cela n'est pas évoqué en ces termes : c'est plutôt l'intérêt culturel qu'exhibent en règle générale les prestataires privés ; officiellement ces circuits visent à faire prendre conscience, en le lisant dans le paysage, ce qu'ont été et sont encore les marques de l'apartheid urbain pour une majorité d'individus. Cette facette s'additionne à la possibilité de mesurer le chemin parcouru depuis 1994 en termes de politiques de rénovation et de réhabilitation (Masland et al., 2002). Cependant, derrière cette immersion pédagogique, une fascination singulière se noue autour de la visite de ces espaces reculés, peu visibles et à la réputation marquée. Foyers de la lutte contre l'apartheid, les *townships* conservent l'image de quartiers dangereux en Afrique du Sud. Cela doit être nuancé : les centres-villes le sont parfois tout autant et ce sont souvent des sections des *townships* qui sont concernées. Il n'en reste pas moins que ce sont des espaces

démunis, où chômage et activités souterraines sont importants. Aussi leur ouverture au tourisme est souvent critiquée (Butler, 1999 ; Holliger, 2005) : d'une part il est dénoncé un voyeurisme (la visite de ces espaces vécus, authentiques, peut s'apparenter à celle d'un zoo humain) et d'autre part un produit prospérant sur un certain côté sensationnel à tout le moins déplacé, au vu de l'image sulfureuse que ces quartiers conservent.

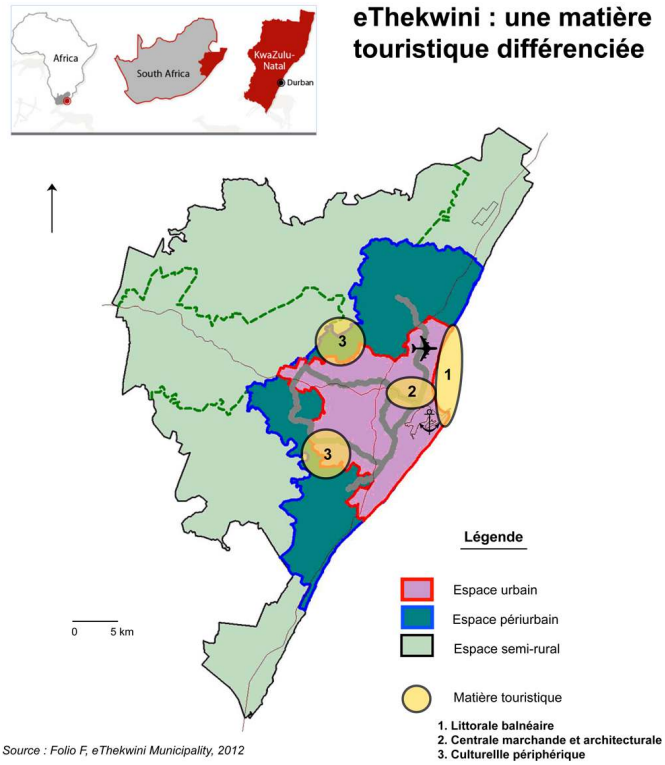
21 Evidemment, tous ces points ne forment pas les seuls motifs à retenir : le caractère multi-sensoriel et interactif d'un tour comme Inanda joue aussi un rôle. Mais en réalité, en dépit du fait que les visiteurs étrangers ultramarins sont friands de ce type de tours, ceux-ci finissent par toucher un public plus large – bien qu'assez spécifique – à travers notamment les sorties scolaires et les comités d'entreprise. En somme, si les prestations culturelles en Afrique du Sud semblent en phase avec une demande globale (Naidu, 2011 ; Urry, 2007), elles se nourrissent en ce pays d'une tradition historique. La patrimonialisation touristique à Inanda a finalement le mérite de réhabiliter des espaces périphériques longtemps répulsifs, en instrumentalisant des personnages majeurs. L'aspect symbolique sert une cause politique qui est celle de la réconciliation nationale. En cela, l'anglicisme « héritage » est peut-être ici plus adapté contextuellement que le terme de patrimoine, dans la mesure où il exprime la question si importante du traitement du passé et de la mémoire en Afrique du Sud (Rassool, 2000). Le cas du front de mer de la ville d'eThekwini est intéressant de la même manière, car la régénération récente du site étaye le discours de la nouvelle Afrique du Sud (re)conquérante, bien que le public concerné ne soit pas ici *a priori* le même.

Le waterfront d'eThekwini : balnéarité, ludisme et urbanité

Revitalisation à l'œuvre dans le cadre de la *World cup* 2010

22 Le secteur du tourisme local ou domestique est connu à Durban pour combiner la balnéarité et l'héliotropisme (Fig.5). Les vagues à rouleau de l'océan Indien, réchauffées par le courant des *Agulhas*, y déferlent pour le plaisir des baigneurs et des surfeurs, le long d'une esplanade ponctuée de grands hôtels. C'est durant les années 1900, dans une phase de colonisation anglophone, que le site de Durban a été classé aire touristique et que l'essor d'infrastructures fut encouragé. De nos jours, eThekwini se qualifie à la fois comme le moteur touristique domestique au plan national, ainsi qu'une destination – dans les faits secondaire – pour les étrangers (eThekwini Economic Review, 2010). En 2011, la métropole a accueilli 669 585 visiteurs internationaux (soit 55,2 % du total provincial). Dans le même temps, on relevait un chiffre notable de 9,95 millions de visiteurs internes.

Figure 5 : La matière touristique locale différenciée d'eThekwini



Source : Folio F, eThekwini Municipality, 2012

23 Le front de mer de Durban connaît depuis peu une ambitieuse opération de revitalisation. Celle-ci se place dans une optique de re-développement urbain (Hoyle et al., 1988). Le contexte s'y est prêté idéalement : l'Afrique du Sud a été le premier État africain à être choisi par la Fifa (Fédération internationale de football association) pour organiser la Coupe du monde de football en 2010 (plus grand évènement sportif planétaire avec les Jeux olympiques). Durban fut l'une des villes hôtes sélectionnées – elle a notamment accueilli une des demi-finales de la compétition – et la manifestation a constitué un élément justificatif de cette politique de réaménagement littoral. Souhaitant marquer les esprits, eThekwini ne s'est pas contentée de ravaler les façades et de consolider les équipements sportifs existants. En effet, elle s'est lancée dans une politique de grands travaux avec un budget de 5 milliards de rands (470 millions d'euros) dans le cadre d'une association publique-privée (dont un tiers financé par la municipalité).

24 Le *Moses Mabhida Stadium* figure parmi les projets d'envergure. Il s'agit d'un impressionnant complexe sportif de couleur blanche inséré dans le tissu urbain péricentral nord, et visible quelque soit l'endroit où l'on se situe en bord de mer. Traversé par une arche en Y donnant accès à une plate-forme d'observation s'élevant à 106 mètres de hauteur, il est comparable avec le *Soccer City* de Johannesburg[10]. Les autres réalisations, en prise à la fois avec la Coupe du monde de football et le front de mer touristique, ont eu pour but de régénérer la vieille esplanade centrale (connue sous le nom de *Golden Mile*, soit une aire de promenade de 6 km de long). Cette aire littorale a été un vaste chantier pendant plusieurs mois pour créer un nouveau corridor côtier, plus long et plus large (Fig.6). Proche du *Moses Mabhida stadium*, le corridor relie en fait la plage de *Battery beach* au nord à la pointe de l'entrée de la baie de Durban au Sud (où se trouve également un

nouveau parc d'attraction marin : *uShaka Marine World*), en passant par le *Golden Mile* central.

Figure 6 : La nouvelle esplanade du front de mer d'eThekwini

25 Il s'agit d'un vaste tronçon pédestre populaire, au cachet « tropical et maritime » : les palmiers sont présents et la décoration au sol dessine les ondulations des vagues. Le cœur a pu accueillir le *FIFA fan Park* et un *Fan Mile* (aire de regroupement des supporteurs visionnant les matchs sur écrans géants, avec débits de boissons et points de restauration) pendant la Coupe du monde de football en 2010 (Durban Tourism Workshop, 2010). Le stade apparaît à l'arrière-plan. Actuellement, les visiteurs s'y rassemblent, flânant, faisant du vélo ou du roller, avant d'aller bronzer ou se baigner. Cliché : F. Folio, 2010.

26 Finalement, le nouveau front de mer de Durban est fréquemment comparé à celui de Miami en Floride. Un réseau de *busway* (aux tickets réutilisables dans l'heure et demi) dessert le tout et assure la jonction entre les points d'intérêt. Mais la ville est allée plus loin encore. Dans la partie la plus méridionale du secteur, le grand projet de Durban a pu enfin aboutir (Fig.10) : la réappropriation à des fins résidentielles, commerciales et récréatives, du quartier originel et décadent du *Point.* Il s'agit à ce niveau d'une entreprise de requalification du front d'eau (ou *waterfront*), ce secteur faisant tampon entre le port plurifonctionnel de Durban (situé dans la baie en arrière) et cette bande côtière touristique. La revitalisation de ce secteur portuaire fait partie de longue date de l'agenda municipal mais le temps de latence fut long tant il se révélait ardu à mettre en œuvre. Il faut dire que le quartier, au patrimoine britannique repère des dockers et peu à peu des acteurs interlopes, était devenu au fil du temps une aire répulsive (filières de prostitution, réseaux de drogues). Les défis étaient importants mais les enjeux économiques ont fini par l'emporter, ce secteur étant considéré comme l'un des mieux

situés et des plus sous-utilisés de la ville. La requalification récente a pu avoir lieu grâce à la réunion d'un ensemble de circonstances : l'élan de la coupe du monde, l'empreinte qu'a voulu laisser le *city manager* médiatique quoique controversé M. Sutcliffe (Nondumiso, 2011) et surtout la pression que subissent les villes sud-africaines pour favoriser les grands développements urbanistiques dans un contexte de globalisation économique, dont l'une des conséquences au niveau local est l'activation de réseaux bien établis (Houghton, 2011 ; Houghton, 2013).

27 L'année 2003-2004 a constitué le prélude à un partenariat public-privé (PPP), pour ce qui est devenu – l'aménagement du quartier étant toujours en cours – l'une des plus larges opérations de requalification que connaît le pays, débouchant par ailleurs sur sa gentrification vers le haut standing (Glass, 1964). Elle est portée par une collaboration très pragmatique au sein de la *Durban Point development company* (DPDC) entre divers acteurs : (ex)membres de la municipalité, compagnies étrangères, hommes d'affaires locaux dont certains émargeant au *Black economic empowerment* (BEE) [11], tels que les groupes *Usebe developments* ou *Mion investment*. Cette entreprise est par conséquent un projet urbain global et concerté (Smith, 2003), où promoteurs privés et institutions publiques s'unissent pour recréer un style de vie, au sein d'une ville s'érigeant, plus encore que par le passé, dans la dualisation de l'économie et des modes de vie (Sassen, 2001).

28 L'avènement du parc d'attraction d'*uShaka* (cf. supra) a constitué le déclic : il a rassuré les investisseurs en leur indiquant qu'il était possible de se réimplanter en ce lieu marginalisé. En outre, le système de réticulation et de purification de l'eau du parc a conduit à optimiser le maillage de canaux pour évacuer l'eau vers l'océan. Cela a pu offrir un cachet au secteur (à l'instar des *Docklands* de Londres) : le bâti est à présent inséré dans un entrelacs de drains sillonnés par des pédalos voire des gondoles véniciennes (Fig.7).

29 Dans ce contexte, et sur 55 hectares, le *Point developement* a l'ambition de concurrencer des villes comme Le Cap (*Victoria & Alfred Waterfront*), Sydney (*Darling Harbour*) et Boston (*Quincy Market*). L'esthétique recherchée est celle d'une image moderne archétypale de la mondialisation. Le tout amène à un côté sensiblement normé de l'entreprise. Le partage de l'espace suit la mixité suivante : 67 % résidentiel, 15 % hôtelier, 11 % commercial et 7 % d'affaires. On peut en effet y vivre, y travailler et se divertir, le tout sous surveillance des caméras en circuit fermé 24h/24. Ce faisant, l'Afrique du Sud adhère à un idéal d'urbanité [12] à l'européenne, que le zonage fonctionnel de l'apartheid avait fini par asphyxier. La montée en gamme du secteur est en cours (avec des appartements vendus aujourd'hui entre R260 000 et R300 000 – soit entre 24 et 28 000 euros ce qui reste toutefois en deçà des prix pratiqués au Cap) et le public cible est les Sud-Africains aisés, en quête souvent d'une résidence secondaire pour leurs vacances. En quoi, la totalité de ces opérations semble-t-elle, de prime abord, redirigée à l'endroit d'une clientèle nationale ?

Figure 7 : Le *Point development*, opération de gentrification d'eThekwini.

30 Les matériaux récents, les lignes homogènes, la mixité entre le résidentiel et le fonctionnel (axée sur le haut de gamme et vidéo-protégée), ainsi que l'utilisation des canaux à des fins ludiques, tout inspire une ambitieuse opération de requalification urbaine littorale, au sein d'un ex-quartier dégradé (photographie de gauche). Architecturalement, les façades des demeures edwardiennes du début du XX^{e} siècle ont été conservées et réhabilitées dans un souci de sauvegarde patrimoniale, tandis que le reste du bâti était démoli et reconstruit à l'identique (photographie de droite). Clichés : F. Folio, 2010.

Réhabiliter une image dégradée au fil du temps

31 Durant la décennie 1990, Durban générait R3 milliards (soit 280 millions d'euros) par an de recettes via la branche du tourisme domestique (Creemers, Wood, 1997). Pour autant, un enjeu s'est posé aux acteurs en charge de la municipalité d'eThekwini – devenue aire métropolitaine – au début des années 2000 : il s'agissait de l'image répulsive que renvoyait peu à peu la ville. Sur deux décennies (1983-2003), la part de marché de Durban dans l'arrivée des touristes nationaux est passée de 34 à 26 % (Business Report, 2003). Pourtant, l'image de Durban a historiquement été associée à un lieu de vacances réputé en Afrique du Sud.

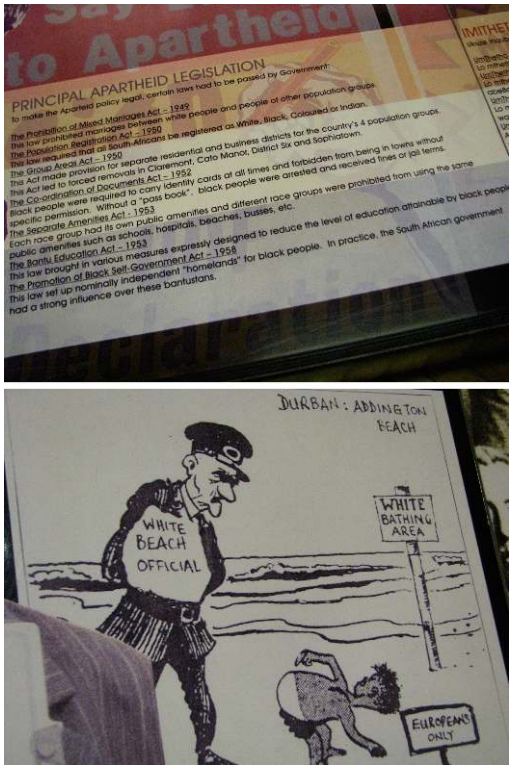
32 Tout d'abord, il convient de rappeler que l'actuelle nation arc-en-ciel a une tradition récréative ancienne et bien ancrée en Afrique sub-saharienne. D'un point de vue historique, les parcs naturels britanniques liés aux *safaris* (Ndebele, 1998) et les traditionnels séjours en terre sauvage (mêlant *bakkie*, *boat* et *braai* – véhicule pick-up,

bateau de pêche et barbecue) sont l'expression de ces activités de repos, de jeu et de découverte imprégnant une partie de la société sud-africaine (que permettent aussi un niveau de vie, du temps libre et le rôle des acteurs institutionnels). C'est dans cette perspective qu'il faut considérer l'avènement de la balnéarité, d'inspiration européenne, au XX^{e} siècle, surtout sur le littoral de l'océan Indien. L'ensemble des communautés est aujourd'hui concerné. Au total, 13,4 millions de vacanciers internes ont été comptabilisés en 2010 (pour 29,7 millions de séjours sur le territoire). La côte du KwaZulu-Natal notamment demeure une destination prisée.

33 Historiquement, dès 1908 Durban devient un pôle de vacances officiel en Afrique australe. La ville attire à cette période environ 15 000 touristes (Maharaj, 1996). En 1923, la *Durban publicity association* (financée par le conseil de ville et l'administration du port et des chemins de fer) lance une grande campagne d'information vantant le slogan : « *Delightful Durban - South Africa's Seaside Resort* ». La station qu'est Durban devient rapidement un terrain de jeu (*national playground*), pour un public multi générationnel, préférant la saison de mai à septembre jugée moins chaude et humide. La clientèle est originaire des terres intérieures mais aussi d'Afrique australe, avec une aire d'attraction s'étirant jusque sur les Rhodésies. Ce public déjà électif et à forte composition européenne est devenu encore plus circonscrit durant la période d'apartheid qui débute en 1948.

34 En effet, en vertu du *Group areas Act* (1950) et du *Separate amenities Act* (1953), l'existence « compartimentée » des quatre groupes raciaux (Blancs, Indiens, Métis et Noirs) est mise en application en Afrique du Sud. Les meilleures plages (soit les plus centrales) sont alors réservées aux populations blanches (Fig.8). Cette ségrégation raciale accompagne l'avènement du *Golden Mile* durant les décennies 1950 à 1970 : hôtels et restaurants émergent, face à une esplanade abritant un petit parc d'attraction, des piscines, un *sea world* et un mini-musée urbain. Un tourisme de masse réservé est à l'œuvre. L'expression n'est pas contradictoire au sens ou les cohortes de Sud-Africains blancs affluent durant les périodes de congés et de vacances scolaires. Les hôteliers leur proposent des tarifs assez bas du fait des faibles charges d'un secteur en situation de monopole, dont les taux d'occupation sont une priorité (Maharaj et al., 2008). Durban devient une destination populaire, mais pour une fraction – de surcroît minoritaire – du spectre racial de l'apartheid. Sur les plages, les panneaux rédigés en afrikaans « *Net vir blankes* » (réservé aux Blancs) illustrent cet idéal ségrégationniste.

Figure 8 : La législation d'apartheid et ses conséquences au plan local



35 Ces documents historiques sont issus du nouveau musée de l'apartheid à Pietermaritzburg. Par delà la caricature, ils retranscrivent le registre mesquin de l'application à grande échelle du développement séparé (*Petty apartheid*), codifiant l'espace public et les commodités quotidiennes. Dans « la Mecque du tourisme » qu'était Durban, l'occupation spatiale fut des plus inégalitaires : 2 100 mètres de plages étaient accordées aux Blancs (dans le prolongement du centre-ville), contre respectivement 650 et 550 mètres aux Noirs et aux Indiens, sur les écarts plus au nord (Folio, 2009). Clichés : F. Folio, 2010.

36 En dépit des pressions émanant des milieux conservateurs, la ville est obligée d'ouvrir ses plages à l'ensemble des races en 1989. Dans une période transitoire instable, cette déségrégation a débouché sur l'appropriation de ce lieu de sociabilité par les groupes restés à l'écart. Conjointement, on a observé un tassement puis une érosion de la fréquentation blanche. Il faut dire que la couverture médiatique du moment, encore partiale, décrivait un chaos généralisé dans un contexte empreint de tensions raciales[13]. Une partie de la population, la chambre régionale du commerce et les hôteliers locaux font état de leurs inquiétudes. Les entrepreneurs exogènes, ayant investi localement, en viennent à négliger leur parc de logement et le niveau de prestations inhérent. Cela a conduit peu à peu à l'aspect passablement décati du bâti, à une désuétude inexorable du cadre d'ensemble et à une montée de la criminalité. A ce moment, Durban ne répond plus vraiment aux normes du marché.

37 Lieu de vacances festives historique des Johannesbourgeois, la ville perd sa prééminence récréative au profit d'autres destinations. CapeTown voire l'étranger sont ainsi plébiscités. Les Sud-Africains, ne se considérant plus comme des parias depuis 1994, se

mettent à voyager de nouveau, par exemple dans des pays voisins offrant une matière touristique similaire (Ponta do Ouro, Bilène ou Bazaruto au Mozambique par exemple). Dans la province, les stations littorales d'Umhlanga Ridge, de Zimbali ou de Ballito au nord, remportent aussi désormais les faveurs des touristes appartenant aux couches moyennes à supérieures.

38 Avec du recul, on peut avancer que ce contexte postapartheid a induit une nouvelle composition socio-économique des visiteurs, à laquelle n'étaient sans doute pas préparés les acteurs historiques. La dégradation des lieux peut être explicitée par une réappropriation subite, comme par l'appréhension, la perte de confiance et finalement un certain désintérêt pour ce lieu. Or, cette phase est transitoire, les nouveaux venus n'aspirant qu'à épouser le modèle de la société récréative et du « relâchement des contraintes » (Elias, Dunning, 1994) des civilisations touristiques. Rappelons d'abord qu'ils s'identifient enfin pleinement à des pratiques et à des espaces qui les ont longtemps renvoyés à leur condition de citoyens de seconde classe. En outre, ils peuvent être perçus comme un marché prometteur, d'autant que les politiques étatiques (discrimination positive, entrepreneuriat noir) font apparaître une nouvelle bourgeoisie noire en Afrique du Sud. Mais dans ce contexte, la priorité des élus métropolitains en charge est de briser la spirale négative et de faire revenir la clientèle historique. L'objectif est certes de maintenir Durban dans son rôle de leader national mais le message politique va plus loin : il s'agit aussi de relever le défi de refaire de Durban – cette fois dans un contexte postapartheid, i.e. dans un cadre pluriethnique – la station de vacances courue qu'elle a pu incarner dans le passé. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre leur mobilisation tous azimut et la reconquête du front d'eau évoquée. En outre, cette dernière entreprise s'inscrit également dans un cadre plus vaste, celui de la troisième génération de *waterfronts* (après la première impulsion américaine des années 1960, puis européenne et australienne des années 1970-80) : celle-ci touche aux pays nouvellement industrialisés et en développement, dans un contexte postmoderne de tertiarisation économique (Bonillo, 1992 ; Chaline, 1994 ; Hall, 1993). Dès lors, les enjeux paraissent, on le verra dans la partie suivante, plus larges encore.

39 *Inanda* et le *waterfront* d'eThekwini expriment des politiques touristiques fondées sur la patrimonialisation au sein de la nouvelle Afrique du Sud, où les enjeux politiques nationaux épousent les velléités matérielles de réhabilitation d'hommes et/ou d'espaces perçus comme marginalisés. Dans les deux cas, l'État central et la municipalité, chacun aux mains de l'ANC, sont sur la même ligne et dans les deux cas les initiatives locales sont initiées puis appuyées par la ville bien que largement conduites, concernant l'activité touristique, par le secteur privé (dans le cadre d'un affichage original public/privé et qui plonge dans les liens entre milieu d'affaire et monde politique local)(Houghton, 2011). Deux types de clientèles semblent en outre respectivement privilégiés. Il nous importe à présent d'approfondir le jeu des échelles en montrant que d'autres intérêts entrent en considération, aux deux extrémités que sont les niveaux de lecture infra-urbains (cas d'Inanda) puis globaux (cas du littoral).

Développement local et vitrine mondiale, ou comment lier les aspirations d'une métropole touristique sud-africaine

La *Inanda Heritage Route* face au défi de l'intégration locale

40 Si le type de prestation qu'est Inanda a tendance à concerner particulièrement un public ultramarin, il suit en parallèle une logique interne tout aussi stratégique. Les enjeux du développement, puis de la (re)construction identitaire locale, seront ici abordés.

41 Dès 1996, le *Livre blanc sur le Tourisme* a souligné les enjeux de l'investissement communautaire au sein de l'industrie touristique du pays. Il y est invoqué la nécessité d'une contribution, par le biais d'un secteur jugé porteur, à une politique de rattrapage socio-spatial qui cible précisément les populations défavorisées, celles notamment discriminées par la politique de développement séparé. De surcroît, l'Afrique du Sud demeure l'un des États les plus inégalitaires au monde (selon les dires de l'économiste sud-africain Haroon Bhorat), alors même que les espérances intérieures sont intenses dans un contexte postapartheid[14]. Aux inégalités raciales du passé se sont substituées de nouvelles inégalités sociales qui se traduisent *in fine* par de vifs ressentiments[15].

42 Face à cela, le tourisme est vu, dans l'agenda national aussi bien qu'international (notamment dans l'Organisation mondiale du tourisme), comme un levier de développement dans les pays dits du Sud. Il est vrai que sur le terrain, les touristes étrangers contribuent à 8,5 % du PIB national (Pali Lehohla Statistician-General, 2010). Les prestations touristiques créent des emplois, directs et indirects (au total 530 700 en 2009). Ainsi, pour les décideurs, il s'agit d'œuvrer pour que les Sud-Africains, et notamment les catégories de la population les moins aisées, puissent accéder à au moins une part de cette manne des devises extérieures.

43 Cette volonté éclaire la mise en place de politiques de développement local par le tourisme (Goudie et al., 1999). Celles-ci prennent des appellations génériques : tourisme communautaire, écoutourisme, tourisme pro-pauvre (Ashley et al., 2000). Les exemples connus sont la participation des zones tribales à la conservation des réserves naturelles (par exemple le parc Hluhluwe-Imfolozi au KwaZulu-Natal, ou le clan Makuleke au Parc Kruger), l'immersion dans les communautés villageoises (San, Shangaan...), ou encore la visite des quartiers noirs comme Inanda. Et lorsqu'elles appellent de leur vœu une célébration patrimoniale, ces orientations acquièrent une seconde justification, tournées non pas seulement vers des intérêts nationaux comme cela a été vu mais aussi locaux (Rogerson, Visser, 2004).

44 On constate donc un processus de polarisation de formes de tourisme patrimonial. Derrière le paravent du tourisme culturel au cachet historique et pédagogique, ces formes réhabilitent des richesses communautaires longtemps dévalorisées (par la colonisation puis par l'apartheid). Il faut bien mesurer ce devoir de mémoire, qui s'apparente à un sentiment de revanche sur l'histoire et de projection d'un idéal commun vers l'avenir. En pratique, cela traduit un désir de vendre une histoire nationale connue, (ré)appropriée par le bas et qui induit un tourisme cathartique, c'est à dire visant à extérioriser les traumatismes anciens. L'étude de 2005 (DEAT) sur la « compétitivité globale de l'industrie du tourisme en Afrique du Sud » a souligné cet aspect. Il en émane ce que d'aucuns

intitulent parfois une fascination voire une obsession du pays pour ce qui touche à la célébration et à la marchandisation de « l'héritage ». Le concept même d'héritage – dont on a vu qu'il était peut être plus pertinent que celui de patrimoine dans ce contexte – est ambigu. En effet, l'expression intègre des aspects tangibles du passé – des sites –, et des aspects immatériels d'une culture – des pratiques, des traditions orales –, eux-mêmes évolutifs. Mais dans tous les cas, ce concept procède d'une sélection de faits historiques et d'une représentation de ces faits, au regard d'enjeux contemporains, en l'occurrence le discours du renouveau national. En cela, c'est une catégorie construite, un outil politique (Burnett, 2001). Pour Ashworth et al. (2007), il s'agit même d'un des instruments principaux de l'application de politiques publiques au sein des sociétés plurielles.

45 Pour revenir à notre exemple, la mise en tourisme d'Inanda est assez symptomatique de la réalité suivante : l'Afrique du Sud prône *a priori* une politique multiculturelle qui va logiquement à la rencontre de sa stratégie touristique. Celle-ci consacre un plein épanouissement de l'ensemble des communautés, élargissant le spectre des groupes hérités de l'apartheid. Or, S. Marshall (2010) a démontré que c'est davantage un africanisme « englobant » qui préside désormais aux décisions nationales : tout ce qui est vu comme tendant vers cet idéal de la lutte pour la liberté et de la réconciliation trouve grâce aux yeux des décideurs touristiques. Les minorités sont reconnues mais doivent embrasser les valeurs de la nation postapartheid pour se réaliser. L'ensemble se retrouve alors dilué dans une certaine conscience, qui par un habile glissement, est plutôt devenue afro-centrée, puisque l'ANC, parti de la libération, est au pouvoir sans interruption depuis 1994. Mais on peut plus sûrement dater ce glissement à la promotion de la « renaissance africaine » chère à l'ex Président Thabo Mbeki.

46 C'est par cette grille de lecture qu'il faut aborder la fusion de l'héritage indien dans une prestation du type d'Inanda. Tout au long du tour, Gandhi n'est jamais seul mais accolé à des personnalités africaines. Or, le rôle même de Gandhi en Afrique du Sud est controversé quant à son engagement pour les Noirs[16]. En outre, l'histoire locale nous renseigne sur des faits évacués par la mise en tourisme contemporaine d'Inanda (Fig.9). En 1985, le quartier où s'est implanté Gandhi fut marqué par des violences interethniques (*Inanda riots*). Dans un contexte de fortes densités, de carences en services publics et de rapports se détériorant entre propriétaires Indiens et locataires Africains, ce quartier fut détruit et squatté par des immigrants. Le secteur, rebaptisé Bambayi, est devenu un vaste quartier informel. Cette période a tendance à être occultée dans la belle harmonie inter-communautaire et dans le langage commun de la promotion touristique du KwaZulu-Natal. Ces différends sont masqués par la mise en tourisme du quartier maintenant africain appuyée par la ville, couverte par de nouveaux prestataires privés appartenant à la communauté noire et qui fait travailler des associations et des guides locaux.

Figure 9 : Le site de Gandhi à Inanda et ses aires limitrophes

47 Localement, les traces des émeutes de la décennie 1980 sont encore perceptibles. Sur la première photographie, on peut apercevoir, en partie, la maison familiale réhabilitée au premier plan, et une annexe détruite par un incendie criminel au second plan. Le site touristique est dorénavant une enclave réappropriée, neuve, située en plein territoire précaire. Juste en face, le bidonville de Bambayi déploie ses *shacks* (cabanons précaires) dans un dédalle de venelles. Clichés : F. Folio, 2010.

48 La mise en tourisme d'Inanda ne sert donc pas que la cause d'un discours national lointain sur le bien-fondé de la nation arc-en-ciel. A grande échelle, derrière la matérialisation de politiques économiques en zones précaires, elle tend à modeler une certaine vision des choses, même si cela passe par quelques généralisations et/ou omissions historiques. Elle tend de ce fait vers un passé local mythifié qui aplanit les incohérences de l'histoire, avec en visé un produit plus parfait que la réalité elle-même (Gravari-Barbas, 1998 ; Harvey, 1990).

Le *waterfront* de Durban ou la quête d'une nouvelle notoriété

49 De manière similaire, il a été avancé précédemment que la matière touristique offerte par le nouveau littoral d'eThekwini répondait à un désir de consolider une position nationale en qualité de moteur du tourisme domestique. Néanmoins, là encore, à l'instar de l'exemple d'Inanda, ce qui peut de prime abord être vu comme une stratégie touristique plutôt tournée en direction d'une clientèle donnée, doit en réalité être décrypté dans un périmètre autre. C'est bien un repositionnement urbain total que cherche actuellement à adopter la municipalité d'eThekwini à travers le (ré)aménagement de son front de mer.

50 Pour le comprendre, il convient de repartir des préoccupations récentes des édiles locaux, en charge pour certains de la planification touristique. A l'échelle du pays, il est assimilé que c'est bien le marché extérieur qui rapporte davantage de subsides. Et on concède que ce dernier est moins influent ici qu'au Cap ou qu'à Johannesburg (le Gauteng ou le Western Cape étant les principales portes d'entrée du pays). Dans le détail, la branche du tourisme interne contribue à 79,8 % du volume touristique global (en nombre de personnes), soit l'essentiel du secteur (Marketing Mwanzi to South Africans, 2009). Par contre, en termes de recettes, elle rapporte moins que le tourisme étranger (26 % en 2007). En moyenne, un touriste domestique dépensera R730 par jour contre R1 110 pour un visiteur étranger (soit respectivement 70 et 100 euros). On peut en partie imputer cela au fait que les nuitées des touristes internes se font souvent chez la famille/amis ou dans une résidence secondaire et moins dans l'hôtellerie marchande.

51 De surcroît, la puissance publique locale a mesuré le fait que ce marché était en transformation ces dernières années. Outre le secteur rémunérateur des affaires, l'avancée des intérêts culturels et écologiques nuance la primauté des vacances « *Sea, Sun, Sand* ». À la fin de la décennie 1990, lorsque la municipalité se lance dans une politique urbaine d'ampleur visant à repositionner la ville de Durban, elle a en ligne de mire ces enjeux. Son objectif est double : d'une part réancrer la centralité durbanite dans un esprit éminemment concurrentiel sur la scène nationale tout autant que mondiale (Chaline, 1999), et d'autre part régénérer un littoral balnéaire auprès d'un public varié. Certes, il n'est pas question de se passer de la clientèle interne, mais il importe de capter une part notable de celle internationale. Précédant la réhabilitation totale du *waterfront* de Durban, les premières mesures du plan de reconquête littorale ont ainsi vu émerger le « triangle doré » (Vermeulin, 2006), destiné à répondre à ces attentes. Celui-ci consiste en une phase volontariste initiale, annonciatrice de la recomposition globale toujours en cours : elle a mené à l'apparition de symboles architecturaux situés à des points stratégiques de le la ville (littoral nord, sud et centre-ville), lesquels avaient vocation à susciter un effet d'entrainement sur les espaces interstitiels tout en élargissant le spectre de la clientèle touristique (Fig.10).

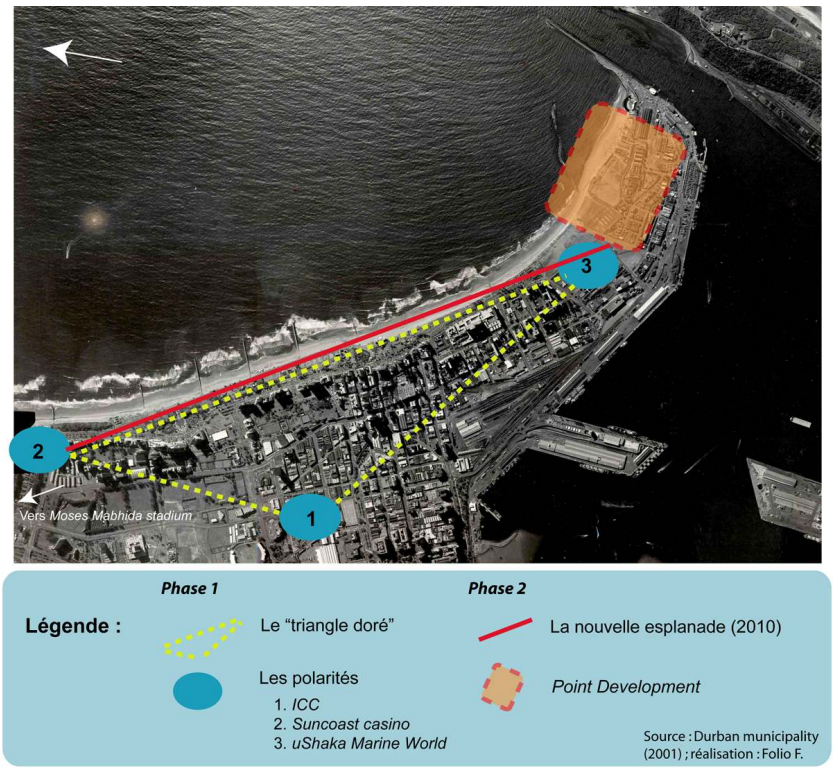
52 Le premier pilier de ce triangle, situé côté Est (c'est à dire pénétrant le plus à l'intérieur du centre-ville), a conduit à l'émergence d'un centre de congrès à vocation mondiale dès 1997 : le *International Convention Centre* (ICC). Financé par les pouvoirs publics et accolé à un hôtel Hilton, il envoie à ce moment un signal limpide : Durban se positionne désormais comme une plaque tournante des manifestations d'envergure. Depuis 2006, l'ICC peut recevoir 10 000 participants dans 32 000m²[217]. Sur les huit dernières années, il a été élu à sept reprises comme le plus performant sur le continent (et classé généralement parmi les dix meilleurs au monde). Le centre a pu accueillir des manifestations célèbres comme la conférence internationale sur le Sida en 2000 et le Mouvement des non-alignés en 2004. Il a également accueilli la Conférence contre le racisme organisée par l'ONU en 2001 et du Sommet mondial sur le climat (*UN COP17 Climate Change*) en 2011. Pour cette dernière, près 20 000 visiteurs provenant de 200 pays sont venus à Durban, incluant chefs d'État, délégués et médias étrangers. L'ensemble a généré R1 million (environ 100 000 euros) de recettes directes et indirectes dans l'économie locale. L'industrie hôtelière en a étroitement profité, eThekwini affichant des taux d'occupation de 100 % durant la durée du Sommet.

53 Le second pilier du triangle doré a concerné la pointe nord, vers la plage de *Battery beach*, où a été construit le *Suncoast Casino* en 2003. D'obédience privée, le pôle ne s'agence pas

uniquement autour des jeux d'argent puisque un centre commercial doté d'un cinéma multiplexe, des hôtels de luxe et une plage surveillée le complètent, prolongés par une aire de parking sécurisée. L'initiative a entraîné une croissance des valeurs foncières sur ses pourtours.

54 Enfin, le dernier pilier de ce triangle doré se situe à l'extrémité sud, aux abords de la zone considérée comme la plus répulsive de Durban : le secteur du *Point*, dont on a déjà décrit la gentrification en cours. C'est là que fut construit en août 2002 *uShaka Marine World*, aujourd'hui le plus grand parc marin d'Afrique. Initié par la municipalité, il s'agit alors d'un projet d'une valeur totale de R735 millions (68 millions d'euros). La municipalité a créé une compagnie – le *Durban Marine Theme Park* – pour en faciliter la construction, incluant les institutions financières *Development Bank SA* et *CitiBank*, ainsi que la *South african association for marine biological research* (SAAMBR) pour en garantir la caution scientifique[18]. De ce fait, uShaka se situe à l'interface de l'activité ludique (autour des jeux aquatiques : *uShaka Wet'n Wild*), commerciale (sa galerie marchande : *uShaka Village Walk*), scientifique (son musée aquatique niché dans une épave de bateau : *uShaka Sea World*) et récréative (sa plage située dans son prolongement direct : *uShaka beach*). Avec ses 1,4 millions de visiteurs par an (Ingg, 2003) *uShaka* se place dans la rivalité avec le parc d'attraction de *Ratanga Junction* au Cap et celui de *Gold Reef City* à Johannesburg. Pour les autorités municipales, *uShaka* se doit surtout de demeurer étroitement lié au ICC, en ayant pour objectif d'incarner l'enclave ludique associée à tout séjour d'affaire dans la ville.

Figure 10 : La revitalisation progressive du front de mer d'eThekwini



55 Finalement, sur le terrain, en considérant l'ensemble des opérations de régénération du front de mer de Durban (le triangle doré initial, auxquels se sont ensuite agrégés les

éléments urbanistiques liés à la Coupe du monde et le *Point development*), les conséquences sur les acteurs locaux historiques et le profil de la clientèle apparaissent. Sur le vieux *Golden Mile* central, le cortège de commerçants informels s'établit à présent sous des abris en dur, au devant du mur d'hôtels. De même, des petits restaurants populaires (comme les *XL* et *101*) ont dû fermer leurs portes. Tout cela n'a pas manqué de faire dire aux durbanites que le nouveau front de mer est plus élitiste que par le passé. Quant aux SDF et aux enfants des rues qui avaient pris l'habitude d'errer dans ce secteur (une quarantaine pour les premiers et près de 200 pour les seconds selon le *Independant on Saturday* – Waterworth, 2012), la police municipale se fait ponctuellement agressive à leur encontre : en effet, ils disparaissent dès lors qu'une manifestation se tient au ICC : ils sont emmenés et relâchés en périphérie dans les quartiers d'Umlazi, de Sydenham ou de Verulam, quand ils ne sont pas enfermés dans la station de police *CR Swart* (Boomgaard, 2011). Aux yeux de la municipalité, sans doute estime-t-on que c'est aussi à ce prix que se forge la nouvelle image de la ville.

56 En somme, la promotion de la méga-cité d'eThekwini est une des fixations des acteurs locaux et elle vise à la fois le marché sud-africain et la clientèle internationale. Si le caractère maritime des différents projets (on pense spécifiquement à celui du *Point*) a été réinterprété (Vermeersch, 1998) et que l'eau reste bien l'un de leurs produits phares, c'est aussi l'effet vitrine du nouveau front de mer, à l'heure de la mondialisation, qui est mis en scène. Ce passage du local au global, ce désir de s'insérer dans le club des métropoles mondiales, peut amener à une certaine uniformisation de l'urbanisme et des fonctions représentées. La critique du « macwaterfront » de Durban n'est plus très loin, nonobstant quelques ingrédients locaux confinant à des touches d'indigènéité (étals d'artisanat africain, thème empruntant au roi zoulou Shaka). Mais, à l'instar de R. Rodrigues Malta (1996), on pourrait également évoquer le cosmopolitisme avéré des villes portuaires... Quant à la finalité de ces projets urbanistiques sur les clientèles touristiques et de loisirs, elle apparaît en filigrane : l'accent semble désormais se porter sur la classe supérieure locale (au sens de sud-africaine) en ce qui concerne le nouveau parc immobilier du *Point*. Pour ce qui est de la fréquentation du front de mer, c'est davantage une association de cette dernière, d'une classe domestique plus populaire et des touristes étrangers (en partie liés au secteur ponctuel des affaires, amené à prendre une place primordiale dans la ville) qui est recherchée. La requalification du secteur balnéaire d'eThekwini se comprend dans une vision d'ensemble, et non uniquement tournée vers les enjeux domestiques.

Conclusion

57 Le mouvement de patrimonialisation, soit le processus de revalorisation d'objets et de lieux désaffectés et d'acteurs longtemps marginalisés, a gagné aujourd'hui une grande partie des lieux touristiques de la planète. Comme l'avance V. Veschambre (2007), le patrimoine constitue en outre le support privilégié de construction de mémoires collectives. Derrière les oripeaux de la protection et de la valorisation matérielles, nos études de cas concernant la métropole littorale d'eThekwini font émerger deux couples de la mise en tourisme en milieu urbain sud-africain : la célébration culturelle et l'héritage (au sens peut-être plus adapté que patrimonialisation) en premier lieu ; la réhabilitation – voire la régénération – et la gentrification en second lieu. Dans les deux cas, l'image d'une ville arc-en-ciel triomphante, assumant et exorcisant son passé tout en

se projetant vers la modernité et l'avenir, est mise en représentation. La métropole d'eThekwini a ainsi vocation à devenir un site de mémoire et de désir (Murray, 2007). Géographiquement, on peut souligner que ce sont à chaque fois des espaces répulsifs, qu'ils soient anciens (townships et camps informels) ou plus récents (les *no go areas* postapartheid, telles certaines parties centrales et littorales), qui se retrouvent de la sorte raccrochés et réintégrés à l'économie urbaine, réarticulant de ce fait une ville sud-africaine hybride et découpée.

58 Les deux exemples étudiés semblent par ailleurs avoir pour originalité de répondre aux motivations de clientèles touristiques à la recherche d'altérité. Ils illustrent un effet de niche finalement caractéristique de la diversification touristique du leader sud-africain, en prise avec la globalisation économique. Alors que le segment du tourisme culturel s'ouvre aux espaces précaires et longtemps refoulés (en usant de l'utilisation mémorielle d'icones des aires en développement), la clientèle s'avère à ce moment plutôt étrangère et ultramarine. Inanda est alors assez représentatif de l'instrumentalisation de personnages archétypaux des aires en développement, d'un « Sud » pour le moins fantasmé. A l'inverse, les clientèles domestiques paraissent plutôt associées aux référents des prestations communément rattachées aux lieux du monde développé, du « Nord », que ce soit à travers l'habillage architectural comme dans l'éventail mondialisé des pratiques proposées sur le front de mer (parc d'attraction, galerie commerciale, casino)[19].

59 Mais le contexte métropolitain d'eThekwini, à un plan infra-local comme dans le champ du système touristique global, est finalement porteur d'enjeux plus variés. Un second niveau de lecture apparaît : d'un côté autour du rattrapage socio-économique et d'un discours local refaçonné, et d'un autre autour de la concurrence intermétropolitaine, du marketing urbain et de la notoriété internationale. La participation locale et le nouveau ferment identitaire d'une ville au passé mouvementé sont des aspects saillants, quoique peu apparents, du tour d'Inanda. De même, le front de mer d'eThekwini se veut dorénavant répondre aux sollicitations d'un secteur de prestige, en progression, qui est celui des affaires et des méga évènements (Cornelissen, 2005). Finalement, il est assez significatif que dans l'entreprise – le mythe sud-africain dira-t-on – de la réconciliation et de la reconstruction, le site d'Inanda semble plutôt avoir vocation à répondre au premier objectif et l'aménagement du front de mer au second. La ville d'eThekwini tente ainsi de combiner les deux volets proéminents de l'ambitieux discours, tout en veillant parallèlement à répondre à des stratégies à d'autres niveaux d'échelle. Le tourisme est bien cette activité polyforme, ce « fait social global » (Stock, 2003) qui se doit d'être analysé dans toutes ses composantes.

BIBLIOGRAPHIE

Allemand S., Dagorn R-E., Vilaça O., 2005, *La géographie contemporaine*, Le Cavalier Bleu, Paris.

Ashley C., Boyd C., Goodwin H., 2000, « Pro-poor tourism: Putting poverty at the heart of the tourism agenda », *Natural Resource Perspectives*, No.51, 1-12.

Ashworth, G.J., Graham, B., Tunbridge, J.E., 2007, *Pluralising pasts: heritage, identity and place in multicultural societies*, Pluto Press, London.

Bonillo J.-L., 1992, « L'espace aux limites. La nouvelle architecture de la ville portuaire », in Bonillo J.L., Donzel A., Fabre M., *Métropoles portuaires en Europe*, Marseille, Parenthèses, Coll. « Cahiers de la recherche architecturale », No.30-31, 203-212.

Boomgaard M., 2011, "Durban beggars 'disappearing", in *Independant Newspapers*, 23 octobre 2011.

Burnett K.A., 2001, « Heritage, Authenticity and History », in Drummond S., Yeoman I. (eds.), *Quality Issues in Heritage Visitor Attractions*, Butterworth Heinemann, London.

Butler S.R., 1999, « Townships Tours: packaging the new South Africa », *Southern Africa Report*, vol. 14, No.4, 24-30.

Chaline C. (dir.), 1994, *Ces ports qui créèrent des villes*, L'Harmattan, Paris.

Chaline C., 1999, *La régénération urbaine*, Presses Universitaires de France, Paris.

Cornelissen S., 2005, *The Global Tourism System: Governance, development and lessons from South Africa* , Ashgate Publishing, Ltd.

Creemers G., Wood, L. 1997, *The Economic Contribution of Tourism to the Province of KwaZulu Natal*, KwaZulu-Natal Tourism Authority, Interim Provincial Tourism Steering Committee, KwaZulu-Natal (South Africa), Pietermaritzburg.

DACT, 2008, *White Paper on the Development and Promotion of Tourism in KwaZulu-Natal*, Government of KwaZulu-Natal, Department of Arts, Culture and Tourism.

Department of Environmental Affairs and Tourism (DEAT), 2005, *Tourism Competitiveness Study*, South Africa Tourism.

Dewailly J-M., Flament E., 2000, *Le tourisme*, Sedes, Coll. « Campus Géographie », Paris.

DTI, 2004, *Conceptual Framework: Principles and Definitions of Broad-Based BEE*, Government of South Africa, Pretoria.

Durban Tourism Workshop, 2010, Strategic Projects Unit & 2010.

Elias N., Dunning E., 1994, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Fayard, Paris.

eThekwini Economic Review 2009, 2010, *Towards Upliftment and Sustainable Development*, Final report, 19 mars 2010, eThekwini Metropolitan Economic Development Department, Global Insight Southern Africa (Pty) Ltd.

Fainstein S., Glastone D., 2005, « Evaluation du tourisme urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, No.97, 127-135.

Folio F., 2007, « Construction géohistorique du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) », *EspacesTemps.net*, Url : http://espacestemps.net/document3191.html.

Folio F., 2010a, « Tourisme culturel au KwaZulu-Natal, Afrique du Sud : d'une réhabilitation historique à des produits touristiques controversés », in Jauze J-M., Combeau Y. (dir.), *Géographes et Historiens dans la compréhension et la gouvernance des espaces et sociétés de l'océan Indien*, Terres et sociétés indocéaniques, Université de La Réunion, 61-82.

Folio F., 2010b, « Les Township tours au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », *EchoGéo,* Url : http://echogeo.revues.org/12243.

Folio F., 2011, « Shaka et/contre Gandhi : les référents identitaires dans la politique touristique du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud », *22e Festival International de Géographie*, Saint-Dié-des-Vosges, 6-9 octobre.

Gravari-Barbas M., Veschambre V. (dir.), 2000, « Patrimoine et environnement : les territoires du conflit », vol. 185, No.47.

Glass R., 1964, « Introduction », in Centre for Urban Studies (dir.), *London, aspects of change*, Macgibbon & Kee, Londres, XII-XLI.

Goudie S.C., Khan F., Kilian D., 1999, « Transforming tourism: Black empowerment, heritage and identity beyond apartheid », *South African Geographical Journal*, vol. 81, No.1, 22-31.

Gravari-Barbas M., 1998, « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Norois*, No.178,123-127.

Hall S., 1997, *Representation, cultural representation and signifying practices*, London, Thousand Oaks, Calif.: Sage in association with the Open University.

Hall P., 1993, « Waterfronts: A New Urban Frontier », in Bruttomesso R. (ed), *Waterfronts: a new frontier for cities on water*, Città d'Acqua, Venice, 12-19.

Harvey D., 1990, *The Condition of Postmodernity*, Blackwell, Cambridge & Oxford.

Holliger J., 2005, *Quelles possibilités de développement afin de combler les fosses entre populations sud-africaines*, Mémoire pour le Diplôme de Gestionnaire en Tourisme, École Suisse de Tourisme de Sierre.

Houghton J., 2011, « Negotiating the Global and the Local: Evaluating Development Through Public–Private Partnerships in Durban, South Africa », *Urban Forum*, vol. 22, No.1, 75-93.

Houghton J., 2013, « Development in Context: An Exploration of How Leaders, Networks, Locally Embedded Capital, and Time-Space Contingencies Influence Durban's Public Private Partnerships and Their Urban Interventions », Paper Session: *Transformation in South Africa,* 4/12/2013 in Mediterranean, Biltmore.

Hughes H., 2007, « Rainbow, renaissance, tribes and Townships: Tourism and Heritage in South Africa since 1994 », in Buhlungu S, Daniel J, Southall R, Lutchman J (eds), *State of the nation: South Africa 2007*, HSRC, Cape Town, 266-288.

Ingg M., 2003, "uShaka to lure 1.4m visitors next year", in *Business Report*, 05 septembre 2003.

Lelyveld, J., 2011, *Great Soul: Mahatma Gandhi and His Struggle with India*, Knopf Publishing Group, New York.

Lévy J., Lussault M. (dir), 2006, *Dictionnaire de la Géographie*, Belin, Paris.

Maharaj B., 1996, « The Historical Development of the Apartheid Local State in South Africa: The Case of Durban », *International Journal of Urban and Regional Research*, No.20, 587-600.

Maharaj B., Pillay V., Sucheran R., 2008, « Durban – A subtropical coastal paradise? Tourism dynamics in a post-apartheid city », *Etudes caribéennes*, 9-10.

Marketing Mwanzi to South Africans, 2009, South African Tourism, Bojanala House, Chiselurlston.

Marschall S., 2010, « Articulating Culturel pluralism throught Public Art as Heritage in South Africa », *Visual Anthropology*, vol. 23, No.2, 77-97.

Masland T., Esther P., Mike C., 2002, « Turning History into tourism », *Newsweek*, vol. 140 No.16, 42-48.

Murray N., Shepherd N., Hall M., 2007, *Desire lines: space, memory and identity in the post-apartheid city*, Routledge, New York.

Naidu M., 2011, « Indigenous Cultural Bodies in Tourism: An Analysis of Local »Audience« Perception of Global Tourist Consumers », *Journal of Social Sciences*, vol. 26, No.1, 29-39.

Ndebele N., 1999, « Game lodges and leisure colonialists », in Judin H., Vladislavic I. (eds), *Blank Architecture, apartheid and after,* David Philip Publishers, Cape Town, 119-123.

Nondumiso M., 2011, "A look back at Sutcliffe's tenure", 2011, in *Daily News*, 29 décembre 2011.

Pali Lehohla Statistician-General,. 2010, *Tourism 2010 Statistics South Africa*, 2010, Report No. 03-51-02, published by STASA,.

Poon A., 1993. *Tourism, technology and competitive strategies*, CAB. Wallingford, Oxford.

Rassool C., 2000, « The Rise of Heritage and Reconstitution of History in South Africa », *Kronos: Journal of Cape History*, vol. 26, 1-21.

Ramchander P., 2004. *Towards the Responsible Management of the socio-cultural impact of Township tourism*, Phd in Tourism Management, Faculty of Economic and Management Sciences, Department of Tourism Management, University of Pretoria.

Rodrigues Malta R., 1996, *La ville et le port. Le réaménagement des espaces portuaires délaissés*, Thèse de doctorat, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII.

Rogerson CM., Visser G. (eds), 2004, *Tourism and Development Issues in Contemporary South Africa*, Africa Institute of South Africa, Pretoria.

Sassen S., 2001, *The global city: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press (2d ed), Princeton.

Smith N., 2003, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la régénération urbaine comme stratégie urbaine globale », in Bidou-Zachariasen C. (dir.), *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, p. 45-72.

Sol M.P., 2004, « La patrimonialisation comme (re)mise en tourisme. De quelques modalités dans les 'Pyrénées catalanes'« , *Journées 2004 de la Commission de Géographie du Tourisme du CNFG*, Saumur, 17-19 mai.

Staszak J-F., 2008, *Qu'est-ce que l'exotisme*, Le Globe, Revue genevoise de géographie, Tome 148, 7-30.

Stock M. (dir.), 2003, *Tourismes. Acteurs, lieux, enjeux*, Belin, Paris.

Tomaselli K. G., 2001, « The semiotics of anthropological authenticity: how cultures change to fit their media image », *Journal of Natal and Zulu History*, vol. 19, 63-73.

Tourism KwaZulu-Natal, 2010, *Statistics of our tourism sector*.,Tourism KwaZulu-Natal, Durban.

Urry J., 2007, *Mobilities*, Polity Press, Cambridge.

Vaughan A., 1999, *Inanda Tourism Development Business Plan*, McIntosh Xaba and Associates, Durban, Afrique du Sud.

Vermeersch L., 1998, *La ville américaine et ses paysages portuaires, entre fonction et symbole*, Paris, l'Harmattan, col. Géographie et cultures.

Vermeulin S., 2006, *Centralités métropolitaines et disparités socio-spatiales. Le cas de Durban (Afrique du Sud)*, Thèse de doctorat, Université Paris X.

Veschambre V., 2007, « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace », *Les cafés géographiques*, Vox geographi, Url : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1180.

Waterworth T., 2012, "Fight for the children of the night", In *Independant on Saturday*, 28 janvier 2012.

NOTES

1. Avec 10,5 % du total national, le KwaZulu-Natal se situe au troisième rang national en nombre de nuitées des visiteurs étrangers, derrière le Gauteng (37,7 %) et le Western Cape (25,2 %). Les touristes internationaux viennent principalement du Swaziland (30 % du total), du Lesotho (15 %), de Grande-Bretagne (8,6 %), du Zimbabwe (8 %) et des Etats-Unis (3,8 %). En matière de tourisme interne ou domestique, la province abrite 29 % du total des séjours des Nationaux, devançant le Gauteng, l'Eastern Cape et le Western Cape.
2. Si en Afrique du Sud les vacances sont l'apanage du marché ultramarin (pour plus de 50 % des Américains et Européens contre 12 % des continentaux), du côté des Africains ce sont les achats (à 33 %) et la motivation affinitaire (à 27 %) qui l'emportent. L'Afrique du Sud, phare du continent, attire ses ressortissants par ses grandes villes et sa gamme inégalée de commerces et de services.
3. Soit les cinq grands animaux de la brousse, réputés être les plus dangereux à chasser sous la période coloniale, aujourd'hui arguments de vente des parcs et réserves naturels : lion, buffle, rhinocéros, léopard et éléphant.
4. Entretien avec M. Tifflin, (*Tourism KZN*) tenu en juin 2009.
5. Soit l'ensemble des lieux et des événements qui sont objet du tourisme (Dewailly, Flament, 2000).
6. Pris ici dans le sens de « groupes » tantôt raciaux (les Indiens aux côtés des Noirs, Blancs et Métis, appellations héritées de l'apartheid), tantôt ethniques (Les Zoulous étant une ethnie Nguni de la famille linguistique bantoue). Pour rappel, l'apartheid a officialisé des groupes raciaux afin d'assurer la suprématie des populations blanches. Les quatre catégories susnommées restent utilisées aujourd'hui (notamment dans les statistiques sud-africaines) et il est légitime pour un chercheur de continuer à les utiliser, bien qu'il reste tout aussi indispensable de marquer une certaine distance avec la discrimination sous-jacente à l'origine des termes.
7. Entretiens avec les prestataires privés que sont *Meluleki Tours* (M. Mgobhozi) et *Sobantu Tour* (M. Mthembu).
8. Pris ici dans le sens d'un ensemble de services fournis au client, ces prestations proposant généralement le transport et la visite, parfois même le déjeuner.
9. Cela marque une différence d'attitude entre les deux personnages, interpellant d'autant plus que Mandela a reçu le prix Nobel de la paix en 1994, alors que Gandhi, maintes fois nominé, ne l'a jamais obtenu.
10. D'une capacité de 62 760 places, le stade a vocation à être étendu à 85 000 places. Durban a en effet en ligne de mire les dates de 2020 et 2024 en vue de l'organisation des Jeux olympiques et des Jeux du Commonwealth.
11. Ou politique d'entreprenariat sud-africaine (sous l'impulsion de l'ex-président Thabo Mbeki), passant par le transfert d'une partie des actifs des entreprises privées à des Noirs (DTI, 2004). L'expression BEE renvoie donc au dispositif visant à opter pour une stratégie fondée sur l'avènement d'une classe capitalistique africaine.

12. Que J. Lévy propose de définir par la conjonction de deux facteurs : densité et diversité des fonctions (Lévy, Lussault, 2006). Les villes européennes y occupent, dans l'ensemble mondial, le haut du tableau.

13. Les périodes du nouvel an (notamment 1992 ou 1995) sont l'occasion, à l'aide de photographie aérienne, de dépeindre une plage bondée (100 000 personnes présentes), présentant selon les *Mercury* et *Daily News* des mœurs peu avenants : chahut, danse, alcoolisme, cuisine sur la plage, déchets épars...

14. Malgré une politique de discrimination positive qui a été entérinée (*affirmative action*), la ségrégation raciale historique a laissé place à une stratification socio-spatiale, en partie héritée tout en se complexifiant : de nouvelles classes moyennes et aisées noires sont apparues. Pourtant, si l'extrême pauvreté a diminué, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres continué de grandir.

15. Cela a été particulièrement sensible lors des évènements xénophobes de 2008, où la recherche de boucs émissaires a pu concerner des populations africaines immigrées.

16. Sans aller jusqu'à épouser des thèses extraites de la biographie polémique de J. Lelyveld (Great Soul, 2011), on peut avancer, sur la base de ses propres écrits, que Gandhi défendait avant tout les droits de sa communauté. Il est toutefois avéré que son combat a pu impulser une dynamique : Gandhi disait lui même que chacun des Sud-Africains devait mener « sa » lutte pour s'approprier ses droits.

17. D'une valeur de R280 millions et rebaptisé *Inkosi Albert Luthuli convention centre*, il avait déjà généré plus de R5,5 milliards de revenu en 2007 (plus de 500 millions d'euros), selon le *Premier* Sbu Ndebele.

18. Toutefois, c'est la compagnie *uShaka Island Management* (Pty) Ltd (UISM), une société en participation comprenant entre autres la compagnie locale *iSundun Leisure* (Pty) et le consultant américain de l'industrie du tourisme et des loisirs *ProFun Group Inc*., qui a contracté la gestion du parc pour dix ans.

19. On peut toutefois émettre des nuances à ce constat. Les pratiques des touristes ne sont jamais des réalités absolues. Il convient davantage de souligner une multiplicité de pratiques chez chacun et évaluer en l'état leur ordre d'importance ou leur intensité, dans le cadre d'un séjour quelconque. Dès lors, il est préférable de parler de « pratiques d'appel » et de « pratiques secondaires ». Au final, c'est bien un combiné ou un bouquet de pratiques que s'offre communément le touriste. En l'espèce, la fréquentation d'Inanda n'est pas uniforme, de la même manière qu'il est fréquent de trouver des visiteurs étrangers musarder sur le front d'eau de Durban.

RÉSUMÉS

Le KwaZulu-Natal se situe à la confluence des flux touristiques domestiques et étrangers en Afrique du Sud. En 2009, la province a accueilli 1,21 million de visiteurs étrangers et 8,8 millions de séjours touristiques internes. En son sein, le lieu le plus prisé est la cité littorale d'eThekwini, plus connue sous le nom de Durban. Troisième ville du pays, eThekwini est une métropole pluriethnique jouant un rôle clé dans l'économie sud-africaine, par son parc industrialo-portuaire, son activité d'affaire et son secteur du tourisme balnéaire. Depuis quelques années, la municipalité développe des attractions touristiques qui relèvent clairement d'une logique de patrimonialisation. Des lieux et/ou des hommes – et leur histoire – sont réhabilités et mis en

scène, en phase avec un idéal national. Dans le contexte sud-africain, cette tendance va au-delà de la préservation de sites matériels, et des enjeux à la fois économiques et politiques apparaissent et s'entremêlent. Nos études de cas portant sur la *Inanda Heritage Route* et la revitalisation du front de mer d'eThekwini illustrent cette réalité, où différents publics ou clientèles semblent interpellés. Entre la nécessité de s'imposer sur la scène mondiale d'une part, les défis du développement et de la réconciliation locale d'autre part, la ville tente de trouver sa voie.

The KwaZulu-Natal province is situated at the confluence of the domestic and foreign tourist markets in South Africa. In 2009, the province welcomed 1,21 million foreign visitors, as well as 8,8 million internal tourist stays. The most visited place is the costal city of eThekwini, which is well-known as former Durban, the third city of the country. eThekwini is a multi-ethnic metropolitan area that is playing a key-role in the South African economy, in relation to its industrial port activity, its business sector and the seaside tourism branch. Since the last few years, the eThekwini municipality aims at promoting specific segments, which are clearly foresee in a heritage trend. Sites and/or men of importance - and their history - are rehabilitated and staged, in line with a national ideal. In the South African context, this trend goes beyond the mere preservation of physical sites. Both strong economic as well as political issues have to be considered. Our case studies on both the *Inanda Heritage Route* and the revitalization of the waterfront of eThekwini would illustrate this reality, answering different visitor's expectations. Between the aim to act as a global city and the local development and reconciliation challenges, the eThekwini municipality tries to find its way.

INDEX

Keywords : KwaZulu-Natal, eThekwini, tourism practice, tourist client, cultural celebration, heritage, regeneration, revitalization
Mots-clés : pratique touristique, clientèle, célébration culturelle, patrimoine, réhabilitation, revitalisation

AUTEUR

FABRICE FOLIO

Département de géographie, CREGUR-OIES,
Université de La Réunion,
fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr

UNIVERSITE DE LA REUNION
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Sous la direction de Fabrice FOLIO
& Serge BOUCHET

Océan Indien : enjeux patrimoniaux et touristiques

Actes du Grand Séminaire de l'océan Indien 2014-10-11

UNITE DE RECHERCHES
OCEAN INDIEN / ESPACES ET SOCIETES

Publication numéro 4 dans la collection
« Terres et sociétés indocéaniques »
dirigée par Y. Combeau et J-M. Jauze

INTRODUCTION

Fabrice FOLIO[1] & Serge BOUCHET[2]

[1] Maître de Conférences en Géographie, CREGUR-OIES
[2] PRAG en Histoire, CRESOI-OIES

Le Grand Séminaire (GS) de l'océan Indien est une manifestation organisée tous les deux ans par les Historiens et les Géographes de l'Université de La Réunion, réunis au sein de l'unité de recherche OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés) de l'UFR Lettres et Sciences Humaines (LSH).

L'édition 2014 du GS, intitulée « Océan Indien : enjeux patrimoniaux et touristiques », s'est donnée pour objectif d'analyser les développements harmonieux, mais aussi les tensions et conflits induits par la volonté de préservation et la mise en place d'une valorisation touristique patrimoniale dans la zone indiaocéanique (îles et Etats bordiers).

Il convient préalablement de préciser cette approche thématique et de (re)dresser un état des lieux des différentes notions abordées.

Un renouvellement des notions pour une approche critique

Le champ d'examen du patrimoine a été renouvelé d'un point de vue typologique, chronologique et spatial, en relation avec les évolutions sociales et sociétales contemporaines (Gravari-Barbas, Veschambre, 2003). S'il fait vivre des territoires (Gauchet, Michelin, Grandclaudon et al, 1996), le processus en cours de patrimonialisation fait aussi craindre à certains auteurs le risque de transformation du monde en sanctuaire, qu'illustrent parfaitement des expressions telles que le « complexe de Noé » (Choay, 1992), « l'inflation patrimoniale » (Andrieux, 1997) ou encore la « gentrification de patrimoine » (Claval, 2003), dès lors que l'on considérerait en plus qu'il ne serait au service que de quelques-uns.

Pour sa part, le développement pluriforme du tourisme en fait un phénomène complexe et transversal, « fondé à s'intéresser à toutes les époques, à tous les lieux, à toutes les cultures » (Dewailly, 2006). Il affecte aujourd'hui – même si inégalement – l'ensemble des peuples et des sociétés. Les places respectives de l'environnement, de l'événementiel et de la patrimonialisation y sont en expansion (Urbain, 2011). Le souhait de singularisation des destinations s'exprime, entre autres, par les entreprises de requalification des traces du passé. Il en va d'enjeux à la fois économiques, politiques, identitaires, mais aussi de développement notamment local.

La dialectique tourisme/patrimoine n'est, dans ce contexte, plus à démontrer. Leurs

interrelations, pour multiformes qu'elles puissent être, font désormais consensus entre les chercheurs (Morisset, Dormaels, 2011). Pour O. Lazzarotti (2000), patrimoine et tourisme procèdent tous deux d'un semblable système de valeurs, dont la diffusion est conforme à un seul et même mouvement de mise en ordre du monde. Un des questionnements actuels s'interroge sur le fait que le tourisme serait l'activité qui semble la plus apte à introduire le patrimoine dans la sphère marchande (Knafou, 2012, Prigent, 2011). Pour autant, le risque existe que la (re)valorisation touristique ne conduise à une perte d'authenticité voire à un sentiment de dépossession.

L'exploitation touristique du patrimoine se caractérise-t-elle par une valorisation d'espaces et de moments du passé ou au contraire par une instrumentalisation de faits historiques et une mutation de lieux chargés d'histoire en « espace jeu » ou en « espace musée » ?

Mettant nos pas dans une démarche ouverte et critique, notre souhait est ici d'examiner un terrain d'étude original, la zone océan Indien et ses différents « cercles » (La Réunion où s'est tenue la manifestation scientifique, les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien, le « Grand » océan Indien…). L'analyse d'un espace aussi riche et contrasté, autour d'un champ problématique complexe et sensible, tient de la gageure et nous assumons les manques inhérents au contenu restitutif ici rassemblé : si nous avons tenté de disposer du panorama régional le plus large possible, cette zone indiaocéanique ne demeure malheureusement abordée que par facettes et notre problématique traitée de manière non exhaustive. Le tout, l'espère-t-on tout de même, amène des éclairages nouveaux et ouvre quelques pistes de réflexion, par le jeu des échelles, non dénuées d'intérêt.

L'entreprise consistant à cerner l'articulation patrimoine/tourisme dans ses dimensions spatiales, sociales et politiques, est somme toute révélatrice de l'état actuel des sociétés indiaocéaniques et de ses recompositions territoriales (Gravari-Barbas, Guichard-Anguis, 2003). Si nous nous proposons d'évaluer ces postulats au sein de cette aire c'est qu'il s'agit d'un territoire à bien des égards disparate (tant sur les plans paysagers, statutaires que socio-économiques…). Toutefois, il recèle un passé riche et interconnecté par les multiples vagues migratoires. Ce faisant, il abrite un patrimoine notable (pas toujours assumé ou mis en valeur, voire tombé dans l'oubli). Surtout, la mise en tourisme y revêt un enjeu récent, même si elle est loin d'être achevée[3], comme en témoignent les initiatives de coopération régionale,

[3] A titre d'exemple, pour les seules îles de l'océan Indien, l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) considère qu'elles ne représentent que 7% des entrées touristiques internationales en 2013, partagées entre les

quoique parfois dénuées de véritable synergie, de type « îles Vanille ».

D'une réflexion récente sur le tourisme et le patrimoine : convier la géopolitique ?

La manifestation du « Grand séminaire de l'océan Indien », dont le présent ouvrage en est la restitution écrite, a privilégié une entrée en termes de représentations et d'environnement, où affleure la question complexe des enjeux, des défis et des (inter)relations entre acteurs. Pour ce faire, nous nous sommes placés à l'interface des disciplines Histoire et Géographie autour d'un paradigme géopolitique assumé.

Il s'agit d'un choix d'ordre disciplinaire : l'approche problématisée, qui s'articule autour des jeux d'acteurs, des rapports de force, voire de domination et de « captation » territoriale et idéelle, va en effet au-delà d'une seule approche historique archéologique ou d'une géographie sociale et/ou culturelle, fût-elle renouvelée. Le cadre géopolitique multiscalaire nous paraît le plus pertinent, car il tend à corréler temps et espace dans le but de décortiquer la mise en tourisme du matériau patrimonial en tant que construit social et éventuel instrument de pouvoir. Ce faisant, nous croisons l'approche d'O. Lazzarotti (2011) sur l'interpénétration des champs tourisme et patrimoine à la démarche critique de P. Melè (2005) sur le patrimoine en qualité d'enjeu territorial, cadre d'expression des acteurs et des conflits d'usage, le tout sur un terrain protéiforme où les études croisées font, selon nous, encore défaut.

En somme, l'analyse des représentations des usagers, de leur appropriation du patrimoine, mais aussi des litiges suscités par des intérêts divergents fait ressortir la complexité des enjeux sous-tendus par la question patrimoine et tourisme. Les ambigüités et les difficultés de la mise en tourisme supposent une nécessaire médiation entre les acteurs de toutes sortes, à différents niveaux d'échelles. L'ensemble peut ouvrir la voie à une valorisation acceptée et partagée, qui trouve ses accomplissements dans une approche systémique.

Cette articulation a représenté notre postulat de départ. Il a incarné le fil directeur se trouvant aux fondements de nos réflexions, de nos échanges, de nos débats.

Une démarche volontiers structurée et systémique

Afin de répondre à nos interrogations, nous avons tenté de proposer une démarche qui

---

entités approchant ou excédant le million de visiteurs (Maldives, Maurice…), et celles ne dépassant pas, ou alors que de très peu, les 50 000 visiteurs/an (Mayotte, Les Comores…).

s'organise autour de quelques mots clés, lesquels se déclinent en autant de chapitres dans le présent ouvrage. Trois idées de départ ont été dégagées permettant de parcourir chacun des champs retenus :

1. **Pratiques et représentations** : le patrimoine est d'abord appréhendé en qualité de matériau approprié, mais demeurant un potentiel timidement ou insuffisamment mis en valeur avec toutefois une prise de conscience avérée ; si un certain nombre d'acteurs sont à l'œuvre pour le vivifier, cela n'en fait pas toujours pour autant (du moins pour l'heure), un véritable enjeu pour le développement touristique, mais il tend à le devenir.

D'entrée de jeu, les contributions soulignent la nécessité de retrouver son passé. Le retrouver, non dans un souci de « devoir de mémoire », mais suivant une démarche historique et culturelle, comme par la réalisation de stèles dédiées à l'esclavage et à l'engagisme. Durant le séminaire, nous en avons vu la mise en œuvre en Chine, rappelée dans le film « Sur la route des engagés chinois de l'océan Indien » du cinéaste William Cally, produit par feu Sudel Fuma, Professeur en Histoire et par l'association Historun. La projection du documentaire fut un moment émouvant. Un autre exemple a été donné au travers de la patrimonialisation de Lacaussade, pour reprendre les termes de Prosper Eve, Professeur en Histoire, lorsque le nom du poète fut donné à un amphithéâtre de la Faculté des Lettres de l'Université de La Réunion. Nous avons là un exemple de l'importance des représentations et déjà une esquisse des tensions dans le cadre d'un héritage longtemps minoré. Rappelons certains propos des intervenants, « ce qui fait un pays, c'est aussi son patrimoine immatériel » : ces mots nous placent au cœur des pratiques et insistent sur l'exigence d'une prise de conscience de ce matériau. La nécessité de l'action politique a aussi été affirmée pour œuvrer à la reconnaissance du patrimoine, afin de conforter et d'orienter les représentations. Les textes de Fatima Boyer, présidente du Collectif du patrimoine des Comores et de Ernest Ratsimbazafy, Maître de Conférences à l'Université d'Antananarivo, étayent la nécessité d'une prise de conscience des édiles et de la société civile afin de valoriser des richesses enfouies (que peuvent être des édifices multiséculaires comme une pratique culturelle et sportive « transcendante »), en tant que potentiel de développement et creuset identitaire. Enfin la contribution de Michèle Adolphe, doctorante au CREGUR – OIES, entend sensibiliser sur une certaine normalité des espaces vécus du quotidien en qualité de réservoir de patrimoine, via le concept original de Trame Verte et Bleue. Emanant d'une logique *top-down*, son

appropriation par la base ne demeure qu'à ses balbutiements. Dans le même esprit, la présentation orale de Joël Ninon, Maître de conférences en Géographie, a pu exposer l'idée que « la ville se projette dans l'espace rural » : les espaces périurbains réunionnais ne sont pas des destinations touristiques, mais des espaces stratégiques pour capter les touristes. Les lieux agrégés par l'urbanisation mettent en valeur les éléments du patrimoine auparavant isolés. Le périurbain serait ainsi un maillon déterminant de l'essor touristique en un va-et-vient porteur de sens : la ville s'enrichit de ces lieux qu'elle intègre, ces espaces gagnent en visibilité et en dynamisme lorsqu'ils sont inclus dans la trame urbaine.

2. **Enjeux, ententes, tensions et conflits** : la valorisation patrimoniale à finalité touristique est perçue en tant qu'élément de singularisation (idéelle et spatiale) des lieux et faits, ainsi qu'objet possible de concurrence pouvant déboucher sur des tensions/conflits ; elle est par ailleurs source potentielle d'instrumentalisation et plus simplement un marqueur de la difficulté de faire travailler en commun des acteurs de sensibilité diverse.

Ce second axe rassemble les textes qui traitent des questions d'instrumentalisation, de velléités concurrentielles et de possibles dissensions. Evelyne Combeau-Mari, Professeur en Histoire et Etienne Vincent, doctorant à l'OIES, ouvrent les débats avec une lecture critique du concept récent « d'îles Vanille » : derrière le vernis du discours de la coopération régionale à finalité touristique, il existe des destinations très inégales dont certaines jouent sur plusieurs tableaux, là où d'autres peinent à s'imposer du fait de contraintes structurelles fortes. Les auteurs proposent une alternative de développement touristique et patrimoniale, plus aisée selon eux à mettre en œuvre, organisée autour d'un couple Réunion-Mayotte aux liens déjà existants, ce qui ne manque pas de faire réagir. La difficulté de la mise en tourisme des îles illustre la complexité d'initier des partenariats entre des îles concurrentes aux statuts différents. Ainsi que l'a résumé Wilfrid Bertile, « le tourisme est un révélateur de toutes les tensions ». Il est également démontré, par des exemples précis, notamment au Sri Lanka sous la plume de Vilasnee Tampoe-Hautin, Maître de conférences d'anglais, comment il peut y avoir instrumentalisation, comment les événements, en particulier les guerres, peuvent conduire une population à devenir étrangère à son propre territoire… La culture peut par ailleurs être placée au deuxième plan pour des raisons politiques, dans le cadre d'une vision électoraliste qui privilégierait « la fête éphémère et cyclique, plutôt que le musée ». La dimension communautaire exaltée dans les festivités semble ainsi dénoter une visée politique,

comme l'affirme Emmanuel Richon, conservateur au *Blue Penny Museum* à Port-Louis (Maurice). Enfin la doctorante Aurélie Tossem (CREGUR – OIES) clôt ce chapitre avec la nécessité d'une véritable gouvernance dans la valorisation patrimoniale à visée touristique. Celle-ci s'accommode encore mal, pour l'heure, du millefeuille administratif dès lors qu'il s'agit de gérer un espace géographique aussi hautement symbolique que peuvent être les cirques de La Réunion. Son propos fait ainsi transition avec l'axe suivant.

3. **Médiation et pédagogie** : la mise tourisme du patrimoine est finalement associée à un processus nécessaire – en cours bien qu'imparfaitement – de médiation, de pédagogie et d'élaboration de réseau, avec à terme l'objectif de tendre vers un véritable « système » d'acteurs qui ne soit pas que théorique. La place du maillage local y est prédominante de même que la prise en compte de l'intérêt des partenariats publics/privés.

Préserver, protéger, étudier, valoriser, mesurer, interpréter, aménager, mais également distinguer par la marque, sont les maîtres mots d'une mise en valeur maîtrisée du patrimoine, comme s'essaye à le faire le Parc national de La Réunion avec sa nouvelle charte. C'est ici l'objet de la contribution de Emmanuel Braun, Directeur adjoint du Parc et de Franck Lustenberger, Chef du Service d'appui à l'aménagement et au développement durable du territoire (SAADD). Cette valorisation se doit de conserver l'esprit des lieux. L'aménagement des territoires peut passer par un transfert d'un bien privé au domaine public afin de promouvoir le patrimoine ou des paysages. Le texte de Catherine Latreille du Conservatoire National du littoral est éclairant à ce sujet sur les initiatives, parfois en butte aux réalités du terrain local, menées à La Réunion et à Mayotte. De façon très prosaïque, le patrimoine peut également être présenté comme un produit. L'importance économique de la valorisation est soulignée à travers le texte sur le *whale watching* de Frédéric Sandron, chercheur IRD à La Réunion et de Frédéric Gannon, Maître de conférences à l'Université du Havre. Leur propos est une mise en évidence de l'importance de l'écotourisme : cette observation des baleines, autrefois l'apanage de quelques rares privilégiés, s'ouvre à un nombre grandissant d'individus. Allier tourisme naturel et sauvage et engagements mercantiles illustre toute la complexité de l'association entre tourisme marchand et respect d'un patrimoine. Le développement de cette niche se fera-t-il via une mobilisation locale des acteurs comme à Madagascar ou via un projet plus vaste, indiaocénaique, de « Route des Baleines » ? La valorisation commune peut enfin s'opérer par le biais de parcours urbains qui déterminent une

sélection de lieux élevés au rang de monuments, préservés et mis en valeur, ce qui participe à la construction identitaire. Il est ainsi insisté sur le repositionnement culturel opéré par les Seychelles à travers ses « chemins de patrimoine » ici présentés par Olivier Naria (Docteur en géographie à l'Université de La Réunion), David Khatile (Docteur en anthropologie à l'Université des Antilles-Guyane) et Kenneth Sherwin (Docteur en médecine et Ambassadeur du tourisme des Seychelles). Ces parcours mettent dans la boucle les acteurs institutionnels, à différentes échelles de responsabilité, mais aussi les acteurs privés, pour une reconstruction assez éloignée du cliché touristique attaché à ces îles.

En définitive, cet ouvrage restitutif entend se concentrer sur les enjeux de la valorisation touristique du patrimoine et des logiques inhérentes d'aménagement « des » territoires. Il ne prétend pas couvrir l'ensemble des champs et la gamme des nuances, mais vise à mettre en exergue certains d'entre eux qui nous paraissent importants et représentatifs. Son objectif est d'accorder une place aux choix et aux comportements des acteurs, lesquels évoluent dans le temps et peuvent différer sur l'espace.

Temporalité, spatialité et enjeu du couple tourisme/patrimoine sont de nos jours au cœur des débats. La mise aux normes des héritages et des lieux ayant vocation à accueillir des visiteurs, tout en respectant le caractère historique ou l'aspect originel d'un paysage naturel, est une réalité sur laquelle peut buter une démarche de valorisation par le tourisme. Il convient de jeter un regard critique sur la manière d'aménager un espace et/ou d'entretenir la flamme d'un ou de plusieurs faits historiques en vue d'une exploitation touristique, et ce sans transformer l'objet patrimonial en parc d'attraction ou en enclave élitiste.

PATRIMOINE ET RÉCIT NATIONAL AU MOZAMBIQUE : LE CAS DE MAPUTO

Fabrice FOLIO
Maître de Conférences en Géographie
CREGUR – OIES
Université de La Réunion

Résumé : Alors qu'il se doit d'offrir une image de confiance retrouvée, en phase avec le discours national de « nouvel eldorado africain », le Mozambique doit composer avec une histoire passée (colonisation portugaise, guerre civile) et contemporaine (tensions politiques récurrentes) tumultueuse. La mise en valeur patrimoniale, vectrice d'identité nationale, est dès lors une réalité et un enjeu dans le pays, en particulier dans la capitale Maputo. Les acteurs au pouvoir et les opérateurs patrimoniaux (privés comme publics) tentent de mettre en place un récit historique fédérateur. Au regard de la période coloniale, de la lutte révolutionnaire et de l'identité postindépendance, cette valorisation patrimoniale joue la carte d'un certain pragmatisme, sous couvert d'unité nationale et d'effet-vitrine recherchés.

Mots-clés : Mozambique, Maputo, Patrimoine, Colonisation, Indépendance, Identité, Récit, Territoire.

Abstract: *Mozambique has to deal with a tumultuous past history (Portuguese colonization, civil war) as well as an instable contemporary agenda (recurrent political tensions). Yet, the country manages to offer a new image of confidence and stability, in line with the national discourse of "new African Eldorado".*
Heritage development could be a vector of national identity. Therefore, it has locally become a reality and an issue, especially in the Maputo capital city. Different kind of stakeholders (public officials, private sectors…), in line with the heritage and tourism sectors, try to set up a unifying historical narrative.
With regard to the colonial period, the revolutionary struggle and the postindependence identity, this patrimonial valorization endorses a sense of pragmatism, under the guise of national unity and showcase effect.

Keywords: *Mozambique, Maputo, Heritage, Colonization, Independence, Identity, Narrative, Territory*.

INTRODUCTION

Le Mozambique, Etat pauvre et longtemps instable, s'attache aujourd'hui à délivrer une image attractive. Fort de ses richesses minières, le pays s'ouvre depuis peu aux investisseurs extérieurs, attire diplomates et coopérants et s'efforce d'offrir une vision positive, celle d'un Etat stable et dynamique (Almeida-Santos & all, 2014).

A ce titre, la mise en valeur patrimoniale, vectrice d'identité nationale, y est devenu un enjeu politique, en particulier dans la capitale Maputo. Alors que le pays souhaite dégager une impression de confiance retrouvée, en phase avec le discours de « nouvel eldorado africain », il lui faut composer avec une histoire passée – colonisation portugaise, guerre civile aux tensions persistantes… – pour le moins tumultueuse.

Notre objectif en cet article est de décortiquer les enjeux de patrimoine au sein de la première ville du pays, en lien avec ses ressorts historique, politique mais aussi identitaire. Notre point de départ a consisté à cerner l'importance et le rôle du matériau patrimonial au Mozambique. Ce choix se justifiait par le fait que nous nous situons au sein d'une zone – l'Afrique australe –, où les enjeux relatifs à la patrimonialisation, notamment touristique, sont de plus en plus affirmés. Il a été rapidement constaté que, à défaut pour l'heure d'un investissement clair dans le domaine du tourisme, le processus de patrimonialisation, lié davantage à un effet-vitrine national et à une identité en (re)construction, méritait une attention spécifique. Cela, en lien avec la mise en place d'une narration historique postcoloniale, que s'emploient à mettre en place les acteurs au pouvoir. La seconde phase du travail a par conséquent consisté à inventorier sur place, puis à dégager, la signification profonde des objets historiques patrimonialisés (monuments, places et musées) ou au contraire refoulés et marginalisés.

En quoi le patrimoine historique de Maputo est-il mobilisé pour ériger un récit national ? Comment et où s'effectue cette patrimonialisation et quels sont les objets ou lieux au mieux laissés de côté ? Au regard de la période coloniale, de la lutte révolutionnaire et enfin de l'identité postindépendance, en quoi peut-on dire que la valorisation patrimoniale confine ici à un pragmatisme sous couvert d'unité ?

I) CONSTRUCTION ET VALORISATION PATRIMONIALE EN AFRIQUE ET AU MOZAMBIQUE

A. Rappel des enjeux patrimoniaux contemporains

En préambule, il convient de resituer les grands enjeux du processus de mise en valeur du patrimoine ou « patrimonialisation ». Le patrimoine est une notion intensément polysémique. A toutes fins utiles, rappelons que par branches du patrimoine (Desurvire, 1996), il faut considérer : le patrimoine culturel (protégé et de proximité) ; le patrimoine naturel ; le patrimoine vivant ; et enfin le patrimoine immatériel. Dans l'étude nous concernant, nous nous pencherons particulièrement sur celui tangible et culturel présent dans la première ville du Mozambique : Maputo.

Tout au long du XX^{e} siècle, le domaine du patrimoine s'est considérablement élargi. Comme l'indique S. Cachat (2014), la notion d'exemplarité et de témoignage a sans doute aujourd'hui pris le pas sur le critère de la dimension esthétique. Le champ d'examen du patrimoine a été renouvelé d'un point de vue typologique, chronologique

et spatial, en relation avec les évolutions sociales et sociétales contemporaines (Gravari-Barbas, Veschambre, 2003). Face aux transformations rapides du monde, à l'urbanisation accélérée et à la prétendue uniformisation des cultures et des modes de vie, nombre de matériaux renvoyant à un moment d'histoire, à de la rareté, à des critères artistiques (d'obédience subjective) et enfin apparaissant comme menacés – réellement ou potentiellement – font ainsi l'objet de velléités de classement, de protection et de labellisation. De sorte qu'une tendance à la patrimonialisation globale (voire excessive) se manifesterait, car tout serait devenu « patrimonialisable ».

S'il fait vivre des territoires (Gauchet, Michelin, Grandclaudon et al, 1996), le processus de patrimonialisation fait craindre le risque de conversion du monde en sanctuaire, qu'illustrent parfaitement les expressions du « complexe de Noé » (Choay, 1992), « d'inflation patrimoniale » (Andrieux, 1997), ou encore de « gentrification de patrimoine » (Claval, 2003), dès lors que l'on considèrerait en plus qu'il détiendrait un caractère exclusif. Le champ patrimonial ne « cannibaliserait-il » pas progressivement l'ensemble de notre environnement (Fayolle-Lussac, 2004), au risque de mettre peu à peu le monde « sous cloche » ? Pour H. P. Jeudy (2001), la « machinerie patrimoniale » se serait enrayée ; à la transmission aux générations futures, plusieurs autres enjeux ont succédé. Quelle en est précisément la nature ? Plusieurs champs interconnectés entrent en ligne de compte (Lazzarotti, 2011). Ces motivations ou ressorts opèrent de surcroît à plusieurs échelles (Folio, 2014). On compte ainsi :

- Ceux liés aux motifs culturels et historiques (sur un plan scientifique) ;
- Ceux associés aux enjeux socio-économiques (les intérêts du développement local et de la création d'emplois directs, indirects voire induits) et économiques (l'essor du tourisme et des loisirs plus généralement) ;
- Ceux liés à la question identitaire (les façonnements/affirmations d'identités à l'heure de la pensée globale, face à l'uniformisation des modes de vie…) ;
- Ceux enfin associés aux considérations politiques mais aussi territoriales (la création d'image de territoire, les enjeux d'aménagement concernant des espaces par exemple délaissés ou périphériques, les enjeux quant aux « choix » des faits/objets historiques à mettre en valeur).

Dès lors que l'on évoque la question du patrimoine (et de sa valorisation), se pose la question de la sélection ou du tri des matériaux retenus. Ce qui trahit un vrai enjeu de société (Choay, 2006). De l'avis de D. Poulot (1998), il en va effectivement de la différenciation « entre le négligeable à effacer et le mémorable à instaurer ». Il y a forcément réflexion et libre arbitre entre ce qui devra être conservé et ce qui méritera de rester dans l'ombre (du moins temporairement et selon les acteurs concernés). Aussi, pour N. Martin-Granel (1999), il arrive que des couches de patrimoine se superposent ; un aspect « feuilleté » se dégagerait, lequel demeure instable et volatile.

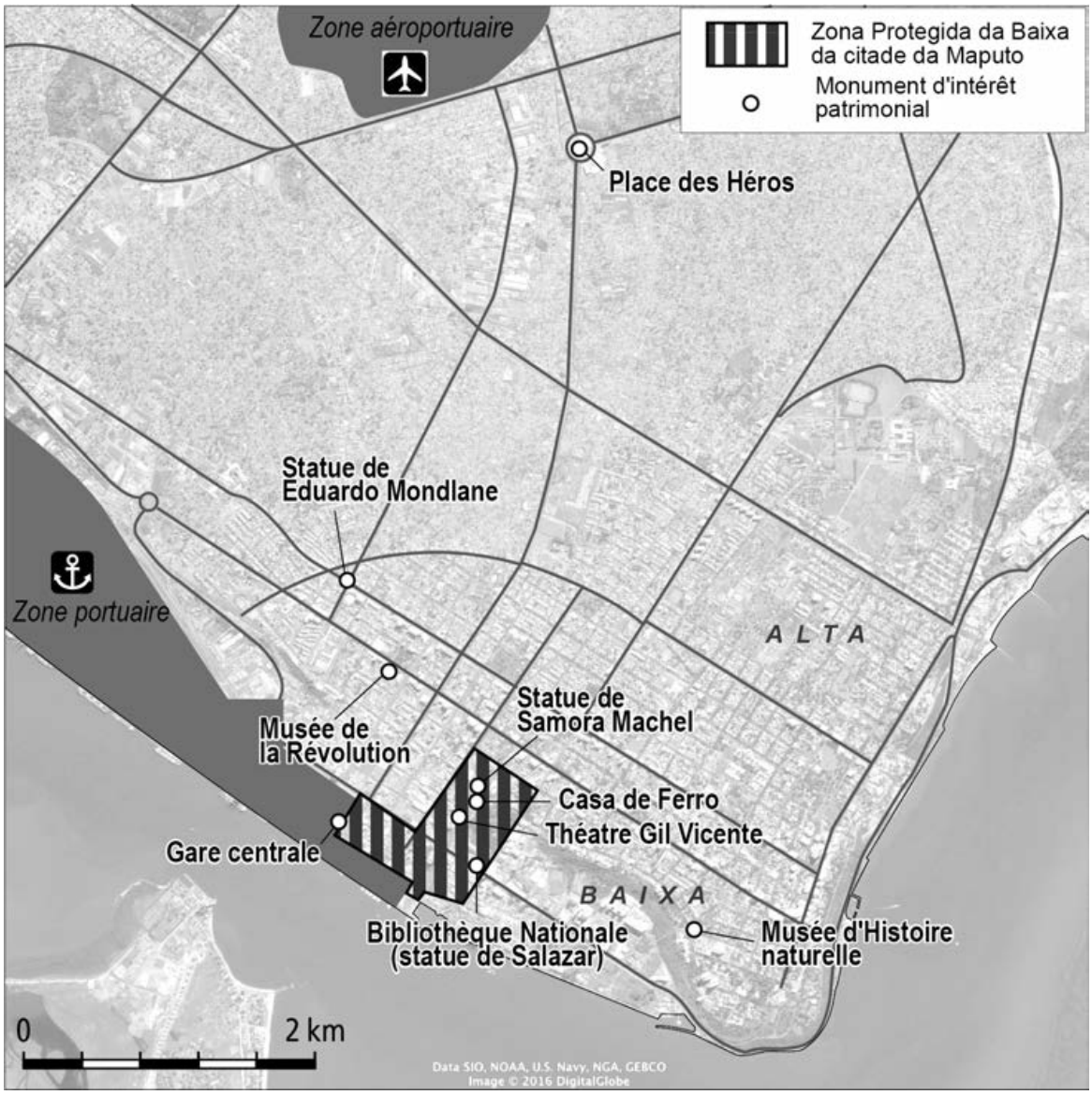
De nos jours, aucune société, aucune communauté humaine, ne demeure éloignée à la question du patrimoine, même si les états post-industriels paraissent il est vrai plus favorables à l'envie de référencement, de classement et de labellisation. Toutefois, dans un contexte de mondialisation, l'Afrique n'échappe nullement à la problématique patrimoniale et à ses enjeux inhérents. En Afrique australe, on peut rappeler le cas de l'Afrique du Sud post-apartheid. La valorisation patrimoniale – bien souvent à finalité touristique – s'y inscrit dans la construction d'icones magnifiées (« l'effet Mandela »), une nouvelle narration nationale optimiste insérée dans un cadre démocratique, et un recodage territorial d'anciens espaces marginalisés (quartiers périphériques ou centraux dégradés et depuis recodés). Qu'en est-il du Mozambique limitrophe ?

B. Le Mozambique et son histoire révolutionnaire mobilisée

Le patrimoine se trouve au cœur de préoccupations de la création de sociétés et plus largement d'Etat en transformation, en particulier dans un contexte postcolonial. A ce titre, il compose un critère d'affirmation, y compris dans des Etats dits du Sud ou en développement. A ce stade, il convient de rappeler les grandes phases de l'histoire mozambicaine. Cela nous permettra de mieux cerner ensuite ce qui sur place est – ou a été – mobilisé et ce qui l'est moins. Ces phases sont mouvementées et soumises aux ingérences extérieures.

Cette ex-colonie portugaise a embrassé une histoire agitée. Au terme d'une ère marquée par le négoce arabe puis une rude colonisation portugaise, le Mozambique a connu, à l'indépendance en 1975, une phase socialiste autocentrée. Celle-ci va être interrompue par une guerre civile opposant le parti de la libération, le FRELIMO (Font de Libération du Mozambique) aux rebelles de la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique) appuyés par des Etats voisins (Rhodésie, Afrique du Sud d'apartheid). À une politique marxiste-léniniste, a donc succédé un conflit interne qui l'a profondément meurtri (de 1976 à 1992), causant 800 000 morts et provoquant de vastes flux migratoires, au sein et en dehors du pays. Les accords de paix furent signés à Rome en 1992 (Jouanneau, 1995). L'économie du pays s'est ensuite progressivement libéralisée à la fin des années 1980 sous la houlette du Fonds Monétaire International. Investisseurs étrangers, organismes de coopération et grandes Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont depuis fait du Mozambique un vaste théâtre d'opérations. Le pays se prévaut d'être un modèle de redressement économique après un conflit armé. Il est considéré comme un « bon élève » du Sud auprès des acteurs mondiaux (Folio, 2008) et cherche à consolider cette image, tout en unifiant la totalité du territoire.

À ce niveau, il devient essentiel de reposer le cadre de l'indépendance des Etats en Afrique. En effet, dans un contexte pour le moins fébrile, des tentatives vont rapidement être faites pour jeter les bases de pays neufs. Le patrimoine sera alors appelé à la rescousse pour ériger un récit national. La logique est la même que celle de la création des Etats-nations européens. Le mot d'ordre devient l'unité du pays, tiraillé par des années de tensions, voire de guérilla, contre l'ancien pays colonisateur. Il s'agit donc de donner du sens à une Nation au sein de frontières héritées de la colonisation, alors même que le discours se forge bien souvent dans la lutte anticoloniale. Dès lors, des procédés d'instrumentalisation du passé vont prendre effet : la mémoire sera utilisée et tordue dans le sens qu'on souhaite lui donner. Comme l'appuie Y. Lamy (1996), l'Etat neuf va rapidement s'identifier à la Nation. Il n'aura de cesse de se poser comme l'héritier légitime de ce qui a historiquement précédé (soit la lutte anticoloniale), en (re)prenant possession ou en créant des biens culturels estimés salutaires.



Carte 1 : La valorisation patrimoniale à Maputo

Au moment où il accède au pouvoir suprême, au terme d'une lutte armée de dix années et de la chute de la dictature salazariste, le défi du FRELIMO dans le nouveau Mozambique indépendant est considérable : il concerne l'intégration du territoire et des populations à l'intérieur des frontières de l'ancienne province du Mozambique et l'édification d'une Nation affranchie. Le FRELIMO, selon l'historiographie officielle, se présentera ainsi comme le creuset des mouvements anticoloniaux à la fois septentrionaux et méridionaux. La totalité d'un pays, faut-il le rappeler très étendu du Nord vers le Sud, sera concernée par la noble cause de la liberté comprise dans un sens globalisant. L'idée est de jouer la partition du « peuple » mozambicain et de son avènement avec, comme fil rouge, la lutte fédératrice contre l'ex puissance lusophone.

C'est à cet aune qu'il faut comprendre les éléments fondateurs des enjeux de la patrimonialisation au Mozambique, en particulier à partir de 1975, date de l'indépendance. L'objectif est d'édifier un imaginaire collectif sur les cendres de la mobilisation commune. Cela se matérialisera par l'ouverture de certains musées dans la capitale. D'une manière générale, au sein des musées du Mozambique et de l'Afrique portugaise plus généralement, le décalage était jusque là tranché entre les objets européens, présentés comme des pièces historiques, et les objets africains appelés

surtout à témoigner de la diversité culturelle des ethnies (Gaugue, 1999). Après l'indépendance, la cause change et s'inverse : par exemple, le Musée de la Révolution (situé sur l'*av. 24 de Julho,* Carte 1) est tout à la gloire du FRELIMO. Ce musée (fermé jusqu'à l'année 2016 pour cause de rénovation) rend compte de la lutte marxiste-léniniste émancipatrice. On peut y voir divers souvenirs narrant la lutte pour l'indépendance : pêle-mêle, il s'agit de documents photographiques, d'effets personnels de personnages majeurs de la période révolutionnaire tels qu'Eduardo Mondlane ou Samora Machel, mués en figures-totem signifiantes comme on le verra plus loin.

D'autres matérialisations de la patrimonialisation utilisée comme vecteur d'unité nationale existent à Maputo et présentent un intérêt scientifique. Le champ du combat anticolonial est-il devenu le ferment de l'imagerie patrimoniale mozambicaine ? S'exprime-t-il encore de nos jours de façon aussi systématique sinon simpliste ?

II) MAPUTO : UN HÉRITAGE PORTUGAIS REFOULÉ OU CONTENU ?

A. Le châtiment de Salazar et l'avènement de Machel

Dans le centre-ville de Maputo, des statues emblématiques sont implantées sur les principaux squares de la ville. Elles occupent une place symbolique en ce qu'elles s'ancrent dans un lieu de la centralité, tout en étant à proximité de bâtiments institutionnels ou de lieux historiques significatifs. Le héros de la libération et premier président du Mozambique, Samora Machel, y occupe une place de choix. Son cas est intéressant en ce que la principale statue de Machel est relativement nouvelle et a pris la place d'un héraut de l'histoire coloniale. Une statue en a donc chassé une autre.

Il est intéressant de relever que cette statue a été dessinée et construite à Pyongyang en Corée du Nord, à l'initiative du *Mansudae Overseas Projects*, une filiale de *Mansudae Art Studio*. Basée à Jongphyong-dong dans le district de Phyongchon, cette section internationale de la compagnie-mère est déjà à l'origine de statues caractéristiques en bronze érigées un peu partout sur la planète, tout particulièrement dans les zones Afrique et Asie. Au nombre de ses réalisations les plus célèbres, on compte notamment la statue de Laurent-Désiré Kabila en République Démocratique du Congo et surtout l'auguste *African Renaissance Monument* au Sénégal.

D'une hauteur de 9 mètres et pesant 4,8 tonnes, la statue de Machel, doigt levé, demeure çà et là critiquée dans le pays (bien que davantage sur le ton de l'ironie…), car représentant finalement assez peu physiquement le personnage. La structure a été inaugurée en octobre 2011 dans le cadre du 25^{e} anniversaire de sa mort tragique dans un accident aérien, aux limites frontalières du Mozambique, du Swaziland et de l'Afrique du Sud. C'est l'ancien président Armando Guebuza qui est à l'origine de son intronisation et de la cérémonie d'inauguration en présence de dignitaires étrangers.

Cette statue occupe une place ostensible à l'intérieur du cœur politique de la cité. Elle a remplacé, sur cette même place de l'indépendance, une ancienne statue qui mettait à l'honneur Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque, ex gouverneur-général du Mozambique « portugais » de 1896 à 1897. L'effacement ou « l'oubli » colonial a par conséquent servi d'alibi à la mise en avant du chantre de l'indépendance, comme une sorte de retournement de l'histoire. Il se destine également à montrer *urbi et orbi* un moment charnière « sélectionné » de l'histoire du Mozambique : à la chose contrainte portugaise se substitue le point de départ affranchi socialiste.

Une autre statue enlevée de son socle dans les rues de capitale attire pareillement l'attention. Car ce qui est intéressant à analyser n'est pas seulement

qu'une structure ait (ou n'ait pas) été retirée de tel ou tel lieu, mais ce qu'on en a fait ensuite. Ainsi, un bronze à taille humaine du dictateur portugais, le général Salazar, est toujours visible dans la capitale, bien que partiellement cachée au regard du plus grand nombre.

La statue originale de Salazar a été conçue par le sculpteur portugais Francisco Franco dans les années 30 au Portugal (elle fut notamment exhibée en 1937 à la Foire Internationale de Paris). La pièce originale met en représentation António de Oliveira Salazar dans sa robe doctorale de l'Université de Coimbra. Au moment de l'ouverture du lycée Salazar à Maputo – nous nous situons dans les années 1940 – une copie de cette statue fut placée au-devant du bâtiment dans le jardin principal. Toutefois, durant les soubresauts des années 60, dans un Mozambique en butte à la lutte émancipatrice, la statue fut détruite une nuit par une bombe, un événement qui à l'époque fut largement occulté par les médias locaux. Une nouvelle copie fut commandée et élaborée cette fois en métal (jugée plus difficile à détruire) et rapatriée de Lisbonne. Placée sur un piédestal, elle fut de nouveau exposée à Maputo. C'est cette dernière statue qui a été finalement retirée au sortir de l'indépendance en 1975. Elle fut alors déplacée et confinée dans le parking de la Bibliothèque Nationale, où elle se trouve encore actuellement. Le fait intéressant est que cette statue, trônant aujourd'hui au milieu des pare-chocs, fut placée face en avant, quasiment accolée au mur d'entrée, dans une expression punitive, comme si Salazar lui-même devait expier ses péchés et s'excuser pour l'éternité pour les effets de sa politique coloniale. Ou quand la mise à l'écart et surtout l'orientation d'une statue laissent libre cours à des allégations de châtiment historique… Le gouvernement actuel a toutefois fait savoir que cette statue allait prochainement être rapatriée au fort du Maputo, qui est devenu le lieu de rassemblement des éléments patrimoniaux liés à l'époque portugaise au Mozambique.

B. Le rassemblement au *Fortaleza* : Albuquerque, Enes… et Ngungunhaye

Les monuments se rapportant à l'histoire coloniale de la province du Mozambique ont plus prosaïquement été rassemblés dans le *Fortaleza da Nossa Senhora da Conceicao* qui se dresse près de la baie de Maputo (Carte 1). Il s'agit de la fortification historique de la ville, située sur la *baixa* (partie basse du centre-ville) juste au devant de l'embarcadère à ferry et inscrite à ce jour au nombre des monuments nationaux. A défaut d'être effacé ou oublié, le patrimoine colonial « chargé » historiquement a donc été entreposé en un lieu précis. Il est par conséquent visible mais confiné.

L'histoire de ce fort est intéressante et rappelle les luttes d'influence intereuropéenne dans cette partie du monde. Un premier point de fortification fut érigé en cet endroit par les marins Hollandais du Cap en 1721, mais un navire anglais le détruisit en 1722. Un nouveau fort fut par la suite construit en 1781, qui fut la même année conquis par une expédition portugaise partie de Goa (Inde). Le fort, tel qu'on le connaît aujourd'hui dans sa configuration carrée, a pour sa part été constitué en 1791 et devancé par un fossé. Il fut de nouveau pris, pillé et entièrement brulé par trois vaisseaux privés français (qui n'étaient alors plus sous commandement étatique du fait de la révolution) en 1796. Ce n'est qu'en 1946 qu'une nouvelle structure fut érigée sur le modèle de celle de 1791. C'est celle-ci que le visiteur peut aujourd'hui découvrir. Située rue du Timor oriental, elle comprend de nombreux vestiges de l'histoire coloniale, en particulier la statue d'Antonio Enes.

Face à ce qui est alors considéré comme la menace d'expansionnisme agressif de l'empire britannique, Enes va incarner un personnage central, tout en combattant par

ailleurs l'émancipation indigène. L'époque est alors aux tensions politiques et une vague nationaliste parcourt Lisbonne ainsi que la totalité du pays lusophone. António Enes s'attelle à trouver un équilibre entre ces aspirations. C'est lui qui organisera et lancera une vaste expédition militaire pour briser le règne du roi local de Gaza : Gungunhana, jugé trop proche politiquement de la couronne anglaise. Enes est donc celui qui a ordonné et préparé l'expédition de Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque (il écrivit même un livre sur cette guerre : *A guerra de Africa em 1895: Memórias*).

Lorsque l'on pénètre dans le fort, outre la statue d'A. Enes à gauche, on observe rapidement le fameux bronze de Mouzinho Da Silveira de Albuquerque posé en plein milieu : l'officier se juche fièrement sur son cheval dans la cour intérieure. Il s'agit précisément de la statue qui a été retirée de la place de l'indépendance en 2011.

Dans l'historiographie coloniale, Albuquerque est à cet égard considéré comme un protagoniste valeureux, très respecté tout au long du XIX^{e} et XX^{e} siècle, car vu comme celui ayant pacifié le Mozambique. Il fut tout à tour considéré comme espoir puis symbole de la réaction portugaise aux menaces pesant sur ses intérêts en Afrique australe par les autres empires, qu'ils furent africains ou européens. Du reste, dans la cours intérieure du fort, outre les divers canons et une grande croix chrétienne, une pièce de choix de ce « musée ouvert » est les deux grandes sculptures sur plaque dressées sur le mur de droite. Elles dépeignent, pour l'une, les combats sanglants entre les belligérants (les colons à cheval en position victorieuse, les autochtones s'effondrant), pour l'autre, la soumission des tribus bantoues Shangaan (et surtout de leur chef de fil Ngungunhane) à l'armée coloniale portugaise (avec Albuquerque en meneur).

Par conséquent, il est intéressant de relever que le *Fortaleza da Nossa Senhora da Conceicao* met de nos jours en représentation ce personnage africain majeur de l'histoire coloniale. Egalement connu comme le « lion de Gaza », Mdungazwe Ngungunyane Nxumalo ou Gungunhana (né aux environs de 1850 - mort en décembre 1906), fut un chef tribal au départ vassal des Portugais. Il se rebella et fut, on l'a dit, défait par le Général Albuquerque. Il passa le reste de sa vie en exil, d'abord à Lisbonne, puis sur l'île de Tenerife aux Açores. Ses cendres furent rapatriées à Maputo en grande pompe en 1985, dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de l'indépendance du Mozambique. Son cercueil en bois sculpté est aujourd'hui entreposé dans une pièce du fort, non loin d'une salle de conférences, entouré de portraits, cartes et documents d'époque sur ce que fut le prestigieux empire de Gaza (ce dernier s'étendait des fleuves Zambèze et Ncomati au fleuve Limpopo et s'enfonçait jusqu'à l'actuel Zimbabwe). Ngungunhane y est présenté comme le plus grand chef de l'histoire moderne du Mozambique, celui qui tint tête à l'entreprise coloniale. Finalement, ayant accédé au statut de nouvel héros africain réhabilité de l'histoire (anti)coloniale, sa cohabitation très symbolique en ce lieu précis, avec les figures de la colonisation, pousse à évoquer un facteur de rééquilibrage historique, assumé et mis en scène.

Finalement, le patrimoine portugais à Maputo n'a pas été évacué mais contenu et rééquilibré. On verra dans la partie suivante qu'il a même été, par certains aspects, réinvesti (dans un souci historique et esthétique), alors même que certains matériaux « révolutionnaires » demeurent eux à l'écart des chemins courus de la capitale.

III) UNE NARRATION NATIONALE PRAGMATIQUE DU POUVOIR EN PLACE

A. Une lutte révolutionnaire patrimonialisée mais guère touristifiée

Portons à ce stade notre attention sur un autre lieu emblématique – d'un point de vue historique – de la ville de Maputo : à la fin de l'avenue Eduardo Mondlane se dresse, poing levé, une statue du premier président du FRELIMO, lequel joua un rôle primordial dans les prémices de la lutte pour l'indépendance du pays.

Anthropologue de formation, Mondlane a travaillé en tant qu'historien et sociologue à l'Université Syracuse à New York. Il a laissé son nom à l'actuelle Université de Maputo. C'est lui qui migra le quartier général du Front de libération pour le Mozambique à l'extérieur du Mozambique à Dar-es-Salaam. Appuyé par l'URSS ainsi que maints Etats Africains, le FRELIMO débuta sa guérilla contre le pouvoir colonial portugais en 1964. En 1969, une bombe placée dans un livre piégé envoyé par colis causa sa mort. A la fois les services secrets portugais, la police coloniale (le PIDE), mais aussi certains éléments concurrents du FRELIMO, furent désignés comme les commanditaires de cet attentat par différents historiens. Les relations entre E. Mondlane et S. Machel, leur rôle successif, leur personnalité mais surtout la mise en regard de ces aspects avec la manière dont ces personnages ont été patrimonialisés, en disent long sur le message que souhaitent délivrer les leaders politiques du pays.

Machel et Mondlane étaient liés et se respectaient énormément. C'est lors de la sa visite dans la province centrale de Gaza en 1961 que les deux hommes se sont rapprochés. En 1968, alors que les tensions internes au FRELIMO étaient à leur acmé (entre les partisans d'une ligne radicale et d'une autre plus versée dans la négociation), Mondlane, qui sentait le danger roder autour de lui, s'était notamment confié en privé sur le fait que la lutte était plus importante que sa personne et que le mouvement pouvait demeurer confiant devant la trempe de soldats comme Samora Machel. S'ils ont tous les deux détenu un rôle majeur dans l'histoire du Mozambique, les temporalités n'étaient donc pas exactement les mêmes. S. Machel a sans doute eu une action plus étalée dans le temps mais aussi à la fois plus marquante et clivante.

Guérillero habile, Machel, deux ans après son adhésion au parti, a commencé par organiser la lutte armée. Outre le volet stratégique (constitution de groupes armés, méthodes d'infiltration) et le recrutement de combattants, il accordait une place centrale à la formation politique des soldats. L'abrogation du colonialisme n'était pas son unique priorité mais bien la constitution d'une société socialiste homogène et fière, succédant non seulement à l'occupation extérieure mais aussi aux différenciations ethniques ! L'émancipation populaire était son maître-mot

A ce titre plusieurs mesures prises lors de la mise en place du régime socialiste ne firent pas l'unanimité : notons la réorganisation des campagnes sous forme de villages communautaires ; « l'opération production » qui consistait en le déplacement forcé de chômeurs et de petites gens dans les campagnes du nord ; le tribunal pénal révolutionnaire condamnant à mort les traîtres ; les camps de rééducation… Nul doute que l'apparition d'un mouvement de rebelles (la RENAMO), quand bien même elle était motivée par l'extérieur (le régime d'apartheid et la Rhodésie qui ne voulaient pas d'un système communiste à leurs portes) n'ont pas été totalement étrangers à ces mesures parfois radicales. Malgré tout, Samora Machel est resté extrêmement

populaire dans le pays (il l'est encore aujourd'hui), en qualité de figure marquante du tiers-mondisme socialiste (au côté par exemple des Castro ou Chavez) : grand orateur, populiste déterminé, à la politique efficace quoique à la gestion autoritaire et centralisée.

En somme, si E. Mondlane fut l'initiateur du mouvement d'émancipation, S. Machel en a été le principal commanditaire en l'amenant à son terme. Et on l'a précisé, c'est bien ce dernier qui est de nos jours prioritairement patrimonialisé à Maputo (via d'illustres statues situées dans la partie principale du centre-ville, à la fois institutionnelle et marchande). Mais on peut également lire les choses sous un autre angle : Mondlane peut être regardé comme le père fondateur du mouvement FRELIMO, là où Machel a davantage fini par incarner le premier président du Mozambique libre (bien que dirigé aussi par le FRELIMO). Ce dernier point, à n'en pas douter plus rassembleur, a pu être considéré comme davantage efficient et porteur de sens.

Un ultime lieu patrimonial de la capitale mozambicaine « réunit » la totalité de ces hérauts de la révolution. Il s'agit d'un vaste mausolée entouré d'une fresque : la place des héros. Avec sa structure centrale en forme d'étoile à cinq branches, il se situe sur l'avenue *Acordos De Lusaka*, en dehors de la ville dite de « ciment ». Le mausolée recueille les dépouilles des grandes figures de la révolution. À proximité immédiate, le regard est attiré par une longue fresque murale, œuvre collective réalisée avec la participation du peintre mozambicain Malangatana. Elle retrace, non sans solennité et gravité, tout l'historique remuant du Mozambique.

Toutefois, si ces deux sites sont d'un intérêt historique avéré, ils ne sont guère touristifiés. L'un comme l'autre restent situés à l'écart des principales zones d'intérêt de la capitale (Carte 1). La Statue Eduardo Mondlane se situe dans une partie très populaire mais dégradée du centre-ville, sur une avenue animée par le trafic automobile et elle n'est guère accessible à pied. Pour sa part, la place des héros se situe sur un lointain rond-point non loin de l'aéroport, environné de quartiers informels (*caniços*). S'il est souvent fréquenté par les officiels dans le cadre de commémorations, il interdit au visiteur de s'y attarder pour prendre des photographies.

B. Des référents coloniaux réutilisés au nom de l'homogénéité et de la vitrine nationale

N'est-ce pas finalement le patrimoine issu de la période portugaise, sous sa forme bâtie, architecturale et esthétique, qui est en définitive le socle rassembleur de dépassement voire d'homogénéisation du Mozambique contemporain ? C'est notre postulat défendu ici : la ville actuelle poursuit une stratégie patrimoniale *a priori* ambivalente, s'inscrivant dans un pays aspirant à l'unité et qui se targue d'être attractif. Lorsque le visiteur étranger arrive à Maputo, il est frappé par la richesse de l'architecture coloniale, au sein d'une cité encore défraichie en bien des endroits. Ce patrimoine est il est vrai menacé par les constructions récentes liées à la croissance immobilière. Quoi qu'il en soit, les offices du tourisme et la totalité des opérateurs touristiques recommandent les visites de sites devenus incontournables.

La ville que fut Lourenço-Marques a été marquée par son architecture coloniale, dont les plus beaux vestiges demeurent sans conteste la gare centrale datant de 1924 (place des travailleurs). Les amateurs d'architecture peuvent par ailleurs y admirer des bâtiments art déco comme le *Railway Club* (avenue du 25 septembre) ou le théâtre Gil Vicente. L'édifice du marché municipal (ancien marché Vasco de Gama), la maison de fer édifiée sur les plans de Gustave Eiffel datant de 1892 (Avenue Samora Machel),

ainsi que les vieilles villas portugaises des quartiers hauts, constituent les autres fleurons de l'architecture de Maputo. Le Conseil municipal actuel est pour sa part un édifice néoclassique achevé en 1945 (où était inscrit par le passé « *Aqui est o Portugal* »). Par ailleurs, le musée d'histoire naturelle, place Travessia-Zambézia, ne laisse pas indifférent : sous le nom « Alvaro de Castro », il recevait plus de 100 000 visiteurs par an durant l'époque portugaise.

La plupart de ces bâtiments sont regroupés aujourd'hui dans la *Zona Protegida da Baixa de cidade de* Maputo (« Zone classée de la partie basse », Carte 1). Il s'agit du principal secteur à la fois patrimonial et touristique de la capitale. Un architecte de renom ressort particulièrement de ce foisonnement architectural : Pancho Guedes.

P. Guedes (né en mai 1925 - décédé en novembre 2015) peut être considéré, pour la ville de Maputo, comme ce que fut Antoni Gaudi pour Barcelone : un architecte ayant laissé son empreinte dans la ville jusqu'à forger son identité. Guedes, architecte mais aussi sculpteur et peintre, faisait notamment partie de « l'équipe 10 » (*Team 10*), un regroupement d'architectes issus du mouvement moderne constitué en 1953 au 9e Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM). Ils adoptèrent une approche plus sociale de l'architecture et l'urbanisme – vus comme fondamentalement liés –, en rupture avec les conceptions rationalistes de leurs prédécesseurs.

Guedes a 7 ans lorsqu'il arrive au Mozambique. Il laissera à la ville de Maputo plus d'une centaine de bâtiments. Ses travaux ont été guidés par trois aspects : une indigénisation architecturale (en rapport avec l'identité africaine), de la spontanéité et de la sensualité dans son approche stylistique et enfin les considérations climatiques (en terme de ventilation, d'ensoleillement via ses « brise soleil » ou d'humidité, Schauer, 2015). Après la révolution des œillets au Portugal, il quitte le futur Mozambique indépendant en 1974. Son départ rapide s'inscrit dans la politique assez brutale de la déclaration du *24/20* (les anciens colons devaient à ce moment s'assimiler à l'Etat socialiste et à la culture locale, autrement ils avaient 24 heures pour quitter le pays avec 20 kg de bagages !). Dans le dénuement mais fort de sa réputation, Pancho Guedes recevra une invitation de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg pour une chaire d'architecture. Lors des différents tours guidés de la ville de Maputo, c'est bien le legs de Guedes qui est mis en avant. Au final, le patrimoine portugais est donc pleinement mobilisé dans la stratégie naissante de valorisation patrimoniale à finalité touristique conduite par la municipalité FRELIMO. La démarche se veut donc résolument pragmatique. Outre le versant économique, un ressort politique se démarque.

Nous l'avons dit, lorsqu'il accède au pouvoir après une lutte armée et la chute de la dictature salazariste, le défi du FRELIMO est considérable : il lui faut unifier un territoire entier et forger une nouvelle unité nationale. La lutte anticoloniale est évidemment un référent mais jusqu'à un certain point : sous d'autres aspects, il sera même instrumentalisé afin de permettre notamment au jeune pays de s'affranchir des barrières ethniques et de se constituer en Nation indivisible. La guerre civile qui suivra ne fera que rendre encore plus aigüe cette priorité.

Il y a au Mozambique au moment de l'indépendance treize millions d'habitants répartis dans des sociétés pas forcément proches et même parfois opposées par leurs histoires (la traite et les rafles, l'inégale proximité ou inimitié à l'endroit du colonisateur et donc la mobilisation différenciée dans la lutte pour l'indépendance), leurs organisations sociales et surtout leurs langues. Le portugais est alors parlé par une petite élite urbaine, le cœur du FRELIMO qui a une base plutôt sudiste, ainsi que par les créoles et les « assimilés ». Comme l'affirme M. Cahen (1994) : « Le projet de nation devint immédiatement la proclamation de la nation, et son imposition à des

populations qui n'en ressentaient pas les caractéristiques » L'objectif devient donc la disqualification de ce qui préexistait (les Etats « précoloniaux » et les anciennes structures tribales). L'émancipation voulue par Mondlane mais surtout par Machel visait cet idéal de la conscience nationale, au détriment de la conscience tribale (M'Bokolo, 1997). C'est ainsi que la langue portugaise, et plus largement l'héritage portugais (d'un point de vue institutionnel), ont pu précocement aider à cette uniformisation. Et nous soutenons que ce même opportunisme s'exprime depuis quelques années à l'endroit de la valorisation patrimoniale, particulièrement à finalité touristique, celle-là même que la ville vise à établir en termes d'effet-vitrine : l'architecture à la patine héritée en vient à être (re)valorisée. Effectivement, au moment où les tensions internes du pays ressurgissent (alors que les accords de paix existent depuis 1992), il faut chercher à maintenir une image de stabilité. L'unité nationale exaltée par le patrimoine s'embarrasse moins d'un legs portugais clivant que d'un héritage esthétique et culturel entier et unificateur.

CONCLUSION

Les enjeux de la valorisation patrimoniale quant aux référents identitaires, politiques et aussi territoriaux, sont une réalité. Dans le cas du Mozambique, cela se double d'une gestion patrimoniale de conflits anciens qui n'est pas anodine (Gravari-Barbas, Veschambre, 2003). Notre objectif en cette contribution a consisté, en premier lieu, à partir d'un état des lieux du patrimoine historique de Maputo pour, en second lieu, en explorer les opérations de patrimonialisation inhérentes et leurs ressorts.

Il en ressort que derrière les ressources patrimoniales valorisées, les intérêts sont nombreux. L'éradication des icônes porteuses de sens, dans l'excitation de l'indépendance, n'a pas été établie de façon résolue par le nouveau pouvoir. S'il n'a pas été déplacé et confiné en des endroits aujourd'hui ouverts au public (on pense aux statues des figures portugaises), ce patrimoine colonial, sur un plan architectural, est de nos jours valorisé et inscrit dans maints itinéraires culturels et touristiques de la capitale. Le positionnement devient assez équivoque à l'endroit tout particulièrement de l'héritage portugais, dans la mesure où ce dernier paraît tout à la fois contenu, tantôt utilisé et instrumentalisé. Quand à l'héritage révolutionnaire, il demeure évidemment prééminent, mais sans doute davantage dans le sens d'une nation unie espérée (l'héritage Machel), que de celui des troubles antérieurs à 1975 (l'héritage Mondlane).

On le voit, dans le phénomène de patrimonialisation, l'objet ou l'espace prend un sens nouveau, une valeur particulière. La mise en discours et en représentation d'un passé (re)digéré comprend donc bien une part idéalisée et intéressée. Comme le dit D. Lowenthal, (1998) : « Le patrimoine exagère et omet, invente avec sincérité, oublie franchement et prospère grâce à l'ignorance et à l'erreur ». Il s'agit bien souvent d'une réinterprétation du passé qui reproduit un idéal que des acteurs cherchent à établir à un moment donné. Au Mozambique, y compris quand l'objectif consistait à renforcer la légitimité des nouveaux pouvoirs, cela restait ardu à mettre en place dès lors que la lutte dite révolutionnaire n'avait pas mobilisé la totalité du territoire dans un même élan. Cette légitimité devait de surcroit s'inscrire sur un espace différencié et concerner des sociétés plurielles. A cette fin, le pouvoir contemporain tente d'asseoir sa crédibilité (et par là son autorité) sur un terrain inégalitaire et toujours instable, ainsi qu'ouvert et en croissance (Avila, 2012), usant pour ce faire de ce qui peut servir sa cause. Dès lors, l'idée de l'appartenance nationale et de l'image de territoire devient à géométrie ajustée.

BIBLIOGRAPHIE

ALMEIDA-SANTOS A., ROFFARELLO L.M., FILIPE M., *Mozambique 2014*, BafD/OCDE, perspectives économiques en Afrique, 15 p. http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_FR/ Mozambique_FR.pdf

ANDRIEUX J.-C., *Patrimoine et Histoire*. Paris : Editions Belin, 1997, 290 p.

AVILA J., *Développement et lutte contre la pauvreté : le cas du Mozambique*. Paris : L'Harmattan, coll. « Etudes africaines », 2012, 204 p.

DESURVIRE D., « Une naissance attendue dans le monde de l'art et du tourisme : la Fondation du patrimoine », *Espaces* 142, novembre-décembre 1996, p 57-63.

CACHAT S., *Un héritage ambigu : l'île de Mozambique, la construction du patrimoine et ses enjeux. Anthropologie sociale et ethnologie*. Thèse de l'Université de La Réunion, dir. Prof. B. Champion, 2009, 466 p.

CAHEN M., « Mozambique : histoire et géopolitique d'un pays sans nation », *Lusotopies* (1-2), Géopolitique des mondes lusophones, 1994.

CHOAY F., *Le* De re aedificatoria *et l'institutionnalisation de la société. Patrimoine : quel enjeu de société ? L'évolution du concept de patrimoine*, Université de Saint-Etienne, 2006.

CHOAY F., *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Le Seuil, 1992, 273 p.

CLAVAL P., « Sens patrimoniaux dans le monde », in M. GRAVARI-BARBAS, S. GUICHARD-ANGUIS (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 45-58.

FAYOLLE-LUSSAC B., «Valeur économique du patrimoine et dérives marchandes », in AMOUGOU E. (dir.), *La question patrimoniale : de la patrimonialisation à l'examen des situations concrètes*. Paris : L'Harmattan, 2004.

FOLIO F., « Valoriser un lourd héritage : les enjeux patrimoniaux de l'Afrique du Sud post-apartheid », in E. COMBEAU-MARI, C. GERMANAZ (dir.), *La fabrique du patrimoine dans l'océan Indien*, actes du Grand séminaire de l'océan Indien 2013. Saint-André : EPICA, coll. « Terres et sociétés indianocéaniques », 2014, 246 p.

FOLIO F., « Regards sur le Mozambique contemporain », in *EchoGéo* [En ligne], 7 | 2008, mis en ligne le 10 octobre 2008, consulté le 25 juin 2014. http://echogeo.revues.org/8313

GAUCHET S., MICHELIN Y., GRANDCLAUDON C., *et al*., *Quand le patrimoine fait vivre les territoires*. Paris : Ed. du CNFPT, 1996, 114 p.

GAUGUE A., « Musées et colonisation en Afrique tropicale », Cahiers d'études africaines (155-156), Prélever, exhiber : la mise en musées, 1999.

GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S., *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde*. Paris : Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, 958 p.

GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRE V., « Patrimoine : derrière l'idée de consensus les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », P. MELÉ, C. LARRUE, M. ROSEMBERG (coord.), *Conflits et territoires*. Tours : PUFR, MSH coll. « Villes et territoires », 2003, p 67-82.

JEUDY H. P., *La machinerie patrimoniale*. Paris : Sens & Tonka, 2001.

JOUANNEAU D., *Le Mozambique*. Paris : KARTHALA Editions, 1995, 202 p.

LAMY Y., *L'alchimie du patrimoine. Discours et politique*. Pessac : Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1996.

LAZZAROTTI O., *Patrimoine et tourisme*. Paris : Belin Sup, 2011, 302 p.

LOWENTHAL D., « La fabrication d'un héritage », in D. POULOT, *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, 1998.

M'BOKOLO E., « Histoire, mémoire et patrimoine : contribution à une politique volontaire de construction de l'État de droit », in P. YENGO (dir.), *Identités et démocratie*. Paris : L'Harmattan, 1997.

MARTIN-GRANEL N., « Malaise dans le patrimoine », *Cahiers d'études africaines* (155-156), Prélever, exhiber : la mise en musées, 1999.

POULOT D., « Le patrimoine et les aventures de la modernité », in D. POULOT, *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, 1998.

SCHAUER P., Maputo Architectural and Tourist Guide. Maputo: Brithol Michcoma, 2015, 105 p.

ILLUSTRATIONS

Figure 1 : La statue de Samora Machel est une sculpture en bronze située dans le centre-ville de Maputo sur la partie haute (ou *alta*) de la ville, au centre de la place de l'indépendance (*Praça da Independência*), en avant du bâtiment municipal. La statue met en représentation le personnage complexe que fut S. Machel (1933-1986), successivement militaire, révolutionnaire et premier président du Mozambique indépendant en 1975 (Cliché : auteur, 2016).

Figure 2 : La statue du général Salazar se retrouve aujourd'hui nichée dans le parking réservé au personnel de la Bibliothèque Nationale de Maputo. A tout le moins peut-on parler d'un « refoulement » spatial. À la vue du positionnement original de la statue, ne confine-t-elle pas de surcroît à une sensation de punition symbolique ? (Cliché : auteur, 2016).

Figure 3 : António José Enes (né le 15 août 1848 - mort le 6 août 1901), plus connu sous le nom d'António Enes, était un politicien et écrivain portugais. En 1891, il est nommé Haut commissaire dans le Mozambique portugais. Le personnage sera rendu célèbre pour sa défense farouche des intérêts de son pays dans cette partie du monde (Cliché : auteur, 2016).

Figure 4 : Joaquim Augusto Mouzinho de Albuquerque (né en novembre 1855 - mort en janvier 1902) était l'officier de cavalerie portugais rendu célèbre pour la capture et la soumission, sabre au clair, de Gungunhana (ou Ngungunhane), le roi de Gaza à Chaimite dans le centre de l'actuel pays, en décembre 1895 (Clichés : auteur, 2016).

Figure 5 : Eduardo Chivambo Mondlane (né en 1920 - assassiné en 1969) est le président fondateur du FRELIMO. Il a occupé cette responsabilité de 1962, année de la création du parti en Tanzanie, jusqu'à son assassinant en 1969. Sa statue se dresse sur l'avenue éponyme. Sur la route de l'aéroport, la place des héros abrite sa dépouille, aux côtés d'autres acteurs importants de la révolution comme Samora Machel (Clichés : auteur, 2016).

Figure 6 : Les principaux bâtiments historiques de Maputo, devanture de la capitale, sont pour la plupart issus de la période coloniale : citons ici la gare centrale ; le théâtre Gil Vicente ; la maison Eiffel (*Casa de Ferro*) ; et enfin le musée d'histoire naturelle (Clichés : auteur, 2016).

Figure 7 : La *Zona Protegida da Baixa da citade da Maputo* est la principale zone patrimoniale protégée de la capitale. Elle intègre en son sein les bâtiments cités précédemment. La photographie est prise au-devant du fort militaire de Maputo. Tout au long du parcours urbanistique de la zone (en compagnie de guides agréés), l'architecture des bâtiments conçus par P. Guedes est mise à l'honneur (Clichés : auteur, 2016).

Enjeux et défis de la valorisation mémorielle à La Réunion et à Maurice : des traces aux lieux

Fabrice FOLIO

Acte du Séminaire OIES « Tourismes, anthropisation et risques », Université de La Réunion, le 3 décembre 2019.

Introduction : postulat de départ

1. Il existe une **forte patrimonialisation contemporaine** parce que s'exprime aussi un **« besoin » de patrimoine** (G. Di Méo, 2007, V. Veschambre, 2008), lequel est à replacer dans un contexte plus large : celui du post-tourisme ; ce dernier se réfère aux changements culturels liés à la post-modernité (émergence d'une société de la mobilité généralisée, remettant en cause l'idée et l'usage de la catégorie de tourisme comme sphère distincte, Urry et Rojek, 1997). Il existe par conséquent une large gamme de **« possible patrimonial »** (M. Gravari-Barbas, 2014) ; le patrimoine se « fond » de nos jours dans un souci généralisé du cadre de vie.

2. Parmi les objets-traces potentiellement sélectionnables, certains demeurent moins connus ou plus sensibles à manier parce que liés aussi à un **passé troublé** (les **« pages noires »** ou difficiles de l'histoire qu'évoque Pierre Nora) ; ils préfigurent des « **lieux pour mémoire** » (O. Lazarrotti, 2012) et peuvent faire l'objet d'une mise en tourisme, avec en toile de fond des enjeux inhérents.

3. À ce titre, dans le processus itératif d'appropriation (François, Hirczak, Senil, 2006), les différentes étapes – et en particulier celles associées à l'exposition-valorisation en lien avec l'ouverture aux visiteurs – déclinent une vaste palette d'enjeux : ceux-ci vont du **développement local** et du **renforcement économique (via le tourisme)**, à la **construction/visibilité identitaire**, en passant par les **ressorts politiques** (locaux ou nationaux) ou encore les **questions d'aménagement territorial** (M. Gravari-Barbas, 2014).

Ayant conduit sur le sujet un certain nombre de recherches sur le terrain sud-africain et mozambicain, nous nous intéresserons dans cette contribution aux îles du sud-ouest de l'océan Indien. Celles-ci, du fait de leur histoire et de leurs orientations économiques, partagent les dynamiques décrites ci-dessus. Dans cette contribution, il s'agira de La Réunion et de Maurice situées dans les Mascareignes.

Des « traces » patrimoniales ont ici peu à peu (et peu ou prou) été valorisées, faisant émerger de nouveaux « lieux » touristiques (quoique à différents degrés). Des pages d'histoires fortes sont mobilisées à cette fin. Toutefois, ce processus n'est pas exempt de défis, ce qui nous amène à mobiliser la notion de « risques » en Géographie culturelle et sociale ainsi qu'en Géographie du tourisme et du patrimoine.

1. Les tenants de la valorisation patrimoniale par le tourisme

Rappelons très brièvement dans cette première partie et à toutes fins utiles, un certain nombre de termes de même que notre positionnement scientifique.

Le patrimoine, relevé dans le Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés de J. Lévy et M. Lussault (2013), est : « Ce qui est censé mériter d'être transmis du passé, pour trouver une valeur dans le présent » (…). Soit un « ensemble d'attributs, de représentations, de pratiques fixé sur un objet non contemporain (chose, œuvre, idée, témoignage, bâtiment, site, paysage, pratique) dont est décrétée collectivement l'importance présente ».

Les travaux de Xavier Greffe (1999), économiste à l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne, travaillant sur l'économie de la culture, ont eux montré que « Les hommes ont besoin du témoignage d'autres hommes et chaque époque puise dans celles qui l'ont précédé les émotions qui lui permettront de créer et fabriquer ».

La patrimonialisation, selon la définition d'Edith Fagnoni (2013) est le « processus de reconnaissance et de mise en valeur d'édifices, d'espaces hérités, d'objets et de pratiques » ; il convient par ailleurs d'y ajouter l'attribution d'une valeur et d'un sens collectif d'appartenance commune.

Le tourisme en particulier devient aujourd'hui, plus que par le passé, non seulement un « prescripteur » (qui influe sur le choix…) de la patrimonialisation, mais aussi un coproducteur de patrimoines (Cf. les écrits d'O. Lazzarotti sur cette dialogique).

Dès lors que l'on aborde les pages sombres de l'histoire et de la valorisation (par l'ouverture à un ou plusieurs publics) de ce patrimoine dit sensible, nous nous réfèrerons à l'approche géographique du tourisme culturel et mémoriel.

Ce qui nous amène à ce programme de recherche (Dispositifs incitatifs 2018 : projet « Tourisme, anthropisation et risques à La Réunion » de l'OIES, dont a émané un Séminaire de restitution tenu le 3 décembre 2019) et à mobiliser la question des risques.

Quelle place peut-on donner à cette notion dans le tourisme culturel mémoriel ? Elle est selon nous de plusieurs ordres et nous pouvons, pour l'illustrer, citer quelques exemples issus de nos travaux sur l'Afrique du Sud :

- D'ordre scientifique (questionnements sur l'articulation entre authenticité et fiction, les potentiels raccourcis historiques, la critique de la folklorisation…) ; *Exemple : Lesedi cultural village dans les environs de Johannesburg (Gauteng)…*

- D'ordre identitaire (réflexions la question de la concurrence mémorielle, de la sur ou sous représentation communautaire, du biais de la victimisation…) ; *Exemple : les Soweto Township tours à Johannesburg…*

- D'ordre politique (interrogations sur les priorités, le choix et le tri des « objets-lieux » retenus et ce que cela révèle implicitement du message ou de l'agenda politique en vigueur, mais aussi de la temporalité usitée…) *; Ex : Robben island au Cap, Musée de l'apartheid à Johannesburg…*

- D'ordre territorial (réflexions sur l'aménagement concerté ou non, les possibles disparités spatiales se créant, via les – nouvelles ? – formes de centralités et de périphéries/marges*) ; Ex : Inanda Township tour à Durban…*

On peut à présent se poser la question qui ramène à notre terrain abordé en cette note : qu'en est-il au sein de ces espaces insulaires que sont La Réunion et l'île Maurice dans l'océan Indien ?

2. La Réunion et Maurice : esclavage et engagisme, deux marqueurs phares ; choix des sites et de la méthodologie

Deux grandes pages de l'histoire, souvent déclinées sous forme de « séquences chronologiques », sont abondamment reprises dès lors que l'on aborde ces terrains : l'esclavage et l'engagisme. Rappelons-en rapidement les contours.

Esclavage à La Réunion (ou Bourbon)

L'esclavage est mis en œuvre sur l'île de La Réunion dès son peuplement au milieu du 17ième siècle. Les esclaves sont d'abord destinés à la culture du café, puis à celle de la canne à sucre à compter du début du 19ième siècle.

La Compagnie des Indes avait le monopole de tout commerce entre la France et l'océan Indien. La traite fait partie intégrante de ce monopole. Au fur et à mesure du peuplement de l'île, le commerce des êtres humains se développe. Les esclaves vendus à La Réunion sont surtout originaires la côte est africaine (littoral du Mozambique et de la Tanzanie) et de Madagascar (des petits contingents ont aussi été amenés d'Afrique de l'ouest).

En 1817, une ordonnance de Louis XVIII interdit la traite. Bourbon ne peut pas s'opposer ouvertement à sa métropole. Devant la crainte de manquer de main-d'œuvre, l'île entre dans la clandestinité et importe de manière illégale quelques milliers de nouveaux esclaves, dont une très large majorité entre 1817 et 1831.

L'esclavage n'est définitivement aboli que sur une proclamation du commissaire de la République Joseph Napoléon Sébastien Sarda Garriga le 20 décembre 1848, date devenue une fête et un jour férié sur l'île (la « fét caf » ou « fête des cafres »).

Esclavage à Maurice (ou Isle de France)

L'île, on le sait, fut d'abord peuplée par les Néerlandais (1598 puis 1638). À la fin du 17ième siècle, on comptait déjà entre 500 et 1 000 esclaves, venus de Madagascar, d'Afrique, d'Inde et de Java. Cependant les Hollandais l'abandonnent en 1710 devant un espace n'offrant plus assez de ressources (dégradés par les conditions climatiques).

Les Français prennent alors possession de cet espace (en 1715) et le rebaptise « Isle de France ». L'île va prospérer par le biais de grandes plantations sucrières administrées par des colons venus de France et de l'île Bourbon et favorise, via le nouveau code Noir, l'arrivée de milliers d'esclaves.

En 1810, le territoire est pris par les Britanniques et est officiellement rattaché à l'Empire britannique en 1814. Il retrouve son ancien nom. À la suite du vote du *Slavery Abolition Act* en 1833, l'esclavage est aboli à Maurice en 1835 par le régime Britannique. On fête localement l'abolition de l'esclavage le 1ier février.

Inscrit au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 2008, **la montagne du Morne Brabant et ses environs** incarnent aujourd'hui le symbole de la lutte et la résistance des « marrons » (c'est à dire les esclaves fugitifs) à l'île Maurice. Un mythe existe (quoique non attesté ; cf. recherches de l'Université de Réduit) : des marrons se seraient jetés de sa falaise lorsque l'on venait leur apprendre la nouvelle de leur libération (de peur de se faire capturer, préférant ce sacrifice aux prétendues chaînes).

Voyons maintenant quelques repères sur cet épisode qui l'aurait succédé, mais qui l'a en réalité chevauché en partie : l'engagisme.

Engagisme à La Réunion

L'engagisme a été pratiqué à La Réunion pendant une longue période entre le deuxième quart du 19ième siècle et le deuxième quart du 20ième siècle.

Il convient de rappeler qu'il fut établi avant l'abolition de l'esclavage dans la colonie (en décembre 1848). Mais il est vrai qu'il s'est surtout accru après celle-ci, en particulier à partir des années 1860.

Quelques années avant l'abolition et surtout après la période esclavagiste, la colonie « engage » des milliers de personnes en provenance d'Inde, d'Afrique, de Madagascar, des Comores, de Chine, d'Australie et de façon plus marginale d'autres colonies.

L'engagisme consiste à proposer à des travailleurs étrangers à la colonie, un contrat de travail s'étalant sur une durée de 5 ans renouvelable. L'engagé est alors au service d'un engagiste, en règle générale propriétaire terrien. Devant les mauvais traitements observés, S. Fuma a lui privilégié le terme de « servilisme » (2008).

Une majorité est issue d'Inde, en particulier des ports de Madras, puis principalement de Pondichéry et Karikal (côte de Coromandel, Sud-Est de l'Inde). Cela explique pourquoi l'élément dravidien domine dans la population indienne immigrée dans les colonies françaises, alors que les colonies anglaises ont surtout accueilli des immigrants venant de l'Inde du Nord : pour Maurice, il s'agira notamment du comptoir de Calcutta.

Engagisme à Maurice

L'établissement de l'engagisme (ou *indenture*) à Maurice fait suite à l'abolition de l'esclavage. On considère généralement qu'il a débuté en 1834.

Il mobilise massivement des *coolies* indiens, également appelés kulis ou engagés (pour l'océan Indien et les Antilles) mais aussi des chinois, là aussi sur les termes d'un contrat de cinq ans, au terme duquel, théoriquement, ils pouvaient regagner leur lieu de naissance. Un tiers va finir par rentrer au bercail.

Même si le coolie conservait une protection juridique en étant détenteur d'un contrat, dans les faits, baignant dans l'esprit esclavagiste de l'époque, il va subir les durs traitements rappelant les heures noires de l'esclavage.

Toutefois et comme à La Réunion (et même sans doute davantage à Maurice en devenant ensuite petits producteurs et en immigrant vers les villes…), ils vont acquérir au fil du temps de plus en plus de droits et parviendront, en partie, à gravir les échelons de l'échelle sociale.

L'Unesco a rendu un hommage aux coolies ou engagés, en décrétant **l'Aapravasi Ghat** (*ghat* de l'immigré, soit un lieu de débarquement des travailleurs engagés de 1834 à 1910) patrimoine mondial de l'Humanité en 2006.

Maurice ambitionne donc de devenir un lieu unique de la rencontre de la route du coolie et de la route de l'esclave, jouant ainsi sur les deux tableaux.

Outre l'Aapravasi Ghat et le Morne, nous avons souhaité voir dans le cadre de nos recherches s'il existait leur *alter ego* à La Réunion. Deux sites ont rapidement attiré notre attention :

- **le musée historique de Villèle** pour la période de l'esclavage (inauguré en 1974, ancienne demeure de Madame Desbassayns et domaine agricole sur les hauts de Saint-Paul, inscrit en totalité au titre des Monuments historiques depuis le 16 juin 1997 et qui se combine avec la chapelle Pointue voisine).

- **Les Lazarets de la Grande Chaloupe** pour la période de l'engagisme (lieux de quarantaine créés à parti de 1860, inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques le 22 octobre 1998 et qui ont fait l'objet de restauration entre 2004 et 2011 par l'association C.H.A.M, Chantiers Histoire et Architecture Médiévales).

Notre objectif est d'entamer une approche comparative de l'ensemble de ces sites (enchâssés eux-mêmes, nous l'avons évoqué, dans deux temporalités communes) et de tenter de faire ressortir les enjeux et défis de leur patrimonialisation.

Concernant la Méthodologie employée, elle est à fondement essentiellement qualitative (entretiens avec des personnes ressources comme la directrice de l'Aapravasi Trust Fund à Port-Louis, avec divers guides dans le cadre de déambulations comme à Villèle ou au Morne etc.), le travail de terrain exploratoire, le tout appuyé quand cela est possible par quelques données statistiques.
Le corpus conceptuel reprend les principaux auteurs cités en bibliographie (lesquels se situent dans le champ de la Géographie du tourisme, des loisirs et du patrimoine ainsi que dans celui de la Géographie sociale et culturelle)
Mentionnons également, l'encadrement d'un sujet de Master qui approfondit ces recherches à La Réunion, et dans lequel des travaux d'enquêtes (questionnaires auprès du public notamment) seront mobilisés (travail de Hoarau Mathieu en Master 2).

Passons maintenant à nos premières réflexions et hypothèses qui demanderont à être validés ou infirmés et ainsi mis en débat.

3. Enjeux et risques : centralité, identité, politique ; éléments de réflexions

Ces travaux sont toujours en cours. Les premières analyses sur le sujet empruntent à la grille de lecture établie en partie 1, en croisant nos deux terrains (et nos 4 lieux retenus) et parfois les deux bornes historiques se chevauchant elles-mêmes ; d'autres fois, ne ressortent que des aspects spécifiques à tel ou tel site.

Piste 1 : Maurice/Réunion : une valorisation différenciée (projet, acteurs, « prestige » affiché…)
La notion d'enjeux et de risques portent ici sur le curseur politique et économique…

Nous parlons de deux sites UNESCO (Patrimoine mondial de l'humanité) à Maurice et de deux sites protégés et classés à La Réunion placés sous la houlette du Conseil départemental.

Le prestige international est du côté des Mauriciens à travers le paysage culturel du Morne et l'Aapravasi Ghat. Cela permet, en théorie, le rayonnement de ce pays à l'international.

Rappelons ici que le « succès » considérable de la Convention du Patrimoine Mondial de l'UNESCO de 1972, a contribué à l'essaimage de la notion du patrimoine dans le monde. L'article de Guy Di Méo en 1995 qui a étudié « les processus de patrimonialisation et la construction des territoires », non seulement a mis en exergue la tendance au « tout patrimonial », mais il a en outre souligné plusieurs glissements qui se sont opérés autour de la question du patrimoine et précisément celui passant de l'objet au territoire (jusqu'à une certaine institutionnalisation et organisation intergouvernementale : l'UNESCO)

Maurice joue clairement cette carte de l'universel. Cela est à rapprocher à la situation économique et politique pragmatique de cet État souverain : rappelons qu'un projet UNESCO doit être porté par le pays, avec un positionnement fort de toute une chaîne d'acteurs : du local au global. À Maurice le dossier a été conduit par une équipe d'experts mondiaux : on peut citer l'Indien Munish Pandit, architecte spécialiste de la conservation et membre de l'ICOMOS et l'américain Richard Blair Allen, historien et spécialiste de l'esclavage et de l'engagisme dans l'océan Indien. En appui, se trouvaient des universitaires mauriciens ainsi qu'un un soutien politique sans faille.

La Réunion semble davantage se situer dans un positionnement local, décentralisé et plus affinitaire pourrait-on dire… Devant la précocité mémorielle et culturelle mise en branle à Maurice, la classification UNESCO a pris effet localement en jouant la carte du Patrimoine naturel à travers le bien « Pitons Cirques et remparts de l'île de Réunion » ; or, ici aussi il y eut du marronage, des royaumes africains intérieurs, les traces archéologiques (et toponymiques) incontestables de ces passages dans le cœur de l'île en attestant.

Piste 2 : engagisme d'abord, esclavage ensuite ? De la sensibilité du sujet et de son traitement…

La notion d'enjeux et de risques portent ici sur le curseur identitaire, politique et scientifique…

À Maurice, le classement UNESCO a connu une polémique ; les deux sites ont rapidement été indexés à une communauté : Indo-Mauriciens et Créoles (qui à Maurice renvoient aux descendants des Africains, métissés ou non) et ce malgré le raccourci du message comme pour l'Aapravasi Ghat… ; cela fait écho au communalisme mauricien.

Le Morne a d'abord été proposé mais le dossier a dû être revu et c'est finalement l'Aapravai Ghat qui a été promu au préalable. Localement, cela a laisser suggérer – surtout du côté des associations créoles – qu'une forme de hiérarchisation (du pouvoir politique en place, de part son impulsion au projet) a été effective. Ce qui a pu tendre à exacerber la question de la concurrence mémorielle (Forest, 2018).

À La Réunion, P. Eve (2018) a lui laissé entendre que la valorisation des matériaux liés à l'esclavage – parlant spécifiquement des stèles, bustes et statues présents dans les différentes communes de l'île – paraissait plus timorée que les monuments liés à l'engagisme ; le sujet de l'esclavage serait selon lui encore tabou et plus délicat à manier et donc potentiellement risqué politiquement (il met en exergue cependant les singularités communales : ce serait beaucoup moins le cas dans les communes traditionnellement de gauche et plus populaires).

Le musée de Villèle existe certes depuis longtemps (1974) mais il a dans un premier temps été présenté comme un Musée ancré sur l'histoire de la plantation ; toutefois depuis 2018, sous la houlette de Jean Barbier, il est devenu celui de l'habitation et de l'esclavage. Cela marque donc selon nous une bascule, un positionnement et un changement d'image (et de message) très fort mais encore une fois, disons le, assez récent.

Piste 3 : touristification ou pas ? De la question de la commercialisation, du/des public(s) visés

La notion d'enjeux et de risques portent ici sur le curseur économique et scientifique…

Maurice se positionne on l'a dit sur la communication à l'international, l'aspect hautement symbolique (en tant que patrimoine de l'humanité). Secondairement et même s'il ne s'agit absolument pas de l'objectif premier de cette labellisation, l'activité touristique peut être perçue comme en étant bénéficiaire notamment pour les acteurs locaux (en particulier la venue de visiteurs étrangers et les recettes engrangées).

Sur le terrain, on peut résolument observer un souci de jouer sur l'aspect expérentiel afin d'être en phase avec l'activité touristique moderne : citons la reconstitution de la coque du bateau à l'Aapravasi Ghat pour une volonté d'immersion avec les engagés… Ou encore sur le site du Morne, la création, toujours en cours, de cabanons à l'entrée du site destinés à restituer de façon muséale le mode de vie créole des marrons. Cette initiative récente fait parler localement et souligne la question de la folklorisation à outrance. À tout le moins, on peut rappeler les mots d'E. Peyvel (2012) sur la construction exotisante de ressources dans le cadre de l'usage progressif des *Post colonial Studies* dans les *Tourism Studies.* Rappelons enfin que des projets immobiliers d'*Integrated resort scheme* (IRS) ou de téléphériques avaient ici été lancés avant d'être abandonnés.

Le positionnement réunionnais et cela est particulièrement flagrant pour les Lazarets, est davantage orienté vers une stratégie patrimoniale, scientifique et historique, interne : le public cible est local et principalement constitué de touristes affinitaires, avec une place importante accordée aux sorties scolaires. L'aspect évènementiel (dans le cadre des Journées du patrimoine par exemple…) n'est pas à négliger non plus dans la valorisation du lieu. Ce curseur pédagogique se retrouve à Villèle qui draine lui un public plus bigarré et important.

Au total, on compte à Villèle 33 020 visiteurs en 2010-11… contre 34 000 visiteurs pour l'Aapravi Ghat entre novembre 2014 et septembre 2015 (Sources : Aapravasi Ghat Trust Fund, AGTF et Ministère de la Culture France). Au final entre les deux musées payants (Villèle et Aapravasi Ghat), la fréquentation se vaut (alors que le nombre de touristes n'est pas le même entre les deux îles : plus de 570 000 à La Réunion et environ 1,4 millions à Maurice en 2018 ; sources : IRT et *Statistics Mauritius*). Cela montre que le prestige international n'est pas forcément synonyme de fréquentation plus marquée (même s'il est difficile d'évaluer avec précision l'impact d'une inscription UNESCO sur le développement économique et social, Prud'homme 2008). Quoiqu'il en soit, Maurice semble tenter d'y remédier.

Piste 4 : le regard géographique autour de l'accessibilité, de la mise en cohérence territoriale, des nouvelles centralités
La notion d'enjeux et de risques portent ici sur le curseur territorial et politique

Notre apport et regard de géographe se fait ici utile (par rapport aux autres disciplines de Sciences Humaines et Sociales…) en portant sur la compréhension spatiale, la mise en valeur de lieux et de territoires, l'émergence de nouvelles centralités ou au contraire de nouvelles périphéries ou marges…

Effectivement, dans les deux cas et sur les quatre lieux, on peut souligner un progressif processus de « percolation touristique » qui voit le tourisme se desencastrer partiellement de son carcan originel pour se déployer « hors les murs » (vers des espaces hétérogènes, des patrimoines diffus, des habitants, etc. M. Delaplace, G. Simon, 2017).

Cette réalité se vaut y compris pour l'Aapravi Ghat pourtant situé dans le centre-ville de la capitale, Port-Louis. En effet, à grande échelle, le site reste quelque peu à l'écart du secteur du Caudan Waterfront, haut lieu d'attractivité, et n'est pas vraiment lié à lui. De l'avis des édiles, cela s'en ressent sur la fréquentation du lieu. À cette fin, il est prévu de mieux raccorder le musée au Caudan par l'extension de l'esplanade et ce pour une meilleure visibilité et accessibilité de l'ensemble.

Par ailleurs, à l'échelle insulaire, l'enjeu de la centralité est remis sur la table. Le souhait des acteurs en charge est en effet de se servir de Port-Louis comme place centrale des deux épisodes, engagisme et esclavage. Ainsi, un projet de futur musée de l'esclavage accolé à l'Aapravasi Ghat est à l'étude et pourrait prendre place dans l'ancien hôpital militaire limitrophe. Ce faisant Le Morne ne risque-t-il pas de se faire marginaliser davantage au sud-ouest de l'île ?

À La Réunion, on constate une mise en valeur des différents sites qui demeure quelque peu sous forme d'archipel (parce que ces sites sont aussi des « traces » patrimoniales qui les rattachent à une localisation précise). Toutefois, soulignons qu'en terme d'affichage et de gestion commune, les Lazarets ont été rattachés en 2007, en tant que lieu de mémoire, à Villèle.

Qui plus est, une réflexion est selon nous à construire sur l'accessibilité de ces sites qui ont connu des évolutions récentes (la Route des tamarins a recentré d'une certaine manière Villèle à Saint Gilles-Les-hauts – qui lui même affiche une cohérence territoriale avec la Glacière au Maïdo) et à venir (quid de la Nouvelle Route du Littoral, NRL, pour la Grande Chaloupe et donc les Lazarets ? N'existe-t-il pas ici un risque d'effet tunnel ?).

Conclusion

Ces travaux s'inscrivent dans le champs de l'après-tourisme (Post-Tourisme), où l'invention touristique contemporaine se diffuse dans les franges des destinations touristiques, et où l'on assiste en parallèle à l'inversion touristique du stigmate territorial (Goffman, 1963).

Comme l'a montré le Compte rendu du Café Géographique du 24 novembre 2015 à Paris (Café de Flore par Elisabeth Bonnet-Pineau), bien après les historiens, les urbanistes, les sociologues et les ethnologues, les géographes s'impliquent aujourd'hui dans la question du patrimoine par le biais de l'aménagement et du développement local, des constructions identitaires, des jeux d'acteurs, des conflits, des jeux de pouvoir, etc.

Dès lors que ce patrimoine s'affiche comme « sensible », attaché à des pages d'histoire profondes et difficiles (car associées au déchirement et à la violence comme le passé mauricien et réunionnais nous le montre), cette implication devient encore plus complexe et intéressante à étudier.

Cela nous permet de mobiliser à ce moment la notion de risque, qui va venir se placer à l'intersection de trois champs de la Géographie : sociale et culturelle et du tourisme et du patrimoine nous l'avons déjà évoqué, mais aussi et sans doute la discipline Géopolitique. Nous en avons présenté ici quelques pistes qui demanderont à être approfondies.

Bibliographie

Patrimoine et patrimonialisation, de l'objet à la relation, 2015, Publié par Les Cafés Géo, le 11 décembre 2015 à 17:37 | Rubrique : Les comptes rendus, Paris - Compte rendu par E. Bonnet-Pineau du Café Géographique du 24 novembre 2015 à Paris (Café de Flore)

FOREST C., 2018, Le rôle du patrimoine dans la construction nationale à l'île Maurice, Thèse de doctorat en Anthropologie sociale et ethnologie, Thèsesen préparation à Paris Sciences et Lettres, dans le cadre de École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales , en partenariat avec Paris, EHESS sous la direction de J-L Amselle.

FRANÇOIS H, HIRCZAK M, SENIL N., 2006, Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources in Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2006/5 (décembre), pages 683 à 700.

DELAPLACE M, SIMON G., 2017, Touristes et habitants. Conflits, complémentarités et arrangements, Gollion (CH), Infolio, coll. « Archigraphy poche », 2017, 176 p.

DI MÉO G., 2007, Processus de patrimonialisation et construction des territoires. Colloque "Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser", Poitiers-Châtellerault, France. pp.87-109. halshs-00281934

DI MÉO, G ;, 1995, Les nouvelles contradictions du territoire / New territorial contradictions, Géocarrefour, 70-2 pp. 169-175.

EVE P., 2018, Des stèles pour nourrir la mémoire, Association Réunion Diffusion, Année du 170è anniversaire de l'abolition de l'esclavage, Editions A.C.R.O.I.

FAGNONI E, 2013, « Patrimoine versus mondialisation ? », Revue Géographique de l'Est [En ligne], vol. 53 / 3-4 | 2013, mis en ligne le 02 juillet 2014, consulté le 16 décembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/rge/5048

FUMA S., 2008, De l'esclavagisme au servilisme : la mémoire meurtrie des engagés dans les anciennes colonies françaises. Revi Kiltir Kreol, pp.107--113. ⟨hal-01244173⟩

GOFFMAN E., 1975, Stigmate : les usages sociaux des handicaps, Paris, 1975 (1re éd., Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity, Upper Saddle River, 1963).

GRAVARI-BARBAS M., 2014, Nouveaux Défis pour le patrimoine culturel - Rapport Final par la coordinatrice de l'ARP PACT, PA.TER.MONDI, atelier de réflexion prospective « NOUVEAUX DEFIS POUR LE PATRIMOINE CULTUREL ».

GREFFE X, 1999, La gestion du patrimoine culturel, Librairie Eyrolles - Paris 5e, 250 p.

LAZZAROTTI O., 2012 : Des lieux pour mémoires. Monument, patrimoine et mémoires-monde, Paris : Armand Colin, 214 pages

LÉVY J, LUSSAULT M, 2013, Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés. Jacques Levy, Michel Lussault. France. La Documentation Française, 1137 p., Pouvoirs Locaux.

PEYVEL E., 2012, « L'enfer, c'est les autres : de la cohabitation touristique au Việt Nam à travers trois cas d'évitement spatial », in Habiter, vers un nouveau concept ? B. Frelat-Kahn et O. Lazzarotti, Armand Colin Recherches, 334 p.

PRUD'HOMME, R., 2008. « Les impacts socio-économiques de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial : trois études », note préparée à la demande du patrimoine mondial de l'UNESCO.

ROJEK, C, URRY, J., 1997, Touring Cultures 1st Edition, Routledge; 1 edition (June 12, 1997).

VESCHAMBRE V., 2008, Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition Presses universitaires de Rennes, 315 pages, 53 photos, 5 schémas, 12 tableaux

Patrimonialisation des objets-lieux sensibles sur les rivages africains de l'océan Indien : récit national et amorce de partage

L'océan Indien a été le théâtre de vagues migratoires, se succédant et s'entremêlant, qui ont débouché sur un peuplement bigarré. Cette histoire fut aussi souvent une histoire contrainte et violente, une « histoire subie » dont les traces et marquages sont toujours très visibles dans son paysage.

Nous travaillons depuis quelques temps sur la notion de « marges patrimonialisées » pour caractériser l'appropriation et la valorisation, par divers acteurs, d'objets-lieux « sensibles », attachés à des périodes historiques complexes, difficiles. Par sensible, nous pouvons citer, à l'échelle du bassin indianocéanique, les pages historiques que sont entre autres l'esclavage, l'engagisme ou encore la colonisation.

Nos travaux portent particulièrement sur l'Afrique australe et orientale que nous nous proposons d'aborder en cette contribution, tout en soulignant les passerelles existantes avec le Sud-Ouest de l'océan Indien. Nous allons qualifier ce flanc occidental de l'océan Indien de « bordures africaines du grand océan Indien » ou encore de limite voire de finitude de l'aire indianocéanique (on aura l'occasion d'y revenir).

Trois pays limitrophes ont attiré notre attention : du sud vers le nord, l'Afrique du Sud, le Mozambique et enfin la Tanzanie. Aux histoires différentes et parfois connexes, ces États ont tous été concernés par des influences ou ingérences extérieures (rappelons les ex-colonisations hollandaise puis britannique pour l'Afrique du Sud ; portugaise pour le Mozambique ; allemande et par la suite le mandat de la Société des Nations confié aux Britanniques – à partir de 1921 – pour la Tanzanie).

Ces États côtiers s'illustrent de surcroit par un patrimoine culturel au fort potentiel ; par une patrimonialisation (ou valorisation de ce patrimoine) assez récente ; et enfin par une mise en valeur de ce patrimoine inégale et différenciée.

Les initiatives patrimoniales semblent agir ici sur des territoires qui se jouxtent davantage qu'ils s'entremêlent. Nous partons de l'hypothèse que les processus de patrimonialisation construisent des territoires exaltant avant tout un récit national et se heurtent à des frontières (historiques, économiques ou encore culturelles).

Malgré une proximité, peut-on parler d'un patrimoine culturel disjoint, à défaut d'un patrimoine partagé ?

Notre méthodologie se fondera sur un travail exploratoire que l'on a pu conduire dans les principaux sites de ces États (au sein des villes de Johannesburg, Pretoria et Le Cap en Afrique du Sud ; de Dar es-Salaam et Zanzibar en Tanzanie ; et enfin des localités de Maputo et de Matola au Mozambique). Faite d'observations externes et d'observations participantes, elle a été complétée par un état de l'art sur la question, ainsi que par des entretiens divers conduits auprès de personnalités locales, guides comme institutionnels.

1. Un patrimoine culturel sensible au fort potentiel ; des objets-lieux inégalement valorisés et touristifiés

Rappelons d'abord que ces trois pays affichent des économies et des niveaux de développement divergents : d'un côté l'Afrique du Sud, BRICS ou état émergent, est le moteur du continent (bien qu'en crise depuis plusieurs années) ; de l'autre la Tanzanie et le Mozambique sont des PMA, par conséquent clairement arrimés aux espaces des Sud. Les trois pays ont adhéré à une économie de type néo-libéral.

Leurs indicateurs épousent cette réalité. Le nombre d'arrivés de touristes (ante-covid) distinguent la RSA (7,56 millions, 2019 – *StatSA*) des deux autres pays ; le Mozambique a accueilli 1,57 million de visiteurs en 2018 (*World Travel and Tourism Council*) et la Tanzanie 1,49 million de visiteurs en 2018 (chiffres officiels du gouvernement).

En ce qui concerne à présent leur mise en valeur patrimoniale culturelle, trois cas de figure peuvent être soulignés, pour des fréquentations assez inégales :

- Afrique du Sud : sur la base de nos enquêtes au musée de l'apartheid à Johannesburg, la maison Mandela à Soweto ou Robben island au Cap : on y relève un réel travail sur l'esthétisme, une modernité apparente (objets + multimédia), un style caractéristique et une narration poussée. La présence de touristes, notamment extérieurs, est forte (50 000 visiteurs/an à l'apartheid Museum et à Constitution Hill ; 250 000 à Soweto ; plus d'un million à Robben island classé au patrimoine mondial de l'humanité).

- Mozambique : de nos travaux de terrain au musée de la Révolution et au Fortaleza (ou Forteresse) à Maputo : on remarque essentiellement une collection de vieilles pièces rassemblées et juxtaposées en des lieux délimités, typiques des musées anciens, avec des supports ou médiation assez timides ; la fréquentation reste essentiellement locale.

- Tanzanie : de nos observations au musée aux esclaves à Zanzibar et au musée de l'histoire nationale à Dar es-Salaam : on observe un certain cachet architectural fait de mélanges (arabe, portugais, omanais, persan), de nombreuses pièces et signalétiques en termes de méditation, adossées au savoir-faire onusien dans le cas de Zanzibar. En effet si le National Museum parait de prime abord un peu vieillot (ouvert en 1940), le Old slave Market de Zanzibar est lui plus moderne associé à une fréquentation élevée (100 000 visiteur/an), du fait aussi de la caution UNESCO pour Stone Town depuis 2000.

2. Un angle d'approche d'objet-lieux sensibles distinct, adossé à des icônes

Si l'on analyse à présent le message qui est globalement projeté, trois matrices semblent se dégager :

- prisme anti-apartheid : le message avancé s'organise autour de la Reconstruction et de la Réconciliation nationale postapartheid en Afrique du Sud.

- prisme anticolonial : le message délivré s'organise autour d'une lecture révolutionnaire et des velléités nationalistes au Mozambique.
- prisme anti-traite esclavagiste : le message délivré s'arrime autour de la fin de ce système inique mais aussi d'un syncrétisme de multiples influences en Tanzanie.

Des héros mythifiés sont à chaque fois présents, afin d'appuyer ce qui peut s'apparenter à la construction d'un véritable récit national. On peut donc parler d'une narration forgeant l'identité d'un pays, soit une « narration à assise territoriale ».

- Exemple 1 : l'Apartheid museum ou le Constitution Hill en Afrique du Sud mettent en exergue des personnalités notoires, liées par leur puissance évocatrice (émancipation et non-violence), à savoir N. Mandela et M. Gandhi

Quelques rappels s'agissant de N. Mandela : avocat puis dirigeant historique de la lutte contre le système politique institutionnel de ségrégation raciale ; président à la tête de l'ANC de la République d'Afrique du Sud démocratique ou nation arc-en-ciel de 1994 à 1999 ; prix Nobel de la paix en 1993.

Concernant Gandhi : dirigeant politique, grand guide spirituel de l'Inde et du mouvement pour l'indépendance de ce pays ; théoricien du *satyāgraha* ; mais il ne faut pas oublier qu'il a développé sa méthode de désobéissance civile non-violente en Afrique du Sud, où il est resté de 1893 à 1915.

- Exemple 2 : le musée de la révolution et le Matola Raid au Mozambique mettent résolument en scène deux « personnages totems », hommes forts de la nation et Hérault de la lute révolutionnaire : S. Machel E. Mondlane

S'agissant de S. Machel : homme politique mozambicain, membre du Frelimo et premier président de la République populaire du Mozambique indépendante entre 1975 et 1986 ; considéré comme le père de l'indépendance du Mozambique.

En ce qui concerne E. Mondlane : autre homme politique mozambicain assassiné en 1969, considéré comme le père du Mozambique indépendant, car premier président du Front de libération du Mozambique (ou FRELIMO).

- Exemple 3 : est exhibée, que ce soit dans le musée aux esclaves ou dans le musée national en Tanzanie, aux côté de J. Nyerere, père de l'indépendance, une autre personnalité, britannique, chantre de la lutte contre l'esclavage : l'explorateur D. Livingstone.

En ce qui concerne D. Livingstone : médecin, missionnaire et explorateur écossais ; chantre des 3 C : promotion de l'empire colonial britannique à travers le « commerce » et la « civilisation », ainsi que la « christianisation » (ou évangélisation) du sud de l'Afrique. À cela, il faut ajouter les luttes contre la traite esclavagistes : ses rapports seraient notamment à l'origine du traité imposant en 1873 au sultan de Zanzibar l'interdiction du trafic d'esclaves.

En somme, on se trouve face à des lectures patrimoniales a priori parallèles, décalées dans le temps. Elles sont mises au service de la constitution d'un roman

national servant le pouvoir en place. Cette dynamique est à replacer dans un schéma général, porteur de sens, voyant un certain nombre de pays africains bien décidés à asseoir une identité propre dans un contexte post indépendance. Le but étant aussi l'union des multiples groupes ethniques. La dynamique a été, on le voit, à chaque fois impulsée par les partis de la libération (ANC, Frelimo et le « parti de la révolution » qui est est *Chama cha Mapinduzi* - CCM en swahili en Tanzanie – au pouvoir depuis 1962).

3. Derrière une dynamique a priori disjointe, un patrimoine partagé progressivement mis en exergue ?

Si la notion « d'ensemble patrimonial » (en terme de lecture régionale) demeure encore timide, des amorces (prémices) de partage, relativement récents pour la plupart, existent pourtant. On pourrait citer deux exemples :

- Le Matola Raid (initiative RSA-Mozambique par les deux présidents respectifs ; dans la narration, il est avancée une proximité politique ANC-FELIMO d'ou ce rapprochement entre O. Tambo et S. Machel) ; le cadre d'ensemble, architectural, rappelle les musées sud-africains. Pourrait-on y souligner une influence patrimoniale sud-africaine voire un « impérialisme culturel/mémoriel » (pour une histoire romancée et quelque peu simplifiée) ?
- Le Freedom Park à Pretoria ; cette fois, la narration se fait globalisante, « panafricaine », là encore au service d'une Afrique du Sud s'érigeant en modèle et qui se targue d'inscrire dans ses pas dans ceux de la renaissance africaine (soit dans une lecture continentale, porteuse de sens).

Quid à ce moment des liens avec les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien et de l'indianocéanie ? Ils ne sont pas inexistants. Des passerelles existent.

- D'abord, une passerelle onusienne (UNESCO) affinée par l'universitaire S. Fuma et l'association Historun ; Réseau « Stèles, Mémoire, esclavage de l'océan Indien » avec le Mozambique (site de Ilha de Moçambique), La Réunion, Maurice, Mayotte, Pondichery (Inde), Meizhou (Chine) et Madagascar : soit une aire cohérente en rapport avec les flux de peuplement traçant des routes entre les États bordiers et les espaces insulaires du Sud-ouest de l'océan Indien.

- Ensuite une vision universitaire et politique (F. Bart et H. Madi – COI, Commission de l'océan Indien) : la Tanzanie (en particulier Zanzibar) en qualité de plongement swahili de l'aire indianocéanique ; ou, on peut le dire autrement, l'archipel des Comores vue comme interface ouverte sur l'aire swahili (cette riche culture à la fois africaine et musulmane).

- Enfin et dans cette continuité : le projet PaTRIM-OI (Université de La Réunion : CREGUR-OIES et LCF) projette de travailler sur quatre espaces inter reliés : la Tanzanie, l'Inde, Maurice et La Réunion.

- Dans ce schéma, peut-on envisager que l'Afrique du Sud s'y retrouve *a priori* quelque peu en marge, tentant de proposer un autre modèle ?

D'un point de vue géopolitique, on pourrait aussi dire qu'une vision davantage anglophone tend à se dessiner au regard des rapprochements initiés à l'initiative sud-africaine (lecture panafricaine). À l'inverse, une vision plus francophone semble émerger des initiatives issues notamment de l'Université de La Réunion ou de la COI.

Conclusion

Par cette contribution, nous nous situons dans le droit fil des objectifs de ce séminaire LCF qui tient à la fois de l'observation des pratiques et de la réflexion épistémologique, sur un espace en évolution et en interaction tâtonnante.

Nous étions parti de l'interrogation consistant à se demander si, devant les spécificités patrimoniales des terrains abordés, on pouvait non pas parler d'un patrimoine partagé mais plutôt d'un patrimoine disjoint, on l'a compris dans une optique post-indépendante (avec l'idée de Nation à consolider).

Cette hypothèse posée, nous avons été amené quelque peu à la nuancer face à un certains nombre d'initiatives récentes, transfrontalières et régionales. En effet, ces dernières esquissent des prémices de partage patrimonial à l'échelle de l'océan Indien, aire de brassage, de diversité et de confluence.

Au final, peut-être pouvons nous suggérer, dans le cadre d'une posture réflexive à approfondir, en lien avec l'intitulé de ce séminaire, l'idée de trois niveaux de lecture radioconcentrique (en partant des îles « créoles ») :

1. Une « Indianocéanie élargie » incluant la Tanzanie (en tant que bordure africaine du prolongement swahili de cette construction via l'archipel des Comores)
2. Un « Grand océan Indien patrimonial » associant îles du Sud-Ouest et espaces continentaux que sont entre autres le Mozambique et l'Inde (en tant qu'aires de peuplement-foyers originels)
3. Une « Panafricanité » plus centrée sur l'Afrique du Sud, pôle de renaissance africaine susceptible d'associer les autres territoires de l'océan Indien, toutefois dans une lecture davantage panafricaine (et assez anglophone).

Quelques éléments bibliographiques

F. BART, 2018, « Indianocéanie et aire swahili, une géographie d'interface », Colloque international *Définis-moi « l'Indianocéanie »*, 4-5 octobre 2018, Université de La Réunion.

O. CASLIN, 2016, « Océan indien : si lointain et si proche », in *Jeuneafrique*, 15 juillet 2016, DOSSIER « Océan indien : destins communs ».

S. FUMA, 2013, « La Route de l'esclave et de l'engagé dans les îles et pays du Sud-Ouest de l'océan Indien, Une thérapeutique de la mémoire pour servir une identité créole indocéanique… » in *Études Océan Indien*, N° 49-50 | 2013 : Archipels créoles de l'océan Indien.

H. MADI, 2018, « Indianocéanie : de la fulgurance poétique à l'émergence d'une région » in *Le Mauricien*, 4 Oct 2018, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien.

B. MBOLA, 2009, « Monument to commemorate Matola Raid in Moz », in *SANews*, 16 février 2009.

ANNEXES

- Annexe 1 : Missions de recherche sur le terrain

- Annexe 2 : Mémoires de Master 2 dirigés et soutenus

Fabrice FOLIO
Département de Géographie, FLSH
Laboratoire du CREGUR, OIES
Université de La Réunion

Objet : Missions de recherche

- Mission de terrain à Maurice : Le Morne, Aapravasi Ghat dans le cadre du programme de Recherche « Tourisme et Risques », CREGUR, OIES. Octobre 2019.
- Mission de recherche Tanzanie-Afrique du Sud-Mozambique : approche contrastive autour de la patrimonialisation des lieux de mémoire, patrimoine sensible, Villes et lieux étudiés par approche contrastive : Johannesburg, Pretoria, Maputo, Matola, Dar es-Salaam, Zanzibar. Juin 2019.
- Mission de terrain « Dynamiques touristiques et patrimoniales en Afrique australe », Afrique du Sud et Mozambique. Avril 2016.
- Mission de recherche axe « Entre complémentarité et concurrence » du programme de recherche « L'Environnement touristique de La Réunion : du territoire à l'international » porté par l'OIES (Océan Indien Espaces et Sociétés, FLSH, Université de La Réunion), Johannesburg et Durban. 02 au 13 novembre 2014.
- Mission de terrain au Cap (Western Cape), « Les lieux patrimoniaux touristifiés : Langa, Robben island », juin 2013
- Mission de terrain à Pietermaritzburg (Inanda – Imbali, sur les traces de Gandhi). Septembre 2011
- Mission Afrique du Sud : Durban et Johannesburg – Inerties et mutations urbaines en Afrique du Sud postapartheid, novembre 2010
- Mission de terrain à Durban – Waterfront et gentrification / analyse des Township tours. Octobre 2009
- Mission de terrain Mozambique, Archipel de Bazaruto, Vilanculos, Axe Tourisme et développement durable. Juin 2009
- Mission Afrique du Sud 2008, Johannesburg, jury de Baccalauréat, Lycée français en Afrique du Sud.

- Mission de terrain Port Elizabeth ville et townships. Novembre 2008
- Mission de terrain Mozambique, Les *Condominios*. Juillet 2007
- Mission de terrain Mozambique Maputo, Costa do Sol + Université Eduardo Mondlane, approche urbaine. Juillet 2006
- Programme et Séminaire de recherche « Sécurité, gouvernance des villes d'Afrique australe » (*Privatisation of security in Sub-Saharan African Cities: Urban dynamics and new forms of governance - Cape Town, Durban, Ibadan, Johannesburg, Kano, Lagos, Nairobi, Maputo, Windhoek*), Mission à Ibadan, Nigéria, 2005.
- Mission de terrain au KwaZulu-Natal : Étude des villages culturels ethniques + Richards Bay, janvier 2005
- Mission de terrain Mozambique, Maputo, Inhaca et Catembe,. Décembre 2004

Direction de Master 2 de Géographie (F. FOLIO)

Mémoires soutenus
Université de La Réunion. Faculté des lettres et des sciences humaines

Titre : patrimoine culturel sensible et valorisation à la Réunion
2021
Auteur : Hoarau Mathieu

Titre : Valorisation du patrimoine touristique culturel des Comores : Cas de la Grande Comore
2019
Auteur : Mouhoudia Idarousse

Titre : Jeux d'influence dans le Canal du Mozambique Quelle place pour la France ?
2019
Auteur : Mandresy Rakotolahy,

Titre : Gestion et traitement des déchets verts pour la micro-région Nord-Est de l'île de La Réunion
2019
Auteur : Frédérick Dalleau

Titre : Enjeux de la valorisation patrimoniale des domaines sucriers : Les exemples de Bruniquel, l'Éperon, Grand Fond, Villèle et Vue Belle
2018
Auteur : Alexandre Emma
Co-direction avec Marie-Annick Lamy Giner (Géographie, CREGUR)

Titre : Territoire et identité : l'aménagement face aux quartiers difficiles, cas de la Z.A.C. Chatoire au Tampon
2017
Auteur : Valère Emmanuel

Titre : L'acceptation sociale dans la conservation marine ; Initiatives et défis du KwaZulu-Natal
2017
Auteur : Daphne Iatropoulos

Titre : La ZAC Fayard de Saint-André,
une zone d'aménagement concertée, caractéristique des problèmes sociétaux de l'Ile de La Réunion
2016
Auteur : Cyril Léger

Titre : Les danses traditionnelles des Comores : un potentiel pour le développement touristique de la Grande-Comore et de La Réunion
2015
Auteur(s): Ibrahim Moegni
Titre : Les réfugiés rwandais : 1959-1990
2015
Auteur(s): Anne-Marie Sebera
Co-direction avec Jean-François Géraud (Histoire, CRESOI)

Titre : Le tourisme de croisière : les prémices de l'activité à La Réunion

Auteur : Céline Vitry
2014
Co-direction avec Marie-Annick Lamy Giner (Géographie, CREGUR)

Titre : La Réunion, vitrine de politiques énergétiques exemplaires au service du développement durable?
2014
Auteur(s): Jennifer Hoffmann
Co-direction avec Fabien Brial (Géographie, CREGUR)

Titre : Le tourisme social à La Réunion : diagnostics et propositions
2013
Auteur(s): Priscilla Severin
Co-direction avec Marie-Annick Lamy Giner (Géographie, CREGUR)

Titre : Le littoral de Saint-Paul, un espace de tourisme ou de loisir ?
2013
Auteur(s): Leïla Langlet

Titre : Le développement écotouristique et durable du Cirque de Mafate
2013
Auteur : Mickaël Virama-Latchoumy

Titre : L'écotourisme : enjeux et limites de sa mise en place, le cas de la micro-région est de l'île
2012
Auteur : Lucie Dijoux

Titre : Les effets de la création du Parc National des Hauts et l'obtention du label Village Créôle sur le tourisme dans les hauts de la réunion : le cas de Cilaos.
2012
Auteur : Marcel Emmanuel Cotche

Titre : Le tourisme nippon : deux reflets touristiques : Tokyo et Kyoto ?
2012
Auteur : Florence Tabou

Titre : Enjeux et perspectives du tourisme à Saint-Leu : entre station touristique et authenticité créole.
2012
Auteur : Vanessa Sambibanan

Titre : L'écotourisme dans une réserve naturelle d'Afrique du Sud : le cas du Parc faunique de Hluhluwe-Imfolozi
2005
Auteur : Anaëlle Derroisne

Titre : Héritage de l'apartheid et recomposition du territoire : une mixité socio-spatiale dans les espaces publics de Durban
2005
Auteur : Jérôme Cochard